

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2021/201112]

Extrait de l'arrêt n° 23/2021 du 25 février 2021

Numéros du rôle : 7008 et 7009.

En cause : les recours :

- en annulation partielle de la loi du 21 novembre 2017 « modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers »;
- en annulation des articles 4 et 5 de la loi du 17 décembre 2017 « modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers », introduits par l'Ordre des barreaux francophones et germanophone et autres.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents F. Daoût et L. Lavrysen, des juges J.-P. Moerman, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, T. Giet, R. Leysen, J. Moerman, M. Pâques, Y. Kherbache et T. Detienne, et, conformément à l'article 60bis de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, du président émérite A. Alen, assistée du greffier F. Meersschaut, présidée par le président F. Daoût,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des recours et procédure*

a. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 11 septembre 2018 et parvenue au greffe le 12 septembre 2018, un recours en annulation des articles 4, 8, 10 à 12, 21, 23, 34, 39 à 42, 44 à 46, 48, 56, 57 et 62 de la loi du 21 novembre 2017 « modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers » (publiée au *Moniteur belge* du 12 mars 2018) a été introduit par l'Ordre des barreaux francophones et germanophone, l'ASBL « Association pour le droit des Etrangers », l'ASBL « Coordination et Initiatives pour et avec les Réfugiés et Etrangers », l'ASBL « Jesuit Refugee Service-Belgium », l'ASBL « Liga voor Mensenrechten », l'ASBL « Ligue des droits humains », l'ASBL « Point d'appui. Service d'aide aux personnes sans papiers », l'ASBL « Bureau d'Accueil et de Défense des Jeunes », l'ASBL « Syndicat des Avocats pour la Démocratie » et l'ASBL « Vluchtelingenwerk Vlaanderen », assistés et représentés par Me T. Wibault et Me P. Robert, avocats au barreau de Bruxelles.

b. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 11 septembre 2018 et parvenue au greffe le 12 septembre 2018, les mêmes parties requérantes ont introduit un recours en annulation des articles 4 et 5 de la loi du 17 décembre 2017 « modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers » (publiée au *Moniteur belge* du 12 mars 2018).

Ces affaires, inscrites sous les numéros 7008 et 7009 du rôle de la Cour, ont été jointes.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant aux lois attaquées

B.1.1. Les parties requérantes poursuivent l'annulation partielle de la loi du 21 novembre 2017 « modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers » (ci-après, respectivement : la loi du 21 novembre 2017 et la loi du 15 décembre 1980), ainsi que de la loi du 17 décembre 2017 « modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers » (ci-après : la loi du 17 décembre 2017).

B.1.2. La loi du 21 novembre 2017 transpose partiellement :

- la directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 « relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier » (ci-après : la directive « retour »);
- la directive 2011/51/UE du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2011 « modifiant la directive 2003/109/CE du Conseil afin d'étendre son champ d'application aux bénéficiaires d'une protection internationale »;
- la directive 2011/95/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 « concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection (refonte) » (ci-après : la directive 2011/95/UE);
- la directive 2013/32/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 « relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale (refonte) » (ci-après : la directive « procédures »);
- la directive 2013/33/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 « établissant des normes pour l'accueil des personnes demandant la protection internationale (refonte) » (ci-après : la directive « accueil »).

Elle met également partiellement en œuvre le règlement (UE) n° 604/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 « établissant les critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale introduite dans l'un des États membres par un ressortissant de pays tiers ou un apatride (refonte) » (ci-après : le règlement Dublin III).

La loi du 21 novembre 2017 vise principalement, à l'instar des directives qu'elle transpose, « la mise en place d'un régime d'asile commun, garantissant une évaluation exhaustive et efficace des besoins de protection internationale des demandeurs de celle-ci ainsi qu'une égalité de traitement de ces demandeurs dans l'ensemble de l'Union » (*Doc. parl., Chambre, 2016-2017, DOC 54-2548/001, p. 5*).

B.1.3. La loi du 17 décembre 2017 transpose partiellement la directive « procédures » et vise à simplifier et à optimiser la procédure actuelle (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2549/001, p. 3).

Quant aux moyens

B.2. La Cour examine les griefs des parties requérantes dans l'ordre suivant :

- l'exclusion des poursuites pénales à l'encontre des réfugiés reconnus du fait de leur entrée ou de leur séjour irréguliers (B.3-B.6);
- la capture de l'image faciale de certains étrangers (B.7-B.13);
- l'obligation de coopération qui incombe au demandeur de protection internationale (B.14) en ce qui concerne :
 - a) le dépôt, la conservation et la restitution des documents d'identité (B.15-B.23);
 - b) la production des éléments essentiels à l'évaluation de la demande (B.24-B.34);
 - c) la preuve de l'identité et de la nationalité du demandeur de protection internationale (B.35-B.37);
- l'organisation d'un examen médical (B.38-B.45);
- les besoins procéduraux spéciaux (B.46-B.52);
- le choix de la langue de la procédure relative à une demande ultérieure (B.53-B.57);
- la communication des observations relatives aux notes de l'entretien personnel (B.58-B.67);
- la confidentialité de certaines données (B.68-B.72);
- l'incidence du décès du demandeur de protection internationale sur la suite de la procédure quant au mineur qui l'accompagnait (B.73-B.78);
- le concept de pays tiers sûr (B.79-B.90);
- l'application de la procédure d'examen accélérée (B.91-B.101);
- la demande introduite par un étranger qui est rentré volontairement pendant au moins trois mois dans son pays d'origine (B.102-B.106);
- l'admissibilité d'éléments produits tardivement dans le cadre d'une demande ultérieure (B.107-B.112);
- l'évaluation du risque de fuite de l'étranger (B.113-B.118);
- la détention du demandeur de protection internationale (B.119-B.125);
- le changement des circonstances justifiant la rétention (B.126-B.130);
- la limitation du droit à l'aide matérielle (B.131-B.136);
- la réduction des délais de recours (B.137-B.143);
- le caractère suspensif du recours (B.144-B.156).

En ce qui concerne l'exclusion des poursuites pénales à l'encontre des réfugiés reconnus du fait de leur entrée ou de leur séjour irréguliers (article 34 de la loi du 21 novembre 2017)

B.3. Le premier moyen dans l'affaire n° 7008 est pris de la violation, par l'article 34 de la loi du 21 novembre 2017, des articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison ou non avec l'article 31, paragraphe 1, de la Convention internationale relative au statut des réfugiés, signée à Genève le 28 juillet 1951 (ci-après : la Convention de Genève).

Selon les parties requérantes, la disposition attaquée discrimine les demandeurs de protection internationale sur la base du statut de réfugié par rapport aux autres demandeurs de protection internationale, en ce que ces deux catégories sont susceptibles de faire l'objet de sanctions pénales du fait de leur entrée ou de leur séjour irréguliers, à l'issue de la procédure, alors que l'article 31, paragraphe 1, de la Convention de Genève l'interdit pour la première catégorie.

B.4. L'article 53 de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été remplacé par l'article 34, attaqué, de la loi du 21 novembre 2017, dispose :

« Un demandeur de protection internationale qui tente d'entrer dans le Royaume sans remplir les conditions fixées aux articles 2 et 3, ou en séjour illégal dans le Royaume, ne peut pas faire l'objet de poursuites pénales pour ce motif tant qu'une décision finale n'a pas été prise sur sa demande de protection internationale ».

Les travaux préparatoires indiquent à ce sujet :

« L'article 53 de la loi porte sur la suspension des poursuites pénales associées à une entrée illégale ou un séjour illégal des étrangers qui demandent la protection internationale. Cet article constitue la transposition de l'article 31, paragraphe 1^{er}, de la Convention sur les réfugiés du 28 juillet 1951. La terminologie de cet article 53 a été mise en conformité avec les autres articles relatifs à la protection internationale » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2548/001, p. 84).

Avant sa modification par l'article 34, attaqué, l'article 53 de la loi du 15 décembre 1980 disposait :

« L'étranger qui a introduit une demande d'asile conformément aux articles 50, 50bis, 50ter ou 51 et qui ne s'est pas vu refuser l'accès au territoire du Royaume, le séjour ou l'établissement, en application de l'article 52/3, § 2, ou de l'article 52/4 ne peut faire l'objet de poursuites pénales en raison de son entrée ou de son séjour irréguliers aussi longtemps que sa demande de reconnaissance n'aura pas été déclarée non fondée ».

B.5. L'article 31 de la Convention de Genève vise le cas des réfugiés en situation irrégulière dans le pays d'accueil. Son paragraphe 1 dispose :

« Les États contractants n'appliqueront pas de sanctions pénales, du fait de leur entrée ou de leur séjour irréguliers, aux réfugiés qui, arrivant directement du territoire où leur vie ou leur liberté était menacée au sens prévu par l'article 1^{er}, entrent ou se trouvent sur leur territoire sans autorisation, sous la réserve qu'ils se présentent sans délai aux autorités et leur exposent des raisons reconnues valables de leur entrée ou présence irrégulières ».

B.6. L'article 53, ancien, de la loi du 15 décembre 1980 précisait que les poursuites pénales étaient exclues « aussi longtemps que [la] demande de reconnaissance n'aura pas été déclarée non fondée », ce qui excluait nécessairement toutes poursuites pénales à l'encontre des réfugiés reconnus du fait de leur entrée ou de leur séjour irréguliers.

Contrairement à ce que soutient le moyen, l'article 53 de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été remplacé par l'article 34, attaqué, ne permet pas que les réfugiés reconnus puissent faire l'objet de poursuites pénales du fait de leur entrée ou séjour irréguliers. Partant, il ne viole pas les articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec l'article 31, paragraphe 1, de la Convention de Genève.

Il appartient au juge compétent de veiller à ce que les réfugiés reconnus ne fassent pas l'objet de poursuites pénales du fait de leur entrée ou séjour irréguliers, conformément à l'article 31, paragraphe 1, de la Convention de Genève.

Le premier moyen dans l'affaire n° 7008 n'est pas fondé.

En ce qui concerne la capture de l'image faciale de certains étrangers (articles 8 et 21 de la loi du 21 novembre 2017)

B.7. Les deuxième et troisième moyens dans l'affaire n° 7008 sont pris de la violation, respectivement par les articles 8 et 21 de la loi du 21 novembre 2017, de l'article 22 de la Constitution, lu en combinaison ou non avec les articles 5, paragraphe 1, et 9, paragraphe 2, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 « relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données » (ci-après : le RGPD), avec l'article 7 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (ci-après : la Charte) et avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Selon les parties requérantes, les dispositions attaquées portent une atteinte grave à la vie privée des étrangers concernés, en ce qu'elles ajoutent aux données personnelles déjà collectées au sujet de ces étrangers l'image numérique du visage, pour des motifs non déterminés et sans que le droit de l'Union et, en particulier, le règlement (UE) n° 603/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013, qui ne prévoit que la collecte des empreintes digitales, constituent un fondement adéquat pour ces dispositions. Les parties requérantes font valoir que la collecte de l'image faciale, qui est une donnée biométrique au sens de l'article 4, point 14), du RGPD, doit respecter tant les principes généraux prévus à l'article 5, paragraphe 1, que les conditions particulières prévues à l'article 9 du même règlement, ce qui n'est pas le cas en l'espèce.

B.8.1. L'article 8, attaqué, de la loi du 21 novembre 2017 remplace le paragraphe 1^{er} de l'article 30bis de la loi du 15 décembre 1980, qui dispose désormais :

« § 1^{er}. Pour l'application du présent article, il y a lieu d'entendre par ' prise de données biométriques ', le relevé d'empreintes digitales et la capture de l'image faciale. Par ' image faciale ', on entend les images numériques du visage, d'une résolution et d'une qualité suffisantes pour servir à la mise en correspondance biométrique automatique.

§ 2. Peuvent être soumis à la prise de données biométriques :

1° l'étranger qui demande un visa, une autorisation tenant lieu de visa ou une autorisation de séjour auprès d'un représentant diplomatique ou consulaire belge ou d'un représentant diplomatique ou consulaire qui représente les intérêts de la Belgique;

2° l'étranger qui introduit dans le Royaume une demande d'autorisation de séjour de trois mois au maximum ou une demande en vue d'y être admis ou autorisé à un séjour de plus de trois mois;

3° l'étranger qui fait l'objet d'une mesure d'éloignement ou de refoulement.

Le Roi détermine le délai durant lequel doivent être conservées les données biométriques qui ont été prises conformément au présent article.

§ 3. Les données biométriques sont prises à l'initiative du représentant diplomatique ou consulaire belge ou du ministre ou de son délégué. Elles peuvent l'être aussi à l'initiative d'un officier de police judiciaire, en ce compris l'officier de police judiciaire dont la compétence est limitée ou d'un officier de la police administrative.

§ 4. Les données biométriques ne peuvent être utilisées que dans la mesure où elles sont nécessaires pour :

1° établir et/ou vérifier l'identité de l'étranger;

2° examiner si l'étranger concerné constitue un danger pour l'ordre public ou la sécurité nationale;

3° respecter les obligations prévues par les règlements et directives européens adoptés par le Conseil de l'Union européenne.

§ 5. L'enregistrement, le traitement, l'exploitation et la transmission des données biométriques sont effectués sous le contrôle de la Commission de la protection de la vie privée, conformément à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

§ 6. A la requête du ministre ou de son délégué, les données biométriques visées au § 2 peuvent être obtenues, pour les finalités visées au § 4, auprès des autorités judiciaires, des services de police et des fonctionnaires et agents des services publics qui disposent de ces données ».

B.8.2. L'article 21, attaqué, de la loi du 21 novembre 2017 apporte plusieurs modifications à l'article 51/3 de la loi du 15 décembre 1980, dont il remplace notamment le paragraphe 1^{er}. L'article 51/3, précité, dispose désormais :

« § 1^{er}. Pour l'application du présent article, il y a lieu d'entendre par ' prise de données biométriques ', le relevé d'empreintes digitales et la capture de l'image faciale. Par ' image faciale ', on entend les images numériques du visage, d'une résolution et d'une qualité suffisantes pour servir à la mise en correspondance biométrique automatique.

Peuvent être soumis à la prise des données biométriques :

1° l'étranger qui présente et/ou introduit une demande de protection internationale à la frontière ou à l'intérieur du Royaume;

2° l'étranger dont la prise ou la reprise en charge incombe à l'État belge, en vertu de la réglementation européenne liant la Belgique relative à la détermination de l'État responsable de l'examen d'une demande de protection internationale;

3° l'étranger pour lequel existent des indices qu'il a déjà introduit une demande de protection internationale.

§ 2. Les données biométriques ne peuvent être utilisées que dans la mesure où elles sont nécessaires pour :

1° établir l'identité de l'étranger;

2° déterminer l'État responsable de l'examen de la demande de protection internationale, en application de la réglementation européenne liant la Belgique;

3° examiner la demande de protection internationale.

§ 3. Les données biométriques sont prises à l'initiative du Ministre ou de son délégué. Elles peuvent l'être aussi à l'initiative du commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ou de son délégué, d'un officier de police judiciaire, en ce compris l'officier de police judiciaire dont la compétence est limitée, d'un officier de la police administrative, ou d'un directeur d'un établissement pénitentiaire.

§ 4. Le traitement et l'exploitation des données biométriques sont effectués sous le contrôle de la Commission de la protection de la vie privée, conformément aux dispositions de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

§ 5. Le Roi fixe le délai durant lequel les données biométriques, prises conformément au présent article, doivent être conservées.

Les données biométriques prises en application du § 1^{er} sont détruites lorsque l'étranger est reconnu réfugié conformément à l'article 49 ou lorsque le statut de protection subsidiaire lui est accordé conformément à l'article 49/2 ».

B.8.3. Les travaux préparatoires indiquent à ce sujet :

« A l'article 30bis de la loi, à l'instar de l'article 51/3 de la loi, la terminologie de la définition des données biométriques a été alignée sur celle de la législation européenne (par ex. la proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la création d' Eurodac ' pour la comparaison des empreintes digitales aux fins de l'application efficace du règlement (UE) n° 604/2013 établissant les critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale introduite dans l'un des États membres par un ressortissant de pays tiers ou un apatride, et de l'identification des ressortissants de pays tiers ou apatrides en séjour irrégulier, et relatif aux demandes de comparaison avec les données d'Eurodac présentées par les autorités répressives des États membres et par Europol à des fins répressives (refonte) COM(2016) 272 final).

Pour l'application des articles 30bis et 51/3 de la loi, par ' prise de données biométriques ', il y a lieu d'entendre le relevé d'empreintes digitales et la capture de l'image faciale. Par ' image faciale ', on entend les images numériques du visage, d'une résolution et d'une qualité d'image suffisantes pour servir à la mise en correspondance biométrique automatique » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2548/001, pp. 28-29; voy. également *ibid.*, pp. 71-73).

B.9.1. L'article 22 de la Constitution, l'article 7 de la Charte et l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme garantissent le droit au respect de la vie privée.

Ces dispositions n'excluent pas une ingérence d'une autorité publique dans le droit au respect de la vie privée, mais elles exigent que cette ingérence soit autorisée par une disposition législative suffisamment précise, qu'elle corresponde à un besoin social impérieux et qu'elle soit proportionnée à l'objectif légitime qu'elle poursuit.

Le législateur dispose en la matière d'une marge d'appréciation. Cette marge n'est toutefois pas illimitée : pour qu'une norme soit compatible avec le droit au respect de la vie privée, il faut que le législateur ait établi un juste équilibre entre tous les droits et intérêts en cause.

B.9.2. L'article 5 du RGPD édicte les principes relatifs au traitement des données à caractère personnel :

« 1. Les données à caractère personnel doivent être :

a) traitées de manière licite, loyale et transparente au regard de la personne concernée (licéité, loyauté, transparence);

b) collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes, et ne pas être traitées ultérieurement d'une manière incompatible avec ces finalités; le traitement ultérieur à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques n'est pas considéré, conformément à l'article 89, paragraphe 1, comme incompatible avec les finalités initiales (limitation des finalités);

c) adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées (minimisation des données);

d) exactes et, si nécessaire, tenues à jour; toutes les mesures raisonnables doivent être prises pour que les données à caractère personnel qui sont inexactes, eu égard aux finalités pour lesquelles elles sont traitées, soient effacées ou rectifiées sans tarder (exactitude);

e) conservées sous une forme permettant l'identification des personnes concernées pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées; les données à caractère personnel peuvent être conservées pour des durées plus longues dans la mesure où elles seront traitées exclusivement à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques conformément à l'article 89, paragraphe 1, pour autant que soient mises en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées requises par le présent règlement afin de garantir les droits et libertés de la personne concernée (limitation de la conservation);

f) traitées de façon à garantir une sécurité appropriée des données à caractère personnel, y compris la protection contre le traitement non autorisé ou illicite et contre la perte, la destruction ou les dégâts d'origine accidentelle, à l'aide de mesures techniques ou organisationnelles appropriées (intégrité et confidentialité);

2. Le responsable du traitement est responsable du respect du paragraphe 1 et est en mesure de démontrer que celui-ci est respecté (responsabilité) ».

L'article 9 du RGPD concerne le traitement portant sur des catégories particulières de données à caractère personnel :

« 1. Le traitement des données à caractère personnel qui révèle l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que le traitement des données génétiques, des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique sont interdits.

2. Le paragraphe 1 ne s'applique pas si l'une des conditions suivantes est remplie :

[...]

g) le traitement est nécessaire pour des motifs d'intérêt public important, sur la base du droit de l'Union ou du droit d'un État membre qui doit être proportionné à l'objectif poursuivi, respecter l'essence du droit à la protection des données et prévoir des mesures appropriées et spécifiques pour la sauvegarde des droits fondamentaux et des intérêts de la personne concernée.

[...] ».

L'article 9 du RGPD doit être lu en combinaison avec l'article 4, point 14), du RGPD, qui dispose :

« Aux fins du présent règlement, on entend par :

[...]

14) ' données biométriques ', les données à caractère personnel résultant d'un traitement technique spécifique, relatives aux caractéristiques physiques, physiologiques ou comportementales d'une personne physique, qui permettent ou confirment son identification unique, telles que des images faciales ou des données dactyloscopiques ».

B.10.1. L'article 30bis de la loi du 15 décembre 1980 permet de soumettre les étrangers qu'il vise à la prise de données biométriques. Alors qu'avant sa modification par l'article 8, attaqué, l'article 30bis, § 1^{er}, visait la prise d'empreintes digitales et de photographies, il concerne désormais la prise de données biométriques comme le relevé d'empreintes digitales et la capture de l'image faciale, l'image faciale étant définie comme « les images numériques du visage, d'une résolution et d'une qualité suffisantes pour servir à la mise en correspondance biométrique automatique ».

Les étrangers concernés sont décrits à l'article 30bis, § 2, de la loi du 15 décembre 1980. Il s'agit des étrangers qui sollicitent un visa ou une autorisation de séjour, ainsi que des étrangers qui font l'objet d'une mesure d'éloignement ou de refoulement. L'article 30bis, § 4, prévoit que les données biométriques ne peuvent être utilisées que dans la mesure où elles sont nécessaires pour établir et/ou vérifier l'identité de l'étranger, pour examiner si celui-ci constitue un danger pour l'ordre public ou la sécurité nationale, ou pour respecter les obligations prévues par le droit de l'Union européenne. L'article 30bis habilite le Roi à déterminer le délai de conservation des données ainsi collectées (§ 2, alinéa 2) et prévoit que le traitement de celles-ci a lieu sous le contrôle de la Commission de protection de la vie privée (aujourd'hui : l'Autorité de protection des données) (§ 5).

B.10.2. L'article 51/3 de la loi du 15 décembre 1980 permet de soumettre les étrangers qu'il vise à la prise de données biométriques. Alors qu'avant sa modification par l'article 21, attaqué, l'article 51/3 visait la prise d'empreintes digitales, il concerne désormais la prise de données biométriques comme le relevé d'empreintes digitales et la capture de l'image faciale, l'image faciale étant définie comme « les images numériques du visage, d'une résolution et d'une qualité suffisantes pour servir à la mise en correspondance biométrique automatique ».

Les étrangers concernés sont décrits à l'article 51/3, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980. Il s'agit principalement des étrangers ayant introduit une demande de protection internationale. L'article 51/3, § 2, prévoit que les données biométriques ne peuvent être utilisées que dans la mesure où elles sont nécessaires pour établir l'identité de l'étranger, pour déterminer l'État responsable de l'examen de la demande de protection internationale ou pour examiner la demande de protection internationale. L'article 51/3 habilite le Roi à déterminer le délai de conservation des données ainsi collectées, étant précisé que celles-ci sont détruites lorsque l'étranger est reconnu réfugié ou lorsqu'il se voit accorder le statut de protection subsidiaire (§ 5), et prévoit que le traitement des données précitées a lieu sous le contrôle de l'Autorité de protection des données (§ 4).

B.11. En ce qu'elles permettent la collecte de l'image numérique du visage des étrangers qu'elles visent, les dispositions attaquées entraînent une ingérence dans le droit de ceux-ci au respect de la vie privée. Dès lors que les images faciales constituent des données biométriques au sens de l'article 4, point 14), du RGPD, l'ingérence doit satisfaire non seulement aux conditions mentionnées en B.9.1, mais également aux conditions fixées par l'article 9 du RGPD, qui concerne le traitement des données à caractère personnel sensibles.

B.12.1. La collecte des données biométriques, y compris des images faciales, poursuit les finalités mentionnées en B.10. Celles-ci sont déterminées, explicites et légitimes, au sens de l'article 5, paragraphe 1, point b), du RGPD.

Compte tenu de l'importance, en matière d'ordre public et de sécurité, de gestion de l'asile et de lutte contre l'immigration illégale, de la nécessité d'identifier les étrangers concernés, et de ce que l'article 13, paragraphe 2, point e), de la directive « procédures » permet aux États membres de prévoir que les autorités compétentes peuvent photographier le demandeur de protection internationale, ces finalités constituent des motifs d'intérêt public important au sens de l'article 9, paragraphe 2, point g), du RGPD.

B.12.2. Comme il est dit en B.10, les articles 30bis et 51/3 de la loi du 15 décembre 1980 déterminent les personnes concernées par le traitement litigieux et les circonstances dans lesquelles celui-ci peut avoir lieu. Ils habilite par ailleurs le Roi à fixer le délai de conservation des données biométriques et prévoient le contrôle de l'Autorité de protection des données.

Il s'ensuit que les dispositions attaquées ne méconnaissent pas l'essence du droit à la protection des données et qu'elles sont assorties de mesures appropriées et spécifiques pour la sauvegarde des droits fondamentaux et des intérêts des étrangers concernés, au sens de l'article 9, paragraphe 2, point g), du RGPD. Pour le surplus, c'est aux autorités compétentes, en leur qualité de responsable de traitement, qu'il appartient de veiller au respect des principes énoncés à l'article 5, paragraphe 1, du RGPD, dont les parties requérantes n'établissent pas qu'il serait violé par les dispositions attaquées.

B.13. L'ingérence est par conséquent justifiée et n'entraîne pas des effets disproportionnés en ce qui concerne les droits des étrangers concernés, eu égard aux objectifs poursuivis.

Les deuxième et troisième moyens dans l'affaire n° 7008 ne sont pas fondés.

En ce qui concerne l'obligation de coopération qui incombe au demandeur de protection internationale (article 10 de la loi du 21 novembre 2017)

B.14. Les quatrième, cinquième et dixième moyens dans l'affaire n° 7008 portent sur l'article 10 de la loi du 21 novembre 2017. Cette disposition remplace l'article 48/6 de la loi du 15 décembre 1980, qui dispose désormais :

« § 1^{er}. Le demandeur d'une protection internationale doit présenter aussi rapidement que possible tous les éléments nécessaires pour étayer sa demande. Il appartient aux instances chargées de l'examen de la demande d'évaluer, en coopération avec le demandeur, les éléments pertinents de la demande de protection internationale.

Les éléments visés à l'alinéa 1^{er} correspondent notamment aux déclarations du demandeur et à tous les documents ou pièces en sa possession concernant son identité, sa ou ses nationalités, son âge, son passé, y compris ceux des membres de la famille à prendre en compte, le ou les pays ainsi que le ou les lieux où il a résidé auparavant, ses demandes antérieures, ses itinéraires, ses titres de voyage, ainsi que les raisons justifiant sa demande de protection internationale.

L'absence des éléments visés à l'alinéa 1^{er}, et plus particulièrement l'absence de preuve quant à l'identité ou la nationalité, qui sont des éléments centraux de la procédure d'évaluation d'une demande de protection internationale, constitue une indication défavorable concernant la crédibilité générale du récit du demandeur, à moins que le demandeur ne présente une explication satisfaisante à cette absence.

Si les instances chargées de l'examen de la demande ont de bonnes raisons de penser que le demandeur retient des informations, pièces, documents ou autres éléments essentiels à une évaluation correcte de la demande, elles peuvent l'inviter à produire ces éléments sans délai, quel que soit leur support. Le refus du demandeur de produire ces éléments sans explication satisfaisante pourra constituer un indice de son refus de se soumettre à son obligation de coopération visée à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Les documents nationaux et internationaux de nature à établir l'identité ou la nationalité du demandeur qui sont déposés aussi rapidement que possible en original sont conservés dans le dossier administratif des instances chargées de l'examen de la demande de protection internationale pendant toute la durée du traitement de cette demande.

Les originaux des pièces justificatives autres que celles visées à l'alinéa 1^{er} peuvent être conservés au dossier administratif pendant toute la durée du traitement de la demande de protection internationale.

Le demandeur reçoit, à sa demande, une copie des pièces dont les originaux sont conservés au dossier administratif et un accusé de réception avec une brève description des documents déposés.

La restitution par les instances chargées de l'examen de la demande des pièces originales visées à l'alinéa 1^{er} à l'étranger, ou à son avocat lorsqu'il présente une procuration écrite émanant de l'étranger, intervient à sa demande pour autant que la demande de protection internationale ait fait l'objet d'une décision finale de reconnaissance du statut de réfugié ou d'octroi du statut de protection subsidiaire, sans préjudice de l'article 57/8/1. Dans les autres cas où une décision finale a été prise, ces pièces sont transmises au ministre ou à son délégué. Le ministre ou son délégué les restitue sur demande à l'étranger, à moins qu'il ait imposé la conservation de ces pièces sur base de l'article 74/14, § 2, alinéa 2, en tant que mesure préventive, ou sur base de l'article 74/15, § 1^{er}, en tant que mesure d'exécution d'une décision d'éloignement.

La restitution des pièces originales visées à l'alinéa 2 au demandeur, ou à son avocat lorsqu'il présente une procuration écrite émanant du demandeur, intervient à sa demande pour autant que la demande de protection internationale ait fait l'objet d'une décision finale.

Dans tous les cas, les pièces originales déposées au dossier administratif peuvent être restituées anticipativement à condition que la nécessité d'une restitution anticipée soit justifiée valablement par le demandeur.

La restitution d'une pièce ne peut pas avoir lieu s'il est établi, à la suite d'une authentification par les autorités compétentes, que le document est un faux ou a été falsifié et/ou s'il existe un obstacle à cette restitution en vertu de la loi.

L'éventuelle restitution des pièces originales est mentionnée sur l'accusé de réception visé à l'alinéa 3.

[...]

§ 4. Lorsque le demandeur n'étaye pas certains aspects de ses déclarations par des preuves documentaires ou autres, ces aspects ne nécessitent pas confirmation lorsque les conditions cumulatives suivantes sont remplies :

- a) le demandeur s'est réellement efforcé d'étayer sa demande;
- b) tous les éléments pertinents à la disposition du demandeur ont été présentés et une explication satisfaisante a été fournie quant à l'absence d'autres éléments probants;
- c) les déclarations du demandeur sont jugées cohérentes et plausibles et elles ne sont pas contredites par les informations générales et particulières connues et pertinentes pour sa demande;
- d) le demandeur a présenté sa demande de protection internationale dès que possible, à moins qu'il puisse avancer de bonnes raisons pour ne pas l'avoir fait;
- e) la crédibilité générale du demandeur a pu être établie.

[...] ».

La Cour examine successivement le dépôt, la conservation et la restitution des documents d'identité, le dépôt des éléments essentiels à l'évaluation de la demande et la preuve de l'identité et de la nationalité du demandeur de protection internationale.

Le dépôt, la conservation et la restitution des documents d'identité (article 48/6, § 2, de la loi du 15 décembre 1980)

B.15. Le quatrième moyen dans l'affaire n° 7008 est pris de la violation, par l'article 10 de la loi du 21 novembre 2017, des articles 10, 11, 13 et 22 de la Constitution, lus en combinaison ou non avec l'article 4 de la directive 2011/95/UE, avec l'article 9, paragraphe 1, de la directive « procédures », avec les articles 7 et 47 de la Charte et avec les articles 8 et 13 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Il ressort de la requête que le moyen porte plus spécifiquement sur l'article 48/6, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, qui règle le dépôt, la conservation et la restitution des documents d'identité du demandeur de protection internationale.

B.16. Dans une première branche, les parties requérantes font valoir que la disposition attaquée organiserait la saisie automatique des documents d'identité du demandeur de protection internationale pour toute la durée de la procédure et entraînerait ainsi une ingérence injustifiée et disproportionnée dans le droit de celui-ci au respect de la vie privée.

B.17. Comme il est dit en B.9.1, l'article 22 de la Constitution, l'article 7 de la Charte et l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme garantissent le droit au respect de la vie privée.

B.18. L'article 4 de la directive 2011/95/UE dispose :

« 1. Les États membres peuvent considérer qu'il appartient au demandeur de présenter, aussi rapidement que possible, tous les éléments nécessaires pour étayer sa demande de protection internationale. Il appartient à l'État membre d'évaluer, en coopération avec le demandeur, les éléments pertinents de la demande.

2. Les éléments visés au paragraphe 1 correspondent aux déclarations du demandeur et à tous les documents dont le demandeur dispose concernant son âge, son passé, y compris ceux des parents à prendre en compte, son identité, sa ou ses nationalités, le ou les pays ainsi que le ou les lieux où il a résidé auparavant, ses demandes d'asile antérieures, son itinéraire, ses titres de voyage, ainsi que les raisons justifiant la demande de protection internationale.

3. Il convient de procéder à l'évaluation individuelle d'une demande de protection internationale en tenant compte des éléments suivants :

- a) tous les faits pertinents concernant le pays d'origine au moment de statuer sur la demande, y compris les lois et règlements du pays d'origine et la manière dont ils sont appliqués;
- b) les informations et documents pertinents présentés par le demandeur, y compris les informations permettant de déterminer si le demandeur a fait ou pourrait faire l'objet de persécutions ou d'atteintes graves;
- c) le statut individuel et la situation personnelle du demandeur, y compris des facteurs comme son passé, son sexe et son âge, pour déterminer si, compte tenu de la situation personnelle du demandeur, les actes auxquels le demandeur a été ou risque d'être exposé pourraient être considérés comme une persécution ou une atteinte grave;
- d) le fait que, depuis qu'il a quitté son pays d'origine, le demandeur a ou non exercé des activités dont le seul but ou le but principal était de créer les conditions nécessaires pour présenter une demande de protection internationale, pour déterminer si ces activités l'exposeraient à une persécution ou à une atteinte grave s'il retournait dans ce pays;
- e) le fait qu'il est raisonnable de penser que le demandeur pourrait se prévaloir de la protection d'un autre pays dont il pourrait revendiquer la citoyenneté.

4. Le fait qu'un demandeur a déjà été persécuté ou a déjà subi des atteintes graves ou a déjà fait l'objet de menaces directes d'une telle persécution ou de telles atteintes est un indice sérieux de la crainte fondée du demandeur d'être persécuté ou du risque réel de subir des atteintes graves, sauf s'il existe de bonnes raisons de penser que cette persécution ou ces atteintes graves ne se reproduiront pas.

5. Lorsque les États membres appliquent le principe selon lequel il appartient au demandeur d'étayer sa demande, et lorsque certains aspects des déclarations du demandeur ne sont pas étayés par des preuves documentaires ou autres, ces aspects ne nécessitent pas confirmation lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- a) le demandeur s'est réellement efforcé d'étayer sa demande;
- b) tous les éléments pertinents à la disposition du demandeur ont été présentés et une explication satisfaisante a été fournie quant à l'absence d'autres éléments probants;

c) les déclarations du demandeur sont jugées cohérentes et plausibles et elles ne sont pas contredites par les informations générales et particulières connues et pertinentes pour sa demande;

d) le demandeur a présenté sa demande de protection internationale dès que possible, à moins qu'il puisse avancer de bonnes raisons pour ne pas l'avoir fait; et

e) la crédibilité générale du demandeur a pu être établie ».

B.19. Selon l'article 48/6, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, le demandeur de protection internationale doit déposer les pièces originales des documents nationaux et internationaux qui sont de nature à établir son identité ou sa nationalité aussi rapidement que possible. Ces pièces sont conservées au dossier administratif pendant toute la durée du traitement de la demande. Le demandeur reçoit, à sa demande, une copie des pièces dont les originaux sont conservés au dossier administratif et un accusé de réception avec une brève description des documents déposés (article 48/6, § 2, alinéa 3).

La restitution des pièces originales précitées à l'étranger ou à son avocat intervient, en principe, à l'issue de la procédure de traitement de la demande de protection internationale (article 48/6, § 2, alinéa 4).

Une restitution anticipée est possible dans tous les cas, à la demande du demandeur, à condition que la nécessité d'une telle restitution soit justifiée valablement par ce dernier (article 48/6, § 2, alinéa 6). Les travaux préparatoires précisent qu'une telle nécessité peut être établie dans le cadre de l'accomplissement de certaines démarches administratives, légales ou autres pour lesquelles « le dépôt ou la présentation des pièces originales en question est nécessaire ou indiquée (p. ex. pièces d'état civil dans le cadre d'un mariage, documents nécessaires à l'ouverture d'un compte bancaire, diplôme donnant accès à une profession) » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2548/001, p. 41). « Lorsqu'elle est accordée, cette restitution anticipée s'effectue sans préjudice de la possibilité pour l'instance saisie d'exiger du demandeur qu'il redépote la ou les pièces originales concernées une fois que les démarches ayant justifié la restitution anticipée auront abouti » (*ibid.*).

B.20. En ce qu'elle impose au demandeur de protection internationale de déposer auprès des instances chargées de l'examen de la demande les documents originaux qui sont de nature à établir son identité ou sa nationalité et en ce qu'elle prévoit que ces pièces sont conservées au dossier administratif pendant toute la durée du traitement de cette demande, la disposition attaquée entraîne une ingérence dans le droit de ce demandeur au respect de la vie privée (comp. CEDH, 24 juillet 2003, *Smirnova c. Russie*, § 95 et 97).

D'après l'exposé des motifs, la disposition attaquée constitue une transposition de l'article 13, paragraphe 1, de la directive « procédures » et de l'article 4, paragraphe 2, de la directive 2011/95/UE (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2548/001, p. 37).

L'article 13, paragraphes 1 et 2, point b), précité prévoit :

« 1. Les États membres imposent aux demandeurs l'obligation de coopérer avec les autorités compétentes en vue d'établir leur identité et les autres éléments visés à l'article 4, paragraphe 2, de la directive 2011/95/UE. Les États membres peuvent imposer aux demandeurs d'autres obligations en matière de coopération avec les autorités compétentes dans la mesure où ces obligations sont nécessaires au traitement de la demande.

2. En particulier, les États membres peuvent prévoir que :

[...]

b) les demandeurs doivent remettre les documents qui sont en leur possession et qui présentent un intérêt pour l'examen de la demande, comme leurs passeports;

[...] ».

L'article 4, paragraphe 2, de la directive 2011/95/UE dispose :

« Les éléments [...] correspondent aux déclarations du demandeur et à tous les documents dont le demandeur dispose concernant son âge, son passé, y compris ceux des parents à prendre en compte, son identité, sa ou ses nationalités, le ou les pays ainsi que le ou les lieux où il a résidé auparavant, ses demandes d'asile antérieures, son itinéraire, ses titres de voyage, ainsi que les raisons justifiant la demande de protection internationale ».

L'article 13 de la directive « procédures » permet aux États membres d'imposer aux demandeurs de protection internationale la remise des documents établissant leur identité ou leur nationalité. Il ne prévoit rien en ce qui concerne les modalités de conservation, notamment en termes de durée et de restitution des documents déposés.

La Cour examine si l'ingérence respecte les conditions mentionnées en B.9.1.

B.21.1. Selon l'exposé des motifs, la conservation des documents d'identité et de voyage originaux des demandeurs de protection internationale pendant toute la durée de la procédure est justifiée par les raisons suivantes :

« 2° Le paragraphe 2 nouveau vise à introduire dans la loi certains des principes liés au dépôt de pièces justificatives par le demandeur de protection internationale, qui étaient réglés jusqu'à présent par l'article 23 de l'arrêté royal du 11 juillet 2003 fixant la procédure devant le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides ainsi que son fonctionnement. Il s'agit du pendant de l'obligation faite au demandeur de protection internationale de présenter tous les éléments nécessaires pour étayer sa demande, visée au paragraphe 1^{er}. En effet, lorsque le demandeur présente des pièces justificatives devant les instances chargées de l'examen de la demande de protection internationale, se pose la question du dépôt de ces pièces au dossier, de leur conservation et de leur restitution.

Le premier alinéa a trait à la conservation par les instances chargées de l'examen de la demande de documents nationaux ou internationaux originaux de nature à établir l'identité ou la nationalité du demandeur, et constitue une transposition de l'article 13.1 de la directive 2013/32/UE et de l'article 4.2 de la directive 2011/95/UE. L'utilisation de documents d'identité et de voyage par le demandeur pendant l'instruction de sa demande de protection internationale est, en effet, incompatible avec sa sollicitation de la protection internationale dans le Royaume. Par ailleurs, comme mentionné plus haut, l'établissement de l'identité et de la nationalité du demandeur est un élément central de l'examen de la demande de protection internationale, tout au long de celle-ci. La conservation des pièces originales de nature à établir cette identité et cette nationalité permet dès lors aux instances chargées de l'examen de la demande de faire, tout au long de la procédure, les vérifications nécessaires à cet égard. Le demandeur de protection internationale est tenu de déposer ces pièces le plus vite possible, et ce dès la présentation de sa demande de protection internationale, et son enregistrement auprès du ministre ou de son délégué.

Cet alinéa prévoit ainsi la conservation obligatoire, dans le dossier administratif, des documents d'identité originaux déposés. En effet, dès lors qu'il s'agit de pièces ayant trait à un élément central de l'examen de la demande de protection internationale et vu qu'il est indispensable que ces pièces puissent suivre le dossier administratif et être examinées par l'instance chargée de l'examen de la demande qui en est saisie, ce n'est pas l'autorité qui a réceptionné les pièces qui en assure la conservation de manière exclusive, mais bien l'instance chargée de l'examen de la demande de protection internationale, lorsqu'elle est mise en possession du dossier administratif. Aussi, si les pièces sont déposées au Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides et qu'un recours a été introduit contre sa décision devant le Conseil du Contentieux des Etrangers, le dossier administratif est transmis au Conseil, conformément aux articles 39/72, 39/77 ou 39/77/1 en ce y compris les documents d'identité déposés au Commissariat général. De même, le Conseil devra faire en sorte de restituer le dossier administratif au Commissariat général, en ce compris les pièces d'identité qui auraient été déposées en cours de procédure de recours devant lui » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2548/001, pp. 37-38).

B.21.2. L'obligation faite aux demandeurs de protection internationale de déposer les pièces originales des documents nationaux et internationaux qui sont de nature à établir leur identité ou leur nationalité et le dessaisissement obligatoire de ces pièces en vue de leur conservation dans le dossier au cours de l'examen de la demande constituent une ingérence dans le droit au respect de la vie privée des demandeurs concernés.

Le dépôt des pièces originales des documents nationaux et internationaux qui sont de nature à établir l'identité ou la nationalité du demandeur et leur conservation dans le dossier au cours de l'examen de la demande de protection internationale sont prévus par la loi et poursuivent un but légitime, à savoir l'établissement et, le cas échéant, le contrôle de l'identité et de la nationalité du demandeur de protection internationale, qui constituent un élément central de l'examen de la demande, dans le contexte plus global de la gestion de l'asile, de la lutte contre l'immigration illégale et de la protection de l'ordre public et de la sécurité nationale.

En ce qu'elle permet d'atteindre le but visé, la mesure litigieuse est pertinente.

Il y a encore lieu de vérifier que cette mesure n'est pas disproportionnée en ce qu'elle excéderait ce qui est nécessaire à la réalisation du but poursuivi.

B.21.3. L'obligation, imposée au demandeur de protection internationale, de déposer aussi rapidement que possible les originaux des documents qui établissent son identité ou sa nationalité doit permettre aux instances chargées de l'examen de la demande de vérifier l'authenticité de ces documents. Cette mesure n'excède pas ce qui est nécessaire pour atteindre l'objectif poursuivi.

Par ailleurs, la disposition attaquée indique que les documents précités sont conservés dans le dossier administratif pendant toute la durée du traitement de la demande de protection internationale. Le législateur a estimé cette mesure nécessaire pour permettre non seulement au CGRA mais aussi, le cas échéant, au Conseil du contentieux des étrangers d'examiner l'authenticité des documents d'identité visés (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2548/001, pp. 38 et 39).

B.21.4. La mesure litigieuse revient à priver en principe les demandeurs concernés de la possession de leurs documents originaux pendant toute cette période. La restitution anticipée *ad hoc* peut être demandée pour autant qu'elle soit nécessaire et soit valablement justifiée. Les instances chargées de l'examen de la demande évaluent cette demande.

B.21.5. Dans la mesure où il est permis au CGRA de conserver les documents originaux dans le dossier pendant la durée réellement nécessaire pour examiner leur authenticité, et compte tenu du fait que le demandeur peut, dans tous les cas, demander la restitution de ces documents s'il en a besoin, la mesure attaquée n'excède pas ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs poursuivis par le législateur.

B.21.6. En revanche, l'objectif qui consiste à permettre au Conseil du contentieux des étrangers de vérifier ces documents ne saurait justifier qu'ils soient conservés dans le dossier administratif au-delà de la durée strictement nécessaire pour permettre au CGRA de les examiner. En effet, le Conseil du contentieux des étrangers est habilité, en vertu de l'article 39/62 de la loi du 15 décembre 1980, à se faire remettre par les parties toutes les pièces et informations concernant les affaires sur lesquelles il doit se prononcer. En cas de nécessité, il peut dès lors exiger la remise des documents d'identité et les conserver à son tour durant la période strictement nécessaire à son examen. Enfin, lorsqu'il rejette les pièces produites, le Conseil ne doit pas démontrer qu'elles sont fausses, mais peut se borner à indiquer que ces pièces n'ont pas, ou pas suffisamment, de valeur probatoire (CCE, 4 juin 2020, n° 236 399).

B.22. En ce qu'il prévoit que les documents originaux qui sont de nature à établir l'identité ou la nationalité du demandeur de protection internationale doivent être conservés en principe au dossier administratif pendant toute la durée du traitement de la demande, l'article 48/6, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 viole le droit au respect de la vie privée des étrangers concernés.

B.23. Le quatrième moyen dans l'affaire n° 7008, en sa première branche, est fondé. Il convient dès lors d'annuler l'article 48/6, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, tel que cet article a été remplacé par l'article 10, attaqué, ainsi que l'alinéa 4 de la même disposition, qui lui est indissociablement lié.

La production des éléments essentiels à l'évaluation de la demande (article 48/6, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980)

B.24. Le cinquième moyen dans l'affaire n° 7008 est pris de la violation, par l'article 10 de la loi du 21 novembre 2017, des articles 10, 11 et 22 de la Constitution, lus en combinaison ou non avec les articles 4, point 1), 5, 6, paragraphe 1, point a), et 7 du RGPD, avec les articles 7 et 8 de la Charte, avec l'article 16 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (ci-après : le TFUE) et avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Il ressort de la requête que le moyen porte plus spécifiquement sur l'article 48/6, § 1^{er}, alinéa 4, de la loi du 15 décembre 1980.

B.25.1. En application de cette disposition, les instances chargées de l'examen de la demande de protection internationale peuvent, si elles ont de bonnes raisons de penser que le demandeur retient des informations, pièces, documents ou autres éléments essentiels à une évaluation correcte de la demande, inviter celui-ci à produire ces éléments. La production de ces éléments doit intervenir sans délai et quel que soit leur support. Le refus du demandeur de produire ces éléments sans explication satisfaisante pourra constituer un indice de son refus de se soumettre à l'obligation de coopération qui lui incombe.

B.25.2. L'exposé des motifs indique :

« Il relève du pouvoir d'appréciation des instances chargées de l'examen de la demande d'évaluer, dans chaque dossier, et en fonction des éléments pertinents de l'espèce, si de telles bonnes raisons sont présentes dans le cas concret, sans que cela ne doive donner lieu à une motivation particulière à cet égard. En effet, le fait d'inviter le demandeur à soumettre les éléments susvisés et que celui-ci y réponde ne constitue qu'une variante du devoir de coopération dans son chef, tout comme l'est le fait de répondre aux questions relatives à sa vie privée qui lui sont posées par les instances chargées de l'examen de la demande. Par exemple, et de manière non limitative, pourraient ainsi constituer de bonnes raisons au sens de cet alinéa la présence de déclarations lacunaires (imprécises, incohérentes, inconsistantes, contradictoires, et/ou invraisemblables etc.) dans le chef du demandeur sur des points importants de sa demande; la présence d'incohérences ou de contradictions entre les déclarations du demandeur et d'autres informations disponibles par ailleurs; le fait que le demandeur présente un profil tel qu'il pourrait être amené à vouloir minimiser ou au contraire amplifier certains aspects de son vécu, ayant un impact sur l'évaluation de la réalité de la crainte et des problèmes qu'il pourrait rencontrer en cas de retour, de même que sur l'application éventuelle de causes de retrait, de cessation, voire d'exclusion des statuts de protection internationale etc.

[...] L'invitation à produire les éléments en question a pour objet de permettre au demandeur de soumettre aux instances chargées de l'examen de la demande lesdits éléments, avec son consentement, afin qu'il se conforme à son obligation de collaboration et que lesdites instances puissent avoir accès à ces éléments et les examiner aux fins de l'évaluation de la demande de protection internationale. L'instance saisie peut inviter le demandeur à ce qu'il présente les éléments en question sans délai. Cette hypothèse vise la situation où, au cours de l'entretien personnel au Commissariat général, ce dernier demande à ce que les éléments visés lui soient présentés sur-le-champ pour examen. Ceci se fait sans préjudice de toute demande de renseignements qui pourra, par ailleurs, être adressée à l'intéressé, par le CGRA ou de toute demande de communication de pièces formulée par le CCE sur base de l'article 39/62. Cet alinéa prévoit également que la production des éléments en question peut se faire quel que soit le support des éléments sollicités. Cela implique que ce support puisse être de toute nature. Il peut donc s'agir de tout support matériel ou immatériel, en ce compris toute pièce, tout document, tout objet, tout appareil de communication (téléphone portable, tablette, ordinateur portable,...), tout compte de réseau social sur Internet (Facebook,...), tout échange de courrier (y compris électronique), tout support informatique (clé USB, CD-ROM), carte mémoire,...) susceptible de contenir les éléments susvisés et auquel les instances chargées de l'examen peuvent demander à avoir accès afin de prendre connaissance de leur contenu aux fins de l'évaluation de la demande de protection internationale de l'intéressé » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2548/001, pp. 34-35).

En commission de la Chambre, le secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration a précisé, à ce sujet :

« Si le demandeur est d'accord de produire ces documents ou d'accorder l'accès ou la consultation de son espace privé d'un site de réseau social, de son gsm, etc., cette consultation a lieu en sa présence et avec son consentement. C'est le CGRA qui procède à la consultation afin de pouvoir vérifier des éléments essentiels de la demande, tels que l'identité, la nationalité, la région d'origine ou d'autres faits ou éléments importants de la demande. D'autres éléments (non pertinents pour l'évaluation) ne sont pas utilisés » (*Doc. parl.*, Chambre, 2017-2018, DOC 54-2548/008, p. 8).

Dans l'exposé des motifs, il est évoqué le cas dans lequel le demandeur de protection internationale refuse de remettre les éléments demandés :

« Le demandeur peut décliner l'invitation faite par les instances chargées de l'examen de la demande, et refuser de soumettre à celles-ci les éléments sollicités. Ce refus ne peut justifier à lui seul un refus de la protection internationale, mais pourra être considéré comme un indice du refus de collaborer du demandeur, à moins qu'il n'apporte une explication satisfaisante à cet égard. Est 'une explication satisfaisante' l'explication qui, compte tenu de l'ensemble des éléments du dossier et des particularités de celui-ci, ainsi que des circonstances personnelles et individuelles du demandeur, justifie valablement le refus du demandeur de soumettre les informations demandées ou de donner accès à ces informations. Vu que l'invitation au demandeur de présenter certaines informations portera nécessairement sur des éléments essentiels de sa demande (identité, nationalité, région d'origine, faits/ éléments importants de la demande, etc.), le caractère satisfaisant de l'explication sera apprécié à la lueur de l'importance de l'information recherchée pour l'évaluation de la demande de protection internationale et des circonstances de l'espèce pertinentes, par exemple, l'impact que la production de cette information pourra avoir sur le demandeur ou un tiers, l'impossibilité ou les difficultés importantes pour le demandeur d'accéder à cette information (parce qu'il n'y a jamais eu accès ou n'y a plus accès, p.ex.), etc. Cette explication devra être dûment étayée et circonstanciée. De facto, vu l'importance des éléments recherchés dans le cadre de l'examen de la demande de protection internationale, le degré d'exigence quant à l'explication donnée sera tel que les cas où une explication sera jugée satisfaisante seront restreints. Malgré le caractère exceptionnel des situations où une explication sera estimée satisfaisante, de telles situations pourront se présenter et il y aura lieu d'en tenir compte. L'évaluation du caractère satisfaisant de l'explication relève du pouvoir d'appréciation des instances chargées de l'examen de la demande de protection internationale. Au demeurant, si l'explication est jugée satisfaisante, mais qu'un élément central de la demande fait défaut ou n'est pas valablement étayé (que ce soit par des déclarations ou des pièces jugées satisfaisantes) et que, dès lors, les instances chargées de l'examen de la demande ne sont pas en mesure de se prononcer sur cet aspect de la demande, bien que le défaut de collaboration de l'intéressé ne puisse être soulevé, la demande sera néanmoins examinée sur base des seuls éléments présents au dossier administratif du demandeur et ces instances pourront, le cas échéant, constater qu'elles se trouvent dans l'impossibilité d'évaluer la situation réelle du demandeur » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2548/001, pp. 35-36).

En ce qui concerne la compatibilité de la disposition attaquée avec le droit au respect de la vie privée, l'exposé des motifs mentionne :

« Cet alinéa est conforme à la loi relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel du 8 décembre 1992 (*M.B.*, 18 mars 1993). En effet, la mission des instances chargées de l'examen de la demande de protection internationale consiste principalement à recueillir auprès du demandeur les informations pertinentes en vue de l'évaluation de sa demande. Ces informations pertinentes relèvent essentiellement du vécu personnel du demandeur de protection internationale, de son profil et d'éléments de sa vie privée qu'il est amené à exposer, de manière confidentielle (dans les limites de ce qui est prévu à l'article 57/27 de la loi), principalement sur base de ses déclarations, éventuellement appuyées par des éléments de preuve documentaire ou autre. En matière d'asile, l'administration de la preuve étant libre (*V. not. CCE*, n° 115 491 du 11 décembre 2013; *CCE*, n° 101 089 du 18 avril 2013; *CCE*, n° 98 253 du 28 février 2013), tout élément peut donc participer à l'évaluation de la demande. En soumettant une demande de protection internationale, ce qui constitue une démarche délibérée dans son chef en vue de la reconnaissance ou de l'octroi d'un droit, le demandeur se soumet aux obligations de coopération visées à l'alinéa premier et se doit de répondre aux sollicitations des instances chargées d'examiner sa demande, dès lors que ces sollicitations visent à évaluer cette demande, et in fine le besoin de protection dans son chef. L'accès, la récolte et le traitement de ces informations à caractère privé se font donc de manière consentie et participative, de manière loyale et légitime, à l'établissement de faits nécessaires à l'exercice de la mission poursuivie par les instances chargées de l'examen de la demande » (*ibid.*, pp. 36-37).

Les travaux préparatoires indiquent que la disposition attaquée concrétise une pratique existante, de sorte qu'elle ne confie aucune compétence nouvelle aux instances compétentes :

« La possibilité de mise à disposition de smartphones et d'autres équipements informatiques existe déjà à l'heure actuelle. Le projet de loi à l'examen ne confie donc pas en la matière de nouvelle compétence au CGRA.

L'objectif de la disposition relative aux équipements informatiques est d'opérer la distinction par rapport aux mesures existant dans des pays comme la Norvège et le Danemark, qui vont encore plus loin. Dans ces pays, les services de police ont la possibilité d'imposer - sous le contrôle du parquet - l'examen de ce matériel dès l'enregistrement de la demande d'asile.

[...]

On constate qu'un certain nombre de personnes ne communiquent pas les documents qu'elles possèdent et ne donnent pas une image fidèle de leur situation, alors qu'elles pourraient peut-être bénéficier d'une reconnaissance. Le CGRA exhorte ces personnes à transmettre un maximum de documents et à dire la vérité » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2548/002, pp. 96-97; voy. également *ibid.*, pp. 27 et 84).

B.25.3. En cours d'élaboration, la disposition attaquée a fait l'objet d'avis critiques de la part de la Commission de protection de la vie privée (avis n° 57/2017, 11 octobre 2017, CO-A-2017-047) ainsi que du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (avis du 4 octobre 2017, *Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2548/004). En réponse à ces critiques, le secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration a annoncé qu'un arrêté royal serait pris sur la base de l'article 57/24 de la loi du 15 décembre 1980 et prévoirait un certain nombre de garanties supplémentaires :

« Ces garanties supplémentaires concerneront la manière concrète dont l'accès aux supports informatiques ou aux moyens de communication sera donné au collaborateur du CGRA, les modalités (éventuellement techniques) de conservation des données, la teneur précise de ce qui doit être conservé et le mode de sécurisation de ces données. L'arrêté royal comprendra entre autres les garanties suivantes :

- avant consultation, l'intéressé sera informé des raisons pour lesquelles la consultation est demandée et de la possibilité de refus (en mentionnant les conséquences éventuelles);
- l'intéressé devra avoir clairement donné son autorisation;
- seules les informations que l'intéressé souhaite mettre à disposition seront consultées;
- la consultation ne sera possible qu'au moment de l'audition;
- seules les informations pertinentes dans le cadre de l'appréciation de la demande d'asile seront consultées;
- seuls les éléments pertinents pour le dossier seront mentionnés dans l'appréciation de la demande d'asile » (*Doc. parl.*, Chambre, 2017-2018, DOC 54-2548/008, p. 5).

La disposition attaquée n'habilite pas expressément le Roi à déterminer les modalités concrètes de sa mise en œuvre, ni à prévoir des garanties particulières en vue de sauvegarder le droit au respect de la vie privée des demandeurs de protection internationale concernés.

B.26.1. Comme il est dit en B.9.1, l'article 22 de la Constitution, l'article 7 de la Charte et l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme garantissent le droit au respect de la vie privée.

B.26.2. L'article 8 de la Charte et l'article 16 du TFUE consacrent le droit qu'a toute personne à la protection des données à caractère personnel la concernant.

B.26.3. L'article 4, point 11), du RGPD dispose :

« Aux fins du présent règlement, on entend par :

[...]

' consentement ' de la personne concernée, toute manifestation de volonté, libre, spécifique, éclairée et univoque par laquelle la personne concernée accepte, par une déclaration ou par un acte positif clair, que des données à caractère personnel la concernant fassent l'objet d'un traitement ».

L'article 6 du RGPD dispose :

« Le traitement n'est licite que si, et dans la mesure où, au moins une des conditions suivantes est remplie :

a) la personne concernée a consenti au traitement de ses données à caractère personnel pour une ou plusieurs finalités spécifiques;

[...]

e) le traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi le responsable du traitement;

[...]

2. Les États membres peuvent maintenir ou introduire des dispositions plus spécifiques pour adapter l'application des règles du présent règlement pour ce qui est du traitement dans le but de respecter le paragraphe 1, points c) et e), en déterminant plus précisément les exigences spécifiques applicables au traitement ainsi que d'autres mesures visant à garantir un traitement licite et loyal, y compris dans d'autres situations particulières de traitement comme le prévoit le chapitre IX.

3. Le fondement du traitement visé au paragraphe 1, points c) et e), est défini par :

a) le droit de l'Union; ou

b) le droit de l'État membre auquel le responsable du traitement est soumis.

Les finalités du traitement sont définies dans cette base juridique ou, en ce qui concerne le traitement visé au paragraphe 1, point e), sont nécessaires à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi le responsable du traitement. Cette base juridique peut contenir des dispositions spécifiques pour adapter l'application des règles du présent règlement, entre autres : les conditions générales régissant la licéité du traitement par le responsable du traitement; les types de données qui font l'objet du traitement; les personnes concernées; les entités auxquelles les données à caractère personnel peuvent être communiquées et les finalités pour lesquelles elles peuvent l'être; la limitation des finalités; les durées de conservation; et les opérations et procédures de traitement, y compris les mesures visant à garantir un traitement licite et loyal, telles que celles prévues dans d'autres situations particulières de traitement comme le prévoit le chapitre IX. Le droit de l'Union ou le droit des États membres répond à un objectif d'intérêt public et est proportionné à l'objectif légitime poursuivi.

[...] ».

L'article 7 du RGPD dispose :

« 1. Dans les cas où le traitement repose sur le consentement, le responsable du traitement est en mesure de démontrer que la personne concernée a donné son consentement au traitement de données à caractère personnel la concernant.

2. Si le consentement de la personne concernée est donné dans le cadre d'une déclaration écrite qui concerne également d'autres questions, la demande de consentement est présentée sous une forme qui la distingue clairement de ces autres questions, sous une forme compréhensible et aisément accessible, et formulée en des termes clairs et simples. Aucune partie de cette déclaration qui constitue une violation du présent règlement n'est contraignante.

3. La personne concernée a le droit de retirer son consentement à tout moment. Le retrait du consentement ne compromet pas la licéité du traitement fondé sur le consentement effectué avant ce retrait. La personne concernée en est informée avant de donner son consentement. Il est aussi simple de retirer que de donner son consentement.

4. Au moment de déterminer si le consentement est donné librement, il y a lieu de tenir le plus grand compte de la question de savoir, entre autres, si l'exécution d'un contrat, y compris la fourniture d'un service, est subordonnée au consentement au traitement de données à caractère personnel qui n'est pas nécessaire à l'exécution dudit contrat ».

B.27. Les parties requérantes font valoir, dans une première branche, que le consentement du demandeur de protection internationale à la collecte et au traitement des données à caractère personnel le concernant n'est pas un libre consentement au sens du RGPD, dès lors que le refus du demandeur de produire les éléments jugés essentiels par l'administration à une évaluation correcte de la demande peut être considéré comme un indice de son refus de se soumettre à son obligation de coopération, ce qui peut avoir des répercussions négatives sur le traitement de la demande.

B.28.1. Il ressort des travaux préparatoires cités en B.25.2 que la faculté, pour les instances chargées de l'examen de la demande de protection internationale, d'inviter le demandeur à produire certains éléments, prévue à l'article 48/6, § 1^{er}, alinéa 4, de la loi du 15 décembre 1980, vise à permettre à ces instances de procéder à la vérification et à l'établissement des faits nécessaires à l'appréciation de la demande de protection internationale qui leur a été adressée.

Contrairement à ce qu'allèguent les parties requérantes, la licéité du traitement des données visées par l'article 48/6, § 1^{er}, alinéa 4, précité, ne repose pas sur le seul consentement des personnes concernées, mais également sur la nécessité du traitement en vue de l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi le responsable du traitement, au sens de l'article 6, paragraphe 1, point e), du RGPD, mission qui correspond à des motifs d'intérêt public important en ce qui concerne les données à caractère personnel sensibles, au sens de l'article 9, paragraphe 2, point g), du RGPD.

La première branche du moyen repose donc sur une prémisse erronée.

B.28.2. Le cinquième moyen dans l'affaire n° 7008, en sa première branche, n'est pas fondé.

B.29. Les parties requérantes soutiennent, dans une deuxième branche, que la disposition attaquée entraîne une ingérence disproportionnée dans la vie privée des demandeurs de protection internationale. Cette ingérence serait discriminatoire, en ce qu'elle serait assortie de garanties moindres que celles qui sont prévues dans le cadre d'une enquête pénale.

B.30. Comme il est dit en B.9.1, le droit au respect de la vie privée n'exclut pas une ingérence d'une autorité publique, pourvu que cette ingérence soit autorisée par une disposition législative suffisamment précise, qu'elle corresponde à un besoin social impérieux et qu'elle soit proportionnée à l'objectif légitime qu'elle poursuit.

La Cour de justice de l'Union européenne a jugé, au sujet d'une expertise psychologique ordonnée par l'autorité responsable de la détermination dans le cadre de la procédure d'examen de la demande de protection internationale :

« Le principe de proportionnalité exige [...] que les actes adoptés ne dépassent pas les limites de ce qui est approprié et nécessaire à la réalisation des objectifs légitimes poursuivis par la réglementation en cause, étant entendu que les inconvénients causés par celle-ci ne doivent pas être démesurés par rapport aux buts visés »

et

« dans ce contexte, si une ingérence dans la vie privée d'un demandeur est susceptible d'être justifiée par la recherche d'éléments permettant d'apprécier ses besoins réels de protection internationale, il appartient à l'autorité responsable de la détermination d'apprécier, sous le contrôle du juge, le caractère approprié et nécessaire à la réalisation de cet objectif » (CJUE, 25 janvier 2018, C-473/16, *F. c. Bevándorlási és Állampolgársági Hivatal*, points 56 et 57).

B.31. Les instances chargées de l'examen de la demande de protection internationale disposent d'un large pouvoir d'appréciation en ce qui concerne l'opportunité d'inviter le demandeur à produire les informations, pièces, documents ou autres éléments qu'elles jugent essentiels à une évaluation correcte de la demande. Les « bonnes raisons » qui justifient une telle invitation renvoient par exemple à des déclarations lacunaires du demandeur sur des points importants de sa demande ou à la présence d'incohérences ou de contradictions entre les déclarations du demandeur et d'autres informations disponibles par ailleurs (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2548/001, p. 34).

Ces éléments doivent être produits sans délai. Les travaux préparatoires cités en B.25.2 précisent que cette exigence renvoie à la situation dans laquelle le CGRA demande la production des éléments essentiels lors de l'entretien personnel (*ibid.*, p. 35). Les éléments doivent par ailleurs être produits quel que soit le support, ce qui vise la production de supports de toute nature, matérielle ou immatérielle, tels un appareil de communication (téléphone portable, tablette, ordinateur portable) ou l'accès à un réseau social sur Internet, à une messagerie électronique ou à des échanges de courriers (*ibid.*). Ainsi que l'a expliqué le secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration en commission de la Chambre, le CGRA procède à la consultation des éléments jugés essentiels, en présence du demandeur et avec son consentement, afin de pouvoir vérifier des éléments essentiels de la demande (*Doc. parl.*, Chambre, 2017-2018, DOC 54-2548/008, p. 8). Seuls les éléments pertinents pour la demande, c'est-à-dire ceux qui sont essentiels à une évaluation correcte de la demande, sont utilisés (*ibid.*). Le refus du demandeur de produire les éléments essentiels demandés sans explication satisfaisante peut constituer un indice de son refus de se soumettre à l'obligation de coopération qui lui incombe, mais il ne peut justifier, à lui seul, un refus de la protection internationale (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2548/001, p. 35).

B.32. En ce qu'elle permet d'inviter le demandeur de protection internationale à produire des éléments essentiels relatifs à sa vie privée, la disposition attaquée entraîne une ingérence dans le droit de ce dernier au respect de la vie privée et à la protection des données à caractère personnel. Compte tenu de la situation de vulnérabilité particulière du demandeur et des conséquences négatives qu'un refus de sa part de produire les éléments demandés par les instances chargées de l'examen de sa demande pourrait avoir sur l'appréciation de celle-ci, son consentement n'est pas nécessairement libre et ne permet pas, en tout état de cause, de conclure à l'absence d'une ingérence (en ce sens, CJUE, 25 janvier 2018, C-473/16, *F. c. Bevándorlási és Állampolgársági Hivatal*, précité, points 53 et 54).

Il incombe à la Cour de vérifier si l'ingérence est compatible avec les dispositions invoquées dans le moyen. Il y a lieu d'examiner si l'ingérence respecte les conditions mentionnées en B.30. Dès lors que les données collectées en application de la disposition attaquée sont susceptibles d'être des données à caractère personnel sensibles, il est également tenu compte, dans le cadre de cet examen, de l'article 9 du RGPD, cité en B.9.2. Cette disposition permet le traitement des données sensibles précitées lorsqu'il est nécessaire pour des motifs d'intérêt public important, moyennant notamment la mise en place de mesures appropriées et spécifiques pour la sauvegarde des droits fondamentaux et des intérêts de la personne concernée.

Comme l'observe le Conseil des ministres, le mécanisme prévu par la disposition attaquée, d'une part, et la saisie d'un système informatique ou la recherche dans celui-ci, dans le cadre d'une enquête pénale, d'autre part, s'inscrivent dans des procédures qui poursuivent des buts différents. En effet, il s'agit, dans le premier cas, de l'évaluation d'une demande de protection internationale dans le cadre de laquelle le demandeur a l'obligation de présenter les éléments nécessaires pour étayer sa demande et, dans le second cas, de la recherche et de la répression des infractions, qui justifient certaines ingérences dans la vie privée des personnes concernées, le cas échéant contre leur gré. Il n'en demeure pas moins que la disposition attaquée doit être compatible avec le droit au respect de la vie privée et à la protection des données à caractère personnel garanti par les dispositions citées dans le moyen.

B.33.1. La disposition attaquée vise à permettre aux instances chargées de l'examen de la demande de protection internationale de procéder à la vérification et à l'établissement des faits nécessaires à l'appréciation de la demande de protection internationale qui leur a été adressée. Cet objectif est légitime. Il constitue par ailleurs, comme il est dit en B.28.1, un motif d'intérêt public important, au sens de l'article 9, paragraphe 2, point g), du RGPD.

B.33.2. La possibilité, pour les instances compétentes, d'inviter le demandeur à produire des informations, pièces, documents ou autres éléments essentiels à une évaluation correcte de la demande est pertinente eu égard à l'objectif poursuivi, dès lors qu'elle leur permet d'apprécier les besoins de protection internationale du demandeur.

B.33.3. L'exigence selon laquelle les instances chargées de l'examen de la demande de protection internationale doivent avoir de bonnes raisons de penser que le demandeur retient des informations, pièces, documents ou autres éléments essentiels à une évaluation correcte de la demande pour l'inviter à produire ces éléments est de nature à baliser le pouvoir d'appréciation de ces instances.

La précision selon laquelle la demande de production visée dans la disposition attaquée ne doit pas, aux termes des travaux préparatoires cités en B.25.2, faire l'objet d'une motivation particulière est justifiée par le fait que cette demande s'inscrit dans le cadre de l'évaluation, effectuée de concert, sous la forme d'un échange, par le demandeur et les instances chargées de l'examen de sa demande de protection internationale, des éléments pertinents de celle-ci. Elle ne peut cependant pas raisonnablement être comprise comme dispensant les instances chargées de l'examen de la demande de communiquer au demandeur ou à son avocat, que ce soit verbalement ou par écrit, les raisons pour lesquelles elles estiment que le demandeur retient des informations, pièces, documents ou autres éléments essentiels à une évaluation correcte de la demande, ce qui implique de justifier en quoi les éléments supposément retenus revêtent un caractère essentiel au regard de l'évaluation correcte de la demande.

Par ailleurs, les instances compétentes ne peuvent consulter que les éléments produits par le demandeur, à leur demande. En ce qui concerne les éléments qui sont produits dans ce contexte et qui figurent sur des supports tels qu'un appareil de communication ou un compte de réseau social sur Internet, cette circonstance implique que seules les informations que l'intéressé souhaite mettre à disposition sont consultées et que les instances compétentes ne sont pas autorisées à effectuer des recherches elles-mêmes sur le support qui leur a été remis.

Enfin, il y a lieu de constater que les modalités relatives à la conservation des données qui sont produites en application de l'article 48/6, § 1^{er}, alinéa 4, de la loi du 15 décembre 1980 sont les mêmes que celles qui sont relatives aux données qui sont produites d'initiative par le demandeur, telles qu'elles sont prévues à l'article 48/6, § 2, alinéa 2, de la même loi.

B.33.4. L'ingérence dans le droit du demandeur au respect de la vie privée et à la protection des données à caractère personnel n'entraîne donc pas des effets disproportionnés eu égard à l'objectif poursuivi.

B.33.5. Sous réserve de l'interprétation mentionnée en B.33.3, le cinquième moyen dans l'affaire n° 7008, en sa deuxième branche, n'est pas fondé.

B.34.1. Les parties requérantes critiquent, dans une troisième branche, le fait que la disposition attaquée n'encadre nullement le traitement des données personnelles du demandeur de protection internationale, contrairement à ce que prévoit l'article 5 du RGPD, et elles renvoient à l'avis critique de la Commission de protection de la vie privée.

B.34.2. Les parties requérantes ne démontrent pas en quoi la disposition attaquée violerait en soi l'article 5 du RGPD, qui énonce les principes applicables aux traitements de données à caractère personnel et attribue au responsable du traitement la responsabilité de respecter ceux-ci. La critique qu'elles soulèvent à cet égard concerne l'application de la disposition attaquée, qui ne relève pas de la compétence de la Cour.

Le cinquième moyen dans l'affaire n° 7008, en sa troisième branche, n'est pas fondé.

La preuve de l'identité et de la nationalité du demandeur de protection internationale (article 48/6, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980)

B.35. Le dixième moyen dans l'affaire n° 7008 porte sur la violation, par l'article 10 de la loi du 21 novembre 2017, des articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison ou non avec l'article 4 de la directive 2011/95/UE, en ce qu'il fait peser une charge de la preuve différente sur les demandeurs de protection internationale qui ne possèdent pas de « documents de nature à établir leur identité ou leur nationalité » par rapport aux demandeurs disposant de tels documents, alors que, d'une part, la notion de documents de nature à établir l'identité ou la nationalité n'est pas clairement définie par la loi et que, d'autre part, ces deux catégories de demandeurs devraient être traitées de la même manière.

Selon les parties requérantes, la disposition attaquée instaure une présomption d'absence de crédibilité dans le chef des demandeurs qui ne disposent pas des documents précités, alors qu'il doit être admis que les demandeurs puissent avoir recours à d'autres moyens que des documents d'identité en bonne et due forme.

Il ressort de la requête que le moyen porte plus particulièrement sur l'article 48/6, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980.

B.36. L'article 4 de la directive 2011/95/UE, cité en B.18, permet aux États membres de considérer qu'il appartient au demandeur de présenter, aussi rapidement que possible, tous les éléments nécessaires pour étayer sa demande de protection internationale, mais il leur impose aussi d'évaluer, en coopération avec le demandeur, les éléments pertinents de la demande (paragraphe 1). Les éléments nécessaires correspondent notamment aux déclarations du demandeur et à tous les documents dont celui-ci dispose concernant son identité et sa ou ses nationalités (paragraphe 2). Lorsque les États membres appliquent le principe selon lequel il appartient au demandeur d'étayer sa demande, et lorsque certains aspects des déclarations du demandeur ne sont pas étayés par des preuves documentaires ou autres, ces aspects ne nécessitent pas confirmation moyennant le respect de plusieurs conditions (paragraphe 5).

B.37.1. En vertu de l'article 48/6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, il appartient au demandeur de protection internationale de présenter aussi rapidement que possible tous les éléments nécessaires pour étayer sa demande. Les éléments pertinents dans le cadre de l'évaluation d'une demande de protection internationale correspondent notamment aux déclarations du demandeur et à tous les documents ou pièces en sa possession concernant entre autres son identité et sa ou ses nationalités (alinéa 2). L'absence de ces éléments et, plus particulièrement, de preuve quant à l'identité ou à la nationalité, qui sont des éléments centraux de la procédure d'évaluation d'une demande de protection internationale, constitue, selon la disposition attaquée, une indication défavorable concernant la crédibilité générale du récit du demandeur, à moins que celui-ci présente une explication satisfaisante à cette absence (alinéa 3).

B.37.2. Selon l'exposé des motifs, « l'obligation de coopération dans le chef du demandeur implique que le demandeur doit collaborer pour établir son identité et les autres éléments visés dans le deuxième alinéa » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2548/001, p. 32). Ainsi, « l'instance chargée de l'examen de la demande peut attendre d'un demandeur des déclarations correctes et, quand c'est possible, des documents ou pièces relatifs à son identité et sa nationalité [...] » (*ibid.*, pp. 32-33). Les travaux préparatoires précisent également :

« Si l'on constate que le demandeur ne remplit pas son obligation de coopération, [...] parce qu'il n'a pas donné d'explication satisfaisante au fait de ne pas déposer d'éléments pertinents, l'on ne peut pour autant statuer à un refus uniquement sur cette base. Toutefois, ces constats constituent un élément important dans l'appréciation de la crédibilité de ses déclarations. L'absence de la preuve d'identité et de nationalité, sans qu'il y ait d'explication plausible, affaiblit la crédibilité générale du récit d'asile des demandeurs (CE, n° 162 658 du 25 septembre 2006; CE, n° 96 146 du 5 juin 2001; CE, n° 40 037 du 15 juillet 1992).

Le constat que le demandeur, de son propre fait, ne peut pas étayer son récit, ou ne peut l'étayer qu'insuffisamment au moyen de documents ou pièces, implique que l'on peut douter de ses intentions sincères et de la véracité de la crainte d'être persécuté ou du risque réel de subir des atteintes graves qu'il invoque.

La mesure dans laquelle ce constat pèsera ou non dans l'évaluation de la demande dépendra de la mesure dans laquelle le demandeur coopère par ailleurs par la production d'informations concernant son récit d'asile et de la mesure dans laquelle son récit recèle ou non des lacunes, des approximations, des détours saugrenus et des contradictions quant aux points pertinents » (*ibid.*, p. 33).

B.37.3. Il résulte de ce qui précède que l'absence des éléments pertinents en vue d'apprécier la demande de protection internationale constitue une indication défavorable concernant la crédibilité générale du récit du demandeur, à moins qu'il présente une explication satisfaisante à ce sujet. Ainsi, s'il n'est pas requis du demandeur qu'il produise un document, officiel ou non, de nature à établir son identité ou sa nationalité, l'absence de preuve à ce sujet doit faire l'objet d'une explication satisfaisante.

Il appartient aux instances chargées de l'examen de la demande de protection internationale d'apprécier si le demandeur démontre de manière convaincante son identité et sa nationalité et, le cas échéant, le caractère satisfaisant de l'explication apportée par le demandeur à l'absence d'une telle preuve.

Compte tenu de la nature du contrôle opéré par les instances compétentes, il est inutile d'assortir la notion de « documents de nature à établir l'identité ou la nationalité » d'une définition précise, contrairement à ce que soutiennent les parties requérantes.

La disposition attaquée doit être lue conjointement avec l'article 48/6, § 4, de la loi du 15 décembre 1980, qui prévoit que, lorsque le demandeur de protection internationale n'étaye pas certains aspects de ses déclarations par des preuves documentaires ou autres, ces aspects ne nécessitent pas confirmation, moyennant le respect de plusieurs conditions cumulatives, qui correspondent à celles qui sont énumérées à l'article 4, paragraphe 5, de la directive 2011/95/UE.

B.37.4. En prévoyant que l'absence de preuve quant à l'identité ou à la nationalité, qui sont des éléments centraux de la procédure d'évaluation d'une demande de protection internationale, constitue une indication défavorable concernant la crédibilité générale du récit du demandeur, à moins que celui-ci présente une explication satisfaisante pour justifier cette absence, le législateur n'a pas agi sans justification raisonnable, d'autant que les instances chargées de l'examen de la demande de protection internationale ne peuvent pas se fonder sur la seule absence de preuve quant à l'identité ou à la nationalité pour rejeter la demande, comme le précisent les travaux préparatoires mentionnés en B.37.2.

Le dixième moyen dans l'affaire n° 7008 n'est pas fondé.

En ce qui concerne l'organisation d'un examen médical (article 11 de la loi du 21 novembre 2017)

B.38. Le sixième moyen dans l'affaire n° 7008 est pris de la violation, par l'article 11 de la loi du 21 novembre 2017, des articles 10, 11 et 13 de la Constitution, lus en combinaison ou non avec l'article 4 de la directive 2011/95/UE, avec l'article 46, paragraphe 3, de la directive « procédures », avec l'article 47 de la Charte et avec les articles 3 et 13 de la Convention européenne des droits de l'homme.

B.39. L'article 48/8 de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été inséré par l'article 11, attaqué, de la loi du 21 novembre 2017, dispose :

« § 1^{er}. S'il le juge pertinent pour procéder à l'examen de la demande, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides invite le demandeur de protection internationale à se soumettre à un examen médical portant sur des signes de persécutions ou d'atteintes graves qu'il aurait subies dans le passé, pour autant que le demandeur y consente.

Le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides peut inviter le demandeur à prendre dans les meilleurs délais les mesures nécessaires pour se soumettre à un tel examen, qui sera le cas échéant réalisé par un praticien professionnel des soins de santé compétent désigné par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides.

Le praticien professionnel des soins de santé compétent transmet au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides un rapport avec ses constatations concernant les signes de persécutions ou d'atteintes graves qui auraient été subies dans le passé, pour autant que le demandeur y consente. Une distinction est clairement faite entre les constatations médicales objectives, d'une part, et les constatations basées sur les déclarations du demandeur de protection internationale, d'autre part.

§ 2. Si le demandeur de protection internationale invoque un problème médical et qu'aucun examen médical tel que visé au paragraphe 1^{er} n'a lieu, il est informé du fait qu'il peut, de sa propre initiative et à ses propres frais, prendre les mesures nécessaires pour se soumettre à un examen médical portant sur des signes de persécutions ou d'atteintes graves qu'il aurait subies dans le passé.

Le certificat médical est soumis dans les meilleurs délais au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, qui, le cas échéant, peut solliciter l'avis d'un praticien professionnel des soins de santé compétent au sujet du certificat en question.

§ 3. Le fait que le demandeur de protection internationale refuse de se soumettre à l'examen médical visé au paragraphe 1^{er} ou qu'aucun examen médical n'ait eu lieu n'empêche pas le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides de prendre une décision au sujet de la demande de protection internationale.

§ 4. Le rapport visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, ou le certificat médical visé au paragraphe 2, alinéa 2, est examiné par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides avec les autres éléments de la demande de protection internationale.

§ 5. L'article 458 du Code pénal est applicable aux agents du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides en ce qui concerne les données médicales dont ils ont connaissance dans l'exercice de leurs fonctions ».

L'exposé des motifs indique :

« C'est le demandeur de protection internationale qui doit apporter lui-même des éléments [...] afin de permettre au CGRA d'organiser un examen médical dans les cas où il le juge nécessaire et où il y a des signes clairs de persécutions ou d'atteintes graves subies dans le passé. Les éléments en question que le demandeur doit apporter peuvent être, le cas échéant, des attestations médicales qui démontrent l'existence d'un problème médical pertinent pour l'examen de la demande de protection internationale. [...] Il appartient donc en premier lieu au demandeur lui-même de faire un récit détaillé et crédible et de présenter tous les éléments à l'appui, dont des attestations médicales » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2548/001, p. 49).

L'exposé des motifs précise également :

« Cela implique que ce n'est que dans des situations exceptionnelles que le CGRA pourra juger nécessaire d'inviter le demandeur à se soumettre à un examen médical. Le CGRA a toute liberté d'apprécier l'opportunité et la nécessité d'un tel examen, le coût de celui-ci pouvant également jouer un rôle. Cette liberté d'appréciation implique également que le Conseil du Contentieux des Etrangers ne peut imposer au CGRA de faire procéder à un examen médical. Le Conseil du Contentieux des Etrangers ne peut substituer sa propre appréciation à celle du CGRA, du moins en ce qui concerne les aspects qui relèvent de la libre appréciation du CGRA. En 'ordonnant' ou imposant au CGRA de faire procéder à un examen médical, le Conseil outrepasserait sa compétence. [...] De manière générale, le CGRA sera en mesure d'examiner la demande de protection internationale sur la base des déclarations et des documents présentés par le demandeur, d'une part, et des éléments (comme les informations sur la situation dans le pays d'origine) qui ont été recueillis par le CGRA, d'autre part, sans qu'il faille en plus organiser un examen médical. Il sera en revanche opportun d'organiser un examen médical en complément lorsque le CGRA souhaite avoir confirmation de la nature des problèmes médicaux invoqués » (*ibid.*, pp. 49-50).

B.40. Les parties requérantes font valoir, dans une première branche, qu'en n'imposant pas à l'autorité responsable de procéder à une expertise ou à une contre-expertise médicale, en cas de signes de persécutions ou d'atteintes graves que le demandeur de protection internationale aurait subies dans le passé, la disposition attaquée discrimine les demandeurs de protection internationale ayant besoin d'un examen médical pour objectiver leur crainte de persécution, par rapport aux demandeurs n'ayant pas besoin d'un tel examen.

B.41.1. L'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme dispose :

« Nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants ».

B.41.2. L'article 4, paragraphe 1, de la directive 2011/95/UE, cité en B.18, impose aux États membres d'évaluer, en coopération avec le demandeur, les éléments pertinents de la demande de protection internationale.

B.42.1. L'article 48/8, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 prévoit que, s'il le juge pertinent pour procéder à l'examen de la demande, le CGRA invite le demandeur de protection internationale à se soumettre à un examen médical portant sur des signes de persécutions ou d'atteintes graves qu'il aurait subies par le passé, pour autant que le demandeur y consente.

B.42.2. Cette disposition ne porte pas préjudice à l'obligation qui incombe au CGRA de coopérer, avec le demandeur, à la détermination des éléments pertinents de la demande de protection internationale, conformément à l'article 48/6, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980.

Selon la Cour de justice de l'Union européenne :

« cette exigence de coopération à la charge de l'État membre signifie [...] concrètement que, si, pour quelque raison que ce soit, les éléments fournis par le demandeur d'une protection internationale ne sont pas complets, actuels ou pertinents, il est nécessaire que l'État membre concerné coopère activement, à ce stade de la procédure, avec le demandeur pour permettre la réunion de l'ensemble des éléments de nature à étayer la demande. D'ailleurs, un État membre peut être mieux placé que le demandeur pour avoir accès à certains types de documents » (CJUE, 22 novembre 2012, C-277/11, *M.M. c. Minister for Justice, Equality and Law Reform*, point 66).

Cette exigence de coopération peut impliquer, dans certains cas particuliers, l'organisation par le CGRA d'un examen médical portant sur des signes de persécutions ou d'atteintes graves que le demandeur aurait subies dans le passé.

La décision du CGRA de ne pas inviter le demandeur de protection internationale à se soumettre à un examen médical doit, si la question se pose en cours de procédure, reposer sur des justes motifs et, le cas échéant, être motivée conformément à l'article 62, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, sous le contrôle du juge compétent.

B.42.3. Le sixième moyen dans l'affaire n° 7008, en sa première branche, n'est donc pas fondé. Dès lors que la mise en œuvre ou non de la faculté prévue par la disposition attaquée doit reposer sur des justes motifs et qu'elle n'est pas laissée à la discrétion du CGRA, il n'y a pas lieu de poser de question préjudicielle à la Cour de justice de l'Union européenne au sujet de l'interprétation de l'article 18, paragraphe 2, de la directive « procédures ».

B.43. Les parties requérantes soutiennent, dans une seconde branche, que, dans l'interprétation selon laquelle il ne permet pas au Conseil du contentieux des étrangers d'ordonner une expertise ou une contre-expertise médicale, l'article 11, attaqué, n'organise pas un contrôle juridictionnel effectif.

B.44.1. L'article 13 de la Constitution implique un droit d'accès à un juge compétent. Ce droit est également garanti par l'article 47 de la Charte.

L'article 13 de la Convention européenne des droits de l'homme garantit le droit à un recours effectif devant une instance nationale à toute personne dont les droits et libertés mentionnés dans cette Convention ont été violés.

B.44.2. L'article 46, paragraphes 1 et 3, de la directive « procédures » dispose :

« 1. Les États membres font en sorte que les demandeurs disposent d'un droit à un recours effectif devant une juridiction contre les actes suivants :

a) une décision concernant leur demande de protection internationale, y compris :

i) les décisions considérant comme infondée une demande quant au statut de réfugié et/ou au statut conféré par la protection subsidiaire;

ii) les décisions d'irrecevabilité de la demande en application de l'article 33, paragraphe 2;

iii) les décisions prises à la frontière ou dans les zones de transit d'un État membre en application de l'article 43, paragraphe 1;

iv) les décisions de ne pas procéder à un examen en vertu de l'article 39;

[...]

3. Pour se conformer au paragraphe 1, les États membres veillent à ce qu'un recours effectif prévoient un examen complet et ex nunc tant des faits que des points d'ordre juridique, y compris, le cas échéant, un examen des besoins de protection internationale en vertu de la directive 2011/95/UE, au moins dans le cadre des procédures de recours devant une juridiction de première instance ».

B.44.3. Selon la Cour de justice de l'Union européenne, le droit à un recours effectif au sens de l'article 46, paragraphe 3, de la directive « procédures » implique un examen, par le juge, de l'ensemble des éléments de fait et de droit de l'affaire, qui lui permettent ainsi de procéder à une évaluation actualisée du cas d'espèce (CJUE, grande chambre, 29 juillet 2019, C-556/17, *Alekszj Torubarov c. Bevándorlási és Menekültügyi Hivatal*, point 53). La disposition précitée « porte uniquement sur l'examen du recours et ne concerne donc pas la suite d'une éventuelle annulation de la décision faisant l'objet de ce recours », de sorte « qu'il demeure loisible aux États membres de prévoir que le dossier doit, à la suite d'une telle annulation, être renvoyé à cet organe afin que celui-ci prenne une nouvelle décision » (*ibid.*, point 54). La Cour de justice considère toutefois que l'article 46, paragraphe 3, précité, lu à la lumière de l'article 47 de la Charte, impose que, dans l'hypothèse d'un tel renvoi, « une nouvelle décision soit adoptée dans un bref délai et soit conforme à l'appréciation contenue dans le jugement ayant prononcé l'annulation » (*ibid.*, point 59; voy. également CJUE, 25 juillet 2018, C-585/16, *Alheto*, points 109 à 112).

B.45.1. Lorsque le Conseil du contentieux des étrangers est saisi d'un recours dirigé contre la décision rejetant une demande de protection internationale et « qu'il manque des éléments essentiels qui impliquent [qu'il] ne peut conclure à la confirmation ou à la réformation [de la décision attaquée] sans qu'il soit procédé à des mesures d'instruction complémentaires », il lui incombe d'annuler la décision attaquée, conformément à l'article 39/2, § 1^{er}, alinéa 2, 2^o, de la loi du 15 décembre 1980.

Si, en particulier, le Conseil du contentieux des étrangers estime que la décision du CGRA de refuser d'inviter le demandeur à se soumettre à un examen médical ne repose pas sur de justes motifs, il ne lui est pas possible d'ordonner au CGRA de faire procéder à un examen médical, comme le confirment les travaux préparatoires cités en B.39.

Cette impossibilité découle des pouvoirs octroyés au Conseil du contentieux des étrangers lorsqu'il statue sur les recours de plein contentieux dont il est saisi, en vertu de l'article 39/2, § 1^{er}, alinéa 2, 2^o, de la loi du 15 décembre 1980, et sur l'impossibilité qui en résulte d'ordonner au CGRA d'exécuter des mesures déterminées. Elle ne découle pas de la disposition attaquée, qui concerne l'organisation d'un examen médical portant sur des signes de persécutions ou d'atteintes graves que le demandeur aurait subies dans le passé, à l'invitation du CGRA.

Pour le surplus, le fait que le Conseil du contentieux des étrangers ne puisse pas ordonner au CGRA de faire procéder à un examen médical n'a pas, en soi, pour effet que le contrôle juridictionnel ne serait pas effectif au sens des dispositions citées dans le moyen. Le CGRA est en effet tenu de se conformer à l'autorité de la chose jugée de l'arrêt rendu par le Conseil du contentieux des étrangers. Aussi, l'arrêt par lequel le Conseil du contentieux des étrangers juge que des mesures d'instruction complémentaires sont nécessaires en vue de statuer sur la demande de protection internationale - et notamment s'il considère que les raisons avancées par le CGRA pour ne pas faire procéder à un examen médical ne sont pas admissibles - impliquera, le cas échéant, l'organisation d'un examen médical.

B.45.2. Le sixième moyen dans l'affaire n° 7008, en sa seconde branche, n'est pas fondé.

En ce qui concerne les besoins procéduraux spéciaux (article 12 de la loi du 21 novembre 2017)

B.46. Le septième moyen dans l'affaire n° 7008 est pris de la violation, par l'article 12 de la loi du 21 novembre 2017, des articles 10, 11 et 13 de la Constitution, lus en combinaison ou non avec les articles 24 et 46, paragraphe 3, de la directive « procédures » et avec l'article 47 de la Charte.

B.47. L'article 48/9 de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été inséré par l'article 12, attaqué, de la loi du 21 novembre 2017, dispose :

« § 1^{er}. L'étranger qui a introduit une demande de protection internationale conformément à l'article 50, § 3, alinéa 1^{er}, a la possibilité de faire valoir de manière précise et circonstanciée, dans un questionnaire auquel il répond avant la déclaration prévue à l'article 51/10, les éléments dont ressortent ses besoins procéduraux spéciaux, et ce afin de pouvoir bénéficier des droits, et se conformer aux obligations, prévus dans le présent chapitre.

§ 2. En outre, un fonctionnaire médecin ou un autre praticien professionnel des soins de santé compétent désigné par le ministre ou son délégué peut, par le biais d'un examen médical, faire des recommandations au sujet des besoins procéduraux spéciaux qu'un demandeur de protection internationale peut éprouver, et ce afin que celui-ci puisse bénéficier des droits et se conformer aux obligations prévus dans le présent chapitre. Si les recommandations ont trait à des informations médicales, celles-ci ne sont communiquées au ministre ou son délégué et au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides que pour autant que le demandeur de protection internationale y consente.

L'article 458 du Code pénal est applicable à tous les agents de l'Office des Etrangers et du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides en ce qui concerne les données médicales dont ils ont connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

§ 3. Sans préjudice de ce qui est prévu aux § 1^{er} et 2, le demandeur de protection internationale peut également signaler au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides des éléments à un stade ultérieur de la procédure, sans que la procédure relative à la demande de protection internationale ne doive, de ce fait, reprendre à nouveau depuis le début. Ces éléments doivent être transmis par le demandeur au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides par écrit, de manière précise et circonstanciée.

§ 4. Les agents de l'Office des Etrangers et le Commissariat-général aux réfugiés et aux apatrides évaluent si le demandeur de protection internationale a des besoins procéduraux spéciaux et tiennent compte de ceux-ci en fournissant au demandeur un soutien adéquat au cours de la procédure, pour autant que ces besoins soient suffisamment démontrés et soient susceptibles d'empêcher le demandeur de bénéficier des droits visés au présent chapitre et de se conformer aux obligations qui lui incombent. L'évaluation des besoins procéduraux spéciaux n'est pas en soi susceptible de recours.

§ 5. Si le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides estime, en particulier en cas de torture, de viol ou d'une autre forme grave de violence psychologique, physique ou sexuelle, que le demandeur de protection internationale a des besoins procéduraux spéciaux qui ne sont pas compatibles avec l'examen de la demande selon l'article 57/6/1, § 1^{er} ou 57/6/4, le Commissaire général n'applique pas ou plus cette procédure.

§ 6. Le fait que le demandeur n'ait pas répondu au questionnaire visé au § 1^{er} ou qu'il n'ait pas subi d'examen médical conformément au § 2 n'empêche pas la poursuite de la procédure de traitement de la demande conformément à l'article 51/10 et n'empêche pas le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides de prendre une décision au sujet de la demande de protection internationale.

§ 7. L'évaluation visée au § 4 reste valable si l'étranger introduit une demande ultérieure sur la base de l'article 51/8.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le ministre ou son délégué ou le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides peut considérer dans le cadre de la demande ultérieure que le demandeur de protection internationale n'a plus de besoins procéduraux spéciaux, même s'il avait été évalué qu'il en avait au cours de la demande précédente.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le demandeur peut apporter, dans la déclaration visée à l'article 51/8, des éléments dont il ressortirait de manière convaincante qu'il éprouve tout de même des besoins procéduraux spéciaux, même s'il avait encore été évalué qu'il n'en avait pas au cours de la demande précédente ».

En application de cette disposition, le demandeur de protection internationale qui présente des besoins procéduraux spéciaux, c'est-à-dire dont l'aptitude à bénéficier des droits auxquels il peut prétendre et à se conformer aux obligations qui lui incombent est limitée en raison de circonstances individuelles (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2548/001, p. 54), doit pouvoir bénéficier d'un soutien adéquat au cours de la procédure. L'exposé des motifs indique à ce sujet que « le considérant 29 de la directive [' procédures '] précise que des besoins procéduraux spéciaux peuvent s'avérer nécessaires pour certains demandeurs du fait notamment de leur âge, de leur sexe, de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre, d'un handicap, d'une maladie grave, de troubles mentaux, ou de conséquences de tortures, de viols ou d'autres formes graves de violence psychologique, physique ou sexuelle » (*ibid.*).

Le demandeur est invité à remplir un questionnaire en début de procédure, afin de déterminer ses éventuels besoins procéduraux spéciaux (article 48/9, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980). Des recommandations peuvent également être formulées à ce sujet à l'occasion d'un examen médical (article 48/9, § 2), sans préjudice de la possibilité, pour le demandeur, de signaler les besoins procéduraux spéciaux en cours de procédure (article 48/9, § 3).

Les travaux préparatoires indiquent, au sujet du soutien adéquat qui doit être fourni au demandeur de protection internationale présentant des besoins procéduraux spéciaux :

« Le ' soutien adéquat ' qui doit être fourni par les agents de l'Office des Etrangers ou le Commissariat général au demandeur identifié comme demandeur qui a des besoins procéduraux spéciaux consiste notamment, selon le considérant 29 de la directive, à lui donner un temps suffisant afin de créer les conditions requises pour qu'il ait effectivement accès aux procédures et pour qu'il puisse présenter les éléments nécessaires pour étayer sa demande de protection internationale. Il y a lieu de souligner que le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides observe déjà un nombre élevé de besoins procéduraux spéciaux. À ce jour, le Commissariat général prend déjà des mesures spécifiques relatives à l'audition lorsqu'il s'agit de mineurs étrangers non accompagnés, de situations d'abus sexuels, ou liées à l'identité de genre etc. Les demandeurs de protection internationale mentionnent déjà, au moment où ils font leur déclaration au ministre ou son délégué, s'ils souhaitent un officier de protection ou un interprète du même sexe, souhait que le Commissariat général satisfait en principe. Les officiers de protection du Commissariat général reçoivent par ailleurs déjà une formation spécifique au sujet de l'audition des demandeurs en situation vulnérable.

Il ressortira du dossier administratif quels sont les besoins procéduraux qui ont été signalés et quel soutien adéquat aura été fourni pour y répondre » (*ibid.*, p. 58).

En commission de la Chambre, le secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration a mentionné les exemples suivants :

« Quelques exemples de besoins procéduraux spéciaux : demander l'intervention d'un interprète ou d'un collaborateur de sexe féminin ou masculin (en cas de mutilations génitales ou de viol, par exemple, mais non pour des motifs religieux, doctrinaux ou dogmatiques), ouvrir ou fermer des fenêtres ou des rideaux, parler fort, utiliser un langage simple, donner des précisions supplémentaires, auditionner le demandeur d'asile en position debout, assise ou couchée, l'auditionner sur place, l'auditionner par écrit, l'accompagner lorsqu'il se rend dans une salle d'attente ou aux toilettes ou lorsqu'il en revient... » (*Doc. parl.*, Chambre, 2017-2018, DOC 54-2548/008, p. 11).

Les travaux préparatoires indiquent également :

« L'évaluation des besoins procéduraux spéciaux n'est pas en soi susceptible de recours. L'article 24.2 de la directive précise en effet que l'évaluation visant à identifier les demandeurs qui ont des besoins procéduraux spéciaux ne doit pas nécessairement prendre la forme d'une procédure administrative formelle. Le demandeur dispose bien de la possibilité de produire des éléments en rapport avec cette évaluation dans le cadre du recours contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides auprès du Conseil du Contentieux des Etrangers » (*ibid.*, 2016-2017, DOC 54-2548/001, p. 59).

B.48. Dans une première branche, les parties requérantes reprochent au législateur de ne pas déterminer les garanties procédurales spéciales à mettre en œuvre en ce qui concerne les demandeurs de protection internationale vulnérables, en vue de garantir le bon déroulement de la procédure, ce qui empêcherait un contrôle juridictionnel adéquat de la manière dont les garanties procédurales ont été ou non appliquées.

B.49. L'article 24 de la directive « procédures » dispose :

« 1. Les États membres évaluent dans un délai raisonnable après la présentation d'une demande de protection internationale si le demandeur nécessite des garanties procédurales spéciales.

2. L'évaluation visée au paragraphe 1 peut être intégrée aux procédures nationales existantes et/ou à l'évaluation visée à l'article 22 de la directive 2013/33/UE et ne doit pas nécessairement prendre la forme d'une procédure administrative.

3. Lorsque des demandeurs ont été identifiés comme étant des demandeurs nécessitant des garanties procédurales spéciales, les États membres veillent à ce qu'un soutien adéquat leur soit accordé pour qu'ils puissent, tout au long de la procédure d'asile, bénéficier des droits et se conformer aux obligations prévus par la présente directive.

Lorsqu'un tel soutien adéquat ne peut être fourni dans le cadre des procédures visées à l'article 31, paragraphe 8, et à l'article 43, notamment lorsque les États membres estiment qu'un demandeur nécessite des garanties procédurales spéciales parce qu'il a été victime de torture, de viol ou d'une autre forme grave de violence psychologique, physique ou sexuelle, les États membres n'appliquent pas, ou cessent d'appliquer, l'article 31, paragraphe 8, et l'article 43. Si les États membres appliquent l'article 46, paragraphe 6, à un demandeur à l'égard duquel l'article 31, paragraphe 8, et l'article 43 ne peuvent être appliqués en vertu du présent alinéa, les États membres prévoient au moins les garanties prévues à l'article 46, paragraphe 7.

4. Les États membres veillent à ce que le besoin de garanties procédurales spéciales soit également pris en compte, conformément à la présente directive, lorsque un tel besoin apparaît à un stade ultérieur de la procédure, sans qu'il faille nécessairement recommencer celle-ci ».

B.50.1. L'article 24 de la directive « procédures » n'impose pas aux États membres de définir les garanties procédurales spéciales susceptibles d'être appliquées aux demandeurs concernés, mais il leur fait obligation d'organiser l'évaluation, en début de procédure, de la question de savoir si le demandeur nécessite des garanties procédurales spéciales et de veiller à ce qu'un soutien adéquat lui soit accordé, le cas échéant, afin qu'il puisse bénéficier des droits et se conformer aux obligations prévus par la directive.

B.50.2. D'une part, ce soutien adéquat peut prendre diverses formes, en fonction du profil de vulnérabilité propre à chaque demandeur, comme le montrent les travaux préparatoires de la disposition attaquée cités en B.47. Aussi, il ne saurait être raisonnablement exigé du législateur qu'il envisage l'ensemble des formes que le soutien adéquat précité pourrait revêtir.

D'autre part, l'absence de détermination préalable des garanties procédurales spéciales n'empêche pas le Conseil du contentieux des étrangers de vérifier, dans le cadre d'un recours, si le demandeur de protection internationale a bien reçu un soutien adéquat, compte tenu de son profil de vulnérabilité spécifique. Cette vérification doit être menée à la lumière de l'objectif, visé à l'article 48/9, § 4, de la loi du 15 décembre 1980, qui consiste en ce que le demandeur doit pouvoir bénéficier des droits et se conformer aux obligations qui lui incombent tout au long de la procédure.

B.50.3. Le septième moyen dans l'affaire n° 7008, en sa première branche, n'est pas fondé.

B.51. Les parties requérantes soutiennent, dans une seconde branche, que, dans l'interprétation selon laquelle il n'impose pas à l'Office des étrangers ni au CGRA de prendre une décision motivée en ce qui concerne l'application des garanties procédurales spéciales, l'article 12, attaqué, prive les demandeurs concernés, en cas de rejet de leur demande, de la possibilité de contester en connaissance de cause la non-application ou la mauvaise application de ces garanties.

B.52.1. L'article 48/9, § 4, de la loi du 15 décembre 1980 fait obligation aux agents de l'Office des étrangers et du CGRA d'évaluer si le demandeur de protection internationale a des besoins procéduraux spéciaux et de tenir compte de ces besoins en fournissant au demandeur un soutien adéquat au cours de la procédure.

D'après les travaux préparatoires cités en B.47, « il ressortira du dossier administratif quels sont les besoins procéduraux qui ont été signalés et quel soutien adéquat aura été fourni pour y répondre » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2548/001, p. 58). Par ailleurs, si le demandeur de protection internationale a fait valoir des besoins procéduraux spéciaux ou si des recommandations ont été faites à ce sujet, la décision du CGRA devra à tout le moins, en cas de contestation en cours de procédure, faire état de l'évaluation de ces besoins et du soutien qui a été accordé ou non au demandeur, conformément à l'article 62, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980. Partant, les demandeurs concernés ont la possibilité, en cas de rejet de leur demande, de contester en connaissance de cause la non-application ou la mauvaise application des garanties procédurales spéciales dont ils estiment devoir bénéficier. Le fait que l'évaluation des besoins procéduraux spéciaux n'est pas en soi susceptible de recours ne fait pas obstacle à ce que cette évaluation soit critiquée dans le cadre d'un recours introduit contre la décision de rejet ou d'irrecevabilité d'une demande de protection internationale, comme le précisent les travaux préparatoires cités en B.47.

B.52.2. Le septième moyen dans l'affaire n° 7008, en sa seconde branche, n'est pas fondé.

En ce qui concerne le choix de la langue de la procédure relative à une demande ultérieure (article 23 de la loi du 21 novembre 2017)

B.53. Le huitième moyen dans l'affaire n° 7008 est pris de la violation, par l'article 23 de la loi du 21 novembre 2017, des articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison ou non avec les articles 41 et 42 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, avec l'article 15, paragraphe 3, point c), de la directive « procédures » et avec le droit d'être entendu en tant que principe général du droit de l'Union.

Les parties requérantes font valoir qu'en ce qu'elle interdit au demandeur de protection internationale ayant une maîtrise suffisante de la langue française ou néerlandaise pour pouvoir effectuer une demande ultérieure sans l'aide d'un interprète, d'introduire une telle demande dans cette langue s'il ne s'agit pas de la langue de la procédure précédente, la disposition attaquée discrimine celui-ci par rapport aux autres utilisateurs des services centraux de l'administration, qui disposent d'une liberté de choix quant à la langue. Elles considèrent que la liberté de choix quant à la langue, prévue par l'article 15, paragraphe 3, point c), de la directive « procédures », s'applique tant à une première demande de protection internationale qu'à une demande ultérieure.

B.54. L'article 23, attaqué, apporte plusieurs modifications à l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980, dont il complète, en particulier, le deuxième paragraphe d'un quatrième alinéa. L'article 51/4 dispose désormais :

« § 1^{er}. L'examen de la demande de protection internationale a lieu en français ou en néerlandais.

La langue de l'examen est également celle de la décision à laquelle il donne lieu ainsi que des éventuelles décisions subséquentes d'éloignement du territoire.

§ 2. Au moment d'introduire sa demande de protection internationale, l'étranger doit indiquer irrévocablement et par écrit s'il a besoin de l'assistance d'un interprète lors de l'examen de cette demande.

Si l'étranger ne déclare pas requérir l'assistance d'un interprète, il peut choisir, selon les mêmes modalités, le français ou le néerlandais comme langue de l'examen.

Si l'étranger n'a pas choisi l'une de ces langues ou a déclaré requérir l'assistance d'un interprète, le Ministre ou son délégué détermine la langue de l'examen, en fonction des besoins des services et instances. Cette décision n'est susceptible d'aucun recours distinct.

Par dérogation aux alinéas précédents, sans préjudice de la possibilité pour le ministre ou son délégué de déterminer la langue de l'examen en fonction des besoins des services et instances, l'examen d'une demande ultérieure de protection internationale introduite conformément à l'article 51/8 est effectué dans la langue dans laquelle la demande de protection internationale précédente a été examinée.

[...] ».

B.55. L'article 15 de la directive « procédures » édicte les conditions auxquelles est soumis l'entretien personnel. Il dispose, en son paragraphe 3, point c) :

« Les États membres prennent les mesures appropriées pour faire en sorte que l'entretien personnel soit mené dans des conditions qui permettent au demandeur d'exposer l'ensemble des motifs de sa demande. À cet effet, les États membres :

[...]

c) choisissent un interprète capable d'assurer une communication appropriée entre le demandeur et la personne qui mène l'entretien. La communication a lieu dans la langue pour laquelle le demandeur a manifesté une préférence sauf s'il existe une autre langue qu'il comprend et dans laquelle il est à même de communiquer clairement. Dans la mesure du possible, les États membres fournissent un interprète du même sexe si le demandeur en fait la demande, à moins que l'autorité responsable de la détermination ait des raisons de penser que cette demande est fondée sur des motifs qui ne sont pas liés à des difficultés de la part du demandeur d'exposer l'ensemble des motifs de sa demande ».

B.56. Les parties requérantes invitent la Cour à comparer la situation, d'une part, du demandeur de protection internationale ayant une maîtrise suffisante de la langue française ou néerlandaise pour pouvoir effectuer une demande ultérieure sans l'aide d'un interprète, auquel la disposition attaquée interdit d'introduire une telle demande dans cette langue s'il ne s'agit pas de la langue de la procédure précédente et, d'autre part, celle des autres utilisateurs des services centraux de l'administration, qui disposent d'une liberté de choix quant à la langue, conformément aux articles 41 et 42 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966.

B.57.1. Selon les travaux préparatoires, la disposition attaquée « vise une répartition équilibrée des dossiers entre les rôles linguistiques dans le cadre des demandes ultérieures afin d'éviter tout risque de 'shopping' entre les rôles linguistiques » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2548/001, p. 73). Le Conseil des ministres expose également qu'elle tend à permettre une bonne gestion du traitement des dossiers, puisqu'une demande ultérieure s'inscrit nécessairement dans le prolongement de la première demande.

À la lumière de ces objectifs, les catégories de personnes mentionnées en B.56 se trouvent dans des situations objectivement différentes.

La disposition attaquée n'emporte pas des effets disproportionnés, eu égard aux objectifs poursuivis, puisque, dans le cadre d'une demande ultérieure, le demandeur de protection internationale peut être entendu, le cas échéant, dans la langue pour laquelle il a manifesté sa préférence, langue dont il est raisonnable de présumer qu'il la maîtrise mieux que le français ou le néerlandais, et qu'il lui est loisible de faire valoir des observations au sujet de la transcription de l'entretien personnel, conformément à l'article 57/5^{quater}, § 3, de la loi du 15 décembre 1980, ce qui est de nature à limiter tout risque de mauvaise compréhension.

B.57.2. Par ailleurs, l'article 15, paragraphe 3, point c), de la directive « procédures » prévoit que la communication lors de l'entretien personnel a lieu, en principe, dans la langue pour laquelle le demandeur a manifesté une préférence. Sans qu'il soit besoin de se demander si cette liberté de choix s'applique tant à une première demande de protection internationale qu'à une demande ultérieure, il convient de relever que l'article 15, paragraphe 3, point c), précité, permet d'y déroger lorsqu'il existe une autre langue que le demandeur comprend et dans laquelle il est à même de communiquer clairement. La disposition attaquée ne viole dès lors pas les articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec l'article 15, paragraphe 3, point c), de la directive « procédures ».

B.57.3. Le huitième moyen dans l'affaire n° 7008 n'est pas fondé. Il n'y a pas lieu de poser de question préjudicielle à la Cour de justice de l'Union européenne.

En ce qui concerne la communication des observations relatives aux notes de l'entretien personnel (article 39 de la loi du 21 novembre 2017)

B.58. Le neuvième moyen dans l'affaire n° 7008 est pris de la violation, par l'article 39 de la loi du 21 novembre 2017, des articles 13 et 32 de la Constitution, lus en combinaison ou non avec les articles 12, paragraphe 1, point b), 17 et 46, paragraphe 3, de la directive « procédures », avec l'article 47 de la Charte et avec le droit d'être entendu et le droit d'accès au dossier comme principes généraux du droit de l'Union.

B.59. L'article 57/5^{quater} de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été inséré par l'article 39, attaqué, de la loi du 21 novembre 2017, dispose :

« § 1^{er}. Lors de l'entretien personnel visé à l'article 57/5^{ter}, l'agent du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides prend note par écrit des déclarations du demandeur de protection internationale. Les notes de l'entretien personnel constituent une transcription fidèle des questions posées au demandeur ainsi que des réponses données par celui-ci et reprennent à tout le moins les données déterminées par arrêté royal.

§ 2. Le demandeur de protection internationale ou son avocat peut demander par écrit une copie des notes de l'entretien personnel.

Lorsque cette demande parvient au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides dans les deux jours ouvrables qui suivent l'entretien personnel, le Commissaire général notifie la copie des notes de l'entretien personnel au demandeur de protection internationale ou à son avocat avant de prendre une décision concernant la demande de protection internationale.

La copie des notes est notifiée par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides conformément aux dispositions de l'article 51/2.

§ 3. Le demandeur de protection internationale ou son avocat peut transmettre au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides des observations concernant la copie des notes de l'entretien personnel.

Ces observations sont communiquées au Commissaire général par écrit, dans la langue de la procédure.

Le Commissaire général examine ces observations avant de prendre une décision quant à la demande de protection internationale pour autant :

1° que la demande de copie visée au paragraphe 2 soit parvenue au Commissaire général dans les deux jours ouvrables qui suivent l'entretien personnel, et

2° que les observations soient parvenues au Commissaire général dans un délai de huit jours ouvrables suivant la notification de la copie des notes de l'entretien personnel au demandeur de protection internationale ou à son avocat.

Si les conditions cumulatives visées à l'alinéa 3 ne sont pas remplies, le Commissaire général n'examine les observations communiquées qu'à la condition que celles-ci lui parviennent au plus tard le jour ouvrable qui précède celui de l'adoption de la décision relative à la demande de protection internationale.

Le demandeur de protection internationale est réputé confirmer le contenu des notes de l'entretien personnel lorsqu'au jour ouvrable qui précède celui de l'adoption de la décision relative à la demande de protection internationale, aucune observation n'est parvenue au Commissaire général. Si les observations éventuellement parvenues au Commissaire général ne portent que sur une partie du contenu des notes de l'entretien personnel, le demandeur de protection internationale est réputé confirmer le reste de celui-ci.

§ 4. Lorsqu'il est fait application des articles 57/6, § 2, 57/6, § 3, 57/6/1, § 1^{er} ou 57/6/4, une copie des notes de l'entretien personnel peut être notifiée au même moment que la notification de la décision concernant la demande de protection internationale ».

Conformément à cette disposition, l'agent du CGRA doit prendre note par écrit des déclarations du demandeur de protection internationale lors de l'entretien personnel visé à l'article 57/5^{ter} de la loi du 15 décembre 1980. Ces notes « constituent une transcription fidèle des questions posées au demandeur ainsi que des réponses données par celui-ci » (article 57/5^{quater}, § 1^{er}). Le demandeur de protection internationale ou son avocat peuvent demander par écrit une copie des notes de l'entretien personnel (article 57/5^{quater}, § 2). Ils peuvent transmettre leurs observations au CGRA, qui ne les examine que si la demande de copie lui est parvenue dans les deux jours ouvrables qui suivent l'entretien personnel et si les observations lui sont parvenues dans un délai de huit jours ouvrables suivant la notification de la copie. À défaut de respecter ces conditions, le CGRA examine les observations communiquées pour autant qu'elles lui parviennent au plus tard le jour ouvrable qui précède celui de l'adoption de la décision relative à la demande de protection internationale. À défaut d'observation, le demandeur est réputé confirmer le contenu des notes de l'entretien personnel (article 57/5^{quater}, § 3).

B.60.1. L'article 32 de la Constitution dispose :

« Chacun a le droit de consulter chaque document administratif et de s'en faire remettre copie, sauf dans les cas et conditions fixés par la loi, le décret ou la règle visée à l'article 134 ».

B.60.2. L'article 12, paragraphe 1, point b), de la directive « procédures » dispose :

« 1. En ce qui concerne les procédures prévues au chapitre III, les États membres veillent à ce que tous les demandeurs bénéficient des garanties suivantes :

[...]

b) ils bénéficient, en tant que de besoin, des services d'un interprète pour présenter leurs arguments aux autorités compétentes. Les États membres considèrent qu'il est nécessaire de fournir les services d'un interprète, au moins lorsque le demandeur doit être interrogé selon les modalités visées aux articles 14 à 17, et 34 et lorsqu'il n'est pas possible de garantir une communication adéquate sans ces services. Dans ce cas, ainsi que dans les autres cas où les autorités compétentes souhaitent entendre le demandeur, ces services sont payés sur des fonds publics ».

L'article 17 de la même directive dispose :

« 1. Les États membres veillent à ce que chaque entretien personnel fasse l'objet soit d'un rapport détaillé et factuel contenant tous les éléments essentiels soit d'une transcription.

2. Les États membres peuvent prévoir l'enregistrement audio ou audiovisuel de l'entretien personnel. Lorsque cet enregistrement a lieu, les États membres veillent à ce que l'enregistrement ou sa transcription soit versé au dossier du demandeur.

3. Les États membres veillent à ce que le demandeur ait la possibilité de faire des commentaires et/ou d'apporter des précisions, oralement et/ou par écrit, concernant toute erreur de traduction ou tout malentendu dans le rapport ou la transcription, à la fin de l'entretien personnel ou dans un délai précis avant que l'autorité responsable de la détermination ait pris une décision. À cette fin, les États membres veillent à ce que le demandeur soit pleinement informé du contenu du rapport ou des éléments essentiels de la transcription, moyennant l'aide d'un interprète si nécessaire. Les États membres demandent ensuite au demandeur de confirmer que le contenu du rapport ou de la transcription reflète correctement l'entretien.

Lorsque l'entretien personnel est enregistré conformément au paragraphe 2 et que l'enregistrement est recevable à titre de preuve dans les procédures de recours visées au chapitre V, les États membres ne sont pas tenus de demander au demandeur de confirmer que le contenu du rapport ou de la transcription reflète correctement l'entretien. Sans préjudice de l'article 16, lorsque les États membres prévoient à la fois une transcription et un enregistrement de l'entretien personnel, ils ne sont pas tenus de permettre au demandeur de faire des commentaires sur la transcription et/ou d'y apporter des précisions.

4. Si un demandeur refuse de confirmer que le contenu du rapport ou de la transcription reflète correctement l'entretien personnel, les motifs de son refus sont consignés dans son dossier.

Un tel refus n'empêche pas l'autorité responsable de la détermination de prendre une décision sur la demande.

5. Le demandeur et son conseil juridique ou d'autres conseillers juridiques, tels qu'ils sont définis à l'article 23, ont accès au rapport ou à la transcription et, le cas échéant, à l'enregistrement, avant que l'autorité responsable de la détermination prenne une décision.

Lorsqu'ils prévoient à la fois la transcription et l'enregistrement de l'entretien personnel, les États membres ne sont pas tenus d'accorder l'accès à l'enregistrement dans le cadre des procédures en première instance visées au chapitre III. En pareil cas, ils accordent toutefois l'accès à l'enregistrement dans le cadre des procédures de recours visées au chapitre V.

Sans préjudice du paragraphe 3 du présent article, lorsque la demande est examinée conformément à l'article 31, paragraphe 8, les États membres peuvent prévoir que l'accès au rapport ou à la transcription et, le cas échéant, à l'enregistrement, est accordé au moment où la décision est prise ».

B.61.1. Dans une première branche, les parties requérantes critiquent le délai de huit jours ouvrables applicable à la communication des observations à la suite de la notification de la copie des notes de l'entretien personnel, en ce qu'il ne permet pas au demandeur de protection internationale de faire valoir ses observations de manière utile et effective.

B.61.2. Indépendamment de la question de savoir si l'article 32 de la Constitution est applicable en l'espèce, les parties requérantes ne démontrent pas qu'un délai de huit jours ouvrables à compter de la notification de la copie des notes de l'entretien personnel serait insuffisant pour communiquer au CGRA les observations relatives aux notes de l'entretien personnel, eu égard à ce qui est attendu du demandeur de protection internationale et de son avocat, à savoir vérifier le contenu des notes précitées. Du reste, comme il est dit en B.59, le demandeur de protection internationale a la possibilité de formuler des observations jusqu'au jour ouvrable qui précède celui de l'adoption de la décision relative à la demande de protection internationale, conformément à l'article 57/5^{quater}, § 3, alinéa 4, de la loi du 15 décembre 1980. Il en résulte que, contrairement à ce que soutiennent les parties requérantes, le demandeur de protection internationale est en mesure de faire valoir ses observations de manière utile et effective.

Le neuvième moyen dans l'affaire n° 7008, en sa première branche, n'est pas fondé.

B.62.1. Dans une deuxième branche, les parties requérantes dénoncent l'impossibilité pour le demandeur d'accéder à son dossier de manière utile et effective en ce que la disposition attaquée n'organise pas l'intervention d'un interprète en vue de la communication des observations relatives aux notes de son entretien personnel.

B.62.2. Les articles 508/10 et suivants du Code judiciaire prévoient la mise à disposition d'un interprète pour le bénéficiaire de l'aide juridique de deuxième ligne, aide à laquelle les demandeurs de protection internationale peuvent en principe prétendre. Les frais d'interprète sont à la charge de l'État.

Le neuvième moyen dans l'affaire n° 7008, en sa deuxième branche, n'est pas fondé.

B.63. Dans une troisième branche, les parties requérantes critiquent l'impossibilité pour le demandeur de protection internationale, sauf en cas de force majeure, de contester la transcription de l'entretien personnel après l'écoulement d'un délai de huit jours ouvrables à compter de la notification de la copie des notes au demandeur ou à son avocat, y compris dans le cadre d'un recours devant le Conseil du contentieux des étrangers. Selon les parties requérantes, l'examen que cette juridiction effectue n'est donc pas complet, ce qui entraîne une violation du droit à un recours effectif.

B.64.1. Le demandeur de protection internationale a la possibilité de formuler des observations jusqu'au jour ouvrable qui précède celui de l'adoption de la décision relative à la demande de protection internationale, conformément à l'article 57/5^{quater}, § 3, alinéa 4, de la loi du 15 décembre 1980.

Les travaux préparatoires indiquent :

« Dans le cas contraire, comme cela est prévu au quatrième alinéa, et donc si ces conditions ne sont pas remplies, le Commissaire général n'examinera les observations éventuelles que si celles-ci lui parviennent au moins un jour ouvrable avant l'adoption de la décision relative à la demande de protection internationale. Il s'agit ici d'une application du principe de bonne administration qui ménage d'un côté l'obligation faite au Commissaire général de prendre une décision sur base de tous les éléments qui se trouvent en sa possession au moment où cette décision est prise, et donc de tenir compte, dans la mesure du raisonnable, des observations qui lui seraient éventuellement parvenues, mais également, de l'autre côté, les contraintes liées au processus décisionnel et administratif au sein du Commissariat général. En d'autres termes, en demandant tardivement la copie des notes de l'entretien personnel et/ou en ne faisant pas parvenir au Commissariat général les observations y afférentes dans le délai prévu à cet effet, le demandeur s'expose à ce que ses observations éventuelles puissent ne pas être examinées, dans la mesure de ce qui est indiqué ci-dessus.

[...]

Dès lors que le demandeur de protection internationale se voit octroyer, légalement, la possibilité d'émettre, *in tempore non suspecto*, des observations ou commentaires concernant le contenu des notes relatives à l'entretien personnel, et ce en ayant l'occasion de se faire remettre une copie du rapport d'audition avant qu'une décision concernant sa demande de protection internationale ne soit prise, toute critique qui serait le cas échéant émise tardivement, et en tout cas à partir du jour de l'adoption de la décision, quant à ce contenu, ne pourra être acceptée que si le demandeur de protection internationale ou son avocat établissent qu'ils se trouvaient dans l'impossibilité de faire ces remarques ou observations avant que la décision ne soit prise, et ce pour cause de force majeure » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2548/001, pp. 99-100).

L'article 57/5^{quater}, § 3, alinéa 5, de la loi du 15 décembre 1980 prévoit que, si aucune observation ne parvient au CGRA le jour ouvrable qui précède celui de l'adoption de la décision relative à la demande de protection internationale, le demandeur de protection internationale est réputé confirmer le contenu des notes de l'entretien personnel. Il prévoit également que, si les observations éventuellement parvenues au CGRA ne portent que sur une partie du contenu des notes de l'entretien personnel, le demandeur de protection internationale est réputé confirmer le reste de celui-ci.

B.64.2. Le fait que les notes de l'entretien personnel sont réputées confirmées en l'absence d'observation parvenue au CGRA le jour ouvrable qui précède celui de l'adoption de la décision statuant sur la demande de protection internationale implique que le CGRA ne doit pas tenir compte des observations qui seraient communiquées tardivement, sauf en cas de force majeure. Il ne fait toutefois pas obstacle à ce que le Conseil du contentieux des étrangers, saisi d'un recours contre la décision, exerce un contrôle de pleine juridiction, de sorte qu'il doit pouvoir connaître de l'ensemble des éléments de fait et de droit de l'affaire, en ce compris du principe de proportionnalité, ce qui lui permet ainsi de procéder à une évaluation *ex nunc* de la demande.

B.64.3. Le neuvième moyen dans l'affaire n° 7008, en sa troisième branche, n'est pas fondé.

B.65. Les parties requérantes font valoir, dans une quatrième branche, qu'en excluant la communication préalable des notes de l'entretien personnel en ce qui concerne les décisions prises en application de l'article 57/6, § 2 (demandes traitées en priorité) et § 3 (demandes déclarées irrecevables), de l'article 57/6/1, § 1^{er} (demandes traitées en procédure accélérée) et de l'article 57/6/4 (demandes introduites à la frontière) de la loi du 15 décembre 1980, l'article 57/5^{quater}, § 4, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été inséré par l'article 39, attaqué, excède la dérogation permise par l'article 17, paragraphe 5, troisième alinéa, de la directive « procédures ».

B.66.1. En vertu de l'article 17, paragraphe 5, de la directive « procédures », le demandeur de protection internationale et son avocat doivent avoir accès à la transcription de l'entretien personnel avant que l'autorité responsable de la détermination prenne une décision (premier alinéa). Les États membres peuvent toutefois prévoir que, lorsque la demande est examinée conformément à l'article 31, paragraphe 8, de la même directive, l'accès à la transcription est accordé au moment où la décision est prise (troisième alinéa).

B.66.2. L'article 31, paragraphe 8, de la directive « procédures » dispose :

« Les États membres peuvent décider, dans le respect des principes de base et des garanties fondamentales visés au chapitre II, d'accélérer une procédure d'examen et/ou de mener cette procédure à la frontière ou dans les zones de transit conformément à l'article 43 lorsque :

a) le demandeur n'a soulevé, en soumettant sa demande et en exposant les faits, que des questions sans pertinence au regard de l'examen visant à déterminer s'il remplit les conditions requises pour obtenir le statut de bénéficiaire d'une protection internationale en vertu de la directive 2011/95/UE; ou

b) le demandeur provient d'un pays d'origine sûr au sens de la présente directive; ou

c) le demandeur a induit les autorités en erreur en ce qui concerne son identité et/ou sa nationalité, en présentant de fausses indications ou de faux documents ou en dissimulant des informations ou des documents pertinents qui auraient pu influencer la décision dans un sens défavorable; ou

d) il est probable que, de mauvaise foi, le demandeur a procédé à la destruction ou s'est défait d'un document d'identité ou de voyage qui aurait aidé à établir son identité ou sa nationalité; ou

e) le demandeur a fait des déclarations manifestement incohérentes et contradictoires, manifestement fausses ou peu plausibles qui contredisent des informations suffisamment vérifiées du pays d'origine, ce qui rend sa demande visiblement peu convaincante quant à sa qualité de bénéficiaire d'une protection internationale en vertu de la directive 2011/95/UE; ou

f) le demandeur a présenté une demande ultérieure de protection internationale qui n'est pas irrecevable conformément à l'article 40, paragraphe 5; ou

g) le demandeur ne présente une demande qu'afin de retarder ou d'empêcher l'exécution d'une décision antérieure ou imminente qui entraînerait son éloignement; ou

h) le demandeur est entré ou a prolongé son séjour illégalement sur le territoire de l'État membre et, sans motif valable, ne s'est pas présenté aux autorités ou n'a pas présenté une demande de protection internationale dans les délais les plus brefs compte tenu des circonstances de son entrée; ou

i) le demandeur refuse de se conformer à l'obligation de donner ses empreintes digitales conformément au règlement (UE) n° 603/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relatif à la création d'Eurodac pour la comparaison des empreintes digitales aux fins de l'application efficace du règlement (UE) n° 604/2013 établissant les critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale introduite dans l'un des États membres par un ressortissant de pays tiers ou un apatride et aux demandes de comparaison avec les données d'Eurodac présentées par les autorités répressives des États membres et Eurodac à des fins répressives; ou

j) il existe de sérieuses raisons de considérer que le demandeur représente un danger pour la sécurité nationale ou l'ordre public de l'État membre, ou le demandeur a fait l'objet d'une décision d'éloignement forcé pour des motifs graves de sécurité nationale ou d'ordre public au regard du droit national ».

B.67.1. La disposition attaquée permet la communication d'une copie des notes de l'entretien personnel au même moment que la notification de la décision concernant la demande de protection internationale, lorsqu'il est fait application des articles 57/6, § 2 et 3, 57/6/1, § 1^{er}, ou 57/6/4 de la loi du 15 décembre 1980. Cette faculté est justifiée dans les travaux préparatoires par « la brièveté des délais dans les procédures en question. Cela implique en toute logique que l'on n'attendra pas les remarques du demandeur ou de son avocat sur le contenu des notes de l'entretien personnel pour prendre une décision au sujet de la demande de protection internationale. Les remarques éventuelles concernant la conformité des notes avec le contenu de l'entretien personnel seront examinées dans le cadre de la procédure de recours » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2548/001, pp. 100-101).

B.67.2. L'article 31, paragraphe 8, de la directive « procédures » renvoie aux procédures accélérées et/ou aux procédures menées à la frontière ou dans les zones de transit conformément à l'article 43 de cette directive.

Par conséquent, il s'agit en premier lieu des procédures qui sont réglées aux articles 57/6/1, § 1^{er}, et 57/6/4 de la loi du 15 décembre 1980. L'article 57/5^{quater}, § 4, de la loi du 15 décembre 1980, en ce qu'il porte sur ces articles, constitue donc une transposition correcte de l'article 17, paragraphe 5, de la directive « procédures ».

B.67.3. L'article 57/5^{quater}, § 4, de la loi du 15 décembre 1980 autorise également la notification d'une copie des notes de l'entretien personnel au même moment que la notification de la décision concernant la demande de protection internationale en ce qui concerne les décisions prises par application de l'article 57/6, § 2 et 3, de la même loi.

B.67.4. L'article 57/6, § 2, règle la « procédure d'examen prioritaire » et constitue la transposition en droit interne de l'article 31, paragraphe 7, de la directive « procédures », qui permet aux États membres d'accorder la priorité au traitement d'une demande de protection internationale lorsqu'il est probable que la demande est fondée ou lorsque le demandeur est vulnérable ou s'il nécessite des garanties procédurales spéciales.

L'article 17, paragraphe 5, de la directive « procédures » renvoie uniquement aux procédures visées à l'article 31, paragraphe 8, de cette directive. L'article 57/5^{quater}, § 4, de la loi du 15 décembre 1980, en ce qu'il permet la notification d'une copie des notes de l'entretien personnel en même temps que la notification de la décision statuant sur la demande de protection internationale en ce qui concerne les décisions prises en application de l'article 57/6, § 2, viole l'article 32 de la Constitution, lu en combinaison avec l'article 17, paragraphe 5, de la directive « procédures ».

B.67.5. L'article 57/6, § 3, règle les cas où une demande de protection internationale peut être déclarée irrecevable et il constitue la transposition en droit interne de l'article 33, paragraphe 2, de la directive « procédures ». Il ressort de la lecture combinée des articles 17, paragraphe 5, 31, paragraphe 8, 43, paragraphe 1, point a), et 33, paragraphe 2, de la directive « procédures » que cette directive n'autorise la notification d'une copie des notes de l'entretien personnel, au même moment que la notification de la décision statuant sur la demande de protection internationale, que lorsque les décisions rendues par application de l'article 57/6, § 3, de la loi du 15 décembre 1980 sont prises dans le cadre de la procédure à la frontière visée à l'article 57/6/4 de la même loi.

Par conséquent, l'article 57/5^{quater}, § 4, de la loi du 15 décembre 1980 viole l'article 32 de la Constitution, lu en combinaison avec l'article 17, paragraphe 5, de la directive « procédures », en ce qu'il se réfère à l'article 57/6, § 3, de la loi précitée, en ce qui concerne les décisions relatives à la recevabilité de la demande de protection internationale qui ne sont pas prises dans le cadre de la procédure à la frontière.

B.67.6. Le neuvième moyen dans l'affaire n° 7008, en sa quatrième branche, est partiellement fondé. Par conséquent, la référence à l'article 57/6, § 2, dans l'article 57/5^{quater}, § 4, de la loi du 15 décembre 1980, tel que cet article a été inséré par l'article 39 de la loi du 21 novembre 2017, doit être annulée. Dans cette même disposition, la référence à l'article 57/6, § 3, doit être annulée en ce qu'elle porte sur les décisions relatives à la recevabilité qui ne sont pas prises dans le cadre de la procédure à la frontière visée à l'article 57/6/4 de la loi du 15 décembre 1980.

En ce qui concerne la confidentialité de certaines données (article 48 de la loi du 21 novembre 2017)

B.68. Le onzième moyen dans l'affaire n° 7008 est pris de la violation, par l'article 48 de la loi du 21 novembre 2017, des articles 13 et 32 de la Constitution, lus en combinaison ou non avec l'article 23, paragraphe 1, de la directive « procédures », avec le droit d'accès au dossier comme principe général du droit de l'Union et avec l'article 47 de la Charte, en ce qu'il définit trop largement les éléments pouvant être traités confidentiellement par le CGRA, en ce qu'il prive le juge d'un accès à ces informations ou sources et en ce qu'il ne met pas en place des procédures garantissant le respect des droits de la défense du demandeur.

B.69.1. L'article 57/7, § 3, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été inséré par l'article 48, attaqué, de la loi du 21 novembre 2017, dispose :

« Le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides peut, dans sa décision, s'appuyer sur des informations obtenues d'une personne ou d'une institution qu'il a contactée et dont, à la demande de celle-ci, le nom, les coordonnées, les activités ou la fonction sont tenus confidentiels.

Dans ce cas, la ou les raison(s) pour laquelle/lesquelles ces éléments sont tenus confidentiels est/sont précisée(s) dans le dossier administratif, de même que la ou les raison(s) qui permet(tent) de présumer de la fiabilité de cette/ces source(s) ».

B.69.2. Il ressort des travaux préparatoires de la disposition attaquée que la possibilité pour le CGRA de ne pas communiquer certaines données relatives à une personne ou à une institution à l'origine d'une information sur laquelle il s'appuie dans sa décision, à la demande de cette personne ou de cette institution, vise « des cas exceptionnels et strictement nécessaires [...] que ce soit pour des raisons de respect de la vie privée, de sécurité ou d'autres considérations » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2548/001, pp. 138-139). L'exposé des motifs souligne que « du fait de la spécificité du domaine de l'asile, les sources fournissant ces informations, et/ou leurs proches, se trouvent généralement dans le pays d'origine de la personne dont la demande de protection internationale est examinée » (*ibid.*, pp. 139-140). Or, le CGRA « ne serait pas en mesure de satisfaire à l'obligation de coopération lui incombant s'il ne pouvait pas prendre contact avec des personnes ou des institutions dont le nom, les coordonnées et les activités ou la fonction ne sont pas communiqués ou gardés confidentiels à leur demande » et « la possibilité, ou l'impossibilité, d'utiliser ces informations pourrait avoir de graves conséquences qui peuvent mener à une appréciation erronée de la demande de protection internationale » (*ibid.*, p. 141).

L'exposé des motifs précise que « seules certaines données de la (des) source(s) qui fournissent des informations ne sont pas communiquées, à leur demande, comme leur nom et leurs coordonnées. Pour le reste, la description de ces sources est détaillée en ce qui concerne leur domaine d'activités, leur expérience, leur niveau d'expertise, l'organisation, le ministère ou l'institution pour lesquels elles travaillent... » (*ibid.*, p. 139). Enfin, l'anonymisation de la source « n'empêche pas le demandeur de vérifier l'exactitude des informations en question, étant donné qu'il est pleinement informé quant au contenu de celles-ci, ni d'ajouter éventuellement des éléments concrets qui démontrent que les informations sur lesquelles se fonde le Commissaire général ne sont pas exactes ou fiables », de sorte que « les droits de la défense et le principe du contradictoire sont garantis » (*ibid.*, pp. 143-144).

B.70. L'article 23 de la directive « procédures », qui concerne la portée de l'assistance juridique et de la représentation, dispose, en son paragraphe 1 :

« Les États membres veillent à ce que le conseil juridique ou un autre conseiller reconnu en tant que tel ou autorisé à cette fin en vertu du droit national, qui assiste ou représente un demandeur en vertu du droit national, ait accès aux informations versées au dossier du demandeur sur la base duquel une décision est prise ou le sera.

Les États membres peuvent faire une exception lorsque la divulgation d'informations ou de leurs sources compromettrait la sécurité nationale, la sécurité des organisations ou de la (des) personne(s) ayant fourni les informations ou celle de la (des) personne(s) à laquelle (auxquelles) elles se rapportent, ou encore lorsque cela serait préjudiciable à l'enquête liée à l'examen d'une demande de protection internationale par les autorités compétentes des États membres, ou aux relations internationales des États membres. En pareil cas, les États membres :

a) donnent accès à ces informations ou sources aux autorités visées au chapitre V; et

b) mettent en place dans leur droit national des procédures garantissant que les droits de la défense du demandeur sont respectés.

Eu égard au point b), les États membres peuvent notamment accorder l'accès à ces informations ou sources au conseil juridique ou un autre conseiller ayant subi un contrôle de sécurité, pour autant que ces informations soient pertinentes aux fins de l'examen de la demande ou de la décision de retirer la protection internationale ».

Il découle de cette disposition que l'avocat du demandeur de protection internationale doit avoir accès aux informations versées au dossier de ce dernier sur la base duquel une décision est prise ou le sera. Il ne peut être fait exception à cette règle que pour des motifs limitativement énumérés tenant à la sécurité nationale, à la sécurité des organisations ou des personnes, au bon déroulement de l'enquête liée à l'examen d'une demande, ou aux relations internationales des États membres. Le cas échéant, la juridiction saisie d'un recours contre la décision concernant la demande de protection internationale doit pouvoir prendre connaissance des informations tenues confidentielles. Par ailleurs, la procédure doit garantir le respect des droits de la défense du demandeur.

B.71.1. L'article 57/7, § 3, de la loi du 15 décembre 1980 prévoit que le CGRA tient confidentiels le nom, les coordonnées, les activités ou la fonction d'une personne ou d'une institution, à la demande de celle-ci, lorsqu'il fonde sa décision sur des informations obtenues de cette personne ou de cette institution (alinéa 1^{er}). Elle prévoit l'obligation pour le CGRA de préciser dans le dossier administratif la ou les raisons pour lesquelles ces éléments sont tenus confidentiels, de même que la ou les raisons qui permettent de présumer de la fiabilité de cette ou de ces sources (alinéa 2).

B.71.2. Contrairement à ce que soutient le Conseil des ministres, le nom, les coordonnées, les activités ou la fonction d'une personne ou d'une institution à l'origine d'une information sur laquelle le CGRA fonde en partie sa décision constituent bien des « informations versées au dossier du demandeur sur la base duquel une décision est prise ou le sera », au sens de l'article 23, paragraphe 1, premier alinéa, de la directive « procédures », auxquelles le conseil du demandeur doit en principe avoir accès. Il s'agit d'éléments importants dont la connaissance permettrait au demandeur de démontrer utilement, le cas échéant, l'absence de fiabilité de la source et/ou l'inexactitude de l'information sur laquelle le CGRA a fondé ou pourrait fonder sa décision.

B.72.1. Conformément à l'article 39/62 de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil du contentieux des étrangers est habilité à inviter les parties à lui remettre toutes les pièces et informations concernant les affaires sur lesquelles il doit se prononcer. En application de cette disposition, le Conseil peut ainsi « se faire soumettre tous les documents et informations relatives au litige au sujet duquel il doit s'exprimer » (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, DOC 51-2479/001, p. 117). Cette disposition doit raisonnablement être comprise comme visant également la communication des éléments tenus confidentiels par l'administration sur la base de l'article 57/7, § 3, de la loi du 15 décembre 1980. Le Conseil du contentieux des étrangers est dès lors en mesure d'apprécier, le cas échéant, si le CGRA a fait une correcte application de la loi, en ce qui concerne l'admissibilité tant de l'application du régime de confidentialité que des conséquences que le CGRA a inférées de l'information concernée.

B.72.2. La disposition attaquée ne précise cependant pas les motifs pour lesquels le CGRA peut garder certains éléments confidentiels et qui sont énumérés à l'article 23, paragraphe 1, alinéa 2, de la directive « procédures ». L'indication, dans l'exposé des motifs, de ce qu'une telle confidentialité pourrait être décidée « que ce soit pour des raisons de respect de la vie privée, de sécurité ou d'autres considérations » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2548/001, p. 139) ne correspond pas aux motifs limitativement énumérés par l'article 23, paragraphe 1, deuxième alinéa, précité. Il en résulte qu'en ce qu'elle permet au CGRA de maintenir la confidentialité de certains éléments dans des cas autres que ceux qui sont énumérés à l'article 23, paragraphe 1, deuxième alinéa, de la directive « procédures », la disposition attaquée offre des garanties moindres que celles qui sont prévues par cette disposition et ne met pas en place une procédure garantissant le respect des droits de la défense du demandeur.

B.72.3. Le onzième moyen dans l'affaire n° 7008 est fondé. Il convient dès lors d'annuler l'article 57/7, § 3, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été inséré par l'article 48 de la loi du 21 novembre 2017, en ce qu'il ne limite pas la possibilité pour le CGRA de maintenir la confidentialité de certains éléments aux cas dans lesquels « la divulgation d'informations ou de leurs sources compromettrait la sécurité nationale, la sécurité des organisations ou de la (des) personne(s) ayant fourni les informations ou celle de la (des) personne(s) à laquelle (auxquelles) elles se rapportent, ou encore lorsque cela serait préjudiciable à l'enquête liée à l'examen d'une demande de protection internationale par les autorités compétentes des États membres, ou aux relations internationales des États membres ».

En ce qui concerne l'incidence du décès du demandeur de protection internationale sur la suite de la procédure quant au mineur qui l'accompagnait (article 45 de la loi du 21 novembre 2017)

B.73. Le douzième moyen dans l'affaire n° 7008 est pris de la violation, par l'article 45 de la loi du 21 novembre 2017, des articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison ou non avec l'article 25, paragraphe 6, de la directive « procédures », avec l'article 24, paragraphe 2, de la Charte et avec les articles 3, 12 et 22 de la Convention relative aux droits de l'enfant, en ce qu'il prévoit qu'en cas de décès d'un demandeur de protection internationale, la demande du mineur qui l'accompagnait est automatiquement clôturée si ce dernier ne sollicite pas la poursuite de la procédure selon des modalités à déterminer par arrêté royal.

Selon les parties requérantes, la disposition attaquée engendre une différence de traitement injustifiée entre ces enfants et les enfants dont le ou les parents sont toujours en vie et à leurs côtés en Belgique. En outre, l'enfant dont le parent est décédé serait également traité plus défavorablement que l'adulte dont le conjoint ou le partenaire est décédé, cet adulte ne se voyant opposer, contrairement à l'enfant placé dans la même situation, aucune présomption de désistement de sa demande de protection internationale.

B.74. L'article 57/6/5, § 1^{er}, 6^o, de la loi du 15 décembre 1980, tel que cet article a été inséré par l'article 45, attaqué, de la loi du 21 novembre 2017, dispose :

« Le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides prend une décision qui clôture l'examen de la demande de protection internationale, notamment lorsque :

[...]

6^o le demandeur est décédé et, le cas échéant, l'étranger mineur visé à l'article 57/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, n'a pas demandé la poursuite de l'examen de la demande de protection internationale conformément aux dispositions fixées par arrêté royal ».

Les travaux préparatoires indiquent :

« Le décès du demandeur ne peut aboutir, sans plus, à ce que la demande de protection internationale soit clôturée. Il ressort de l'article 57/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er} qu'un étranger qui introduit une demande de protection internationale, est présumé également faire cette demande au nom du (des) mineur(s) qui l'accompagne(nt) et sur le(s)quel(s) il exerce l'autorité parentale ou la tutelle (sur la base de la loi applicable conformément à l'article 35 de la loi du 16 juillet 2004 portant le Code de droit international privé). Cette présomption subsiste jusqu'au moment où une décision définitive est prise concernant la demande de protection internationale, même si l'étranger mineur mentionné ci-dessus a entre-temps atteint la majorité. En cas de décès du demandeur (principal), l'étranger mineur qui l'accompagne (qui a peut-être atteint la majorité entre-temps) peut encore avoir un intérêt à ce que la procédure en lien avec la demande de protection internationale soit poursuivie. La procédure qui s'applique en cas de décès du demandeur (principal) doit être élaborée plus précisément par arrêté royal. Par conséquent, il n'est pris de décision de clôture du traitement de la demande de protection internationale que lorsque le demandeur est décédé et que, le cas échéant, l'étranger mineur visé à l'article 57/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, n'a pas demandé la poursuite de la demande de protection internationale » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2548/001, pp. 125-126).

B.75.1. L'article 25, paragraphe 6, de la directive « procédures » concerne les garanties accordées aux mineurs non accompagnés et prévoit que l'intérêt supérieur de l'enfant est une considération primordiale pour les États membres lors de la mise en œuvre de ladite directive.

B.75.2. L'article 24, paragraphe 2, de la Charte dispose :

« Dans tous les actes relatifs aux enfants, qu'ils soient accomplis par des autorités publiques ou des institutions privées, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale ».

B.75.3. Les articles 3, 12 et 22 de la Convention relative aux droits de l'enfant disposent :

« Article 3

1. Dans toutes les décisions qui concernent les enfants, qu'elles soient le fait des institutions publiques ou privées de protection sociale, des tribunaux, des autorités administratives ou des organes législatifs, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale.

2. Les États parties s'engagent à assurer à l'enfant la protection et les soins nécessaires à son bien-être, compte tenu des droits et des devoirs de ses parents, de ses tuteurs ou des autres personnes légalement responsables de lui, et ils prennent à cette fin toutes les mesures législatives et administratives appropriées.

3. Les États parties veillent à ce que le fonctionnement des institutions, services et établissements qui ont la charge des enfants et assurent leur protection soit conforme aux normes fixées par les autorités compétentes, particulièrement dans le domaine de la sécurité et de la santé et en ce qui concerne le nombre et la compétence de leur personnel ainsi que l'existence d'un contrôle approprié ».

« Article 12

1. Les États parties garantissent à l'enfant qui est capable de discernement le droit d'exprimer librement son opinion sur toute question l'intéressant, les opinions de l'enfant étant dûment prises en considération eu égard à son âge et à son degré de maturité.

2. A cette fin, on donnera notamment à l'enfant la possibilité d'être entendu dans toute procédure judiciaire ou administrative l'intéressant, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un représentant ou d'une organisation appropriée, de façon compatible avec les règles de procédure de la législation nationale ».

« Article 22

1. Les États parties prennent les mesures appropriées pour qu'un enfant qui cherche à obtenir le statut de réfugié ou qui est considéré comme réfugié en vertu des règles et procédures du droit international ou national applicable, qu'il soit seul ou accompagné de ses père et mère ou de toute autre personne, bénéficie de la protection et de l'assistance humanitaire voulues pour lui permettre de jouir des droits que lui reconnaissent la présente Convention et les autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ou de caractère humanitaire auxquels lesdits États sont parties.

2. A cette fin, les États parties collaborent, selon qu'ils le jugent nécessaire, à tous les efforts faits par l'Organisation des Nations Unies et les autres organisations intergouvernementales ou non gouvernementales compétentes collaborant avec l'Organisation des Nations Unies pour protéger et aider les enfants qui se trouvent en pareille situation et pour rechercher les père et mère ou autres membres de la famille de tout enfant réfugié en vue d'obtenir les renseignements nécessaires pour le réunir à sa famille. Lorsque ni le père, ni la mère, ni aucun autre membre de la famille ne peut être retrouvé, l'enfant se voit accorder, selon les principes énoncés dans la présente Convention, la même protection que tout autre enfant définitivement ou temporairement privé de son milieu familial pour quelque raison que ce soit ».

B.76. Conformément à l'article 57/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, « un étranger qui introduit une demande de protection internationale, est présumé également introduire cette demande au nom du (des) mineur(s) qui l'accompagne(nt) et sur le(s)quel(s) il exerce l'autorité parentale ou la tutelle (sur la base de la loi applicable conformément à l'article 35 de la loi du 16 juillet 2004 portant le Code de droit international privé) ».

Lorsque, dans une telle hypothèse, le demandeur décède, le CGRA prend une décision qui clôture l'examen de la demande de protection internationale, à moins que l'étranger mineur au nom duquel le demandeur a introduit la procédure sollicite la poursuite de la procédure selon des modalités à déterminer par arrêté royal, comme le prévoit l'article 57/6/5, § 1^{er}, 6^o, de la loi du 15 décembre 1980.

B.77. La différence de traitement entre, d'une part, les enfants dont l'adulte, demandeur de protection internationale, qu'ils accompagnaient est décédé et, d'autre part, les enfants dont le ou les parents sont toujours en vie et à leurs côtés en Belgique, repose sur un critère objectif, à savoir le fait que l'étranger mineur a ou non un parent en vie et à ses côtés en Belgique.

B.78.1. L'obligation, pour le mineur au nom duquel une demande de protection internationale a été introduite par son représentant légal, sur la base de l'article 57/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, de demander la poursuite de l'examen de la demande en cas de décès de son représentant légal en cours de procédure n'est pas dénuée de justification raisonnable, compte tenu du changement de circonstances qui résulte du décès précité et de l'incidence que celui-ci est susceptible d'avoir concernant l'opportunité pour l'enfant de poursuivre la procédure. Par ailleurs, le fait de prévoir une telle obligation n'est pas en soi contraire à l'intérêt de l'enfant et ne le prive pas des droits que lui procurent les dispositions citées dans le moyen.

À cet égard, il y a lieu de constater que, lorsqu'un mineur au nom duquel une demande de protection internationale a été introduite n'est pas accompagné par une personne exerçant l'autorité parentale ou la tutelle, il se voit désigner un tuteur, conformément au chapitre VI (« Tutelle des mineurs étrangers non accompagnés ») du titre XIII de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002. Selon l'article 9, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de ce chapitre, « le tuteur a pour mission de représenter le mineur non accompagné dans tous les actes juridiques, dans les procédures prévues par les lois sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, ainsi que dans toute autre procédure administrative ou judiciaire ».

B.78.2. Il appartient au juge compétent, le cas échéant, de vérifier que la procédure mise en place par le Roi en application de la disposition attaquée permet effectivement de tenir compte de l'intérêt supérieur de l'enfant et, en particulier, qu'elle laisse un délai suffisant au représentant légal de ce dernier pour apprécier l'opportunité de demander la poursuite de l'examen de la demande de protection internationale, sans préjudice de la possibilité d'introduire une autre demande d'autorisation de séjour conformément à l'article 61/15 de la loi du 15 décembre 1980.

B.78.3. Comme l'observe le Conseil des ministres, la comparaison faite par les parties requérantes entre le mineur étranger dont le parent est décédé et l'adulte dont le conjoint ou le partenaire demandeur de protection internationale est décédé n'est pas pertinente, dès lors que cet adulte a nécessairement introduit une demande de protection internationale en son nom propre, contrairement au mineur.

B.78.4. Le douzième moyen dans l'affaire n° 7008 n'est pas fondé.

En ce qui concerne le concept de pays tiers sûr (articles 40 et 46 de la loi du 21 novembre 2017)

B.79. Le treizième moyen dans l'affaire n° 7008 est pris de la violation, par les articles 40 et 46 de la loi du 21 novembre 2017, des articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison ou non avec l'article 38 de la directive « procédures » et avec les articles 18, 19 et 24, paragraphe 2, de la Charte.

B.80.1. L'article 57/6, § 3, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été inséré par l'article 40, attaqué, de la loi du 21 novembre 2017, dispose :

« Le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides peut déclarer irrecevable une demande de protection internationale lorsque :

1° le demandeur bénéficie déjà d'une protection réelle dans un premier pays d'asile, à moins qu'il soumette des éléments dont il ressort qu'il ne peut plus se prévaloir de la protection réelle qui lui a été accordée dans le premier pays d'asile ou qu'il n'est plus autorisé à entrer sur le territoire de ce pays.

A condition que l'accès au territoire de ce pays lui soit à nouveau autorisé, un pays peut être considéré comme étant un premier pays d'asile si le demandeur d'asile est reconnu comme réfugié dans ce pays et qu'il peut encore y bénéficier de cette protection, ou s'il bénéficie d'une autre protection réelle dans ce pays, y compris du principe de non-refoulement;

2° un pays tiers peut être considéré comme un pays tiers sûr au sens de l'article 57/6/6 pour le demandeur, à moins qu'il soumette des éléments dont il ressort qu'il sera exposé à une persécution ou une atteinte grave dans ce pays tiers, ou que le lien qui l'unit au pays tiers n'est pas tel qu'il serait raisonnable pour lui de s'y rendre, ou qu'il ne sera pas admis sur le territoire de ce pays;

3° le demandeur bénéficie déjà d'une protection internationale dans un autre Etat membre de l'Union européenne;

4° le demandeur est un ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un Etat partie à un traité d'adhésion à l'Union européenne qui n'est pas encore entré en vigueur, à moins qu'il soumette des éléments dont il ressort qu'il sera exposé à une persécution ou une atteinte grave dans cet Etat membre ou dans cet Etat;

5° le demandeur introduit une demande ultérieure de protection internationale pour laquelle aucun élément ou fait nouveau au sens de l'article 57/6/2 n'apparaît ni n'est présenté par le demandeur;

6° après qu'une demande de protection internationale, qui a été introduite en son nom conformément à l'article 57/1, 1^{er}, alinéa 1^{er}, a fait l'objet d'une décision finale, l'étranger mineur n'invoque pas de faits propres qui justifient une demande distincte. Dans le cas contraire, le Commissaire général prend une décision dans laquelle il conclut à la recevabilité de la demande.

Le demandeur visé à l'alinéa 1^{er}, 6°, est entendu par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, pour autant que le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides estime que son âge, sa maturité et sa vulnérabilité le permettent.

Les décisions visées à l'alinéa 1^{er}, 2°, 3°, 4° et 6°, sont prises dans un délai de quinze jours ouvrables après la réception de la demande de protection internationale transmise par le ministre ou son délégué.

La décision visée à l'alinéa 1^{er}, 5°, est prise dans un délai de dix jours ouvrables après la réception de la demande de protection internationale transmise par le ministre ou son délégué.

La décision visée à l'alinéa 1^{er}, 5°, est prise dans un délai de deux jours ouvrables après la réception de la demande de protection internationale transmise par le ministre ou son délégué, si le demandeur a présenté sa demande ultérieure alors qu'il se trouvait dans un lieu déterminé tel que visé dans les articles 74/8 ou 74/9 ou fait l'objet d'une mesure de sûreté telle que visée à l'article 68, en vue de son éloignement.

Pour l'application de la présente disposition, sont considérés comme jours ouvrables, tous les jours, excepté le samedi, le dimanche ou les jours fériés ».

B.80.2. L'article 57/6/6 de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été inséré par l'article 46, attaqué, de la loi du 21 novembre 2017 dispose :

« § 1^{er}. La demande de protection internationale peut être déclarée irrecevable sur la base de l'article 57/6, § 3, alinéa 1^{er}, 2°, si le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides estime que, compte tenu de tous les faits et circonstances pertinents, le demandeur de protection internationale sera traité conformément aux principes suivants dans le pays tiers concerné :

1) sa vie et sa liberté ne sont pas menacées en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, et

2) il n'existe aucun risque d'atteintes graves telles que visées à l'article 48/4, § 2, et

3) le principe de non-refoulement est respecté, conformément à la Convention de Genève, et

4) l'interdiction, prévue par le droit international, de prendre des mesures d'éloignement contraires à l'interdiction de la torture et des traitements cruels, inhumains ou dégradants, y est respectée, et

5) la possibilité existe de solliciter la reconnaissance du statut de réfugié et, si ce statut est accordé, de bénéficier d'une protection conformément à la Convention de Genève.

§ 2. Un pays tiers peut uniquement être considéré comme un pays tiers sûr si le lien qui unit le demandeur à ce pays est tel qu'il serait raisonnable pour lui de s'y rendre et qu'il peut être présumé que le demandeur sera admis sur le territoire du pays tiers concerné, à moins qu'il soumette des éléments dont il ressort clairement que ce ne sera pas le cas.

Dans le cadre de l'évaluation du lien tel que visé à l'alinéa 1^{er}, tous les faits et circonstances pertinents, qui peuvent notamment comprendre la nature, la durée et les circonstances du séjour précédent, sont pris en compte.

§ 3. L'évaluation visant à déterminer si un pays est un pays tiers sûr doit reposer sur une série de sources d'information parmi lesquelles, en particulier, des informations d'autres Etats membres de l'Union européenne, du Bureau européen d'appui en matière d'asile, du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, du Conseil de l'Europe ainsi que d'autres organisations internationales compétentes.

§ 4. Le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides évalue si le pays tiers concerné est sûr pour un certain demandeur.

§ 5. Lors de l'exécution d'une décision fondée exclusivement sur l'article 57/6, § 3, alinéa 1^{er}, 2°, le ministre ou son délégué remet à l'étranger un document informant les autorités du pays tiers, dans la langue de ce pays, que sa demande de protection internationale n'a pas été examinée quant au fond ».

B.81. Les parties requérantes font valoir, dans une première branche, que les dispositions attaquées, dans l'interprétation selon laquelle un pays tiers est jugé sûr à moins que le demandeur de protection internationale risque d'y être exposé à une persécution ou à une atteinte grave, ont pour effet que les demandeurs concernés ne bénéficient pas de l'ensemble des droits consacrés par la Convention de Genève.

B.82. Comme l'observe le Conseil des ministres, les dispositions attaquées s'appliquent cumulativement, puisqu'elles renvoient l'une à l'autre. Il en résulte que le CGRA ne peut déclarer une demande de protection internationale irrecevable au motif qu'un pays tiers peut être considéré comme un pays tiers sûr pour le demandeur que s'il est satisfait aux conditions et principes énumérés aux articles 57/6, § 3, alinéa 1^{er}, 2^o, et 57/6/6 de la loi du 15 décembre 1980.

Dès lors qu'il repose sur une prémisse erronée, le treizième moyen dans l'affaire n° 7008, en sa première branche, n'est pas fondé.

B.83. Les parties requérantes critiquent, dans une deuxième branche, l'absence de garantie de réadmission des demandeurs de protection internationale dont la demande est déclarée irrecevable au motif qu'ils ont un lien avec un pays tiers jugé sûr, ce qui pourrait impliquer qu'ils ne bénéficient dans aucun pays des droits garantis par la Convention de Genève, à la différence des autres demandeurs.

B.84.1. L'article 38 de la directive « procédures » concerne le concept de pays tiers sûr :

« 1. Les États membres peuvent appliquer le concept de pays tiers sûr uniquement lorsque les autorités compétentes ont acquis la certitude que dans le pays tiers concerné, le demandeur de protection internationale sera traité conformément aux principes suivants :

a) les demandeurs n'ont à craindre ni pour leur vie ni pour leur liberté en raison de leur race, de leur religion, de leur nationalité, de leur appartenance à un groupe social particulier ou de leurs opinions politiques;

b) il n'existe aucun risque d'atteintes graves au sens de la directive 2011/95/UE;

c) le principe de non-refoulement est respecté conformément à la convention de Genève;

d) l'interdiction, prévue par le droit international, de prendre des mesures d'éloignement contraires à l'interdiction de la torture et des traitements cruels, inhumains ou dégradants, y est respectée; et

e) la possibilité existe de solliciter la reconnaissance du statut de réfugié et, si ce statut est accordé, de bénéficier d'une protection conformément à la convention de Genève.

2. L'application du concept de pays tiers sûr est subordonnée aux règles fixées dans le droit national, et notamment :

a) les règles prévoyant qu'un lien de connexion doit exister entre le demandeur et le pays tiers concerné, sur la base duquel il serait raisonnable que le demandeur se rende dans ce pays;

b) les règles relatives aux méthodes appliquées par les autorités compétentes pour s'assurer que le concept de pays tiers sûr peut être appliqué à un pays déterminé ou à un demandeur déterminé. Ces méthodes prévoient un examen au cas par cas de la sécurité du pays pour un demandeur déterminé et/ou la désignation par l'État membre des pays considérés comme étant généralement sûrs;

c) les règles, conformes au droit international, qui autorisent un examen individuel en vue de déterminer si le pays tiers concerné est sûr pour un demandeur déterminé, ce qui, au minimum, permet au demandeur de contester l'application du concept de pays tiers sûr au motif que le pays tiers n'est pas sûr dans son cas particulier. Le demandeur est en outre autorisé à contester l'existence d'un lien entre lui-même et le pays tiers conformément au point a).

3. Lorsqu'ils exécutent une décision uniquement fondée sur le présent article, les États membres :

a) en informent le demandeur; et

b) lui fournissent un document informant les autorités du pays tiers, dans la langue de ce pays, que la demande n'a pas été examinée quant au fond.

4. Lorsque le pays tiers ne permet pas au demandeur d'entrer sur son territoire, les États membres veillent à ce que cette personne puisse engager une procédure conformément aux principes de base et garanties fondamentales énoncés au chapitre II.

5. Les États membres informent régulièrement la Commission des pays tiers auxquels ce concept est appliqué conformément aux dispositions du présent article ».

B.84.2. L'article 18 de la Charte dispose :

« Le droit d'asile est garanti dans le respect des règles de la convention de Genève du 28 juillet 1951 et du protocole du 31 janvier 1967 relatifs au statut des réfugiés et conformément au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne [...] ».

L'article 19 de la Charte dispose :

« 1. Les expulsions collectives sont interdites.

2. Nul ne peut être éloigné, expulsé ou extradé vers un État où il existe un risque sérieux qu'il soit soumis à la peine de mort, à la torture ou à d'autres peines ou traitements inhumains ou dégradants ».

B.85. L'article 57/6/6, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 prévoit que la demande de protection internationale peut être déclarée irrecevable sur la base de l'article 57/6, § 3, alinéa 1^{er}, 2^o, si le CGRA estime que, compte tenu de tous les faits et circonstances pertinents, le demandeur sera traité dans le pays tiers concerné conformément à plusieurs principes que l'article 57/6/6, § 1^{er}, énumère, et notamment celui selon lequel la possibilité y existe de solliciter la reconnaissance du statut de réfugié et, si ce statut est accordé, de bénéficier d'une protection conforme à la Convention de Genève. Par ailleurs, un pays tiers peut uniquement être considéré comme un pays tiers sûr si le lien qui unit le demandeur à ce pays est tel qu'il serait raisonnable pour lui de s'y rendre et qu'il peut être présumé que le demandeur sera admis sur le territoire du pays tiers concerné, à moins qu'il soumette des éléments dont il ressort clairement que tel ne sera pas le cas (article 57/6/6, § 2).

B.86.1. Contrairement à ce que les parties requérantes allèguent, le fait qu'une demande de protection internationale introduite en Belgique soit déclarée irrecevable au motif que le demandeur présente un lien avec un pays tiers jugé sûr, pays dans lequel l'étranger peut solliciter la reconnaissance du statut de réfugié, n'implique pas que celui-ci ne pourra jouir dans aucun pays des droits conférés par la Convention de Genève. Il appartient, le cas échéant, au pays tiers sûr d'évaluer la demande d'asile introduite par l'étranger et, si le statut de réfugié lui est accordé, de lui conférer une protection conforme à la Convention de Genève.

B.86.2. L'article 38 de la directive « procédures » n'impose pas l'obligation pour l'autorité responsable d'obtenir du pays tiers jugé sûr une garantie de la réadmission du demandeur de protection internationale avant de déclarer sa demande irrecevable.

En l'occurrence, l'absence d'obligation pour le CGRA d'obtenir du pays tiers jugé sûr une telle garantie de réadmission du demandeur découle du fait que le demandeur ne dispose *a priori* pas d'un droit de séjour dans le pays tiers sûr.

Ce demandeur se trouve dans une situation objectivement différente de celle de l'étranger dont la demande de protection internationale est jugée irrecevable, sur la base de l'article 57/6, § 3, alinéa 1^{er}, 1^o, de la loi du 15 décembre 1980, au motif qu'il dispose déjà d'une protection réelle dans un premier pays d'asile étranger au sujet duquel la Cour de justice de l'Union européenne a jugé que la demande de protection internationale introduite dans un État membre ne peut être déclarée irrecevable que si le pays tiers garantit la réadmission de l'intéressé, ainsi que le prévoit l'article 35 de la directive « procédures » (CJUE, grande chambre, 25 juillet 2018, C-585/16, *Alheto*, points 140 et 143).

B.86.3. La référence faite par les parties requérantes au règlement (UE) n° 604/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 « établissant les critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale introduite dans l'un des États membres par un ressortissant de pays tiers ou un apatride (refonte) » (ci-après : le règlement Dublin III) n'est pas pertinente. Comme l'indique son intitulé, le règlement Dublin III établit les critères et mécanismes pour déterminer l'État membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale introduite dans l'un des États membres par un ressortissant de pays tiers ou par un apatride. Dès lors que le pays tiers jugé sûr n'est pas un État membre, il n'est pas soumis aux obligations qui résultent du règlement Dublin III, notamment ses articles 21 et suivants, qui prévoient des formalités particulières concernant la prise en charge du demandeur de protection internationale.

B.86.4. Compte tenu, d'une part, de l'obligation pour le CGRA de s'assurer que le pays tiers peut être jugé comme étant sûr pour l'étranger concerné, ce qui implique de vérifier le respect des conditions et principes énumérés dans les articles 57/6, § 3, alinéa 1^{er}, 2^o, et 57/6/6 de la loi du 15 décembre 1980, et, d'autre part, du fait que, si le pays tiers jugé sûr n'autorise pas l'étranger à entrer sur son territoire, celui-ci pourra voir sa demande de protection internationale examinée en Belgique, comme l'impose l'article 38, paragraphe 4, de la directive « procédures » et comme le confirment les travaux préparatoires (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2548/001, p. 131), le treizième moyen dans l'affaire n° 7008, en sa deuxième branche, n'est pas fondé.

B.87. Eu égard à ce qui est dit en B.86, il n'y a pas lieu de poser de question préjudicielle à la Cour de justice de l'Union européenne au sujet de l'article 38, paragraphe 4, de la directive « procédures ».

B.88. Les parties requérantes critiquent, dans une troisième branche, le traitement réservé aux mineurs non accompagnés demandeurs de protection internationale qui se voient appliquer le concept de pays tiers sûr. Selon elles, l'intérêt de l'enfant exige qu'il soit statué le plus rapidement possible sur son cas et, donc, dans le pays dans lequel il se trouve.

B.89.1. Selon l'article 24, paragraphe 2, de la Charte, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale dans tout acte relatif aux enfants.

B.89.2. Il découle de l'article 25, paragraphe 6, point c), de la directive « procédures » que les États membres ne peuvent déclarer la demande de protection internationale irrecevable lorsque le demandeur, mineur non accompagné, présente un lien avec un pays tiers jugé sûr que « pour autant que l'intérêt supérieur du mineur l'exige ».

B.90.1. Contrairement à ce que soutiennent les parties requérantes, l'intérêt supérieur de l'enfant n'est pas qu'il soit statué en toute hypothèse le plus rapidement possible sur son cas et donc dans le pays dans lequel il se trouve. En ce qui concerne l'application du règlement Dublin III, qui vise à déterminer l'État membre responsable de l'examen de la demande d'asile, la Cour de justice de l'Union européenne n'a pas exclu en toute hypothèse la possibilité de transférer un mineur vers un autre État membre, mais elle a précisé qu'il importait « de ne pas prolonger plus que strictement nécessaire la procédure de détermination de l'État membre responsable, ce qui implique que, en principe, ils ne soient pas transférés vers un autre État membre » (CJUE, 6 juin 2013, C-648/11, *MA e.a. c. Secretary of State for the Home Department*, point 55).

B.90.2. Les instances chargées de l'examen de la demande de protection internationale doivent tenir compte de l'intérêt supérieur du mineur d'une manière primordiale ou déterminante, conformément à l'article 57/1, § 4, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été inséré par l'article 37 de la loi du 21 novembre 2017, à l'article 14, § 4, de l'arrêté royal du 11 juillet 2003 « fixant la procédure devant le Commissariat général aux Réfugiés et aux Apatrides ainsi que son fonctionnement » et à l'article 2 du chapitre VI (« Tutelle des mineurs étrangers non accompagnés ») du titre XIII de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002. La disposition attaquée doit être lue en combinaison avec ces dispositions et à la lumière de l'article 25, paragraphe 6, point c), de la directive « procédures ». Il en résulte que le CGRA ne peut déclarer irrecevable une demande de protection internationale d'un étranger mineur non accompagné qui présente un lien avec un pays tiers jugé sûr que si l'intérêt supérieur du mineur l'exige.

B.90.3. Le treizième moyen dans l'affaire n° 7008, en sa troisième branche, n'est pas fondé.

En ce qui concerne l'application de la procédure d'examen accélérée (article 41 de la loi du 21 novembre 2017)

B.91. Le quatorzième moyen dans l'affaire n° 7008 est pris de la violation, par l'article 41 de la loi du 21 novembre 2017, des articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison ou non avec les articles 25, paragraphe 6, point a), et 31, paragraphe 8, de la directive « procédures » et avec les articles 20 et 21 de la Charte.

B.92. L'article 57/6/1, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été inséré par l'article 41, attaqué, de la loi du 21 novembre 2017, dispose :

« § 1^{er}. Le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides peut traiter une demande de protection internationale selon une procédure d'examen accélérée lorsque :

a) le demandeur n'a soulevé, en soumettant sa demande de protection internationale et en exposant les faits, que des éléments sans pertinence au regard de l'examen visant à déterminer s'il remplit les conditions requises pour bénéficier de la protection internationale; ou

b) le demandeur provient d'un pays d'origine sûr au sens du paragraphe 3; ou

c) le demandeur a induit les autorités en erreur en ce qui concerne son identité et/ou sa nationalité, en présentant de fausses informations ou de faux documents ou en dissimulant des informations ou des documents pertinents qui auraient pu influencer la décision dans un sens défavorable; ou

d) il est probable que, de mauvaise foi, le demandeur a procédé à la destruction ou s'est défait d'un document d'identité ou de voyage qui aurait aidé à établir son identité ou sa nationalité; ou

e) le demandeur a fait des déclarations manifestement incohérentes et contradictoires, manifestement fausses ou peu plausibles qui contredisent des informations suffisamment vérifiées concernant le pays d'origine, ce qui rend sa demande peu convaincante quant à sa qualité de bénéficiaire d'une protection internationale; ou

f) le demandeur a présenté une demande ultérieure de protection internationale qui a été déclarée recevable conformément à l'article 57/6/2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}; ou

g) le demandeur ne présente une demande qu'afin de retarder ou d'empêcher l'exécution d'une décision antérieure ou imminente qui entraînerait son renvoi ou son éloignement; ou

h) le demandeur est entré ou a prolongé son séjour illégalement sur le territoire du Royaume et, sans motif valable, ne s'est pas présenté aux autorités ou n'a pas présenté une demande de protection internationale dans les délais les plus brefs compte tenu des circonstances de son entrée; ou

i) le demandeur refuse de se soumettre à la prise des empreintes digitales visée à l'article 51/3; ou

j) il existe de sérieuses raisons de considérer que le demandeur représente un danger pour la sécurité nationale ou l'ordre public, ou le demandeur a été éloigné de manière forcée pour des motifs graves de sécurité nationale ou d'ordre public.

Dans la situation visée à l'alinéa 1^{er}, f), le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides prend une décision sur la demande de protection internationale dans un délai de 15 jours ouvrables, après qu'il ait pris une décision de recevabilité de la demande.

Dans toutes les autres situations, visées à l'alinéa 1^{er}, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides prend une décision sur la demande de protection internationale dans un délai de 15 jours ouvrables, après qu'il ait réceptionné cette demande transmise par le ministre ou son délégué.

Pour l'application de la présente disposition, sont considérés comme jours ouvrables, tous les jours, excepté le samedi, le dimanche ou les jours fériés ».

B.93.1. L'article 25, paragraphe 6, point a), de la directive « procédures » dispose :

« L'intérêt supérieur de l'enfant est une considération primordiale pour les États membres lors de la mise en œuvre de la présente directive.

Si, au cours de la procédure d'asile, ils estiment qu'une personne est un mineur non accompagné, les États membres :

a) ne peuvent appliquer ou continuer d'appliquer l'article 31, paragraphe 8, que :

i) si le demandeur est originaire d'un pays qui satisfait aux critères requis pour être considéré comme un pays d'origine sûr au sens de la présente directive; ou

ii) si le demandeur a présenté une demande ultérieure de protection internationale qui n'est pas irrecevable conformément à l'article 40, paragraphe 5; ou

iii) s'il existe de sérieuses raisons de considérer que le demandeur représente un danger pour la sécurité nationale ou l'ordre public de l'État membre, ou le demandeur a fait l'objet d'une décision d'éloignement forcé pour des motifs graves de sécurité nationale ou d'ordre public en vertu du droit national ».

B.93.2. Les articles 20 et 21 de la Charte garantissent respectivement l'égalité de toutes les personnes en droit et le principe de non-discrimination.

B.94. Les parties requérantes critiquent dans une première branche l'article 41, attaqué, en ce qu'il permet d'appliquer sans distinction la procédure accélérée à des mineurs non accompagnés, alors que l'article 25, paragraphe 6, point a), de la directive « procédures » ne l'autorise que dans trois hypothèses.

B.95.1. Le Conseil des ministres fait valoir que l'article 48/9, § 5, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été inséré par l'article 12 de la loi du 21 novembre 2017, en vertu duquel « si le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides estime, en particulier en cas de torture, de viol ou d'une autre forme grave de violence psychologique, physique ou sexuelle, que le demandeur de protection internationale a des besoins procéduraux spéciaux qui ne sont pas compatibles avec l'examen de la demande selon l'article 57/6/1, § 1^{er} ou 57/6/4, le Commissaire général n'applique pas ou plus cette procédure », et l'obligation de prendre en compte l'intérêt supérieur de l'enfant mineur non accompagné permettent au CGRA de ne pas appliquer la procédure accélérée dans les hypothèses qui ne sont pas visées à l'article 25, paragraphe 6, point a), de la directive « procédures », si cela est contraire à l'intérêt du mineur non accompagné.

B.95.2. En ce qu'elle permet la mise en œuvre de la procédure d'examen accélérée à l'égard d'un mineur non accompagné dans des hypothèses qui ne sont pas visées à l'article 25, paragraphe 6, point a), de la directive « procédures », la disposition attaquée viole les articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec cette dernière disposition. Les dispositions mentionnées en B.95.1 ne conduisent pas à une autre conclusion, dès lors qu'elles accordent au CGRA un pouvoir d'appréciation quant à l'opportunité de mettre en œuvre la procédure d'examen accélérée dans de telles hypothèses.

B.95.3. Le quatorzième moyen dans l'affaire n° 7008, en sa première branche, est fondé. Il convient dès lors d'annuler l'article 57/6/1, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été inséré par l'article 41, attaqué, de la loi du 21 novembre 2017, mais uniquement en ce qu'il est susceptible de s'appliquer à un mineur étranger non accompagné dans des hypothèses autres que celles qui sont visées à l'article 25, paragraphe 6, point a), de la directive « procédures », citées en B.93.1.

B.96. Les parties requérantes critiquent, dans une seconde branche, le caractère non objectif et/ou non adéquat des critères énoncés aux lettres c), d), f), h) et j), de l'article 57/6/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été inséré par l'article 41, attaqué, pour l'application de la procédure d'examen accélérée, dans le cas de demandes manifestement infondées ou frauduleuses.

B.97. Les travaux préparatoires de l'article 41, attaqué, précisent que les hypothèses dans lesquelles le CGRA peut traiter une demande de protection internationale selon une procédure d'examen accélérée « sont celles pour lesquelles l'article 32.2 de la directive 2013/32/UE donne la possibilité de pouvoir considérer une demande de protection internationale comme manifestement non fondée » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2548/001, p. 111). Si le CGRA « traite une demande de protection selon une procédure accélérée, celle-ci est traitée dans des délais raccourcis raisonnables, sans dérogation au respect des principes de base et des garanties fondamentales afférentes à l'examen des demandes de protection internationale en général » (*ibid.*).

L'exposé des motifs énonce également :

« La plupart des situations pouvant mener à considérer une demande de protection internationale comme manifestement infondée tiennent à la nature des éléments avancés par le demandeur (éléments sans pertinence pour la procédure d'asile, déclarations manifestement incohérentes et contradictoires, déclarations manifestement fausses ou peu plausibles) ou au comportement ou à l'attitude du demandeur (tentative de tromperie sur des éléments essentiels de la demande, dissimulation d'éléments essentiels à l'examen de la demande, obstacle volontaire à l'examen de la demande ou au déroulement de la procédure, défaut de collaboration volontaire et de mauvaise foi, introduction tardive sans motif valable de la demande, introduction de la demande dans le seul but de faire obstacle à un renouveau ou un éloignement).

Sont également visées les situations de demandes de protection internationale introduites par un ressortissant d'un pays d'origine sûr ou à un apatride qui avait précédemment sa résidence habituelle dans ce pays, les situations de demandes ultérieures de protection internationale qui auront dans un premier temps été déclarées recevables et auront par la suite fait l'objet d'un examen complet et au fond, ainsi que les situations, après examen complet et au fond de la demande de protection internationale, dans lesquelles il existe de sérieuses raisons de considérer que le demandeur représente un danger pour la sécurité nationale ou l'ordre public, ou dans lesquelles le demandeur a été éloigné de manière forcée pour des motifs graves de sécurité nationale ou d'ordre public » (*ibid.*, pp. 113-114).

Le recours à la procédure d'examen accélérée entraîne l'application de délais réduits, qu'il s'agisse de la prise de décision par le CGRA (article 57/6/1, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, de la loi du 15 décembre 1980), de l'introduction d'un recours (article 39/57, § 1^{er}, alinéa 2, 2^o) ou encore de la prise de décision par le Conseil du contentieux des étrangers (article 39/76, § 3, alinéa 3). Elle comporte également la possibilité de transmettre la transcription de l'entretien personnel en même temps que la décision (article 57/5^{quater}, § 4).

Contrairement à ce que soutiennent les parties requérantes, la mise en œuvre de la procédure d'examen accélérée ne concerne pas uniquement les demandes manifestement infondées ou frauduleuses. Elle est possible également pour les demandes ultérieures de protection internationale qui sont jugées recevables, comme le prévoit l'article 31, paragraphe 8, point *f*), de la directive « procédures ».

Il convient d'examiner séparément les critères critiqués par les parties requérantes.

B.98.1. L'article 57/6/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, *c*), de la loi du 15 décembre 1980 vise l'hypothèse du demandeur qui a induit les autorités en erreur en ce qui concerne son identité et/ou sa nationalité, en présentant de fausses informations ou de faux documents, ou en dissimulant des informations ou des documents pertinents qui auraient pu influencer la décision dans un sens défavorable.

B.98.2. L'article 57/6/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, *d*), de la même loi vise l'hypothèse où il est probable que, de mauvaise foi, le demandeur a procédé à la destruction ou s'est défait d'un document d'identité ou de voyage qui aurait aidé à établir son identité ou sa nationalité.

B.98.3. Selon les parties requérantes, les dispositions précitées sont formulées d'une manière très vague, ce qui pourrait conduire à une application systématique de la procédure accélérée dans les cas où le demandeur ne dispose pas de son passeport, même lorsque la demande n'est ni manifestement infondée, ni frauduleuse.

B.98.4. Les dispositions mentionnées en B.98.1 et en B.98.2 constituent la transposition en droit interne de l'article 31, paragraphe 8, points *c*) et *d*), de la directive « procédures » et sont formulées dans des termes précis. En ce qu'ils portent sur la manière dont ces dispositions sont appliquées par les autorités compétentes, la Cour n'est pas compétente pour examiner ces griefs.

Le quatorzième moyen, en sa seconde branche, n'est pas fondé, en ce qu'il porte sur l'article 57/6/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, *c*) et *d*), de la loi du 15 décembre 1980.

B.99.1. L'article 57/6/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, *f*), de la loi du 15 décembre 1980 vise l'hypothèse où le demandeur a présenté une demande ultérieure de protection internationale qui a été déclarée recevable conformément à l'article 57/6/2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Les parties requérantes font valoir que cette hypothèse ne justifie pas la mise en œuvre de la procédure d'examen accélérée lorsque le demandeur présente de nouveaux éléments ou faits qui augmentent de manière significative la probabilité qu'il puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugié ou à bénéficier de la protection subsidiaire ou lorsque la première demande a fait l'objet d'une décision de refus technique conformément à l'article 57/6/5, § 1^{er}, 1^o, 2^o, 3^o, 4^o ou 5^o, de la loi du 15 décembre 1980.

B.99.2. L'article 57/6/5, § 1^{er}, 1^o à 5^o, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été inséré par l'article 45 de la loi du 21 novembre 2017, dispose :

« Le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides prend une décision qui clôture l'examen de la demande de protection internationale, notamment lorsque :

1^o le demandeur ne se présente pas à la date fixée dans la convocation et ne donne pas de motif valable à ce sujet dans le délai raisonnable déterminé par le Roi;

2^o le demandeur ne donne pas suite à une demande de renseignements dans le mois suivant l'envoi de celle-ci et ne donne pas de motif valable à ce sujet;

3^o le demandeur s'abstient de demander la poursuite du traitement de sa demande de protection internationale conformément à l'article 55;

4^o le demandeur se trouve dans un lieu déterminé tel que visé dans les articles 74/8 ou 74/9 ou s'il fait l'objet d'une mesure de sûreté telle que visée à l'article 68, et que, dans ces situations, il a quitté sans autorisation le lieu où il était maintenu ou résidait et qu'il n'a pas pris contact dans les quinze jours avec le ministre ou son délégué;

5^o le demandeur s'est soustrait, sans motif valable, pendant au moins quinze jours à l'obligation de se présenter selon les modalités fixées par arrêté royal ».

B.99.3. En ce qui concerne les demandes ultérieures qui sont déclarées recevables en raison de la présentation par le demandeur de nouveaux éléments ou faits qui augmentent de manière significative la probabilité qu'il puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugié ou à la protection subsidiaire, la possibilité de mettre en œuvre la procédure d'examen accélérée n'est pas dénuée de justification raisonnable, compte tenu, d'une part, de l'admission des nouveaux éléments ou faits précités ainsi que, d'autre part, de ce que le cas de l'étranger a déjà fait l'objet d'un premier examen dans le cadre de la demande initiale. Au reste, les parties requérantes ne démontrent pas que la faculté pour le CGRA de mettre en œuvre la procédure d'examen accélérée entraînerait une atteinte disproportionnée aux droits des étrangers concernés.

B.99.4. En ce qui concerne les demandes ultérieures qui sont déclarées recevables dans l'hypothèse où la première demande a fait l'objet d'une décision de refus technique conformément à l'article 57/6/5, § 1^{er}, 1^o, 2^o, 3^o, 4^o ou 5^o, de la loi du 15 décembre 1980, la mise en œuvre de la procédure d'examen accélérée n'est pas raisonnablement justifiée eu égard à l'article 31, paragraphe 8, de la directive « procédures ».

B.99.5. Le quatorzième moyen dans l'affaire n^o 7008, en sa seconde branche, est partiellement fondé en ce qu'il porte sur l'article 57/6/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, *f*), de la loi du 15 décembre 1980. Il convient d'annuler cette disposition, mais uniquement en ce qu'elle permet d'appliquer la procédure d'examen accélérée au cas où le demandeur a introduit une demande ultérieure de protection internationale après que la première demande a fait l'objet d'une décision de clôture prise en application de l'article 57/6/5, § 1^{er}, 1^o, 2^o, 3^o, 4^o ou 5^o, de la loi du 15 décembre 1980.

Il n'y a pas lieu de poser une question préjudicielle à la Cour de justice de l'Union européenne sur la validité de l'article 31, paragraphe 8, point *f*), de la directive « procédures », dès lors que la proposition de question préjudicielle faite par les parties requérantes repose sur la prémisse erronée selon laquelle la procédure d'examen accélérée viserait en toute hypothèse à « écarter rapidement une demande lorsqu'elle est susceptible d'être infondée ».

B.100.1. L'article 57/6/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, *h*), de la loi du 15 décembre 1980 vise l'hypothèse où le demandeur est entré ou a prolongé son séjour illégalement sur le territoire du Royaume et, sans motif valable, ne s'est pas présenté aux autorités ou n'a pas présenté une demande de protection internationale dans les délais les plus brefs compte tenu des circonstances de son entrée.

Selon les parties requérantes, les délais visés ne sont pas précis ni objectifs. Par ailleurs, la crainte fondée ou le risque d'un dommage sérieux peut se matérialiser ultérieurement, comme lorsque le besoin de protection naît sur place, le demandeur pouvant avoir reçu de mauvais conseils concernant la présentation d'une demande.

B.100.2. Compte tenu de la diversité des situations susceptibles de se produire et de la nécessité d'apprécier chaque cas individuellement, il ne saurait être raisonnablement reproché au législateur de ne pas avoir fixé des délais déterminés pour l'application de la disposition attaquée. Pour le reste, le grief des parties requérantes porte sur l'application de la loi, laquelle ne ressortit pas à la compétence de la Cour.

Le quatorzième moyen dans l'affaire n° 7008, en sa seconde branche, n'est pas fondé en ce qu'il porte sur l'article 57/6/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, h), de la loi du 15 décembre 1980.

Compte tenu de ce qui précède et à défaut pour les parties requérantes d'exposer en quoi le fait que l'article 46, paragraphe 6, point a), de cette directive réserve un traitement particulier aux « décisions [qui] sont fondées sur les circonstances visées à l'article 31, paragraphe 8, point h) », en matière de droit à un recours effectif, impliquerait que la procédure d'examen accélérée ne serait pas pertinente dans une telle hypothèse, il n'y a pas lieu de poser de question préjudicielle à la Cour de justice de l'Union européenne à propos de la validité de l'article 31, paragraphe 8, point h), de la directive « procédures ».

B.101.1. L'article 57/6/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, j), de la loi du 15 décembre 1980 vise l'hypothèse dans laquelle il existe de sérieuses raisons de considérer que le demandeur représente un danger pour la sécurité nationale ou l'ordre public, ou dans laquelle le demandeur a été éloigné de manière forcée pour des motifs graves de sécurité nationale ou d'ordre public.

Selon les parties requérantes, ce critère est étranger à la question de savoir si une demande est frauduleuse ou manifestement non fondée. Les motifs d'ordre public se confondent potentiellement avec l'examen d'une clause d'exclusion, laquelle est incompatible avec une procédure accélérée. Enfin, la mesure d'accélération de la procédure ne serait pas effective ni proportionnée au danger pour l'ordre public.

B.101.2. La possibilité de mettre en œuvre la procédure d'examen accélérée lorsqu'il existe de sérieuses raisons de considérer que le demandeur représente un danger pour la sécurité nationale ou pour l'ordre public, ou que le demandeur a été éloigné de manière forcée pour des motifs graves de sécurité nationale ou d'ordre public, n'est pas sans justification raisonnable, eu égard à la nature du motif présidant à l'accélération de la procédure. Pour le surplus, les parties requérantes ne démontrent pas que la faculté pour le CGRA de mettre en œuvre la procédure d'examen accélérée dans une telle hypothèse entraînerait une atteinte disproportionnée aux droits des étrangers concernés.

Le quatorzième moyen dans l'affaire n° 7008, en sa seconde branche, n'est pas fondé en ce qu'il porte sur l'article 57/6/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, j), de la loi du 15 décembre 1980.

Compte tenu de ce qui précède et à défaut pour les parties requérantes d'exposer en quoi l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne du 24 juin 2015, en cause *H.T.* (C-373/13), devrait mener à une conclusion différente, il n'y a pas lieu de poser une question préjudicielle à la Cour de justice à propos de la validité de l'article 31, paragraphe 8, point j), de la directive « procédures ».

En ce qui concerne la demande introduite par un étranger qui est rentré volontairement pendant au moins trois mois dans son pays d'origine (article 4 de la loi du 21 novembre 2017)

B.102. Le quinzième moyen dans l'affaire n° 7008 est pris de la violation, par l'article 4 de la loi du 21 novembre 2017, des articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison ou non avec les articles 2, point q), et 28, paragraphe 3, de la directive « procédures » et avec l'article 19 du règlement Dublin III, en ce qu'il prévoit des garanties procédurales moindres pour les demandeurs de protection internationale qui sont rentrés volontairement pendant au moins trois mois dans leur pays d'origine et qui introduisent ultérieurement une nouvelle demande, par rapport aux garanties dont bénéficient les autres demandeurs.

Il ressort de l'exposé des parties requérantes que le moyen porte plus particulièrement sur l'article 1^{er}, § 1^{er}, 20^o, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été inséré par l'article 4, attaqué, de la loi du 21 novembre 2017, qui dispose :

« Pour l'application de la présente loi, il faut entendre par :

[...]

20^o demande ultérieure de protection internationale : toute demande ultérieure de protection internationale présentée après qu'une décision finale a été prise sur une demande précédente, en ce compris les décisions prises sur la base de l'article 57/6/5, § 1^{er}, 1^o, 2^o, 3^o, 4^o, 5^o, 7^o et 8^o ».

B.103. Les travaux préparatoires indiquent au sujet de cette disposition :

« Demande ultérieure de protection internationale

Cette définition est une transposition littérale de l'article 2, q) de la directive 2013/32/UE :

' demande ultérieure : une nouvelle demande de protection internationale présentée après qu'une décision finale a été prise sur une demande antérieure, y compris le cas dans lequel le demandeur a explicitement retiré sa demande et le cas dans lequel l'autorité responsable de la détermination a rejeté une demande à la suite de son retrait implicite, conformément à l'article 28, paragraphe 1 '.

[...]

Cette définition inclut également la demande de protection internationale introduite par un étranger qui est retourné ou qui prétend être retourné dans son pays d'origine entre la demande précédente et sa nouvelle demande et soulève y avoir vécu de nouveaux faits de persécution. Il appartient au Commissaire général, sur base de la compétence qui lui a été attribuée par le législateur à l'article 57/6/2 de la loi, d'examiner si le retour (vanté) et les persécutions alléguées constituent des ' éléments nouveaux qui augmentent de manière significative la probabilité qu'il puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 '. Cette compétence implique, notamment, qu'il appartient au Commissaire général d'évaluer la réalité du retour et des persécutions alléguées sur base des éléments présentés par le demandeur de protection internationale et des éléments qui sont, le cas échéant, autrement mis à la disposition du Commissaire général.

L'arrêt de la Cour de Cassation du 21 janvier 2014 (P.13 2061.N) n'est donc pas suivi, compte tenu des arguments invoqués ci-devant, dans la mesure où il y est affirmé que : ' L'étranger qui, après avoir déjà introduit une ou plusieurs demandes d'asile et avoir été effectivement rapatrié, entre à nouveau dans le Royaume et y introduit une demande d'asile, ne peut être considéré comme " l'étranger qui a déjà introduit une autre demande d'asile " au sens de la disposition précitée [l'article 74/6, § 1^{er}bis, 9^o, de la loi du 15 décembre 1980]. Dès lors que, après son éloignement, l'intéressé peut, à nouveau, être exposé à des poursuites, la demande introduite doit être considérée comme une nouvelle demande '.

Comme souligné ci-devant, la définition de ' demande ultérieure ' contenue dans l'article 2, q) de la directive 2013/32/UE ne prévoit pas d'exception pour un retour dans le pays d'origine, et le seul critère dans cette définition consiste à savoir si une ' décision finale ' a été prise ou pas quant à une demande précédente.

Le Conseil du contentieux des étrangers a également confirmé à plusieurs reprises qu'une deuxième demande de protection internationale introduite après un retour du pays d'origine constitue une demande ultérieure de protection internationale. Selon le Conseil du contentieux des étrangers, le fait que le demandeur soit retourné dans son pays n'empêche pas que la nouvelle demande puisse être considérée comme une demande ultérieure de protection internationale au sens de l'article 51/8 de la loi du 15 décembre 1980. Selon le Conseil du contentieux des étrangers, la notion 'd'élément nouveau' au sens de l'article 51/8 de la loi du 15 décembre 1980 couvre aussi l'hypothèse de faits nouveaux qui seraient survenus au pays d'origine et dont le demandeur aurait été la victime ou le témoin direct. Le Conseil signale par ailleurs que le simple fait qu'un demandeur est resté sur le territoire belge depuis la fin de la procédure d'asile antérieure ne peut, en soi, signifier que sa demande ultérieure de protection internationale n'est pas prise en considération [puisqu'une crainte fondée ou un risque réel de subir des atteintes graves peut également apparaître dans le pays d'accueil] (voir CCE, 30 septembre 2016, n° 175 642). L'on ne peut pas déduire de la directive, ni de la législation belge, que le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides doit prendre une nouvelle décision sur le fond si l'étranger introduit une demande ultérieure après qu'il est rentré dans son pays d'origine. Le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides examine en priorité si de nouveaux éléments apparaissent, ou sont présentés par le demandeur, qui augmentent de manière significative la probabilité que le demandeur puisse prétendre à la reconnaissance du statut de réfugié au sens de l'article 48/3 (CCE, 13 août 2014, n° 128 064).

Il résulte de cette définition de 'demande ultérieure' que toute nouvelle demande de protection internationale qui est introduite après qu'une décision finale a été prise dans le cadre de la demande précédente de protection internationale, doit être considérée comme une demande ultérieure au sens de la loi » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2548/001, pp. 22-24).

B.104.1. L'article 2, point *q*), de la directive « procédures » dispose :

« Aux fins de la présente directive, on entend par :

[...]

'demande ultérieure', une nouvelle demande de protection internationale présentée après qu'une décision finale a été prise sur une demande antérieure, y compris le cas dans lequel le demandeur a explicitement retiré sa demande et le cas dans lequel l'autorité responsable de la détermination a rejeté une demande à la suite de son retrait implicite, conformément à l'article 28, paragraphe 1 ».

L'article 28 de la même directive dispose :

« 1. Lorsqu'il existe un motif sérieux de penser qu'un demandeur a retiré implicitement sa demande ou y a renoncé implicitement, les États membres veillent à ce que l'autorité responsable de la détermination prenne la décision soit de clore l'examen de la demande, soit, pour autant que l'autorité responsable de la détermination considère la demande comme infondée sur la base d'un examen approprié de celle-ci quant au fond, conformément à l'article 4 de la directive 2011/95/UE, de rejeter celle-ci.

Les États membres peuvent présumer que le demandeur a implicitement retiré sa demande de protection internationale ou y a implicitement renoncé, notamment lorsqu'il est établi :

a) qu'il n'a pas répondu aux demandes l'invitant à fournir des informations essentielles pour sa demande, au regard de l'article 4 de la directive 2011/95/UE, ou ne s'est pas présenté à un entretien personnel conformément aux articles 14 à 17 de la présente directive, sauf si le demandeur apporte la preuve, dans un délai raisonnable, que cette absence était indépendante de sa volonté;

b) qu'il a fui ou quitté sans autorisation le lieu où il vivait ou était placé en rétention, sans contacter l'autorité compétente dans un délai raisonnable ou qu'il n'a pas, dans un délai raisonnable, respecté l'obligation de se présenter régulièrement aux autorités ou d'autres obligations de communication, à moins que le demandeur ne démontre que cela était dû à des circonstances qui ne lui sont pas imputables.

Aux fins de l'application des présentes dispositions, les États membres peuvent fixer des délais ou élaborer des lignes directrices à ce sujet.

2. Les États membres font en sorte qu'un demandeur qui se présente à nouveau devant l'autorité compétente après qu'une décision de clôture de l'examen visée au paragraphe 1 du présent article a été prise ait le droit de solliciter la réouverture de son dossier ou de présenter une nouvelle demande qui ne sera pas soumise à la procédure visée aux articles 40 et 41.

Les États membres peuvent prévoir un délai d'au moins neuf mois à l'issue duquel le dossier du demandeur ne peut plus être ouvert ou la nouvelle demande peut être traitée en qualité de demande ultérieure et être soumise à la procédure visée aux articles 40 et 41. Les États membres peuvent prévoir que le dossier du demandeur ne peut être ouvert qu'une seule fois.

Les États membres veillent à ce qu'une telle personne ne soit pas éloignée en violation du principe de non-refoulement.

Les États membres peuvent autoriser l'autorité responsable de la détermination à reprendre l'examen au stade auquel il avait été interrompu.

3. Le présent article s'entend sans préjudice du règlement (UE) n° 604/2013 ».

B.104.2. L'article 19 du règlement Dublin III dispose :

« 1. Si un État membre délivre au demandeur un titre de séjour, les obligations prévues à l'article 18, paragraphe 1, lui sont transférées.

2. Les obligations prévues à l'article 18, paragraphe 1, cessent si l'État membre responsable peut établir, lorsqu'il lui est demandé de prendre ou reprendre en charge un demandeur ou une autre personne visée à l'article 18, paragraphe 1, point *c*) ou *d*), que la personne concernée a quitté le territoire des États membres pendant une durée d'au moins trois mois, à moins qu'elle ne soit titulaire d'un titre de séjour en cours de validité délivré par l'État membre responsable.

Toute demande introduite après la période d'absence visée au premier alinéa est considérée comme une nouvelle demande donnant lieu à une nouvelle procédure de détermination de l'État membre responsable.

3. Les obligations prévues à l'article 18, paragraphe 1, points *c*) et *d*), cessent lorsque l'État membre responsable peut établir, lorsqu'il lui est demandé de reprendre en charge un demandeur ou une autre personne visée à l'article 18, paragraphe 1, point *c*) ou *d*), que la personne concernée a quitté le territoire des États membres en exécution d'une décision de retour ou d'une mesure d'éloignement délivrée à la suite du retrait ou du rejet de la demande.

Toute demande introduite après qu'un éloignement effectif a eu lieu est considérée comme une nouvelle demande et donne lieu à une nouvelle procédure de détermination de l'État membre responsable ».

B.105. Il ressort de la requête que les parties requérantes visent la situation de l'étranger qui, après avoir introduit une première demande de protection internationale, est rentré volontairement dans son pays d'origine pendant au moins trois mois et qui présente ensuite à nouveau une demande de protection internationale en Belgique. Les parties requérantes critiquent le fait que la seconde demande sera considérée comme une « demande ultérieure » et non comme une « nouvelle demande », ce qui conférerait à l'étranger concerné des « garanties procédurales moindres » par rapport aux garanties dont bénéficient les demandeurs ordinaires. Les parties requérantes considèrent en substance que le simple fait pour l'étranger de rentrer volontairement dans son pays d'origine pendant au moins trois mois implique que la nouvelle demande de protection qu'il introduirait doit être considérée comme une nouvelle demande, et non comme une demande ultérieure. Elles font valoir que « ni la définition de la demande ultérieure, contenue à l'article 2.q de la directive 2013/32/UE, ni l'énumération des cas de retrait ou de renonciation implicite de l'article 28 de la directive ne vise la situation des demandeurs retournés dans leur pays d'origine », et qu'une « nouvelle demande » au sens de l'article 19 du règlement Dublin III ne peut pas être une « demande ultérieure » au sens de la directive « procédures ». La Cour examine le moyen en ce sens.

B.106.1. L'article 19, paragraphes 2 et 3, du règlement Dublin III prévoit que toute demande introduite après que la personne concernée a quitté le territoire des États membres pour une durée d'au moins trois mois ou après un éloignement effectif est considérée comme « une nouvelle demande donnant lieu à une nouvelle procédure de détermination de l'État membre responsable ».

B.106.2. Comme le souligne le Conseil des ministres, la directive « procédures » et le règlement Dublin III ont des objets différents. Alors qu'aux termes de son article 1^{er}, la directive « procédures » a « pour objet d'établir des procédures communes d'octroi et de retrait de la protection internationale en vertu de la directive 2011/95/UE », le règlement Dublin III, comme il est dit précédemment, « établit les critères et les mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale introduite dans l'un des États membres par un ressortissant de pays tiers ou par un apatride ».

Les parties requérantes ne démontrent pas en quoi l'article 19 du règlement Dublin III exclut nécessairement la qualification de « demande ultérieure » au sens de la directive « procédures » pour la « nouvelle demande donnant lieu à une nouvelle procédure de détermination de l'État membre responsable ». Le fait que l'article 28, paragraphe 3, de la directive « procédures » dispose que cet article « s'entend sans préjudice du Règlement (UE) n° 604/2013 » n'est pas de nature à conduire à une telle conclusion.

Contrairement à ce que soutiennent les parties requérantes, ni l'article 2, point q), de la directive « procédures », qui contient la définition de la « demande ultérieure », ni l'article 28 de la même directive, qui vise les cas de retrait implicite d'une demande de protection internationale ou de renonciation implicite à celle-ci, n'excluent en soi le cas des demandeurs qui sont retournés dans leur pays d'origine, pour ce seul motif.

B.106.3. Dès lors qu'il repose sur une prémisses erronée, le quinzième moyen dans l'affaire n° 7008 n'est pas fondé. Il n'y a dès lors pas lieu de poser de question préjudicielle à la Cour de justice de l'Union européenne.

En ce qui concerne l'admissibilité d'éléments produits tardivement dans le cadre d'une demande ultérieure (article 42 de la loi du 21 novembre 2017)

B.107. Le seizième moyen dans l'affaire n° 7008 est pris de la violation, par l'article 42 de la loi du 21 novembre 2017, des articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison ou non avec les articles 12 et 17 de la directive 2011/95/UE, avec l'article 18 de la Charte et avec l'article 1^{er} de la Convention de Genève.

B.108. L'article 57/6/2 de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été remplacé par l'article 42, attaqué, de la loi du 21 novembre 2017, dispose :

« § 1^{er}. Après réception de la demande ultérieure transmise par le ministre ou son délégué sur la base de l'article 51/8, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides examine en priorité si de nouveaux éléments ou faits apparaissent, ou sont présentés par le demandeur, qui augmentent de manière significative la probabilité qu'il puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4. En l'absence de ces éléments ou faits, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides déclare la demande irrecevable. Dans le cas contraire, ou si le demandeur a uniquement fait auparavant l'objet d'une décision de clôture prise en application de l'article 57/6/5, § 1^{er}, 1^o, 2^o, 3^o, 4^o ou 5^o le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides déclare la demande recevable.

Lors de l'examen visé à l'alinéa 1^{er}, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides tient compte, le cas échéant, du fait que le demandeur s'est abstenu sans explication valable de faire valoir au cours de la précédente procédure, en particulier en exerçant le recours visé à l'article 39/2, les éléments ayant justifié l'introduction de sa demande ultérieure.

§ 2. Lorsque le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides prend une décision d'irrecevabilité conformément au paragraphe 1^{er}, il informe le ministre ou son délégué si l'éloignement ou le refoulement entraînera ou non une violation du principe de non-refoulement du demandeur sur base de l'examen effectué au regard des articles 48/3 et 48/4.

§ 3. Lorsque, en application du paragraphe 2, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides a estimé, dans le cadre de la demande précédente, qu'une mesure d'éloignement ou de refoulement n'entraînera pas une violation du principe de non-refoulement, une telle mesure peut être exécutée de manière forcée dès la présentation de la demande et pendant l'examen visé au paragraphe 1^{er} à l'encontre du demandeur :

- qui présente une deuxième demande ultérieure ou plus, et
- qui, préalablement à la présentation de sa demande précédente et depuis lors, se trouve de manière ininterrompue dans un endroit déterminé tel que visé aux articles 74/8 ou 74/9 ».

B.109. Les travaux préparatoires indiquent, au sujet de la disposition attaquée :

« L'alinéa 2 constitue la transposition de l'article 40, § 4, de la directive 2013/32/UE, qui laisse la possibilité aux États membres de ne poursuivre l'examen de la demande ultérieure que si le demandeur a été, sans faute de sa part, dans l'incapacité de faire valoir, au cours de la précédente procédure, les éléments déposés à l'appui de sa dernière demande, en particulier en exerçant son droit à un recours effectif. L'alinéa 2 ne prévoit pas la possibilité de déclarer la demande irrecevable pour ce seul motif, dès lors qu'un examen des éléments nouveaux est indispensable, notamment parce que le Commissaire général est tenu en vertu du paragraphe 2 de se prononcer quant au risque de refoulement, ce qui implique qu'il procède à un examen de l'élément nouveau en question sur base de l'alinéa 1^{er}, et qu'il ne peut donc pas se limiter au constat du comportement du demandeur, et ensuite parce que l'examen effectué par le Conseil du contentieux des étrangers dans le cadre d'un recours éventuel de plein contentieux ne se limite pas aux critères de recevabilité stricto sensu. En ce sens, l'alinéa 2 prévoit donc des conséquences moins strictes que la directive au dépôt tardif d'éléments que le demandeur aurait pu déposer dans le cadre de l'examen de sa demande précédente. Il n'en demeure pas moins, cependant, que cette omission fautive dans le chef du demandeur doit être dûment prise en compte dans l'examen visé au paragraphe premier. Cet alinéa vise en effet, d'une part, à encourager la pleine collaboration du demandeur afin qu'il dépose toutes les pièces et éléments qui sont à sa disposition au cours de la procédure en cours, et qu'il informe les instances chargées d'examiner la demande de tout élément dont il aurait connaissance en cours de procédure, que ce soit au niveau du CGRA, en première instance, qu'à celui du Conseil du

Contentieux des Etrangers dans le cadre d'un recours de plein contentieux, et d'autre part, à dissuader le demandeur de déposer, au cours d'une demande ultérieure, des éléments ou des déclarations qui auraient pu l'être dans le cadre de la procédure antérieure, mais qui ne l'ont pas été et ce dans un but purement dilatoire. Il convient d'insister ici sur le fait que le constat de la tardiveté du dépôt ou de l'invocation de l'élément nouveau visé à cet alinéa porte sur le comportement du demandeur qui, bien qu'il ait eu connaissance ou ait eu à sa disposition cet élément alors que le traitement de la demande précédente était encore en cours, a manqué à son devoir de collaboration, en ne le présentant ni au CGRA ni au CCE dans le cadre d'un recours de plein contentieux, mais en faisant rétention de cet élément pour le présenter comme élément nouveau dans le cadre d'une nouvelle demande de protection internationale. C'est la raison pour laquelle, bien que le CGRA doive procéder à l'examen de l'élément nouveau en tant que tel, le comportement du demandeur, qui a manqué à son obligation principale de collaboration doit être dûment pris en compte. Il appartient alors au demandeur d'apporter une explication valable quant aux raisons qui l'ont empêché de déposer ces éléments lors de la procédure précédente lorsque ceux-ci étaient à sa disposition ou connus de lui pendant le déroulement de celle-ci » (*Doc. parl., Chambre, 2016-2017, DOC 54-2548/001, pp. 117-118*).

B.110.1. L'article 1^{er} de la Convention de Genève définit le terme « réfugié » :

« A. Aux fins de la présente Convention, le terme ' réfugié ' s'appliquera à toute personne :

1) Qui a été considérée comme réfugiée en application des Arrangements du 12 mai 1926 et du 30 juin 1928, ou en application des Conventions du 28 octobre 1933 et du 10 février 1938 et du Protocole du 14 septembre 1939 ou encore en application de la Constitution de l'Organisation internationale pour les réfugiés.

Les décisions de non-éligibilité prises par l'Organisation internationale pour les réfugiés pendant la durée de son mandat ne font pas obstacle à ce que la qualité de réfugié soit accordée à des personnes qui remplissent les conditions prévues au paragraphe 2 de la présente section;

2) Qui, par suite d'événements survenus avant le premier janvier 1951 et craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels événements, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner.

Dans le cas d'une personne qui a plus d'une nationalité, l'expression ' du pays dont elle a la nationalité ' vise chacun des pays dont cette personne a la nationalité. Ne sera pas considérée comme privée de la protection du pays dont elle a la nationalité toute personne qui, sans raison valable fondée sur une crainte justifiée, ne s'est pas réclamée de la protection de l'un des pays dont elle a la nationalité.

B. 1) Aux fins de la présente Convention, les mots ' événements survenus avant le premier janvier 1951 ' figurant à l'article 1, section A, pourront être compris dans le sens de soit :

a) ' événements survenus avant le premier janvier 1951 en Europe ',

b) ' événements survenus avant le premier janvier 1951 en Europe ou ailleurs ';

et chaque État contractant fera, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, une déclaration précisant la portée qu'il entend donner à cette expression au point de vue des obligations assumées par lui en vertu de la présente Convention.

2) Tout État contractant qui a adopté la formule a) pourra à tout moment étendre ses obligations en adoptant la formule b) par notification adressée au Secrétaire général des Nations Unies.

C. Cette Convention cessera, dans les cas ci-après, d'être applicable à toute personne visée par les dispositions de la section A ci-dessus :

1) Si elle s'est volontairement réclamée à nouveau de la protection du pays dont elle a la nationalité; ou

2) Si, ayant perdu sa nationalité, elle l'a volontairement recouvrée; ou

3) Si elle a acquis une nouvelle nationalité et jouit de la protection du pays dont elle a acquis la nationalité; ou

4) Si elle est retournée volontairement s'établir dans le pays qu'elle a quitté ou hors duquel elle est demeurée de crainte d'être persécutée; ou

5) Si, les circonstances à la suite desquelles elle a été reconnue comme réfugiée ayant cessé d'exister, elle ne peut plus continuer à refuser de se réclamer de la protection du pays dont elle a la nationalité.

Étant entendu, toutefois, que les dispositions du présent paragraphe ne s'appliqueront pas à tout réfugié visé au paragraphe 1 de la section A du présent article qui peut invoquer, pour refuser de se réclamer de la protection du pays dont il a la nationalité, des raisons impérieuses tenant à des persécutions antérieures;

6) S'agissant d'une personne qui n'a pas de nationalité, si, les circonstances à la suite desquelles elle a été reconnue comme réfugiée ayant cessé d'exister, elle est en mesure de retourner dans le pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle.

Étant entendu, toutefois, que les dispositions du présent paragraphe ne s'appliqueront pas à tout réfugié visé au paragraphe 1 de la section A du présent article qui peut invoquer, pour refuser de retourner dans le pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, des raisons impérieuses tenant à des persécutions antérieures.

D. Cette Convention ne sera pas applicable aux personnes qui bénéficient actuellement d'une protection ou d'une assistance de la part d'un organisme ou d'une institution des Nations Unies autre que le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

Lorsque cette protection ou cette assistance aura cessé pour une raison quelconque, sans que le sort de ces personnes ait été définitivement réglé, conformément aux résolutions y relatives adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies, ces personnes bénéficieront de plein droit du régime de cette Convention.

E. Cette Convention ne sera pas applicable à une personne considérée par les autorités compétentes du pays dans lequel cette personne a établi sa résidence comme ayant les droits et les obligations attachés à la possession de la nationalité de ce pays.

F. Les dispositions de cette Convention ne seront pas applicables aux personnes dont on aura des raisons sérieuses de penser :

a) qu'elles ont commis un crime contre la paix, un crime de guerre ou un crime contre l'humanité, au sens des instruments internationaux élaborés pour prévoir des dispositions relatives à ces crimes;

b) qu'elles ont commis un crime grave de droit commun en dehors du pays d'accueil avant d'y être admises comme réfugiés;

c) qu'elles se sont rendues coupables d'agissements contraires aux buts et aux principes des Nations Unies ».

Cette disposition doit être lue en combinaison avec le Protocole du 31 janvier 1967 relatif au statut des réfugiés, qui rend la Convention de Genève applicable à tous les réfugiés couverts par la définition donnée dans la Convention sans qu'il soit tenu compte de la date limite du 1^{er} janvier 1951.

B.110.2. L'article 18 de la Charte dispose :

« Le droit d'asile est garanti dans le respect des règles de la convention de Genève du 28 juillet 1951 et du protocole du 31 janvier 1967 relatifs au statut des réfugiés et conformément au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne [...] ».

B.110.3. L'article 12 de la directive 2011/95/UE dispose :

« 1. Tout ressortissant d'un pays tiers ou apatride est exclu du statut de réfugié :

a) lorsqu'il relève du champ d'application de l'article 1^{er}, section D, de la convention de Genève, concernant la protection ou l'assistance de la part d'un organisme ou d'une institution des Nations unies autre que le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. Si cette protection ou cette assistance cesse pour quelque raison que ce soit, sans que le sort de ces personnes ait été définitivement réglé conformément aux résolutions pertinentes de l'assemblée générale des Nations unies, ces personnes pourront ipso facto se prévaloir de la présente directive;

b) lorsqu'il est considéré par les autorités compétentes du pays dans lequel il a établi sa résidence comme ayant les droits et obligations qui sont attachés à la possession de la nationalité de ce pays, ou des droits et des obligations équivalents.

2. Tout ressortissant d'un pays tiers ou apatride est exclu du statut de réfugié lorsqu'il y a des raisons sérieuses de penser :

a) qu'il a commis un crime contre la paix, un crime de guerre ou un crime contre l'humanité au sens des instruments internationaux élaborés pour prévoir des dispositions relatives à ces crimes;

b) qu'il a commis un crime grave de droit commun en dehors du pays de refuge avant d'être admis comme réfugié, c'est-à-dire avant la date à laquelle le titre de séjour est délivré sur la base de l'octroi du statut de réfugié; les actions particulièrement cruelles, même si elles sont commises avec un objectif prétendument politique, pourront recevoir la qualification de crimes graves de droit commun;

c) qu'il s'est rendu coupable d'agissements contraires aux buts et aux principes des Nations unies tels qu'ils figurent dans le préambule et aux articles 1^{er} et 2 de la charte des Nations unies.

3. Le paragraphe 2 s'applique aux personnes qui sont les instigatrices des crimes ou des actes visés par ledit paragraphe, ou qui y participent de quelque autre manière ».

L'article 17 de la même directive dispose :

« 1. Un ressortissant d'un pays tiers ou un apatride est exclu des personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire s'il existe des motifs sérieux de considérer :

a) qu'il a commis un crime contre la paix, un crime de guerre ou un crime contre l'humanité au sens des instruments internationaux élaborés pour prévoir des dispositions relatives à ces crimes;

b) qu'il a commis un crime grave;

c) qu'il s'est rendu coupable d'agissements contraires aux buts et aux principes des Nations unies tels qu'ils figurent dans le préambule et aux articles 1^{er} et 2 de la charte des Nations unies;

d) qu'il représente une menace pour la société ou la sécurité de l'État membre dans lequel il se trouve.

2. Le paragraphe 1 s'applique aux personnes qui sont les instigatrices des crimes ou des actes visés par ledit paragraphe, ou qui y participent de quelque autre manière.

3. Les États membres peuvent exclure tout ressortissant d'un pays tiers ou apatride des personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire si, avant son admission dans l'État membre concerné, il a commis un ou plusieurs crimes qui ne relèvent pas du champ d'application du paragraphe 1 et qui seraient passibles d'une peine de prison s'ils avaient été commis dans l'État membre concerné, et s'il n'a quitté son pays d'origine que dans le but d'échapper à des sanctions résultant de ces crimes ».

B.111.1. Les parties requérantes critiquent, dans une première branche, l'absence d'objectivité du critère fixé par la disposition attaquée pour déterminer si des éléments nouveaux augmentant de manière significative la probabilité que le demandeur puisse prétendre à la protection internationale et présentés à l'appui d'une demande ultérieure doivent être examinés par l'autorité responsable, à défaut pour le législateur d'avoir défini la notion d'« explication valable ». Selon les parties requérantes, cette imprécision ne peut conduire qu'à des résultats aléatoires, ce qui entraînera une discrimination entre les demandeurs, selon que leurs explications quant à la tardiveté de la présentation de ces éléments auront été retenues ou non comme valables.

B.111.2. En vertu de l'article 57/6/2, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980, lors de l'examen relatif à la question de savoir si de nouveaux éléments ou faits apparaissent, ou sont présentés par le demandeur, qui augmentent de manière significative la probabilité qu'il puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugié ou à la protection subsidiaire, le CGRA tient compte, le cas échéant, du fait que le demandeur s'est abstenu sans explication valable de faire valoir au cours de la précédente procédure, en particulier en exerçant le recours visé à l'article 39/2, les éléments ayant justifié l'introduction de sa demande ultérieure.

Il ressort des travaux préparatoires cités en B.109 que cette disposition constitue la transposition de l'article 40, paragraphe 4, de la directive « procédures », qui permet aux États membres de prévoir de ne poursuivre l'examen de la demande que si le demandeur concerné a été, sans faute de sa part, dans l'incapacité de faire valoir, au cours de la précédente procédure, les situations exposées dans les paragraphes 2 et 3 du même article, en particulier en exerçant son droit à un recours effectif (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2548/001, p. 117). Il est néanmoins précisé que le CGRA ne peut pas déclarer la demande irrecevable au seul motif que le demandeur a fautivement négligé de déposer ou de se prévaloir de certains éléments lors d'une demande précédente (*ibid.*).

B.111.3. Eu égard au caractère de généralité des lois et à la diversité de situations à laquelle la disposition attaquée est susceptible de s'appliquer, la notion d'« explication valable » est suffisamment précise et ne doit pas être davantage explicitée. Elle doit être lue à la lumière de l'obligation de coopération qui impose au demandeur de protection internationale de produire d'emblée l'ensemble des éléments pertinents en vue d'apprécier le bien-fondé de la demande, ainsi que l'exposent les travaux préparatoires (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2548/001, p. 118). Ceux-ci précisent ainsi que l'explication doit porter sur les raisons qui ont empêché le demandeur « de déposer ces éléments lors de la procédure précédente lorsque ceux-ci étaient à sa disposition ou connus de lui pendant le déroulement de celle-ci » (*ibid.*). Pour le surplus, il appartient au juge compétent de vérifier que le CGRA applique correctement cette disposition.

Le seizième moyen dans l'affaire n° 7008, en sa première branche, n'est pas fondé.

B.112.1. Les parties requérantes critiquent, dans une seconde branche, l'identité de traitement entre, d'une part, le demandeur de protection internationale qui a commis un crime contre la paix, un crime de guerre, un crime contre l'humanité, un crime grave de droit commun ou un acte contraire aux buts et aux principes des Nations unies et, d'autre part, le demandeur qui s'est abstenu sans explication valable de présenter au cours de la précédente procédure les éléments démontrant son besoin de protection, dès lors que ces deux demandeurs sont tous deux sanctionnés par un refus de protection. Selon les parties requérantes, un élément, même lorsqu'il a été déposé tardivement, doit nécessairement être examiné s'il est susceptible d'aboutir à la reconnaissance du statut de réfugié ou à l'octroi de la protection subsidiaire.

B.112.2. Contrairement à ce que soutiennent les parties requérantes, les deux catégories de demandeurs de protection internationale ne sont pas traitées de la même manière, puisque le demandeur qui a commis un crime contre la paix, un crime de guerre, un crime contre l'humanité, un crime grave de droit commun ou un acte contraire aux buts et aux principes des Nations unies ne peut pas se prévaloir du droit d'asile, ni lors d'une première demande, ni lors d'une seconde demande, alors que le demandeur qui s'est abstenu sans explication valable de présenter au cours de la précédente procédure les éléments démontrant son besoin de protection le peut.

Par ailleurs, la circonstance que le demandeur s'est abstenu sans explication valable de faire valoir au cours de la précédente procédure les éléments ayant justifié l'introduction de sa demande ultérieure ne constitue pas, pour le CGRA, un motif de non-examen de l'élément nouveau, mais bien un élément parmi d'autres à prendre en considération dans l'évaluation de la question de savoir si ce nouvel élément est de nature à augmenter de manière significative la probabilité que le demandeur puisse prétendre à la protection internationale. Comme le confirment les travaux préparatoires cités en B.109, le CGRA n'est pas autorisé à déclarer une demande ultérieure irrecevable sur la base du seul comportement fautif du demandeur en ce qui concerne l'absence de production des éléments ayant justifié l'introduction de sa demande ultérieure au cours de la procédure précédente.

B.112.3. Le seizième moyen dans l'affaire n° 7008, en sa seconde branche, n'est pas fondé. Il n'y a pas lieu de poser de question préjudicielle à la Cour de justice de l'Union européenne en ce qui concerne la compatibilité de l'article 40, paragraphe 4, de la directive « procédures » avec le droit d'asile, tel qu'il est garanti par l'article 18 de la Charte.

En ce qui concerne l'évaluation du risque de fuite de l'étranger (article 4 de la loi du 21 novembre 2017)

B.113. Le dix-septième moyen dans l'affaire n° 7008 est pris de la violation, par l'article 4 de la loi du 21 novembre 2017, de l'article 12 de la Constitution, lu en combinaison ou non avec les articles 2, point *n*), et 28 du règlement Dublin III, avec les articles 3, paragraphe 7, et 15 de la directive « retour », avec l'article 8 de la directive « accueil », avec l'article 6 de la Charte et avec l'article 5, paragraphe 1, point *f*), de la Convention européenne des droits de l'homme.

Il ressort de la requête que le moyen porte plus spécifiquement sur l'article 1^{er}, § 1^{er}, 11^o, et § 2, de la loi du 15 décembre 1980, tel que cet article a été modifié par l'article 4, attaqué.

B.114.1. L'article 1^{er}, § 1^{er}, 11^o, et § 2, de la loi du 15 décembre 1980 dispose :

« § 1^{er}. Pour l'application de la présente loi, il faut entendre par :

[...]

11^o risque de fuite : le fait qu'il existe des raisons de croire qu'un étranger qui fait l'objet d'une procédure d'éloignement, d'une procédure pour l'octroi de la protection internationale ou d'une procédure de détermination de ou de transfert vers l'État responsable du traitement de la demande de protection internationale, prendra la fuite, eu égard aux critères énumérés au § 2.

[...]

§ 2. Le risque de fuite visé au paragraphe 1^{er}, 11^o, doit être actuel et réel. Il est établi au terme d'un examen individuel et sur la base d'un ou plusieurs critères objectifs suivants, en tenant compte de l'ensemble des circonstances propres à chaque cas :

1^o l'intéressé n'a pas introduit de demande de séjour à la suite de son entrée illégale ou durant son séjour illégal ou n'a pas présenté sa demande de protection internationale dans le délai prévu par la présente loi;

2^o l'intéressé a utilisé des informations fausses ou trompeuses ou des documents faux ou falsifiés, ou a recouru à la fraude ou a employé d'autres moyens illégaux dans le cadre d'une procédure de protection internationale, de séjour, d'éloignement ou de refoulement;

3^o l'intéressé ne collabore pas ou n'a pas collaboré dans ses rapports avec les autorités chargées de l'exécution et/ou de la surveillance du respect de la réglementation relative à l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers;

4^o l'intéressé a manifesté sa volonté de ne pas se conformer ou a déjà contrevenu à l'une des mesures suivantes :

a) une mesure de transfert, de refoulement ou d'éloignement;

b) une interdiction d'entrée ni levée ni suspendue;

c) une mesure moins coercitive qu'une mesure privative de liberté visant à garantir son transfert, son refoulement ou son éloignement, qu'elle soit restrictive de liberté ou autre;

d) une mesure restrictive de liberté visant à garantir l'ordre public ou la sécurité nationale;

e) une mesure équivalente aux mesures visées aux a), b), c) ou d), prise par un autre État membre;

5^o l'intéressé fait l'objet d'une interdiction d'entrée dans le Royaume et/ou dans un autre État membre, ni levée ni suspendue;

6^o l'intéressé a introduit une nouvelle demande de séjour ou de protection internationale immédiatement après avoir fait l'objet d'une décision de refus d'entrée ou de séjour ou mettant fin à son séjour ou immédiatement après avoir fait l'objet d'une mesure de refoulement ou d'éloignement;

7^o alors qu'il a été interrogé sur ce point, l'intéressé a dissimulé avoir déjà donné ses empreintes digitales dans un autre État lié par la réglementation européenne relative à la détermination de l'État responsable de l'examen d'une demande de protection internationale à la suite de l'introduction d'une demande de protection internationale;

8^o l'intéressé a introduit plusieurs demandes de protection internationale et/ou de séjour, dans le Royaume ou dans un ou plusieurs autres États membres, qui ont donné lieu à une décision négative ou qui n'ont pas donné lieu à la délivrance d'un titre de séjour;

9^o alors qu'il a été interrogé sur ce point, l'intéressé a dissimulé avoir déjà introduit précédemment une demande de protection internationale dans un autre État lié par la réglementation européenne relative à la détermination de l'État responsable de l'examen d'une demande de protection internationale;

10^o l'intéressé a déclaré ou il ressort de son dossier qu'il est venu dans le Royaume à des fins autres que celles pour lesquelles il a introduit une demande de protection internationale ou de séjour;

11^o l'intéressé fait l'objet d'une amende pour avoir introduit un recours manifestement abusif auprès du Conseil du Contentieux des Étrangers ».

Il résulte de cette disposition que le risque de fuite de l'étranger qui fait l'objet d'une procédure d'éloignement, d'une procédure pour l'octroi de la protection internationale ou d'une procédure de détermination ou de transfert vers l'État responsable du traitement de la demande de protection internationale doit être actuel et réel et qu'il doit être établi au terme d'un examen individuel et sur la base d'un ou de plusieurs critères objectifs fixés par la loi, en tenant compte de l'ensemble des circonstances propres à chaque cas.

Lorsqu'un risque de fuite est établi au sujet du demandeur de protection internationale, ce risque peut justifier le maintien de ce dernier dans un lieu déterminé, à moins qu'une mesure moins coercitive puisse être appliquée efficacement, notamment en application de l'article 74/6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi du 15 décembre 1980.

B.114.2. Il ressort des travaux préparatoires de la disposition attaquée que « la définition du risque de fuite est reformulée afin d'étendre son champ d'application aux étrangers qui ont introduit une demande de protection internationale » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2548/001, p. 16). La disposition attaquée s'applique non seulement dans le cadre des procédures d'éloignement, mais également dorénavant « dans le cadre de la procédure d'asile, tant au stade de la détermination de l'État responsable, qu'au stade ultérieur de l'examen de la demande par les autorités belges compétentes » (*ibid.*).

Les travaux préparatoires insistent sur ce que « le risque de fuite devra être actuel et réel », le caractère réel du risque de fuite supposant « qu'il soit vérifiable et, donc, que les faits servant à son établissement soient établis à suffisance » (*ibid.*, p. 18). Les critères objectifs énumérés à l'article 1^{er}, § 2, de la loi du 15 décembre 1980 correspondent à des faits ou à des comportements « qui sont susceptibles d'être attribués ou reprochés à l'intéressé et qui peuvent expliquer, en raison de leur nature ou de leur gravité, pourquoi il est raisonnable de penser que l'intéressé présente un risque réel et actuel de se soustraire à la mesure d'éloignement, de refoulement ou de transfert qui est prise ou envisagée à son égard » (*ibid.*, pp. 18-19). Des garanties procédurales ont vocation à limiter le pouvoir discrétionnaire dont l'autorité administrative dispose pour évaluer le risque de fuite. Ainsi, « il est prévu que l'existence d'un risque de fuite actuel et réel est évaluée au cas par cas et sur la base d'un ou de plusieurs critères objectifs énumérés à ce paragraphe. Le ou les critères objectifs pris en considération ne suffiront donc pas à eux seuls à établir l'existence d'un tel risque » (*ibid.*, p. 19). De même, les travaux préparatoires précisent que « le but est d'éviter qu'il puisse être conclu automatiquement à l'existence d'un risque (non négligeable) de fuite en présence d'un ou de plusieurs faits figurant dans la liste » (*ibid.*). « Ainsi, il se peut que, dans un cas, le risque (non négligeable) de fuite puisse être établi sur base d'un ou de plusieurs faits, alors que, dans un autre cas, ces mêmes faits ne permettent pas de conclure à son existence, et ce parce que les circonstances propres à chacune de ces deux situations individuelles sont différentes. Ces circonstances peuvent notamment être liées à la vie familiale de l'intéressé, à son état de santé, à son âge, à sa personnalité ou encore à son comportement » (*ibid.*).

B.115.1. L'article 12 de la Constitution garantit la liberté individuelle.

B.115.2. L'article 6 de la Charte garantit le droit à la liberté et à la sûreté.

B.115.3. L'article 5, paragraphe 1, point *f*), de la Convention européenne des droits de l'homme dispose :

« Toute personne a droit à la liberté et à la sûreté. Nul ne peut être privé de sa liberté, sauf dans les cas suivants et selon les voies légales :

[...]

f) s'il s'agit de l'arrestation ou de la détention régulières d'une personne pour l'empêcher de pénétrer irrégulièrement dans le territoire, ou contre laquelle une procédure d'expulsion ou d'extradition est en cours ».

B.115.4. L'article 2, point *n*), du règlement Dublin III dispose :

« Aux fins du présent règlement, on entend par :

[...]

n) 'risque de fuite', dans un cas individuel, l'existence de raisons, fondées sur des critères objectifs définis par la loi, de craindre la fuite d'un demandeur, un ressortissant de pays tiers ou un apatride qui fait l'objet d'une procédure de transfert ».

L'article 28 du même règlement dispose :

« 1. Les États membres ne peuvent placer une personne en rétention au seul motif qu'elle fait l'objet de la procédure établie par le présent règlement.

2. Les États membres peuvent placer les personnes concernées en rétention en vue de garantir les procédures de transfert conformément au présent règlement lorsqu'il existe un risque non négligeable de fuite de ces personnes, sur la base d'une évaluation individuelle et uniquement dans la mesure où le placement en rétention est proportionnel et si d'autres mesures moins coercitives ne peuvent être effectivement appliquées.

[...] ».

B.115.5. L'article 3, point 7), de la directive « retour » dispose :

« Aux fins de la présente directive, on entend par :

[...]

7) 'risque de fuite' : le fait qu'il existe des raisons, dans un cas particulier et sur la base de critères objectifs définis par la loi, de penser qu'un ressortissant d'un pays tiers faisant l'objet de procédures de retour peut prendre la fuite ».

L'article 15, paragraphe 1, point *a*), de la même directive dispose :

« 1. À moins que d'autres mesures suffisantes, mais moins coercitives, puissent être appliquées efficacement dans un cas particulier, les États membres peuvent uniquement placer en rétention le ressortissant d'un pays tiers qui fait l'objet de procédures de retour afin de préparer le retour et/ou de procéder à l'éloignement, en particulier lorsque :

a) il existe un risque de fuite [...] ».

B.115.6. L'article 8 de la directive « accueil » dispose :

« 1. Les États membres ne peuvent placer une personne en rétention au seul motif qu'elle est un demandeur conformément à la directive 2013/32/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale.

2. Lorsque cela s'avère nécessaire et sur la base d'une appréciation au cas par cas, les États membres peuvent placer un demandeur en rétention, si d'autres mesures moins coercitives ne peuvent être efficacement appliquées.

3. Un demandeur ne peut être placé en rétention que :

a) pour établir ou vérifier son identité ou sa nationalité;

b) pour déterminer les éléments sur lesquels se fonde la demande de protection internationale qui ne pourraient pas être obtenus sans un placement en rétention, en particulier lorsqu'il y a risque de fuite du demandeur;

c) pour statuer, dans le cadre d'une procédure, sur le droit du demandeur d'entrer sur le territoire;

[...]

Les motifs du placement en rétention sont définis par le droit national.

4. Les États membres veillent à ce que leur droit national fixe les règles relatives aux alternatives au placement en rétention, telles que l'obligation de se présenter régulièrement aux autorités, le dépôt d'une garantie financière ou l'obligation de demeurer dans un lieu déterminé ».

B.116.1. Les parties requérantes font valoir dans une première branche qu'en prévoyant que l'existence d'un seul des onze motifs prévus à l'article 1^{er}, § 2, de la loi du 15 décembre 1980 permet de conclure à l'existence d'un risque de fuite justifiant la privation de liberté de l'étranger, l'article 4, attaqué, viole les dispositions citées dans le moyen et notamment l'article 3, point 7), de la directive « retour », qui impose la combinaison de plusieurs critères.

B.116.2. En vertu de l'article 3, point 7), de la directive « retour », il ne peut être conclu à l'existence d'un risque de fuite que « dans un cas particulier et sur la base de critères objectifs définis par la loi ». Il ne se déduit pas de cette disposition que le risque de fuite, qui doit par ailleurs être apprécié dans chaque cas individuel, ne pourrait pas, en soi, être établi au regard d'un seul des différents critères objectifs définis par la loi. Les autres dispositions citées dans le moyen ne conduisent pas à une autre conclusion.

Le dix-septième moyen dans l'affaire n° 7008, en sa première branche, n'est pas fondé.

B.117.1. Dans une deuxième branche, les parties requérantes critiquent l'imprévisibilité des hypothèses de détention définies par l'article 4, attaqué, qui entraînerait un risque de détention arbitraire. Par ailleurs, la disposition attaquée énumère une série de critères défavorables à l'étranger, mais aucun critère favorable à celui-ci.

B.117.2. L'article 2, point n), du règlement Dublin III et l'article 3, point 7), de la directive « retour » font obligation aux États membres de fixer des critères objectifs permettant de conclure à l'existence de raisons de craindre la fuite d'un étranger. Par ailleurs, il ne peut être conclu à l'existence d'un risque de fuite qu'au terme d'un examen individuel.

Par son arrêt du 15 mars 2017 en cause *Al Chodor* (C-528/15), la Cour de justice de l'Union européenne a jugé que l'article 2, point n), et l'article 28, paragraphe 2, du règlement Dublin III, « lus conjointement, doivent être interprétés en ce sens qu'ils imposent que les critères objectifs sur lesquels sont fondées les raisons de craindre la fuite d'un demandeur soient fixés dans une disposition contraignante de portée générale. En tout état de cause, une jurisprudence établie, sanctionnant une pratique constante de la police des étrangers, telle que dans l'affaire au principal, ne saurait suffire » (point 45). Selon la Cour, « il importe que le pouvoir d'appréciation individuelle dont disposent les autorités concernées [...] s'inscrive dans le cadre de certaines limites préétablies. Dès lors, il est essentiel que les critères qui définissent l'existence d'un tel risque, qui constitue le motif d'un placement en rétention, soient clairement définis par un acte contraignant et prévisible dans son application » (point 42).

B.117.3. En fixant un certain nombre d'hypothèses objectives dans lesquelles il pourrait être conclu à l'existence d'un risque de fuite de l'étranger concerné, le législateur a correctement transposé les dispositions précitées. Contrairement à ce que soutiennent les parties requérantes, ces dispositions ne vont pas jusqu'à contraindre les États membres à prévoir l'ensemble des facteurs susceptibles de conclure à l'absence d'un risque de fuite dans un cas individuel. C'est en exécution de son obligation de procéder à une appréciation au cas par cas que l'autorité compétente vérifie si le risque de fuite est concrètement avéré. Comme le précisent les travaux préparatoires cités en B.114.2, l'autorité compétente tient compte des circonstances propres à chaque situation individuelle, celles-ci pouvant « notamment être liées à la vie familiale de l'intéressé, à son état de santé, à son âge, à sa personnalité ou encore à son comportement » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2548/001, p. 19).

B.117.4. Le pouvoir d'appréciation de l'autorité chargée d'apprécier l'existence ou non d'un risque de fuite est par conséquent suffisamment encadré et les craintes des parties requérantes relatives à un risque de détention arbitraire ne sont pas fondées.

Pour le reste, il appartient au juge compétent de vérifier que, lors de la mise en œuvre de la disposition attaquée, l'autorité compétente fait correctement application de celle-ci.

B.117.5. Le dix-septième moyen dans l'affaire n° 7008, en sa deuxième branche, n'est pas fondé.

B.118.1. Les parties requérantes font valoir, dans une troisième branche, que les critères prévus par la disposition attaquée sont à ce point vagues et imprévisibles qu'ils permettent en pratique la détention de tout demandeur de protection internationale, qu'il présente ou non un risque de fuite, alors que, selon le droit de l'Union, le recours à la détention doit être limité au strict nécessaire.

B.118.2. Comme l'observe le Conseil des ministres, le grief des parties requérantes concerne l'application de la loi attaquée, laquelle ne ressortit pas à la compétence de la Cour.

Le dix-septième moyen dans l'affaire n° 7008, en sa troisième branche, n'est pas fondé.

En ce qui concerne la détention du demandeur de protection internationale (articles 44 et 56 de la loi du 21 novembre 2017)

B.119. Le dix-huitième moyen dans l'affaire n° 7008 est pris de la violation, par les articles 44 et 56 de la loi du 21 novembre 2017, des articles 10, 11 et 12 de la Constitution, lus en combinaison ou non avec l'article 8 de la directive « accueil », avec l'article 43 de la directive « procédures », avec les articles 6 et 47 de la Charte et avec l'article 5, paragraphes 1 et 4, de la Convention européenne des droits de l'homme.

B.120. L'article 57/6/4 de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été inséré par l'article 44, attaqué, dispose :

« A l'égard de l'étranger qui tente d'entrer dans le Royaume sans satisfaire aux conditions fixées aux articles 2 et 3 et qui a introduit à la frontière une demande de protection internationale, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides est compétent pour y déclarer la demande irrecevable sur la base de l'article 57/6, § 3, ou pour y prendre une décision sur le fond de la demande dans une des situations visées à l'article 57/6/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, a), b), c), d), e), f), g), i) ou j).

Si l'alinéa 1^{er} ne peut pas être appliqué, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides décide qu'un examen ultérieur est nécessaire, après quoi le demandeur est autorisé par le ministre ou son délégué à entrer dans le Royaume conformément à l'article 74/5, § 4, 4^o.

Si aucune décision n'a été prise par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides dans un délai de quatre semaines, après réception de la demande de protection internationale transmise par le ministre ou son délégué, le demandeur est également autorisé par le ministre ou son délégué à entrer dans le Royaume conformément à l'article 74/5, § 4, 5^o ».

L'article 74/5 de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été modifié par l'article 56, attaqué, dispose :

« § 1. Peut être maintenu dans un lieu déterminé, situé aux frontières, en attendant l'autorisation d'entrer dans le royaume ou son refoulement du territoire :

[...]

2^o l'étranger qui tente d'entrer dans le Royaume sans remplir les conditions fixées aux articles 2 et 3, et qui présente une demande de protection internationale à la frontière.

Aucun étranger ne peut être maintenu au seul motif qu'il a présenté une demande de protection internationale.

[...]

§ 4. Est autorisé à entrer dans le Royaume :

[...]

4° L'étranger visé au § 1^{er}, 2°, à l'égard duquel une décision d'examen ultérieur est prise en application de l'article 57/6/4, alinéa 2, ou qui est reconnu réfugié ou auquel le statut de protection subsidiaire est accordé;

5° L'étranger visé au § 1^{er}, 2°, à l'égard duquel une décision n'a pas été prise par le Commissaire général aux réfugiés et apatrides dans les quatre semaines après la réception de la demande de protection internationale transmise par le ministre ou son délégué.

[...] ».

B.121.1. L'article 12 de la Constitution garantit la liberté individuelle. Ce droit est également garanti par l'article 6 de la Charte et par l'article 5 de la Convention européenne des droits de l'homme. L'article 47 de la Charte garantit le droit à un recours effectif et à un tribunal impartial.

B.121.2. L'article 43 de la directive « procédures » dispose :

« 1. Les États membres peuvent prévoir des procédures conformément aux principes de base et aux garanties fondamentales visés au chapitre II afin de se prononcer, à leur frontière ou dans leurs zones de transit, sur :

a) la recevabilité d'une demande, en vertu de l'article 33, présentée en de tels lieux; et/ou

b) le fond d'une demande dans le cadre d'une procédure en vertu de l'article 31, paragraphe 8.

2. Les États membres veillent à ce que toute décision dans le cadre des procédures prévues au paragraphe 1 soit prise dans un délai raisonnable. Si aucune décision n'a été prise dans un délai de quatre semaines, le demandeur se voit accorder le droit d'entrer sur le territoire de l'État membre afin que sa demande soit traitée conformément aux autres dispositions de la présente directive.

[...] ».

B.121.3. L'article 8 de la directive « accueil », cité en B.115.6, fixe les conditions du placement en rétention d'un demandeur de protection internationale. Selon l'article 8, paragraphe 3, point c), de cette directive, la rétention est autorisée pour statuer, dans le cadre d'une procédure, sur le droit du demandeur d'entrer sur le territoire. Selon l'article 8, paragraphe 2, les États membres peuvent, lorsque cela s'avère nécessaire et sur la base d'une appréciation au cas par cas, placer un demandeur en rétention si d'autres mesures moins coercitives ne peuvent être efficacement appliquées.

B.121.4. Les parties requérantes font valoir, dans une première branche, que l'article 56, attaqué, ne transpose pas les exigences de l'article 8, paragraphe 2, de la directive « accueil », ce qui aboutit à permettre la détention arbitraire des demandeurs de protection internationale à la frontière. La disposition attaquée violerait ainsi l'article 12 de la Constitution, lu ou non en combinaison avec l'article 8 de la directive « accueil », avec l'article 6 de la Charte et avec l'article 5, paragraphe 1, de la Convention européenne des droits de l'homme.

Elles critiquent dans une deuxième branche le fait que l'article 56, attaqué, n'applique pas à ces demandeurs les mêmes garanties procédurales que celles qui sont applicables aux demandeurs détenus sur le territoire, prévues par l'article 74/6 de la loi du 15 décembre 1980, et qui sont celles que vise l'article 8 de la directive « accueil ». La disposition attaquée violerait ainsi les articles 10, 11 et 12 de la Constitution, lus ou non en combinaison avec l'article 8 de la directive « accueil », avec l'article 6 de la Charte et avec l'article 5, paragraphe 1, de la Convention européenne des droits de l'homme.

B.122.1. L'article 57/6/4 de la loi du 15 décembre 1980 permet au CGRA de déclarer irrecevable une demande de protection internationale introduite à la frontière ou dans une zone de transit ou de mettre fin à l'examen de la demande par une procédure accélérée. S'il n'est pas satisfait aux conditions prévues à cet effet, le CGRA décide qu'un examen ultérieur est nécessaire et le demandeur est admis sur le territoire conformément à l'article 74/5, § 4, 4°, de la loi précitée. Si le CGRA n'a pris aucune décision dans les quatre semaines de la réception de la demande de protection internationale, l'étranger est également admis sur le territoire conformément à l'article 74/5, § 4, 5°, de la même loi.

Dans l'attente de la décision du CGRA ou jusqu'à l'expiration du délai précité de quatre semaines, l'étranger concerné n'est pas autorisé à séjourner sur le territoire et il peut être maintenu à la frontière conformément à l'article 74/5, § 1^{er}.

B.122.2. L'article 5, paragraphe 1, de la Convention européenne des droits de l'homme dispose :

« Toute personne a droit à la liberté et à la sûreté. Nul ne peut être privé de sa liberté, sauf dans les cas suivants et selon les voies légales :

[...] ».

f) s'il s'agit de l'arrestation ou de la détention régulières d'une personne pour l'empêcher de pénétrer irrégulièrement dans le territoire, ou contre laquelle une procédure d'expulsion ou d'extradition est en cours ».

B.122.3. En ce qui concerne la détention d'étrangers qui demandent l'accès au territoire, la Cour européenne des droits de l'homme a jugé :

« 64. Si la règle générale exposée à l'article 5 § 1 est que toute personne a droit à la liberté, l'alinéa f) de cette disposition prévoit une exception en permettant aux États de restreindre la liberté des étrangers dans le cadre du contrôle de l'immigration. Ainsi que la Cour l'a déjà observé, sous réserve de leurs obligations en vertu de la Convention, les États jouissent du droit indéniable de contrôler souverainement l'entrée et le séjour des étrangers sur leur territoire ' (*Amuur*, précité, § 41, *Chahal*, précité, § 73, *Abdulaziz, Cabales et Balkandali c. Royaume-Uni*, 28 mai 1985, § § 67-68, série A n° 94). La faculté pour les États de placer en détention des candidats à l'immigration ayant sollicité - par le biais d'une demande d'asile ou non - l'autorisation d'entrer dans le pays est un corollaire indispensable de ce droit. Il ressort de la teneur de l'arrêt *Amuur* que la détention d'immigrés potentiels, notamment de demandeurs d'asile, peut se concilier avec l'article 5 § 1 f).

65. Sur ce point, la Grande Chambre souscrit à la position de la Cour d'appel, de la Chambre des lords et de la chambre consistant à dire que, tant qu'un État n'a pas ' autorisé ' l'entrée sur son territoire, celle-ci est ' irrégulière ', et que la détention d'un individu souhaitant entrer dans le pays mais ayant pour cela besoin d'une autorisation dont il ne dispose pas encore peut viser - sans que la formule soit dénaturée - à ' empêcher [l'intéressé] de pénétrer irrégulièrement '. La Grande Chambre rejette l'idée que, si un demandeur d'asile se présente de lui-même aux services de l'immigration, cela signifie qu'il cherche à pénétrer ' régulièrement ' dans le pays, avec cette conséquence que la détention ne peut se justifier sous l'angle de la première partie de l'article 5 § 1 f). Lire celle-ci comme autorisant uniquement la détention d'une personne dont il est établi qu'elle tente de se soustraire aux restrictions à l'entrée reviendrait à interpréter de manière trop étroite les termes de la disposition ainsi que le pouvoir de l'État d'exercer l'indéniable droit de contrôle évoqué plus haut. De plus, pareille interprétation cadrerait mal avec la conclusion n° 44 du Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire des Nations unies pour les réfugiés, les Principes directeurs du HCR et la Recommandation du Comité des Ministres (paragraphe 34, 35 et 37 ci-dessus), textes qui envisagent tous la détention des demandeurs d'asile dans certaines circonstances, par exemple lors de vérifications d'identité ou quand il faut déterminer des éléments fondant la demande d'asile.

66. Cependant, tout en considérant que la première partie de l'article 5 § 1 f) permet la détention d'un demandeur d'asile ou d'un autre immigrant avant l'octroi par l'Etat d'une autorisation d'entrer, la Cour souligne que pareille détention doit se concilier avec la finalité générale de l'article 5, qui est de protéger le droit à la liberté et d'assurer que nul ne soit dépourvu de sa liberté de manière arbitraire » (CEDH, grande chambre, 29 janvier 2008, *Saadi c. Royaume-Uni*).

La Cour a également jugé :

« 213. Pour ce qui est des situations dans lesquelles les demandeurs d'asile peuvent se retrouver, la Cour considère que lorsqu'elle distingue entre restriction de la liberté de circuler et privation de liberté, il lui faut adopter une approche pragmatique et réaliste tenant compte des conditions et défis actuels. Il importe, en particulier, de reconnaître le droit pour les États, sous réserve de leurs engagements internationaux, de contrôler leurs frontières et de prendre des mesures contre les étrangers qui contournent les restrictions posées à l'immigration.

[...]

225. Le droit pour les États de contrôler l'entrée des étrangers sur leur territoire implique nécessairement que l'autorisation d'entrée puisse être subordonnée au respect des exigences applicables. Dès lors, en l'absence d'autres facteurs significatifs, on ne peut décrire comme une privation de liberté attribuable à l'État la situation d'un candidat à l'entrée qui attend pendant une brève période que les autorités vérifient s'il doit se voir reconnaître pareil droit. Dans un tel cas, en effet, les autorités ne font que répondre, en procédant aux vérifications nécessaires, au souhait de l'intéressé d'entrer dans le pays [...] » (CEDH, grande chambre, 21 novembre 2019, *Ilias et Ahmed c. Hongrie*).

B.122.4. En ce qui concerne les garanties contenues dans l'article 5, paragraphe 1, point f), de la Convention européenne des droits de l'homme à l'égard de la rétention de demandeurs de protection internationale, la Cour de justice de l'Union européenne a jugé :

« Pour ce qui est de la garantie consacrée au premier membre de phrase de l'article 5, paragraphe 1, sous f), de la CEDH, selon lequel nul ne peut être privé de sa liberté, sauf s'il s'agit de l'arrestation ou de la détention régulières d'une personne pour l'empêcher de pénétrer irrégulièrement dans le territoire, telle qu'interprétée par la Cour EDH, il y a lieu de rappeler que cette garantie ne s'oppose pas à ce que des mesures nécessaires de rétention puissent être prononcées à l'encontre de ressortissants de pays tiers ayant présenté une demande de protection internationale, pourvu qu'une telle mesure soit régulière et mise en œuvre dans des conditions conformes à l'objectif consistant à protéger l'individu contre l'arbitraire (voir, en ce sens, Cour EDH, 29 janvier 2008, *Saadi c. Royaume-Uni*, CE: ECHR: 2008: 0129JUD001322903, § 64 à 74, ainsi que 26 novembre 2015, *Mahamed Jama c. Malte*, CE: ECHR: 2015: 1126JUD001029013, § 136 à 140) » (CJUE, 14 septembre 2017, C-18/16, *K. c. Staatssecretaris van Veiligheid en Justitie*, point 52).

B.122.5. L'article 6 de la Charte dispose :

« Toute personne a droit à la liberté et à la sûreté ».

Du fait que le contenu de l'article 6 de la Charte correspond à l'article 5, paragraphe 1, de la Convention européenne des droits de l'homme, conformément à l'article 52, paragraphe 3, de la Charte, le sens et la portée du droit à la liberté et à la sûreté garanti à une personne sont les mêmes dans les deux cas.

B.122.6. En ce qui concerne l'article 43 de la directive « procédures » et l'article 8, paragraphe 3, point c), de la directive « accueil », la Cour de justice a jugé :

« 235. Sous le bénéfice de cette précision, il y a lieu de souligner, en premier lieu, que l'article 43, paragraphe 1, de la directive 2013/32 offre aux États membres la possibilité de prévoir, à leurs frontières ou dans leurs zones de transit, des procédures spécifiques afin de se prononcer sur la recevabilité, au titre de l'article 33 de cette directive, d'une demande de protection internationale présentée en ces lieux ou sur le fond de cette demande dans un des cas prévus à l'article 31, paragraphe 8, de ladite directive, pour autant que ces procédures respectent les principes de base et les garanties fondamentales visés au chapitre II de la même directive. En vertu de l'article 43, paragraphe 2, de la directive 2013/32, ces procédures spécifiques doivent être menées dans un délai raisonnable, étant entendu que, si aucune décision rejetant la demande de protection internationale n'a été adoptée au terme d'un délai de quatre semaines, l'État membre concerné doit accorder au demandeur le droit d'entrer sur son territoire, sa demande devant être traitée au terme de ce délai de quatre semaines conformément à la procédure de droit commun.

236. Il découle également du considérant 38 de la directive 2013/32 qu'une telle procédure à la frontière est destinée à permettre aux États membres de prendre une décision quant aux demandes de protection internationale qui sont présentées à la frontière ou dans une zone de transit d'un État membre avant qu'il ne soit statué sur l'entrée des demandeurs sur son territoire.

237. Les États membres sont ainsi autorisés à imposer aux demandeurs de protection internationale de demeurer, pour une durée maximale de quatre semaines, à leurs frontières ou dans l'une de leurs zones de transit afin d'examiner, avant de statuer sur leur droit d'entrée sur leur territoire, si leur demande n'est pas irrecevable, en vertu de l'article 33 de la directive 2013/32, ou si elle ne doit pas être déclarée comme non fondée conformément à l'article 31, paragraphe 8, de cette directive.

238. Or, une telle situation est envisagée par l'article 8, paragraphe 3, sous c), de la directive 2013/33, en vertu duquel les États membre peuvent placer en rétention un demandeur de protection internationale afin de statuer, dans le cadre d'une procédure, sur son droit d'entrer sur leur territoire. Du reste, l'article 10, paragraphe 5, et l'article 11, paragraphe 6, de la directive 2013/33 font expressément référence aux modalités de rétention d'un demandeur de protection internationale à un poste frontière ou dans une zone de transit dans le cadre de l'application des procédures spécifiques visées à l'article 43 de la directive 2013/32.

239. Il s'ensuit que l'article 43 de la directive 2013/32 autorise les États membres à placer en 'rétention', au sens de l'article 2, sous h), de la directive 2013/33, les demandeurs de protection internationale se présentant à leurs frontières, dans les conditions que cet article 43 énonce et afin de garantir l'effectivité des procédures qu'il prévoit " (CJUE, 14 mai 2020, C-924/19 PPU et C-925/19 PPU, *FMS e.a. c. Országos Idegenrendészeti Főigazgatóság Dél-alföldi Regionális Igazgatóság e.a.*).

B.122.7. Bien que la détention du demandeur de protection internationale dans le cadre de la procédure à la frontière visée à l'article 43 de la directive « procédures » soit une forme de rétention au sens de l'article 8, paragraphe 3, point c), de la directive « accueil », elle est également régie par le régime plus spécifique contenu dans l'article 43, précité, de la directive « procédures », qui doit être considérée à cet égard comme une *lex specialis*. Par conséquent, le régime général en matière de rétention prévu par la directive « accueil » dans le cadre de la procédure à la frontière visée à l'article 43 de la directive « procédures » ne peut être applicable que pour autant qu'il soit compatible avec les spécificités de cette procédure.

B.122.8. La détention à la frontière dans le cadre de l'article 43 de la directive « procédures » n'a pas lieu parce que l'étranger concerné a introduit une demande de protection internationale, mais elle vise à permettre aux autorités compétentes de procéder, dans le respect des conditions prévues par cet article, à un premier examen de cette demande, avant d'autoriser l'intéressé à entrer sur le territoire. Comme la Cour européenne des droits de l'homme l'a jugé dans ses arrêts mentionnés en B.122.3, un tel examen doit être possible dans le cadre d'un contrôle efficace de l'immigration et il ne saurait être admis que le seul fait d'introduire une demande de protection internationale à la frontière ou dans une zone de transit ait pour conséquence que l'intéressé séjourne régulièrement sur le territoire, de sorte que tant que l'intéressé n'est pas admis sur le territoire, son séjour est irrégulier.

B.122.9. L'exposé des motifs de la loi du 21 novembre 2017 mentionne en ce qui concerne la procédure à la frontière réglée à l'article 57/6/4 de la loi du 15 décembre 1980 ce qui suit :

« L'application de la procédure à la frontière fixée à l'article 57/6/4 est, dans tous les cas, assortie d'une mesure privative de liberté à la frontière. L'examen individuel réalisé lors de l'application de la procédure à la frontière est effectué à la lumière de l'intérêt d'une surveillance effective des frontières. La surveillance des frontières est en effet effectuée uniquement lorsqu'une mesure de privative de liberté est imposée dans ce cadre. La levée automatique de la mesure de maintien lors d'une demande de protection internationale à la frontière priverait la surveillance aux frontières de tout effet » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2548/001, p. 150).

B.122.10. Il ressort de l'arrêt de la Cour de justice cité en B.122.6 que l'article 43 de la directive « procédures » autorise les États membres à placer en rétention, aux conditions prévues par cet article, les personnes qui demandent la protection internationale et se présentent à leur frontière, afin de garantir l'efficacité des procédures contenues dans cette directive.

B.122.11. Les articles 57/6/4 et 74/5, § 1^{er}, 2^o, de la loi du 15 décembre 1980 portent sur les étrangers qui tentent de pénétrer dans le Royaume sans satisfaire aux conditions fixées par les articles 2 et 3 de cette loi, et qui introduisent une demande de protection internationale à la frontière.

Ces dispositions poursuivent un objectif qui requiert une détention temporaire, dans le respect des conditions prévues, afin de garantir un contrôle frontalier effectif, et qui ne peut être atteint au moyen de mesures moins coercitives. Du fait que cette nécessité d'une détention temporaire à la frontière s'applique indistinctement à chaque demandeur de protection internationale qui tente de pénétrer dans le Royaume sans satisfaire aux articles 2 et 3 de la loi du 15 décembre 1980, une appréciation individuelle de la nécessité d'une détention, visée à l'article 8, paragraphe 2, de la directive « accueil », n'est pas compatible avec la procédure spécifique réglée par les dispositions attaquées en exécution de l'article 43 de la directive « procédures ».

B.122.12. En ce que les parties requérantes reprochent aux dispositions attaquées que, dans le cadre de la transposition de l'article 43 de la directive « procédures », les exigences contenues dans l'article 8, paragraphe 2, de la directive « accueil » ne sont pas mentionnées expressément, le moyen, en sa première branche, n'est pas fondé. Du fait que la deuxième branche du moyen est tirée de la même critique, ce moyen est également non fondé en cette branche.

B.123.1. Dans une troisième branche, les parties requérantes reprochent aux dispositions attaquées d'empêcher, en violation de l'article 8, paragraphe 3, point c), de la directive « accueil », un examen séparé de la légalité de la détention, ce qui aboutit à une violation du droit d'accès à un juge. Selon elles, la décision prise sur la base de l'article 57/6/4 de la loi du 15 décembre 1980 porte à la fois sur la demande de protection internationale et sur la détention. Or, le contrôle de la légalité de la détention doit pouvoir être effectué de façon autonome.

Il ressort de la requête que les parties requérantes visent en particulier la situation dans laquelle le CGRA prend une décision refusant l'octroi de la protection internationale à un demandeur maintenu à la frontière sur la base de l'article 57/6/4, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980.

B.123.2. Contrairement à ce que soutiennent les parties requérantes, la décision par laquelle le CGRA déclare la demande de protection internationale irrecevable ou rejette celle-ci sur la base de l'article 57/6/4, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, à l'égard d'un étranger détenu à la frontière, ne constitue pas une décision de confirmation de la détention. En effet, par cette décision, le CGRA ne statue pas sur la détention, mais uniquement sur la demande de protection internationale.

Par ailleurs, une telle décision d'irrecevabilité ou de rejet du CGRA implique que l'étranger en question n'est pas admis à entrer dans le Royaume (article 52/3, § 2 et 3, de la loi du 15 décembre 1980), sans que cette décision ait *a priori* une incidence sur les motifs du maintien de ce dernier dans un lieu déterminé, qui restent donc valables, la mesure de maintien étant en principe d'application, aux termes de l'article 74/5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, « en attendant l'autorisation d'entrer dans le royaume ou [le] refoulement [de l'étranger en question] du territoire ».

Enfin, l'article 71 de la loi du 15 décembre 1980 permet à l'étranger maintenu dans un lieu déterminé situé aux frontières, en application de l'article 74/5 de la même loi, d'introduire contre la mesure privative de liberté dont il fait l'objet un recours devant la chambre du conseil du tribunal correctionnel territorialement compétent.

Il résulte de ce qui précède que le droit d'accès à un juge des étrangers concernés, tel qu'il est garanti par les dispositions citées au moyen, n'est pas méconnu.

B.123.3. Le dix-huitième moyen dans l'affaire n° 7008, en sa troisième branche, n'est pas fondé.

B.124.1. La quatrième branche critique les dispositions attaquées dans l'interprétation selon laquelle celles-ci permettent le maintien de la détention, sur la base de l'article 74/6 de la loi du 15 décembre 1980, à l'échéance du délai de quatre semaines suivant la réception par le CGRA de la demande de protection internationale. Selon les parties requérantes, l'absence de décision du CGRA dans un tel délai entraîne automatiquement l'autorisation d'entrer sur le territoire, conformément à l'article 43 de la directive « procédures ».

B.124.2. Selon l'article 43, paragraphe 2, de la directive « procédures », lorsqu'aucune décision n'a été prise dans un délai de quatre semaines en ce qui concerne un demandeur maintenu à la frontière, celui-ci se voit accorder le droit d'entrer sur le territoire de l'État membre pour le traitement de sa demande de protection internationale. Ce droit d'entrée implique, en principe, que la mesure de maintien dans un lieu déterminé prise à l'égard du demandeur en vue de statuer sur son droit d'entrer sur le territoire conformément à l'article 74/5 de la loi du 15 décembre 1980 devient caduque. Il ne fait toutefois pas obstacle à ce que l'autorité compétente prenne une nouvelle décision de maintien de l'étranger dans un lieu déterminé, fondée sur de nouveaux motifs, sur la base de l'article 74/6 de la même loi (Cass., 20 mai 2020, P.20.0481.F). L'article 43, paragraphe 2, de la directive « procédures » n'a pas la portée que les parties requérantes lui prêtent.

B.124.3. Le dix-huitième moyen dans l'affaire n° 7008, en sa quatrième branche, n'est pas fondé.

B.125.1. Les parties requérantes critiquent, dans une cinquième branche, les dispositions attaquées en ce qu'elles autorisent un délai de détention plus long que le délai maximal imposé par l'article 43, paragraphe 2, de la directive « procédures ». En fixant la réception de la demande par le CGRA, et non son introduction, comme point de départ du délai de quatre semaines à l'issue duquel, en l'absence de décision du CGRA, le demandeur est autorisé à entrer sur le territoire, les dispositions attaquées violeraient l'article 43 de la directive « procédures ».

B.125.2. Il résulte de l'article 43, paragraphe 2, de la directive « procédures » que les décisions prises au sujet de la recevabilité d'une demande ou du fond d'une demande dans le cadre d'une procédure d'examen accélérée, ayant lieu à la frontière, doivent être prises dans un délai raisonnable et que, si aucune décision n'a été prise dans un délai de quatre semaines, le demandeur se voit accorder le droit d'entrer sur le territoire de l'État membre.

B.125.3. Les articles 57/6/4, alinéa 3, et 74/5, § 4, 5°, de la loi du 15 décembre 1980 fixent comme point de départ du délai de quatre semaines précité la réception de la demande de protection internationale transmise par le ministre ou son délégué au CGRA. La loi du 15 décembre 1980 ne détermine pas de délai dans lequel cette transmission doit avoir lieu.

B.125.4. Bien que l'article 43, paragraphe 2, de la directive « procédures » ne fixe pas explicitement le point de départ du délai de quatre semaines à l'issue duquel, en l'absence de décision de l'autorité compétente, le demandeur doit être admis à entrer sur le territoire de l'État membre, il n'en résulte pas que le législateur serait libre de fixer le point de départ de son choix ni, *a fortiori*, de fixer un point de départ qui dépendrait de l'attitude de l'administration.

La Cour de justice de l'Union européenne a jugé que le délai de quatre semaines prévu à l'article 43, paragraphe 2, de la directive « procédures » « débute à compter de la date à laquelle la demande de protection internationale a été introduite, au sens de l'article 6, paragraphe 2, de la directive 2013/32, cette date devant être considérée comme celle à laquelle débute la procédure d'examen d'une telle demande » (CJUE, 14 mai 2020, C-924/19 PPU et C-925/19 PPU, *FMS e.a.*, précité, point 240).

Dès lors, la fixation du point de départ du délai de quatre semaines, précité, à la réception par le CGRA de la demande de protection internationale transmise par le ministre ou son délégué viole les articles 10, 11 et 12 de la Constitution, lus en combinaison avec l'article 43, paragraphe 2, de la directive « procédures ».

B.125.5. Le dix-huitième moyen dans l'affaire n° 7008, en sa cinquième branche, est fondé. Il convient d'annuler dans l'article 57/6/4, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été inséré par l'article 44, attaqué, de la loi du 21 novembre 2017, les mots « réception de » et « transmise par le ministre ou son délégué » et dans l'article 74/5, § 4, 5°, de la même loi, tel qu'il a été inséré par l'article 56, attaqué, les mots « la réception de » et « transmise par le ministre ou son délégué ».

En ce qui concerne le changement des circonstances justifiant la rétention (article 57 de la loi du 21 novembre 2017)

B.126. Le dix-neuvième moyen dans l'affaire n° 7008 est pris de la violation, par l'article 57 de la loi du 21 novembre 2017, de l'article 12 de la Constitution, lu en combinaison ou non avec les articles 8 et 9 de la directive « accueil », avec les articles 6 et 47 de la Charte et avec l'article 5, paragraphes 1^{er} et 4, de la Convention européenne des droits de l'homme.

Selon les parties requérantes, la disposition attaquée ne garantit pas que la rétention aura lieu pour la durée la plus brève possible, tant que les motifs de maintien sont applicables. En effet, la loi ne garantit pas qu'une nouvelle décision sur la nécessité de la rétention sera prise lorsque l'acte d'instruction ayant justifié la privation de liberté aura été accompli.

B.127. L'article 74/6 de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été remplacé par l'article 57, attaqué, dispose :

« § 1^{er}. Lorsque, sur la base d'un examen individuel, cela s'avère nécessaire et qu'aucune mesure moins coercitive ne peut être efficacement appliquée, le ministre ou son délégué peut maintenir dans un lieu déterminé dans le Royaume le demandeur de protection internationale :

1° pour établir ou vérifier l'identité ou la nationalité du demandeur; ou

2° pour déterminer les éléments sur lesquels se fonde la demande de protection internationale qui ne pourraient être obtenus si le demandeur n'était pas maintenu, en particulier lorsqu'il y a risque de fuite du demandeur; ou

3° lorsque le demandeur est maintenu dans le cadre d'une procédure de retour, pour préparer le retour et/ou procéder à l'éloignement, et lorsqu'il peut être démontré, sur la base de critères objectifs, tels que le fait que le demandeur a déjà eu la possibilité d'accéder à la procédure d'asile, qu'il existe des motifs raisonnables de penser que l'intéressé a introduit la demande de protection internationale à seule fin de retarder ou d'empêcher l'exécution de la décision de retour; ou

4° lorsque la protection de la sécurité nationale ou de l'ordre public l'exige.

Aucun étranger ne peut être maintenu au seul motif qu'il a présenté une demande de protection internationale.

L'étranger ne peut être maintenu que pour une durée la plus brève possible et tant que les motifs de maintien visés à l'alinéa 1^{er}, sont applicables.

La durée du maintien ne peut excéder deux mois.

Lorsque la protection de la sécurité nationale ou de l'ordre public l'exige, le ministre ou son délégué peut prolonger le maintien visé à l'alinéa 1^{er}, 4°, pour une période de deux mois.

Après une prolongation, la décision visée à l'alinéa précédent peut être prise uniquement par le ministre et le maintien de l'étranger, après l'expiration du délai, peut être prolongé chaque fois d'un mois seulement sans que la durée totale du maintien ne puisse toutefois dépasser six mois.

La durée du maintien est suspendue d'office pendant le délai utilisé pour introduire un recours auprès du Conseil du contentieux des étrangers, tel que visé à l'article 39/57. Si, conformément à l'article 39/76, § 1^{er}, un délai est accordé au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ou à la partie requérante ou intervenante afin d'examiner les nouveaux éléments apportés par une des parties ou afin de communiquer ses remarques, la durée du maintien est également suspendue d'office pendant ces délais.

Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les mesures de maintien moins coercitives visées à l'alinéa 1^{er}.

Sans préjudice de l'alinéa précédent, le ministre ou son délégué peut également assigner un lieu de résidence à l'étranger comme mesure de maintien moins coercitive.

§ 2. Une fois que l'étranger visé à l'article 52/3, § 1^{er}, fait l'objet d'une mesure d'éloignement exécutoire, les dispositions de l'article 7, alinéas 2 à 8, et le titre *III* *quater* s'appliquent ».

B.128. L'article 8 de la directive « accueil », cité en B.115.6, concerne le placement des demandeurs de protection internationale en rétention. L'article 9 de la même directive « accueil » concerne les garanties offertes aux demandeurs placés en rétention :

« 1. Un demandeur n'est placé en rétention que pour une durée la plus brève possible et tant que les motifs énoncés à l'article 8, paragraphe 3, sont applicables.

Les procédures administratives liées aux motifs de rétention énoncés à l'article 8, paragraphe 3, sont exécutées avec toute la diligence voulue. Les retards dans les procédures administratives qui ne sont pas imputables au demandeur ne peuvent justifier une prolongation de la durée de rétention.

2. Le placement en rétention des demandeurs est ordonné par écrit par les autorités judiciaires ou administratives. La décision de placement en rétention indique les motifs de fait et de droit sur lesquels elle est basée.

3. Lorsque le placement en rétention est ordonné par les autorités administratives, les États membres prévoient un contrôle juridictionnel accéléré de la légalité du placement en rétention d'office et/ou à la demande du demandeur. Lorsqu'il a lieu d'office, ce contrôle est décidé le plus rapidement possible à partir du début du placement en rétention. Lorsqu'il a lieu à la demande du demandeur, il est décidé le plus rapidement possible après le lancement de la procédure pertinente. À cette fin, les États membres définissent dans leur droit national le délai dans lequel ont lieu le contrôle juridictionnel d'office et/ou le contrôle juridictionnel à la demande du demandeur.

Lorsque, à la suite du contrôle juridictionnel, le placement en rétention est jugé illégal, le demandeur concerné est libéré immédiatement.

4. Les demandeurs placés en rétention sont informés immédiatement par écrit, dans une langue qu'ils comprennent ou dont on peut raisonnablement supposer qu'ils la comprennent, des motifs du placement en rétention et des procédures de recours contre la décision de placement en rétention prévues par le droit national, ainsi que de la possibilité de demander l'assistance juridique et la représentation gratuites.

5. Le placement en rétention fait l'objet d'un contrôle par une autorité judiciaire à intervalles raisonnables, d'office et/ou à la demande du demandeur concerné, notamment en cas de prolongation, de survenance de circonstances pertinentes ou d'informations nouvelles pouvant avoir une incidence sur la légalité du placement en rétention.

[...] ».

B.129. Il ressort de la requête que les parties requérantes visent la situation dans laquelle le maintien en rétention du demandeur de protection internationale a été décidé en vue d'accomplir un acte d'instruction, sur la base de l'article 74/6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o ou 2^o, de la loi du 15 décembre 1980. La Cour limite son examen à cette hypothèse.

B.130.1. Selon l'article 9, paragraphe 1, premier alinéa, de la directive « accueil », un demandeur de protection internationale ne peut être placé en rétention que pour une durée la plus brève possible et tant que les motifs qui justifient la rétention sont applicables. L'article 9, paragraphe 5, de la même directive prévoit que le placement en rétention doit faire l'objet d'un contrôle par une autorité judiciaire à intervalles raisonnables, d'office et/ou à la demande du demandeur concerné, notamment en cas de prolongation, de survenance de circonstances pertinentes ou d'informations nouvelles pouvant avoir une incidence sur la légalité du placement en rétention.

Contrairement à ce que soutiennent les parties requérantes, ni l'article 8 ni l'article 9 de la directive « accueil » n'imposent aux États membres d'instituer, à charge de l'autorité compétente, une obligation d'information relative à l'état d'avancement de l'instruction à l'égard du demandeur ou de la juridiction chargée de contrôler la légalité de la détention.

B.130.2. L'article 74/6, § 1^{er}, alinéas 3 et 4, de la loi du 15 décembre 1980 prévoit que la rétention doit avoir lieu pour une durée la plus brève possible, tant que les motifs de maintien sont applicables, et que la durée du maintien ne peut excéder deux mois. Il s'ensuit qu'en cas d'application de l'article 74/6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o ou 2^o, de la loi du 15 décembre 1980, l'autorité compétente est tenue de fixer une durée de rétention en fonction du temps nécessaire à l'accomplissement des actes d'instruction.

Le demandeur de protection internationale peut contester la mesure privative de liberté dont il fait l'objet devant les juridictions d'instruction, sur la base de l'article 71 de la loi du 15 décembre 1980. Ce recours peut être réintroduit par l'intéressé de mois en mois. À cette occasion, il est loisible au demandeur de contester la durée de la rétention ou de faire valoir que les motifs justifiant son maintien dans un lieu déterminé ne se vérifient plus. Dans ce dernier cas, il appartient à l'autorité compétente de démontrer la nécessité de maintenir la mesure privative de liberté, étant à cet égard précisé que, comme l'énonce l'article 9, paragraphe 1, second alinéa, de la directive « accueil », les retards dans les procédures administratives qui ne sont pas imputables au demandeur ne peuvent justifier une prolongation de la durée de rétention.

Compte tenu de ce qui précède, l'article 74/6 de la loi du 15 décembre 1980, lu en combinaison avec l'article 71 de la même loi, présente suffisamment de garanties contre les durées de maintien excessives, sous le contrôle du juge compétent.

B.130.3. Le dix-neuvième moyen dans l'affaire n° 7008 n'est pas fondé.

En ce qui concerne la limitation du droit à l'aide matérielle (article 62 de la loi du 21 novembre 2017)

B.131. Le vingtième moyen dans l'affaire n° 7008 est pris de la violation, par l'article 62 de la loi du 21 novembre 2017, des articles 13, 22 et 23 de la Constitution, lus en combinaison ou non avec l'article 20 de la directive « accueil », avec les articles 1^{er}, 7 et 47 de la Charte et avec l'article 26 de la Convention de Genève.

B.132. L'article 4 de la loi du 12 janvier 2007 « sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers » (ci-après : la loi du 12 janvier 2007), tel qu'il a été remplacé par l'article 62 de la loi du 21 novembre 2017, dispose :

« § 1^{er}. L'Agence [fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile] peut limiter ou, dans des cas exceptionnels, retirer le droit à l'aide matérielle :

1^o lorsqu'un demandeur d'asile refuse le lieu obligatoire d'inscription désigné par l'Agence, ne l'utilise pas ou l'abandonne sans en avoir informé l'Agence ou, si une autorisation est nécessaire à cet effet, sans l'avoir obtenue; ou

2^o lorsqu'un demandeur d'asile ne respecte pas l'obligation de se présenter, ne répond pas aux demandes d'information ou ne se rend pas aux entretiens personnels concernant la procédure d'asile dans un délai raisonnable; ou

3^o lorsqu'un demandeur d'asile présente une demande ultérieure, jusqu'à ce qu'une décision de recevabilité soit prise en application de l'article 57/6/2, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers; ou

4^o en application des articles 35/2 et 45, alinéa 2, 8^o et 9^o.

§ 2. Dans les cas visés au paragraphe 1^{er}, 1^o et 2^o, lorsque le demandeur d'asile est retrouvé ou se présente volontairement, une décision fondée sur les raisons de sa disparition est prise quant au rétablissement du bénéfice de certaines ou de l'ensemble des conditions matérielles d'accueil retirées ou réduites.

§ 3. Les décisions portant limitation ou retrait du bénéfice des conditions matérielles d'accueil visées au présent article sont individuellement motivées. Elles prennent en considération la situation particulière de la personne concernée, en particulier des personnes visées à l'article 36 de la même loi, et compte tenu du principe de proportionnalité.

§ 4. Le droit à l'accompagnement médical tel que visé aux articles 24 et 25 et le droit à un niveau de vie digne restent cependant garantis au demandeur d'asile visé dans le présent article ».

B.133.1. L'article 13 de la Constitution implique un droit d'accès au juge compétent. Ce droit est également garanti par l'article 47 de la Charte.

B.133.2. L'article 22 de la Constitution et l'article 7 de la Charte garantissent le droit au respect de la vie privée.

B.133.3. L'article 23 de la Constitution dispose :

« Chacun a le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine.

À cette fin, la loi, le décret ou la règle visée à l'article 134 garantissent, en tenant compte des obligations correspondantes, les droits économiques, sociaux et culturels, et déterminent les conditions de leur exercice.

Ces droits comprennent notamment :

[...]

2° le droit à la sécurité sociale, à la protection de la santé et à l'aide sociale, médicale et juridique;

3° le droit à un logement décent;

[...] ».

L'article 23 de la Constitution dispose que chacun a le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine. À cette fin, les différents législateurs garantissent, en tenant compte des obligations correspondantes, les droits économiques, sociaux et culturels, et déterminent les conditions de leur exercice. Ces droits comprennent notamment le droit à l'aide sociale et le droit à un logement décent. L'article 23 de la Constitution ne précise pas ce qu'impliquent ces droits dont seul le principe est exprimé, chaque législateur étant chargé de les garantir, conformément à l'alinéa 2 de cet article, en tenant compte des obligations correspondantes.

L'article 23 de la Constitution contient une obligation de *standstill* qui interdit au législateur compétent de réduire significativement le degré de protection offert par la législation applicable, sans qu'existent pour ce faire des motifs d'intérêt général.

B.133.4. L'article 20 de la directive « accueil » concerne la limitation ou le retrait du bénéfice des conditions matérielles d'accueil :

« 1. Les États membres peuvent limiter ou, dans des cas exceptionnels et dûment justifiés, retirer le bénéfice des conditions matérielles d'accueil lorsqu'un demandeur :

a) abandonne le lieu de résidence fixé par l'autorité compétente sans en avoir informé ladite autorité ou, si une autorisation est nécessaire à cet effet, sans l'avoir obtenue; ou

b) ne respecte pas l'obligation de se présenter aux autorités, ne répond pas aux demandes d'information ou ne se rend pas aux entretiens personnels concernant la procédure d'asile dans un délai raisonnable fixé par le droit national; ou

c) a introduit une demande ultérieure telle que définie à l'article 2, point q), de la directive 2013/32/UE.

En ce qui concerne les cas visés aux points a) et b), lorsque le demandeur est retrouvé ou se présente volontairement aux autorités compétentes, une décision dûment motivée, fondée sur les raisons de sa disparition, est prise quant au rétablissement du bénéfice de certaines ou de l'ensemble des conditions matérielles d'accueil retirées ou réduites.

2. Les États membres peuvent aussi limiter les conditions matérielles d'accueil lorsqu'ils peuvent attester que le demandeur, sans raison valable, n'a pas introduit de demande de protection internationale dès qu'il pouvait raisonnablement le faire après son arrivée dans l'État membre.

3. Les États membres peuvent limiter ou retirer le bénéfice des conditions matérielles d'accueil lorsqu'un demandeur a dissimulé ses ressources financières et a donc indûment bénéficié de conditions matérielles d'accueil.

4. Les États membres peuvent déterminer les sanctions applicables en cas de manquement grave au règlement des centres d'hébergement ainsi que de comportement particulièrement violent.

5. Les décisions portant limitation ou retrait du bénéfice des conditions matérielles d'accueil ou les sanctions visées aux paragraphes 1, 2, 3 et 4 du présent article sont prises au cas par cas, objectivement et impartialement et sont motivées. Elles sont fondées sur la situation particulière de la personne concernée, en particulier dans le cas des personnes visées à l'article 21, compte tenu du principe de proportionnalité. Les États membres assurent en toutes circonstances l'accès aux soins médicaux conformément à l'article 19 et garantissent un niveau de vie digne à tous les demandeurs.

6. Les États membres veillent à ce que les conditions matérielles d'accueil ne soient pas retirées ou réduites avant qu'une décision soit prise conformément au paragraphe 5 ».

Cette disposition doit être lue en combinaison avec l'article 7, paragraphe 3, de la même directive qui dispose :

« Les États membres peuvent prévoir que, pour bénéficier des conditions matérielles d'accueil, les demandeurs doivent effectivement résider dans un lieu déterminé fixé par les États membres. Ces décisions, qui peuvent être à caractère général, sont prises au cas par cas et fondées sur le droit national ».

B.133.5. L'article 1^{er} de la Charte dispose :

« La dignité humaine est inviolable. Elle doit être respectée et protégée ».

B.133.6. L'article 26 de la Convention de Genève dispose :

« Tout État Contractant accordera aux réfugiés se trouvant régulièrement sur son territoire le droit d'y choisir leur lieu de résidence et d'y circuler librement sous les réserves instituées par la réglementation applicable aux étrangers en général dans les mêmes circonstances ».

B.134.1. Dans une première branche, les parties requérantes font valoir qu'en organisant à l'encontre des bénéficiaires de l'accueil un régime de sanctions plus sévère que celui qui est organisé par l'article 45 de la loi 12 janvier 2007, auquel renvoyait l'article 4, ancien, de la même loi, la disposition attaquée entraîne un recul significatif dans la protection des droits des personnes concernées au regard de la situation qui prévalait auparavant, qui est incompatible avec l'obligation de *standstill* contenue dans l'article 23 de la Constitution.

Il ressort de la requête que les parties requérantes visent plus particulièrement l'hypothèse prévue à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, de la loi du 12 janvier 2007.

B.134.2. Le droit à l'aide matérielle qui est prévu par la loi du 12 janvier 2007 ressortit aux droits économiques, sociaux et culturels visés à l'article 23, alinéas 2 et 3, de la Constitution et, en particulier, au droit à la protection de la santé et à l'aide sociale, médicale et juridique, ainsi qu'au droit à un logement décent. Il en résulte que le législateur est tenu par l'obligation de *standstill* contenue dans cette disposition.

B.134.3. Avant son remplacement par l'article 62, attaqué, l'article 4 de la loi du 12 janvier 2007 disposait :

« L'Agence [fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile] peut décider, au moyen d'une décision individuelle motivée, que le demandeur d'asile qui introduit une deuxième demande d'asile ne peut invoquer l'article 6, § 1^{er}, de cette loi pendant l'examen de la demande, sauf si le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides a pris une décision de prise en considération en application de l'article 57/6/2 ou une décision en application de l'article 57/6, 1^o, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. Ce principe peut s'appliquer à chaque nouvelle demande d'asile.

L'Agence peut décider que le demandeur d'asile ne peut prétendre à l'aide matérielle visée à l'article 6, § 1^{er}, lorsqu'il refuse le lieu de résidence fixé par l'autorité compétente, ne l'utilise pas ou l'abandonne sans en avoir informé ladite autorité ou, si une autorisation est nécessaire à cet effet, sans l'avoir obtenue.

Lorsque le demandeur d'asile visé à l'alinéa précédent se représente, il peut de nouveau prétendre à l'aide matérielle visée à l'article 6, § 1^{er}. Dans ce cas, l'Agence peut toutefois décider de prendre l'une des mesures prévues à l'article 45, alinéa 2, 1^o à 6^o.

Le droit à l'accompagnement médical tel que visé aux articles 24 et 25 de la présente loi reste cependant garanti au demandeur d'asile visé dans le présent article ».

En application de cette disposition, lorsque le demandeur d'asile qui n'avait pas utilisé ou qui avait abandonné sans raison valable le lieu de résidence fixé par l'autorité compétente se représentait, il pouvait de nouveau prétendre à l'aide matérielle. L'Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile (ci-après : l'Agence) pouvait toutefois décider de prendre l'une des mesures prévues à l'article 45, alinéa 2, 1^o à 6^o, de la loi du 12 janvier 2007, ces mesures allant de l'avertissement formel avec mention dans le dossier social (1^o) jusqu'à la suppression ou la diminution temporaire de l'allocation journalière pour un délai maximum de quatre semaines (6^o).

B.134.4. L'article 4 de la loi du 12 janvier 2007, tel qu'il a été remplacé par l'article 62, attaqué, prévoit désormais en son paragraphe 2 que, lorsque le demandeur d'asile qui a refusé le lieu obligatoire d'inscription désigné par l'Agence, ne l'a pas utilisé ou l'a abandonné sans en avoir informé l'Agence ou, si une autorisation était nécessaire à cet effet, sans l'avoir obtenue, est retrouvé ou se présente volontairement, « une décision fondée sur les raisons de sa disparition est prise quant au rétablissement du bénéfice de certaines ou de l'ensemble des conditions matérielles d'accueil retirées ou réduites ».

Cette décision ne peut pas aboutir à priver complètement le demandeur du bénéfice de l'aide matérielle. Elle doit être individuellement motivée et doit prendre en considération la situation particulière de la personne concernée ainsi que le principe de proportionnalité (article 4, § 3). Le droit à l'accompagnement médical visé dans les articles 24 et 25 de la loi ainsi que le droit à un niveau de vie digne restent garantis (article 4, § 4).

B.134.5. À supposer que la disposition attaquée réduise le degré de protection offert par la législation applicable, il ne s'agirait donc pas, en tout état de cause, d'une réduction significative qui serait incompatible avec l'obligation de *standstill* contenue dans l'article 23 de la Constitution.

B.134.6. Le vingtième moyen dans l'affaire n° 7008, en sa première branche, n'est pas fondé.

B.135.1. Dans une deuxième branche, les parties requérantes critiquent la disposition attaquée en ce qu'elle retire au demandeur la capacité de choisir sa résidence sans que ce choix hypothèque pour l'avenir son droit à l'accueil. S'il refuse le lieu de résidence, le demandeur ne pourra plus réintégrer à l'avenir le régime de l'aide matérielle de façon inconditionnelle. En envisageant systématiquement une « décision fondée sur les raisons de sa disparition », la disposition attaquée ne permettrait plus, en violation de l'obligation de *standstill*, l'exercice du droit de s'inscrire à une adresse privée de façon autonome. La disposition attaquée méconnaîtrait le droit au respect de la vie privée des étrangers concernés.

Il ressort de la requête que les parties requérantes visent plus particulièrement l'hypothèse prévue à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, de la loi du 12 janvier 2007.

B.135.2. Conformément à l'article 7, paragraphe 3, de la directive « accueil », les États membres peuvent prévoir que, pour bénéficier des conditions matérielles d'accueil, les demandeurs doivent effectivement résider dans un lieu déterminé. L'article 20, paragraphe 1, premier alinéa, point a), de la même directive permet aux États membres de limiter ou, dans des cas exceptionnels et dûment justifiés, de retirer le bénéfice des conditions matérielles d'accueil lorsqu'un demandeur « abandonne le lieu de résidence fixé par l'autorité compétente sans en avoir informé ladite autorité ou, si une autorisation est nécessaire à cet effet, sans l'avoir obtenue ».

Il résulte d'une lecture combinée de ces deux dispositions que le simple fait pour un demandeur de ne pas accepter, sans faute de sa part, le lieu obligatoire d'inscription qui lui a été désigné par l'autorité compétente ne saurait constituer un obstacle au rétablissement du bénéfice de certaines ou de l'ensemble des conditions matérielles d'accueil retirées ou réduites, lorsqu'il est retrouvé ou qu'il se présente volontairement aux autorités compétentes.

À cet égard, il convient de relever qu'aux termes de l'exposé des motifs, si le demandeur d'asile dont le droit à l'accueil a été limité ou à qui ce droit a été retiré au motif qu'il ne réside pas dans le lieu obligatoire d'inscription qui lui a été désigné « se présente à nouveau auprès de l'Agence, [il] peut recevoir un nouveau lieu obligatoire d'inscription en tenant compte des règles posées par l'article 6 de [la] loi » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2548/001, pp. 159-160). Ainsi, comme le souligne le Conseil des ministres, la disposition attaquée ne fait pas obstacle à ce que les bénéficiaires choisissent de résider à une adresse privée et, dans un second temps, s'ils souhaitent bénéficier de l'ensemble des conditions d'accueil, d'intégrer le réseau de l'Agence où elles sont offertes.

B.135.3. La disposition attaquée ne retire donc pas au bénéficiaire de l'accueil la capacité de choisir sa résidence sans que ce choix hypothèque pour l'avenir son droit à l'accueil.

B.135.4. Le vingtième moyen dans l'affaire n° 7008, en sa deuxième branche, n'est pas fondé.

B.136.1. Dans une troisième branche, les parties requérantes font valoir qu'en ce qu'elle limite ou retire le bénéfice de l'accueil de façon non pertinente par rapport à l'objectif poursuivi, lorsque le demandeur ne défère pas à son devoir de coopération, la disposition attaquée viole l'obligation de *standstill* qui résulte de l'article 23 de la Constitution. En outre, la disposition attaquée méconnaîtrait le droit à un recours effectif.

Il ressort de la requête que les parties requérantes visent plus particulièrement l'hypothèse prévue à l'article 4, § 1^{er}, 2^o, de la loi du 12 janvier 2007.

B.136.2. En ce qu'elle permet désormais de limiter ou de retirer le droit à l'aide matérielle « lorsqu'un demandeur d'asile ne respecte pas l'obligation de se présenter, ne répond pas aux demandes d'information ou ne se rend pas aux entretiens personnels concernant la procédure d'asile dans un délai raisonnable », alors que cette faculté n'existait pas auparavant, la disposition attaquée réduit significativement le degré de protection existant. Pour être compatible avec l'article 23 de la Constitution, cette réduction significative doit être justifiée par des motifs d'intérêt général.

B.136.3. La disposition attaquée poursuit un objectif légitime, à savoir limiter les possibilités d'abus du système d'accueil, tout en garantissant un niveau de vie digne à tous les demandeurs, comme l'énonce le considérant 25 de la directive « accueil » :

« Il convient de limiter les possibilités d'abus du système d'accueil en précisant les circonstances dans lesquelles le bénéfice des conditions matérielles d'accueil pour les demandeurs peut être limité ou retiré, tout en garantissant un niveau de vie digne à tous les demandeurs ».

En particulier, la faculté dont dispose l'Agence, en vertu de l'article 4, § 1^{er}, 2^o, de la loi du 12 janvier 2007, de limiter ou, dans des cas exceptionnels, de retirer le droit à l'aide matérielle, en cas de non-coopération du demandeur d'asile, « découle de l'obligation imposée au demandeur d'asile de coopérer de façon constructive afin que la procédure d'asile se déroule le mieux possible. Autrement dit, si le demandeur d'asile refuse de coopérer avec les pouvoirs publics, il ne peut pas s'attendre à ce que ces mêmes pouvoirs publics lui accordent les mêmes droits qu'à un demandeur d'asile qui collabore pleinement à la procédure » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2548/001, p. 160).

Cet objectif légitime constitue un motif d'intérêt général qui justifie une réduction significative du degré de protection offert par la législation applicable.

B.136.4. La disposition attaquée n'est dès lors pas incompatible avec l'obligation de *standstill* contenue dans l'article 23 de la Constitution.

B.136.5. En ce qui concerne l'allégation des parties requérantes selon laquelle la disposition attaquée, lue en combinaison avec l'article 39/57 de la loi du 15 décembre 1980, priverait le demandeur de protection internationale de son droit à un recours effectif, tel qu'il est garanti par l'article 13 de la Constitution et par l'article 47 de la Charte, il y a lieu de constater que la limitation ou le retrait du droit à l'aide matérielle ne peut pas aboutir à priver complètement le demandeur du bénéfice de l'aide matérielle, dont le droit à l'accompagnement médical et le droit à un niveau de vie digne restent garantis, ainsi qu'il est exposé en B.134.4.

En ce qu'elle est prise d'une violation du droit à un recours effectif, la troisième branche du moyen repose sur une prémisse erronée.

B.136.6. Le vingtième moyen dans l'affaire n° 7008, en sa troisième branche, n'est pas fondé.

En ce qui concerne la réduction des délais de recours (article 4 de la loi du 17 décembre 2017)

B.137. Le premier moyen dans l'affaire n° 7009 est pris de la violation, par l'article 4 de la loi du 17 décembre 2017, des articles 10, 11 et 13 de la Constitution, lus en combinaison ou non avec le principe d'effectivité en tant que principe général de droit de l'Union et avec l'article 47 de la Charte.

B.138.1. L'article 39/57 de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été modifié par l'article 4, attaqué, de la loi du 17 décembre 2017, dispose :

« § 1^{er}. Les recours visés à l'article 39/2 sont introduits par requête, dans les trente jours suivant la notification de la décision contre laquelle ils sont dirigés.

La requête est introduite dans les dix jours de la notification de la décision contre laquelle il est dirigé :

1° lorsque le recours est introduit par un étranger qui se trouve, au moment de la notification de la décision, dans un lieu déterminé visé aux articles 74/8 et 74/9 ou qui est mis à la disposition du gouvernement;

2° lorsque le recours est dirigé contre une décision visée à l'article 57/6/1, § 1^{er}, alinéas 2 et 3;

3° lorsque le recours est dirigé contre une décision d'irrecevabilité visée à l'article 57/6, § 3, alinéa 1^{er}. La requête est toutefois introduite dans les cinq jours suivant la notification de la décision contre laquelle elle est dirigée lorsqu'il s'agit d'une décision d'irrecevabilité prise sur la base de l'article 57/6, § 3, alinéa 1^{er}, 5^o, et que l'étranger se trouve, au moment de sa demande, dans un endroit déterminé visé aux articles 74/8 et 74/9 ou qu'il est mis à la disposition du gouvernement.

La demande visée à l'article 39/82, § 4, alinéa 2, est introduite, par requête, dans les dix jours suivant la notification de la décision contre laquelle elle est dirigée. Lorsqu'il s'agit d'une deuxième mesure d'éloignement ou de refoulement, le délai est réduit à cinq jours.

[...] ».

À la suite de la modification précitée, l'article 39/57 de la loi du 15 décembre 1980 prévoit désormais trois délais applicables à l'introduction des recours visés à l'article 39/2 de la même loi :

- un délai ordinaire, inchangé, de trente jours (article 39/57, § 1^{er}, alinéa 1^{er});
- un délai abrégé de dix jours (au lieu de quinze auparavant), qui s'applique aux recours introduits par l'étranger qui est maintenu dans un lieu déterminé ou mis à la disposition du gouvernement (article 39/57, § 1^{er}, alinéa 2, 1^o), aux recours dirigés contre une décision rendue à l'issue d'une procédure d'examen accélérée (2^o), ainsi qu'aux recours dirigés contre les décisions déclarant une demande de protection internationale irrecevable (3^o, première phrase);
- un délai encore plus bref de cinq jours (au lieu de dix auparavant), qui s'applique aux recours dirigés contre les décisions déclarant irrecevable une demande ultérieure de protection internationale, faute d'élément ou de fait nouveau, lorsque l'étranger est maintenu dans un lieu déterminé ou mis à la disposition du gouvernement (3^o, seconde phrase).

B.138.2. Il ressort de l'exposé des motifs que la disposition attaquée vise à « rationaliser et [à] simplifier les délais d'introduction d'une requête devant le Conseil [du contentieux des étrangers] » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2549/001, p. 6). Il s'agit de « répondre à l'exigence de clarté procédurale, dans le souci d'offrir un recours effectif » (*ibid.*).

Ainsi, l'application d'un délai de recours abrégé de dix jours vise à « favoriser le traitement accéléré, soit de la demande d'une personne qui se trouve en détention, soit des demandes qui ont été traitées de manière accélérée ou qui ont été déclarées irrecevables par le CGRA » (*ibid.*). Dans le premier cas, ce délai vise à « réduire autant que possible la durée de la détention d'un étranger qui a introduit une demande de protection internationale ou une autre demande de séjour » (*ibid.*). En ce qui concerne le second cas, « compte tenu du fait que, soit seule la recevabilité de la demande a été examinée, soit un traitement accéléré du contenu du dossier a eu lieu par le CGRA, il est également normal de prévoir un délai de recours plus court, aussi bien pour l'introduction de la requête que pour le traitement du recours » (*ibid.*, p. 7). « Un traitement accéléré de ces recours permet en effet de décharger le système des demandes de protection internationale tout en continuant à garantir la possibilité d'introduire un recours effectif » (*ibid.*).

Selon les travaux préparatoires, le délai, plus bref, de cinq jours est justifié comme suit :

« [Un] troisième délai, plus bref, de 5 jours, est prévu afin d'assurer le traitement le plus rapide possible des demandes ultérieures, introduites par des personnes en détention et déclarées irrecevables en raison d'une absence de nouveaux éléments, qui augmentent de manière significative la probabilité d'une reconnaissance comme réfugié, ou l'octroi de la protection subsidiaire. Pour ces dossiers, la loi prévoit déjà un traitement accéléré de la procédure de recours, c'est-à-dire un délai de recours de 10 ou 5 jours et un traitement par le Conseil de +/- 8 jours ouvrables. Le délai d'introduction du recours pour une première décision d'irrecevabilité est maintenant aussi mis à 5 jours, vu l'explication donnée ci-dessus quant à la réduction des délais, vu la détention et vu le fait que la demande de protection internationale a déjà été examinée et que le CGRA a déjà conclu qu'il n'y avait pas de nouveaux éléments, qui augmentent de manière significative la probabilité d'une reconnaissance comme réfugié, ou l'octroi de la protection subsidiaire » (*ibid.*, pp. 7-8).

B.139. Les première et deuxième branches critiquent le caractère trop bref des délais de recours instaurés par la disposition attaquée, eu égard à la situation de grande vulnérabilité des demandeurs de protection internationale, à l'importance des décisions prises et aux difficultés liées à l'organisation de leur défense.

Les parties requérantes font valoir que la disposition attaquée ne garantit pas au demandeur une assistance juridique ni l'assistance d'un interprète préalablement ou concomitamment au point de départ du délai. Elles ajoutent qu'à l'inverse, d'autres dispositions de la loi allongent le délai de traitement des demandes devant le Conseil du contentieux des étrangers, ce qui entre en contradiction avec l'objectif de « décharger le système de demandes de protection internationale ». Selon les parties requérantes, dans de nombreuses situations, le Conseil du contentieux des étrangers ne pourra pas examiner le dossier administratif avant l'audience. Enfin, les parties requérantes font valoir dans une troisième branche qu'en ce qu'elle réduit à dix jours le délai du recours en annulation prévu par l'article 39/2, § 1^{er}, 2^o (lire : 39/2, § 2), de la loi du 15 décembre 1980 pour l'étranger retenu et le rend équivalent au délai de recours en suspension en extrême urgence prévu à l'article 39/82, § 4, de la même loi, la disposition attaquée traite de façon identique deux recours de natures différentes, sans justification.

B.140. Dès lors que les trois branches du moyen critiquent le caractère excessivement bref des délais de recours instaurés par la disposition attaquée, la Cour les examine ensemble.

B.141.1. L'article 47 de la Charte, qui garantit le droit à un recours effectif, doit être lu en combinaison avec l'article 46, paragraphes 1 et 4, premier alinéa, de la directive « procédures », qui impose que les demandeurs disposent d'un droit de recours effectif devant une juridiction contre les décisions statuant sur leur demande de protection internationale. Les États membres doivent prévoir des délais raisonnables, ceux-ci ne pouvant pas rendre l'exercice du droit à un recours effectif impossible ou excessivement difficile.

B.141.2. Le principe d'effectivité implique que, « en l'absence de règles de l'Union en la matière, il appartient à l'ordre juridique interne de chaque État membre de les établir, en vertu du principe de l'autonomie procédurale, à condition toutefois [...] qu'elles ne rendent pas impossible en pratique ou excessivement difficile l'exercice des droits conférés par le droit de l'Union » (CJUE, 17 mars 2016, C-161/15, *Benallal*, point 24; 9 septembre 2020, C-651/19, *JP*, point 34).

B.142. La Cour examine séparément le délai de dix jours et le délai de cinq jours instaurés par la disposition attaquée.

B.143.1.1. Il ressort des travaux préparatoires cités en B.138.2 que la réduction du délai de quinze à dix jours vise à favoriser le traitement accéléré de certaines demandes de protection internationale. Ce traitement est justifié, pour ce qui concerne les décisions visées à l'article 39/57, § 1^{er}, alinéa 2, 1^o, de la loi du 15 décembre 1980, par le souci de réduire autant que possible la durée de la rétention du demandeur et, pour ce qui concerne les décisions visées à l'article 39/57, § 1^{er}, alinéa 2, 2^o et 3^o, de la même loi, par le fait que ces décisions se limitent à l'examen de la recevabilité de la demande ou qu'elles ont été prises par le CGRA à l'issue d'une procédure d'examen accélérée. Il n'est pas sans justification raisonnable de prévoir un délai de recours abrégé dans de telles hypothèses.

B.143.1.2. Un délai de recours de dix jours ne peut pas être qualifié d'excessivement court. À cet égard, il y a lieu de constater que les demandeurs de protection internationale peuvent bénéficier de l'assistance d'un avocat dès l'introduction de la demande, sur la base de l'article 33 de la loi du 12 janvier 2007, et qu'ils peuvent bénéficier de l'assistance d'un interprète, comme il est dit en B.62.2. Le délai de dix jours est suffisant pour que le recours de plein contentieux soit considéré comme un recours effectif au sens des dispositions et principe cités dans le moyen (CJUE, 9 septembre 2020, C-651/19, *JP*, points 48 à 66).

B.143.1.3. La circonstance que le délai applicable pour introduire un recours en annulation contre la mesure d'éloignement dont fait l'objet l'étranger qui est retenu au moment de la notification de la décision, prévu à l'article 39/57, § 1^{er}, alinéa 2, 1^o, de la loi du 15 décembre 1980, a désormais la même durée que le délai applicable pour introduire une demande de suspension d'extrême urgence contre la mesure d'éloignement, lorsque l'exécution de cette mesure est imminente (ce qui est le cas lorsque l'étranger est retenu), prévu à l'article 39/57, § 1^{er}, alinéa 3, de la même loi, à savoir dix jours, ne conduit pas à une autre conclusion.

S'il est exact que le contentieux de l'annulation et celui de la suspension sont de natures différentes, en l'occurrence, la réduction du délai pour agir en annulation, de quinze à dix jours, pour les motifs mentionnés en B.143.1.1, est justifiée et n'emporte pas une restriction disproportionnée des droits des étrangers concernés.

B.143.2.1. Il ressort des travaux préparatoires cités en B.138.2 que le délai de cinq jours, applicable aux recours introduits par un demandeur en rétention contre une demande ultérieure déclarée irrecevable par le CGRA, poursuit un but de célérité. Alors qu'auparavant, un délai de cinq jours ne s'appliquait qu'aux recours concernant les deuxièmes demandes ultérieures et les suivantes, il s'applique désormais aussi à la première décision d'irrecevabilité. L'exposé des motifs justifie cette généralisation du délai de cinq jours par la nécessité de réduire les délais, par le fait que l'étranger est en rétention et par le fait que « la demande de protection internationale a déjà été examinée et que le CGRA a déjà conclu qu'il n'y avait pas de nouveaux éléments, qui augmentent de manière significative la probabilité d'une reconnaissance comme réfugié, ou l'octroi de la protection subsidiaire » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2549/001, pp. 7-8).

B.143.2.2. Il n'est pas sans justification raisonnable de prévoir un délai plus bref de cinq jours, compte tenu de ce que l'étranger est retenu et de l'objet limité du recours, qui ne portera en principe que sur le caractère nouveau ou non des éléments produits par le demandeur à l'appui de sa demande ultérieure. Compte tenu par ailleurs de ce qui est dit en B.143.1.2 en ce qui concerne l'assistance dont peut bénéficier le demandeur, le délai de cinq jours est suffisant pour que le recours de plein contentieux soit considéré comme un recours effectif au sens des dispositions et principe cités dans le moyen.

B.143.3. Il ne peut être déduit du simple fait que le législateur a allongé certains délais applicables au traitement de certains recours introduits devant le Conseil du contentieux des étrangers - délais qui ne sont du reste pas critiqués par les parties requérantes - que le législateur ferait peser la charge d'accélérer la procédure sur les seuls demandeurs de protection internationale ou que l'objectif de célérité ne serait en réalité pas poursuivi, compte tenu des délais normalement applicables à la prise de décision du CGRA et du Conseil du contentieux des étrangers.

B.143.4. Le premier moyen dans l'affaire n° 7009 n'est pas fondé.

En ce qui concerne le caractère suspensif du recours (article 5 de la loi du 17 décembre 2017)

B.144. Le second moyen dans l'affaire n° 7009 est pris de la violation, par l'article 5 de la loi du 17 décembre 2017, de l'article 13 de la Constitution, lu en combinaison ou non avec les articles 41 et 46 de la directive « procédures » et avec l'article 47 de la Charte.

B.145. L'article 39/70 de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été modifié par l'article 5, attaqué, de la loi du 17 décembre 2017, dispose :

« Sauf accord de l'intéressé, aucune mesure d'éloignement du territoire ou de refoulement ne peut être exécutée de manière forcée à l'égard de l'étranger pendant le délai fixé pour l'introduction du recours et pendant l'examen de celui-ci.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas lorsque une décision de retour n'entraîne pas de refoulement direct ou indirect comme déterminé en application de l'article 57/6/2, § 2 et :

1^o l'intéressé a introduit une première demande ultérieure de protection internationale dans l'année suivant la décision finale concernant sa demande de protection internationale précédente, alors qu'il se trouvait dans un lieu déterminé visé aux articles 74/8 ou 74/9; ou

2° l'intéressé a introduit une nouvelle demande ultérieure de protection internationale à la suite d'une décision finale sur une première demande ultérieure de protection internationale ».

En vertu de cette disposition, le demandeur de protection internationale ne peut en principe être éloigné du territoire pendant le délai fixé pour l'introduction du recours contre la décision du CGRA et pendant l'examen de celui-ci, sauf (1°) s'il a introduit une demande ultérieure dans l'année suivant la décision finale concernant sa demande de protection internationale précédente s'il est retenu ou (2°) s'il a introduit une nouvelle demande ultérieure à la suite d'une décision finale sur une première demande ultérieure, pourvu, dans les deux cas, que la décision de retour n'entraîne pas de refoulement direct ou indirect.

B.146.1. L'article 13 de la Constitution implique un droit d'accès à un juge compétent. Ce droit est également garanti par l'article 47 de la Charte.

B.146.2. L'article 41 de la directive « procédures » concerne les dérogations au droit de rester sur le territoire en cas de demande ultérieure :

« 1. Les États membres peuvent déroger au droit de rester sur le territoire lorsqu'une personne :

a) n'a introduit une première demande ultérieure, dont l'examen n'est pas poursuivi en vertu de l'article 40, paragraphe 5, qu'afin de retarder ou d'empêcher l'exécution d'une décision qui entraînerait son éloignement imminent de l'État membre concerné; ou

b) présente une autre demande ultérieure de protection internationale dans le même État membre à la suite de l'adoption d'une décision finale déclarant une première demande ultérieure irrecevable en vertu de l'article 40, paragraphe 5, ou à la suite d'une décision finale rejetant cette demande comme infondée.

Les États membres ne peuvent faire usage de cette dérogation que si l'autorité responsable de la détermination estime qu'une décision de retour n'entraînera pas de refoulement direct ou indirect en violation des obligations internationales et à l'égard de l'Union incombant à cet État membre.

2. Dans les cas visés au paragraphe 1, les États membres peuvent également :

[...]

c) déroger à l'article 46, paragraphe 8 ».

L'article 46 de la même directive concerne le droit à un recours effectif. Il dispose, en ses paragraphes 5, 6 et 8 :

« 5. Sans préjudice du paragraphe 6, les États membres autorisent les demandeurs à rester sur leur territoire jusqu'à l'expiration du délai prévu pour l'exercice de leur droit à un recours effectif et, si ce droit a été exercé dans le délai prévu, dans l'attente de l'issue du recours.

6. En cas de décision :

[...]

b) considérant une demande comme irrecevable en vertu de l'article 33, paragraphe 2, points a), b, ou d);

[...]

une juridiction est compétente pour décider si le demandeur peut rester sur le territoire de l'État membre, soit à la demande du demandeur ou de sa propre initiative, si cette décision a pour conséquence de mettre un terme au droit du demandeur de rester dans l'État membre et lorsque, dans ces cas, le droit de rester dans l'État membre dans l'attente de l'issue du recours n'est pas prévu par le droit national.

[...]

8. Les États membres autorisent le demandeur à rester sur leur territoire dans l'attente de l'issue de la procédure visant à décider si le demandeur peut rester sur le territoire, visée aux paragraphes 6 et 7 ».

B.147. Dans une première branche, les parties requérantes font valoir que l'impossibilité pour les demandeurs de protection internationale de solliciter auprès d'une juridiction l'autorisation de rester sur le territoire belge dans l'attente de l'issue du recours contre la décision d'irrecevabilité de leur demande ultérieure, est contraire au droit d'accès au juge et au droit à un recours effectif et qu'elle viole les articles 41 et 46 de la directive « procédures ».

B.148. Comme le relève le Conseil des ministres, le moyen, en sa première branche, est irrecevable en ce qu'il est dirigé contre le nouvel article 39/70, alinéa 2, 2°, de la loi du 15 décembre 1980, dès lors que cette disposition a fait l'objet d'une adaptation de pure forme, de nature terminologique.

B.149. Selon l'article 41, paragraphe 1, point a), de la directive « procédures », il est possible de déroger au droit du demandeur de protection internationale de rester sur le territoire de l'État membre pendant l'examen de la demande s'il a introduit une première demande ultérieure jugée irrecevable, à défaut d'élément ou de fait nouveau, uniquement en vue de retarder ou d'empêcher l'éloignement, pourvu que l'autorité responsable de la détermination estime qu'une décision de retour n'entraînera pas de refoulement direct ou indirect. Dans cette hypothèse, il est également possible de déroger à l'article 46, paragraphe 8, de la directive (article 41, paragraphe 2, de la même directive).

En vertu de l'article 46, paragraphe 6, de la même directive, lorsqu'un recours est introduit contre la décision jugeant irrecevable une demande ultérieure, à défaut d'élément ou de fait nouveau, et que le droit de l'État membre n'accorde pas au demandeur le droit de rester sur son territoire dans l'attente de l'issue du recours, une juridiction nationale est compétente pour décider si le demandeur peut rester sur le territoire de l'État membre, soit à la demande du demandeur ou de sa propre initiative si la décision déclarant irrecevable la demande ultérieure a pour conséquence de mettre un terme au droit du demandeur de rester dans l'État membre.

B.150. La décision du CGRA de déclarer irrecevable une demande ultérieure n'a en soi pas pour conséquence de mettre un terme au droit de l'étranger de séjourner dans le Royaume. Il est mis fin à ce droit lorsque le ministre ou son délégué ordonne à l'étranger, à la suite de la décision précitée, de quitter le territoire (article 52/3 de la loi du 15 décembre 1980).

B.151.1. Ainsi que l'observe le Conseil des ministres, l'étranger qui fait l'objet d'une décision de refoulement ou d'éloignement peut, si l'exécution de cette mesure est imminente, ce qui est présumé être le cas s'il est retenu, introduire une demande de suspension en extrême urgence qui a un effet suspensif, en vertu des articles 39/82, § 4, alinéa 2, et 39/83 de la loi du 15 décembre 1980.

La suspension de l'exécution ne peut être ordonnée que si des moyens sérieux susceptibles de justifier l'annulation de l'acte contesté sont invoqués et à la condition que l'exécution immédiate de l'acte risque de causer un préjudice grave difficilement réparable, « cette dernière condition [étant] entre autres remplie si un moyen sérieux a été invoqué sur la base des droits fondamentaux de l'homme, en particulier des droits auxquels aucune dérogation n'est possible en vertu de l'article 15, alinéa 2, de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales » (article 39/82, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980).

Dans le cadre de l'examen de la demande, le Conseil du contentieux des étrangers « procède à un examen attentif et rigoureux de tous les éléments de preuve portés à sa connaissance, en particulier ceux qui sont de nature à indiquer qu'il existe des motifs de croire que l'exécution de la décision attaquée exposerait le requérant au risque d'être soumis à la violation des droits fondamentaux de l'homme auxquels aucune dérogation n'est possible en vertu de l'article 15, alinéa 2, de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, qui fait l'objet d'un contrôle attentif et rigoureux » (article 39/82, § 4, alinéa 4, de la loi du 15 décembre 1980).

Le Conseil du contentieux des étrangers peut ainsi vérifier que la mesure d'éloignement n'entraîne pas de refoulement direct ou indirect. Les travaux préparatoires de la disposition attaquée indiquent à cet égard que « dans le cadre de cette procédure d'éloignement, le demandeur aura eu accès au recours suspensif d'extrême urgence et que ses éventuels griefs relatifs aux articles 3 et 8 de la Convention européenne des droits de l'homme auront donc été examinés » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2549/001, p. 9). Pendant l'examen du recours et en cas de suspension de la mesure d'éloignement, l'étranger peut donc rester sur le territoire.

B.151.2. Le second moyen dans l'affaire n° 7009, en sa première branche, n'est pas fondé.

B.152. Les parties requérantes font valoir, dans une seconde branche, qu'en ce que la disposition attaquée prive d'un recours suspensif les demandeurs dont l'élément démontrant le besoin de protection est survenu dans l'année qui suit le rejet d'une première demande et qui, en tout état de cause, n'introduisent pas une seconde demande uniquement afin de retarder ou d'empêcher l'exécution d'une décision qui entraînerait leur éloignement imminent, cette disposition viole le droit à un recours effectif.

B.153. Comme il est dit en B.149, conformément à l'article 41, paragraphe 1, de la directive « procédures », un étranger peut être privé du droit de rester sur le territoire de l'État membre lorsqu'il n'a introduit une première demande ultérieure qui a été jugée irrecevable, à défaut d'élément ou de fait nouveau, qu'afin de retarder ou d'empêcher l'exécution d'une décision qui entraînerait son éloignement imminent.

B.154. Alors qu'auparavant, le recours n'était privé d'effet suspensif que si l'introduction de la demande ultérieure avait lieu dans les 48 heures précédant l'éloignement, afin de retarder ou d'empêcher celui-ci, l'article 39/70, alinéa 2, 1°, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il a été modifié par l'article 5, attaqué, permet désormais de procéder à l'éloignement de la personne qui introduit une première demande ultérieure de protection internationale dans l'année suivant la décision finale concernant sa demande de protection internationale précédente, alors qu'il se trouve dans un lieu déterminé visé aux articles 74/8 ou 74/9, pendant le délai fixé pour l'introduction du recours ou pendant l'examen de celui-ci.

L'exposé des motifs indique à ce sujet :

« Quant au point 2°, l'article 41, § 1^{er}, a) de la directive 2013/32/UE permet au législateur de déroger au caractère suspensif du recours lorsque la demande de protection internationale qui a donné lieu à une décision d'irrecevabilité n'a été introduite qu'afin de retarder ou d'empêcher l'exécution d'une décision qui entraînerait un éloignement imminent de l'État membre concerné. Un tel but peut être présumé lorsque le demandeur détenu introduit une demande ultérieure de protection internationale, d'autant plus quand les demandes de protection internationale sont introduites de manière rapprochée. Le demandeur a en effet déjà eu accès à la procédure d'asile et un tel élément a été reconnu, à l'article 8, § 3, d) de la directive 2013/33/UE, comme un critère objectif démontrant un motif raisonnable de penser que le demandeur a introduit la demande de protection internationale à seule fin de retarder ou d'empêcher l'exécution d'une décision de retour. Dès lors que le demandeur se trouve dans un lieu déterminé, une procédure d'éloignement a été nécessairement mise en œuvre à son encontre, procédure qui n'est suspendue que le temps du traitement de la demande de protection internationale par le CGRA. En réponse aux avis 61.399/4 et 61.400/4 du 31 mai 2017 du Conseil d'État, il est rappelé que, dans le cadre de cette procédure d'éloignement, le demandeur aura eu accès au recours suspensif d'extrême urgence et que ses éventuels griefs relatifs aux articles 3 et 8 de la Convention européenne des droits de l'homme auront donc été examinés. Il est également rappelé que, n'est pas visée par ce changement législatif, une première demande ultérieure, dont la première demande a fait l'objet d'une décision qui clôture l'examen de la demande, sans examen au fond dès lors qu'en vertu de l'actuel et nouvel article 57/6/2, ces demandes sont automatiquement considérées comme recevables.

Cette nouvelle possibilité de déroger au caractère suspensif du recours ne s'applique que si le CGRA a conclu à l'absence de risque de refoulement direct ou indirect en application de l'article 57/6/2, § 2 et que si la première demande de protection internationale a été clôturée définitivement moins d'un an avant l'introduction de la première demande ultérieure.

Se prononçant sur la légalité de l'article 39/70 de la loi du 15 décembre 1980, la Cour Constitutionnelle, dans son arrêt n° 13/2016 du 27 janvier 2016, a déjà reconnu que :

' B.39.7. Les demandeurs d'asile qui introduisent une première demande ou une demande ultérieure se trouvent dans des situations essentiellement différentes. Compte tenu de l'importance du risque d'utilisation des procédures à d'autres fins que celles auxquelles elles sont destinées, le législateur poursuit un but légitime lorsqu'il prend des mesures visant à décourager l'introduction de demandes d'asile successives ou à lutter contre les abus. De telles demandes d'asile successives risquent d'entraîner une surcharge non seulement des instances d'asile, mais également des instances de recours susceptibles d'être saisies d'un recours contre le refus d'octroyer l'asile.

B.39.8. La première exception que contient la disposition attaquée concerne les demandeurs d'asile qui ont introduit une seconde demande d'asile dans les quarante-huit heures avant leur éloignement, dans le seul but de retarder ou d'empêcher l'exécution de la décision d'éloignement, et qui abusent dès lors de la procédure d'asile. La seconde exception concerne les demandeurs d'asile qui ont introduit une troisième demande d'asile et dont la première et la deuxième demande ont donc déjà été soumises à un examen complet, y compris la possibilité d'attaquer la décision concernant leur demande devant une instance juridictionnelle.

B.39.9. La disposition attaquée n'autorise l'éloignement du territoire pour les étrangers concernés qu'à la condition expresse que la décision de retour n'entraîne pas un refoulement direct ou indirect.

B.39.10. Dans ces circonstances, les dispositions attaquées ne portent pas une atteinte disproportionnée aux droits accordés aux demandeurs d'asile par les dispositions constitutionnelles et internationales invoquées '.

Le même raisonnement peut s'appliquer à la nouvelle modification de l'article 39/70. En réponse à l'avis 61.400/4 du 31 mai 2017 du Conseil d'État, il est insisté sur le fait que le critère actuel des quarante-huit heures ne permet pas suffisamment de lutter contre des demandes de protection internationale introduites dans le seul but d'éviter un éloignement. Or, compte tenu de l'organisation et des frais engagés pour mener à bien une procédure d'éloignement forcé, il convient de transposer au maximum les possibilités offertes par la directive 2013/32/UE. Ainsi, en 2016, 110 vols ont dû être annulés en raison de l'introduction d'une première demande ultérieure de protection internationale. Le demandeur de bonne foi est protégé par le fait que le CGRA se prononce dans tous les cas sur sa demande de protection internationale, que cette exception au principe général du caractère suspensif ne s'applique qu'en cas de demande irrecevable et que le CGRA s'est prononcé sur le risque de refoulement direct ou indirect. Il est en outre protégé par le fait que cette exception ne s'applique que dans le cas de demandes de protection internationale introduites de manière rapprochée, c'est-à-dire introduite à moins d'un an d'intervalle entre la décision finale sur la première demande et l'introduction de la demande ultérieure. Dans l'année précédant l'introduction de sa demande ultérieure, le demandeur aura ainsi déjà vu sa première demande de protection internationale examinée par le Commissaire général, et s'il avait exercé son droit de recours, par le Conseil » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2549/001, pp. 9-11).

B.155. Ainsi que le soutiennent les parties requérantes, il n'est pas possible de considérer qu'un étranger retenu qui introduit une première demande ultérieure jugée irrecevable dans l'année suivant la décision finale concernant sa demande de protection internationale précédente a nécessairement introduit cette demande ultérieure uniquement afin de retarder ou d'empêcher l'exécution d'une décision qui entraînerait son éloignement imminent du territoire belge. En effet, il ne peut être exclu que l'élément ou le fait nouveau dont le demandeur se prévaut pour obtenir la protection internationale soit apparu dans l'année suivant la décision finale, et ce quand bien même le demandeur serait retenu au moment d'introduire la demande ultérieure.

À cet égard, il y a lieu de constater que le demandeur peut introduire devant le Conseil du contentieux des étrangers une demande de suspension en extrême urgence contre la mesure d'éloignement dont il fait l'objet, sur la base de l'article 39/82, § 4, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980. Dans le cadre de ce recours suspensif, il est loisible au demandeur de se prévaloir de l'élément survenu dans l'année qui suit le rejet de la première demande et qui, selon lui, augmenterait de manière significative la probabilité que le demandeur puisse prétendre à l'octroi de la protection internationale.

B.156. Le second moyen dans l'affaire n° 7009, en sa seconde branche, n'est pas fondé.

Par ces motifs,

la Cour

1. annule dans la loi du 15 décembre 1980 « sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers », telle qu'elle a été modifiée par la loi du 21 novembre 2017 « modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers » et par la loi du 17 décembre 2017 « modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers » :

- l'article 48/6, § 2, alinéas 1^{er} et 4;
- dans l'article 57/5^{quater}, § 4, la référence à l'article 57/6, § 2, et la référence à l'article 57/6, § 3, en ce qu'elle porte sur les décisions relatives à la recevabilité qui ne sont pas prises dans le cadre de la procédure à la frontière visée à l'article 57/6/4;
- l'article 57/6/1, § 1^{er}, mais uniquement en ce qu'il est susceptible de s'appliquer à un mineur étranger non accompagné dans des hypothèses autres que celles qui sont visées à l'article 25, paragraphe 6, point a), de la directive 2013/32/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 « relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale (refonte) »;
- l'article 57/6/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, f), mais uniquement en ce qu'il permet d'appliquer la procédure d'examen accélérée au cas où le demandeur a introduit une demande ultérieure de protection internationale après que la première demande a fait l'objet d'une décision de clôture prise en application de l'article 57/6/5, § 1^{er}, 1^o, 2^o, 3^o, 4^o ou 5^o, de la loi du 15 décembre 1980;
- dans l'article 57/6/4, alinéa 3, les mots « réception de » et « transmise par le ministre ou son délégué »;
- l'article 57/7, § 3, en ce qu'il ne limite pas la possibilité pour le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides de maintenir la confidentialité de certains éléments aux cas dans lesquels « la divulgation d'informations ou de leurs sources compromettrait la sécurité nationale, la sécurité des organisations ou de la (des) personne(s) ayant fourni les informations ou celle de la (des) personne(s) à laquelle (auxquelles) elles se rapportent, ou encore lorsque cela serait préjudiciable à l'enquête liée à l'examen d'une demande de protection internationale par les autorités compétentes des États membres, ou aux relations internationales des États membres »;
- dans l'article 74/5, § 4, 5^o, les mots « la réception de » et « transmise par le ministre ou son délégué »;

2. rejette les recours pour le surplus, sous réserve de l'interprétation mentionnée en B.33.3.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 25 février 2021.

Le greffier,

F. Meersschant

Le président,

F. Daoût

GRONDWETTELIJK HOF

[2021/201112]

Uittreksel uit arrest nr. 23/2021 van 25 februari 2021

Rolnummers 7008 en 7009

In zake : de beroepen :

- tot gedeeltelijke vernietiging van de wet van 21 november 2017 « tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen »;
- tot vernietiging van de artikelen 4 en 5 van de wet van 17 december 2017 « tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen », ingesteld door de « Ordre des barreaux francophones et germanophone » en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters F. Daoût en L. Lavrysen, de rechters J.-P. Moerman, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, T. Giet, R. Leysen, J. Moerman, M. Pâques, Y. Kherbache en T. Detienne, en, overeenkomstig artikel 60bis van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, emeritus voorzitter A. Alen, bijgestaan door de griffier F. Meersschant, onder voorzitterschap van voorzitter F. Daoût,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de beroepen en rechtspleging*

a. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 11 september 2018 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 12 september 2018, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 4, 8, 10 tot 12, 21, 23, 34, 39 tot 42, 44 tot 46, 48, 56, 57 en 62 van de wet van 21 november 2017 « tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 12 maart 2018) door de « Ordre des barreaux francophones et germanophone », de vzw « Association pour le droit des Etrangers », de vzw « Coördination et Initiatives pour et avec les Réfugiés et Etrangers », de vzw « Jesuit Refugees Service-Belgium », de vzw « Liga voor Mensenrechten », de vzw « Ligue des droits humains », de vzw « Point d'appui. Service d'aide aux personnes sans papiers », de vzw « Bureau d'Accueil et de Défense des Jeunes », de vzw « Syndicat des Avocats pour la Démocratie » en de vzw « Vluchtelingenwerk Vlaanderen », bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. T. Wibault en Mr. P. Robert, advocaten bij de balie te Brussel.

b. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 11 september 2018 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 12 september 2018, hebben dezelfde verzoekende partijen beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 4 en 5 van de wet van 17 december 2017 « tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 12 maart 2018).

Die zaken, ingeschreven onder de nummers 7008 en 7009 van de rol van het Hof, werden samengevoegd.

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de bestreden wetten

B.1.1. De verzoekende partijen vorderen de gedeeltelijke vernietiging van de wet van 21 november 2017 « tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen » (hierna : respectievelijk de wet van 21 november 2017 en de wet van 15 december 1980), alsmede van de wet van 17 december 2017 « tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen » (hierna : de wet van 17 december 2017).

B.1.2. De wet van 21 november 2017 voorziet in de gedeeltelijke omzetting van :

- de richtlijn 2008/115/EG van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 2008 « over gemeenschappelijke normen en procedures in de lidstaten voor de terugkeer van onderdanen van derde landen die illegaal op hun grondgebied verblijven » (hierna : de « Terugkeerrichtlijn »);
- de richtlijn 2011/51/EU van het Europees Parlement en de Raad van 11 mei 2011 « tot wijziging van Richtlijn 2003/109/EG van de Raad teneinde haar werkingssfeer uit te breiden tot personen die internationale bescherming genieten »;
- de richtlijn 2011/95/EU van het Europees Parlement en de Raad van 13 december 2011 « inzake normen voor de erkenning van onderdanen van derde landen of staatlozen als personen die internationale bescherming genieten, voor een uniforme status voor vluchtelingen of voor personen die in aanmerking komen voor subsidiaire bescherming, en voor de inhoud van de verleende bescherming (herschikking) » (hierna : de richtlijn 2011/95/EU);
- de richtlijn 2013/32/EU van het Europees Parlement en de Raad van 26 juni 2013 « betreffende gemeenschappelijke procedures voor de toekenning en intrekking van de internationale bescherming (herschikking) » (hierna : de « Procedurerichtlijn »);
- de richtlijn 2013/33/EU van het Europees Parlement en de Raad van 26 juni 2013 « tot vaststelling van normen voor de opvang van verzoekers om internationale bescherming (herschikking) » (hierna : de « Opvangrichtlijn »).

Zij voorziet ook in de gedeeltelijke uitvoering van de verordening (EU) nr. 604/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 26 juni 2013 « tot vaststelling van de criteria en instrumenten om te bepalen welke lidstaat verantwoordelijk is voor de behandeling van een verzoek om internationale bescherming dat door een onderdaan van een derde land of een staatloze bij een van de lidstaten wordt ingediend (herschikking) » (hierna : de Dublin III-verordening).

Naar het voorbeeld van de richtlijnen die zij omzet, strekt de wet van 21 november 2017 voornamelijk ertoe « een gemeenschappelijk asielstelsel [tot stand te brengen] met het oog op het garanderen van een grondige en doeltreffende beoordeling van de behoefte aan internationale bescherming van verzoekers evenals een gelijke behandeling van deze verzoekers in het geheel van de Unie » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, p. 5).

B.1.3. De wet van 17 december 2017 voorziet in de gedeeltelijke omzetting van de « Procedurerichtlijn » en strekt ertoe de huidige procedure te vereenvoudigen en te optimaliseren (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2549/001, p. 3).

Ten aanzien van de middelen

B.2. Het Hof onderzoekt de grieven van de verzoekende partijen in onderstaande volgorde :

- de uitsluiting van strafrechtelijke vervolging van erkende vluchtelingen wegens hun onregelmatige binnenkomst of hun onregelmatig verblijf (B.3-B.6);
- het maken van een gezichtsopname van bepaalde vreemdelingen (B.7-B.13);
- de verplichting tot samenwerking die wordt opgelegd aan de verzoeker om internationale bescherming wat betreft (B.14) :
 - a) de neerlegging, de bewaring en de teruggave van de identiteitsdocumenten (B.15-B.23);
 - b) de overlegging van de elementen die essentieel zijn voor de beoordeling van het verzoek (B.24-B.34);
 - c) het bewijs van de identiteit en de nationaliteit van de verzoeker om internationale bescherming (B.35-B.37);
- de organisatie van een medisch onderzoek (B.38-B.45);
- de bijzondere procedurele noden (B.46-B.52);
- de keuze van de proceduretaal met betrekking tot een volgend verzoek (B.53-B.57);
- de mededeling van de opmerkingen met betrekking tot de notities van het persoonlijk onderhoud (B.58-B.67);
- de vertrouwelijkheid van bepaalde gegevens (B.68-B.72);
- de weerslag van het overlijden van de verzoeker om internationale bescherming op het vervolg van de procedure ten opzichte van de minderjarige die hem vergezelde (B.73-B.78);
- het begrip « veilig derde land » (B.79-B.90);
- de toepassing van de versnelde procedure (B.91-B.101);
- het verzoek ingediend door een vreemdeling die gedurende ten minste drie maanden vrijwillig naar zijn land van herkomst is teruggekeerd (B.102-B.106);
- de toelaatbaarheid van elementen die in het kader van een volgend verzoek te laat zijn overgelegd (B.107-B.112);
- de beoordeling van het risico op onderduiken van de vreemdeling (B.113-B.118);
- het vasthouden van de verzoeker om internationale bescherming (B.119-B.125);
- de wijziging van de omstandigheden die de vasthouding verantwoordt (B.126-B.130);
- de beperking van het recht op materiële hulp (B.131-B.136);
- de inkorting van de beroepstermijnen (B.137-B.143);
- het opschortend karakter van het beroep (B.144-B.156).

Wat betreft de uitsluiting van strafrechtelijke vervolging van erkende vluchtelingen wegens hun onregelmatige binnenkomst of hun onregelmatig verblijf (artikel 34 van de wet van 21 november 2017)

B.3. Het eerste middel in de zaak nr. 7008 is afgeleid uit de schending, door artikel 34 van de wet van 21 november 2017, van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 31, lid 1, van het Internationaal Verdrag betreffende de status van vluchtelingen, ondertekend te Genève op 28 juli 1951 (hierna : het Verdrag van Genève).

Volgens de verzoekende partijen discrimineert de bestreden bepaling de verzoekers om internationale bescherming op grond van de vluchtelingenstatus ten opzichte van de andere personen die om internationale bescherming verzoeken, in zoverre die twee categorieën het voorwerp kunnen uitmaken van strafrechtelijke sancties op grond van hun onregelmatige binnenkomst of hun onregelmatig verblijf, na afloop van de procedure, terwijl artikel 31, lid 1, van het Verdrag van Genève zulks verbiedt voor de eerste categorie.

B.4. Artikel 53 van de wet van 15 december 1980, zoals het is vervangen bij het bestreden artikel 34 van de wet van 21 november 2017, bepaalt :

« Een verzoeker om internationale bescherming die het Rijk tracht binnen te komen zonder aan de in de artikelen 2 en 3 gestelde voorwaarden te voldoen of die illegaal in het Rijk verblijft, kan hiervoor niet strafrechtelijk vervolgd worden zolang er geen definitieve beslissing inzake zijn verzoek om internationale bescherming is genomen ».

De parlementaire voorbereiding vermeldt in dat verband :

« Artikel 53 van de wet heeft betrekking op de opschorting van strafrechtelijke vervolging voor illegale binnenkomst of illegaal verblijf van vreemdelingen die om internationale bescherming verzoeken. Dit artikel is de omzetting van artikel 31, lid 1, van de Vluchtelingenconventie van 28 juli 1951. De terminologie van dit artikel 53 werd in overeenstemming gebracht met de andere artikelen van de wet inzake internationale bescherming » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, p. 84).

Vóór de wijziging ervan bij het bestreden artikel 34 bepaalde artikel 53 van de wet van 15 december 1980 :

« De vreemdeling die een asielaanvraag heeft ingediend overeenkomstig de artikelen 50, 50bis, 50ter of 51 en aan wie de toegang tot, het verblijf of vestiging op 's lands grondgebied niet geweigerd is met toepassing van artikel 52/3, § 2, of artikel 52/4 kan wegens het onregelmatig binnenkomen of verblijven in het land niet strafrechtelijk vervolgd worden zolang zijn aanvraag tot erkenning niet ongegrond is verklaard ».

B.5. Artikel 31 van het Verdrag van Genève beoogt het geval van de vluchtelingen die onregelmatig in het gastland verblijven. Lid 1 ervan bepaalt :

« De Verdragsluitende Staten zullen geen strafsancities, op grond van onregelmatige binnenkomst of onregelmatig verblijf toepassen op vluchtelingen die, rechtstreeks komend van een grondgebied waar hun leven of vrijheid in de zin van artikel 1 werd bedreigd, zonder toestemming hun grondgebied binnenkomen of zich aldaar bevinden, mits zij zich onverwijld bij de autoriteiten melden en deze overtuigen, dat zij geldige redenen hebben voor hun onregelmatige binnenkomst of onregelmatige aanwezigheid ».

B.6. Het vroegere artikel 53 van de wet van 15 december 1980 preciseerde dat strafrechtelijke vervolging uitgesloten was « zolang [de] aanvraag tot erkenning niet ongegrond is verklaard », wat noodzakelijkerwijze elke strafrechtelijke vervolging ten aanzien van erkende vluchtelingen uitsloot op grond van hun onregelmatige binnenkomst of onregelmatig verblijf.

Anders dan waarvan het middel uitgaat, laat artikel 53 van de wet van 15 december 1980, zoals vervangen bij het bestreden artikel 34, niet toe dat de erkende vluchtelingen strafrechtelijk kunnen worden vervolgd op grond van hun onregelmatige binnenkomst of onregelmatig verblijf. Bijgevolg schendt het niet de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 31, lid 1, van het Verdrag van Genève.

Het staat aan de bevoegde rechter erover te waken dat de erkende vluchtelingen niet strafrechtelijk worden vervolgd op grond van hun onregelmatige binnenkomst of onregelmatig verblijf, overeenkomstig artikel 31, lid 1, van het Verdrag van Genève.

Het eerste middel in de zaak nr. 7008 is niet gegrond.

Wat betreft het maken van een gezichtsopname van bepaalde vreemdelingen (artikelen 8 en 21 van de wet van 21 november 2017)

B.7. Het tweede en het derde middel in de zaak nr. 7008 zijn afgeleid uit de schending, respectievelijk door de artikelen 8 en 21 van de wet van 21 november 2017, van artikel 22 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 5, lid 1, en 9, lid 2, van de verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 « betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming) » (hierna : de AVG), met artikel 7 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie (hierna : het Handvest) en met artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

Volgens de verzoekende partijen doen de bestreden bepalingen ernstig afbreuk aan het privéleven van de betrokken vreemdelingen, in zoverre zij aan de reeds ingewonnen persoonsgegevens omtrent die vreemdelingen, de digitale afbeelding van het gezicht toevoegen, om redenen die niet zijn bepaald en zonder dat het Unierecht en, in het bijzonder, de verordening (EU) nr. 603/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 26 juni 2013 die enkel voorziet in het nemen van vingerafdrukken, voor die bepalingen een afdoende grondslag vormen. De verzoekende partijen doen gelden dat bij het maken van een gezichtsopname, wat een biometrisch gegeven is in de zin van artikel 4, punt 14), van de AVG, zowel de algemene beginselen bedoeld in artikel 5, lid 1, als de bijzondere voorwaarden bedoeld in artikel 9 van dezelfde verordening, in acht moeten worden genomen, hetgeen te dezen niet het geval is.

B.8.1. Het bestreden artikel 8 van de wet van 21 november 2017 vervangt paragraaf 1 van artikel 30bis van de wet van 15 december 1980, dat voortaan bepaalt :

« § 1. Voor de toepassing van dit artikel wordt onder 'afname van biometrische gegevens' verstaan het nemen van vingerafdrukken en het maken van een gezichtsopname. Onder 'gezichtsopname' wordt verstaan de digitale afbeelding van het gezicht met een resolutie en een kwaliteit die voldoende zijn voor gebruik van de afbeelding voor geautomatiseerde biometrische vergelijking.

§ 2. Aan de afname van biometrische gegevens kunnen onderworpen worden :

1° de vreemdeling die een visum, visumverklaring of een machtiging tot een verblijf aanvraagt bij een Belgische diplomatieke of consulaire vertegenwoordiger of bij de diplomatieke of consulaire vertegenwoordiger die de belangen van België behartigt;

2° de vreemdeling die een aanvraag indient in het Rijk om gemachtigd te worden tot een verblijf van maximum drie maanden of een aanvraag indient om toegelaten of gemachtigd te worden tot een verblijf van meer dan drie maanden;

3° de vreemdeling die het voorwerp uitmaakt van een maatregel tot verwijdering of teruggrijping.

De Koning bepaalt de termijn gedurende welke de biometrische gegevens, die overeenkomstig dit artikel werden afgenomen, dienen bewaard te worden.

§ 3. De biometrische gegevens worden afgenomen op initiatief van de Belgische diplomatieke of consulaire vertegenwoordiger of van de minister of zijn gemachtigde. Zij mogen eveneens worden afgenomen op initiatief van een officier van de gerechtelijke politie, met inbegrip van diegene wiens bevoegdheid beperkt is, of van een officier van de bestuurlijke politie.

§ 4. De biometrische gegevens mogen slechts gebruikt worden in de mate dat zij nodig zijn om :

1° de identiteit van de vreemdeling vast te stellen en/of te verifiëren;

2° na te gaan of de betrokken vreemdeling een gevaar vormt voor de openbare orde of de nationale veiligheid;

3° de verplichtingen na te komen neergelegd in de Europese verordeningen en richtlijnen getroffen door de Raad van de Europese Unie.

§ 5. Het opslaan, verwerken, beheren en doorgeven van de biometrische gegevens gebeurt onder de controle van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, overeenkomstig de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

§ 6. Op verzoek van de minister of zijn gemachtigde kunnen de in § 2 bedoelde biometrische gegevens voor de in § 4 bedoelde doeleinden bekomen worden van de gerechtelijke overheden, de politiediensten en de ambtenaren en agenten van openbare diensten die over deze gegevens beschikken ».

B.8.2. Het bestreden artikel 21 van de wet van 21 november 2017 brengt verscheidene wijzigingen aan in artikel 51/3 van de wet van 15 december 1980 waarvan het met name paragraaf 1 vervangt. Het voormelde artikel 51/3 bepaalt voortaan :

« § 1. Voor de toepassing van dit artikel wordt onder 'afname van biometrische gegevens' verstaan het nemen van vingerafdrukken en het maken van een gezichtsopname. Onder 'gezichtsopname' wordt verstaan de digitale afbeelding van het gezicht met een resolutie en een kwaliteit die voldoende zijn voor gebruik van de afbeelding voor geautomatiseerde biometrische vergelijking.

Aan de afname van biometrische gegevens kunnen worden onderworpen :

1° de vreemdeling die aan de grens of in het Rijk een verzoek om internationale bescherming doet en/of indient;

2° de vreemdeling die België verplicht is over te nemen of terug te nemen krachtens Europese regelgeving betreffende de vaststelling van de staat die verantwoordelijk is voor de behandeling van een verzoek om internationale bescherming, die België bindt;

3° de vreemdeling voor wie er aanwijzingen bestaan dat hij reeds een verzoek om internationale bescherming heeft ingediend.

§ 2. De biometrische gegevens mogen slechts gebruikt worden in de mate dat zij nodig zijn om :

1° de identiteit van de vreemdeling vast te stellen;

2° met toepassing van Europese regelgeving die België bindt, de Staat vast te stellen die verantwoordelijk is voor de behandeling van het verzoek om internationale bescherming;

3° het verzoek om internationale bescherming te behandelen.

§ 3. De biometrische gegevens worden genomen op initiatief van de Minister of van zijn gemachtigde. Zij mogen eveneens afgenomen worden op initiatief van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen of zijn gemachtigde van een officier van de gerechtelijke politie, met inbegrip van diegene wiens bevoegdheid beperkt is, van een officier van de bestuurlijke politie of van een directeur van een strafinrichting.

§ 4. De verwerking en het beheer van de biometrische gegevens gebeurt onder de controle van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, overeenkomstig de bepalingen van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

§ 5. De Koning bepaalt de termijn gedurende welke de biometrische gegevens, die overeenkomstig dit artikel worden afgenomen, dienen bewaard te worden.

De biometrische gegevens die met toepassing van § 1 werden genomen, worden vernietigd indien de vreemdeling overeenkomstig artikel 49 als vluchteling erkend wordt of wanneer hem de subsidiaire beschermingsstatus werd toegekend overeenkomstig artikel 49/2 ».

B.8.3. De parlementaire voorbereiding vermeldt in dat verband :

« In het artikel 30*bis* van de wet wordt, net als in artikel 51/3 van de wet, de terminologie van de definitie van biometrische gegevens in overeenstemming gebracht met de terminologie van Europese regelgeving (vb. het voorstel voor een verordening van het Europees Parlement en de Raad betreffende de instelling van 'Eurodac' voor de vergelijking van vingerafdrukken ten behoeve van een doeltreffende toepassing van [Verordening (EU) nr. 604/2013 tot vaststelling van de criteria en instrumenten om te bepalen welke lidstaat verantwoordelijk is voor de behandeling van een verzoek om internationale bescherming dat door een onderdaan van een derde land of een staatloze bij een van de lidstaten wordt ingediend], voor de identificatie van een illegaal verblijvende onderdaan van een derde land of staatloze en betreffende verzoeken van rechtshandavingsinstanties van de lidstaten en Europol om vergelijkingen van Eurodac-gegevens ten behoeve van rechtshandhaving (herschikking) COM(2016) 272 final).

Voor de toepassing van de artikelen 30*bis* en 51/3 van de wet, wordt onder 'afname van biometrische gegevens' verstaan het nemen van vingerafdrukken en het maken van een gezichtsofname. Onder 'gezichtsofname' wordt verstaan de digitale afbeelding van het gezicht met een resolutie en een kwaliteit die voldoende zijn voor gebruik van de afbeelding voor geautomatiseerde biometrische vergelijking » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, pp. 28-29; zie ook *ibid.*, pp. 71-73).

B.9.1. Artikel 22 van de Grondwet, artikel 7 van het Handvest en artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens waarborgen het recht op eerbiediging van het privéleven.

Die bepalingen sluiten een overheidsinmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven niet uit, maar vereisen dat die inmenging wordt toegestaan door een voldoende precieze wettelijke bepaling, dat zij beantwoordt aan een dwingende maatschappelijke behoefte en dat zij evenredig is met de daarmee nagestreefde doelstelling.

De wetgever beschikt ter zake over een appreciatiemarge. Die appreciatiemarge is evenwel niet onbegrensd : opdat een norm verenigbaar is met het recht op eerbiediging van het privéleven, is vereist dat de wetgever een billijk evenwicht heeft ingesteld tussen alle rechten en belangen die in het geding zijn.

B.9.2. Artikel 5 van de AVG stelt de beginselen vast inzake verwerking van persoonsgegevens :

« 1. Persoonsgegevens moeten :

a) worden verwerkt op een wijze die ten aanzien van de betrokkene rechtmatig, behoorlijk en transparant is ('rechtmatigheid, behoorlijkheid en transparantie');

b) voor welbepaalde, uitdrukkelijk omschreven en gerechtvaardigde doeleinden worden verzameld en mogen vervolgens niet verder op een met die doeleinden onverenigbare wijze worden verwerkt; de verdere verwerking met het oog op archivering in het algemeen belang, wetenschappelijk of historisch onderzoek of statistische doeleinden wordt overeenkomstig artikel 89, lid 1, niet als onverenigbaar met de oorspronkelijke doeleinden beschouwd ('doelbinding');

c) toereikend zijn, ter zake dienend en beperkt tot wat noodzakelijk is voor de doeleinden waarvoor zij worden verwerkt ('minimale gegevensverwerking');

d) juist zijn en zo nodig worden geactualiseerd; alle redelijke maatregelen moeten worden genomen om de persoonsgegevens die, gelet op de doeleinden waarvoor zij worden verwerkt, onjuist zijn, onverwijld te wissen of te rectificeren ('juistheid');

e) worden bewaard in een vorm die het mogelijk maakt de betrokkenen niet langer te identificeren dan voor de doeleinden waarvoor de persoonsgegevens worden verwerkt noodzakelijk is; persoonsgegevens mogen voor langere perioden worden opgeslagen voor zover de persoonsgegevens louter met het oog op archivering in het algemeen belang, wetenschappelijk of historisch onderzoek of statistische doeleinden worden verwerkt overeenkomstig artikel 89, lid 1, mits de bij deze verordening vereiste passende technische en organisatorische maatregelen worden getroffen om de rechten en vrijheden van de betrokkene te beschermen ('opslagbeperking');

f) door het nemen van passende technische of organisatorische maatregelen op een dusdanige manier worden verwerkt dat een passende beveiliging ervan gewaarborgd is, en dat zij onder meer beschermd zijn tegen ongeoorloofde of onrechtmatige verwerking en tegen onopzettelijk verlies, vernietiging of beschadiging ('integriteit en vertrouwelijkheid');

2. De verwerkingsverantwoordelijke is verantwoordelijk voor de naleving van lid 1 en kan deze aantonen ('verantwoordingsplicht').»

Artikel 9 van de AVG betreft de verwerking van bijzondere categorieën van persoonsgegevens :

« 1. Verwerking van persoonsgegevens waaruit ras of etnische afkomst, politieke opvattingen, religieuze of levensbeschouwelijke overtuigingen, of het lidmaatschap van een vakbond blijken, en verwerking van genetische gegevens, biometrische gegevens met het oog op de unieke identificatie van een persoon, of gegevens over gezondheid, of gegevens met betrekking tot iemands seksueel gedrag of seksuele gerichtheid zijn verboden.

2. Lid 1 is niet van toepassing wanneer aan een van de onderstaande voorwaarden is voldaan :

[...]

g) de verwerking is noodzakelijk om redenen van zwaarwegend algemeen belang, op grond van Unierecht of lidstatelijk recht, waarbij de evenredigheid met het nagestreefde doel wordt gewaarborgd, de wezenlijke inhoud van het recht op bescherming van persoonsgegevens wordt geëerbiedigd en passende en specifieke maatregelen worden getroffen ter bescherming van de grondrechten en de fundamentele belangen van de betrokkene.

[...]».

Artikel 9 van de AVG moet in samenhang worden gelezen met artikel 4, punt 14), van de AVG, dat bepaalt :

« Voor de toepassing van deze verordening wordt verstaan onder :

[...]

14) 'biometrische gegevens': persoonsgegevens die het resultaat zijn van een specifieke technische verwerking met betrekking tot de fysieke, fysiologische of gedragsgerelateerde kenmerken van een natuurlijke persoon op grond waarvan eenduidige identificatie van die natuurlijke persoon mogelijk is of wordt bevestigd, zoals gezichtsafbeeldingen of vingerafdrukgegevens ».

B.10.1. Artikel 30bis van de wet van 15 december 1980 maakt het mogelijk de erin bedoelde vreemdelingen te onderwerpen aan de afname van biometrische gegevens. Terwijl, vóór de wijziging ervan bij het bestreden artikel 8, artikel 30bis, § 1, het nemen van vingerafdrukken en foto's beoogde, betreft het voortaan de afname van biometrische gegevens zoals het nemen van vingerafdrukken en het maken van gezichtsopnames, waarbij de gezichtsopname wordt gedefinieerd als « de digitale afbeelding van het gezicht met een resolutie en een kwaliteit die voldoende zijn voor gebruik van de afbeelding voor geautomatiseerde biometrische vergelijking ».

De betrokken vreemdelingen worden omschreven in artikel 30bis, § 2, van de wet van 15 december 1980. Het gaat om vreemdelingen die een visum of een machtiging tot verblijf aanvragen alsook om vreemdelingen die het voorwerp uitmaken van een maatregel tot verwijdering of terugdrijving. Artikel 30bis, § 4, bepaalt dat de biometrische gegevens slechts mogen worden gebruikt in de mate dat zij nodig zijn om de identiteit van de vreemdeling vast te stellen of te verifiëren, om na te gaan of de betrokken vreemdeling een gevaar vormt voor de openbare orde of de nationale veiligheid, of om de verplichtingen na te komen die zijn neergelegd in het Unierecht. Artikel 30bis machtigt de Koning ertoe de termijn te bepalen voor het bewaren van de aldus ingewonnen gegevens (§ 2, tweede lid) en bepaalt dat de verwerking van die gegevens gebeurt onder de controle van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer (thans : de Gegevensbeschermingsautoriteit) (§ 5).

B.10.2. Artikel 51/3 van de wet van 15 december 1980 maakt het mogelijk de erin bedoelde vreemdelingen te onderwerpen aan de afname van biometrische gegevens. Terwijl, vóór de wijziging ervan bij het bestreden artikel 21, artikel 51/3 het nemen van vingerafdrukken beoogde, betreft het voortaan de afname van biometrische gegevens zoals het nemen van vingerafdrukken en het maken van een gezichtsopname, waarbij de gezichtsopname wordt gedefinieerd als « de digitale afbeelding van het gezicht met een resolutie en een kwaliteit die voldoende zijn voor gebruik van de afbeelding voor geautomatiseerde biometrische vergelijking ».

De betrokken vreemdelingen worden omschreven in artikel 51/3, § 1, tweede lid, van de wet van 15 december 1980. Het gaat voornamelijk om vreemdelingen die een verzoek om internationale bescherming hebben ingediend. Artikel 51/3, § 2, bepaalt dat de biometrische gegevens slechts mogen worden gebruikt in de mate dat zij nodig zijn om de identiteit van de vreemdeling vast te stellen, de Staat vast te stellen die verantwoordelijk is voor de behandeling van het verzoek om internationale bescherming of om het verzoek om internationale bescherming te behandelen. Artikel 51/3 machtigt de Koning ertoe de termijn van bewaring van de aldus ingewonnen gegevens te bepalen waarbij wordt gepreciseerd dat die worden vernietigd wanneer de vreemdeling als vluchteling wordt erkend of wanneer hem de subsidiaire beschermingsstatus werd toegekend (§ 5) en bepaalt dat de verwerking van de voormelde gegevens gebeurt onder de controle van de Gegevensbeschermingsautoriteit (§ 4).

B.11. In zoverre de bestreden bepalingen het inzamelen mogelijk maken van de digitale afbeelding van het gezicht van de erin beoogde vreemdelingen, brengen zij een inmenging teweeg in het recht op eerbiediging van het privéleven van die laatstgenoemden. Aangezien de gezichtsopnames biometrische gegevens vormen in de zin van artikel 4, punt 14), van de AVG, dient de inmenging niet alleen te voldoen aan de voorwaarden vermeld in B.9.1, maar ook aan de voorwaarden vastgesteld in artikel 9 van de AVG, dat betrekking heeft op de verwerking van gevoelige persoonsgegevens.

B.12.1. De inzameling van de biometrische gegevens, met inbegrip van de afbeeldingen van het gezicht, streeft de in B.10 vermelde doelstellingen na. Die zijn welbepaald, uitdrukkelijk omschreven en gerechtvaardigd, in de zin van artikel 5, lid 1, b), van de AVG.

Rekening houdend met het belang, inzake openbare orde en veiligheid, van het asielbeleid en de strijd tegen illegale immigratie, met de noodzaak om de betrokken vreemdelingen te identificeren en met het feit dat artikel 13, lid 2, e), van de « Procedurerichtlijn » het de lidstaten mogelijk maakt te bepalen dat de bevoegde autoriteiten de verzoeker om internationale bescherming mogen fotograferen, vormen die doeleinden belangrijke motieven van openbaar belang in de zin van artikel 9, lid 2, g), van de AVG.

B.12.2. Zoals is vermeld in B.10, bepalen de artikelen 30bis en 51/3 van de wet van 15 december 1980 de personen op wie de in het geding zijnde behandeling betrekking heeft en de omstandigheden waarin die kan gebeuren. Zij machtigen de Koning overigens ertoe de termijn vast te stellen voor de bewaring van de biometrische gegevens en voorzien in de controle vanwege de Gegevensbeschermingsautoriteit.

Daaruit volgt dat de bestreden bepalingen niet de wezenlijke inhoud van het recht op bescherming van persoonsgegevens schenden en dat zij gepaard gaan met passende en specifieke maatregelen ter bescherming van de grondrechten en belangen van de betrokken vreemdelingen, in de zin van artikel 9, lid 2, g), van de AVG. Voor het overige staat het aan de bevoegde overheden in hun hoedanigheid van verwerkingsverantwoordelijke, te waken over de inachtneming van de in artikel 5, lid 1, van de AVG vermelde beginselen, waarvan de verzoekende partijen niet aantonen dat het zou zijn geschonden door de bestreden bepalingen.

B.13. De inmenging is bijgevolg verantwoord en brengt geen onevenredige gevolgen teweeg wat betreft de rechten van de betrokken vreemdelingen, gelet op de nagestreefde doelstellingen.

Het tweede en het derde middel in de zaak nr. 7008 zijn niet gegrond.

Wat betreft de verplichting tot samenwerking die wordt opgelegd aan de verzoeker om internationale bescherming (artikel 10 van de wet van 21 november 2017)

B.14. Het vierde, vijfde en tiende middel in de zaak nr. 7008 hebben betrekking op artikel 10 van de wet van 21 november 2017. Die bepaling vervangt artikel 48/6 van de wet van 15 december 1980, dat voortaan bepaalt :

« § 1. De verzoeker om internationale bescherming dient alle nodige elementen ter staving van zijn verzoek zo spoedig mogelijk aan te brengen. De met het onderzoek van het verzoek belaste instanties hebben tot taak om de relevante elementen van het verzoek om internationale bescherming in samenwerking met de verzoeker te beoordelen.

De in het eerste lid bedoelde elementen omvatten onder meer de verklaringen van de verzoeker en alle documentatie of stukken in zijn bezit met betrekking tot zijn identiteit, nationaliteit(en), leeftijd, achtergrond, ook die van de relevante familieleden, land(en) en plaats(en) van eerder verblijf, eerdere verzoeken, reisroutes, reisdocumentatie en de redenen waarom hij een verzoek om internationale bescherming indient.

Het ontbreken van de in het eerste lid bedoelde elementen, en meer in het bijzonder het ontbreken van het bewijs omtrent de identiteit of nationaliteit, die kernelementen uitmaken in een procedure tot beoordeling van een verzoek om internationale bescherming, vormt een negatieve indicatie met betrekking tot de algehele geloofwaardigheid van verzoekers relaas, tenzij de verzoeker een bevredigende verklaring heeft gegeven voor het ontbreken ervan.

Indien de met het onderzoek van het verzoek belaste instanties goede redenen hebben om aan te nemen dat de verzoeker informatie, stukken, documenten of andere elementen achterhoudt die essentieel zijn voor een correcte beoordeling van het verzoek, kunnen zij de verzoeker uitnodigen om deze elementen onverwijld voor te leggen, wat ook hun drager is. De weigering van de verzoeker om deze elementen voor te leggen zonder bevredigende verklaring kan een aanwijzing zijn van zijn weigering om te voldoen aan zijn medewerkingsplicht zoals bedoeld in het eerste lid.

§ 2. De nationale en internationale documenten die de identiteit of de nationaliteit van de verzoeker vaststellen en waarvan de originelen zo spoedig mogelijk zijn neergelegd, worden bewaard in het administratief dossier van de met het onderzoek van het verzoek om internationale bescherming belaste instanties gedurende de volledige duur van de behandeling van dit verzoek.

De originelen van de andere dan in het eerste lid bedoelde ondersteunende stukken kunnen bewaard worden in het administratief dossier gedurende de volledige duur van de behandeling van het verzoek om internationale bescherming.

De verzoeker ontvangt, op zijn verzoek, een kopie van de stukken waarvan de originelen worden bewaard in het administratief dossier en een ontvangstbewijs met een summier beschrijving van de neergelegde documenten.

De teruggave door de met het onderzoek van het verzoek belaste instanties van de in het eerste lid bedoelde originele stukken aan de vreemdeling, of aan zijn raadsman op vertoon van een geschreven volmacht uitgaande van de vreemdeling, gebeurt op zijn vraag voor zover er een definitieve beslissing van erkenning van vluchtelingenstatus of toekenning van subsidiaire beschermingsstatus werd genomen betreffende het verzoek om internationale bescherming en dit onverminderd artikel 57/8/1. In de andere gevallen waarin een definitieve beslissing werd genomen, worden deze stukken overgezonden aan de minister of zijn gemachtigde. De minister of zijn gemachtigde geeft deze terug aan de vreemdeling op zijn vraag, tenzij hij het in bewaring geven van deze stukken op grond van artikel 74/14, § 2, tweede lid, als preventieve maatregel of op grond van artikel 74/15, § 1, als maatregel om de beslissing tot verwijdering uit te voeren heeft opgelegd.

De teruggave van de originele stukken bedoeld in het tweede lid, aan de verzoeker, of aan zijn raadsman op vertoon van een geschreven volmacht uitgaande van de verzoeker, gebeurt op zijn vraag voor zover er een definitieve beslissing werd genomen betreffende het verzoek om internationale bescherming.

De originele stukken die aan het administratief dossier werden toegevoegd kunnen in alle gevallen vervroegd worden teruggegeven mits de verzoeker een geldige reden aanbrengt waaruit blijkt dat een vervroegde teruggave noodzakelijk is.

De teruggave van een stuk vindt niet plaats indien er ten gevolge van een authenticatie door de bevoegde autoriteiten wordt vastgesteld dat het document vals of vervalst is en/of de teruggave wordt verhinderd door een wettelijke bepaling.

De eventuele teruggave van de originele stukken wordt vermeld op het ontvangstbewijs bedoeld in het derde lid.

[...]

§ 4. Wanneer de verzoeker bepaalde aspecten van zijn verklaringen niet staft met schriftelijke of andere bewijzen, behoeven deze aspecten geen bevestiging indien aan de volgende cumulatieve voorwaarden is voldaan :

- a) de verzoeker heeft een oprechte inspanning geleverd om zijn verzoek te staven;
- b) alle relevante elementen waarover de verzoeker beschikt, zijn voorgelegd, en er is een bevredigende verklaring gegeven omtrent het ontbreken van andere bewijskrachtige elementen;
- c) de verklaringen van de verzoeker zijn samenhangend en aannemelijk bevonden en zijn niet in strijd met de algemene en specifieke informatie die gekend en relevant is voor zijn verzoek;
- d) de verzoeker heeft zijn verzoek om internationale bescherming zo spoedig mogelijk ingediend, of hij heeft goede redenen kunnen aanvoeren waarom hij nagelaten heeft dit te doen;
- e) de algemene geloofwaardigheid van de verzoeker is komen vast te staan.

[...] ».

Het Hof onderzoekt achtereenvolgens de neerlegging, de bewaring en de teruggave van de identiteitsdocumenten, de neerlegging van de elementen die essentieel zijn voor de beoordeling van het verzoek en het bewijs van de identiteit en de nationaliteit van de verzoeker om internationale bescherming.

De neerlegging, de bewaring en de teruggave van de identiteitsdocumenten (artikel 48/6, § 2, van de wet van 15 december 1980)

B.15. Het vierde middel in de zaak nr. 7008 is afgeleid uit de schending, door artikel 10 van de wet van 21 november 2017, van de artikelen 10, 11, 13 en 22 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 4 van de richtlijn 2011/95/EU, met artikel 9, lid 1, van de «Procedurerichtlijn», met de artikelen 7 en 47 van het Handvest en met de artikelen 8 en 13 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

Uit het verzoekschrift blijkt dat het middel meer specifiek betrekking heeft op artikel 48/6, § 2, van de wet van 15 december 1980 dat de neerlegging, de bewaring en de teruggave van de identiteitsdocumenten van de verzoeker om internationale bescherming regelt.

B.16. In een eerste onderdeel doen de verzoekende partijen gelden dat de bestreden bepaling de automatische inbeslagname van de identiteitsdocumenten van de verzoeker om internationale bescherming voor de gehele duur van de procedure zou organiseren, en aldus een onverantwoorde en onevenredige inmenging in diens recht op eerbiediging van het privéleven met zich zou meebrengen.

B.17. Zoals is vermeld in B.9.1, waarborgen artikel 22 van de Grondwet, artikel 7 van het Handvest en artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens het recht op eerbiediging van het privéleven.

B.18. Artikel 4 van de richtlijn 2011/95/EU bepaalt :

« 1. De lidstaten mogen van de verzoeker verlangen dat hij alle elementen ter staving van het verzoek om internationale bescherming zo spoedig mogelijk indient. De lidstaat heeft tot taak om de relevante elementen van het verzoek in samenwerking met de verzoeker te beoordelen.

2. De in lid 1 bedoelde elementen bestaan in de verklaringen van de verzoeker en alle documentatie in het bezit van de verzoeker over zijn leeftijd, achtergrond, ook die van relevante familieleden, identiteit, nationaliteit(en), land(en) en plaats(en) van eerder verblijf, eerdere verzoeken, reisroutes, reisdocumenten en de redenen waarom hij een verzoek om internationale bescherming indient.

3. De beoordeling van een verzoek om internationale bescherming moet plaatsvinden op individuele basis en houdt onder meer rekening met :

- a) alle relevante feiten in verband met het land van herkomst op het tijdstip waarop een beslissing inzake het verzoek wordt genomen, met inbegrip van wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van het land van herkomst en de wijze waarop deze worden toegepast;
- b) de door de verzoeker afgelegde verklaring en overgelegde documenten, samen met informatie over de vraag of de verzoeker aan vervolging of andere ernstige schade blootgesteld is dan wel blootgesteld zou kunnen worden;
- c) de individuele situatie en persoonlijke omstandigheden van de verzoeker, waartoe factoren behoren zoals achtergrond, geslacht en leeftijd, teneinde te beoordelen of op basis van de persoonlijke omstandigheden van de verzoeker, de daden waaraan hij blootgesteld is of blootgesteld zou kunnen worden, met vervolging of ernstige schade overeenkomen;
- d) de vraag of zijn activiteiten, sedert hij zijn land heeft verlaten, uitsluitend ten doel hadden de nodige voorwaarden te scheppen om een verzoek om internationale bescherming te kunnen indienen, teneinde na te gaan of de betrokkene, in geval van terugkeer naar dat land, door die activiteiten aan vervolging of ernstige schade zou worden blootgesteld;

e) de vraag of in redelijkheid kan worden verwacht dat de verzoeker zich onder de bescherming kan stellen van een ander land waar hij zich op zijn staatsburgerschap kan beroepen.

4. Het feit dat de verzoeker in het verleden reeds is blootgesteld aan vervolging of aan ernstige schade, of dat hij rechtstreeks is bedreigd met dergelijke vervolging of dergelijke schade, is een duidelijke aanwijzing dat de vrees van de verzoeker voor vervolging gegrond is en het risico op het lijden van ernstige schade reëel is, tenzij er goede redenen zijn om aan te nemen dat die vervolging of ernstige schade zich niet opnieuw zal voordoen.

5. Wanneer lidstaten het beginsel toepassen, volgens welk het de taak van de verzoeker is zijn verzoek om internationale bescherming te staven, wordt de verzoeker ondanks het eventuele ontbreken van bewijsmateriaal voor een aantal van de verklaringen van de verzoeker, geloofwaardig geacht en wordt hem het voordeel van de twijfel gegund, wanneer aan de volgende voorwaarden voldaan is :

a) de verzoeker heeft een oprechte inspanning geleverd om zijn verzoek te staven;

b) alle relevante elementen waarover de verzoeker beschikt, zijn overgelegd, en er is een bevredigende verklaring gegeven omtrent het ontbreken van andere relevante elementen;

c) de verklaringen van de verzoeker zijn samenhangend en aannemelijk bevonden en zijn niet in strijd met beschikbare algemene en specifieke informatie die relevant is voor zijn verzoek;

d) de verzoeker heeft zijn verzoek om internationale bescherming zo spoedig mogelijk ingediend, tenzij hij goede redenen kan aanvoeren waarom hij dit heeft nagelaten, en

e) vast is komen te staan dat de verzoeker in grote lijnen als geloofwaardig kan worden beschouwd ».

B.19. Volgens artikel 48/6, § 2, eerste lid, van de wet van 15 december 1980 moet de verzoeker om internationale bescherming zo spoedig mogelijk de originele stukken van de nationale en internationale documenten neerleggen die van dien aard zijn dat ze zijn identiteit of zijn nationaliteit vaststellen. Die stukken worden bewaard in het administratief dossier gedurende de hele duur van de behandeling van het verzoek. De verzoeker ontvangt, op zijn vraag, een kopie van de stukken waarvan de originelen worden bewaard in het administratief dossier en een ontvangstbewijs met een summier beschrijving van de neergelegde documenten (artikel 48/6, § 2, derde lid).

De teruggave van de voormelde originele stukken aan de vreemdeling of aan zijn raadsman gebeurt in beginsel na afloop van de procedure van behandeling van het verzoek om internationale bescherming (artikel 48/6, § 2, vierde lid).

Een vervroegde teruggave is, op verzoek van de verzoeker, in alle gevallen mogelijk op voorwaarde dat de noodzaak van een dergelijke teruggave op geldige wijze wordt verantwoord door laatstgenoemde (artikel 48/6, § 2, zesde lid). De parlementaire voorbereiding preciseert dat een dergelijke noodzaak kan worden vastgesteld in het kader van het voldoen aan bepaalde administratieve, wettelijke of andere vereisten waarvoor « het neerleggen of voorleggen van de desbetreffende originele stukken noodzakelijk is of wordt aangegeven (bv. stukken van de burgerlijke stand in het kader van een huwelijk, de vereiste documenten voor het openen van een bankrekening, een diploma dat toegang geeft tot een beroep) » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, p. 41). « Indien de vervroegde teruggave wordt toegestaan, zal deze teruggave geen afbreuk doen aan de mogelijkheid voor de betrokken instantie om van de verzoeker te eisen om het (de) betrokken originele stuk(ken) opnieuw neer te leggen éénmaal de stappen die de vervroegde teruggave rechtvaardigen voltooid zijn » (*ibid.*).

B.20. In zoverre de bestreden bepaling de verzoeker om internationale bescherming de verplichting oplegt om aan de instanties belast met de behandeling van het verzoek de originele documenten neer te leggen die van dien aard zijn dat ze zijn identiteit of zijn nationaliteit vaststellen en in zoverre zij bepaalt dat die stukken worden bewaard in het administratief dossier gedurende de hele duur van de behandeling van dat verzoek, brengt ze een inmenging teweeg in het recht van die verzoeker op eerbiediging van het privéleven (vgl. EHRM, 24 juli 2003, *Smirnova t. Rusland*, § § 95 en 97).

Volgens de memorie van toelichting vormt de bestreden bepaling een omzetting van artikel 13, lid 1, van de « Procedurerichtlijn » en van artikel 4, lid 2, van de richtlijn 2011/95/EU (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, p. 37).

Het voormelde artikel 13, leden 1 en 2, b), bepaalt :

« 1. De lidstaten leggen verzoekers de verplichting op om met de bevoegde autoriteiten samen te werken om hun identiteit en andere in artikel 4, lid 2, van Richtlijn 2011/95/EU bedoelde elementen vast te stellen. De lidstaten kunnen verzoekers andere verplichtingen tot samenwerking met de bevoegde autoriteiten opleggen, voor zover dergelijke verplichtingen nodig zijn voor de behandeling van het verzoek.

2. De lidstaten kunnen met name bepalen dat :

[...]

b) verzoekers documenten die in hun bezit zijn en die relevant zijn voor de behandeling van hun verzoek, zoals hun paspoort, moeten overhandigen;

[...] ».

Artikel 4, lid 2, van de richtlijn 2011/95/EU bepaalt :

« De [...] elementen bestaan in de verklaringen van de verzoeker en alle documentatie in het bezit van de verzoeker over zijn leeftijd, achtergrond, ook die van relevante familieleden, identiteit, nationaliteit(en), land(en) en plaats(en) van eerder verblijf, eerdere verzoeken, reisroutes, reisdocumenten en de redenen waarom hij een verzoek om internationale bescherming indient ».

Artikel 13 van de « Procedurerichtlijn » laat de lidstaten toe de verzoekers om internationale bescherming te verplichten documenten neer te leggen waaruit hun identiteit of hun nationaliteit blijkt. Het voorziet niets wat betreft de wijze van bewaring, met name inzake de duur en de teruggave van de neergelegde documenten.

Het Hof onderzoekt of de inmenging de in B.9.1 vermelde voorwaarden in acht neemt.

B.21.1. Luidens de memorie van toelichting is de bewaring van de originele identiteits- en reisdocumenten van de verzoekers om internationale bescherming tijdens de hele duur van de procedure verantwoord om volgende redenen :

« 2° De nieuwe tweede paragraaf beoogt het wettelijk vastleggen van bepaalde principes betreffende het neerleggen van ondersteunende stukken door de verzoeker om internationale bescherming, die tot op heden geregeld werden door artikel 23 van het koninklijk besluit van 11 juli 2003 tot regeling van de werking van en de rechtspleging voor het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen. Het gaat om het gevolg van de verplichting in hoofd van de verzoeker om internationale bescherming om alle nodige elementen om zijn verzoek te ondersteunen, bedoeld in de eerste paragraaf, voor te leggen. Indien immers de verzoeker ondersteunende stukken aanbrengt voor de met het onderzoek van het verzoek belaste instanties, dringt zich de vraag op naar het neerleggen van de stukken in het dossier, van de bewaring er van en hun teruggave.

Het eerste lid heeft betrekking op de bewaring van de originele nationale of internationale documenten die de identiteit of de nationaliteit van de verzoeker vaststellen door de met het onderzoek van het verzoek belaste instanties, en betreft een omzetting van artikel 13.1 van de richtlijn 2013/32/EU en het artikel 4.2 van de richtlijn 2011/95/EU. Het gebruik van de identiteits- en reisdocumenten door de verzoeker tijdens het onderzoek van het verzoek om internationale bescherming is immers onverenigbaar met zijn verzoek om internationale bescherming in het Rijk. Overigens, zoals hoger vermeld, vormt de vaststelling van de identiteit en de nationaliteit van de verzoeker een kernelement in het onderzoek van het verzoek om internationale bescherming, en dit tijdens de volledige duur er van. De bewaring van de originele stukken die deze identiteit en nationaliteit vaststellen laat bijgevolg de met het onderzoek van het verzoek belaste instanties toe om, op elk moment tijdens de procedure, de echtheid er van na te gaan. De verzoeker om internationale bescherming is gehouden om deze stukken zo spoedig mogelijk neer te leggen, en dit vanaf de indiening van zijn verzoek om internationale bescherming, en de registratie er van bij de minister of zijn gemachtigde.

Dit lid voorziet eveneens de verplichte bewaring in het administratief dossier van de neergelegde, originele identiteitsdocumenten. Immers, gezien het gaat om stukken die betrekking hebben op een kernelement van het onderzoek van het verzoek om internationale bescherming en gezien het noodzakelijk is dat deze stukken het administratief dossier kunnen volgen en onderzocht worden door de met het onderzoek van het verzoek belaste instantie die gevat is, is het niet uitsluitend de instantie die de stukken heeft ontvangen die de bewaring er van verzekert, maar de instantie belast met het onderzoek van het verzoek om internationale bescherming, wanneer zij in het bezit wordt gesteld van het administratief dossier. Bijgevolg, indien de stukken worden neergelegd op het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen en een beroep werd ingediend tegen de beslissing er van bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, wordt het administratief dossier overgedragen aan de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, in overeenstemming met de artikelen 39/72, 39/77 of 39/77/1 met inbegrip van de identiteitsdocumenten die werden neergelegd op het Commissariaat-generaal. Indien de Raad het administratief dossier opnieuw overmaakt aan het Commissariaat-generaal, is dit met inbegrip van de identiteitsdocumenten die werden neergelegd tijdens de beroepsprocedure » (*Parl. St., Kamer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, pp. 37-38*).

B.21.2. De verplichting voor de verzoekers om internationale bescherming om de originele stukken neer te leggen van de nationale en internationale documenten die van aard zijn hun identiteit of hun nationaliteit vast te stellen, en de verplichte afstand van die stukken met het oog op de bewaring ervan, in het dossier, tijdens het onderzoek van het verzoek, vormen een inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven van de betrokken verzoekers.

Het neerleggen van de originele stukken van de nationale en internationale documenten die de identiteit of de nationaliteit van de verzoeker kunnen vaststellen, en de bewaring ervan, in het dossier, tijdens het onderzoek van het verzoek om internationale bescherming, zijn bij de wet bepaald en streven een wettig doel na, namelijk het vaststellen en, in voorkomend geval, de controle van de identiteit en de nationaliteit van de verzoeker om internationale bescherming, die een centraal element vormen van het onderzoek van het verzoek, in de meer algemene context van het asielbeleid, de strijd tegen illegale immigratie en de bescherming van de openbare orde en de nationale veiligheid.

In zoverre hij de mogelijkheid biedt het beoogde doel te bereiken, is de betwiste maatregel relevant.

Er dient nog te worden nagegaan of die maatregel onevenredig is, door verder te gaan dan wat noodzakelijk is om het nagestreefde doel te bereiken.

B.21.3. De verplichting die wordt opgelegd aan de verzoeker om internationale bescherming om de originelen van de documenten die zijn identiteit of nationaliteit vaststellen zo spoedig mogelijk neer te leggen, moet de met het onderzoek van het verzoek belaste instanties toelaten om de echtheid van die documenten na te gaan. Die maatregel gaat niet verder dan wat noodzakelijk is om het nagestreefde doel te bereiken.

De bestreden bepaling vermeldt voorts dat de voormelde documenten in het administratief dossier worden bewaard gedurende de volledige duur van de behandeling van het verzoek om internationale bescherming. De wetgever heeft die maatregel noodzakelijk geacht om niet alleen de CGVS, maar desgevallend ook de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen toe te laten de echtheid van de bedoelde identiteitsdocumenten te onderzoeken (*Parl. St., Kamer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, pp. 38 en 39*).

B.21.4. De bestreden maatregel komt erop neer de betrokken verzoekers gedurende heel die periode in beginsel het bezit van hun originele documenten te ontnemen. Om de vervroegde teruggave *ad hoc* kan worden verzocht, voor zover zij noodzakelijk is en geldig wordt gemotiveerd. De instanties belast met het onderzoek van het verzoek beoordelen dat verzoek.

B.21.5. In zoverre het de CGVS wordt toegestaan om de originele documenten in het dossier te bewaren tijdens de tijd die werkelijk noodzakelijk is om de echtheid ervan te onderzoeken, en rekening houdend met het feit dat de verzoeker in alle gevallen om de teruggave kan verzoeken indien hij die documenten nodig heeft, gaat de bestreden maatregel niet verder dan wat nodig is om de door de wetgever nagestreefde doelstellingen te bereiken.

B.21.6. Het doel dat erin bestaat de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen toe te laten die documenten te verifiëren, kan daarentegen niet verantwoord worden dat zij langer in het administratief dossier worden bewaard dan de duur die strikt noodzakelijk is voor een onderzoek ervan door de CGVS. De Raad voor Vreemdelingenbetwistingen is immers, op grond van artikel 39/62 van de wet van 15 december 1980, gerechtigd alle bescheiden en inlichtingen omtrent de zaken waarover hij zich uit te spreken heeft, door de partijen te doen overleggen. Indien nodig kan hij dus eisen dat de identiteitsdocumenten worden overgelegd en kan hij ze op zijn beurt bewaren gedurende de periode die strikt noodzakelijk is voor het onderzoek ervan. Ten slotte dient de Raad bij verwerping van de aangebrachte stukken niet aan te tonen dat ze vals zijn, maar volstaat het aan te geven dat die stukken naar zijn oordeel geen of onvoldoende bewijswaarde bezitten (RvV, 4 juni 2020, nr. 236.399).

B.22. In zoverre het bepaalt dat de originele documenten die van aard zijn de identiteit of de nationaliteit van de verzoeker om internationale bescherming vast te stellen, in beginsel in het administratief dossier moeten worden bewaard tijdens de volledige duur van de behandeling van het verzoek, schendt artikel 48/6, § 2, eerste lid, van de wet van 15 december 1980 het recht op eerbiediging van het privéleven van de betrokken vreemdelingen.

B.23. Het eerste onderdeel van het vierde middel in de zaak nr. 7008 is gegrond. Bijgevolg dient artikel 48/6, § 2, eerste lid, van de wet van 15 december 1980 te worden vernietigd zoals dat artikel is vervangen bij het bestreden artikel 10, alsmede het vierde lid van dezelfde bepaling dat daarmee onlosmakelijk verbonden is.

De overlegging van de elementen die essentieel zijn voor de beoordeling van het verzoek (artikel 48/6, § 1, van de wet van 15 december 1980)

B.24. Het vijfde middel in de zaak nr. 7008 is afgeleid uit de schending, door artikel 10 van de wet van 21 november 2017, van de artikelen 10, 11 en 22 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 4, punt 11), 5, 6, lid 1, a), en 7 van de AVG, met de artikelen 7 en 8 van het Handvest, met artikel 16 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie (hierna: het VWEU) en met artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

Uit het verzoekschrift blijkt dat het middel meer specifiek betrekking heeft op artikel 48/6, § 1, vierde lid, van de wet van 15 december 1980.

B.25.1. Met toepassing van die bepaling kunnen de instanties die belast zijn met het onderzoek van het verzoek om internationale bescherming, indien zij goede redenen hebben om aan te nemen dat de verzoeker informatie, stukken, documenten of andere elementen achterhoudt die essentieel zijn voor een correcte beoordeling van het verzoek, betrokkene uitnodigen om die elementen neer te leggen. De neerlegging van die elementen dient onverwijld te gebeuren, wat ook hun drager is. De weigering van de verzoeker om die elementen neer te leggen zonder bevredigende verklaring zal kunnen wijzen op zijn weigering om zich te onderwerpen aan de medewerkingsplicht waartoe hij gehouden is.

B.25.2. De memorie van toelichting vermeldt :

« Het behoort tot de appreciatiebevoegdheid van de met het onderzoek van het verzoek belaste instanties om in elk dossier en in functie van de desbetreffende relevante elementen, te beoordelen of er goede redenen aanwezig zijn in de concrete zaak, zonder dat dit aanleiding moet geven tot een bijzondere motivering in dit verband. Het feit dat de verzoeker uitgenodigd wordt om de bedoelde elementen neer te leggen en de verzoeker hieraan beantwoordt maakt immers enkel een andere lezing uit van de medewerkingsplicht in zijn hoofde, zoals dit ook het geval is met het beantwoorden van vragen met betrekking tot zijn achtergrond die hem worden gesteld door de met het onderzoek van het verzoek belaste instanties. Bijvoorbeeld, en dit op niet limitatieve wijze, kunnen de vaststelling van lacunaire verklaringen (vaagheden, incoherenties, inconsistenties, tegenstrijdigheden, en/of onwaarschijnlijkheden, enz.) in hoofde van de verzoeker op belangrijke punten van zijn verzoek; de vaststelling van incoherenties of tegenstrijdigheden tussen enerzijds de verklaringen van de verzoeker en anderzijds andere beschikbare informatie; het feit dat de verzoeker een profiel heeft waardoor hij ertoe kan gebracht worden om bepaalde aspecten van zijn achtergrond te minimaliseren of - in tegendeel - te overdrijven, goede redenen in de zin van dit lid uitmaken. Deze elementen kunnen een invloed hebben op de beoordeling van de realiteit van de vrees en van de problemen die hij zou kunnen hebben in geval van terugkeer, zelfs op de eventuele toepassing van redenen van intrekking, opheffing, zelfs van uitsluiting van statuten van internationale bescherming, enz.

[...] De uitnodiging om deze elementen voor te leggen heeft tot doel om de verzoeker toe te laten om deze elementen aan de met het onderzoek van het verzoek belaste instanties voor te leggen, met zijn toelating, opdat hij zou voldoen aan zijn medewerkingsverplichting die op zijn schouder rust en de voormelde instanties toegang kunnen hebben tot deze elementen en deze kunnen onderzoeken om het verzoek om internationale bescherming te kunnen beoordelen. De bevoegde instantie kan de verzoeker uitnodigen dat hij deze elementen onverwijld voorlegt. Deze bepaling beoogt de situatie waarbij, tijdens het persoonlijk onderhoud op het Commissariaat-generaal, deze laatste vraagt om de desbetreffende elementen onmiddellijk voor te leggen voor onderzoek. Dit onverminderd elke vraag tot inlichtingen die overigens aan de betrokkene kan gericht worden door het CGVS of iedere vraag tot voorlegging van stukken geformuleerd door de RvV op basis van artikel 39/62. Dit lid voorziet eveneens dat de voorlegging van de desbetreffende elementen kan gebeuren wat ook de drager of het medium is van de gevraagde elementen. Dit houdt in dat de drager van welke aard dan ook kan zijn. Het kan bijgevolg gaan om een materiële of een immateriële drager, met inbegrip van elk stuk, elk voorwerp, elke communicatietoestel (gsm, tablet, draagbare computer,...), elke toegang tot een sociaal netwerk op internet (Facebook,...), elke uitwisseling van briefwisseling (inclusief elektronische), elke elektronische informatiedrager (Usb-sleutel, cd-(rom), geheugenkaartje,...) geschikt om de geviseerde elementen te bevatten en waar de met het onderzoek van het verzoek belaste instanties toegang tot kunnen vragen om kennis te nemen van de inhoud om het verzoek om internationale bescherming van de betrokkene te kunnen beoordelen » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, pp. 34-35).

In de Kamercommissie heeft de Staatssecretaris voor Asiel en Migratie in dat verband gepreciseerd :

« Indien de verzoeker ermee akkoord gaat om deze stukken voor te leggen of toegang/inzage te verlenen tot het privégedeelte van een sociale netwerksite, gsm, enz., gebeurt de inzage in zijn aanwezigheid en met zijn toestemming. De inzage gebeurt door het CGVS om de essentiële elementen van het verzoek, zoals de identiteit, nationaliteit, regio van herkomst of andere belangrijke feiten of elementen van het verzoek te kunnen nagaan. Andere (voor de beoordeling niet-relevante) elementen worden niet gebruikt » (*Parl. St.*, Kamer, 2017-2018, DOC 54-2548/008, p. 8).

In de memorie van toelichting wordt het geval vermeld waarin de verzoeker om internationale bescherming weigert de gevraagde elementen voor te leggen :

« De verzoeker kan weigeren in te gaan op de uitnodiging van de met het onderzoek van het verzoek belaste instanties en weigeren om de door deze laatste gevraagde elementen voor te leggen. Deze weigering kan op zich geen weigering van internationale bescherming verantwoorden, maar kan beschouwd worden als een aanwijzing van een gebrek aan medewerking in hoofde van de verzoeker, tenzij hij hierover een bevredigende verklaring verstrekt. Een 'bevredigende verklaring' is een verklaring die, rekening houdende met het geheel van de elementen van het dossier en de bijzonderheden er van, alsook met de persoonlijke en individuele omstandigheden van de verzoeker, op geldige wijze de weigering van verzoeker om de gevraagde informatie voor te leggen of toegang te geven tot deze informatie rechtvaardigt. Gezien de uitnodiging in hoofde van de verzoeker om bepaalde informatie voor te leggen noodzakelijkerwijze betrekking heeft op essentiële elementen van zijn verzoek (identiteit, nationaliteit, regio van herkomst, belangrijke feiten/elementen betreffende het verzoek, enz.), zal het bevredigend karakter van de verklaring geapprecieerd worden in het licht van de mate waarin de gevraagde informatie belangrijk is voor het verzoek om internationale bescherming en in het licht van de pertinente omstandigheden van de zaak, bijvoorbeeld de impact die het voorleggen van deze informatie zou kunnen hebben op de verzoeker of een derde, de onmogelijkheid of aanzienlijke moeilijkheden die de verzoeker heeft om toegang te krijgen tot deze informatie (bijvoorbeeld omdat hij er nooit toegang toe gehad heeft of er geen toegang meer toe heeft), enz. Deze verklaring dient omstandig en voldoende onderbouwd te zijn. Gelet op het belang van de gevraagde elementen in het kader van een onderzoek van het verzoek om internationale bescherming, zal het vereiste niveau met betrekking tot de gegeven verklaring *de facto* dusdanig zijn dat de gevallen waarbij een uitleg als bevredigend zal worden beschouwd, beperkt zijn. Ondanks het uitzonderlijk karakter van situaties waarbij een verklaring als bevredigend zal worden beschouwd, kunnen dergelijke situaties zich voordoen en is het nodig om hier rekening mee te houden. De beoordeling van het bevredigend karakter van een verklaring komt toe aan de met het onderzoek van het verzoek om internationale bescherming belaste instanties. Indien de verklaring evenwel als bevredigend wordt beschouwd, maar een cruciaal element van het verzoek ontbreekt of is niet afdoende gestaafd (hetzij door verklaringen of stukken die als bevredigend worden beschouwd) en de met het onderzoek van het verzoek belaste instanties zijn bijgevolg niet in staat om zich uit te spreken over dit aspect van het relaas, hoewel het gebrek aan medewerking in hoofde van de betrokkene niet kan worden opgeworpen, zal het verzoek niettemin onderzocht worden op grond van de elementen aanwezig in het administratief dossier van de verzoeker. De instanties kunnen in voorkomend geval vaststellen dat zij zich in de onmogelijkheid bevinden om de reële situatie van de verzoeker te onderzoeken » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, pp. 35-36).

Wat betreft de bestaanbaarheid van de bestreden bepaling met het recht op eerbiediging van het privéleven vermeldt de parlementaire voorbereiding :

« Dit lid is in overeenstemming met de wet van 8 december 1992 voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens (B.S., 18 maart 1993). De opdracht van de met het onderzoek van het verzoek belaste instanties is er immers hoofdzakelijk op gericht om bij de verzoeker relevante informatie te verzamelen met het oog op de beoordeling van zijn verzoek. Deze relevante informatie bestaat hoofdzakelijk uit de persoonlijke achtergrond van de verzoeker om internationale bescherming, zijn profiel en elementen van zijn privéleven die hem er toe brengen deze op vertrouwelijke wijze bloot te geven (binnen de beperkingen die zijn voorzien in artikel 57/27 van de wet), hoofdzakelijk op basis van zijn verklaringen, eventueel ondersteund door schriftelijke bewijselementen of andere. In asielcontext geldt de vrije bewijsleer (zie onder meer RvV, nr. 115 491 van 11 december 2013; RvV nr. 101 089 van 18 april 2013, RvV nr. 98 253 van 28 februari 2013), elk element kan dus bijdragen tot de beoordeling van het verzoek. Door het indienen van een verzoek om internationale bescherming, hetgeen een weloverwogen stap vormt in hoofde van de verzoeker met het oog op de erkenning of toekenning van een recht, dient de verzoeker te voldoen aan de verplichtingen tot medewerking, zoals bepaald in het eerste lid, en dient hij in te gaan op de vragen van de met het onderzoek van het verzoek belaste instanties, gezien deze gericht zijn op de beoordeling van dit verzoek, en *in fine* de nood aan bescherming in zijn hoofde. De toegang, het verzamelen en het behandelen van deze informatie met een persoonlijk karakter gebeurt bijgevolg met instemming, en draagt op een loyale en wettelijke wijze bij tot de vaststelling van de noodzakelijke feiten opdat de met het onderzoek van het verzoek belaste instanties hun opdracht kunnen uitvoeren » (*ibid.*, pp. 36-37).

De parlementaire voorbereiding vermeldt dat de bestreden bepaling een bestaande praktijk concreetiseert, zodat zij geen enkele nieuwe bevoegdheid aan de bevoegde instanties toekent :

« De mogelijkheid om smartphones en ander IT-materiaal ter beschikking te stellen bestaat nu reeds. Het wetsontwerp geeft dus geen nieuwe bevoegdheid aan het CGVS.

De bedoeling van de bepaling met betrekking tot IT-materiaal is om het verschil te maken met maatregelen die in landen als Noorwegen en Denemarken bestaan, die nog verder gaan dan deze bepaling. Daar hebben de politiediensten, onder toezicht van het parket, reeds tijdens de registratie van de asielaanvraag de mogelijkheid om een onderzoek van deze materialen op te leggen.

[...]

Men stelt vast dat een aantal mensen de documenten die ze bezitten niet overhandigen en hun reële situatie niet schetsen, terwijl ze misschien recht hebben op erkenning. Het CGVS spoort hen aan zoveel mogelijk documenten te overhandigen en de waarheid te vertellen » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2548/002, pp. 96-97; zie eveneens *ibid.*, pp. 27 en 84).

B.25.3. Bij de totstandkoming ervan heeft de bestreden bepaling het voorwerp uitgemaakt van kritische adviezen van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer (advies nr. 57/2017, 11 oktober 2017, CO-A-2017-047) alsmede van het Hoog Commissariaat van de Verenigde Naties voor de Vluchtelingen (advies van 4 oktober 2017, *Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2548/004). Als antwoord op die kritiek heeft de staatssecretaris voor Asiel en Migratie aangekondigd dat een koninklijk besluit zou worden genomen op grond van artikel 57/24 van de wet van 15 december 1980 en dat daarin een aantal bijkomende waarborgen zouden worden voorzien :

« Deze bijkomende waarborgen zullen de concrete manier betreffen waarop de toegang tot de elektronische informatiedragers of communicatiemiddelen wordt gegeven aan de medewerker van het CGVS, op welke (eventueel technische) manier de gegevens zullen bewaard worden en wat er precies bewaard moet worden en op welke manier deze gegevens beveiligd zullen worden. Het koninklijk besluit zal onder andere de volgende waarborgen bevatten :

- dat betrokkene voor het inkijken geïnformeerd wordt over de reden waarom inzage gevraagd wordt, en over de mogelijkheid tot weigering (met een weergave van de eventuele consequentie);
- dat de betrokkene duidelijk zijn toestemming gegeven heeft;
- dat men enkel inkijkt wat de betrokkene wenst dat wordt ingekeken;
- dat enkel op het ogenblik van het gehoor een inkijken mogelijk is;
- dat enkel ingekeken wordt wat relevant is voor de beoordeling van de asielaanvraag;
- dat enkel in het dossier opgenomen wordt wat relevant is voor de beoordeling van de asielaanvraag » (*Parl. St.*, Kamer, 2017-2018, DOC 54-2548/008, p. 5).

De bestreden bepaling machtigt de Koning niet uitdrukkelijk ertoe de concrete wijze van tenuitvoerlegging ervan te bepalen, noch te voorzien in bijzondere garanties teneinde het recht op de eerbiediging van het privéleven van de betrokken verzoekers om internationale bescherming te vrijwaren.

B.26.1. Zoals is vermeld in B.9.1, waarborgen artikel 22 van de Grondwet, artikel 7 van het Handvest en artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens het recht op de eerbiediging van het privéleven.

B.26.2. Artikel 8 van het Handvest en artikel 16 van het VWEU verankeren het recht van iedere persoon op de bescherming van de hem betreffende persoonsgegevens.

B.26.3. Artikel 4, punt 11), van de AVG bepaalt :

« Voor de toepassing van deze verordening wordt verstaan onder :

[...]

' toestemming ' van de betrokkene : elke vrije, specifieke, geïnformeerde en ondubbelzinnige wilsuiting waarmee de betrokkene door middel van een verklaring of een ondubbelzinnige actieve handeling hem betreffende verwerking van persoonsgegevens aanvaardt ».

Artikel 6 van de AVG bepaalt :

« 1. De verwerking is alleen rechtmatig indien en voor zover aan ten minste een van de onderstaande voorwaarden is voldaan :

a) de betrokkene heeft toestemming gegeven voor de verwerking van zijn persoonsgegevens voor een of meer specifieke doeleinden;

[...]

e) de verwerking is noodzakelijk voor de vervulling van een taak van algemeen belang of van een taak in het kader van de uitoefening van het openbaar gezag dat aan de verwerkingsverantwoordelijke is opgedragen;

[...]

2. De lidstaten kunnen specifiekere bepalingen handhaven of invoeren ter aanpassing van de manier waarop de regels van deze verordening met betrekking tot de verwerking met het oog op de naleving van lid 1, punten c) en e), worden toegepast; hiertoe kunnen zij een nadere omschrijving geven van specifieke voorschriften voor de verwerking en andere maatregelen om een rechtmatige en behoorlijke verwerking te waarborgen, ook voor andere specifieke verwerkingssituaties als bedoeld in hoofdstuk IX.

3. De rechtsgrond voor de in lid 1, punten *c*) en *e*), bedoelde verwerking moet worden vastgesteld bij :

a) Unierecht; of

b) lidstatelijk recht dat op de verwerkingsverantwoordelijke van toepassing is.

Het doel van de verwerking wordt in die rechtsgrond vastgesteld of is met betrekking tot de in lid 1, punt *e*), bedoelde verwerking noodzakelijk voor de vervulling van een taak van algemeen belang of voor de uitoefening van het openbaar gezag dat aan de verwerkingsverantwoordelijke is verleend. Die rechtsgrond kan specifieke bepalingen bevatten om de toepassing van de regels van deze verordening aan te passen, met inbegrip van de algemene voorwaarden inzake de rechtmatigheid van verwerking door de verwerkingsverantwoordelijke; de types verwerkte gegevens; de betrokkenen; de entiteiten waaraan en de doeleinden waarvoor de persoonsgegevens mogen worden verstrekt; de doelbinding; de opslagperiodes; en de verwerkingsactiviteiten en -procedures, waaronder maatregelen om te zorgen voor een rechtmatige en behoorlijke verwerking, zoals die voor andere specifieke verwerkingssituaties als bedoeld in hoofdstuk IX. Het Unierecht of het lidstatelijke recht moet beantwoorden aan een doelstelling van algemeen belang en moet evenredig zijn met het nagestreefde gerechtvaardigde doel.

[...] ».

Artikel 7 van de AVG bepaalt :

« 1. Wanneer de verwerking berust op toestemming, moet de verwerkingsverantwoordelijke kunnen aantonen dat de betrokkene toestemming heeft gegeven voor de verwerking van zijn persoonsgegevens.

2. Indien de betrokkene toestemming geeft in het kader van een schriftelijke verklaring die ook op andere aangelegenheden betrekking heeft, wordt het verzoek om toestemming in een begrijpelijke en gemakkelijk toegankelijke vorm en in duidelijke en eenvoudige taal zodanig gepresenteerd dat een duidelijk onderscheid kan worden gemaakt met de andere aangelegenheden. Wanneer een gedeelte van een dergelijke verklaring een inbreuk vormt op deze verordening, is dit gedeelte niet bindend.

3. De betrokkene heeft het recht zijn toestemming te allen tijde in te trekken. Het intrekken van de toestemming laat de rechtmatigheid van de verwerking op basis van de toestemming vóór de intrekking daarvan, onverlet. Alvorens de betrokkene zijn toestemming geeft, wordt hij daarvan in kennis gesteld. Het intrekken van de toestemming is even eenvoudig als het geven ervan.

4. Bij de beoordeling van de vraag of de toestemming vrijelijk kan worden gegeven, wordt onder meer ten sterkste rekening gehouden met de vraag of voor de uitvoering van een overeenkomst, met inbegrip van een dienstenovereenkomst, toestemming vereist is voor een verwerking van persoonsgegevens die niet noodzakelijk is voor de uitvoering van die overeenkomst ».

B.27. De verzoekende partijen doen in een eerste onderdeel gelden dat de instemming van de verzoeker om internationale bescherming met de inzameling en de verwerking van persoonsgegevens die op hem betrekking hebben, geen vrije instemming is in de zin van de AVG, aangezien de weigering van de verzoeker om de elementen neer te leggen die door de administratie als essentieel worden geacht voor een correcte beoordeling van het verzoek kan worden beschouwd als een aanwijzing van zijn weigering om zich te onderwerpen aan de medewerkingsplicht, hetgeen een negatieve weerslag kan hebben op de behandeling van zijn verzoek.

B.28.1. Uit de in B.25.2 geciteerde parlementaire voorbereiding blijkt dat de mogelijkheid, voor de instanties die zijn belast met het onderzoek van het verzoek om internationale bescherming, om de verzoeker uit te nodigen sommige elementen neer te leggen, bedoeld in artikel 48/6, § 1, vierde lid, van de wet van 15 december 1980, ertoe strekt die instanties toe te staan over te gaan tot het nazicht en de vaststelling van de feiten die noodzakelijk zijn voor de beoordeling van het verzoek om internationale bescherming dat tot hen werd gericht.

In tegenstelling tot wat de verzoekende partijen aanvoeren, berust de regelmatigheid van de behandeling van de in het voormelde artikel 48/6, § 1, vierde lid, bedoelde gegevens niet alleen op de instemming van de betrokken personen, maar ook op de noodzaak van de verwerking met het oog op de uitvoering van een taak van openbaar belang of die valt onder de uitoefening van het openbaar gezag dat aan de verwerkingsverantwoordelijke is opgedragen, in de zin van artikel 6, lid 1, *e*), van de AVG, taak die beantwoordt aan redenen van zwaarwegend algemeen belang wat betreft de gevoelige persoonsgegevens, in de zin van artikel 9, lid 2, *g*), van de AVG.

Het eerste onderdeel van het middel berust dus op een verkeerd uitgangspunt.

B.28.2. Het eerste onderdeel van het vijfde middel in de zaak nr. 7008 is niet gegrond.

B.29. De verzoekende partijen betogen in een tweede onderdeel dat de bestreden bepaling een onevenredige inmenging met zich meebrengt in het privéleven van de verzoekers om internationale bescherming. Die inmenging zou discriminerend zijn in zoverre zij gepaard zou gaan met minder waarborgen dan die waarin is voorzien in het kader van een strafrechtelijk onderzoek.

B.30. Zoals is vermeld in B.9.1, sluit het recht op eerbiediging van het privéleven geen inmenging uit van een openbaar gezag, op voorwaarde dat die inmenging wordt toegestaan door een voldoende precieze wetsbepaling, dat zij overeenstemt met een dwingende maatschappelijke behoefte en dat zij evenredig is met de nagestreefde wettige doelstelling.

Het Hof van Justitie van de Europese Unie heeft, in verband met een psychologisch deskundigenonderzoek op last van de verantwoordelijke overheid voor de vaststelling in het kader van de onderzoeksprocedure van het verzoek om internationale bescherming geoordeeld :

« het evenredigheidsbeginsel [...] verlangt dat de vastgestelde handelingen niet buiten de grenzen treden van wat geschikt en noodzakelijk is voor de verwezenlijking van de rechtmatige doelstellingen die met de betrokken regeling worden nagestreefd, met dien verstande dat de veroorzaakte nadelen niet onevenredig mogen zijn met de nagestreefde doelen »

en

« Ofschoon het onderzoek naar de elementen op grond waarvan de werkelijke behoefte aan internationale bescherming van een verzoeker kan worden beoordeeld, weliswaar een inmenging in diens privéleven kan rechtvaardigen, [...] de beslissingsautoriteit in deze context onder rechterlijk toezicht [dient] te beoordelen of het deskundigenonderzoek dat zij beoogt te gelasten of waar zij rekening mee wenst te houden, passend en noodzakelijk is voor de verwezenlijking van dit doel » (HvJ, 25 januari 2018, C-473/16, *F. t. Bevándorlási és Állampolgársági Hivatal*, punten 56 en 57).

B.31. De instanties belast met het onderzoek van het verzoek om internationale bescherming beschikken over een ruime beoordelingsbevoegdheid wat betreft de vraag of het opportuun is de verzoeker uit te nodigen om informatie, stukken, documenten of andere elementen neer te leggen die zij essentieel achten voor een correcte beoordeling van het verzoek. De « goede redenen » die een dergelijke uitnodiging verantwoorden, verwijzen bijvoorbeeld naar lacunaire verklaringen van de verzoeker in verband met belangrijke punten van zijn verzoek, of incoherenties of tegenstrijdigheden tussen de verklaringen van de verzoeker en andere beschikbare informatie (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, p. 34).

Die elementen moeten onverwijld worden neergelegd. De in B.25.2 geciteerde parlementaire voorbereiding preciseert dat die vereiste verwijst naar de situatie waarin het CGVS vraagt om de neerlegging van essentiële elementen tijdens het persoonlijk onderhoud (*ibid.*, p. 35). De elementen moeten overigens worden neergelegd, ongeacht de drager ervan, waarbij het kan gaan over de neerlegging van een drager van welke aard ook, materieel of immaterieel, zoals een communicatietoestel (gsm, tablet, draagbare computer) of de toegang tot een sociale netwerksite op internet, een elektronische informatiedrager of de uitwisseling van briefwisseling (*ibid.*). Zoals de staatssecretaris voor Asiel en Migratie heeft uiteengezet in de Kamercommissie, gaat het CGVS over tot de inzage in de elementen die essentieel worden geacht, in aanwezigheid van de verzoeker en met zijn instemming, teneinde de essentiële elementen van het verzoek na te gaan (*Parl. St.*, Kamer, 2017-2018, DOC 54-2548/008, p. 8). Enkel de elementen die relevant zijn voor het verzoek, dit wil zeggen die essentieel zijn voor een concrete beoordeling van het verzoek, zijn nuttig (*ibid.*). De weigering van de verzoeker om de gevraagde essentiële elementen neer te leggen zonder bevredigende verklaring kan een aanwijzing vormen van zijn weigering om zich te onderwerpen aan de medewerkingsplicht waartoe hij gehouden is, maar die weigering kan op zich geen weigering van internationale bescherming verantwoorden (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, p. 35).

B.32. In zoverre de bestreden bepaling het mogelijk maakt de verzoeker om internationale bescherming uit te nodigen de essentiële elementen neer te leggen in verband met zijn privéleven, brengt ze een inmenging teweeg in het recht van die persoon op eerbiediging van zijn privéleven en op bescherming van de persoonsgegevens. Rekening houdend met de bijzondere kwetsbare situatie van de verzoeker en met de negatieve gevolgen die zijn weigering om de elementen neer te leggen die werden gevraagd door de met het onderzoek van zijn verzoek belaste instanties zouden kunnen hebben voor de beoordeling daarvan, is zijn instemming niet noodzakelijkerwijze een vrije instemming en maakt ze het in elk geval niet mogelijk te besluiten tot de afwezigheid van een inmenging (in die zin, HvJ, 25 januari 2018, C-473/16, F. t. *Bevándorlási és Állampolgársági Hivatal*, voormeld, punten 53 en 54).

Het staat aan het Hof te onderzoeken of de inmenging bestaanbaar is met de in het middel aangevoerde bepalingen. Nagegaan dient te worden of de inmenging de in B.30 vermelde voorwaarden in acht neemt. Aangezien de met toepassing van de bestreden bepaling ingezamelde gegevens gevoelige persoonsgegevens kunnen zijn, wordt in het kader van dat onderzoek ook rekening gehouden met artikel 9 van de AVG, geciteerd in B.9.2. Die bepaling maakt de verwerking van de voormelde gevoelige gegevens mogelijk wanneer dat noodzakelijk is om redenen van zwaarwegend openbaar belang, inzonderheid door het treffen van passende en specifieke maatregelen ter vrijwaring van de grondrechten en de belangen van de betrokken persoon

Zoals de Ministerraad opmerkt, behoren het mechanisme bedoeld in de bestreden bepaling, enerzijds, en het in beslag nemen van een informatiesysteem of opzoeken daarin, in het kader van een strafrechtelijk onderzoek, anderzijds, tot procedures die verschillende doelen nastreven. In het eerste geval gaat het immers om de beoordeling van een verzoek om internationale bescherming in het kader waarvan de verzoeker de verplichting heeft de noodzakelijke elementen neer te leggen om zijn verzoek te staven en, in het tweede geval om het onderzoek en de bestraffing van misdrijven, die zekere inmengingen in het privéleven van de betrokken personen verantwoorden, in voorkomend geval tegen hun wil. Vereist blijft echter dat de bestreden bepaling bestaanbaar is met het recht op eerbiediging van het privéleven en op de bescherming van de persoonsgegevens dat wordt gewaarborgd door de in het middel geciteerde bepalingen.

B.33.1. De bestreden bepaling strekt ertoe de instanties belast met het onderzoek van het verzoek om internationale bescherming toe te staan over te gaan tot het nazicht en de vaststelling van de feiten die noodzakelijk zijn voor de beoordeling van het tot hen gerichte verzoek om internationale bescherming. Die doelstelling is legitiem. Zij vormt overigens, zoals is vermeld in B.28.1, een zwaarwegende reden van algemeen belang, in de zin van artikel 9, lid 2, g), van de AVG.

B.33.2. De mogelijkheid voor de bevoegde instanties om de verzoeker uit te nodigen informatie, stukken, documenten of andere elementen die noodzakelijk zijn voor een correcte beoordeling van het verzoek neer te leggen is pertinent gelet op de nagestreefde doelstelling, aangezien ze hen in staat stelt te beoordelen welke behoeften van internationale bescherming de verzoeker heeft.

B.33.3. De vereiste volgens welke de instanties belast met het onderzoek van het verzoek om internationale bescherming goede redenen moeten hebben om te denken dat de verzoeker informatie, stukken, documenten of andere essentiële elementen voor een correcte beoordeling van het verzoek achterhoudt en hem dus uit te nodigen die elementen neer te leggen, is van dien aard dat de appreciatiebevoegdheid van die instanties wordt afgebakend.

De precisering volgens welke de in de bestreden bepaling bedoelde vraag tot neerlegging, luidens de in B.25.2 geciteerde parlementaire voorbereiding, niet het voorwerp moet uitmaken van een bijzondere motivering, wordt verantwoord door het feit dat die vraag in het kader past van de beoordeling, - die gezamenlijk, in de vorm van een uitwisseling, gebeurt door de verzoeker en de instanties belast met het onderzoek van zijn verzoek om internationale bescherming -, van de relevante elementen hiervan. Zij kan echter redelijkerwijze niet zo worden begrepen dat zij de instanties belast met het onderzoek van het verzoek ervan vrijstelt aan de verzoeker of aan zijn advocaat, hetzij mondeling, hetzij schriftelijk, de redenen mee te delen waarom zij van oordeel zijn dat de verzoeker informatie, stukken, documenten of andere essentiële elementen voor een correcte beoordeling van het verzoek achterhoudt, hetgeen impliceert dat wordt verantwoord waarom de veronderstelde achtergehouden elementen essentieel zijn ten aanzien van een correcte beoordeling van het verzoek.

De bevoegde instanties mogen overigens alleen de elementen raadplegen die door de verzoeker zijn neergelegd op verzoek van die instanties. Wat betreft de elementen die in die context worden neergelegd en die op dragers staan zoals een communicatietoestel of een account op een socialenetwerksite, impliceert die omstandigheid dat de informatie die de betrokkene wenst ter beschikking te stellen wordt ingekeken en dat de bevoegde instanties niet gemachtigd zijn om zelf zoekverrichtingen uit te voeren op de drager die hun is overhandigd.

Ten slotte dient te worden vastgesteld dat de nadere regels voor de bewaring van de gegevens die worden neergelegd met toepassing van artikel 48/6, § 1, vierde lid, van de wet van 15 december 1980, dezelfde zijn als die welke betrekking hebben op de gegevens die op eigen initiatief door de verzoeker worden neergelegd, zoals bepaald in artikel 48/6, § 2, tweede lid, van dezelfde wet.

B.33.4. De inmenging in het recht van de verzoeker op eerbiediging van zijn privéleven en op bescherming van zijn persoonsgegevens brengt aldus geen onevenredige gevolgen met zich mee gelet op het nagestreefde doel.

B.33.5. Onder voorbehoud van de interpretatie vermeld in B.33.3, is het tweede onderdeel van het vijfde middel in de zaak nr. 7008 niet gegrond.

B.34.1. De verzoekende partijen bekritisieren in een derde onderdeel, het feit dat de bestreden bepaling geenszins voorziet in een kader voor de verwerking van de persoonsgegevens van de verzoeker om internationale bescherming, in tegenstelling tot wat artikel 5 van de AVG bepaalt, en zij verwijzen naar het kritische advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

B.34.2. De verzoekende partijen tonen niet aan hoe de bestreden bepaling op zich artikel 5 van de AVG zou schenden, dat de beginselen uiteenzet die van toepassing zijn op de verwerking van persoonsgegevens en aan de verwerkingsverantwoordelijke de verantwoordelijkheid voor de eerbiediging hiervan toevertrouwt. De kritiek die zij in dat verband opwerpen betreft de toepassing van de bestreden bepaling, die niet onder de bevoegdheid van het Hof valt.

Het derde onderdeel van het vijfde middel in de zaak nr. 7008 is niet gegrond.

Het bewijs van de identiteit en de nationaliteit van de verzoeker om internationale bescherming (artikel 48/6, § 1, derde lid, van de wet van 15 december 1980)

B.35. Het tiende middel in de zaak nr. 7008 heeft betrekking op de schending, door artikel 10 van de wet van 21 november 2017, van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 4 van de richtlijn 2011/95/EU, in zoverre het een verschillende bewijslast doet wegen op de verzoekers om internationale bescherming die niet in het bezit zijn van documenten die hun identiteit of hun nationaliteit kunnen bewijzen, ten aanzien van de verzoekers die wel dergelijke documenten bezitten, terwijl, enerzijds, het begrip « documenten die de identiteit of de nationaliteit kunnen bewijzen » niet duidelijk in de wet is gedefinieerd en terwijl, anderzijds, die beide categorieën van verzoekers op dezelfde wijze zouden moeten worden behandeld.

Volgens de verzoekende partijen voert de bestreden bepaling een vermoeden van geloofwaardigheid in ten aanzien van de verzoekers die niet over de voormelde documenten beschikken, terwijl moet worden aangenomen dat de verzoekers een beroep kunnen doen op andere middelen dan behoorlijke identiteitsdocumenten.

Uit het verzoekschrift blijkt dat het middel meer in het bijzonder betrekking heeft op artikel 48/6, § 1, derde lid, van de wet van 15 december 1980.

B.36. Artikel 4 van de richtlijn 2011/95/EU, geciteerd in B.18, maakt het de lidstaten mogelijk te oordelen dat het aan de verzoeker toekomt zo spoedig mogelijk alle elementen in te dienen die noodzakelijk zijn om zijn verzoek om internationale bescherming te staven, maar het legt hun ook de verplichting op om, in samenwerking met de verzoeker de relevante elementen van het verzoek te beoordelen (lid 1). De noodzakelijke elementen bestaan met name in de verklaringen van de verzoeker en alle documenten in zijn bezit over zijn identiteit en zijn nationaliteit(en) (lid 2). Wanneer ten slotte de lidstaten het beginsel toepassen volgens hetwelk het de taak van de verzoeker is om zijn verzoek te staven, en wanneer bepaalde aspecten van de verklaringen van de verzoeker niet worden gestaafd door documentaire of andere bewijzen, vergen die aspecten geen bevestiging mits meerdere voorwaarden in acht werden genomen (lid 5).

B.37.1. Krachtens artikel 48/6, § 1, eerste lid, van de wet van 15 december 1980, dient de verzoeker om internationale bescherming zo spoedig mogelijk alle nodige elementen ter staving van zijn verzoek aan te brengen. De relevante elementen in het kader van de beoordeling van een verzoek om internationale bescherming bestaan met name in de verklaringen van de verzoeker en alle documenten of stukken in zijn bezit met betrekking tot onder meer zijn identiteit en zijn nationaliteit(en) (tweede lid). Het ontbreken van die elementen en, meer in het bijzonder, het ontbreken van het bewijs omtrent de identiteit of de nationaliteit, die kernelementen uitmaken in de procedure tot beoordeling van een verzoek om internationale bescherming, vormt, volgens de bestreden bepaling, een negatieve indicatie met betrekking tot de algehele geloofwaardigheid van het relaas van de verzoeker, tenzij de verzoeker een bevredigende verklaring heeft gegeven voor het ontbreken ervan (derde lid).

B.37.2. Volgens de memorie van toelichting, « [houdt] de plicht tot medewerking in hoofde van de verzoeker [...], zoals hiervoor vermeld, op basis van deze artikelen in dat de verzoeker dient samen te werken om zijn identiteit en de andere in het tweede lid bedoelde elementen vast te stellen » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, p. 32). Aldus « [mag] de met het onderzoek belaste instantie [...] van een verzoeker correcte verklaringen en waar mogelijk documenten of stukken verwachten over diens identiteit en nationaliteit » (*ibid.*, pp. 32-33). De parlementaire voorbereiding preciseert eveneens :

« Indien er wordt vastgesteld dat de verzoeker niet tegemoet komt aan zijn medewerkingsplicht, doordat hij niet zo spoedig mogelijk de relevante elementen ter staving van zijn verzoek heeft aangebracht, of doordat hij geen bevredigende verklaring heeft gegeven voor het niet neerleggen van de relevante elementen, kan er niet zonder meer worden besloten tot een weigering op die basis. Maar deze vaststellingen vormen wel een belangrijk element in de beoordeling van de geloofwaardigheid van zijn verklaringen. Het ontbreken van het bewijs van identiteit en nationaliteit, zonder dat daarvoor een aannemelijke reden aanwezig is, ondermijnt de algehele geloofwaardigheid van verzoekers asielaas (RvS, nr. 162 658 van 25 september 2006; RvS, nr. 96 146 van 5 juni 2001; RvS, nr. 40 037 van 15 juli 1992).

De vaststelling dat de verzoeker door zijn eigen toedoen/eigen handelingen zijn relaas onvoldoende of niet kan staven aan de hand van documenten of stukken maakt dat er kan getwijfeld worden aan zijn oprechte bedoelingen en aan de waarachtigheid van de door hem aangehaalde vrees voor vervolging of het reëel risico op het lopen van ernstige schade.

De mate waarin deze vaststelling al dan niet zal meewegen in de beoordeling van het verzoek zal afhangen van de mate waarin de verzoeker voor het overige zijn medewerking verleent bij het verschaffen van informatie over zijn asielaas en de mate waarin zijn asielaas al dan niet hiaten, vaagheden, ongerijmde wendingen en tegenstrijdigheden op het niveau van de relevante bijzonderheden voorkomen » (*ibid.*, p. 33).

B.37.3. Uit wat voorafgaat volgt dat de ontstentenis van relevante elementen om het verzoek om internationale bescherming te beoordelen, een negatieve aanwijzing vormt in verband met de algehele geloofwaardigheid van het relaas van de verzoeker, tenzij hij hiervoor een bevredigende verklaring geeft. Ofschoon van de verzoeker niet geëist wordt dat hij een al dan niet officieel document voorlegt dat zijn identiteit of zijn nationaliteit kan bewijzen, moet voor het ontbreken van een bewijs hieromtrent een bevredigende verklaring worden gegeven.

Het staat aan de instanties belast met het onderzoek van het verzoek om internationale bescherming om te oordelen of de verzoeker op overtuigende wijze zijn identiteit en zijn nationaliteit aantoonst en, in voorkomend geval, het bevredigende karakter van de door de verzoeker gegeven verklaring voor het ontbreken van een dergelijk bewijs.

Rekening houdend met de aard van de door de bevoegde instanties uitgevoerde controle, is het niet nuttig het begrip « documenten die de identiteit of de nationaliteit kunnen bewijzen » gepaard te laten gaan met een precieze definitie, in tegenstelling tot wat de verzoekende partijen voorhouden.

De bestreden bepaling moet in samenhang worden gelezen met artikel 48/6, § 4, van de wet van 15 december 1980, dat bepaalt dat, wanneer de verzoeker om internationale bescherming bepaalde aspecten van zijn verklaringen niet staft met schriftelijke of andere bewijzen, die aspecten geen bevestiging behoeven indien aan meerdere cumulatieve voorwaarden is voldaan die in overeenstemming zijn met diegene die zijn opgesomd in artikel 4, lid 5, van de richtlijn 2011/95/EU.

B.37.4. Doordat de wetgever bepaalt dat de ontstentenis van bewijs in verband met de identiteit of de nationaliteit, die kernelementen vormen van de beoordelingsprocedure van een verzoek om internationale bescherming, een negatieve aanvrijving vormt betreffende de algehele geloofwaardigheid van het relaas van de verzoeker, tenzij die een bevredigende verklaring geeft om die ontstentenis te verantwoorden, heeft hij niet zonder redelijke verantwoording gehandeld, des te meer daar de instanties belast met het onderzoek van het verzoek om internationale bescherming zich niet alleen op de ontstentenis van bewijs in verband met de identiteit of de nationaliteit kunnen baseren om het verzoek te verwerpen, zoals wordt gepreciseerd in de in B.37.2 vermelde parlementaire voorbereiding.

Het tiende middel in de zaak nr. 7008 is niet gegrond.

Wat betreft de organisatie van een medisch onderzoek (artikel 11 van de wet van 21 november 2017)

B.38. Het zesde middel in de zaak nr. 7008 is afgeleid uit de schending, door artikel 11 van de wet van 21 november 2017, van de artikelen 10, 11 en 13 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 4 van de richtlijn 2011/95/EU, met artikel 46, lid 3, van de « Procedurerichtlijn », met artikel 47 van het Handvest en met de artikelen 3 en 13 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

B.39. Artikel 48/8 van de wet van 15 december 1980, zoals ingevoegd bij het bestreden artikel 11 van de wet van 21 november 2017, bepaalt :

« § 1. De Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen vraagt, indien dit door hem relevant wordt geacht voor de beoordeling van het verzoek, aan de verzoeker om internationale bescherming zich te onderwerpen aan een medisch onderzoek betreffende aanwijzingen van vroegere vervolging of ernstige schade, mits de verzoeker hiermee instemt.

De Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen kan aan de verzoeker vragen om zo spoedig mogelijk dit medisch onderzoek te regelen, desgevallend bij een door de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen aangewezen bevoegde beroepsbeoefenaar in de gezondheidszorg.

De bevoegde beroepsbeoefenaar in de gezondheidszorg verstrekt de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen een rapport met vaststellingen betreffende aanwijzingen van vroegere vervolging of ernstige schade, mits de verzoeker hiermee instemt. Er wordt hierbij een duidelijk onderscheid gemaakt tussen enerzijds objectief medische vaststellingen en anderzijds de vaststellingen gebaseerd op de verklaringen van de verzoeker om internationale bescherming.

§ 2. Indien er door de verzoeker om internationale bescherming een medisch probleem wordt opgeworpen en er geen medisch onderzoek overeenkomstig paragraaf 1 plaatsvindt, wordt hij ingelicht dat hij op eigen initiatief en kosten een medisch onderzoek kan regelen betreffende aanwijzingen van vroegere vervolging of ernstige schade.

Het medisch getuigschrift wordt zo spoedig mogelijk voorgelegd aan de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen, die in voorkomend geval een bevoegde beroepsbeoefenaar in de gezondheidszorg kan raadplegen om een advies omtrent het voormelde getuigschrift te vragen.

§ 3. Het feit dat de verzoeker om internationale bescherming weigert om het medisch onderzoek overeenkomstig paragraaf 1 te ondergaan of het feit dat er geen medisch onderzoek heeft plaatsgevonden, belet de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen niet een beslissing te nemen over het verzoek om internationale bescherming.

§ 4. Het in paragraaf 1, derde lid, bedoelde rapport of het in paragraaf 2, tweede lid, bedoelde medisch getuigschrift wordt door de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen beoordeeld samen met de andere elementen van het verzoek om internationale bescherming.

§ 5. Artikel 458 van het Strafwetboek is van toepassing op de ambtenaren van het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen, wat betreft de medische gegevens waarvan zij in de uitoefening van hun ambt kennis krijgen ».

De memorie van toelichting vermeldt :

« De verzoeker om internationale bescherming [brengt] zelf op voorhand elementen [aan], [...] zodat het CGVS in staat is om voor die situaties waarvoor de asielinstantie het nodig acht en er duidelijke aanwijzingen zijn van vroegere vervolging of ernstige schade een medisch onderzoek te organiseren. De hiervoor vermelde elementen die de verzoeker dient aan te brengen kunnen in voorkomend geval medische attesten omvatten die een voor de beoordeling van het verzoek om internationale bescherming relevant medisch probleem aantonen. [...] Het is dus in de eerste plaats aan de verzoeker zelf om een gedetailleerd en geloofwaardig verhaal en alle elementen voor te leggen, waaronder medische attesten » (*Parl. St., Kamer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, p. 49*).

De memorie van toelichting preciseerd eveneens :

« Dit houdt in dat het CGVS het slechts in bijzondere, uitzonderlijke situaties nodig kan vinden om verzoeker te vragen zich te onderwerpen aan een medisch onderzoek. Het CGVS is volledig vrij om de opportuniteit en noodzaak te beoordelen van het medisch onderzoek, waarbij ook de kostprijs een rol kan spelen. Deze beoordelingsvrijheid houdt ook in dat de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen het CGVS niet kan opleggen om een medisch onderzoek te laten uitvoeren. De Raad voor Vreemdelingenbetwistingen kan haar beoordeling niet in de plaats stellen van deze van het CGVS, althans niet met betrekking tot aspecten die tot de vrije beoordeling van het CGVS behoren. Zij zou haar bevoegdheid overschrijden moest zij dit wel ' bevelen ' of opleggen aan het CGVS. [...] In het algemeen zal het CGVS immers in staat zijn om het verzoek om internationale bescherming te beoordelen op grond van de door de verzoeker aangebrachte verklaringen en documenten enerzijds en de elementen (zoals informatie met betrekking tot de situatie in het land van herkomst) verzameld door het CGVS anderzijds, zonder dat er nog bijkomend een medisch onderzoek moet worden uitgevoerd. Een bijkomend medisch onderzoek zal bijvoorbeeld wel aangewezen zijn indien het CGVS zekerheid wenst te bekomen over de aard van het opgeworpen medisch probleem » (*ibid.*, pp. 49-50).

B.40. De verzoekende partijen doen, in een eerste onderdeel, gelden dat door aan de verantwoordelijke overheid niet de verplichting op te leggen om in geval van aanwijzingen van vroegere vervolging of ernstige schade bij de verzoeker om internationale bescherming, over te gaan tot een medisch deskundigenonderzoek of een medische tegenexpertise, de bestreden bepaling de verzoekers om internationale bescherming die een medisch onderzoek nodig hebben om hun vrees voor vervolging te objectiveren, discrimineert ten opzichte van de verzoekers die een dergelijk onderzoek niet nodig hebben.

B.41.1. Artikel 3 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens bepaalt :

« Niemand mag worden onderworpen aan folteringen noch aan onmenselijke of vernederende behandelingen of straffen ».

B.41.2. Artikel 4, lid 1, van de richtlijn 2011/95/EU, geciteerd in B.18, legt aan de lidstaten de verplichting op om, in samenwerking met de verzoeker, de relevante elementen van het verzoek om internationale bescherming te beoordelen.

B.42.1. Artikel 48/8, § 1, eerste lid, van de wet van 15 december 1980 bepaalt dat indien de CGVS het relevant acht voor de beoordeling van het verzoek, hij de verzoeker om internationale bescherming uitnodigt zich te onderwerpen aan een medisch onderzoek betreffende de aanwijzingen van vroegere vervolging of ernstige schade, mits de verzoeker hiermee instemt.

B.42.2. Die bepaling doet geen afbreuk aan de verplichting voor de CGVS om met de verzoeker samen te werken bij het vaststellen van de relevante elementen voor het verzoek om internationale bescherming, overeenkomstig artikel 48/6, § 1, van de wet van 15 december 1980.

Volgens het Hof van Justitie van de Europese Unie :

« houdt deze op de lidstaat rustende samenwerkingsplicht [...] in dat, indien de door de verzoeker om internationale bescherming aangevoerde elementen om welke reden ook niet volledig, actueel of relevant zijn, de betrokken lidstaat in deze fase van de procedure actief met de verzoeker moet samenwerken om alle elementen te verzamelen die het verzoek kunnen staven. Bovendien heeft een lidstaat mogelijkerwijze gemakkelijker toegang tot bepaalde soorten documenten dan de verzoeker » (HvJ, 22 november 2012, C-277/11, *M.M. t. Minister for Justice, Equality and Law Reform*, punt 66).

Die vereiste van samenwerking kan, in bepaalde bijzondere gevallen, impliceren dat de CGVS een medisch onderzoek organiseert dat betrekking heeft op aanwijzingen van vervolging of ernstige schade die de verzoeker in het verleden zou hebben geleden.

De beslissing van de CGVS om de verzoeker om internationale bescherming niet uit te nodigen zich te onderwerpen aan een medisch onderzoek moet, indien de vraag rijst in de loop van de procedure, op gerechtvaardigde motieven berusten en, in voorkomend geval, moet zij worden gemotiveerd overeenkomstig artikel 62, § 2, eerste lid, van de wet van 15 december 1980, onder het toezicht van de bevoegde rechter.

B.42.3. Bijgevolg is het eerste onderdeel van het zesde middel in de zaak nr. 7008 niet gegrond.

Aangezien de al dan niet aanwending van de in de bestreden bepaling bedoelde mogelijkheid moet berusten op gerechtvaardigde motieven en ze niet wordt overgelaten aan de discretie van de CGVS, dient geen prejudiciële vraag te worden gesteld aan het Hof van Justitie van de Europese Unie in verband met de interpretatie van artikel 18, lid 2, van de « Procedurerichtlijn ».

B.43. De verzoekende partijen betogen, in een tweede onderdeel, dat, in de interpretatie volgens welke het bestreden artikel 11 de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen niet de mogelijkheid biedt een medisch deskundigenonderzoek of een medische tegenexpertise te bevelen, het geen daadwerkelijke juridictionele controle organiseert.

B.44.1. Artikel 13 van de Grondwet impliceert een recht van toegang tot een bevoegde rechter. Dat recht wordt tevens gewaarborgd bij artikel 47 van het Handvest.

Artikel 13 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens waarborgt voor personen van wie de rechten en vrijheden vermeld in dat Verdrag zijn geschonden, een recht op een daadwerkelijk rechtsmiddel voor een nationale instantie.

B.44.2. Artikel 46, leden 1 en 3, van de « Procedurerichtlijn » bepaalt :

« 1. De lidstaten zorgen ervoor dat voor verzoekers een daadwerkelijk rechtsmiddel bij een rechterlijke instantie openstaat tegen :

a) een beslissing die inzake hun verzoek om internationale bescherming is gegeven, met inbegrip van een beslissing :

i) om een verzoek als ongegrond te beschouwen met betrekking tot de vluchtelingenstatus en/of de subsidiaire beschermingsstatus;

ii) om een verzoek als niet-ontvankelijk te beschouwen overeenkomstig artikel 33, lid 2;

iii) aan de grens of in de transitzones van een lidstaat zoals omschreven in artikel 43, lid 1;

iv) om een behandeling niet uit te voeren krachtens artikel 39;

[...]

3. Teneinde aan lid 1 te voldoen, zorgen de lidstaten ervoor dat een daadwerkelijk rechtsmiddel een volledig en *ex nunc* onderzoek van zowel de feitelijke als juridische gronden omvat, met inbegrip van, indien van toepassing, een onderzoek van de behoefte aan internationale bescherming overeenkomstig Richtlijn 2011/95/EU, zulks ten minste in beroepsprocedures voor een rechterlijke instantie van eerste aanleg ».

B.44.3. Volgens het Hof van Justitie van de Europese Unie omvat het recht op een daadwerkelijk rechtsmiddel in de zin van artikel 46, lid 3, van de « Procedurerichtlijn » een onderzoek door de rechter [...] van alle elementen, feitelijk en rechtens, aan de hand waarvan hij een geactualiseerde beoordeling van het specifieke geval kan maken (HvJ, grote kamer, 29 juli 2019, C-556/17, *Alekszj Torubarov t. Bevándorlási és Menekültügyi Hivatal*, punt 53). De voormelde bepaling « heeft [...] enkel betrekking op het onderzoek van het rechtsmiddel en dus niet op het vervolg op een eventuele nietigverklaring van de beslissing waartegen het rechtsmiddel is ingesteld », zodat « de lidstaten vrij blijven om te bepalen dat het dossier na een dergelijke nietigverklaring naar dat orgaan moet worden terugverwezen opdat dit een nieuwe beslissing neemt » (*ibid.*, punt 54). Het Hof van Justitie oordeelt evenwel dat het voormelde artikel 46, lid 3, gelezen in het licht van artikel 47 van het Handvest, de verplichting oplegt in het geval van een dergelijke terugverwijzing, « dat een nieuwe beslissing wordt genomen die in overeenstemming is met het oordeel in de rechterlijke beslissing waarbij de nietigverklaring is uitgesproken » (*ibid.*, punt 59; zie ook HvJ, grote kamer, 25 juli 2018, C-585/16, *Alheto*, punten 109 tot 112).

B.45.1. Wanneer bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen een beroep aanhangig wordt gemaakt, gericht tegen de beslissing om een verzoek om internationale bescherming te verwerpen en « [het ontbreekt aan] essentiële elementen [die inhouden] dat de Raad niet kan komen tot de [...] bevestiging of hervorming zonder aanvullende onderzoeksmaatregelen hiertoe te moeten bevelen » dient hij de bestreden beslissing te vernietigen overeenkomstig artikel 39/2, § 1, tweede lid, 2°, van de wet van 15 december 1980.

Indien in het bijzonder de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen van oordeel is dat de beslissing van de CGVS om te weigeren de verzoeker ertoe uit te nodigen zich te onderwerpen aan een medisch onderzoek niet op gegronde redenen berust, heeft hij niet de mogelijkheid om de CGVS op te dragen te laten overgaan tot een medisch onderzoek, zoals de in B.39 geciteerde parlementaire voorbereiding bevestigt.

Die onmogelijkheid vloeit voort uit de aan de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen toegekende bevoegdheden wanneer hij uitspraak doet over de beroepen met volle rechtsmacht die bij hem aanhangig zijn gemaakt, krachtens artikel 39/2, § 1, tweede lid, 2°, van de wet van 15 december 1980, en over de daaruit voortvloeiende onmogelijkheid om aan de CGVS te gelasten bepaalde maatregelen ten uitvoer te leggen. Zij vloeit niet voort uit de bestreden bepaling, die betrekking heeft op de organisatie van een medisch onderzoek met betrekking tot aanwijzingen van vroegere vervolging of ernstige schade, op verzoek van de CGVS.

Voor het overige heeft het feit dat de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen de CGVS niet kan gelasten over te gaan tot een medisch onderzoek, op zich niet tot gevolg dat de jurisdictionele controle niet daadwerkelijk zou zijn in de zin van de in het middel geciteerde bepalingen. De CGVS is immers ertoe gehouden zich te gedragen naar het gezag van gewijsde van het door de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen gewezen arrest. Het arrest waarbij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen oordeelt dat de bijkomende onderzoeksmaatregelen noodzakelijk zijn om uitspraak te doen over het verzoek om internationale bescherming - en met name indien hij van oordeel is dat de door de CGVS aangevoerde redenen om niet te laten overgaan tot een medisch onderzoek niet aanvaardbaar zijn - zal, in voorkomend geval, de organisatie van een medisch onderzoek impliceren.

B.45.2. Het tweede onderdeel van het zesde middel in de zaak nr. 7008 is niet gegrond.

Wat betreft de bijzondere procedurele noden (artikel 12 van de wet van 21 november 2017)

B.46. Het zevende middel in de zaak nr. 7008 is afgeleid uit de schending, door artikel 12 van de wet van 21 november 2017, van de artikelen 10, 11 en 13 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 24 en 46, lid 3, van de « Procedurerichtlijn » en met artikel 47 van het Handvest.

B.47. Artikel 48/9 van de wet van 15 december 1980, zoals ingevoegd bij het bestreden artikel 12 van de wet van 21 november 2017, bepaalt :

« § 1. De vreemdeling die een verzoek om internationale bescherming heeft ingediend overeenkomstig artikel 50, § 3, eerste lid, heeft de mogelijkheid om op omstandige en precieze wijze in een vragenlijst, die hij beantwoordt vóór de in artikel 51/10 bedoelde verklaring, de elementen aan te brengen waaruit zijn bijzondere procedurele noden blijken, teneinde aanspraak te kunnen maken op de rechten en te kunnen voldoen aan de verplichtingen voorzien in dit hoofdstuk.

§ 2. Daarnaast kan een ambtenaar-geneesheer of een andere bevoegde beroepsbeoefenaar in de gezondheidszorg, aangewezen door de minister of zijn gemachtigde, via een medisch onderzoek aanbevelingen doen betreffende de bijzondere procedurele noden die een verzoeker om internationale bescherming kan behoeven, teneinde aanspraak te kunnen maken op de rechten en te kunnen voldoen aan de verplichtingen voorzien in dit hoofdstuk. Indien de aanbevelingen betrekking hebben op medische gegevens, worden deze slechts aan de minister of zijn gemachtigde en de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen overgezonden mits instemming van de verzoeker om internationale bescherming.

Artikel 458 van het Strafwetboek is van toepassing op alle ambtenaren van de Dienst Vreemdelingenzaken en het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen, wat betreft de medische gegevens waarvan zij in de uitoefening van hun ambt kennis krijgen.

§ 3. Onverminderd het bepaalde in § 1 en 2, kan de verzoeker om internationale bescherming ook elementen in een latere fase van de procedure signaleren aan de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen, zonder dat de procedure betreffende het verzoek om internationale bescherming hierom opnieuw moet worden gestart. De verzoeker dient deze elementen op omstandige en precieze wijze schriftelijk over te zenden aan de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen.

§ 4. De ambtenaren van de Dienst Vreemdelingenzaken en het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen beoordelen of de verzoeker om internationale bescherming bijzondere procedurele noden heeft en nemen deze in acht door het verlenen van passende steun tijdens de procedure, voor zover deze noden voldoende zijn aangetoond en voor zover de in dit hoofdstuk bedoelde rechten in het gedrang zouden komen en hij niet zou kunnen voldoen aan de hem opgelegde verplichtingen. De beoordeling van de bijzondere procedurele noden is op zich zelf niet vatbaar voor beroep.

§ 5. Indien de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen van oordeel is dat een verzoeker om internationale bescherming bijzondere procedurele noden heeft, in het bijzonder omwille van foltering, verkrachting of andere ernstige vormen van psychisch, fysiek of seksueel geweld, die niet verenigbaar zijn met het onderzoek van zijn verzoek conform artikel 57/6/1, § 1 of 57/6/4, past de Commissaris-generaal deze procedure niet of niet langer toe.

§ 6. De vaststelling dat de verzoeker de in § 1 bedoelde vragenlijst niet heeft beantwoord of dat verzoeker overeenkomstig § 2 niet medisch werd onderzocht, verhindert niet dat de procedure verder wordt behandeld overeenkomstig artikel 51/10 of belet de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen niet om een beslissing te nemen over het verzoek om internationale bescherming.

§ 7. De in § 4 vermelde beoordeling blijft geldig indien de vreemdeling een volgend verzoek indient op grond van artikel 51/8.

In afwijking van het eerste lid, kan de minister of zijn gemachtigde of de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen in het kader van het volgende verzoek oordelen dat de verzoeker om internationale bescherming niet langer bijzondere procedurele noden heeft, zelfs al werd er tijdens het vorig verzoek nog geoordeeld dat hij deze had.

In afwijking van het eerste lid, kan de verzoeker alsnog in de in artikel 51/8 bedoelde verklaring overtuigende elementen aanbrengen waaruit zijn bijzondere procedurele noden zouden blijken, zelfs al werd er tijdens het vorig verzoek nog geoordeeld dat hij deze niet had ».

Met toepassing van die bepaling moet de verzoeker om internationale bescherming die bijzondere procedurele noden heeft, dit wil zeggen die ten gevolge van individuele omstandigheden beperkt is in zijn mogelijkheden om de rechten te genieten waarop hij aanspraak kan maken en om te voldoen aan de verplichtingen die hem worden opgelegd (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, p. 54), passende steun kunnen genieten in de loop van de procedure. De memorie van toelichting stelt in dat verband dat « in overweging 29 van de ['Procedurerichtlijn '] wordt [...] gesteld dat sommige verzoekers bijzondere procedurele noden hebben op grond van, onder meer, hun leeftijd, geslacht, seksuele gerichtheid, genderidentiteit, handicap, ernstige ziekte, psychische aandoeningen of als gevolg van foltering, verkrachting of andere ernstige vormen van psychologisch, fysiek of seksueel geweld » (*ibid.*).

De verzoeker wordt verzocht een vragenlijst in te vullen bij het begin van de procedure teneinde zijn eventuele bijzondere procedurele noden te bepalen (artikel 48/9, § 1, van de wet van 15 december 1980). Aanbevelingen hieromtrent kunnen worden geformuleerd naar aanleiding van een medisch onderzoek (artikel 48/9, § 2), onverminderd de mogelijkheid voor de verzoeker om bijzondere procedurele noden te signaleren in de loop van de procedure (artikel 48/9, § 3).

De parlementaire voorbereiding vermeldt in verband met de passende steun die moet worden verleend aan de verzoeker om internationale bescherming die bijzondere procedurele noden heeft :

« De ' passende steun ' die de ambtenaren van de Dienst Vreemdelingenzaken of het Commissariaat-generaal verlenen indien de verzoeker wordt geïdentificeerd als een verzoeker die bijzondere procedurele noden heeft, omvat volgens overweging 29 van de richtlijn het verlenen van voldoende tijd, het tot stand brengen van de nodige voorwaarden voor de daadwerkelijke toegang tot de procedures en voor het aanvoeren van de elementen ter staving van hun verzoek om internationale bescherming. Er dient te worden benadrukt dat het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen reeds vele bijzondere procedurele noden in acht neemt. Nu al treft het Commissariaat-generaal speciale maatregelen met betrekking tot het gehoor wanneer het gaat om niet-begeleide minderjarige vreemdelingen, situaties van seksueel geweld, genderidentiteit,... Verzoekers om internationale bescherming geven nu al in hun verklaringen, die zij afleggen voor de minister of zijn gemachtigde, aan of zij een *protection officer* of tolk van hetzelfde geslacht wensen waarop het Commissariaat-generaal in principe ingaat. De *protection officers* van het Commissariaat-generaal krijgen nu al specifiek opleiding rond het horen van verzoekers in een kwetsbare situatie.

Uit het administratieve dossier dient te blijken welke noden met betrekking tot de procedure er werden gesignaleerd en welke passende steun er werd verleend » (*ibid.*, p. 58).

In de kamercommissie heeft de staatssecretaris voor Asiel en Migratie de volgende voorbeelden vermeld :

« Enkele voorbeelden van bijzondere procedurele noden : de vraag naar een vrouwelijke of mannelijke tolk of medewerker (bv. indien er sprake is van genitale verminking of van verkrachting, doch niet op religieuze, doctrinaire of dogmatische gronden), het openen of sluiten van ramen of gordijnen, het luid spreken, een eenvoudig taalgebruik, extra uitleg, de asielzoeker staand/zittend/liggend horen, horen op locatie, schriftelijk horen, begeleiden van de asielzoeker van of naar een wachtruimte of toilet, enz. » (*Parl. St.*, Kamer, 2017-2018, DOC 54-2548/008, p. 11).

De parlementaire voorbereiding vermeldt ook :

« De beoordeling van de bijzondere procedurele noden is op zich niet vatbaar voor beroep. Artikel 24.2 van de richtlijn vermeldt immers uitdrukkelijk dat de beoordeling of de verzoeker een verzoeker betreft die bijzondere procedurele noden heeft niet de vorm van een formele administratieve procedure dient aan te nemen. De verzoeker beschikt wel over de mogelijkheid om elementen met betrekking tot deze beoordeling aan te brengen in het kader van het beroep tegen de beslissing van de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen » (*ibid.*, 2016-2017, DOC 54-2548/001, p. 59).

B.48. In een eerste onderdeel verwijten de verzoekende partijen de wetgever dat hij niet de bijzondere procedurele waarborgen bepaalt die ten uitvoer moeten worden gelegd, wat de kwetsbare verzoekers om internationale bescherming betreft, teneinde het goede verloop van de procedure te waarborgen, wat een gepaste juridische controle zou verhinderen van de wijze waarop de procedurele waarborgen al dan niet zijn toegepast.

B.49. Artikel 24 van de « Procedurerichtlijn » bepaalt :

« 1. De lidstaten beoordelen binnen een redelijke termijn nadat een verzoek om internationale bescherming wordt gedaan of de verzoeker een verzoeker is die bijzondere procedurele waarborgen behoeft.

2. De in lid 1 bedoelde beoordeling kan worden opgenomen in de bestaande nationale procedures en/of in de beoordeling bedoeld in artikel 22 van Richtlijn 2013/33/EU, en behoeft niet de vorm van een administratieve procedure aan te nemen.

3. De lidstaten zorgen ervoor dat verzoekers waarvan is geconstateerd dat zij bijzondere procedurele waarborgen behoeven, zolang de asielprocedure loopt passende steun krijgen, zodat zij aanspraak kunnen maken op de rechten en kunnen voldoen aan de verplichtingen die in deze richtlijn zijn vastgesteld.

Indien deze passende steun niet in het kader van de in artikel 31, lid 8, en artikel 43 bedoelde procedures kan worden verleend, in het bijzonder indien lidstaten van oordeel zijn dat een verzoeker bijzondere procedurele waarborgen behoeft ten gevolge van foltering, verkrachting of andere ernstige vormen van psychisch, fysiek of seksueel geweld passen de lidstaten artikel 31, lid 8, en artikel 43, niet of niet langer toe. Indien lidstaten artikel 46, lid 6, toepassen op verzoekers op wie artikel 31, lid 8, en artikel 43, niet overeenkomstig deze alinea kunnen worden toegepast, bieden de lidstaten ten minste de waarborgen waarin wordt voorzien bij artikel 46, lid 7.

4. De lidstaten zorgen ervoor dat overeenkomstig deze richtlijn ook aan de behoefte inzake bijzondere procedurele waarborgen wordt tegemoetgekomen indien die behoefte in een latere fase van de procedure aan het licht komt, zonder dat de procedure opnieuw moet worden gestart ».

B.50.1. Artikel 24 van de « Procedurerichtlijn » legt de lidstaten niet de verplichting op de bijzondere procedurele waarborgen te definiëren die kunnen worden toegepast op de betrokken verzoekers, maar legt hun de verplichting op, bij het begin van de procedure, de beoordeling te organiseren van de vraag of de verzoeker bijzondere procedurele waarborgen behoeft, en erover te waken dat hem, in voorkomend geval, passende steun wordt verleend opdat hij de rechten kan genieten en kan voldoen aan de verplichtingen die in de richtlijn zijn vastgesteld.

B.50.2. Enerzijds, kan die passende steun verscheidene vormen aannemen naar gelang van het profiel van kwetsbaarheid eigen aan elke verzoeker, zoals wordt aangetoond in de in B.47 geciteerde parlementaire voorbereiding. Ook kan niet redelijkerwijze van de wetgever worden geëist dat hij alle vormen beoogt welke de voormelde passende steun zou kunnen aannemen.

Anderzijds, verhindert de ontstentenis van voorafgaande vaststelling van de bijzondere procedurele waarborgen de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen niet om, in het kader van een beroep, na te gaan of de verzoeker om internationale bescherming wel degelijk passende steun heeft gekregen, rekening houdend met zijn profiel van specifieke kwetsbaarheid. Dat nazicht dient te gebeuren in het licht van de doelstelling, bedoeld in artikel 48/9, § 4, van de wet van 15 december 1980, die erin bestaat dat de verzoeker de rechten moet kunnen genieten en zich moet kunnen gedragen naar de verplichtingen die hem worden opgelegd tijdens de hele procedure.

B.50.3. Het eerste onderdeel van het zevende middel in de zaak nr. 7008 is niet gegrond.

B.51. De verzoekende partijen betogen, in een tweede onderdeel, dat het bestreden artikel 12, in de interpretatie volgens welke het de Dienst Vreemdelingenzaken noch de CGVS de verplichting oplegt een gemotiveerde beslissing te nemen wat de toepassing van de bijzondere procedurele noden betreft, de betrokken verzoekers, in geval van afwijzing van hun verzoek, de mogelijkheid ontzegt om met kennis van zaken de niet-toepassing of de slechte toepassing van die waarborgen te betwisten.

B.52.1. Artikel 48/9, § 4, van de wet van 15 december 1980 legt de ambtenaren van de Dienst Vreemdelingenzaken en het CGVS de verplichting op om te beoordelen of de verzoeker om internationale bescherming bijzondere procedurele noden heeft en om rekening te houden met die noden door aan de verzoeker in de loop van de procedure passende steun te verlenen.

Volgens de in B.47 geciteerde parlementaire voorbereiding « [dient] uit het administratieve dossier [...] te blijken welke noden met betrekking tot de procedure er werdenesignaleerd en welke passende steun er werd verleend » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, p. 58). Bovendien, indien de verzoeker om internationale bescherming bijzondere procedurele noden heeft doen gelden of indien aanbevelingen hieromtrent werden gedaan, zal de beslissing van het CGVS op zijn minst in geval van betwisting in de loop van de procedure gewag maken van de beoordeling van die noden en van de steun die al dan niet aan de verzoeker werd toegekend, overeenkomstig artikel 62, § 2, eerste lid, van de wet van 15 december 1980. Bijgevolg hebben de betrokken verzoekers in geval van verwerping van hun verzoek de mogelijkheid om met kennis van zaken de niet-toepassing of de slechte toepassing te betwisten van de bijzondere procedurele waarborgen die zij menen te moeten genieten. Het feit dat de evaluatie van de bijzondere procedurele noden op zich niet vatbaar is voor beroep staat niet eraan in de weg dat die evaluatie wordt bekritiseerd in het kader van een beroep ingesteld tegen de beslissing tot verwerping of onontvankelijkheid van hun verzoek om internationale bescherming, zoals wordt gepreciseerd in de in B.47 vermelde parlementaire voorbereiding.

B.52.2. Het tweede onderdeel van het zevende middel in de zaak nr. 7008 is niet gegrond.

Wat betreft de keuze van de proceduretaal met betrekking tot een volgend verzoek (artikel 23 van de wet van 21 november 2017)

B.53. Het achtste middel in de zaak nr. 7008 is afgeleid uit de schending, door artikel 23 van de wet van 21 november 2017, van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 41 en 42 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, met artikel 15, lid 3, c), van de « Procedurerichtlijn » en met het recht om te worden gehoord als algemeen beginsel van het Unierecht.

De verzoekende partijen doen gelden dat in zoverre de bestreden bepaling de verzoeker om internationale bescherming die de Nederlandse of de Franse taal voldoende machtig is om zonder de hulp van een tolk een volgend verzoek te kunnen doen, verbiedt om een dergelijk verzoek in die taal in te dienen indien het niet gaat om de vorige proceduretaal, zij die verzoeker discrimineert ten opzichte van de andere gebruikers van de centrale diensten van de administratie, die over een vrije taalkeuze beschikken. Zij gaan ervan uit dat de vrije taalkeuze, waarin is voorzien bij artikel 15, lid 3, c), van de « Procedurerichtlijn », zowel van toepassing is op een eerste verzoek om internationale bescherming als op een volgend verzoek.

B.54. Het bestreden artikel 23 brengt verscheidene wijzigingen aan in artikel 51/4 van de wet van 15 december 1980 waarvan het in het bijzonder de tweede paragraaf aanvult met een vierde lid. Artikel 51/4 bepaalt voortaan :

« § 1. Het onderzoek van het verzoek om internationale bescherming geschiedt in het Nederlands of in het Frans.

De taal van het onderzoek is tevens de taal van de beslissing waartoe het aanleiding geeft alsmede die van de eventuele daaropvolgende beslissingen tot verwijdering van het grondgebied.

§ 2. De vreemdeling dient op het moment van het indienen van zijn verzoek om internationale bescherming onherroepelijk en schriftelijk aan te geven of hij bij het onderzoek van dit verzoek de hulp van een tolk nodig heeft.

Indien de vreemdeling niet verklaart de hulp van een tolk te verlangen, kan hij volgens dezelfde regels het Nederlands of het Frans kiezen als taal van het onderzoek.

Indien de vreemdeling geen van die talen heeft gekozen of verklaard heeft de hulp van een tolk te verlangen, bepaalt de Minister of zijn gemachtigde de taal van het onderzoek, in functie van de noodwendigheden van de diensten en instanties. Tegen die beslissing kan geen afzonderlijk beroep worden ingesteld.

In afwijking van voorgaande leden en onverminderd de mogelijkheid voor de minister of zijn gemachtigde om de taal van het onderzoek te bepalen in functie van de noodwendigheden van de diensten en instanties, wordt een volgend verzoek om internationale bescherming, ingediend overeenkomstig artikel 51/8, onderzocht in de taal waarin het vorig verzoek om internationale bescherming werd onderzocht.

[...] ».

B.55. Artikel 15 van de « Procedurerichtlijn » vermeldt de voorwaarden waaraan het persoonlijk onderhoud is onderworpen. Het bepaalt in zijn lid 3, c) :

« De lidstaten nemen de nodige maatregelen om ervoor te zorgen dat een persoonlijk onderhoud plaatsvindt in zodanige omstandigheden dat een verzoeker de gronden voor zijn verzoek uitvoerig uiteen kan zetten. Met het oog hierop dienen de lidstaten :

[...]

c) een tolk te kiezen die in staat is de communicatie tussen de verzoeker en de persoon die het persoonlijke onderhoud afneemt goed te doen verlopen. Daarbij wordt gebruikgemaakt van de taal waaraan de verzoeker de voorkeur geeft tenzij er een andere taal kan worden gebruikt die hij begrijpt en waarin hij helder kan communiceren. Voor zover mogelijk, zorgen de lidstaten voor een tolk van hetzelfde geslacht indien de verzoeker daarom verzoekt, tenzij de beslissingsautoriteit redenen heeft om aan te nemen dat dit verzoek gebaseerd is op gronden die geen verband houden met moeilijkheden van de verzoeker om de gronden voor zijn verzoek uitvoerig uiteen te zetten ».

B.56. De verzoekende partijen vragen het Hof om de situatie te vergelijken van, enerzijds, de verzoeker om internationale bescherming die de Nederlandse of de Franse taal voldoende machtig is om een volgend verzoek te kunnen doen zonder de hulp van een tolk, aan wie de bestreden bepaling verbiedt om een dergelijk verzoek in die taal in te dienen indien het niet gaat om de taal van de vorige procedure en, anderzijds, die van de andere gebruikers van de centrale diensten van de administratie die in verband met de taal over een vrije keuze beschikken, overeenkomstig de artikelen 41 en 42 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966.

B.57.1. Volgens de parlementaire voorbereiding, beoogt de bestreden bepaling « een evenwichtige verdeling van de dossiers tussen de taalrollen in het kader van volgende verzoeken mogelijk te maken en elk 'shopping'-risico tussen taalrollen te vermijden » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, p. 73). De Ministerraad zet ook uiteen dat zij ernaar streeft een goed beheer van de behandeling van de dossiers mogelijk te maken, aangezien een volgend verzoek noodzakelijkerwijze het vervolg is van het eerste verzoek.

In het licht van die doelstellingen bevinden de in B.56 vermelde categorieën van personen zich in objectief verschillende situaties.

De bestreden bepaling brengt geen onevenredige gevolgen teweeg, gelet op de nagestreefde doelstellingen, aangezien de verzoeker om internationale bescherming, in het kader van een volgend verzoek, in voorkomend geval kan worden gehoord in de taal waarvoor hij zijn voorkeur te kennen heeft gegeven, taal waarvan redelijkerwijze kan worden vermoed dat hij die beter beheerst dan het Nederlands of het Frans, en dat het hem vrij staat opmerkingen te doen gelden in verband met de weergave van het persoonlijk onderhoud, overeenkomstig artikel 57/5^{quater}, § 3, van de wet van 15 december 1980 waardoor elk risico van slecht begrip kan worden beperkt.

B.57.2. Bovendien bepaalt artikel 15, lid 3, c), van de « Procedurerichtlijn » dat de communicatie tijdens het persoonlijk onderhoud in beginsel gebeurt in de taal waaraan de verzoeker de voorkeur heeft gegeven. Zonder dat het noodzakelijk is zich af te vragen of die vrije keuze zowel van toepassing is op een eerste verzoek om internationale bescherming als op een volgend verzoek, dient te worden opgemerkt dat het voormelde artikel 15, lid 3, c), het mogelijk maakt daarvan af te wijken wanneer er een andere taal is die de verzoeker begrijpt en waarin hij helder kan communiceren. De bestreden bepaling schendt derhalve niet de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 15, lid 3, c), van de « Procedurerichtlijn ».

B.57.3. Het achtste middel in de zaak nr. 7008 is niet gegrond. Er dient geen prejudiciële vraag te worden gesteld aan het Hof van Justitie van de Europese Unie.

Wat betreft de mededeling van de opmerkingen met betrekking tot de notities van het persoonlijk onderhoud (artikel 39 van de wet van 21 november 2017)

B.58. Het negende middel in de zaak nr. 7008 is afgeleid uit de schending, door artikel 39 van de wet van 21 november 2017, van de artikelen 13 en 32 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 12, lid 1, b), 17 en 46, lid 3, van de « Procedurerichtlijn », met artikel 47 van het Handvest en met het recht om te worden gehoord en het recht op toegang tot het dossier als algemene beginselen van het Unierecht.

B.59. Artikel 57/5^{quater} van de wet van 15 december 1980, zoals het is ingevoegd bij het bestreden artikel 39 van de wet van 21 november 2017, bepaalt :

« § 1. De ambtenaar van het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen neemt tijdens het persoonlijk onderhoud, bedoeld in artikel 57/5^{ter}, schriftelijk nota van de verklaringen afgelegd door de verzoeker om internationale bescherming. De notities van het persoonlijk onderhoud vormen een getrouwe weergave van de vragen die aan de verzoeker werden gesteld en van zijn antwoorden en bevatten minstens de bij koninklijk besluit bepaalde gegevens.

§ 2. De verzoeker om internationale bescherming of zijn advocaat kan schriftelijk een kopie van de notities van het persoonlijk onderhoud aanvragen.

Wanneer deze aanvraag de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen binnen twee werkdagen na het persoonlijk onderhoud bereikt, betekent de Commissaris-generaal de kopie van de notities van het persoonlijk onderhoud aan de verzoeker om internationale bescherming of aan zijn advocaat alvorens een beslissing in verband met het verzoek om internationale bescherming te nemen.

De kopie van de notities wordt door de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen betekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 51/2.

§ 3. De verzoeker om internationale bescherming of zijn advocaat kan aan de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen opmerkingen bezorgen over de kopie van de notities van het persoonlijk onderhoud.

Deze opmerkingen worden schriftelijk in de proceduretaal aan de Commissaris-generaal meegedeeld.

De Commissaris-generaal onderzoekt deze opmerkingen alvorens een beslissing te nemen in verband met het verzoek om internationale bescherming, voor zover :

1° de aanvraag van een kopie bedoeld in paragraaf 2 de Commissaris-generaal bereikt binnen twee werkdagen na het persoonlijk onderhoud, en

2° de opmerkingen de Commissaris-generaal bereiken binnen acht werkdagen na de betekening van de kopie van de notities van het persoonlijk onderhoud aan de verzoeker om internationale bescherming of aan zijn advocaat.

Als de cumulatieve voorwaarden bedoeld in het derde lid niet vervuld zijn, onderzoekt de Commissaris-generaal de meegedeelde opmerkingen op voorwaarde dat deze hem ten laatste de werkdag vóór het nemen van de beslissing betreffende het verzoek om internationale bescherming bereiken.

De verzoeker om internationale bescherming, wordt geacht in te stemmen met de inhoud van de notities van het persoonlijk onderhoud wanneer op de werkdag vóór het nemen van de beslissing in verband met het verzoek om internationale bescherming, geen enkele opmerking de Commissaris-generaal heeft bereikt. Als de opmerkingen die de Commissaris-generaal in voorkomend geval hebben bereikt, slechts betrekking hebben op een deel van de inhoud van de notities van het persoonlijk onderhoud, wordt de verzoeker om internationale bescherming geacht in te stemmen met de rest van de inhoud van de notities.

§ 4. Wanneer de artikelen 57/6, § 2, 57/6, § 3, 57/6/1, § 1 of 57/6/4 worden toegepast, kan een kopie van de notities van het persoonlijk onderhoud worden betekend op hetzelfde ogenblik als de betekening van de beslissing in verband met het verzoek om internationale bescherming ».

Overeenkomstig die bepaling moet de ambtenaar van het CGVS schriftelijk nota nemen van de verklaringen van de verzoeker om internationale bescherming tijdens het persoonlijk onderhoud bedoeld in artikel 57/5^{ter} van de wet van 15 december 1980. Die notities « vormen een getrouwe weergave van de vragen die aan de verzoeker werden gesteld en van zijn antwoorden » (artikel 57/5^{quater}, § 1). De verzoeker om internationale bescherming of zijn advocaat kan schriftelijk een kopie van de notities van het persoonlijk onderhoud aanvragen (artikel 57/5^{quater}, § 2). Zij kunnen hun opmerkingen bezorgen aan de CGVS, die ze enkel onderzoekt indien de aanvraag van een kopie hem bereikt binnen twee werkdagen na het persoonlijk onderhoud en indien de opmerkingen hem bereiken binnen acht werkdagen na de betekening van de kopie. Wanneer die voorwaarden niet in acht zijn genomen onderzoekt de CGVS de meegedeelde opmerkingen op voorwaarde dat die hem ten laatste de werkdag vóór het nemen van de beslissing betreffende het verzoek om internationale bescherming bereiken. Indien geen opmerkingen worden geformuleerd, wordt de verzoeker geacht de inhoud van de notities van het persoonlijk onderhoud te bevestigen (artikel 57/5^{quater}, § 3).

B.60.1. Artikel 32 van de Grondwet bepaalt :

« Ieder heeft het recht elk bestuursdocument te raadplegen en er een afschrift van te krijgen, behoudens in de gevallen en onder de voorwaarden bepaald door de wet, het decreet of de regel bedoeld in artikel 134 ».

B.60.2. Artikel 12, lid 1, b), van de « Procedurerichtlijn » bepaalt :

« 1. De lidstaten zorgen ervoor dat ten aanzien van de in hoofdstuk III vervatte procedures voor alle verzoekers de volgende waarborgen gelden :

[...]

b) zij moeten, telkens wanneer dat nodig is, gebruik kunnen maken van de diensten van een tolk als zij hun zaak voorleggen aan de bevoegde autoriteiten. De lidstaten beschouwen het verlenen van deze diensten in elk geval als noodzakelijk wanneer de verzoeker wordt gehoord zoals bedoeld in de artikelen 14 tot en met 17 en artikel 34, en een goede communicatie zonder die diensten niet kan worden gewaarborgd. In dat geval, evenals in andere gevallen waarin de bevoegde autoriteiten een beroep doen op de verzoeker, worden de diensten van de tolk betaald uit openbare middelen ».

Artikel 17 van dezelfde richtlijn bepaalt :

« 1. De lidstaten zorgen ervoor dat van elk persoonlijk onderhoud hetzij een uitvoerig en feitelijk verslag met vermelding van alle inhoudelijke elementen, dan wel een schriftelijke weergave wordt opgesteld.

2. De lidstaten kunnen voorzien in de geluidsopname of audio-visuele opname van het persoonlijke onderhoud. Indien een dergelijke opname is gemaakt, zorgen de lidstaten ervoor dat de opname of een schriftelijke weergave daarvan beschikbaar is in samenhang met het dossier van de verzoeker.

3. De lidstaten zorgen ervoor dat de verzoeker, bij de afsluiting van het persoonlijke onderhoud of binnen een bepaalde termijn voordat de beslissingsautoriteit een beslissing neemt, in de gelegenheid wordt gesteld om mondeling en/of schriftelijk opmerkingen te maken en/of opheldering te verschaffen over verkeerd vertaalde passages of misvattingen in het verslag of de schriftelijke weergave. Daartoe zorgen de lidstaten ervoor dat de verzoeker volledig wordt geïnformeerd over de inhoud van het verslag of over de inhoudelijke elementen van de schriftelijke weergave, zo nodig met bijstand van een tolk. Daarna vragen de lidstaten de verzoeker om te bevestigen dat de inhoud van het verslag of de schriftelijke weergave een correcte afspiegeling is van het onderhoud.

Wanneer het persoonlijke onderhoud overeenkomstig lid 2 is opgenomen en de opname als bewijs wordt toegelaten in de beroepsprocedures als bedoeld in hoofdstuk V, hoeven de lidstaten de verzoeker niet te vragen om te bevestigen dat de inhoud van het verslag of de schriftelijke weergave een correcte afspiegeling van het onderhoud vormt. Onverminderd artikel 16 hoeven lidstaten, wanneer zij voorzien in zowel een schriftelijke weergave als in een opname van het persoonlijke onderhoud, de verzoeker niet toe te staan opmerkingen te maken over en/of opheldering te verschaffen bij de schriftelijke weergave.

4. Indien een verzoeker weigert te bevestigen dat de inhoud van het verslag of de schriftelijke weergave een correcte afspiegeling van het persoonlijke onderhoud vormt, worden de redenen voor deze weigering in het dossier van de verzoeker opgenomen.

Die weigering belet de beslissingsautoriteit niet om een beslissing over het verzoek te nemen.

5. Verzoekers en hun juridische adviseurs of andere raadslieden als bedoeld in artikel 23, hebben toegang tot het verslag of de schriftelijke weergave en, in voorkomend geval, tot de opname voordat de beslissingsautoriteit een beslissing neemt.

Wanneer lidstaten zowel in een schriftelijke weergave als in de opname van het persoonlijke onderhoud voorzien, hoeven zij in de in hoofdstuk III bedoelde procedures in eerste aanleg geen toegang tot de opname te bieden. Niettemin bieden zij in die gevallen in de in hoofdstuk V bedoelde beroepsprocedures toegang tot de opname.

Onverminderd lid 3 van dit artikel kunnen de lidstaten bepalen dat, wanneer het verzoek in overeenstemming met artikel 31, lid 8, wordt behandeld, toegang wordt geboden tot het verslag of de schriftelijke weergave en, indien toepasselijk, tot de opname, op hetzelfde ogenblik als de beslissing wordt genomen ».

B.61.1. In een eerste onderdeel bekritisieren de verzoekende partijen de termijn van acht werkdagen die van toepassing is op de mededeling van de opmerkingen naar aanleiding van de betekening van de kopie van de notities van het persoonlijk onderhoud, in zoverre hij de verzoeker om internationale bescherming niet de mogelijkheid biedt zijn opmerkingen naar behoren en daadwerkelijk te doen gelden.

B.61.2. Afgezien van de vraag of artikel 32 van de Grondwet te dezen van toepassing is, tonen de verzoekende partijen niet aan dat een termijn van acht werkdagen, te rekenen vanaf de betekening van de kopie van de notities van het persoonlijk onderhoud, onvoldoende zou zijn om aan de CGVS de opmerkingen mee te delen in verband met de notities van het persoonlijk onderhoud, gelet op hetgeen van de verzoeker om internationale bescherming en zijn advocaat wordt verwacht, namelijk de inhoud van de voormelde notities nakijken. Voor het overige, zoals is vermeld in B.59, heeft de verzoeker om internationale bescherming de mogelijkheid om opmerkingen te formuleren tot de werkdag die voorafgaat aan die waarop de beslissing is genomen in verband met het verzoek om internationale bescherming, overeenkomstig artikel 57/5^{quater}, § 3, vierde lid, van de wet van 15 december 1980. Daaruit volgt dat, in tegenstelling tot hetgeen de verzoekende partijen betogen, de verzoeker om internationale bescherming in staat is zijn opmerkingen naar behoren en daadwerkelijk te doen gelden.

Het eerste onderdeel van het negende middel in de zaak nr. 7008 is niet gegrond.

B.62.1. In een tweede onderdeel klagen de verzoekende partijen de onmogelijkheid aan voor de verzoeker om naar behoren en daadwerkelijk toegang te hebben tot zijn dossier, in zoverre dat de bestreden bepaling niet het optreden van een tolk organiseert met het oog op de mededeling van de opmerkingen in verband met de notities van zijn persoonlijk onderhoud.

B.62.2. De artikelen 508/10 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek voorzien in de terbeschikkingstelling van een tolk voor de begunstigde van juridische tweedelijnsbijstand, bijstand waarop de verzoekers om internationale bescherming in beginsel aanspraak kunnen maken. De kosten voor een tolk zijn ten laste van de Staat.

Het tweede onderdeel van het negende middel in de zaak nr. 7008 is niet gegrond.

B.63. In een derde onderdeel bekritisieren de verzoekende partijen de onmogelijkheid, voor de verzoeker om internationale bescherming om, behalve in geval van overmacht, de weergave van het persoonlijk onderhoud te betwisten na het verstrijken van een termijn van acht werkdagen te rekenen vanaf de betekening van de kopie van de notities aan de verzoeker of aan zijn advocaat, inclusief in het kader van een beroep bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen. Volgens de verzoekende partijen is het door dat rechtscollège verrichte onderzoek dus niet volledig, hetgeen leidt tot een schending van het recht op een daadwerkelijk rechtsmiddel.

B.64.1. De verzoeker om internationale bescherming heeft de mogelijkheid om opmerkingen te formuleren tot de werkdag vóór het nemen van de beslissing in verband met het verzoek om internationale bescherming, overeenkomstig artikel 57/5^{quater}, § 3, vierde lid, van de wet van 15 december 1980.

De parlementaire voorbereiding vermeldt :

« In het tegengestelde geval, zoals dit wordt bepaald in het vierde lid, en dus als die voorwaarden niet zijn vervuld, zal de Commissaris-generaal de eventuele opmerkingen slechts onderzoeken als deze hem minstens een werkdag vóór het nemen van een beslissing in verband met het verzoek om internationale bescherming bereiken. Het betreft hier een toepassing van het beginsel van behoorlijk bestuur, dat enerzijds de verplichting omvat van de Commissaris-generaal om een beslissing te nemen op basis van alle elementen in zijn bezit op het ogenblik dat deze beslissing wordt genomen, en dus om in de mate van het mogelijke, rekening te houden met de opmerkingen die hem eventueel zouden hebben bereikt, maar anderzijds ook de verplichtingen in verband met het administratieve en beslissingsproces op het Commissariaat-generaal [...]. Met andere woorden, door te laat de kopie van de notities van het persoonlijk onderhoud aan te vragen en/of door aan het Commissariaat-generaal de opmerkingen in verband hiermee binnen de voorziene termijn niet te bezorgen, loopt de verzoeker het risico dat zijn eventuele opmerkingen niet worden onderzocht, in de mate van wat hierboven werd aangegeven.

[...] Zodra de verzoeker om internationale bescherming wettelijk de mogelijkheid krijgt om, *in tempore non suspecto*, opmerkingen of commentaar te geven over de inhoud van de notities van het persoonlijk onderhoud, en dit door de kans te hebben zich een kopie van het [verhoorrapport] te laten uitreiken vóór een beslissing in verband met zijn verzoek om internationale bescherming wordt genomen, kan elke kritiek die *in casu* te laat en in ieder geval vanaf de dag dat de beslissing wordt genomen, over deze inhoud zou zijn geuit, slechts worden aanvaard indien de verzoeker om internationale bescherming of zijn advocaat bewijzen dat ze die opmerkingen niet konden maken vóór de beslissing werd genomen, en dit wegens overmacht » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, pp. 99-100).

Artikel 57/5^{quater}, § 3, vijfde lid, van de wet van 15 december 1980 bepaalt dat indien geen enkele opmerking de CGVS bereikt op de werkdag die voorafgaat aan de dag waarop de beslissing wordt genomen in verband met het verzoek om internationale bescherming, de verzoeker om internationale bescherming geacht wordt in te stemmen met de inhoud van de notities van het persoonlijk onderhoud. Het bepaalt eveneens dat indien de opmerkingen die de CGVS eventueel hebben bereikt enkel betrekking hebben op een deel van de inhoud van de notities van het persoonlijk onderhoud, de verzoeker om internationale bescherming geacht wordt in te stemmen met de rest van de inhoud.

B.64.2. Het feit dat geacht wordt dat met de notities van het persoonlijk onderhoud is ingestemd bij ontstentenis van een opmerking die de CGVS heeft bereikt de werkdag die voorafgaat aan die van het nemen van de beslissing waarbij uitspraak wordt gedaan over het verzoek om internationale bescherming impliceert dat de CGVS geen rekening moet houden met de opmerkingen die niet tijdig zouden worden meegedeeld, behoudens in geval van overmacht. Het staat echter niet eraan in de weg dat de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, waarbij een beroep aanhangig is gemaakt tegen de beslissing, een controle met volle rechtsmacht uitoefent, zodat hij kennis moet kunnen nemen van alle feitelijke en juridische elementen van de zaak, met inbegrip van het evenredigheidsbeginsel, wat hem aldus in staat stelt over te gaan tot een evaluatie *ex nunc* van het verzoek.

B.64.3. Het derde onderdeel van het negende middel in de zaak nr. 7008 is niet gegrond.

B.65. De verzoekende partijen doen, in een vierde onderdeel, gelden dat door het uitsluiten van de voorafgaande mededeling van de notities van het persoonlijk onderhoud wat betreft de beslissingen die zijn genomen met toepassing van artikel 57/6, § 2 (prioritair behandelde verzoeken) en § 3 (niet-ontvankelijk verklaarde verzoeken), van artikel 57/6/1, § 1 (in versnelde procedure behandelde verzoeken) en van artikel 57/6/4 (aan de grens ingediende verzoeken) van de wet van 15 december 1980, artikel 57/5^{quater}, § 4, van de wet van 15 december 1980, zoals het is ingevoegd bij het bestreden artikel 39, verder reikt dan de afwijking die is toegestaan bij artikel 17, lid 5, derde alinea, van de « Procedurerichtlijn ».

B.66.1. Krachtens artikel 17, lid 5, van de « Procedurerichtlijn » moeten de verzoeker om internationale bescherming en zijn advocaat toegang hebben tot de schriftelijke weergave van het persoonlijk onderhoud voordat de beslissingsautoriteit een beslissing neemt (eerste alinea). De lidstaten kunnen evenwel bepalen dat, wanneer het verzoek in overeenstemming met artikel 31, lid 8, van dezelfde richtlijn, wordt behandeld, toegang tot de schriftelijke weergave wordt geboden op hetzelfde ogenblik als de beslissing wordt genomen (derde alinea).

B.66.2. Artikel 31, lid 8, van de « Procedurerichtlijn » bepaalt :

« De lidstaten kunnen bepalen dat een behandelingsprocedure overeenkomstig de fundamentele beginselen en waarborgen in hoofdstuk II wordt versneld en/of aan de grens of in transitzones wordt gevoerd overeenkomstig artikel 43 indien :

a) de verzoeker bij de indiening van zijn verzoek en de toelichting van de feiten alleen aangelegenheden aan de orde heeft gesteld die niet ter zake doen om uit te maken of hij in aanmerking komt voor erkenning als persoon die internationale bescherming geniet overeenkomstig Richtlijn 2011/95/EU; of

b) de verzoeker afkomstig is uit een veilig land van herkomst in de zin van deze richtlijn; of

c) de verzoeker de autoriteiten heeft misleid door omtrent zijn identiteit en/of nationaliteit valse informatie of documenten te verstrekken of door relevante informatie of documenten die een negatieve invloed op de beslissing hadden kunnen hebben, achter te houden; of

d) de verzoeker waarschijnlijk, te kwader trouw, een identiteits- of reisdocument dat ertoe kon bijdragen dat zijn identiteit of nationaliteit werd vastgesteld, heeft vernietigd of zich daarvan heeft ontdaan; of

e) de verzoeker kennelijk inconsequente en tegenstrijdige, kennelijk valse of duidelijk onwaarschijnlijke verklaringen heeft afgelegd die tegenstrijdig zijn met voldoende geverifieerde informatie over het land van herkomst, waardoor zijn bewering alle overtuigingskracht wordt ontnomen met betrekking tot de vraag of hij voor erkenning als persoon die internationale bescherming geniet op grond van Richtlijn 2011/95/EU; of

f) de verzoeker een volgend verzoek om internationale bescherming heeft ingeleid dat niet overeenkomstig artikel 40, lid 5, niet-ontvankelijk wordt geacht; of

g) de verzoeker enkel een verzoek doet teneinde de uitvoering van een eerdere of van een op handen zijnde beslissing die tot zijn verwijdering zou leiden, uit te stellen of te verijdelen, of

h) de verzoeker het grondgebied van de lidstaat onrechtmatig is binnengekomen of zijn verblijf op onrechtmatige wijze heeft verlengd en zich, gezien de omstandigheden van zijn binnenkomst, zonder gegronde reden niet zo snel mogelijk bij de autoriteiten heeft aangemeld of geen verzoek om internationale bescherming heeft gedaan, of

i) de verzoeker weigert te voldoen aan de verplichting zijn vingerafdrukken te laten nemen overeenkomstig Verordening (EU) nr. 603/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 26 juni 2013 betreffende de instelling van 'Eurodac' voor de vergelijking van vingerafdrukken ten behoeve van een doeltreffende toepassing van Verordening (EU) nr. 604/2013 tot vaststelling van de criteria en instrumenten om te bepalen welke lidstaat verantwoordelijk is voor de behandeling van een verzoek om internationale bescherming dat door een onderdaan van een derde land of een staatzonderling van de lidstaten wordt ingediend en betreffende verzoeken van rechtshandavingsinstanties van de lidstaten en Europol om vergelijkingen van Eurodac-gegevens ten behoeve van rechtshandhaving [...]; of

j) de verzoeker op ernstige gronden als gevaar te beschouwen is voor de nationale veiligheid of de openbare orde van de lidstaat; of de verzoeker onder dwang is uitgezet om ernstige redenen van openbare veiligheid of openbare orde krachtens het nationale recht ».

B.67.1. De bestreden bepaling maakt de mededeling mogelijk van een kopie van de notities van het persoonlijk onderhoud op hetzelfde ogenblik als de betekening van de beslissing in verband met het verzoek om internationale bescherming, wanneer toepassing wordt gemaakt van de artikelen 57/6, § 2 en 3, 57/6/1, § 1, of 57/6/4 van de wet van 15 december 1980. Die mogelijkheid wordt in de parlementaire voorbereiding verantwoord door de korte termijnen van die procedures. « Dit betekent logischerwijs dat men niet zal wachten op de opmerkingen van de verzoeker of van zijn advocaat op de inhoud van de notities van het persoonlijk onderhoud om een beslissing in verband met het verzoek om internationale bescherming te nemen. De eventuele opmerkingen in verband met de overeenstemming van de notities met de inhoud van het persoonlijk onderhoud zullen worden onderzocht in het kader van de beroepsprocedure » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, pp. 100-101).

B.67.2. Artikel 31, lid 8, van de « Procedurerichtlijn » verwijst naar de procedures die versneld en/of aan de grens of in transitzones worden gevoerd overeenkomstig artikel 43 van die richtlijn.

Bijgevolg gaat het in de eerste plaats om de procedures die worden geregeld in de artikelen 57/6/1, § 1, en 57/6/4 van de wet van 15 december 1980. Aldus vormt artikel 57/5^{quater}, § 4, van de wet van 15 december 1980, in zoverre het op die artikelen betrekking heeft, een correcte omzetting van artikel 17, lid 5, van de « Procedurerichtlijn ».

B.67.3. Artikel 57/5^{quater}, § 4, van de wet van 15 december 1980 maakt de betekening van een kopie van de notities van het persoonlijk onderhoud, op hetzelfde ogenblik als de betekening van de beslissing waarbij uitspraak wordt gedaan over het verzoek om internationale bescherming, ook mogelijk wat betreft de beslissingen genomen met toepassing van artikel 57/6, § 2 en 3, van dezelfde wet.

B.67.4. Artikel 57/6, § 2, regelt de zogenaamde « behandelingsprocedure bij voorrang » en vormt de omzetting in het intern recht van artikel 31, lid 7, van de « Procedurerichtlijn » dat de lidstaten toelaat om voorrang te verlenen aan de behandeling van een verzoek om internationale bescherming wanneer het verzoek waarschijnlijk gegrond is, de verzoeker in een kwetsbare positie verkeert of bijzondere procedurele waarborgen behoeft.

Artikel 17, lid 5, van de « Procedurerichtlijn » verwijst enkel naar de procedures beoogd in artikel 31, lid 8, van die richtlijn. In zoverre artikel 57/5^{quater}, § 4, van de wet van 15 december 1980 de betekening mogelijk maakt van een kopie van de notities van het persoonlijk onderhoud op hetzelfde ogenblik als de betekening van de beslissing waarbij uitspraak wordt gedaan over het verzoek om internationale bescherming wat betreft de beslissingen genomen met toepassing van artikel 57/6, § 2, schendt het artikel 32 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 17, lid 5, van de « Procedurerichtlijn ».

B.67.5. Artikel 57/6, § 3, regelt de gevallen waarin een verzoek om internationale bescherming onontvankelijk kan worden verklaard en het vormt de omzetting in het intern recht van artikel 33, lid 2, van de « Procedurerichtlijn ». Uit de samenlezing van de artikelen 17, lid 5, 31, lid 8, 43, lid 1, *a*), en 33, lid 2, van de « Procedurerichtlijn » blijkt dat die richtlijn de betekening van een kopie van de notities van het persoonlijk onderhoud, op hetzelfde ogenblik als de betekening van de beslissing waarbij uitspraak wordt gedaan over het verzoek om internationale bescherming, enkel toelaat wanneer de beslissingen gewezen met toepassing van artikel 57/6, § 3, van de wet van 15 december 1980 worden genomen in het kader van de grensprocedure bedoeld in artikel 57/6/4 van diezelfde wet.

Bijgevolg schendt artikel 57/5^{quater}, § 4, van de wet van 15 december 1980 artikel 32 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 17, lid 5, van de « Procedurerichtlijn », in zoverre het verwijst naar artikel 57/6, § 3, van de voormelde wet, voor wat de beslissingen over de ontvankelijkheid van het verzoek om internationale bescherming betreft die niet in het kader van de grensprocedure worden genomen.

B.67.6. Het vierde onderdeel van het negende middel in de zaak nr. 7008 is deels gegrond. Bijgevolg moet de verwijzing naar artikel 57/6, § 2, worden vernietigd in artikel 57/5^{quater}, § 4, van de wet van 15 december 1980, zoals dat artikel is ingevoegd bij artikel 39 van de wet van 21 november 2017. In diezelfde bepaling dient de verwijzing naar artikel 57/6, § 3, te worden vernietigd, in zoverre zij betrekking heeft op de beslissingen inzake ontvankelijkheid die niet worden genomen in het kader van de grensprocedure bedoeld in artikel 57/6/4 van de wet van 15 december 1980.

Wat de vertrouwelijkheid van bepaalde gegevens betreft (artikel 48 van de wet van 21 november 2017)

B.68. Het elfde middel in de zaak nr. 7008 is afgeleid uit de schending, door artikel 48 van de wet van 21 november 2017, van de artikelen 13 en 32 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 23, lid 1, van de « Procedurerichtlijn », met het recht op toegang tot het dossier als algemeen beginsel van het Unierecht en met artikel 47 van het Handvest, in zoverre het de elementen die door de CGVS vertrouwelijk kunnen worden behandeld, te ruim definieert, in zoverre het de rechter toegang tot die informatie of bronnen ontzegt en in zoverre het geen procedures invoert die de eerbiediging van de rechten van verdediging van de verzoeker waarborgen.

B.69.1. Artikel 57/7, § 3, van de wet van 15 december 1980, zoals het is ingevoegd bij het bestreden artikel 48 van de wet van 21 november 2017, bepaalt :

« De Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen kan zich in zijn beslissing baseren op informatie verkregen van een gecontacteerde persoon of instelling, waarvan de naam, de contactgegevens, de activiteiten of de functie, op hun verzoek, vertrouwelijk worden gehouden.

In dat geval word(t)en de reden(en) waarom deze elementen worden vertrouwelijk gehouden, toegelicht in het administratieve dossier, evenals de reden(en) die toela(a)t(en) om de betrouwbaarheid van deze bron(nen) te veronderstellen ».

B.69.2. Uit de parlementaire voorbereiding van de bestreden bepaling blijkt dat de mogelijkheid voor de CGVS om bepaalde gegevens in verband met een persoon of een instelling die aan de oorsprong liggen van informatie waarop hij zijn beslissing baseert, niet mee te delen op verzoek van die persoon of die instelling « uitzonderlijke en strikt noodzakelijke gevallen [beoogt] hetzij om redenen van privacy, hetzij uit veiligheids- of andere overwegingen » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, pp. 138-139). De memorie van toelichting onderstreept dat « wegens het specifieke karakter van de asielmaterie [...] de bronnen die informatie bieden, en/of hun verwanten, zich over het algemeen [bevinden] in het land van herkomst van de persoon van wie het verzoek om internationale bescherming wordt onderzocht » (*ibid.*, pp. 139-140). De CGVS « zou niet kunnen tegemoetkomen aan de samenwerkingsplicht in zijn hoofde, indien hij geen personen of instellingen zou kunnen contacteren, waarvan de naam, de contactgegevens en de activiteiten of de functie, op hun verzoek, niet worden megedeeld of vertrouwelijk worden gehouden » en « het niet (kunnen) gebruiken van deze informatie zou zwaarwichtige gevolgen kunnen hebben die kunnen leiden tot een verkeerde beoordeling van het verzoek om internationale bescherming » (*ibid.*, p. 141).

De memorie van toelichting preciseert dat « enkel bepaalde gegevens van de bron(nen) die informatie verstrekken [...] niet megedeeld [worden] op hun verzoek, zoals hun naam en contactgegevens. Voor het overige zijn deze bronnen tracerbaar door een gedetailleerde beschrijving van hun werkterrein, hun ervaringen, graad van deskundigheid, de organisatie, ministerie of instelling waarvoor ze werken,... » (*ibid.*, p. 139). Ten slotte belet de anonymisering van de bron « de verzoeker niet de juistheid van de informatie na te gaan, gezien de verzoeker volledig wordt geïnformeerd met betrekking tot de inhoud van de informatie, en eventueel concrete elementen aan te brengen die aantonen dat de informatie van de Commissaris-generaal niet juist of betrouwbaar zou zijn », zodat « de rechten van verdediging en het beginsel van de tegenspraak gewaarborgd [zijn] » (*ibid.*, pp. 143-144).

B.70. Artikel 23 van de « Procedurerichtlijn », dat betrekking heeft op de reikwijdte van rechtsbijstand en vertegenwoordiging, bepaalt in lid 1 ervan :

« De lidstaten zorgen ervoor dat een juridische adviseur of andere raadsman die door het nationale recht als zodanig is erkend of toegelaten en die de verzoeker overeenkomstig de bepalingen van het nationale recht bijstaat of vertegenwoordigt, toegang heeft tot de informatie in het dossier van de verzoeker op grond waarvan een beslissing is of zal worden genomen.

De lidstaten kunnen een uitzondering maken wanneer de openbaarmaking van informatie of bronnen de nationale veiligheid, de veiligheid van de organisaties of personen die de informatie hebben verstrekt dan wel de veiligheid van de perso(ou)nen op wie de informatie betrekking heeft, in gevaar zou brengen, of wanneer het belang van het onderzoek in verband met de behandeling van verzoeken om internationale bescherming door de bevoegde autoriteiten van de lidstaten of de internationale betrekkingen van de lidstaten zouden worden geschaad. In dergelijke gevallen moeten de lidstaten :

a) die informatie of bronnen beschikbaar stellen aan de in hoofdstuk V bedoelde autoriteiten; en

b) in het nationale recht procedures vaststellen die waarborgen dat het recht van verweer van de verzoeker geëerbiedigd wordt.

In verband met punt *b*) kunnen de lidstaten met name toegang verlenen tot die informatie of bronnen aan juridische adviseurs of andere raadsleden die aan een veiligheidscontrole werden onderworpen, voor zover de informatie relevant is voor de behandeling van het verzoek of voor het nemen van een beslissing tot intrekking van internationale bescherming ».

Uit die bepaling vloeit voort dat de advocaat van de verzoeker om internationale bescherming toegang moet hebben tot de informatie in het dossier van laatstgenoemde op grond waarvan een beslissing is of zal worden genomen. Er kan enkel een uitzondering worden gemaakt op die regel om limitatief opgesomde redenen die te maken hebben met de nationale veiligheid, de veiligheid van de organisaties of personen, met het goede verloop van het onderzoek in verband met de behandeling van een verzoek, of met de internationale betrekkingen van de lidstaten. In voorkomend geval moet het rechtcollege waarbij een beroep aanhangig is gemaakt tegen de beslissing over het verzoek om internationale bescherming, kennis kunnen nemen van de vertrouwelijk gehouden informatie. Bovendien dient de procedure te waarborgen dat de rechten van verdediging van de verzoeker worden geëerbiedigd.

B.71.1. Artikel 57/7, § 3, van de wet van 15 december 1980 bepaalt dat de CGVS de naam, de contactgegevens, de activiteiten of de functie van een persoon of van een instelling vertrouwelijk houdt op verzoek van laatstgenoemde, wanneer hij zijn beslissing baseert op van die persoon of die instelling verkregen informatie (eerste lid). Het voorziet in de verplichting voor de CGVS om in het administratief dossier de redenen toe te lichten waarom die elementen vertrouwelijk worden gehouden, evenals de redenen die toelaten om de betrouwbaarheid van die bronnen te veronderstellen (tweede lid).

B.71.2. In tegenstelling tot wat de Ministerraad betoogt, vormen de naam, de contactgegevens, de activiteiten of de functie van een persoon of van een instelling die aan de basis liggen van informatie waarop de CGVS zich baseert in zijn beslissing wel degelijk « informatie in het dossier van de verzoeker op grond waarvan een beslissing is of zal worden genomen », in de zin van artikel 23, lid 1, eerste alinea, van de « Procedurerichtlijn », waartoe de raadsman van de verzoeker in principe toegang moet hebben. Het gaat om belangrijke elementen waarvan de kennis de verzoeker in staat zou stellen in voorkomend geval naar behoren aan te tonen dat de bron niet betrouwbaar is en/of de informatie waarop de CGVS zijn beslissing heeft gegrond of zou kunnen gronden onjuist is.

B.72.1. Overeenkomstig artikel 39/62 van de wet van 15 december 1980 is de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen gerechtigd om de partijen te verzoeken hem alle bescheiden en inlichtingen omtrent de zaken waarover hij zich uit te spreken heeft, te doen overleggen. Met toepassing van die bepaling kan de Raad aldus « [zich] alle bescheiden en inlichtingen omtrent het geschil waarover hij zich dient uit te spreken [...] doen overleggen » (*Parl. St., Kamer, 2005-2006, DOC 51-2479/001, p. 117*). Die bepaling moet redelijkerwijs zo worden begrepen dat ze ook de mededeling beoogt van de door de administratie vertrouwelijk gehouden elementen op grond van artikel 57/7, § 3, van de wet van 15 december 1980. De Raad voor Vreemdelingenbetwistingen is bijgevolg in staat in voorkomend geval te beoordelen of de CGVS een correcte toepassing heeft gemaakt van de wet, wat betreft de toelaatbaarheid zowel van de toepassing van de vertrouwelijkheidsregeling als van de gevolgen die de CGVS uit de betrokken informatie heeft afgeleid.

B.72.2. De bestreden bepaling preciseert echter niet de motieven waarom de CGVS bepaalde elementen vertrouwelijk kan houden, elementen die zijn opgesomd in artikel 23, lid 1, tweede alinea, van de « Procedurerichtlijn ». De aanwijzing in de memorie van toelichting dat tot een dergelijke vertrouwelijkheid zou kunnen worden besloten « hetzij om redenen van privacy, hetzij uit veiligheids- of andere overwegingen » (*Parl. St., Kamer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, p. 139*) stemt niet overeen met de limitatief opgesomde motieven in het voormelde artikel 23, lid 1, tweede alinea. Daaruit volgt dat, in zoverre de bestreden bepaling de CGVS toestaat bepaalde elementen vertrouwelijk te houden in andere gevallen dan die welke zijn opgesomd in artikel 23, lid 1, tweede alinea, van de « Procedurerichtlijn », zij geringere waarborgen biedt dan diegene waarin is voorzien in die bepaling en niet een procedure invoert die de eerbiediging van de rechten van verdediging van de verzoeker waarborgt.

B.72.3. Het elfde middel in de zaak nr. 7008 is gegrond. Artikel 57/7, § 3, van de wet van 15 december 1980, zoals het is ingevoegd bij artikel 48 van de wet van 21 november 2017, dient derhalve te worden vernietigd, in zoverre het de mogelijkheid voor de CGVS om bepaalde elementen vertrouwelijk te houden niet beperkt tot de gevallen waarin « de openbaarmaking van informatie of bronnen de nationale veiligheid, de veiligheid van de organisaties of personen die de informatie hebben verstrekt dan wel de veiligheid van de perso(o)n(en) op wie de informatie betrekking heeft, in gevaar zou brengen, of wanneer het belang van het onderzoek in verband met de behandeling van verzoeken om internationale bescherming door de bevoegde autoriteiten van de lidstaten of de internationale betrekkingen van de lidstaten zouden worden geschaad ».

Wat betreft de weerslag van het overlijden van de verzoeker om internationale bescherming op het vervolg van de procedure ten opzichte van de minderjarige die hem vergezelde (artikel 45 van de wet van 21 november 2017)

B.73. Het twaalfde middel in de zaak nr. 7008 is afgeleid uit de schending, door artikel 45 van de wet van 21 november 2017, van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 25, lid 6, van de « Procedurerichtlijn », met artikel 24, lid 2, van het Handvest, en met de artikelen 3, 12 en 22 van het Verdrag inzake de rechten van het kind, in zoverre het bepaalt dat in geval van overlijden van een verzoeker om internationale bescherming, het verzoek van de minderjarige die hem vergezelde, automatisch wordt beëindigd indien die laatste niet volgens bij koninklijk besluit te bepalen nadere regels de voortzetting van de procedure vraagt.

Volgens de verzoekende partijen brengt de bestreden bepaling een onverantwoord verschil in behandeling teweeg tussen die kinderen en de kinderen wier ouders nog steeds in leven zijn en in België aan hun zijde staan. Bovendien zou het kind wiens ouder overleden is ook ongunstiger worden behandeld dan de volwassene van wie de echtgenoot of de partner is overleden, aangezien die volwassene, in tegenstelling tot het kind dat in dezelfde situatie verkeert, geen enkel vermoeden van afstand van zijn verzoek om internationale bescherming zal tegengeworpen krijgen.

B.74. Artikel 57/6/5, § 1, 6°, van de wet van 15 december 1980, zoals dat artikel is ingevoegd bij het bestreden artikel 45 van de wet van 21 november 2017, bepaalt :

« De Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen neemt een beslissing tot beëindiging van de behandeling van het verzoek om internationale bescherming, met name indien :

[...]

6° de verzoeker overleden is en in voorkomend geval de minderjarige vreemdeling bedoeld in artikel 57/1, § 1, eerste lid, geen verderzetting van de behandeling van het verzoek om internationale bescherming heeft gevraagd overeenkomstig de bepalingen bepaald bij koninklijk besluit ».

De parlementaire voorbereiding vermeldt :

« Het overlijden van de verzoeker kan er niet zonder meer toe leiden dat het verzoek om internationale bescherming wordt afgesloten. Uit het artikel 57/1, § 1, eerste lid blijkt dat een vreemdeling die een verzoek om internationale bescherming indient, vermoed wordt dit verzoek eveneens te doen namens de hem vergezellende minderjarige vreemdelingen over wie hij het ouderlijk gezag of de voogdij uitoefent (op grond van de wet die van toepassing is overeenkomstig artikel 35 van de wet van 16 juli 2004 houdende het Wetboek van Internationaal Privaatrecht). Dit vermoeden blijft bestaan tot op het moment dat er een definitieve beslissing met betrekking tot het verzoek om internationale bescherming wordt genomen, zelfs indien de hiervoor vermelde minderjarige vreemdeling intussen de meerderjarigheid heeft bereikt. In geval van overlijden van de (hoofd-)verzoeker, kan de hem vergezellende minderjarige vreemdeling (die intussen misschien de meerderjarigheid heeft bereikt) er nog steeds belang bij hebben om de procedure met betrekking tot het verzoek om internationale bescherming verder te zetten. De procedure die in geval van overlijden van de (hoofd-)verzoeker dient gevolgd te worden wordt nader uitgewerkt bij koninklijk besluit. Bijgevolg wordt er enkel een beslissing tot beëindiging van de behandeling van het verzoek om internationale bescherming genomen indien de verzoeker overleden is én in voorkomend geval de minderjarige vreemdeling bedoeld in artikel 57/1, § 1, eerste lid geen voortzetting van het verzoek om internationale bescherming heeft gevraagd » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, pp. 125-126).

B.75.1. Artikel 25, lid 6, van de « Procedurerichtlijn » betreft de aan niet-begeleide minderjarigen toegekende waarborgen en bepaalt dat het hoger belang van het kind voor de lidstaten de eerste overweging is bij de tenuitvoerlegging van de genoemde richtlijn.

B.75.2. Artikel 24, lid 2, van het Handvest bepaalt :

« Bij alle handelingen in verband met kinderen, ongeacht of deze worden verricht door overheidsinstanties of particuliere instellingen, vormen de belangen van het kind een essentiële overweging ».

B.75.3. De artikelen 3, 12 en 22 van het Verdrag inzake de rechten van het kind bepalen :

« Artikel 3

1. Bij alle maatregelen betreffende kinderen, ongeacht of deze worden genomen door openbare of particuliere instellingen voor maatschappelijk welzijn of door rechterlijke instanties, bestuurlijke autoriteiten of wetgevende lichamen, vormen de belangen van het kind de eerste overweging.

2. De Staten die partij zijn, verbinden zich ertoe het kind te verzekeren van de bescherming en de zorg die nodig zijn voor zijn welzijn, rekening houdende met de rechten en plichten van zijn ouders, wettige voogden of anderen die wettelijk verantwoordelijk zijn voor het kind, en nemen hiertoe alle passende wettelijke en bestuurlijke maatregelen.

3. De Staten die partij zijn, waarborgen dat de instellingen, diensten en voorzieningen die verantwoordelijk zijn voor de zorg voor of de bescherming van kinderen voldoen aan de door de bevoegde autoriteiten vastgestelde normen, met name ten aanzien van de veiligheid, de gezondheid, het aantal personeelsleden en hun geschiktheid, alsmede bevoegd toezicht ».

« Artikel 12

1. De Staten die partij zijn, verzekeren het kind dat in staat is zijn eigen mening te vormen, het recht die mening vrijelijk te uiten in alle aangelegenheden die het kind betreffen, waarbij aan de mening van het kind passend belang wordt gehecht in overeenstemming met zijn leeftijd en rijpheid.

2. Hiertoe wordt het kind met name in de gelegenheid gesteld te worden gehoord in iedere gerechtelijke en bestuurlijke procedure die het kind betreft, hetzij rechtstreeks, hetzij door tussenkomst van een vertegenwoordiger of een daarvoor geschikte instelling, op een wijze die verenigbaar is met de procedureregels van het nationale recht ».

« Artikel 22

1. De Staten die partij zijn, nemen passende maatregelen om te waarborgen dat een kind dat de vluchtelingenstatus wil verkrijgen of dat in overeenstemming met de toepasselijke internationale of nationale rechtsregels en procedures als vluchteling wordt beschouwd, ongeacht of het al dan niet door zijn ouders of door iemand anders wordt begeleid, passende bescherming en humanitaire bijstand krijgt bij het genot van de van toepassing zijnde rechten beschreven in dit Verdrag en in andere internationale akten inzake de rechten van de mens of humanitaire akten waarbij de bedoelde Staten partij zijn.

2. Hiertoe verlenen de Staten die partij zijn, naar zij passend achten, hun medewerking aan alle inspanningen van de Verenigde Naties en andere bevoegde intergouvernementele of niet-gouvernementele organisaties die met de Verenigde Naties samenwerken, om dat kind te beschermen en bij te staan en de ouders of andere gezinsleden op te sporen van een kind dat vluchteling is, teneinde de nodige inlichtingen te verkrijgen voor hereniging van het kind met het gezin waartoe het behoort. In gevallen waarin geen ouders of andere familieleden kunnen worden gevonden, wordt aan het kind, overeenkomstig de in dit Verdrag omschreven beginselen, dezelfde bescherming verleend als aan ieder ander kind dat, om welke reden ook, blijvend of tijdelijk het leven in een gezin moet ontberen ».

B.76. Overeenkomstig artikel 57/1, § 1, eerste lid, van de wet van 15 december 1980, « [wordt] een vreemdeling die een verzoek om internationale bescherming indient, [...] vermoed dit verzoek eveneens in te dienen namens de hem vergezellende minderjarige vreemdeling(en) over wie hij het ouderlijk gezag of de voogdij uitoefent (op grond van de wet die van toepassing is overeenkomstig artikel 35 van de wet van 16 juli 2004 houdende het Wetboek van Internationaal Privaatrecht) ».

Wanneer in een dergelijk geval de verzoeker overlijdt, neemt de CGVS een beslissing waarbij de behandeling van het verzoek om internationale bescherming wordt afgesloten, tenzij de minderjarige vreemdeling namens wie de verzoeker de procedure heeft opgestart de voortzetting van de procedure vraagt volgens de bij koninklijk besluit nader te bepalen regels, zoals bepaald in artikel 57/6/5, § 1, 6°, van de wet van 15 december 1980.

B.77. Het verschil in behandeling tussen, enerzijds, de kinderen van wie de volwassene, verzoeker om internationale bescherming, die zij vergezelden overleden is, en, anderzijds, de kinderen wier ouders nog steeds in leven zijn en in België aan hun zijde staan, berust op een objectief criterium, namelijk het feit of de minderjarige vreemdeling al dan niet een ouder in leven heeft die in België aan zijn zijde staat.

B.78.1. De verplichting, voor de minderjarige namens wie een verzoek om internationale bescherming is ingediend door zijn wettelijke vertegenwoordiger, op grond van artikel 57/1, § 1, eerste lid, van de wet van 15 december 1980, om de voortzetting te vragen van het onderzoek van het verzoek in geval van overlijden van zijn wettelijke vertegenwoordiger in de loop van de procedure is niet zonder redelijke verantwoording, rekening houdend met de gewijzigde omstandigheden die voortvloeien uit het voormelde overlijden en de weerslag dat zulks voor het kind kan hebben wat betreft de vraag of het opportuun is de procedure voort te zetten. Het feit dat in een dergelijke verplichting wordt voorzien is overigens op zich niet strijdig met het belang van het kind en het ontzegt het kind niet de rechten die het bij de in het middel geciteerde bepalingen worden verleend.

In dat verband dient te worden vastgesteld dat wanneer een minderjarige namens wie een verzoek om internationale bescherming is ingediend niet vergezeld is van een persoon die het ouderlijk gezag of de voogdij uitoefent, hij een voogd toegewezen krijgt overeenkomstig het hoofdstuk VI (« Voogdij over niet-begeleide minderjarige vreemdelingen ») van titel XIII van de programmawet (I) van 24 december 2002. Volgens artikel 9, § 1, eerste lid, van dat hoofdstuk « is de voogd ermee belast de niet-begeleide minderjarige te vertegenwoordigen in het kader van alle rechtshandelingen, van de procedures bedoeld in de wetten betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, alsmede van alle andere bestuurlijke of gerechtelijke procedures ».

B.78.2. Het staat aan de bevoegde rechter om, in voorkomend geval, na te gaan of de door de Koning met toepassing van de bestreden bepaling ingevoerde procedure het daadwerkelijk mogelijk maakt rekening te houden met het hoger belang van het kind en, in het bijzonder een toereikende termijn laat aan de wettelijke vertegenwoordiger van laatstgenoemde om te oordelen of het opportuun is te vragen dat de behandeling van het verzoek om internationale bescherming wordt voortgezet, onverminderd de mogelijkheid om een andere aanvraag voor een machtiging tot verblijf in te dienen overeenkomstig artikel 61/15 van de wet van 15 december 1980.

B.78.3. Zoals de Ministerraad opmerkt, is de door de verzoekende partijen gemaakte vergelijking tussen de minderjarige vreemdeling wiens ouder is overleden en de volwassene wiens echtgenoot of partner die om internationale bescherming verzoekt, is overleden, niet relevant, aangezien die volwassene noodzakelijkerwijs een verzoek om internationale bescherming heeft ingediend in zijn eigen naam, in tegenstelling tot de minderjarige.

B.78.4. Het twaalfde middel in de zaak nr. 7008 is niet gegrond.

Wat betreft het begrip « veilig derde land » (artikelen 40 en 46 van de wet van 21 november 2017)

B.79. Het dertiende middel in de zaak nr. 7008 is afgeleid uit de schending, door de artikelen 40 en 46 van de wet van 21 november 2017, van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 38 van de « Procedurerichtlijn » en met de artikelen 18, 19 en 24, lid 2, van het Handvest.

B.80.1. Artikel 57/6, § 3, van de wet van 15 december 1980, zoals het is ingevoegd bij het bestreden artikel 40 van de wet van 21 november 2017, bepaalt :

« De Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen kan een verzoek om internationale bescherming niet-ontvankelijk verklaren wanneer :

1° de verzoeker reeds reële bescherming geniet in een eerste land van asiel, tenzij hij elementen naar voor brengt waaruit blijkt dat hij zich niet langer kan beroepen op de reële bescherming die hem reeds werd toegekend in het eerste land van asiel of dat hij niet opnieuw tot het grondgebied van dit land wordt toegelaten.

Een land kan beschouwd worden als eerste land van asiel wanneer de verzoeker in dat land erkend is als vluchteling en hij die bescherming nog kan genieten, of hij anderszins reële bescherming geniet in dat land, met inbegrip van het genot van het beginsel van non-refoulement, mits hij opnieuw tot het grondgebied van dat land wordt toegelaten;

2° een derde land als veilig derde land in de zin van artikel 57/6/6 kan worden beschouwd voor de verzoeker, tenzij hij elementen naar voor brengt waaruit blijkt dat hij in het derde land zal worden blootgesteld aan vervolging of ernstige schade of dat de band tussen hem en het derde land niet zodanig is dat het voor hem redelijk zou zijn naar dat land te gaan, of dat hij niet tot het grondgebied van dit land zal worden toegelaten;

3° de verzoeker reeds internationale bescherming geniet in een andere lidstaat van de Europese Unie;

4° de verzoeker een onderdaan is van een lidstaat van de Europese Unie of van een staat die partij is bij een Toetredingsverdrag tot de Europese Unie dat nog niet in werking is getreden, tenzij hij elementen naar voor brengt waaruit blijkt dat hij in de voormelde lidstaat of staat zal worden blootgesteld aan vervolging of ernstige schade;

5° de verzoeker een volgend verzoek om internationale bescherming indient en er geen nieuwe elementen of bevindingen aan de orde zijn gekomen of door de verzoeker werden voorgelegd overeenkomstig artikel 57/6/2;

6° de minderjarige vreemdeling geen eigen feiten aanhaalt die een apart verzoek rechtvaardigen, nadat er eerder namens hem een verzoek om internationale bescherming werd ingediend overeenkomstig artikel 57/1, § 1, eerste lid, waarover een definitieve beslissing werd genomen. In het andere geval neemt de Commissaris-generaal een beslissing waarbij tot de ontvankelijkheid van het verzoek wordt besloten.

De in het eerste lid, 6°, bedoelde verzoeker wordt gehoord door de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen, voor zover de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen oordeelt dat zijn leeftijd, maturiteit en kwetsbaarheid dit toelaten.

De in het eerste lid, 2°, 3°, 4° en 6°, bedoelde beslissingen worden getroffen binnen een termijn van vijftien werkdagen na ontvangst van het verzoek om internationale bescherming dat door de minister of zijn gemachtigde werd overgezonden.

De in het eerste lid, 5°, bedoelde beslissing wordt getroffen binnen een termijn van tien werkdagen na ontvangst van het verzoek om internationale bescherming dat door de minister of zijn gemachtigde werd overgezonden.

De in het eerste lid, 5°, bedoelde beslissing wordt getroffen binnen een termijn van twee werkdagen na ontvangst van het verzoek om internationale bescherming dat door de minister of zijn gemachtigde werd overgezonden, indien de verzoeker zijn volgend verzoek heeft gedaan terwijl hij zich in een welbepaalde plaats bevindt zoals bedoeld in de artikelen 74/8 of 74/9 of het voorwerp uitmaakt van een veiligheidsmaatregel zoals bedoeld in artikel 68, met het oog op zijn verwijdering.

Voor de toepassing van deze bepaling worden als werkdagen beschouwd, alle dagen, behalve zaterdag, zon- of feestdagen ».

B.80.2. Artikel 57/6/6 van de wet van 15 december 1980, zoals het is ingevoegd bij het bestreden artikel 46 van de wet van 21 november 2017, bepaalt :

« § 1. Het verzoek om internationale bescherming kan op grond van artikel 57/6, § 3, eerste lid, 2°, niet-ontvankelijk verklaard worden indien de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen van oordeel is dat, alle relevante feiten en omstandigheden in aanmerking nemend, de verzoeker om internationale bescherming in het betrokken derde land overeenkomstig de volgende beginselen zal worden behandeld :

1) het leven en de vrijheid worden niet bedreigd om redenen van ras, religie, nationaliteit, lidmaatschap van een bepaalde sociale groep of politieke overtuiging, en

2) er bestaat geen risico op ernstige schade als bedoeld in artikel 48/4, § 2, en

3) het beginsel van non-refoulement overeenkomstig het Verdrag van Genève wordt nageleefd, en

4) het verbod op verwijdering in strijd met het recht op vrijwaring tegen foltering en andere wrede, onmenselijke of vernederende behandeling, zoals neergelegd in het internationaal recht, wordt nageleefd, en

5) de mogelijkheid bestaat om de vluchtelingenstatus te verzoeken en, indien hij als vluchteling wordt erkend, bescherming te ontvangen overeenkomstig het Verdrag van Genève.

§ 2. Een derde land kan enkel als veilig derde land worden beschouwd indien de verzoeker een zodanige band heeft met het betrokken derde land dat het voor hem redelijk zou zijn naar dat land te gaan en er kan worden vermoed dat de verzoeker tot het grondgebied van het betrokken derde land zal worden toegelaten, tenzij hij elementen naar voor brengt waaruit duidelijk blijkt dat dit niet het geval zal zijn.

Bij de beoordeling of er sprake is van een band als bedoeld in het eerste lid, worden alle relevante feiten en omstandigheden betrokken, waaronder de aard, duur en de omstandigheden van het eerder verblijf kunnen begrepen worden.

§ 3. De beoordeling of een land een veilig derde land is, dient te stelen op een reeks informatiebronnen waaronder in het bijzonder informatie uit andere lidstaten van de Europese Unie, het Europees Ondersteuningsbureau voor Asielzaken, het Hoog Commissariaat van de Verenigde Naties voor de Vluchtelingen, de Raad van Europa en andere relevante internationale organisaties.

§ 4. De Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen beoordeelt of het betrokken derde land veilig is voor een bepaalde verzoeker.

§ 5. Bij de uitvoering van een uitsluitend op artikel 57/6, § 3, eerste lid, 2°, gebaseerde beslissing, wordt aan de vreemdeling door de minister of zijn gemachtigde een document verschaft waarin de autoriteiten van het derde land in de taal van dat land ervan in kennis gesteld worden dat het verzoek om internationale bescherming niet inhoudelijk is onderzocht ».

B.81. In een eerste onderdeel doen de verzoekende partijen gelden dat de bestreden bepalingen, in de interpretatie volgens welke een derde land veilig wordt geacht tenzij de verzoeker om internationale bescherming er aan vervolging of ernstige schade dreigt te worden blootgesteld, tot gevolg hebben dat de betrokken verzoekers niet het geheel van de in het Verdrag van Genève verankerde rechten genieten.

B.82. Zoals de Ministerraad opmerkt, zijn de bestreden bepalingen cumulatief van toepassing, aangezien zij naar elkaar verwijzen. Daaruit volgt dat de CGVS een verzoek om internationale bescherming slechts niet-ontvankelijk kan verklaren om de reden dat een derde land voor de verzoeker als een veilig derde land kan worden beschouwd, indien is voldaan aan de in de artikelen 57/6, § 3, eerste lid, 2°, en 57/6/6 van de wet van 15 december 1980 opgesomde voorwaarden en beginselen.

Aangezien het op een verkeerde premisse berust, is het eerste onderdeel van het dertiende middel in de zaak nr. 7008 niet gegrond.

B.83. In een tweede onderdeel bekritisieren de verzoekende partijen het ontbreken van de waarborg dat de verzoekers om internationale bescherming van wie het verzoek niet-ontvankelijk wordt verklaard om de reden dat zij een band hebben met een veilig geacht derde land, opnieuw worden toegelaten, hetgeen zou kunnen impliceren dat zij, in tegenstelling tot de andere verzoekers, in geen enkel land de bij het Verdrag van Genève gewaarborgde rechten genieten.

B.84.1. Artikel 38 van de « Procedurerichtlijn » betreft het begrip « veilig derde land » :

« 1. De lidstaten mogen het begrip ' veilig derde land ' alleen toepassen indien de bevoegde autoriteiten zich ervan hebben vergewist dat een persoon die om internationale bescherming verzoekt in het betrokken derde land overeenkomstig de volgende beginselen zal worden behandeld :

- a) het leven en de vrijheid worden niet bedreigd om redenen van ras, religie, nationaliteit, lidmaatschap van een bepaalde sociale groep of politieke overtuiging;
- b) er bestaat geen risico op ernstige schade in de zin van Richtlijn 2011/95/EU;
- c) het beginsel van non-refoulement overeenkomstig het Verdrag van Genève wordt nageleefd;
- d) het verbod op verwijdering in strijd met het recht op vrijwaring tegen foltering en andere wrede, onmenselijke of vernederende behandeling, zoals neergelegd in het internationaal recht, wordt nageleefd, en
- e) de mogelijkheid bestaat om de vluchtelingenstatus te verzoeken en, indien hij als vluchteling wordt erkend, bescherming te ontvangen overeenkomstig het Verdrag van Genève.

2. De toepassing van het begrip ' veilig derde land ' is onderworpen aan voorschriften in het nationale recht, waaronder :

- a) voorschriften waarbij een band tussen de verzoeker en het betrokken derde land wordt vereist op grond waarvan het voor de betrokkene redelijk zou zijn naar dat land te gaan;
- b) voorschriften betreffende de methode met behulp waarvan de bevoegde autoriteiten zich ervan vergewissen dat het begrip ' veilig derde land ' op een bepaald land of een bepaalde verzoeker kan worden toegepast. Een dergelijke methode dient onder meer te bestaan uit een veiligheidsstudie per land voor een bepaalde verzoeker en/of een nationale vaststelling van de landen die worden beschouwd als zijnde over het algemeen veilig;
- c) voorschriften overeenkomstig de internationale wetgeving die voorzien in een afzonderlijke studie om na te gaan of het betrokken derde land voor een bepaalde verzoeker veilig is; deze voorschriften moeten ten minste de verzoeker in staat stellen de toepassing van het begrip ' veilig derde land ' aan te vechten op grond van het feit dat het derde land in zijn specifieke omstandigheden niet veilig is. De verzoeker moet ook in de gelegenheid worden gesteld om het bestaan van de onder a) bedoelde band tussen hem en het derde land aan te vechten.

3. Bij de uitvoering van een uitsluitend op dit artikel gebaseerde beslissing dienen de lidstaten :

- a) de verzoeker hiervan op de hoogte te brengen, en
- b) hem een document te verschaffen waarin de autoriteiten van het derde land in de taal van dat land ervan in kennis worden gesteld dat het verzoek niet inhoudelijk is onderzocht.

4. Wanneer het derde land de verzoeker niet tot zijn grondgebied toelaat, zorgen de lidstaten ervoor dat toegang wordt verstrekt tot een procedure overeenkomstig de fundamentele beginselen en waarborgen die zijn beschreven in hoofdstuk II.

5. De lidstaten stellen de Commissie op gezette tijden in kennis van de landen waarop dit begrip wordt toegepast overeenkomstig het bepaalde in dit artikel ».

B.84.2. Artikel 18 van het Handvest bepaalt :

« Het recht op asiel is gegarandeerd met inachtneming van de voorschriften van het Verdrag van Genève van 28 juli 1951 en het Protocol van 31 januari 1967 betreffende de status van vluchtelingen, en overeenkomstig het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie [...] ».

Artikel 19 van het Handvest bepaalt :

- « 1. Collectieve uitzetting is verboden.
- 2. Niemand mag worden verwijderd of uitgezet naar, dan wel worden uitgeleverd aan een staat waar een ernstig risico bestaat dat hij aan de doodstraf, aan folteringen of aan andere onmenselijke of vernederende behandelingen of bestraffingen wordt onderworpen ».

B.85. Artikel 57/6/6, § 1, van de wet van 15 december 1980 bepaalt dat het verzoek om internationale bescherming op grond van artikel 57/6, § 3, eerste lid, 2°, niet-ontvankelijk kan worden verklaard indien de CGVS van oordeel is dat, alle relevante feiten en omstandigheden in aanmerking nemend, de verzoeker in het betrokken derde land zal worden behandeld overeenkomstig verscheidene in artikel 57/6/6, § 1, opgesomde beginselen, en inzonderheid het beginsel volgens hetwelk er de mogelijkheid bestaat om de vluchtelingenstatus te verzoeken en, indien hij als vluchteling wordt erkend, bescherming te genieten overeenkomstig het Verdrag van Genève. Daarenboven kan een derde land enkel als veilig derde land worden beschouwd indien de verzoeker een zodanige band heeft met het betrokken derde land dat het voor hem redelijk zou zijn naar dat land te gaan en er kan worden vermoed dat de verzoeker tot het grondgebied van het betrokken derde land zal worden toegelaten, tenzij hij elementen naar voor brengt waaruit duidelijk blijkt dat dit niet het geval zal zijn (artikel 57/6/6, § 2).

B.86.1. In tegenstelling tot hetgeen de verzoekende partijen aanvoeren, impliceert het feit dat een in België ingediend verzoek om internationale bescherming niet-ontvankelijk wordt verklaard om de reden dat de verzoeker een band heeft met een veilig geacht derde land, een land waarin de vreemdeling om de erkenning van de vluchtelingenstatus kan verzoeken, niet dat hij in geen enkel land de bij het Verdrag van Genève verleende rechten zal kunnen genieten. Het staat in voorkomend geval aan het veilige derde land de door de vreemdeling ingediende asielaanvraag te beoordelen en, indien hem de vluchtelingenstatus wordt toegekend, hem een bescherming te verlenen overeenkomstig het Verdrag van Genève.

B.86.2. Artikel 38 van de « Procedurerichtlijn » legt de verantwoordelijke overheid niet de verplichting op om van het veilig geachte derde land een waarborg te verkrijgen dat de verzoeker om internationale bescherming opnieuw zal worden toegelaten alvorens zijn verzoek niet-ontvankelijk te verklaren.

Te dezen vloeit de ontstentenis van verplichting voor de CGVS om van het veilig geachte derde land een dergelijke waarborg te verkrijgen dat de verzoeker opnieuw zal worden toegelaten, voort uit het feit dat de verzoeker *a priori* niet over een verblijfsrecht beschikt in het veilige derde land.

Die verzoeker bevindt zich in een situatie die objectief verschilt van die van de vreemdeling van wie het verzoek om internationale bescherming niet-ontvankelijk wordt bevonden op grond van artikel 57/6, § 3, eerste lid, 1°, van de wet van 15 december 1980, om de reden dat hij reeds reële bescherming geniet in een eerste land van asiel, een vreemdeling over wie het Hof van Justitie van de Europese Unie heeft geoordeeld dat het in een lidstaat ingediende verzoek om internationale bescherming enkel niet-ontvankelijk kan worden verklaard indien, zoals artikel 35 van de « Procedurerichtlijn » bepaalt, het derde land waarborgt dat de betrokkene opnieuw zal worden toegelaten (HvJ, grote kamer, 25 juli 2018, C-585/16, *Alheto*, punten 140 en 143).

B.86.3. De verwijzing van de verzoekende partijen naar de verordening (EU) nr. 604/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 26 juni 2013 « tot vaststelling van de criteria en instrumenten om te bepalen welke lidstaat verantwoordelijk is voor de behandeling van een verzoek om internationale bescherming dat door een onderdaan van een derde land of een staatloze bij een van de lidstaten wordt ingediend (herschikking) » (hierna: de Dublin III-verordening) is niet relevant. Zoals het opschrift ervan aangeeft, stelt de Dublin III-verordening de criteria en instrumenten vast om te bepalen welke lidstaat verantwoordelijk is voor de behandeling van een verzoek om internationale bescherming dat door een onderdaan van een derde land of een staatloze bij een van de lidstaten wordt ingediend. Aangezien het veilig geachte derde land geen lidstaat is, is het niet onderworpen aan de verplichtingen die volgen uit de Dublin III-verordening, inzonderheid de artikelen 21 en volgende ervan, waarbij is voorzien in bijzondere formaliteiten met betrekking tot de tenlasteneming van de verzoeker om internationale bescherming.

B.86.4. Rekening houdend, enerzijds, met de verplichting voor de CGVS om zich ervan te vergewissen dat het derde land als zijnde veilig kan worden geacht voor de betrokken vreemdeling, hetgeen impliceert dat de inachtneming van de in de artikelen 57/6, § 3, eerste lid, 2°, en 57/6/6 van de wet van 15 december 1980 opgesomde voorwaarden en beginselen wordt nagegaan, en, anderzijds, met het feit dat, indien het veilig geachte derde land de vreemdeling niet toestaat om zijn grondgebied te betreden, zijn verzoek om internationale bescherming in België zal kunnen worden behandeld, zoals opgelegd bij artikel 38, lid 4, van de « Procedurerichtlijn » en zoals bevestigd in de parlementaire voorbereiding (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, p. 131), is het tweede onderdeel van het dertiende middel in de zaak nr. 7008 niet gegrond.

B.87. Gelet op hetgeen in B.86 is vermeld, dient aan het Hof van Justitie van de Europese Unie geen prejudiciële vraag te worden gesteld over artikel 38, lid 4, van de « Procedurerichtlijn ».

B.88. In een derde onderdeel bekritisieren de verzoekende partijen de behandeling die wordt voorbehouden aan de niet-begeleide minderjarigen die om internationale bescherming verzoeken en op wie het begrip « veilig derde land » wordt toegepast. Volgens hen vereist het belang van het kind dat over zijn geval zo snel mogelijk en dus in het land waarin het zich bevindt, uitspraak wordt gedaan.

B.89.1. Volgens artikel 24, lid 2, van het Handvest vormen de belangen van het kind een essentiële overweging bij elke handeling in verband met kinderen.

B.89.2. Uit artikel 25, lid 6, c), van de « Procedurerichtlijn » vloeit voort dat, wanneer de niet-begeleide minderjarige verzoeker een band heeft met een veilig geacht derde land, de lidstaten het verzoek om internationale bescherming enkel niet-ontvankelijk kunnen verklaren « voor zover dit in het belang van de minderjarige is ».

B.90.1. In tegenstelling tot hetgeen de verzoekende partijen betogen, bestaat het hoger belang van het kind niet erin dat in elke hypothese over zijn geval zo snel mogelijk en dus in het land waarin het zich bevindt, uitspraak wordt gedaan. Wat betreft de toepassing van de Dublin III-verordening, die ertoe strekt te bepalen welke lidstaat verantwoordelijk is voor de behandeling van de asielaanvraag, heeft het Hof van Justitie van de Europese Unie niet in elke hypothese de mogelijkheid uitgesloten om een minderjarige aan een andere lidstaat over te dragen, maar heeft het gepreciseerd dat het erop aankomt « de procedure strekkende tot vaststelling van de verantwoordelijke lidstaat niet langer te laten duren dan strikt noodzakelijk, hetgeen impliceert dat zij in beginsel niet aan een andere lidstaat worden overgedragen » (HvJ, 6 juni 2013, C-648/11, *MA e.a. t. Secretary of State for the Home Department*, punt 55).

B.90.2. Overeenkomstig artikel 57/1, § 4, van de wet van 15 december 1980, zoals ingevoegd bij artikel 37 van de wet van 21 november 2017, artikel 14, § 4, van het koninklijk besluit van 11 juli 2003 « tot regeling van de werking van en de rechtspleging voor het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen » en artikel 2 van hoofdstuk VI (« Voogdij over niet-begeleide minderjarige vreemdelingen ») van titel XIII van de programmawet (I) van 24 december 2002, dient het hoger belang van de minderjarige voor de instanties belast met het onderzoek van het verzoek om internationale bescherming een doorslaggevende overweging te zijn. De bestreden bepaling moet worden gelezen in samenhang met die bepalingen en in het licht van artikel 25, lid 6, c), van de « Procedurerichtlijn ». Daaruit volgt dat de CGVS een verzoek om internationale bescherming van een niet-begeleide minderjarige vreemdeling die een band heeft met een veilig geacht derde land, enkel niet-ontvankelijk kan verklaren indien dit in het belang van de minderjarige is.

B.90.3. Het derde onderdeel van het dertiende middel in de zaak nr. 7008 is niet gegrond.

Wat de toepassing van de versnelde procedure betreft (artikel 41 van de wet van 21 november 2017)

B.91. Het veertiende middel in de zaak nr. 7008 is afgeleid uit de schending, door artikel 41 van de wet van 21 november 2017, van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 25, lid 6, *a*), en 31, lid 8, van de «*Procedurerichtlijn*» en met de artikelen 20 en 21 van het Handvest.

B.92. Artikel 57/6/1, § 1, van de wet van 15 december 1980, zoals het is ingevoegd bij het bestreden artikel 41 van de wet van 21 november 2017, bepaalt :

« § 1. De Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen kan een verzoek om internationale bescherming volgens een versnelde procedure behandelen, indien :

a) de verzoeker bij de indiening van zijn verzoek om internationale bescherming en de toelichting van de feiten alleen aangelegenheden aan de orde heeft gesteld die niet ter zake doen om uit te maken of hij in aanmerking komt voor internationale bescherming; of

b) de verzoeker afkomstig is uit een veilig land van herkomst zoals bedoeld in paragraaf 3; of

c) de verzoeker de autoriteiten heeft misleid door omtrent zijn identiteit en/of nationaliteit valse informatie of documenten te verstrekken of door relevante informatie of documenten die een negatieve invloed op de beslissingen hadden kunnen hebben, achter te houden; of

d) de verzoeker waarschijnlijk, te kwader trouw, een identiteits- of reisdocument dat ertoe kon bijdragen dat zijn identiteit of nationaliteit werd vastgesteld, heeft vernietigd of zich daarvan heeft ontdaan; of

e) de verzoeker kennelijk incoherente en tegenstrijdige, kennelijk valse of duidelijk onwaarschijnlijke verklaringen heeft afgelegd die tegenstrijdig zijn met voldoende geverifieerde informatie over het land van herkomst, waardoor zijn bewering alle overtuigingskracht wordt ontnomen met betrekking tot de vraag om internationale bescherming; of

f) de verzoeker een volgend verzoek om internationale bescherming heeft ingediend dat ontvankelijk werd verklaard overeenkomstig artikel 57/6/2, § 1, eerste lid; of

g) de verzoeker enkel een verzoek doet om de uitvoering van een eerdere of van een op handen zijnde beslissing die tot zijn terugdriving of verwijdering zou leiden uit te stellen of te verijdelen; of

h) de verzoeker het grondgebied onrechtmatig is binnengekomen of zijn verblijf op onrechtmatige wijze heeft verlengd en zich, gezien de omstandigheden van zijn binnenkomst, zonder gegronde reden niet zo snel mogelijk bij de autoriteiten heeft aangemeld of geen verzoek om internationale bescherming heeft gedaan; of

i) de verzoeker weigert te voldoen aan de verplichting om zijn vingerafdrukken te laten nemen zoals bedoeld in artikel 51/3; of

j) er ernstige redenen zijn om aan te nemen dat de verzoeker een gevaar vormt voor de nationale veiligheid of de openbare orde, of de verzoeker onder dwang werd verwijderd om ernstige redenen van nationale veiligheid of openbare orde.

In het [in het] eerste lid, *f*), bedoelde geval neemt de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen een beslissing inzake het verzoek om internationale bescherming binnen een termijn van 15 werkdagen, nadat hij een beslissing tot ontvankelijkheid van het verzoek heeft genomen.

In alle andere, in het eerste lid bedoelde gevallen, neemt de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen een beslissing inzake het verzoek om internationale bescherming binnen een termijn van 15 werkdagen, na ontvangst van het verzoek dat door de minister of zijn gemachtigde werd overgezonden.

Voor de toepassing van deze bepaling worden als werkdagen beschouwd, alle dagen, behalve zaterdag, zon- of feestdagen ».

B.93.1. Artikel 25, lid 6, *a*), van de «*Procedurerichtlijn*» bepaalt :

« Bij de uitvoering van deze richtlijn laten de lidstaten zich leiden door het belang van het kind als eerste overweging.

Wanneer de lidstaten in de loop van de asielpcedure constateren dat een persoon een niet-begeleide minderjarige is, kunnen zij :

a) artikel 31, lid 8, alleen toepassen of blijven toepassen indien :

i) de verzoeker uit een land komt dat voldoet aan de criteria om te worden aangemerkt als veilig land van herkomst in de zin van deze richtlijn; of

ii) de verzoeker een volgend verzoek om internationale bescherming heeft ingeleid dat niet-ontvankelijk is overeenkomstig artikel 40, lid 5; of

iii) de verzoeker om ernstige redenen geacht kan worden een gevaar te vormen voor de nationale veiligheid of de openbare orde van de lidstaat, of de verzoeker onder dwang is uitgezet om ernstige redenen van nationale veiligheid of openbare orde krachtens het nationale recht ».

B.93.2. De artikelen 20 en 21 van het Handvest waarborgen respectievelijk de gelijkheid van eenieder voor de wet en het beginsel van non-discriminatie.

B.94. In een eerste onderdeel bekritisieren de verzoekende partijen het bestreden artikel 41 in zoverre het toelaat de versnelde procedure zonder onderscheid toe te passen op niet-begeleide minderjarigen, terwijl dat bij artikel 25, lid 6, *a*), van de «*Procedurerichtlijn*» slechts in drie gevallen is toegestaan.

B.95.1. De Ministerraad doet gelden dat artikel 48/9, § 5, van de wet van 15 december 1980, zoals ingevoegd bij artikel 12 van de wet van 21 november 2017, krachtens hetwelk «*indien de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen van oordeel is dat een verzoeker om internationale bescherming bijzondere procedurele noden heeft, in het bijzonder omwille van foltering, verkrachting of andere ernstige vormen van psychisch, fysiek of seksueel geweld, die niet verenigbaar zijn met het onderzoek van zijn verzoek conform artikel 57/6/1, § 1 of 57/6/4, [...] de Commissaris-generaal deze procedure niet of niet langer [toepast]*», en de verplichting om rekening te houden met het hoger belang van het niet-begeleide minderjarige kind de CGVS de mogelijkheid bieden de versnelde procedure niet toe te passen in de gevallen die in artikel 25, lid 6, *a*), van de «*Procedurerichtlijn*» niet worden beoogd, indien dat strijdig is met het belang van de niet-begeleide minderjarige.

B.95.2. In zoverre de bestreden bepaling de aanwending mogelijk maakt van de versnelde procedure ten aanzien van een niet-begeleide minderjarige in de gevallen die niet worden beoogd in artikel 25, lid 6, *a*), van de «*Procedurerichtlijn*», schendt zij de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met die laatste bepaling. De in B.95.1 vermelde bepalingen leiden niet tot een andere conclusie, aangezien daarbij aan de CGVS een beoordelingsbevoegdheid wordt verleend ten aanzien van de vraag of het opportuun is in dergelijke gevallen de versnelde procedure in werking te stellen.

B.95.3. Het eerste onderdeel van het veertiende middel in de zaak nr. 7008 is gegrond. Bijgevolg dient artikel 57/6/1, § 1, van de wet van 15 december 1980, zoals het is ingevoegd bij het bestreden artikel 41 van de wet van 21 november 2017, te worden vernietigd, maar alleen in zoverre het van toepassing kan zijn op een niet-begeleide minderjarige vreemdeling in andere gevallen dan die welke worden beoogd in artikel 25, lid 6, *a*), van de «*Procedurerichtlijn*», vermeld in B.93.1.

B.96. In een tweede onderdeel bekritisieren de verzoekende partijen het niet-objectieve en/of het niet-adequate karakter van de criteria die zijn vermeld in de *litterae c), d), f), h) en j)*, van artikel 57/6/1, § 1, eerste lid, van de wet van 15 december 1980, zoals het is ingevoegd bij het bestreden artikel 41, voor de toepassing van de versnelde procedure in het geval van kennelijk ongegronde of frauduleuze verzoeken.

B.97. In de parlementaire voorbereiding van het bestreden artikel 41 wordt gepreciseerd dat de gevallen waarin de CGVS een verzoek om internationale bescherming volgens een versnelde procedure kan behandelen, « deze zijn waarvoor artikel 32.2 van richtlijn 2013/32/EU de mogelijkheid geeft, een verzoek om internationale bescherming als kennelijk ongegrond te beschouwen » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, p. 111). Als de CGVS « een beschermingsaanvraag volgens een versnelde procedure behandelt, wordt deze aanvraag binnen redelijke verkorte termijnen behandeld, zonder af te wijken van de grondbeginselen en de fundamentele garanties betreffende het onderzoek van de verzoeken om internationale bescherming in het algemeen » (*ibid.*).

In de memorie van toelichting wordt eveneens vermeld :

« De meerderheid van de gevallen die er toe kunnen leiden dat een verzoek om internationale bescherming als kennelijk ongegrond wordt beschouwd hebben betrekking op de natuur van de elementen die door de verzoeker worden aangebracht (elementen die niet ter zake doen voor de asielpprocedure, verklaringen die kennelijk incoherent en tegenstrijdig zijn, verklaringen die kennelijk vals of weinig geloofwaardig zijn) of die betrekking hebben op het gedrag of de houding van de verzoeker (poging tot bedrog met betrekking tot essentiële gegevens van zijn verzoek, het achterhouden van essentiële gegevens voor het onderzoek van het verzoek, het gebrek aan medewerking aan het onderzoek van het verzoek of aan het verloop van de procedure, het gebrek aan medewerking en kwade trouw, het zonder gegronde reden laattijdig indienen van een verzoek, het indienen van een verzoek teneinde de uitvoering van een terugrijding of verwijdering te verijdelen).

Ook de gevallen waarin de verzoeken om internationale bescherming worden ingediend door een onderdaan van een veilig land van herkomst of een staatloze die er voorheen zijn gewone verblijfplaats had en de volgende verzoeken om internationale bescherming die in eerste instantie ontvankelijk werden verklaard en die daarna het voorwerp waren van een volledig en ten gronde onderzoek worden bedoeld, evenals de gevallen waarin, na een volledig en ten gronde onderzoek van het verzoek om internationale bescherming, er ernstige gronden bestaan om de verzoeker te beschouwen als een gevaar voor de nationale veiligheid of de openbare orde, of waarin de verzoeker het voorwerp heeft uitgemaakt van een gedwongen verwijdering om ernstige redenen van nationale veiligheid of openbare orde » (*ibid.*, pp. 113-114).

De aanwending van de versnelde procedure brengt de toepassing van verkorte termijnen met zich mee, ongeacht of het gaat om het nemen van een beslissing door de CGVS (artikel 57/6/1, § 1, tweede en derde lid, van de wet van 15 december 1980), het indienen van een beroep (artikel 39/57, § 1, tweede lid, 2°) of nog het nemen van een beslissing door de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen (artikel 39/76, § 3, derde lid). Zij omvat ook de mogelijkheid om de weergave van het persoonlijk onderhoud op hetzelfde ogenblik als de beslissing te bezorgen (artikel 57/5*quater*, § 4).

In tegenstelling tot hetgeen de verzoekende partijen betogen, betreft de aanwending van de versnelde procedure niet alleen de kennelijk ongegronde of frauduleuze verzoeken. Zoals bepaald in artikel 31, lid 8, *f)*, van de « Procedurerichtlijn », is zij eveneens mogelijk voor volgende verzoeken om internationale bescherming.

De door de verzoekende partijen bekritiseerde criteria dienen afzonderlijk te worden onderzocht.

B.98.1. In artikel 57/6/1, § 1, eerste lid, *c)*, van de wet van 15 december 1980 wordt het geval beoogd van de verzoeker die de autoriteiten heeft misleid door omtrent zijn identiteit en/of nationaliteit valse informatie of documenten te verstrekken of door relevante informatie of documenten die een negatieve invloed op de beslissingen konden hebben, achter te houden.

B.98.2. In artikel 57/6/1, § 1, eerste lid, *d)*, van dezelfde wet wordt het geval beoogd waarin de verzoeker waarschijnlijk, te kwader trouw, een identiteits- of reisdocument dat ertoe kon bijdragen dat zijn identiteit of nationaliteit werd vastgesteld, heeft vernietigd of zich daarvan heeft ontdaan.

B.98.3. Volgens de verzoekende partijen zijn de voormelde bepalingen zeer vaag geformuleerd, hetgeen zou kunnen leiden tot een systematische toepassing van de versnelde procedure in de gevallen waarin de verzoeker niet over zijn paspoort beschikt, zelfs wanneer het verzoek noch kennelijk ongegrond, noch frauduleus is.

B.98.4. De in B.98.1 en in B.98.2 vermelde bepalingen vormen de omzetting, in het intern recht, van artikel 31, lid 8, *c) en d)*, van de « Procedurerichtlijn », en zijn nauwkeurig geformuleerd. In zoverre die grieven betrekking hebben op de manier waarop die bepalingen worden toegepast door de bevoegde autoriteiten, is het Hof niet bevoegd om ze te onderzoeken.

Het tweede onderdeel van het veertiende middel is niet gegrond, in zoverre het betrekking heeft op artikel 57/6/1, § 1, eerste lid, *c) en d)*, van de wet van 15 december 1980.

B.99.1. In artikel 57/6/1, § 1, eerste lid, *f)*, van de wet van 15 december 1980 wordt het geval beoogd waarin de verzoeker een volgend verzoek om internationale bescherming heeft ingediend dat ontvankelijk werd verklaard overeenkomstig artikel 57/6/2, § 1, eerste lid.

De verzoekende partijen doen gelden dat dat geval de aanwending van de versnelde procedure niet verantwoordt wanneer de verzoeker nieuwe elementen of feiten aanbrengt die de waarschijnlijkheid dat hij aanspraak kan maken op erkenning als vluchteling of op subsidiaire bescherming, aanzienlijk verhogen of wanneer het eerste verzoek het voorwerp heeft uitgemaakt van een beslissing tot technische weigering overeenkomstig artikel 57/6/5, § 1, 1°, 2°, 3°, 4° of 5°, van de wet van 15 december 1980.

B.99.2. Artikel 57/6/5, § 1, 1° tot 5°, van de wet van 15 december 1980, zoals het is ingevoegd bij artikel 45 van de wet van 21 november 2017, bepaalt :

« De Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen neemt een beslissing tot beëindiging van de behandeling van het verzoek om internationale bescherming, met name indien :

1° de verzoeker zich niet aanmeldt op de in de oproeping vastgestelde datum en hiervoor binnen een door de Koning bepaalde redelijke termijn geen geldige reden opgeeft;

2° de verzoeker geen gevolg geeft aan een verzoek om inlichtingen binnen de maand na de verzending van dit verzoek en hiervoor geen geldige reden opgeeft;

3° de verzoeker nalaat de verderzetting van de behandeling van zijn verzoek om internationale bescherming te vragen overeenkomstig artikel 55;

4° de verzoeker zich bevindt in een welbepaalde plaats zoals bedoeld [in het] in de artikelen 74/8 of 74/9 bedoeld geval of indien hij het voorwerp uitmaakt van een veiligheidsmaatregel zoals bedoeld in artikel 68 en hij in de hiervoor vermelde gevallen de plaats waar hij werd vastgehouden of verbleef zonder toestemming heeft verlaten zonder binnen de vijftien dagen contact op te nemen met de minister of diens gemachtigde;

5° de verzoeker zich gedurende minstens vijftien dagen zonder geldige reden heeft onttrokken aan de meldingsplicht waarvan de nadere regels in een koninklijk besluit worden bepaald ».

B.99.3. Wat betreft de volgende verzoeken die ontvankelijk worden verklaard wegens het feit dat de verzoeker nieuwe elementen of feiten aanbrengt die de waarschijnlijkheid dat hij aanspraak kan maken op erkenning als vluchteling of op subsidiaire bescherming, aanzienlijk verhogen, is de mogelijkheid om de versnelde procedure aan te wenden niet zonder redelijke verantwoording, rekening houdend met, enerzijds, de aanvaarding van de voormelde nieuwe elementen of feiten alsook, anderzijds, met het feit dat het geval van de vreemdeling reeds een eerste maal werd onderzocht in het kader van het oorspronkelijke verzoek. Voor het overige tonen de verzoekende partijen niet aan dat de mogelijkheid voor de CGVS om de versnelde procedure aan te wenden een onevenredige aantasting van de rechten van de betrokken vreemdelingen met zich zou meebrengen.

B.99.4. Wat de volgende verzoeken betreft die ontvankelijk worden verklaard in het geval waarin het eerste verzoek het voorwerp heeft uitgemaakt van een beslissing tot technische weigering overeenkomstig artikel 57/6/5, § 1, 1^o, 2^o, 3^o, 4^o of 5^o, van de wet van 15 december 1980, is de aanwending van de versnelde procedure niet redelijk verantwoord gelet op het bepaalde in artikel 31, lid 8, van de « Procedurerichtlijn ».

B.99.5. Het tweede onderdeel van het veertiende middel in de zaak nr. 7008 is deels gegrond in zoverre het betrekking heeft op artikel 57/6/1, § 1, eerste lid, *f*), van de wet van 15 december 1980. Die bepaling dient te worden vernietigd, maar alleen in zoverre zij toelaat de versnelde procedure toe te passen in het geval de verzoeker een volgend verzoek om internationale bescherming heeft ingediend nadat ten aanzien van het eerste verzoek een beslissing tot beëindiging werd genomen met toepassing van artikel 57/6/5, § 1, 1^o, 2^o, 3^o, 4^o of 5^o, van de wet van 15 december 1980.

Er dient aan het Hof van Justitie van de Europese Unie geen prejudiciële vraag te worden gesteld over de geldigheid van artikel 31, lid 8, *f*), van de « Procedurerichtlijn », aangezien het voorstel van de verzoekende partijen voor een prejudiciële vraag op het foutieve uitgangspunt steunt volgens hetwelk de versnelde procedure in ieder geval tot doel zou hebben « een verzoek snel af te wijzen wanneer het waarschijnlijk ongegrond is ».

B.100.1. In artikel 57/6/1, § 1, eerste lid, *h*), van de wet van 15 december 1980 wordt het geval beoogd waarin de verzoeker het grondgebied onrechtmatig is binnengekomen of zijn verblijf op onrechtmatige wijze heeft verlengd en zich, gezien de omstandigheden van zijn binnenkomst, zonder gegronde reden niet zo snel mogelijk bij de autoriteiten heeft aangemeld of geen verzoek om internationale bescherming heeft gedaan.

Volgens de verzoekende partijen zijn de bedoelde termijnen niet nauwkeurig, noch objectief. Daarenboven kan een gegronde vrees of een risico om ernstige schade te lijden op een later tijdstip tastbaar worden, net zoals wanneer de nood aan bescherming ter plaatse ontstaat, waarbij de verzoeker mogelijk slecht advies heeft gekregen wat de indiening van een verzoek betreft.

B.100.2. Gelet op de verscheidenheid van de situaties die zich kunnen voordoen en de noodzaak elk geval individueel te beoordelen, kan de wetgever in redelijkheid niet worden verweten dat hij voor de toepassing van de bestreden bepaling geen welbepaalde termijnen heeft vastgelegd. Voor het overige heeft de grief van de verzoekende partijen betrekking op de toepassing van de wet, die niet tot de bevoegdheid van het Hof behoort.

Het tweede onderdeel van het veertiende middel in de zaak nr. 7008 is niet gegrond in zoverre het betrekking heeft op artikel 57/6/1, § 1, eerste lid, *h*), van de wet van 15 december 1980.

Gelet op het voorgaande en in zoverre de verzoekende partijen niet uiteenzetten in welk opzicht het feit dat artikel 46, lid 6, *a*), van die richtlijn een bijzondere behandeling voorbehoudt voor de « beslissingen [die] zijn genomen op basis van de in artikel 31, lid 8, onder *h*), genoemde omstandigheden », inzake het recht op een daadwerkelijk rechtsmiddel, zou impliceren dat de versnelde procedure niet pertinent zou zijn in een dergelijk geval, dient aan het Hof van Justitie van de Europese Unie geen prejudiciële vraag te worden gesteld over de geldigheid van artikel 31, lid 8, *h*), van de « Procedurerichtlijn ».

B.101.1. In artikel 57/6/1, § 1, eerste lid, *j*), van de wet van 15 december 1980 wordt het geval beoogd waarin ernstige redenen zijn om aan te nemen dat de verzoeker een gevaar vormt voor de nationale veiligheid of de openbare orde, of waarin de verzoeker onder dwang werd verwijderd om ernstige redenen van nationale veiligheid of openbare orde.

Volgens de verzoekende partijen is dat criterium vreemd aan de vraag of een verzoek frauduleus dan wel kennelijk niet gegrond is. De redenen van openbare orde vallen mogelijkerwijs samen met het onderzoek van een uitsluitingsgrond, die onverenigbaar is met een versnelde procedure. Tot slot zou de maatregel tot versnelling van de procedure niet doeltreffend zijn, noch evenredig met het gevaar voor de openbare orde.

B.101.2. De mogelijkheid om de versnelde procedure aan te wenden wanneer er ernstige redenen zijn om aan te nemen dat de verzoeker een gevaar vormt voor de nationale veiligheid of de openbare orde, of wanneer de verzoeker onder dwang werd verwijderd om ernstige redenen van nationale veiligheid of openbare orde, is niet zonder redelijke verantwoording, gelet op de aard van de reden die ten grondslag ligt aan de versnelling van de procedure. Voor het overige tonen de verzoekende partijen niet aan dat de mogelijkheid voor de CGVS om in een dergelijk geval de versnelde procedure aan te wenden, een onevenredige aantasting van de rechten van de betrokken vreemdelingen met zich zou meebrengen.

Het tweede onderdeel van het veertiende middel in de zaak nr. 7008 is niet gegrond in zoverre het betrekking heeft op artikel 57/6/1, § 1, eerste lid, *j*), van de wet van 15 december 1980.

Gelet op het voorgaande en in zoverre de verzoekende partijen niet uiteenzetten in welk opzicht het arrest van het Hof van Justitie van de Europese Unie van 24 juni 2015 in zake *H.T.* (C-373/13) tot een andere conclusie zou moeten leiden, dient aan het Hof van Justitie geen prejudiciële vraag te worden gesteld over de geldigheid van artikel 31, lid 8, *j*), van de « Procedurerichtlijn ».

Wat betreft het verzoek ingediend door een vreemdeling die gedurende ten minste drie maanden vrijwillig naar zijn land van herkomst is teruggekeerd (artikel 4 van de wet van 21 november 2017)

B.102. Het vijftiende middel in de zaak nr. 7008 is afgeleid uit de schending, door artikel 4 van de wet van 21 november 2017, van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 2, *q*), en 28, lid 3, van de « Procedurerichtlijn » en met artikel 19 van de Dublin III-verordening, in zoverre daarbij voor de verzoekers om internationale bescherming die gedurende ten minste drie maanden vrijwillig naar hun land van herkomst zijn teruggekeerd en die later een nieuw verzoek indienen, in geringere procedurele waarborgen wordt voorzien ten opzichte van de waarborgen die de andere verzoekers genieten.

Uit de uiteenzetting van de verzoekende partijen blijkt dat het middel meer in het bijzonder betrekking heeft op artikel 1, § 1, 20^o, van de wet van 15 december 1980, zoals het is ingevoegd bij het bestreden artikel 4 van de wet van 21 november 2017, dat bepaalt :

« Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

[...]

20° volgend verzoek om internationale bescherming : elk later verzoek om internationale bescherming dat wordt gedaan nadat een definitieve beslissing over een vorig verzoek is genomen, met inbegrip van de beslissingen genomen op basis van artikel 57/6/5, § 1, 1°, 2°, 3°, 4°, 5°, 7° en 8° ».

B.103. In verband met die bepaling wordt in de parlementaire voorbereiding vermeld :

« Volgend verzoek om internationale bescherming

Deze definitie is een letterlijke omzetting van artikel 2, punt *q*), van richtlijn 2013/32/EU :

' volgend verzoek : een later verzoek om internationale bescherming dat wordt gedaan nadat een definitieve beslissing over een vorig verzoek is genomen, met inbegrip van de gevallen waarin de verzoeker zijn verzoek expliciet heeft ingetrokken en de gevallen waarin de beslissingsautoriteit een verzoek heeft afgewezen na de impliciete intrekking ervan overeenkomstig artikel 28, lid 1 '.

[...]

Deze definitie heeft ook betrekking op het verzoek om internationale bescherming dat wordt ingediend door een vreemdeling die tussen zijn vorig verzoek en zijn nieuw verzoek is teruggekeerd of beweert te zijn teruggekeerd naar zijn land van herkomst, en die opwerpt dat hij daar nieuwe feiten van vervolging heeft ondergaan. De Commissaris-generaal, op basis van de bevoegdheid die in artikel 57/6/2 van de wet door de wetgever aan hem werd toegekend, onderzoekt of de (beweerde) terugkeer en de aangevoerde vervolgingen ' nieuwe elementen zijn die de kans aanzienlijk groter maken dat de verzoeker voor erkenning als vluchteling in de zin van artikel 48/3 of voor subsidiaire bescherming in de zin van artikel 48/4 in aanmerking komt '. Deze bevoegdheid impliceert, met name, dat de Commissaris-generaal de werkelijkheid van de terugkeer en van de aangevoerde vervolgingen moet beoordelen, op basis van de elementen die voorgelegd worden door de verzoeker om internationale bescherming en de elementen die, in voorkomend geval, op een andere wijze ter beschikking zijn van de Commissaris-generaal.

Het arrest van het Hof van Cassatie van 21 januari 2014 (P.13-2061.N) wordt dus niet gevolgd gelet op de hiervoor vermelde argumenten, gezien hierin het volgende werd gesteld : ' De vreemdeling die nadat hij reeds eerder een of meerdere asielaanvragen heeft ingediend en effectief werd gerepatrieerd, terug het Rijk binnenkomt en er een asielaanvraag indient, kan niet worden beschouwd als " de vreemdeling die reeds een andere asielaanvraag heeft ingediend " in de zin van de voormelde bepaling [artikel 74/6, § 1bis, 9°, van de wet van 15 december 1980]. Aangezien de betrokkene na de verwijdering terug aan vervolging kan zijn blootgesteld, dient de ingediende aanvraag als een nieuwe aanvraag te worden aangezien '.

Zoals hiervoor benadrukt voorziet de definitie van ' volgend verzoek ' in artikel 2, *q*) in de richtlijn 2013/32/EU geen uitzonderingen voor een terugkeer naar het land van herkomst en vormt het enige criterium in deze definitie of er al dan niet een ' definitieve beslissing ' over een vorig verzoek is genomen.

Ook de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen bevestigde herhaaldelijk dat een tweede verzoek om internationale bescherming na terugkeer uit het land van herkomst een volgend verzoek om internationale bescherming vormt. Het feit dat de verzoeker terugkeerde naar zijn land van herkomst verhindert volgens de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen niet dat het nieuwe verzoek kan beschouwd worden als een volgend verzoek om internationale bescherming in de zin van artikel 51/8 van de wet van 15 december 1980. De notie ' nieuw element ' in de zin van artikel 51/8 van de wet van 15 december 1980 dekt volgens de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen ook de hypothese van nieuwe feiten die voorkomen in het land van herkomst en waarvan de verzoeker het slachtoffer of de directe getuige was. De Raad wijst er verder ook op dat het simpele feit dat een verzoeker sinds het einde van de vorige asielprocedure verder op het grondgebied heeft verbleven, op zich niet kan inhouden dat zijn volgend verzoek om internationale bescherming niet in overweging wordt genomen [gezien een gegronde vrees of een reëel risico op ernstige schade eveneens kan ontstaan in het onthaalland] (zie RvV van 30 september 2016, nr. 175 642). Noch uit de richtlijn, noch uit de Belgische wetgeving kan worden afgeleid dat de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen een nieuwe beslissing ten gronde moet nemen indien de vreemdeling een volgend verzoek indient nadat hij naar zijn land van herkomst terugkeerde. De Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen onderzoekt bij voorrang of er nieuwe elementen aan de orde zijn, of door de verzoeker zijn voorgelegd, die de kans aanzienlijk groter maken dat de verzoeker voor erkenning als vluchteling in de zin van artikel 48/3 in aanmerking komt (RvV 13 augustus 2014, nr. 128 064).

Uit deze definitie van ' volgend verzoek ' volgt dat elk nieuw verzoek om internationale bescherming dat wordt ingediend nadat in het kader van het vorig verzoek om internationale bescherming een definitieve beslissing genomen werd, als een volgend verzoek in de zin van de wet moet worden beschouwd » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, pp. 22-24).

B.104.1. Artikel 2, *q*), van de « Procedurerichtlijn » bepaalt :

« In deze richtlijn wordt verstaan onder :

[...]

' volgend verzoek ' : een later verzoek om internationale bescherming dat wordt gedaan nadat een definitieve beslissing over een vorig verzoek is genomen, met inbegrip van de gevallen waarin de verzoeker zijn verzoek expliciet heeft ingetrokken en de gevallen waarin de beslissingsautoriteit een verzoek heeft afgewezen na de impliciete intrekking ervan overeenkomstig artikel 28, lid 1 ».

Artikel 28 van dezelfde richtlijn bepaalt :

« 1. Wanneer er een gegronde reden is om aan te nemen dat verzoeker zijn verzoek impliciet heeft ingetrokken of dat hij impliciet van dit verzoek heeft afgezien, zorgen de lidstaten ervoor dat de beslissingsautoriteit beslist om hetzij de behandeling van het verzoek te beëindigen ofwel, mits zij het verzoek op basis van een toereikend onderzoek ten gronde overeenkomstig artikel 4 van Richtlijn 2011/95/EU als ongegrond beschouwt, het verzoek af te wijzen.

De lidstaten kunnen met name aannemen dat de verzoeker zijn verzoek om internationale bescherming impliciet heeft ingetrokken of dat hij er impliciet van heeft afgezien wanneer is vastgesteld dat :

a) hij heeft nagelaten te antwoorden op verzoeken informatie te verstrekken die van wezenlijk belang is voor zijn verzoek zoals bedoeld in artikel 4 van Richtlijn 2011/95/EU, dan wel dat hij niet is verschenen voor een persoonlijk onderhoud zoals bedoeld in de artikelen 14 tot en met 17 van deze richtlijn, tenzij hij binnen een redelijke tijd aantoonde dat zulks te wijten was aan omstandigheden waarop hij geen invloed heeft;

b) hij is verdwenen, of wanneer is vastgesteld dat hij de plaats waar hij verbleef of werd vastgehouden, zonder toestemming heeft verlaten zonder binnen een redelijke termijn contact met de bevoegde autoriteit op te nemen, dan wel wanneer hij niet binnen een redelijke termijn heeft voldaan aan zijn meldingsplicht of aan andere verplichtingen tot kennisgeving, tenzij hij aantoonde dat zulks te wijten was aan omstandigheden waarop hij geen invloed heeft.

De lidstaten kunnen met het oog op de uitvoering van deze bepalingen termijnen vaststellen of richtsnoeren uitvaardigen.

2. De lidstaten zorgen ervoor dat een verzoeker die zich opnieuw bij de bevoegde autoriteit meldt nadat een beslissing om de behandeling van zijn verzoek te beëindigen is genomen zoals bedoeld in lid 1 van dit artikel, het recht heeft te verzoeken dat zijn verzoek opnieuw in behandeling wordt genomen of om een nieuw verzoek te doen dat niet onderworpen is aan de in de artikelen 40 en 41 bedoelde procedure.

De lidstaten kunnen een tijdslimiet van ten minste negen maanden vaststellen waarna een verzoek niet langer opnieuw in behandeling kan worden genomen of waarna het nieuwe verzoek mag worden behandeld als een volgend verzoek en aan de in de artikelen 40 en 41 bedoelde procedure mag worden onderworpen. De lidstaten kunnen bepalen dat de zaak van de verzoeker slechts éénmalig opnieuw in behandeling kan worden genomen.

De lidstaten zorgen ervoor dat een dergelijke persoon niet wordt verwijderd in strijd met het beginsel van non-refoulement.

De lidstaten kunnen de beslissingsautoriteit toestaan de behandeling van het verzoek te hervatten in de fase waarin deze werd beëindigd.

3. Dit artikel doet geen afbreuk aan Verordening (EU) nr. 604/2013 ».

B.104.2. Artikel 19 van de Dublin III-verordening bepaalt :

« 1. Indien een lidstaat de verzoeker een verblijfstitel verstrekt, gaan de in artikel 18, lid 1, genoemde verplichtingen over op deze lidstaat.

2. De in artikel 18, lid 1, gespecificeerde verplichtingen komen te vervallen indien de verantwoordelijke lidstaat, bij een verzoek tot over- of terugname van een verzoeker of een andere persoon als bedoeld in artikel 18, lid 1, onder c) of d), kan aantonen dat de betrokkene het grondgebied van de lidstaten ten minste drie maanden heeft verlaten, tenzij hij houder is van een geldige verblijfstitel die door de verantwoordelijke lidstaat is afgegeven.

Een verzoek dat na de in de eerste alinea bedoelde periode van afwezigheid wordt ingediend, wordt beschouwd als een nieuw verzoek dat leidt tot een nieuwe procedure waarbij de verantwoordelijke lidstaat wordt bepaald.

3. De in artikel 18, lid 1, onder c) en d), genoemde verplichtingen komen te vervallen wanneer de verantwoordelijke lidstaat, bij een verzoek om terugname van een verzoeker of een andere persoon als bedoeld in artikel 18, lid 1, onder c) of d), kan aantonen dat de betrokkene het grondgebied van de lidstaten heeft verlaten op grond van een terugkeerbesluit of een verwijderingsmaatregel dat is afgegeven na de intrekking of de afwijzing van het verzoek.

Een verzoek dat na een daadwerkelijke verwijdering wordt ingediend, wordt beschouwd als een nieuw verzoek dat leidt tot een nieuwe procedure waarbij de verantwoordelijke lidstaat wordt bepaald ».

B.105. Uit het verzoekschrift blijkt dat de verzoekende partijen de situatie beogen van de vreemdeling die, na een eerste verzoek om internationale bescherming te hebben ingediend, gedurende ten minste drie maanden vrijwillig naar zijn land van herkomst is teruggekeerd en die vervolgens in België opnieuw een verzoek om internationale bescherming indient. De verzoekende partijen bekritisieren het feit dat het tweede verzoek als een « volgend verzoek » zal worden beschouwd en niet als een « nieuw verzoek », hetgeen aan de betrokken vreemdeling « geringere procedurele waarborgen » zou verlenen ten opzichte van de waarborgen die de gewone verzoekers genieten. De verzoekende partijen gaan in essentie ervan uit dat het loutere feit dat de vreemdeling gedurende ten minste drie maanden vrijwillig naar zijn land van herkomst terugkeert, impliceert dat het nieuwe verzoek om bescherming dat hij zou indienen, als een nieuw verzoek moet worden beschouwd, en niet als een volgend verzoek. Zij doen gelden dat « noch in de definitie van het volgend verzoek die is vervat in artikel 2, q), van de richtlijn 2013/32/EU, noch in de opsomming van de gevallen van impliciet intrekken of afzien die zijn vermeld in artikel 28 van de richtlijn, de situatie wordt beoogd van de verzoekers die naar hun land van herkomst zijn teruggekeerd » en dat een « nieuw verzoek » in de zin van artikel 19 van de Dublin III-verordening niet een « volgend verzoek » in de zin van de « Procedurerichtlijn » kan zijn. Het Hof onderzoekt het middel in die zin.

B.106.1. Artikel 19, lid 2 en 3, van de Dublin III-verordening, bepaalt dat een verzoek dat wordt ingediend nadat de betrokkene het grondgebied van de lidstaten ten minste drie maanden heeft verlaten of na een daadwerkelijke verwijdering, als « een nieuw verzoek » wordt beschouwd « dat leidt tot een nieuwe procedure waarbij de verantwoordelijke lidstaat wordt bepaald ».

B.106.2. Zoals de Ministerraad onderstreept, hebben de « Procedurerichtlijn » en de Dublin III-verordening verschillende doelstellingen. Terwijl luidens artikel 1 ervan, de « Procedurerichtlijn » « de vaststelling [beoogt] van gemeenschappelijke procedures voor de toekenning of intrekking van internationale bescherming uit hoofde van Richtlijn 2011/95/EU », « worden » in de Dublin III-verordening, zoals voordien is vermeld, « de criteria en instrumenten vastgesteld om te bepalen welke lidstaat verantwoordelijk is voor de behandeling van een verzoek om internationale bescherming dat door een onderdaan van een derde land of een staatloze bij een van de lidstaten is ingediend ».

De verzoekende partijen tonen niet aan in welk opzicht artikel 19 van de Dublin III-verordening de kwalificatie « volgend verzoek » in de zin van de « Procedurerichtlijn » noodzakelijkerwijze uitsluit voor het « nieuw verzoek » dat leidt tot een nieuwe procedure waarbij de verantwoordelijke lidstaat wordt bepaald ». Het feit dat artikel 28, lid 3, van de « Procedurerichtlijn » bepaalt dat dat artikel « geen afbreuk [doet] aan Verordening (EU) nr. 604/2013 » is niet van aard om tot een dergelijke conclusie te leiden.

In tegenstelling tot hetgeen de verzoekende partijen betogen, sluiten noch artikel 2, q), van de « Procedurerichtlijn », dat de definitie van het « volgend verzoek » bevat, noch artikel 28 van dezelfde richtlijn, waarin de gevallen worden beoogd van de impliciete intrekking van een verzoek om internationale bescherming of van het impliciet afzien ervan, op zich het geval van de verzoekers die naar hun land van herkomst zijn teruggekeerd, om die enige reden, niet uit.

B.106.3. Aangezien het vijftiende middel in de zaak nr. 7008 op een verkeerde premisse berust, is het niet gegrond. Er dient bijgevolg geen prejudiciële vraag te worden gesteld aan het Hof van Justitie van de Europese Unie.

Wat betreft de toelaatbaarheid van elementen die in het kader van een volgend verzoek te laat zijn overgelegd (artikel 42 van de wet van 21 november 2017)

B.107. Het zestiende middel in de zaak nr. 7008 is afgeleid uit de schending, door artikel 42 van de wet van 21 november 2017, van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 12 en 17 van de richtlijn 2011/95/EU, met artikel 18 van het Handvest en met artikel 1 van het Verdrag van Genève.

B.108. Artikel 57/6/2 van de wet van 15 december 1980, zoals het is vervangen bij het bestreden artikel 42 van de wet van 21 november 2017, bepaalt :

« § 1. Na ontvangst van het volgend verzoek dat door de minister of diens gemachtigde werd overgezonden op grond van artikel 51/8, onderzoekt de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen bij voorrang of er nieuwe elementen of feiten aan de orde zijn, of door de verzoeker zijn voorgelegd, die de kans aanzienlijk groter maken dat de verzoeker voor erkenning als vluchteling in de zin van artikel 48/3 of voor subsidiaire bescherming in de zin van artikel 48/4 in aanmerking komt. Bij gebrek aan dergelijke elementen of feiten verklaart de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen het verzoek niet-ontvankelijk. In het andere geval, of indien de verzoeker voorheen enkel het voorwerp heeft uitgemaakt van een beslissing tot beëindiging bij toepassing van artikel 57/6/5, § 1, 1^o, 2^o, 3^o, 4^o of 5^o verklaart de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen het verzoek ontvankelijk.

Bij het in het eerste lid bedoelde onderzoek houdt de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen in voorkomend geval rekening met het feit dat de verzoeker zonder geldige uitleg heeft nagelaten, tijdens de vorige procedure, in het bijzonder bij het aanwenden van het in artikel 39/2 bedoelde rechtsmiddel, de elementen te doen gelden die de indiening van zijn volgend verzoek rechtvaardigen.

§ 2. Wanneer de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen overeenkomstig paragraaf 1 een niet-ontvankelijkheidsbeslissing neemt, brengt hij de minister of diens gemachtigde ervan op de hoogte of de teruggrijping of verwijdering al dan niet leidt tot een schending van het non-refoulementbeginsel in hoofde van de verzoeker op grond van het onderzoek in het licht van de artikelen 48/3 en 48/4.

§ 3. Wanneer, met toepassing van paragraaf 2, de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen in het kader van het vorig verzoek heeft geoordeeld dat een verwijderings- of teruggrijpingsmaatregel niet leidt tot een schending van het non-refoulementbeginsel, kan een dergelijke maatregel enkel gedwongen worden uitgevoerd vanaf het doen van het verzoek en tijdens de in de eerste paragraaf bedoelde behandeling ervan, ten aanzien van de verzoeker :

- die een tweede volgend verzoek of meer doet, en
- die zich voorafgaand aan het doen van zijn vorig verzoek en sedertdien, op onafgebroken wijze, bevindt in een welbepaalde plaats zoals bedoeld in de artikelen 74/8 of 74/9 ».

B.109. In verband met de bestreden bepaling wordt in de parlementaire voorbereiding vermeld :

« Het tweede lid beoogt de omzetting van artikel 40, § 4 van richtlijn 2013/32/EU, die de lidstaten de mogelijkheid laat, het volgende verzoek slechts te onderzoeken als de verzoeker buiten zijn toedoen tijdens de vorige procedure de elementen ter staving van zijn laatste verzoek niet kon doen gelden, in het bijzonder door zijn recht op een daadwerkelijk rechtsmiddel uit te oefenen. Het tweede lid voorziet niet in de mogelijkheid, de aanvraag alleen om die reden niet-ontvankelijk te verklaren, omdat een onderzoek van de nieuwe elementen noodzakelijk is, met name omdat de Commissaris-generaal overeenkomstig paragraaf 2 gehouden is om zich uit te spreken met betrekking tot het risico op refoulement, hetgeen inhoudt dat hij het desbetreffende nieuwe element onderzoekt overeenkomstig het eerste lid, en hij zich dus niet kan beperken tot een vaststelling met betrekking tot de houding van de verzoeker, en vervolgens omdat het onderzoek door de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen in het kader van een eventueel beroep met volle rechtsmacht zich niet beperkt tot de ontvankelijkheidscriteria *stricto sensu*. In die zin voorziet het tweede lid dus in minder strenge gevolgen dan de richtlijn voor het laatijdige indienen van elementen die de verzoeker had kunnen indienen in het kader van het onderzoek van zijn vorige aanvraag. Niettemin moet dit onrechtmatige verzuim uit hoofde van de verzoeker op behoorlijke wijze in aanmerking worden genomen bij het onderzoek bedoeld in de eerste paragraaf. Dit lid heeft enerzijds tot doel, de volledige medewerking van de verzoeker aan te moedigen opdat hij alle documenten en elementen in zijn bezit tijdens de lopende procedure zou neerleggen, en hij de met het onderzoek van het verzoek belaste instanties op de hoogte zou brengen van elk element waarvan hij kennis zou hebben tijdens de procedure, zowel op het CGVS, in eerste instantie, als bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen in het kader van een beroep met volle rechtsmacht, en anderzijds om de verzoeker af te raden, in de loop van een volgend verzoek elementen in te dienen of verklaringen af te leggen die hadden kunnen worden ingediend of afgelegd in het kader van de vorige procedure, maar niet werden ingediend of afgelegd en dit enkel omwille van dilatoire doeleinden. Er dient benadrukt te worden dat de vaststelling van het laatijdig neerleggen of vermelden van het nieuwe element, zoals bedoeld in dit lid, betrekking heeft op de houding van de verzoeker, die - niettegenstaande hij kennis had of dit element tot zijn beschikking had terwijl de behandeling van zijn vorig verzoek nog bezig was - niet tegemoet gekomen is aan zijn verplichting tot medewerking, door dit element noch voor het CGVS noch voor de RvV neer te leggen in het kader van een beroep in volle rechtsmacht, maar door dit element achter te houden en dit voor te leggen als nieuw element in het kader van een nieuwe verzoek om internationale bescherming. De verzoeker dient bijgevolg een geldige uitleg te geven voor de redenen die hem beletten deze elementen in te dienen tijdens de vorige procedure, wanneer hij hierover beschikte of er kennis van had tijdens die vorige procedure » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, pp. 117-118).

B.110.1. In artikel 1 van het Verdrag van Genève wordt de term « vluchteling » gedefinieerd :

« A. Voor de toepassing van dit Verdrag geldt als ' vluchteling ' elke persoon :

1) Die krachtens de Regelingen van 12 mei 1926 en 30 juni 1928 of krachtens de Overeenkomsten van 28 oktober 1933 en 10 februari 1938, het Protocol van 14 september 1939 of het Statuut van de Internationale Vluchtelingenorganisatie als vluchteling werd beschouwd.

De door de Internationale Vluchtelingenorganisatie gedurende haar mandaat genomen beslissingen waarbij personen niet in aanmerking werden gebracht voor de bescherming en de hulp van die organisatie, vormen geen belemmering voor het verlenen van de status van vluchteling aan personen die aan de voorwaarden van lid 2 van deze afdeling voldoen;

2) Die, ten gevolge van gebeurtenissen welke vóór 1 januari 1951 hebben plaats gevonden, en uit gegronde vrees voor vervolging wegens zijn ras, godsdienst, nationaliteit, het behoren tot een bepaalde sociale groep of zijn politieke overtuiging, zich bevindt buiten het land waarvan hij de nationaliteit bezit, en die de bescherming van dat land niet kan of, uit hoofde van bovenbedoelde vrees, niet wil inroepen, of die, indien hij geen nationaliteit bezit en verblijft buiten het land waar hij vroeger zijn gewone verblijfplaats had, daarheen niet kan of, uit hoofde van bovenbedoelde vrees, niet wil terugkeren.

Indien een persoon meer dan één nationaliteit bezit, betekent de term ' het land waarvan hij de nationaliteit bezit ' elk van de landen waarvan hij de nationaliteit bezit. Een persoon wordt niet geacht van de bescherming van het land waarvan hij de nationaliteit bezit, verstoken te zijn, indien hij, zonder geldige redenen ingegeven door gegronde vrees, de bescherming van één van de landen waarvan hij de nationaliteit bezit, niet inroept.

B. 1) Voor de toepassing van dit Verdrag betekenen in artikel 1, afdeling A, de woorden ' gebeurtenissen welke vóór 1 januari 1951 hebben plaats gevonden ' hetzij :

- a) ' gebeurtenissen welke vóór 1 januari 1951 in Europa hebben plaatsgevonden ', hetzij
- b) ' gebeurtenissen welke vóór 1 januari 1951 in Europa of elders hebben plaats gevonden ';

elke Verdragsluitende Staat zal bij ondertekening, bekrachtiging of toetreding een verklaring afleggen, waarin wordt te kennen gegeven, welke van deze omschrijvingen hij voornemens is toe te passen met betrekking tot zijn verplichtingen krachtens dit Verdrag.

2) Elke Verdragsluitende Staat die de omschrijving a) heeft aanvaard, kan te allen tijde door middel van een kennisgeving aan de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties zijn verplichtingen uitbreiden door omschrijving b) te aanvaarden.

C. Dit Verdrag houdt op van toepassing te zijn op elke persoon die valt onder de bepalingen van afdeling A, indien :

- 1) Hij vrijwillig wederom de bescherming inroept van het land waarvan hij de nationaliteit bezit;
- 2) Hij, indien hij zijn nationaliteit had verloren, deze vrijwillig heeft herkreten;

3) Hij een nieuwe nationaliteit heeft verkregen en de bescherming geniet van het land waarvan hij de nieuwe nationaliteit bezit;

4) Hij zich vrijwillig opnieuw heeft gevestigd in het land dat hij had verlaten of waarbuiten hij uit vrees voor vervolging verblijf hield;

5) Hij niet langer kan blijven weigeren de bescherming van het land waarvan hij de nationaliteit bezit, in te roepen, omdat de omstandigheden in verband waarmee hij was erkend als vluchteling, hebben opgehouden te bestaan.

Met dien verstande echter, dat dit lid niet van toepassing is op een vluchteling die onder lid 1 van afdeling A van dit artikel valt, en die dwingende redenen, voortvloeiende uit vroegere vervolging, kan aanvoeren om te weigeren de bescherming van het land waarvan hij de nationaliteit bezit, in te roepen;

6) Hij, indien hij geen nationaliteit bezit, kan terugkeren naar het land waar hij vroeger zijn gewone verblijfplaats had, omdat de omstandigheden in verband waarmee hij was erkend als vluchteling, hebben opgehouden te bestaan.

Met dien verstande echter, dat dit lid niet van toepassing is op een vluchteling die onder lid 1 van afdeling A van dit artikel valt, en die dwingende redenen, voortvloeiende uit vroegere vervolging, kan aanvoeren om te weigeren naar het land waar hij vroeger zijn gewone verblijfplaats had, terug te keren.

D. Dit Verdrag is niet van toepassing op personen die thans bescherming of bijstand genieten van andere organen of instellingen van de Verenigde Naties dan van de Hoger Commissaris van de Verenigde Naties voor de Vluchtelingen.

Wanneer deze bescherming of bijstand om welke redenen ook is opgehouden, zonder dat de positie van zodanige personen definitief geregeld is in overeenstemming met de desbetreffende resoluties van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties, zullen deze personen van rechtswege onder dit Verdrag vallen.

E. Dit Verdrag is niet van toepassing op een persoon die door de bevoegde autoriteiten van het land waar hij zich heeft gevestigd, beschouwd wordt de rechten en verplichtingen te hebben, aan het bezit van de nationaliteit van dat land verbonden.

F. De bepalingen van dit Verdrag zijn niet van toepassing op een persoon ten aanzien van wie er ernstige redenen zijn om te veronderstellen, dat :

a) hij een misdrijf tegen de vrede, een oorlogsmisdrijf of een misdrijf tegen de menselijkheid heeft begaan, zoals omschreven in de internationale overeenkomsten welke zijn opgesteld om bepalingen met betrekking tot deze misdrijven in het leven te roepen;

b) hij een ernstig, niet-politiek misdrijf heeft begaan buiten het land van toevlucht, voordat hij tot dit land als vluchteling is toegelaten;

c) hij zich schuldig heeft gemaakt aan handelingen welke in strijd zijn met de doelstellingen en beginselen van de Verenigde Naties ».

Die bepaling moet in samenhang worden gelezen met het Protocol van 31 januari 1967 betreffende de status van vluchtelingen, dat het Verdrag van Genève van toepassing maakt op alle vluchtelingen die onder de in het Verdrag gegeven definitie vallen zonder dat rekening wordt gehouden met de uiterste datum van 1 januari 1951.

B.110.2. Artikel 18 van het Handvest bepaalt :

« Het recht op asiel is gegarandeerd met inachtneming van de voorschriften van het Verdrag van Genève van 28 juli 1951 en het Protocol van 31 januari 1967 betreffende de status van vluchtelingen, en overeenkomstig het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie [...] ».

B.110.3. Artikel 12 van de richtlijn 2011/95/EU bepaalt :

« 1. Een onderdaan van een derde land of staatloze wordt uitgesloten van de vluchtelingenstatus wanneer :

a) hij onder artikel 1, onder D, van het Verdrag van Genève valt, dat betrekking heeft op het genieten van bescherming of bijstand van andere organen of instellingen van de Verenigde Naties dan de UNHCR. Is die bescherming of bijstand om welke reden ook opgehouden zonder dat de positie van de betrokkene definitief geregeld is in overeenstemming met de desbetreffende resoluties van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties, dan heeft de betrokkene op grond van dit feit recht op de voorzieningen uit hoofde van deze richtlijn;

b) hij door de bevoegde autoriteiten van het land waar hij zich heeft gevestigd, beschouwd wordt de rechten en verplichtingen te hebben, welke met het bezit van de nationaliteit van dat land verbonden zijn, of daarmee gelijkwaardige rechten en verplichtingen.

2. Een onderdaan van een derde land of staatloze wordt uitgesloten van de vluchtelingenstatus wanneer er ernstige redenen zijn om aan te nemen dat :

a) hij een misdrijf tegen de vrede, een oorlogsmisdrijf of een misdrijf tegen de menselijkheid heeft gepleegd, zoals gedefinieerd in de internationale instrumenten waarmee wordt beoogd regelingen te treffen ten aanzien van dergelijke misdrijven;

b) hij buiten het land van toevlucht een ernstig, niet-politiek misdrijf heeft begaan voordat hij tot dit land als vluchteling is toegelaten, dat wil zeggen de afgifte van een verblijfstitel op grond van de toekenning van de vluchtelingenstatus; bijzonder wrede handelingen kunnen, zelfs indien zij met een beweerd politiek oogmerk zijn uitgevoerd, als ernstige, niet-politieke misdrijven aangemerkt worden;

c) hij zich schuldig heeft gemaakt aan handelingen welke in strijd zijn met de doelstellingen en beginselen van de Verenigde Naties als vervat in de preambule en de artikelen 1 en 2 van het Handvest van de Verenigde Naties.

3. Lid 2 is van toepassing op personen die aanzetten tot of anderszins deelnemen aan de daar genoemde misdrijven of daden ».

Artikel 17 van dezelfde richtlijn bepaalt :

« 1. Een onderdaan van een derde land of staatloze wordt uitgesloten van subsidiaire bescherming wanneer er ernstige redenen zijn om aan te nemen dat :

a) hij een misdrijf tegen de vrede, een oorlogsmisdrijf of een misdrijf tegen de menselijkheid heeft gepleegd, zoals gedefinieerd in de internationale instrumenten waarmee wordt beoogd regelingen te treffen ten aanzien van dergelijke misdrijven;

b) hij een ernstig misdrijf heeft gepleegd;

c) hij zich schuldig heeft gemaakt aan handelingen welke in strijd zijn met de doelstellingen en beginselen van de Verenigde Naties als vervat in de preambule en de artikelen 1 en 2 van het Handvest van de Verenigde Naties;

d) hij een gevaar vormt voor de gemeenschap of voor de veiligheid van de lidstaat waar hij zich bevindt.

2. Lid 1 is van toepassing op personen die aanzetten tot of anderszins deelnemen aan de daar genoemde misdrijven of daden.

3. De lidstaten mogen een onderdaan van een derde land of staatloze van subsidiaire bescherming uitsluiten, indien hij, voordat hij tot de betrokken lidstaat werd toegelaten, een of meer andere dan de in lid 1 bedoelde misdrijven heeft gepleegd die strafbaar zouden zijn met gevangenisstraf indien zij in de betrokken lidstaat waren gepleegd, en indien hij zijn land van herkomst alleen heeft verlaten om straffen als gevolg van deze misdrijven te ontlopen ».

B.111.1. In een eerste onderdeel bekritisieren de verzoekende partijen de niet-objectiviteit van het criterium dat bij de bestreden bepaling is vastgelegd om te bepalen of nieuwe elementen die de kans aanzienlijk groter maken dat de verzoeker voor internationale bescherming in aanmerking komt, en die worden voorgelegd ter staving van een volgend verzoek, door de verantwoordelijke overheid moeten worden onderzocht, omdat de wetgever het begrip « geldige uitleg » niet heeft gedefinieerd. Volgens de verzoekende partijen kan die onnauwkeurigheid slechts leiden tot van het toeval afhankende resultaten, hetgeen een discriminatie onder de verzoekers met zich zal meebrengen, naargelang hun uitleg over het te laat voorleggen van die elementen al dan niet als geldig in aanmerking zal zijn genomen.

B.111.2. Krachtens artikel 57/6/2, § 1, tweede lid, van de wet van 15 december 1980 houdt de CGVS bij het onderzoek met betrekking tot de vraag of er nieuwe elementen of feiten aan de orde zijn, of door de verzoeker zijn voorgelegd, die de kans aanzienlijk groter maken dat de verzoeker voor erkenning als vluchteling of voor subsidiaire bescherming in aanmerking komt, in voorkomend geval rekening met het feit dat de verzoeker zonder geldige uitleg heeft nagelaten, tijdens de vorige procedure, in het bijzonder bij het aanwenden van het in artikel 39/2 bedoelde rechtsmiddel, de elementen te doen gelden die de indiening van zijn volgend verzoek rechtvaardigen.

Uit de in B.109 aangehaalde parlementaire voorbereiding blijkt dat die bepaling de omzetting vormt van artikel 40, lid 4, van de « Procedurerichtlijn », dat de lidstaten toestaat te bepalen dat het verzoek slechts verder wordt onderzocht als de betrokken verzoeker buiten zijn toedoen tijdens de vorige procedure de in de leden 2 en 3 van hetzelfde artikel beschreven situaties niet kon doen gelden, in het bijzonder door zijn recht op een daadwerkelijk rechtsmiddel uit te oefenen (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, p. 117). Niettemin wordt gepreciseerd dat de CGVS het verzoek niet onontvankelijk kan verklaren om de enige reden dat de verzoeker onrechtmatig heeft nagelaten tijdens een vorig verzoek bepaalde elementen in te dienen of zich erop te beroepen (*ibid.*).

B.111.3. Gelet op het algemene karakter van de wetten en de uiteenlopende situaties waarop de bestreden bepaling van toepassing kan zijn, is het begrip « geldige uitleg » voldoende precies en dient het niet verder te worden geëxpliciteerd. Zoals is uiteengezet in de parlementaire voorbereiding (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, p. 118), moet het worden gelezen in het licht van de medewerkingsplicht waarbij aan de verzoeker om internationale bescherming de verplichting wordt opgelegd om meteen alle relevante elementen voor te leggen teneinde de gegrondheid van het verzoek te beoordelen. In die parlementaire voorbereiding wordt aldus gepreciseerd dat de uitleg betrekking moet hebben op de redenen die de verzoeker hebben belet « deze elementen in te dienen tijdens de vorige procedure, wanneer hij hierover beschikte of er kennis van had tijdens die vorige procedure » (*ibid.*). Voor het overige staat het aan de bevoegde rechter om na te gaan of de CGVS die bepaling op correcte wijze toepast.

Het eerste onderdeel van het zestiende middel in de zaak nr. 7008 is niet gegrond.

B.112.1. In een tweede onderdeel bekritisieren de verzoekende partijen de gelijke behandeling van, enerzijds, de verzoeker om internationale bescherming die een misdrijf tegen de vrede, een oorlogsmisdrijf, een misdrijf tegen de menselijkheid of een ernstig, niet-politiek misdrijf heeft begaan of een handeling heeft gesteld die in strijd is met de doelstellingen en beginselen van de Verenigde Naties, en, anderzijds, de verzoeker die zonder geldige uitleg heeft nagelaten tijdens de vorige procedure de elementen voor te leggen die zijn nood aan bescherming aantonen, aangezien die twee verzoekers allebei worden bestraft met een weigering van bescherming. Volgens de verzoekende partijen moet een element, zelfs indien het te laat is ingediend, noodzakelijkerwijs worden onderzocht indien het kan leiden tot het erkennen van de status van vluchteling of tot het verlenen van subsidiaire bescherming.

B.112.2. In tegenstelling tot hetgeen de verzoekende partijen betogen, worden de beide categorieën van verzoekers om internationale bescherming niet op dezelfde wijze behandeld, omdat de verzoeker die een misdrijf tegen de vrede, een oorlogsmisdrijf, een misdrijf tegen de menselijkheid of een ernstig, niet-politiek misdrijf heeft begaan of een handeling heeft gesteld die in strijd is met de doelstellingen en beginselen van de Verenigde Naties, geen aanspraak kan maken op het recht op asiel, noch bij een eerste aanvraag, noch bij een tweede aanvraag, terwijl de verzoeker die zonder geldige uitleg heeft nagelaten tijdens de vorige procedure de elementen voor te leggen die zijn nood aan bescherming aantonen, dat wel kan.

Daarenboven vormt de omstandigheid dat de verzoeker zonder geldige uitleg heeft nagelaten, tijdens de vorige procedure, de elementen te doen gelden die de indiening van zijn volgend verzoek rechtvaardigen, geen reden voor de CGVS om het nieuwe element niet te onderzoeken, maar wel één van de elementen die in overweging dienen te worden genomen bij de beoordeling van de vraag of dat nieuwe element aanzienlijk de kans kan vergroten dat de verzoeker voor internationale bescherming in aanmerking komt. Zoals in de in B.109 aangehaalde parlementaire voorbereiding wordt bevestigd, is het de CGVS niet toegestaan een volgend verzoek niet-ontvankelijk te verklaren op grond van alleen het foutieve gedrag van de verzoeker wat betreft het feit dat hij tijdens de vorige procedure de elementen die de indiening van zijn volgend verzoek rechtvaardigen niet heeft overgelegd.

B.112.3. Het tweede onderdeel van het zestiende middel in de zaak nr. 7008 is niet gegrond. Aan het Hof van Justitie van de Europese Unie dient geen prejudiciële vraag te worden gesteld wat betreft de verenigbaarheid van artikel 40, lid 4, van de « Procedurerichtlijn » met het recht op asiel, zoals het is gewaarborgd bij artikel 18 van het Handvest.

Wat betreft de beoordeling van het risico op onderduiken van de vreemdeling (artikel 4 van de wet van 21 november 2017)

B.113. Het zeventiende middel in de zaak nr. 7008 is afgeleid uit de schending, door artikel 4 van de wet van 21 november 2017, van artikel 12 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 2, 3, en 28 van de Dublin III-verordening, met de artikelen 3, lid 7, en 15 van de « Terugkeerrichtlijn », met artikel 8 van de « Opvangrichtlijn », met artikel 6 van het Handvest en met artikel 5, lid 1, f), van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

Uit het verzoekschrift blijkt dat het middel meer specifiek betrekking heeft op artikel 1, § 1, 11°, en § 2, van de wet van 15 december 1980, zoals dat artikel is gewijzigd bij het bestreden artikel 4.

B.114.1. Artikel 1, § 1, 11°, en § 2, van de wet van 15 december 1980 bepaalt :

« § 1. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

[...]

11° risico op onderduiken : het feit dat er redenen bestaan om aan te nemen dat een vreemdeling die het voorwerp uitmaakt van een verwijderingsprocedure, een procedure voor toekenning van internationale bescherming of een procedure tot vaststelling van of tot overdracht naar de lidstaat die verantwoordelijk is voor de behandeling van het verzoek om internationale bescherming, met het oog op de criteria die opgesomd worden in § 2 zal onderduiken.

[...]

§ 2. Het in paragraaf 1, 11°, bedoelde risico op onderduiken moet actueel en reëel zijn. Het wordt na een individueel onderzoek en op basis van een of meer volgende objectieve criteria vastgesteld, rekening houdend met alle omstandigheden die eigen zijn aan elk geval :

1° de betrokkene heeft na zijn illegale binnenkomst of tijdens zijn illegaal verblijf geen verblijfsaanvraag ingediend, of heeft zijn verzoek om internationale bescherming niet binnen de door deze wet voorziene termijn gedaan;

2° de betrokkene heeft in het kader van een procedure voor internationale bescherming, verblijf, verwijdering of terugdrijving valse of misleidende informatie of valse of vervalste documenten gebruikt, of heeft fraude gepleegd of andere onwettige middelen gebruikt;

3° de betrokkene werkt niet mee of heeft niet meegewerkt in het kader van zijn betrekkingen met de overheden die belast zijn met de uitvoering van en/of het toezicht op de naleving van de reglementering inzake de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

4° de betrokkene heeft duidelijk gemaakt dat hij zich niet aan een van de volgende maatregelen wil houden of heeft zich reeds niet aan een van deze maatregelen gehouden :

a) een overdrachts-, terugdrijvings- of verwijderingsmaatregel;

b) een inreisverbod dat noch opgeheven, noch opgeschort is;

c) een minder dwingende maatregel dan een vrijheidsberovende maatregel die erop gericht is om zijn overdracht, terugdrijving of zijn verwijdering te garanderen, ongeacht of het om een vrijheidsbeperkende maatregel of een andere maatregel gaat;

d) een vrijheidsbeperkende maatregel die erop gericht is om de openbare orde of de nationale veiligheid te garanderen;

e) een door een andere lidstaat genomen maatregel die gelijkwaardig is aan de maatregelen bedoeld in a), b), c) of d);

5° de betrokkene maakt het voorwerp uit van een inreisverbod in het Rijk en/of in een andere lidstaat dat noch opgeheven, noch opgeschort werd;

6° de betrokkene heeft onmiddellijk na het voorwerp te hebben uitgemaakt van een beslissing tot weigering van binnenkomst of verblijf of een beslissing die een einde heeft gemaakt aan zijn verblijf, of onmiddellijk na het voorwerp te hebben uitgemaakt van een terugdrijvings- of verwijderingsmaatregel, een nieuwe verblijfsaanvraag of een nieuw verzoek om internationale bescherming ingediend;

7° terwijl hij in verband met dat punt ondervraagd werd, heeft de betrokkene verborgen dat hij zijn vingerafdrukken reeds gegeven in een andere Staat die gebonden is door de Europese reglementering met betrekking tot de bepaling van de Staat die verantwoordelijk is voor de behandeling van een verzoek om internationale bescherming, na een verzoek om internationale bescherming te hebben ingediend;

8° de betrokkene heeft in het Rijk of in een of meerdere andere lidstaten meerdere verzoeken om internationale bescherming en/of verblijfsaanvragen ingediend, die aanleiding hebben gegeven tot een negatieve beslissing of die niet tot de afgifte van een verblijftitel hebben geleid;

9° terwijl hij in verband met dat punt ondervraagd werd, heeft de betrokkene verborgen dat hij vroeger reeds een verzoek om internationale bescherming heeft ingediend in een andere staat die gebonden is door de Europese reglementering met betrekking tot de bepaling van de staat die verantwoordelijk is voor de behandeling van een verzoek om internationale bescherming;

10° de betrokkene heeft verklaard of uit zijn dossier blijkt dat hij voor andere doeleinden dan de doeleinden waarvoor hij een verzoek om internationale bescherming of een verblijfsaanvraag heeft ingediend naar het Rijk gekomen is;

11° de betrokkene maakt het voorwerp uit van een geldboete omdat hij een kennelijk onrechtmatig beroep heeft ingediend bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen ».

Uit die bepaling volgt dat het risico op onderduiken van de vreemdeling die het voorwerp uitmaakt van een verwijderingsprocedure, een procedure voor toekenning van internationale bescherming of een procedure tot vaststelling van of tot overdracht naar de lidstaat die verantwoordelijk is voor de behandeling van het verzoek om internationale bescherming, actueel en reëel moet zijn en dat het moet worden vastgesteld na een individueel onderzoek en op basis van een of meer in de wet vastgelegde objectieve criteria, rekening houdend met alle omstandigheden die eigen zijn aan elk geval.

Wanneer een risico op onderduiken wordt vastgesteld in verband met de verzoeker om internationale bescherming, kan dat risico verantwoordt dat die laatste in een bepaalde plaats wordt vastgehouden, tenzij een minder dwingende maatregel effectief kan worden toegepast, met name met toepassing van artikel 74/6, § 1, eerste lid, 2°, van de wet van 15 december 1980.

B.114.2. Uit de parlementaire voorbereiding van de bestreden bepaling blijkt dat « de definitie van het risico op onderduiken geherformuleerd [wordt], zodat het toepassingsgebied ervan uitgebreid wordt tot de vreemdelingen die een verzoek om internationale bescherming ingediend hebben » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, p. 16). De bestreden bepaling is niet alleen van toepassing in het kader van de verwijderingsprocedures, maar voortaan ook « in het kader van de asielpprocedure, zowel in de fase van de bepaling van de verantwoordelijke Staat als in de latere fase van het onderzoek van het verzoek door de bevoegde Belgische overheden » (*ibid.*).

In de parlementaire voorbereiding wordt de nadruk gelegd op het feit dat « het risico op onderduiken actueel en reëel [zal] moeten zijn », waarbij het feit dat het risico op onderduiken reëel is, veronderstelt « dat het kan worden geleverd en dat de feiten die gebruikt worden om het risico vast te stellen op afdoende wijze worden vastgesteld » (*ibid.*, p. 18). De in artikel 1, § 2, van de wet van 15 december 1980 opgesomde objectieve criteria stemmen overeen met feiten of handelwijzen « die aan de betrokkene kunnen worden toegeschreven of die hem kunnen worden verweten en die, omwille van hun aard of hun ernst, kunnen verklaren waarom er redelijkerwijs mag worden aangenomen dat de betrokkene een reëel en actueel risico vormt dat hij zich zal onttrekken aan de verwijderings-, terugdrijvings- of overdrachtsmaatregel die ten opzichte van hem genomen of voorzien wordt » (*ibid.*, pp. 18-19). Procedurele waarborgen zijn bedoeld om de discretionaire bevoegdheid te beperken waarover de administratieve overheid beschikt om het risico op onderduiken te beoordelen. Aldus « wordt [erin] voorzien dat het bestaan van een actueel en reëel risico op onderduiken geval per geval en op basis van een of meerdere objectieve criteria die in deze paragraaf opgesomd worden, beoordeeld wordt. Het objectief criterium of de objectieve criteria die in aanmerking worden genomen, zullen dus op zich alleen niet volstaan om het bestaan van een dergelijk risico vast te stellen » (*ibid.*, p. 19). Insgelijks wordt in de parlementaire voorbereiding gepreciseerd dat « [het doel erin bestaat] te vermijden dat er automatisch kan worden geconcludeerd dat een (significant) risico op onderduiken bestaat omdat een of meerdere feiten die op de lijst vermeld worden, aanwezig zijn » (*ibid.*). « Zo is het mogelijk dat het (significant) risico op onderduiken in een bepaald geval op basis van een of meerdere feiten kan worden vastgesteld, terwijl dezelfde feiten het in een ander geval niet mogelijk maken om te concluderen dat dit (significant) risico bestaat, en dit omdat de omstandigheden van deze twee individuele gevallen anders zijn. Deze omstandigheden kunnen met name verbonden zijn met het gezinsleven van de betrokkene, zijn gezondheidstoestand, zijn leeftijd, zijn persoonlijkheid of zijn gedrag » (*ibid.*).

B.115.1. Artikel 12 van de Grondwet waarborgt de vrijheid van de persoon.

B.115.2. Artikel 6 van het Handvest waarborgt het recht op vrijheid en veiligheid.

B.115.3. Artikel 5, lid 1, *f*), van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens bepaalt :

« Eenieder heeft recht op persoonlijke vrijheid en veiligheid. Niemand mag van zijn vrijheid worden beroofd, behalve in de navolgende gevallen en langs wettelijke weg :

[...]

f) in het geval van rechtmatige arrestatie of gevangenhouding van personen ten einde hen te beletten op onrechtmatige wijze het land binnen te komen, of indien tegen hen een uitwijzings- of uitleveringsprocedure hangende is ».

B.115.4. Artikel 2, *)*, van de Dublin III-verordening bepaalt :

« Voor de toepassing van deze verordening wordt verstaan onder :

[...]

n) 'risico op onderduiken': het in een individueel geval bestaan van redenen gebaseerd op objectieve, in wetgeving vastgelegde criteria, om aan te nemen dat een verzoeker of een onderdaan van een derde land of een staatloze op wie een overdrachtsprocedure van toepassing is, zou kunnen onderduiken ».

Artikel 28 van dezelfde verordening bepaalt :

« 1. De lidstaten houden niemand in bewaring om de enkele reden dat hij aan de bij deze verordening ingestelde procedure onderworpen is.

2. Wanneer er een significant risico op onderduiken van een persoon bestaat, mogen de lidstaten de betrokken persoon in bewaring houden om overdrachtsprocedures overeenkomstig deze verordening veilig te stellen, op basis van een individuele beoordeling en, enkel voor zover bewaring evenredig is, en wanneer andere, minder dwingende alternatieve maatregelen niet effectief kunnen worden toegepast.

[...] ».

B.115.5. Artikel 3, punt 7), van de « Terugkeerrichtlijn » bepaalt :

« Voor de toepassing van deze richtlijn wordt verstaan onder :

[...]

7. 'risico op onderduiken': het in een bepaald geval bestaan van redenen, gebaseerd op objectieve, in wetgeving vastgelegde criteria, om aan te nemen dat een onderdaan van een derde land jegens wie een terugkeerprocedure loopt, zich zal onttrekken aan het toezicht ».

Artikel 15, paragraaf 1, *a*), van dezelfde richtlijn bepaalt :

« 1. Tenzij in een bepaald geval andere afdoende maar minder dwingende maatregelen doeltreffend kunnen worden toegepast, kunnen de lidstaten de onderdaan van een derde land jegens wie een terugkeerprocedure loopt alleen in bewaring houden om zijn terugkeer voor te bereiden en/of om de verwijderingsprocedure uit te voeren, met name indien :

a) er risico op onderduiken bestaat [...] ».

B.115.6. Artikel 8 van de « Opvangrichtlijn » bepaalt :

« 1. De lidstaten houden een persoon niet in bewaring om de enkele reden dat hij een verzoeker is overeenkomstig Richtlijn 2013/32/EU van het Europees Parlement en de Raad van 26 juni 2013 betreffende gemeenschappelijke procedures voor de toekenning of intrekking van internationale bescherming.

2. In de gevallen waarin zulks nodig blijkt en op grond van een individuele beoordeling van elk geval, mogen de lidstaten een verzoeker in bewaring houden wanneer andere, minder dwingende maatregelen niet effectief kunnen worden toegepast.

3. Een verzoeker mag alleen in bewaring worden gehouden :

a) om zijn identiteit of nationaliteit vast te stellen of na te gaan;

b) om de gegevens te verkrijgen die ten grondslag liggen aan het verzoek om internationale bescherming en die niet zouden kunnen worden verkregen als de betrokkene niet in bewaring zou worden gehouden, met name in geval van risico op onderduiken van de verzoeker;

c) om in het kader van een procedure een beslissing te nemen over het recht van de verzoeker om het grondgebied te betreden;

[...]

De redenen voor bewaring worden vastgelegd in het nationale recht.

4. De lidstaten zorgen ervoor dat in het nationale recht regels worden vastgesteld over alternatieven voor bewaring, zoals het zich regelmatig melden bij de overheid, het stellen van een borgsom of een verplichting om op een bepaalde plaats te blijven ».

B.116.1. In een eerste onderdeel doen de verzoekende partijen gelden dat, door erin te voorzien dat het bestaan van één enkele van de elf redenen bepaald in artikel 1, § 2, van de wet van 15 december 1980 het mogelijk maakt te besluiten dat er een risico op onderduiken bestaat dat verantwoordt dat de vreemdeling van zijn vrijheid wordt beroofd, het bestreden artikel 4 de in het middel aangehaalde bepalingen schendt en inzonderheid artikel 3, punt 7), van de « Terugkeerrichtlijn », waarbij de combinatie van verscheidene criteria wordt opgelegd.

B.116.2. Krachtens artikel 3, punt 7), van de « Terugkeerrichtlijn » kan slechts « in een bepaald geval [...] gebaseerd op objectieve, in wetgeving vastgelegde criteria » worden besloten dat er een risico op onderduiken bestaat. Uit die bepaling kan niet worden afgeleid dat het risico op onderduiken, dat overigens in elk individueel geval dient te worden beoordeeld, op zich niet zou kunnen worden vastgesteld ten aanzien van één enkel criterium van de verschillende objectieve, in de wetgeving vastgelegde criteria. De andere in het middel aangehaalde bepalingen leiden niet tot een andere conclusie.

Het eerste onderdeel van het zeventiende middel in de zaak nr. 7008 is niet gegrond.

B.117.1. In een tweede onderdeel bekritisieren de verzoekende partijen de onvoorzienbaarheid van de bij het bestreden artikel 4 bepaalde gevallen van vasthouding, die een risico op willekeurige vasthouding met zich zou meebrengen. Daarenboven wordt in de bestreden bepaling een reeks van voor de vreemdeling ongunstige criteria opgesomd, maar geen enkel voor hem gunstig criterium.

B.117.2. In artikel 2, *n*), van de Dublin III-verordening en artikel 3, punt 7), van de « Terugkeerrichtlijn » wordt aan de lidstaten de verplichting opgelegd objectieve criteria vast te leggen op basis waarvan kan worden besloten tot het bestaan van redenen om ervoor te vrezen dat de vreemdeling zal onderduiken. Daarenboven kan er slechts na een individueel onderzoek worden besloten dat er een risico op onderduiken bestaat.

Bij zijn arrest van 15 maart 2017 inzake *Al Chodor* (C-528/15) heeft het Hof van Justitie van de Europese Unie geoordeeld dat « artikel 2, onder *n*), *juncto* artikel 28, lid 2, van de Dublin III-verordening, aldus moet worden uitgelegd dat het vereist dat de objectieve criteria waarop de redenen zijn gebaseerd om aan te nemen dat een verzoeker zou onderduiken, worden vastgelegd in een dwingende bepaling van algemene strekking. Een vaste rechtspraak, die een vaste praktijk van de vreemdelingenpolitie zoals die welke in het hoofdgeding aan de orde is, bevestigt, volstaat in ieder geval niet » (punt 45). Volgens het Hof « is het [...] belangrijk dat de bevoegdheid waarover de betrokken autoriteiten [...] beschikken om individueel te beoordelen [...], binnen vooraf vastgestelde grenzen valt. Daarom is het essentieel dat de criteria tot bepaling van een dergelijk risico, dat een reden voor bewaring is, duidelijk zijn vastgelegd in een dwingende handeling waarvan de toepassing voorzienbaar is » (punt 42).

B.117.3. Door een aantal objectieve gevallen vast te leggen waarin zou kunnen worden besloten dat er een risico bestaat dat de betrokken vreemdeling onderduikt, heeft de wetgever de voormelde bepalingen correct omgezet. In tegenstelling tot hetgeen de verzoekende partijen betogen, gaan die bepalingen niet zo ver dat zij de lidstaten ertoe dwingen alle factoren te bepalen die kunnen leiden tot het besluit dat er in een individueel geval geen risico op onderduiken is. Het is ter uitvoering van haar verplichting om elk geval individueel te beoordelen dat de bevoegde overheid nagaat of het risico op onderduiken reëel is. Zoals in de in B.114.2 aangehaalde parlementaire voorbereiding wordt gepreciseerd, houdt de bevoegde overheid rekening met de omstandigheden van elk individueel geval, aangezien die « met name verbonden [kunnen] zijn met het gezinsleven van de betrokkene, zijn gezondheidstoestand, zijn leeftijd, zijn persoonlijkheid of zijn gedrag » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, p. 19).

B.117.4. Bijgevolg is de beoordelingsbevoegdheid van de overheid die ermee belast is het al dan niet bestaan van een risico op onderduiken te beoordelen, voldoende afgebakend en is de vrees van de verzoekende partijen voor een risico op willekeurige vasthouding niet gegrond.

Voor het overige staat het aan de bevoegde rechter na te gaan of bij de aanwending van de bestreden bepaling, de bevoegde overheid op correcte wijze toepassing ervan maakt.

B.117.5. Het tweede onderdeel van het zeventiende middel in de zaak nr. 7008 is niet gegrond.

B.118.1. In een derde onderdeel doen de verzoekende partijen gelden dat de criteria waarin is voorzien bij de bestreden bepaling, dermate vaag en onvoorzienbaar zijn dat zij in de praktijk de vasthouding mogelijk maken van elke verzoeker om internationale bescherming, ongeacht of er bij hem al dan niet een risico op onderduiken bestaat, terwijl, volgens het Unierecht, het gebruik van de vasthouding tot het strikt noodzakelijke moet worden beperkt.

B.118.2. Zoals de Ministerraad opmerkt, heeft de grief van de verzoekende partijen betrekking op de toepassing van de bestreden wet, die niet tot de bevoegdheid van het Hof behoort.

Het derde onderdeel van het zeventiende middel in de zaak nr. 7008 is niet gegrond.

Wat betreft het vasthouden van de verzoeker om internationale bescherming (artikelen 44 en 56 van de wet van 21 november 2017)

B.119. Het achttiende middel in de zaak nr. 7008 is afgeleid uit de schending, door de artikelen 44 en 56 van de wet van 21 november 2017, van de artikelen 10, 11 en 12 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 8 van de « Opvangrichtlijn », met artikel 43 van de « Procedurerichtlijn », met de artikelen 6 en 47 van het Handvest en met artikel 5, leden 1 en 4, van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

B.120. Artikel 57/6/4 van de wet van 15 december 1980, zoals het is ingevoegd bij het bestreden artikel 44, bepaalt :

« De Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen is bevoegd om ten aanzien van de vreemdeling die tracht het Rijk binnen te komen zonder aan de in artikelen 2 en 3 gestelde voorwaarden, te voldoen en die aan de grens een verzoek om internationale bescherming heeft ingediend, aldaar het verzoek niet-ontvankelijk te verklaren op basis van artikel 57/6, § 3 of aldaar een beslissing te nemen over de grond van het verzoek in één van de situaties voorzien in artikel 57/6/1, § 1, eerste lid, *a*), *b*), *c*), *d*), *e*), *f*), *g*), *i*) of *j*).

Indien het eerste lid niet kan worden toegepast, beslist de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen dat een verder onderzoek noodzakelijk is, waarna de verzoeker door de minister of zijn gemachtigde toegelaten wordt het Rijk binnen te komen overeenkomstig artikel 74/5, § 4, 4°.

Indien niet binnen de vier weken, na ontvangst van het verzoek om internationale bescherming dat door de minister of zijn gemachtigde werd overgezonden, door de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen een beslissing is genomen, wordt de verzoeker eveneens door de minister of zijn gemachtigde toegelaten het Rijk binnen te komen overeenkomstig artikel 74/5, § 4, 5° ».

Artikel 74/5 van de wet van 15 december 1980, zoals dat artikel is gewijzigd bij het bestreden artikel 56, bepaalt :

« § 1. In een welbepaalde plaats, gesitueerd in het grensgebied, mag worden vastgehouden, in afwachting van de machtiging om in het rijk toegelaten te worden of van zijn teruggrijping van het grondgebied :

[...]

2° de vreemdeling die tracht het Rijk binnen te komen zonder aan de in de artikelen 2 en 3 gestelde voorwaarden te voldoen en een verzoek om internationale bescherming doet aan de grens.

Geen vreemdeling mag worden vastgehouden om de enkele reden dat hij een verzoek om internationale bescherming heeft gedaan.

[...]

§ 4. Toegelaten wordt het Rijk binnen te komen :

[...]

4° de in paragraaf 1, 2°, bedoelde vreemdeling ten aanzien van wie een beslissing tot verder onderzoek wordt genomen met toepassing van artikel 57/6/4, tweede lid, of die als vluchteling erkend wordt of aan wie de subsidiaire beschermingsstatus wordt toegekend;

5° de in paragraaf 1, 2°, bedoelde vreemdeling ten aanzien van wie geen beslissing door de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen werd genomen binnen de vier weken na ontvangst van het verzoek om internationale bescherming dat door de minister of zijn gemachtigde werd overgezonden.

[...] ».

B.121.1. Artikel 12 van de Grondwet waarborgt de vrijheid van de persoon. Dat recht wordt eveneens gewaarborgd bij artikel 6 van het Handvest en bij artikel 5 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens. Artikel 47 van het Handvest waarborgt het recht op een doeltreffende voorziening in rechte en op een onpartijdig gerecht.

B.121.2. Artikel 43 van de « Procedurerichtlijn » bepaalt :

« 1. De lidstaten kunnen procedures invoeren om, overeenkomstig de fundamentele beginselen en waarborgen van hoofdstuk II, aan de grens of in transitzones van de lidstaten een beslissing te nemen over :

a) de ontvankelijkheid van een verzoek krachtens artikel 33 dat aldaar wordt gedaan, en/of

b) de inhoud van een verzoek in een procedure krachtens artikel 31, lid 8.

2. De lidstaten zorgen ervoor dat een beslissing in het kader van de in lid 1 voorgescreven procedures binnen een redelijke termijn wordt genomen. Wanneer niet binnen vier weken een beslissing is genomen, wordt aan de verzoeker toegang tot het grondgebied van de lidstaat verleend zodat zijn verzoek kan worden behandeld overeenkomstig de andere bepalingen van deze richtlijn.

[...] ».

B.121.3. Het in B.115.6 vermelde artikel 8 van de « Opvangrichtlijn » bepaalt de voorwaarden voor het in bewaring houden van een verzoeker om internationale bescherming. Volgens artikel 8, lid 3, c), van die richtlijn is bewaring toegelaten om in het kader van een procedure een beslissing te nemen over het recht van de verzoeker om het grondgebied te betreden. Volgens artikel 8, lid 2, mogen de lidstaten in de gevallen waarin zulks nodig blijkt en op grond van een individuele beoordeling van elk geval, een verzoeker in bewaring houden wanneer andere, minder dwingende maatregelen niet effectief kunnen worden toegepast.

B.121.4. De verzoekende partijen doen, in een eerste onderdeel, gelden dat de vereisten van artikel 8, lid 2, van de « Opvangrichtlijn », bij het bestreden artikel 56 niet worden omgezet, hetgeen ertoe leidt dat verzoekers om internationale bescherming willekeurig kunnen worden vastgehouden aan de grens. Aldus zou de bestreden bepaling een schending inhouden van artikel 12 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 8 van de « Opvangrichtlijn », met artikel 6 van het Handvest en met artikel 5, lid 1, van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

In een tweede onderdeel bekritisieren zij het feit dat bij het bestreden artikel 56 op die verzoekers niet dezelfde procedurele waarborgen worden toegepast als diegene die van toepassing zijn op de verzoekers die op het grondgebied worden vastgehouden, waarin is voorzien bij artikel 74/6 van de wet van 15 december 1980, en die de waarborgen zijn die worden beoogd bij artikel 8 van de « Opvangrichtlijn ». Aldus zou de bestreden bepaling een schending inhouden van de artikelen 10, 11 en 12 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 8 van de « Opvangrichtlijn », met artikel 6 van het Handvest en met artikel 5, lid 1, van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

B.122.1. Artikel 57/6/4 van de wet van 15 december 1980 laat de CGVS toe om een verzoek om internationale bescherming dat aan de grens of in een transitzone werd ingediend niet ontvankelijk te verklaren of af te handelen via een versnelde procedure. Indien aan de voorwaarden daartoe niet is voldaan, beslist de CGVS dat verder onderzoek noodzakelijk is en wordt de verzoeker toegelaten tot het grondgebied overeenkomstig artikel 74/5, § 4, 4^o, van de voormelde wet. Indien de CGVS binnen de vier weken na de ontvangst van het verzoek om internationale bescherming geen beslissing heeft genomen, wordt de vreemdeling eveneens toegelaten tot het grondgebied overeenkomstig artikel 74/5, § 4, 5^o, van dezelfde wet.

In afwachting van de beslissing van de CGVS of tot de voormelde termijn van vier weken is verstreken, heeft de betrokken vreemdeling geen toelating tot verblijf op het grondgebied en mag hij overeenkomstig artikel 74/5, § 1, worden vastgehouden aan de grens.

B.122.2. Artikel 5, lid 1, van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens bepaalt :

« Eenieder heeft recht op persoonlijke vrijheid en veiligheid. Niemand mag van zijn vrijheid worden beroofd, behalve in de navolgende gevallen en langs wettelijke weg :

[...]

f) in het geval van rechtsmatige arrestatie of gevangenhouding van personen teneinde hen te beletten op onrechtmatige wijze het land binnen te komen, of indien tegen hen een uitwijzings- of uitleveringsprocedure hangende is ».

B.122.3. Met betrekking tot de vasthouding van vreemdelingen die toegang vragen tot het grondgebied heeft het Europees Hof voor de Rechten van de Mens geoordeeld :

« 64. Ofschoon volgens de algemene regel uiteengezet in artikel 5, lid 1, eenieder recht heeft op vrijheid, voorziet *littera f)* van die bepaling in een uitzondering door de Staten toe te laten de vrijheid van de vreemdelingen te beperken in het kader van de controle van de immigratie. Zoals het Hof reeds heeft opgemerkt, hebben de Staten, onder voorbehoud van hun verplichtingen krachtens het Verdrag, het ' onbetwistbaar recht op soevereine wijze de binnenkomst en het verblijf van vreemdelingen op hun grondgebied te controleren ' (*Amuur*, voormeld, § 41, *Chahal*, voormeld, § 73, *Abdulaziz, Cabales en Balkandali t. het Verenigd Koninkrijk*, 28 mei 1985, § § 67-68, reeks A, nr. 94). De mogelijkheid voor de Staten om kandidaat-immigranten vast te houden die - al dan niet door middel van een asielaanvraag - toelating hebben gevraagd om het land binnen te komen, is een onmisbaar corollarium van dat recht. Uit de inhoud van het arrest *Amuur* blijkt dat de vasthouding van mogelijke immigranten, met name asielzoekers, verenigbaar is met artikel 5, lid 1, f).

65. Op dat punt onderschrijft de Grote Kamer het standpunt van het Hof van Beroep, van het Hogerhuis en van de kamer dat erin bestaat te verklaren dat, zolang een Staat de toegang tot zijn grondgebied niet heeft ' toegestaan ', die toegang ' onregelmatig ' is, en dat de vasthouding van een individu dat het land wenst binnen te komen maar hiervoor een toestemming nodig heeft waarover hij nog niet beschikt, ertoe kan strekken - zonder dat dit een effect heeft op de aard van de formule - ' [de betrokkene] te beletten op onregelmatige wijze binnen te komen '. De Grote Kamer verwerpt de stelling dat, wanneer een asielzoeker zich uit eigen beweging aanbiedt bij de immigratiediensten, dit betekent dat hij het land ' op regelmatige wijze ' tracht binnen te komen, met het gevolg dat de vasthouding niet kan worden verantwoord in het licht van het eerste deel van artikel 5, lid 1, f). Dat deel zo lezen dat het alleen de vasthouding toestaat van een persoon ten aanzien van wie is aangetoond dat die zich tracht te onttrekken aan de toegangsbeperkingen, zou erop neerkomen de bewoordingen van de bepaling, alsook de bevoegdheid van de Staat om het hiervoor aangehaalde onbetwistbare controlerecht uit te oefenen, te eng te interpreteren. Bovendien zou een dergelijke interpretatie moeilijk te rijmen vallen met het besluit nr. 44 van het Uitvoerend Comité van het Programma van de Hoge-Commissaris van de Verenigde Naties voor de vluchtelingen, de HCR-richtsnoeren en de Aanbeveling van het Comité van Ministers (punten 34, 35 en 37 hiervoor), teksten die allemaal de vasthouding van de asielzoekers in sommige omstandigheden beogen, bijvoorbeeld bij de identiteitscontrole of wanneer elementen moeten worden vastgesteld waarop de asielaanvraag steunt.

66. Het Hof onderstreept echter, waarbij het tegelijk stelt dat het eerste deel van artikel 5, lid 1, f) toelaat een asielzoeker of een andere immigrant vast te houden vooraleer de Staat de toestemming heeft verleend om het grondgebied te betreden, dat een dergelijke vasthouding moet worden verzoend met de algemene doelstelling van artikel 5, die erin bestaat het recht op vrijheid te beschermen en te verzekeren dat niemand zijn vrijheid op willekeurige wijze wordt ontnomen » (EHRM, grote kamer, 29 januari 2008, *Saadi t. het Verenigd Koninkrijk*).

Het Hof heeft eveneens geoordeeld :

« 213. Ten aanzien van de situaties waarin de asielzoekers zich kunnen bevinden, is het Hof van oordeel dat, wanneer het een onderscheid maakt tussen de beperking van de vrijheid van verkeer en de vrijheidsbeneming, het voor een pragmatische en realistische aanpak moet kiezen, rekening houdend met de huidige voorwaarden en uitdagingen. Inzonderheid dient het recht te worden erkend voor de Staten, onder voorbehoud van hun internationale verbintenissen, om hun grenzen te controleren en maatregelen te nemen tegen de vreemdelingen die de aan de immigratie opgelegde beperkingen omzeilen.

[...]

225. Het recht voor de Staten om de toegang van vreemdelingen tot hun grondgebied te controleren, impliceert noodzakelijkerwijs dat de toelating om toegang te hebben tot het grondgebied afhankelijk kan worden gemaakt van de inachtneming van de toepasselijke vereisten. Bij ontstentenis van andere betekenisvolle factoren, kan de situatie van een kandidaat om toegang te hebben tot het grondgebied die gedurende een korte periode wacht totdat de autoriteiten nagaan of hem een dergelijk recht moet worden toegekend, bijgevolg niet worden omschreven als een aan de Staat toe te schrijven vrijheidsbeneming. In een dergelijk geval beantwoorden de autoriteiten immers, door tot de vereiste controles over te gaan, enkel de wens van de betrokkene om het land binnen te komen [...]» (EHRM, grote kamer, 21 november 2019, *Ilias en Ahmed t. Hongarije*).

B.122.4. Inzake de waarborgen vervat in artikel 5, lid 1, *f*), van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens ten aanzien van de vasthouding van verzoekers om internationale bescherming heeft het Hof van Justitie geoordeeld :

« Wat de waarborg in het eerste zinsdeel van artikel 5, lid 1, onder *f*), EVRM betreft dat niemand zijn vrijheid mag worden ontnomen, behalve in het geval van rechtmatige arrestatie of detentie van een persoon teneinde hem te beletten op onrechtmatige wijze het grondgebied te betreden, zoals uitgelegd door het EHRM, dient eraan te worden herinnerd dat deze waarborg er niet aan in de weg staat dat noodzakelijke bewaringsmaatregelen kunnen worden opgelegd aan derdelanders die een verzoek om internationale bescherming hebben ingediend, mits een dergelijke maatregel rechtmatig is en wordt toegepast in overeenstemming met het doel om de betrokkene te beschermen tegen willekeur (zie in die zin EHRM, 29 januari 2008, *Saadi tegen Verenigd Koninkrijk*, CE: ECHR: 2008: 0129JUD001322903, § § 64-74, en 26 november 2015, *Mahamed Jama tegen Malta*, CE: ECHR: 2015: 1126JUD001029013, § § 136-140) » (HvJ, 14 september 2017, C-18/16, *K. t. Staatssecretaris van Veiligheid en Justitie*, punt 52).

B.122.5. Artikel 6 van het Handvest bepaalt :

« Eenieder heeft recht op vrijheid en veiligheid van zijn persoon ».

Doordat de inhoud van artikel 6 van het Handvest overeenkomt met artikel 5, lid 1, van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, overeenkomstig artikel 52, lid 3, van het Handvest, zijn de inhoud en de reikwijdte van het aan een persoon gewaarborgde recht op vrijheid en veiligheid in beide gevallen dezelfde.

B.122.6. Met betrekking tot artikel 43 van de « Procedurerichtlijn » en artikel 8, lid 3, *c*), van de « Opvangrichtlijn » heeft het Hof van Justitie geoordeeld :

« 235. Gelet op deze kanttekening moet in de eerste plaats worden benadrukt dat artikel 43, lid 1, van richtlijn 2013/32 de lidstaten de mogelijkheid biedt om specifieke procedures in te voeren om aan hun grenzen of in hun transitzones een beslissing te nemen over ofwel de ontvankelijkheid krachtens artikel 33 van deze richtlijn van een verzoek om internationale bescherming dat op deze plaatsen is gedaan, ofwel, in een van de in artikel 31, lid 8, van deze richtlijn genoemde gevallen, over de inhoud van dit verzoek, voor zover deze procedures in overeenstemming zijn met de fundamentele beginselen en waarborgen van hoofdstuk II van deze richtlijn. Krachtens artikel 43, lid 2, van richtlijn 2013/32 moeten deze specifieke procedures binnen een redelijke termijn worden gevoerd, met dien verstande dat de betrokken lidstaat, wanneer niet binnen vier weken is besloten om het verzoek om internationale bescherming af te wijzen, aan de verzoeker toegang tot zijn grondgebied moet verlenen en diens verzoek na afloop van deze termijn van vier weken moet worden behandeld overeenkomstig de op grond van het gewone recht te volgen procedure.

236. Uit overweging 38 van richtlijn 2013/32 volgt eveneens dat het de bedoeling is de lidstaten met een dergelijke grensprocedure de mogelijkheid te bieden een beslissing te nemen over verzoeken om internationale bescherming die zijn gedaan aan de grens of in een transitzone van een lidstaat voordat een beslissing over de toegang van de verzoekers tot zijn grondgebied wordt genomen.

237. Het is de lidstaten dus toegestaan om personen die om internationale bescherming verzoeken de verplichting op te leggen om maximaal vier weken aan hun grenzen of in een van hun transitzones te verblijven om, alvorens te beslissen of deze personen recht hebben op toegang tot hun grondgebied, te onderzoeken of hun verzoek niet-ontvankelijk is krachtens artikel 33 van richtlijn 2013/32 dan wel of dit ongegrond moet worden verklaard overeenkomstig artikel 31, lid 8, van deze richtlijn.

238. Een dergelijke situatie wordt bedoeld in artikel 8, lid 3, onder *c*), van richtlijn 2013/33, krachtens welke bepaling de lidstaten een persoon die om internationale bescherming verzoekt in bewaring kunnen houden om in het kader van een procedure een beslissing te nemen over zijn recht om het grondgebied te betreden. Voor het overige verwijzen artikel 10, lid 5, en artikel 11, lid 6, van richtlijn 2013/33 uitdrukkelijk naar de wijze waarop een persoon die om internationale bescherming verzoekt, aan een grenspost of in een transitzone in bewaring kan worden gehouden in het kader van de toepassing van de specifieke procedures van artikel 43 van richtlijn 2013/32.

239. Hieruit volgt dat het de lidstaten op grond van artikel 43 van richtlijn 2013/32 is toegestaan om de personen die om internationale bescherming verzoeken en zich melden bij hun grenzen, in bewaring te stellen in de zin van artikel 2, onder *h*), van richtlijn 2013/33 onder de voorwaarden die in dit artikel 43 zijn genoemd en met het doel de doeltreffendheid van de daarin opgenomen procedures te waarborgen » (HvJ, grote kamer, 14 mei 2020, C-924/19 PPU en C-925/19 PPU, *FMS e.a. t. Országos Idegenrendészeti Főigazgatóság Dél-alföldi Regionális Igazgatóság*, e.a.).

B.122.7. Hoewel de vasthouding van de verzoeker om internationale bescherming in het kader van de grensprocedure bedoeld in artikel 43 van de « Procedurerichtlijn » een vorm van bewaring is in de zin van artikel 8, lid 3, *c*), van de « Opvangrichtlijn », wordt zij eveneens beheerst door de meer specifieke regeling die is vervat in het voormelde artikel 43 van de « Procedurerichtlijn », die in dat verband als een *lex specialis* moet worden beschouwd. Bijgevolg kan de algemene regeling inzake bewaring bedoeld in de « Opvangrichtlijn » in het kader van de grensprocedure bedoeld in artikel 43 van de « Procedurerichtlijn » slechts van toepassing zijn, voor zover zij met de specifieke kenmerken van die procedure verenigbaar is.

B.122.8. De vasthouding aan de grens in het kader van artikel 43 van de « Procedurerichtlijn » gebeurt niet omdat de betrokken vreemdeling een verzoek om internationale bescherming heeft ingediend, maar om de bevoegde overheden, met inachtneming van de in dat artikel bepaalde voorwaarden, toe te laten een eerste onderzoek van dat verzoek te doen, alvorens de betrokkene een toelating tot het grondgebied wordt verleend. Zoals het Europees Hof voor de Rechten van de Mens heeft geoordeeld in zijn in B.122.3 vermelde arresten moet een dergelijk onderzoek mogelijk zijn in het kader van een efficiënte immigratiecontrole en kan niet worden aangenomen dat het enkel feit van het indienen van een verzoek om internationale bescherming aan de grens of in een transitzone tot gevolg heeft dat de betrokkene regelmatig op het grondgebied verblijft, zolang de betrokkene niet toegelaten is tot het grondgebied, zijn verblijf onregelmatig is.

B.122.9. De memorie van toelichting bij de wet van 21 november 2017 vermeldt met betrekking tot de in artikel 57/6/4 van de wet van 15 december 1980 geregelde grensprocedure wat volgt :

« De toepassing van de in artikel 57/6/4 bepaalde grensprocedure is in alle gevallen gekoppeld aan een vrijheidsberovende maatregel aan de grens. De individuele beoordeling die plaatsvindt bij het toepassen van de grensprocedure vindt plaats in het licht van het belang van effectieve grensbewaking. De grensbewaking is immers alleen effectief wanneer hierbij een vrijheidsberovende maatregel wordt opgelegd. Het automatisch opheffen van de vasthoudingsmaatregel bij een verzoek om internationale bescherming aan de grens zou de grensbewaking van elk effect beroven » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, p. 150).

B.122.10. Uit het in B.122.6 vermelde arrest van het Hof van Justitie blijkt dat het de lidstaten met artikel 43 van de « Procedurerichtlijn » is toegestaan om, onder de voorwaarden die in dat artikel zijn bepaald, de personen die om internationale bescherming verzoeken en zich melden bij hun grenzen, in bewaring te stellen teneinde de doeltreffendheid van de in die richtlijn opgenomen procedures te waarborgen.

B.122.11. De artikelen 57/6/4 en 74/5, § 1, 2°, van de wet van 15 december 1980 hebben betrekking op vreemdelingen die trachten het Rijk binnen te komen zonder te voldoen aan de bij de artikelen 2 en 3 van die wet gestelde voorwaarden en die een verzoek om internationale bescherming indienen aan de grens.

Met die bepalingen wordt een doelstelling nagestreefd die met inachtneming van de bepaalde voorwaarden, een tijdelijke vasthouding noodzakelijk maakt teneinde een effectieve grenscontrole te waarborgen, en die niet met minder dwingende maatregelen kan worden bereikt. Doordat die noodzaak tot tijdelijke vasthouding aan de grens zonder onderscheid geldt voor elke verzoeker om internationale bescherming die het Rijk tracht binnen te komen zonder te voldoen aan de artikelen 2 en 3 van de wet van 15 december 1980, is een individuele beoordeling van de noodzaak tot vasthouding, zoals bedoeld in artikel 8, lid 2, van de « Opvangrichtlijn » niet verenigbaar met de specifieke procedure die door de bestreden bepalingen wordt geregeld ter uitvoering van artikel 43 van de « Procedurerichtlijn ».

B.122.12. In zoverre de verzoekende partijen de bestreden bepalingen verwijten dat bij de omzetting van artikel 43 van de « Procedurerichtlijn » niet uitdrukkelijk melding wordt gemaakt van de vereisten die zijn vervat in artikel 8, lid 2, van de « Opvangrichtlijn », is het eerste onderdeel van het middel niet gegrond. Doordat het tweede onderdeel van het middel is afgeleid uit dezelfde kritiek is het evenmin gegrond.

B.123.1. In een derde onderdeel klagen de verzoekende partijen aan dat de bestreden bepalingen, met schending van artikel 8, lid 3, c), van de « Opvangrichtlijn », een afzonderlijk onderzoek van de wettigheid van de vasthouding beletten, hetgeen leidt tot een schending van het recht op toegang tot een rechter. Volgens hen heeft de beslissing die wordt genomen op grond van artikel 57/6/4 van de wet van 15 december 1980 zowel betrekking op het verzoek om internationale bescherming als op de vasthouding. De toetsing van de wettigheid van de vasthouding moet echter op autonome wijze kunnen worden verricht.

Uit het verzoekschrift blijkt dat de verzoekende partijen in het bijzonder de situatie beogen waarin de CGVS een beslissing neemt tot weigering om internationale bescherming te verlenen aan een verzoeker die op grond van artikel 57/6/4, eerste lid, van de wet van 15 december 1980 aan de grens wordt vastgehouden.

B.123.2. In tegenstelling tot hetgeen de verzoekende partijen betogen, vormt de beslissing waarbij de CGVS het verzoek om internationale bescherming niet-ontvankelijk verklaart of dat verzoek afwijst op grond van artikel 57/6/4, eerste lid, van de wet van 15 december 1980, ten aanzien van een vreemdeling die aan de grens wordt vastgehouden, geen beslissing waarbij de vasthouding wordt bevestigd. Bij die beslissing doet de CGVS immers geen uitspraak over de vasthouding, maar alleen over het verzoek om internationale bescherming.

Daarenboven impliceert een dergelijke beslissing van niet-ontvankelijkheid of van afwijzing vanwege de CGVS dat het de vreemdeling in kwestie niet is toegestaan het Rijk binnen te komen (artikel 52/3, § 2 en 3, van de wet van 15 december 1980), zonder dat die beslissing *a priori* een weerslag heeft op de redenen voor de vasthouding van die laatste op een welbepaalde plaats, die dus geldig blijven, aangezien de vrijheidsberovende maatregel, luidens artikel 74/5, § 1, eerste lid, van de wet van 15 december 1980, in beginsel van toepassing is « in afwachting van de machtiging om in het rijk toegelaten te worden of van [de] terugdrijving [van de betrokken vreemdeling] van het grondgebied ».

Ten slotte maakt artikel 71 van de wet van 15 december 1980 het de vreemdeling die met toepassing van artikel 74/5 van dezelfde wet wordt vastgehouden in een welbepaalde aan de grens gelegen plaats, mogelijk om tegen de ten aanzien van hem genomen maatregel tot opsluiting, een beroep in te stellen voor de raadkamer van de territoriaal bevoegde correctionele rechtbank.

Uit het voorgaande vloeit voort dat het recht van de betrokken vreemdelingen op toegang tot een rechter, zoals het door de in het middel aangehaalde bepalingen wordt gewaarborgd, niet wordt geschonden.

B.123.3. Het derde onderdeel van het achttiende middel in de zaak nr. 7008 is niet gegrond.

B.124.1. In het vierde onderdeel worden de bestreden bepalingen bekritiseerd in de interpretatie volgens welke zij de handhaving van de opsluiting, op grond van artikel 74/6 van de wet van 15 december 1980, mogelijk maken bij het verstrijken van de termijn van vier weken na de ontvangst, door de CGVS, van het verzoek om internationale bescherming. Volgens de verzoekende partijen leidt de ontstentenis van een beslissing van de CGVS binnen een dergelijke termijn automatisch tot de machtiging om het grondgebied binnen te komen, overeenkomstig artikel 43 van de « Procedurerichtlijn ».

B.124.2. Volgens artikel 43, lid 2, van de « Procedurerichtlijn » wordt, wanneer met betrekking tot een aan de grens vastgehouden verzoeker niet binnen vier weken een beslissing is genomen, die verzoeker toegang tot het grondgebied van de lidstaat verleend voor de behandeling van zijn verzoek om internationale bescherming. Dat recht op toegang houdt in beginsel in dat de maatregel tot vasthouding op een welbepaalde plaats die ten aanzien van de verzoeker is genomen teneinde uitspraak te doen over zijn recht om het grondgebied binnen te komen overeenkomstig artikel 74/5 van de wet van 15 december 1980, vervalt. Het staat evenwel niet eraan in de weg dat de bevoegde autoriteit een nieuwe beslissing tot vasthouding van de vreemdeling op een welbepaalde plaats neemt, op basis van nieuwe motieven, op grond van artikel 74/6 van dezelfde wet (Cass., 20 mei 2020, P.20.0481.F). Artikel 43, lid 2, van de « Procedurerichtlijn » heeft niet de draagwijdte die de verzoekende partijen eraan toekennen.

B.124.3. Het vierde onderdeel van het achttiende middel in de zaak nr. 7008 is niet gegrond.

B.125.1. In een vijfde onderdeel bekritisieren de verzoekende partijen de bestreden bepalingen in zoverre zij een langere opsluitingstermijn toestaan dan de maximumtermijn die bij artikel 43, lid 2, van de « Procedurerichtlijn » wordt opgelegd. Door de ontvangst van het verzoek door de CGVS, en niet de indiening ervan, als aanvangspunt vast te stellen van de termijn van vier weken na afloop waarvan de verzoeker, bij gebrek aan een beslissing van de CGVS, wordt gemachtigd om het grondgebied binnen te komen, zouden de bestreden bepalingen artikel 43 van de « Procedurerichtlijn » schenden.

B.125.2. Uit artikel 43, lid 2, van de « Procedurerichtlijn » vloeit voort dat de beslissingen over de ontvankelijkheid van een verzoek of over de inhoud van een verzoek in een versnelde behandelingsprocedure, die plaatsvindt aan de grens, binnen een redelijke termijn moeten worden genomen en dat, wanneer niet binnen vier weken een beslissing is genomen, aan de verzoeker het recht op toegang tot het grondgebied van de lidstaat wordt verleend.

B.125.3. Bij de artikelen 57/6/4, derde lid, en 74/5, § 4, 5°, van de wet van 15 december 1980 wordt de ontvangst van het verzoek om internationale bescherming dat door de minister of door zijn gemachtigde aan de CGVS werd overgezonden, als aanvangspunt van de voormelde termijn van vier weken vastgesteld. De wet van 15 december 1980 bepaalt geen termijn waarbinnen die verzending dient plaats te vinden.

B.125.4. Hoewel artikel 43, lid 2, van de « Procedurerichtlijn » het aanvangspunt van de termijn van vier weken na afloop waarvan de verzoeker, bij gebrek aan een beslissing van de bevoegde autoriteit, moet worden toegelaten het grondgebied van de lidstaat binnen te komen, niet uitdrukkelijk vaststelt, vloeit daaruit niet voort dat de wetgever vrij zou zijn om het aanvangspunt van zijn keuze vast te stellen, noch, *a fortiori*, om een aanvangspunt vast te stellen dat zou afhangen van de houding van de administratie.

Het Hof van Justitie van de Europese Unie oordeelde dat de termijn van vier weken waarin artikel 43, lid 2, van de « Procedurerichtlijn » voorziet, « aanvangt op de datum waarop het verzoek om internationale bescherming is ingediend in de zin van artikel 6, lid 2, van richtlijn 2013/32, welke datum geacht moet worden die te zijn waarop de procedure voor de behandeling van een dergelijk verzoek begint » (HvJ, grote kamer, 14 mei 2020, C-924/19 PPU en C-925/19 PPU, *FMS e.a.*, voormeld, punt 240).

Aldus schendt het vaststellen van het aanvangspunt van de voormelde termijn van vier weken op de ontvangst, door de CGVS, van het verzoek om internationale bescherming dat door de minister of zijn gemachtigde werd overgezonden, de artikelen 10, 11 en 12 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 43, lid 2, van de « Procedurerichtlijn ».

B.125.5. Het vijfde onderdeel van het achttiende middel in de zaak nr. 7008 is gegrond. De woorden « ontvangst van » en « dat door de minister of zijn gemachtigde werd overgezonden » in artikel 57/6/4, derde lid, van de wet van 15 december 1980, zoals ingevoegd bij het bestreden artikel 44 van de wet van 21 november 2017, en de woorden « ontvangst van » en « dat door de minister of zijn gemachtigde werd overgezonden » in artikel 74/5, § 4, 5°, van dezelfde wet, zoals ingevoegd bij het bestreden artikel 56, dienen te worden vernietigd.

Wat betreft de wijziging van de omstandigheden die de vasthouding verantwoorden (artikel 57 van de wet van 21 november 2017)

B.126. Het negentiende middel in de zaak nr. 7008 is afgeleid uit de schending, door artikel 57 van de wet van 21 november 2017, van artikel 12 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 8 en 9 van de « Opvangrichtlijn », met de artikelen 6 en 47 van het Handvest en met artikel 5, leden 1 en 4, van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

Volgens de verzoekende partijen waarborgt de bestreden bepaling niet dat de vasthouding zal plaatsvinden voor de kortst mogelijke duur, zolang de redenen van vasthouding van toepassing zijn. De wet waarborgt immers niet dat een nieuwe beslissing over de noodzaak van de vasthouding zal worden genomen wanneer de onderzoekshandeling die de vrijheidsberoving heeft verantwoord, zal zijn verricht.

B.127. Artikel 74/6 van de wet van 15 december 1980, zoals vervangen bij het bestreden artikel 57, bepaalt :

« § 1. Wanneer het, op basis van een individuele beoordeling, nodig blijkt en er geen andere, minder dwingende maatregelen effectief kunnen worden toegepast, kan de minister of zijn gemachtigde een verzoeker om internationale bescherming, in een welbepaalde plaats in het Rijk vasthouden :

1° om de identiteit of nationaliteit van de verzoeker vast te stellen of na te gaan; of

2° om de gegevens te verkrijgen die ten grondslag liggen aan het verzoek om internationale bescherming en die niet zouden kunnen worden verkregen als de verzoeker niet vastgehouden zou worden, met name in geval van risico op onderduiken van de verzoeker; of

3° wanneer de verzoeker ter voorbereiding van de terugkeer en/of ter uitvoering van het verwijderingsproces wordt vastgehouden, en er kan worden aangetoond op basis van objectieve criteria, zoals het feit dat de verzoeker reeds de mogelijkheid van toegang tot de asielpcedure heeft gehad, dat er redelijke gronden zijn om aan te nemen dat de betrokkene het verzoek om internationale bescherming louter heeft ingediend om de uitvoering van het terugkeerbesluit uit te stellen of te verijdelen;

4° wanneer de bescherming van de nationale veiligheid of de openbare orde dat vereisen.

Geen vreemdeling mag worden vastgehouden om de enkele reden dat hij een verzoek om internationale bescherming heeft gedaan.

De vreemdeling kan slechts worden vastgehouden voor een zo kort mogelijke termijn en slechts zo lang de in het eerste lid genoemde redenen van vasthouding van toepassing zijn.

De duur van de vasthouding mag twee maanden niet te boven gaan.

Wanneer de bescherming van de nationale veiligheid of de openbare orde dat vereist, kan de minister of zijn gemachtigde de in het eerste lid, 4°, bedoelde vasthouding met een periode van twee maanden verlengen.

Na een verlenging kan de in het vorige lid bedoelde beslissing enkel door de minister worden genomen en kan de vasthouding van de vreemdeling, na het verstrijken van de termijn, slechts telkens met één maand verlengd worden, zonder dat de totale duur van de vasthouding daardoor evenwel meer dan zes maanden mag bedragen.

De duur van de vasthouding wordt van rechtswege opgeschort gedurende de aangewende termijn om een verzoekschrift in te dienen bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen zoals bedoeld in artikel 39/57. Indien overeenkomstig artikel 39/76, § 1, een termijn wordt verleend aan de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen of aan de verzoekende of tussenkomende partij om de door één van de partijen aangebrachte nieuwe elementen te onderzoeken of haar bemerkingen mee te delen, wordt de duur van de vasthouding eveneens van rechtswege opgeschort gedurende deze termijnen.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in [de] Ministerraad, de in het eerste lid bedoelde minder dwingende maatregelen voor vasthouding.

Onverminderd het vorige lid, kan de minister of zijn gemachtigde de vreemdeling ook een verblijfplaats aanwijzen als minder dwingende maatregel voor vasthouding.

§ 2. Eenmaal de in artikel 52/3, § 1, bedoelde vreemdeling het voorwerp uitmaakt van een uitvoerbare maatregel tot verwijdering, zijn de bepalingen van artikel 7, tweede tot achtste lid, en van titel III^{quater}, van toepassing ».

B.128. Het in B.115.6 vermelde artikel 8 van de « Opvangrichtlijn » betreft de bewaring van verzoekers om internationale bescherming. Artikel 9 van dezelfde « Opvangrichtlijn » betreft de waarborgen voor verzoekers in bewaring :

« 1. Een verzoeker wordt slechts in bewaring gehouden voor een zo kort mogelijke termijn en slechts zo lang de in artikel 8, lid 3, genoemde redenen van toepassing zijn.

Administratieve procedures die verband houden met de in artikel 8, lid 3, genoemde redenen voor bewaring, worden met de nodige zorgvuldigheid uitgevoerd. Vertraging in de administratieve procedure die niet aan de verzoeker kan worden toegeschreven, is geen reden om de bewaring te laten voortduren.

2. Bewaring wordt schriftelijk bevolen door rechterlijke of administratieve instanties. In het bevel tot bewaring worden de feitelijke en juridische gronden vermeld waarop het gebaseerd is.

3. Wanneer de bewaring wordt bevolen door een administratieve instantie, zorgen de lidstaten er ambtshalve of op verzoek van de verzoeker voor dat de rechtmatigheid van de bewaring door de rechter met spoed wordt getoetst. Indien de rechtmatigheid van de bewaring ambtshalve wordt getoetst, wordt het besluit daartoe zo spoedig mogelijk bij aanvang van de bewaring genomen. Indien de verzoeker om toetsing verzoekt, wordt het besluit tot toetsing van de rechtmatigheid zo spoedig mogelijk na de aanvang van de betrokken procedures genomen. Te dien einde stellen de lidstaten in hun nationale recht een termijn vast binnen welke de rechterlijke toetsing ambtshalve en/of de rechterlijke toetsing op verzoek van de verzoeker moet worden uitgevoerd.

Indien de toetsing ertoe leidt dat de bewaring als niet rechtmatig beoordeeld wordt, wordt de betrokken verzoeker onmiddellijk vrijgelaten.

4. Verzoekers die in bewaring worden gehouden, worden onmiddellijk schriftelijk, in een taal die zij verstaan of waarvan redelijkerwijs kan worden aangenomen dat zij deze verstaan, op de hoogte gebracht van de redenen van bewaring en van de in het nationale recht vastgestelde procedures om het bevel tot bewaring aan te vechten, alsook van de mogelijkheid om gratis rechtsbijstand en vertegenwoordiging aan te vragen.

5. De bewaring wordt, op verzoek van de verzoeker en/of ambtshalve, met redelijke tussenpozen door een rechterlijke instantie opnieuw bezien, in het bijzonder wanneer het om een bewaring van langere duur gaat of wanneer zich nieuwe omstandigheden voordoen of nieuwe informatie beschikbaar komt die van invloed kunnen zijn op de rechtmatigheid van de bewaring.

[...] ».

B.129. Uit het verzoekschrift blijkt dat de verzoekende partijen de situatie beogen waarin is beslist om de verzoeker om internationale bescherming vast te houden teneinde een onderzoekshandeling te verrichten, op grond van artikel 74/6, § 1, eerste lid, 1° of 2°, van de wet van 15 december 1980. Het Hof beperkt zijn onderzoek tot dat geval.

B.130.1. Volgens artikel 9, lid 1, eerste alinea, van de « Opvangrichtlijn » kan een verzoeker om internationale bescherming slechts in bewaring worden gehouden voor een zo kort mogelijke termijn en slechts zolang de redenen die de bewaring verantwoorden, van toepassing zijn. Artikel 9, lid 5, van dezelfde richtlijn bepaalt dat de bewaring, op verzoek van de verzoeker en/of ambtshalve, met redelijke tussenpozen door een rechterlijke instantie opnieuw moet worden bezien, in het bijzonder wanneer het om een bewaring van langere duur gaat of wanneer zich nieuwe omstandigheden voordoen of nieuwe informatie beschikbaar komt die van invloed kunnen zijn op de rechtmatigheid van de bewaring.

In tegenstelling tot hetgeen de verzoekende partijen aanvoeren, leggen noch artikel 8, noch artikel 9 van de « Opvangrichtlijn » aan de lidstaten de verplichting op om ten laste van de bevoegde autoriteit een informatieplicht in te voeren met betrekking tot de stand van het onderzoek ten aanzien van de verzoeker of het rechtscollege dat belast is met het toetsen van de wettigheid van de opsluiting.

B.130.2. Artikel 74/6, § 1, leden 3 en 4, van de wet van 15 december 1980 bepaalt dat de vasthouding moet plaatsvinden voor een zo kort mogelijke termijn, zolang de redenen van vasthouding van toepassing zijn, en dat de duur van de vasthouding twee maanden niet te boven mag gaan. Daaruit volgt dat de bevoegde overheid, in geval van toepassing van artikel 74/6, § 1, eerste lid, 1° of 2°, van de wet van 15 december 1980, ertoe is gehouden een vasthoudingstermijn vast te stellen naar gelang van de tijd die nodig is om de onderzoekshandelingen te verrichten.

De verzoeker om internationale bescherming kan de vrijheidsberovende maatregel waarvan hij het voorwerp is, betwisten voor de onderzoeksgerechten, op grond van artikel 71 van de wet van 15 december 1980. Dat beroep kan door de betrokkene om de maand worden ingesteld. Bij die gelegenheid staat het de verzoeker vrij om de duur van de vasthouding te betwisten of om aan te voeren dat de redenen die zijn vasthouding in een welbepaalde plaats verantwoorden, niet langer geldig blijken te zijn. In dat laatste geval staat het aan de bevoegde overheid aan te tonen dat het noodzakelijk is om de vrijheidsberovende maatregel te handhaven, waarbij in dat verband wordt gepreciseerd dat, zoals in artikel 9, lid 1, tweede alinea, van de « Opvangrichtlijn » wordt vermeld, vertraging in de administratieve procedure die niet aan de verzoeker kan worden toegeschreven, geen reden is om de vasthouding te laten voortduren.

Rekening houdend met hetgeen voorafgaat, biedt artikel 74/6 van de wet van 15 december 1980, in samenhang gelezen met artikel 71 van dezelfde wet, voldoende waarborgen tegen buitensporige termijnen van vasthouding, onder het toezicht van de bevoegde rechter.

B.130.3. Het negentiende middel in de zaak nr. 7008 is niet gegrond.

Wat betreft de beperking van het recht op materiële hulp (artikel 62 van de wet van 21 november 2017)

B.131. Het twintigste middel in de zaak nr. 7008 is afgeleid uit de schending, door artikel 62 van de wet van 21 november 2017, van de artikelen 13, 22 en 23 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 20 van de « Opvangrichtlijn », met de artikelen 1, 7 en 47 van het Handvest en met artikel 26 van het Verdrag van Genève.

B.132. Artikel 4 van de wet van 12 januari 2007 « betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen » (hierna : de wet van 12 januari 2007), zoals vervangen bij artikel 62 van de wet van 21 november 2017, bepaalt :

« § 1. Het [Federaal] Agentschap [voor de Opvang van Asielzoekers] kan het recht op materiële hulp beperken of, in uitzonderlijke gevallen, intrekken :

1° indien een asielzoeker de verplichte plaats van inschrijving die door het Agentschap werd toegewezen weigert, niet benut, of verlaat zonder het Agentschap op de hoogte te stellen of, indien toestemming vereist is, zonder toestemming te hebben verkregen; of

2° indien een asielzoeker gedurende een redelijke termijn niet voldoet aan de meldingsplicht of aan verzoeken om informatie te verstrekken of te verschijnen voor een persoonlijk onderhoud betreffende de asielprocedure; of

3° indien een asielzoeker een volgend verzoek heeft gedaan, tot aan de beslissing waarbij tot de ontvankelijkheid wordt besloten met toepassing van artikel 57/6/2, § 1, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen; of

4° met toepassing van de artikelen 35/2 en 45, tweede lid, 8° en 9°.

§ 2. In de onder paragraaf 1, 1° en 2°, bedoelde gevallen, wordt indien de asielzoeker wordt opgespoord of zich vrijwillig meldt, een op de redenen voor de verdwijning gebaseerde beslissing genomen inzake het opnieuw verstrekken van sommige of alle beperkte of ingetrokken materiële opvangvoorzieningen.

§ 3. De in dit artikel bedoelde beslissingen tot beperking of intrekking van materiële opvangvoorzieningen worden individueel gemotiveerd. Deze worden genomen met inachtneming van de specifieke situatie van de betrokkene, met name voor personen die onder artikel 36 van dezelfde wet vallen, en met inachtneming van het evenredigheidsbeginsel.

§ 4. Het recht op medische begeleiding zoals bedoeld in artikelen 24 en 25 en het recht op een waardige levensstandaard blijven echter gewaarborgd voor de asielzoeker bedoeld in dit artikel ».

B.133.1. Artikel 13 van de Grondwet houdt een recht op toegang tot de bevoegde rechter in. Dat recht wordt eveneens gewaarborgd door artikel 47 van het Handvest.

B.133.2. Artikel 22 van de Grondwet en artikel 7 van het Handvest waarborgen het recht op eerbiediging van het privéleven.

B.133.3. Artikel 23 van de Grondwet bepaalt :

« Ieder heeft het recht een menswaardig leven te leiden.

Daartoe waarborgen de wet, het decreet of de in artikel 134 bedoelde regel, rekening houdend met de overeenkomstige plichten, de economische, sociale en culturele rechten, waarvan ze de voorwaarden voor de uitoefening bepalen.

Die rechten omvatten inzonderheid :

[...]

- 2° het recht op sociale zekerheid, bescherming van de gezondheid en sociale, geneeskundige en juridische bijstand;
 3° het recht op een behoorlijke huisvesting;
 [...] ».

Artikel 23 van de Grondwet bepaalt dat ieder het recht heeft om een menswaardig leven te leiden. Daartoe waarborgen de onderscheiden wetgevers, rekening houdend met de overeenkomstige plichten, de economische, sociale en culturele rechten, waarvan ze de voorwaarden voor de uitoefening bepalen. Die rechten omvatten onder meer het recht op sociale bijstand en het recht op een behoorlijke huisvesting. Artikel 23 van de Grondwet bepaalt niet wat die rechten, waarvan enkel het beginsel wordt uitgedrukt, impliceren, waarbij elke wetgever ermee is belast die rechten te waarborgen, overeenkomstig het tweede lid van dat artikel, rekening houdend met de overeenkomstige plichten.

Artikel 23 van de Grondwet bevat een *standstill*-verplichting die eraan in de weg staat dat de bevoegde wetgever het beschermingsniveau dat wordt geboden door de van toepassing zijnde wetgeving, in aanzienlijke mate vermindert zonder dat daarvoor redenen zijn die verband houden met het algemeen belang.

B.133.4. Artikel 20 van de « Opvangrichtlijn » betreft de beperking of intrekking van materiële opvangvoorzieningen :

« 1. De lidstaten kunnen de materiële opvangvoorzieningen beperken of, in uitzonderlijke en naar behoren gemotiveerde gevallen, intrekken indien een verzoeker :

a) de door de bevoegde instanties vastgestelde verblijfplaats verlaat zonder deze instanties op de hoogte te stellen of, indien toestemming vereist is, zonder toestemming; of

b) gedurende een in het nationale recht vastgestelde redelijke termijn niet voldoet aan de meldingsplicht of aan verzoeken om informatie te verstrekken of te verschijnen voor een persoonlijk onderhoud betreffende de asielprocedure; dan wel

c) een volgend verzoek als omschreven in artikel 2, onder q), van Richtlijn 2013/32/EU heeft ingediend.

In de onder a) en b) bedoelde gevallen, wanneer de verzoeker wordt opgespoord of zich vrijwillig bij de betrokken instantie meldt, wordt een met redenen omklede, op de redenen voor de verdwijning gebaseerde beslissing genomen inzake het opnieuw verstrekken van sommige of alle beperkte of ingetrokken materiële opvangvoorzieningen.

2. De lidstaten kunnen de materiële opvangvoorzieningen tevens beperken indien zij kunnen aantonen dat de verzoeker zonder gerechtvaardigde reden na zijn binnenkomst in die lidstaat niet zo spoedig als redelijkerwijs mogelijk is een verzoek om internationale bescherming heeft ingediend.

3. De lidstaten kunnen de materiële opvangvoorzieningen beperken of intrekken indien een verzoeker financiële middelen verborgen heeft gehouden en daardoor ten onrechte van materiële opvangvoorzieningen gebruik heeft gemaakt.

4. De lidstaten kunnen sancties vaststellen op ernstige inbreuken op de regels met betrekking tot de opvangcentra en op ernstige vormen van geweld.

5. De in de leden 1, 2, 3 en 4 van dit artikel bedoelde beslissingen tot beperking of intrekking van materiële opvangvoorzieningen of sancties worden individueel, objectief en onpartijdig genomen en met redenen omkleed. De beslissingen worden genomen op grond van de specifieke situatie van de betrokkene, met name voor personen die onder artikel 21 vallen, en met inachtneming van het evenredigheidsbeginsel. De lidstaten zien erop toe dat verzoekers te allen tijde toegang hebben tot medische hulp overeenkomstig artikel 19 en zorgen ervoor dat alle verzoekers een waardige levensstandaard genieten.

6. De lidstaten zorgen ervoor dat er geen materiële opvangvoorzieningen beperkt of ingetrokken worden voordat er een beslissing genomen is overeenkomstig lid 5 ».

Die bepaling dient in samenhang te worden gelezen met artikel 7, lid 3, van dezelfde richtlijn, dat bepaalt :

« De lidstaten mogen de toekenning van materiële opvangvoorzieningen bepaald in dit hoofdstuk afhankelijk stellen van het daadwerkelijk verblijf van de verzoekers op een door de lidstaten te bepalen specifieke locatie. Het besluit daartoe kan een algemeen besluit zijn, dient per individu te worden genomen en moet conform het nationale recht tot stand komen ».

B.133.5. Artikel 1 van het Handvest bepaalt :

« De menselijke waardigheid is onschendbaar. Zij moet worden geëerbiedigd en beschermd ».

B.133.6. Artikel 26 van het Verdrag van Genève bepaalt :

« Elke Verdragsluitende Staat zal aan de regelmatig op zijn grondgebied vertoevende vluchtelingen het recht verlenen er hun verblijf te kiezen en zich vrij op dat grondgebied te bewegen, onverminderd de voorschriften welke op vreemdelingen in het algemeen van toepassing zijn onder dezelfde omstandigheden ».

B.134.1. In een eerste onderdeel doen de verzoekende partijen gelden dat de bestreden bepaling, door ten aanzien van de begunstigen van de opvang in een strengere sanctieregeling te voorzien dan die waarin artikel 45 van de wet van 12 januari 2007 voorziet, waarnaar het vroegere artikel 4 van dezelfde wet verwees, een aanzienlijke achteruitgang in de bescherming van de rechten van de betrokken personen met zich meebrengt ten opzichte van de situatie die voordien gold, wat onbestaanbaar is met de in artikel 23 van de Grondwet vervatte *standstill*-verplichting.

Uit het verzoekschrift blijkt dat de verzoekende partijen meer in het bijzonder het in artikel 4, § 1, eerste lid, 1°, van de wet van 12 januari 2007 bedoelde geval beogen.

B.134.2. Het recht op materiële hulp dat in de wet van 12 januari 2007 is bedoeld, valt onder de in artikel 23, tweede en derde lid, van de Grondwet bedoelde economische, sociale en culturele rechten en, in het bijzonder, onder het recht op bescherming van de gezondheid en op sociale, geneeskundige en juridische bijstand, alsook onder het recht op een behoorlijke huisvesting. Daaruit vloeit voort dat de wetgever is gehouden door de in die bepaling vervatte *standstill*-verplichting.

B.134.3. Vóór de vervanging ervan bij het bestreden artikel 62, bepaalde artikel 4 van de wet van 12 januari 2007 :

« Het [Federaal] Agentschap [voor de Opvang van Asielzoekers] kan, middels een individueel gemotiveerde beslissing, beslissen dat de asielzoeker die een tweede asielaanvraag indient, geen beroep kan doen op artikel 6, § 1, van deze wet, tijdens het onderzoek van de aanvraag, tenzij het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen een beslissing tot inoverwegingname met toepassing van artikel 57/6/2 of een beslissing met toepassing van artikel 57/6, 1°, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen heeft genomen. Dit principe kan gelden voor elke nieuwe asielaanvraag.

Het Agentschap kan beslissen dat de asielzoeker geen beroep kan doen op de materiële hulp bedoeld in artikel 6, § 1, indien de asielzoeker de door de bevoegde instantie vastgestelde verblijfplaats weigert, niet benut of verlaat, zonder deze instantie hiervan op de hoogte te stellen, of zonder toestemming, indien de toestemming vereist is.

Wanneer de in het vorige lid bedoelde asielzoeker zich opnieuw aanmeldt, kan hij terug beroep doen op de materiële hulp bedoeld in artikel 6, § 1. In dat geval kan het Agentschap wel beslissen één van de maatregelen te nemen als voorzien in artikel 45, tweede lid, 1° tot 6°.

Het recht op medische begeleiding zoals bedoeld in de artikelen 24 en 25 van deze wet blijft echter gewaarborgd voor de asielzoekers bedoeld in dit artikel ».

Met toepassing van die bepaling kon, wanneer de asielzoeker die de door de bevoegde instantie vastgestelde verblijfplaats niet had benut of zonder geldige reden had verlaten, zich opnieuw aanmeldde, hij opnieuw aanspraak maken op materiële hulp. Het Federaal Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers (hierna : het Agentschap) kon evenwel beslissen om een van de in artikel 45, tweede lid, 1^o tot 6^o, van de wet van 12 januari 2007 bedoelde maatregelen te nemen, waarbij die maatregelen gingen van de formele verwittiging met vermelding in het sociaal dossier (1^o) tot de tijdelijke opheffing of vermindering van de dagvergoeding met een maximumtermijn van vier weken (6^o).

B.134.4. Artikel 4 van de wet van 12 januari 2007, zoals vervangen bij het bestreden artikel 62, bepaalt voortaan in paragraaf 2 ervan dat, indien de asielzoeker die de verplichte plaats van inschrijving die door het Agentschap werd toegewezen, heeft geweigerd, niet heeft benut of heeft verlaten zonder het Agentschap op de hoogte te stellen of, indien toestemming vereist was, zonder toestemming te hebben verkregen, wordt opgespoord of zich vrijwillig meldt, « een op de redenen voor de verdwijning gebaseerde beslissing [wordt] genomen inzake het opnieuw verstrekken van sommige of alle beperkte of ingetrokken materiële opvangvoorzieningen ».

Die beslissing mag niet ertoe leiden dat het voordeel van de materiële hulp volledig aan de verzoeker wordt ontnegd. Zij moet individueel gemotiveerd worden en de specifieke situatie van de betrokkene en het evenredigheidsbeginsel in acht nemen (artikel 4, § 3). Het recht op medische begeleiding, bedoeld in de artikelen 24 en 25 van de wet, alsook het recht op een waardige levensstandaard blijven gewaarborgd (artikel 4, § 4).

B.134.5. In de veronderstelling dat de bestreden bepaling het door de van toepassing zijnde wetgeving geboden beschermingsniveau vermindert, zou het hoe dan ook niet gaan om een aanzienlijke vermindering die onbestaanbaar zou zijn met de in artikel 23 van de Grondwet vervatte *standstill*-verplichting.

B.134.6. Het eerste onderdeel van het twintigste middel in de zaak nr. 7008 is niet gegrond.

B.135.1. In een tweede onderdeel bekritisieren de verzoekende partijen de bestreden bepaling in zoverre de verzoeker daarbij de mogelijkheid wordt ontnomen zijn verblijfplaats te kiezen zonder dat die keuze zijn recht op opvang voor de toekomst hypothekeert. Indien hij de verblijfplaats weigert, zal de verzoeker in de toekomst niet meer onvoorwaardelijk in de regeling van de materiële hulp kunnen worden opgenomen. Doordat de bestreden bepaling stelselmatig een « op de redenen voor de verdwijning gebaseerde beslissing » beoogt, zou ze, met schending van de *standstill*-verplichting, het niet langer mogelijk maken het recht om zich autonoom op een privéadres in te schrijven uit te oefenen. De bestreden bepaling zou het recht op eerbiediging van het privéleven van de betrokken vreemdelingen schenden.

Uit het verzoekschrift blijkt dat de verzoekende partijen meer in het bijzonder het in artikel 4, § 1, eerste lid, 1^o, van de wet van 12 januari 2007 bedoelde geval beogen.

B.135.2. Overeenkomstig artikel 7, lid 3, van de « Opvangrichtlijn » mogen de lidstaten de toekenning van materiële opvangvoorzieningen afhankelijk stellen van het daadwerkelijk verblijf van de verzoekers op een specifieke locatie. Artikel 20, lid 1, eerste alinea, *a*), van dezelfde richtlijn maakt het de lidstaten mogelijk om de materiële opvangvoorzieningen te beperken of, in uitzonderlijke en naar behoren gemotiveerde gevallen, in te trekken indien een verzoeker « de door de bevoegde instanties vastgestelde verblijfplaats verlaat zonder deze instanties op de hoogte te stellen of, indien toestemming vereist is, zonder toestemming ».

Uit de gecombineerde lezing van die twee bepalingen vloeit voort dat het loutere feit dat een verzoeker, buiten zijn schuld, de verplichte plaats van inschrijving die hem door de bevoegde instantie is toegewezen, niet aanvaardt, geen hinderpaal kan vormen voor het opnieuw verstrekken van sommige of alle beperkte of ingetrokken materiële opvangvoorzieningen, indien hij wordt opgespoord of zich vrijwillig meldt bij de bevoegde instanties.

In dat verband dient te worden opgemerkt dat, luidens de memorie van toelichting, indien de asielzoeker wiens recht op opvang werd beperkt of van wie dat recht werd ingetrokken om reden dat hij niet op de aan hem toegewezen verplichte plaats van inschrijving verblijft, « zich opnieuw aanmeldt bij het Agentschap [, hij] een nieuwe verplichte plaats van inschrijving toegewezen [kan] krijgen, met inachtneming van de regels zoals vastgelegd in artikel 6 van [de] wet » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, pp. 159-160). Aldus, zoals de Ministerraad beklemtoont, staat de bestreden bepaling niet eraan in de weg dat de begunstigen kiezen om op een privéadres te verblijven en om, vervolgens, indien zij alle opvangvoorzieningen wensen te genieten, te worden opgenomen in het netwerk van het Agentschap waar die voorzieningen worden aangeboden.

B.135.3. Bij de bestreden bepaling wordt aan de begunstigde van de opvang dus niet de mogelijkheid ontnomen om zijn verblijfplaats te kiezen zonder dat die keuze zijn recht op opvang voor de toekomst hypothekeert.

B.135.4. Het tweede onderdeel van het twintigste middel in de zaak nr. 7008 is niet gegrond.

B.136.1. In een derde onderdeel doen de verzoekende partijen gelden dat de bestreden bepaling, in zoverre zij het voordeel van de opvang beperkt of intrekt op een wijze die niet relevant is ten opzichte van het nagestreefde doel, wanneer de verzoeker niet voldoet aan zijn medewerkingsplicht, de *standstill*-verplichting schendt die voortvloeit uit artikel 23 van de Grondwet. Bovendien zou de bestreden bepaling het recht op een daadwerkelijk rechtsmiddel schenden.

Uit het verzoekschrift blijkt dat de verzoekende partijen meer in het bijzonder het in artikel 4, § 1, 2^o, van de wet van 12 januari 2007 bedoelde geval beogen.

B.136.2. In zoverre de bestreden bepaling het voortaan mogelijk maakt om het recht op materiële hulp te beperken of in te trekken « indien een asielzoeker gedurende een redelijke termijn niet voldoet aan de meldingsplicht of aan verzoeken om informatie te verstrekken of te verschijnen voor een persoonlijk onderhoud betreffende de asielprocedure », terwijl die mogelijkheid voordien niet bestond, vermindert zij het bestaande beschermingsniveau aanzienlijk. Om bestaanbaar te zijn met artikel 23 van de Grondwet, moet die aanzienlijke vermindering worden verantwoord door redenen van algemeen belang.

B.136.3. Met de bestreden bepaling wordt een legitiem doel nagestreefd, namelijk mogelijk misbruik van het opvangstelsel tegengaan, en daarbij alle verzoekers toch een menswaardige levensstandaard waarborgen, zoals in overweging 25 van de « Opvangrichtlijn » wordt vermeld :

« Mogelijk misbruik van het opvangstelsel moet worden tegengegaan door de omstandigheden te specificeren waarin materiële opvangvoorzieningen voor verzoekers kunnen worden beperkt of ingetrokken en door alle verzoekers tegelijkertijd een menswaardige levensstandaard te garanderen ».

De mogelijkheid waarover het Agentschap krachtens artikel 4, § 1, 2^o, van de wet van 12 januari 2007 beschikt om het recht op materiële hulp te beperken of, in uitzonderlijke gevallen, in te trekken, indien de asielzoeker niet meewerkt, « volgt [in het bijzonder] uit de verplichting voor de asielzoeker om constructief mee te werken teneinde de asielprocedure zo vlot mogelijk te laten verlopen. Met andere woorden, indien de asielzoeker niet met de overheidsdiensten samenwerkt, dan kan hij niet verwachten dat diezelfde overheid hem dezelfde rechten zal toekennen als een asielzoeker die naar behoren meewerkt tijdens de asielprocedure » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, p. 160).

Dat legitieme doel vormt een reden van algemeen belang die een aanzienlijke vermindering van het door de van toepassing zijnde wetgeving geboden beschermingsniveau verantwoordt.

B.136.4. De bestreden bepaling is aldus niet onbestaanbaar met de in artikel 23 van de Grondwet vervatte *standstill*-verplichting.

B.136.5. Wat betreft de bewering van de verzoekende partijen volgens welke de bestreden bepaling, in samenhang gelezen met artikel 39/57 van de wet van 15 december 1980, de verzoeker om internationale bescherming zijn recht op een daadwerkelijk rechtsmiddel, zoals gewaarborgd door artikel 13 van de Grondwet en door artikel 47 van het Handvest, zou ontzeggen, dient te worden vastgesteld dat de beperking of de intrekking van het recht op materiële hulp niet ertoe kan leiden dat aan de verzoeker het voordeel van de materiële hulp, waarvan het recht op medische begeleiding en het recht op een waardige levensstandaard gewaarborgd blijven, zoals in B.134.4 is uiteengezet, volledig wordt ontzegd.

In zoverre het is afgeleid uit een schending van het recht op een daadwerkelijk rechtsmiddel, berust het derde onderdeel van het middel op een verkeerd uitgangspunt.

B.136.6. Het derde onderdeel van het twintigste middel in de zaak nr. 7008 is niet gegrond.

Wat betreft de inkorting van de beroepstermijnen (artikel 4 van de wet van 17 december 2017)

B.137. Het eerste middel in de zaak nr. 7009 is afgeleid uit de schending, door artikel 4 van de wet van 17 december 2017, van de artikelen 10, 11 en 13 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met het doeltreffendheidsbeginsel als algemeen beginsel van het Unierecht en met artikel 47 van het Handvest.

B.138.1. Artikel 39/57 van de wet van 15 december 1980, zoals gewijzigd bij het bestreden artikel 4 van de wet van 17 december 2017, bepaalt :

« § 1. De in artikel 39/2 bedoelde beroepen worden ingediend bij verzoekschrift binnen dertig dagen na de kennisgeving van de beslissing waartegen ze zijn gericht.

Het verzoekschrift wordt ingediend binnen tien dagen na de kennisgeving van de beslissing waartegen het is gericht :

1° indien het beroep is ingediend door een vreemdeling die zich op het ogenblik van de kennisgeving van de beslissing bevindt in een welbepaalde plaats zoals bedoeld in de artikelen 74/8 en 74/9 of die ter beschikking is gesteld van de regering;

2° indien het beroep gericht is tegen een beslissing als bedoeld in artikel 57/6/1, § 1, tweede en derde lid;

3° indien het beroep gericht is tegen de in artikel 57/6, § 3, eerste lid, bedoelde beslissing van niet-ontvankelijkheid. Het verzoekschrift wordt echter ingediend binnen de vijf dagen vanaf de kennisgeving van de beslissing waartegen het gericht is, wanneer het een beslissing tot niet-ontvankelijkheid betreft op grond van artikel 57/6, § 3, eerste lid, 5°, en de vreemdeling zich, op het ogenblik van zijn aanvraag, bevindt in een welbepaalde plaats zoals bedoeld in de artikelen 74/8 en 74/9 of ter beschikking is gesteld van de regering.

De in artikel 39/82, § 4, tweede lid, bedoelde vordering wordt ingediend bij verzoekschrift binnen tien dagen na de kennisgeving van de beslissing waartegen ze gericht is. Vanaf een tweede verwijderings- of teruggedrijvingsmaatregel wordt de termijn teruggebracht tot vijf dagen.

[...] ».

Ingevolge de voormelde wijziging voorziet artikel 39/57 van de wet van 15 december 1980 voortaan in drie termijnen die van toepassing zijn op het instellen van de in artikel 39/2 van dezelfde wet bedoelde beroepen :

- een gewone, ongewijzigde termijn van dertig dagen (artikel 39/57, § 1, eerste lid);
- een verkorte termijn van tien dagen (in plaats van vijftien vroeger), die van toepassing is op de beroepen die zijn ingesteld door de vreemdeling die op een welbepaalde plaats wordt vastgehouden of ter beschikking is gesteld van de regering (artikel 39/57, § 1, tweede lid, 1°), op de beroepen die zijn gericht tegen een beslissing die na afloop van een versnelde behandelingsprocedure is geweest (2°), alsook op de beroepen die zijn gericht tegen de beslissingen waarbij een verzoek om internationale bescherming niet-ontvankelijk wordt verklaard (3°, eerste zin);
- een nog kortere termijn van vijf dagen (in plaats van tien vroeger), die van toepassing is op de beroepen die zijn gericht tegen de beslissingen waarbij een volgend verzoek om internationale bescherming niet-ontvankelijk wordt verklaard, bij gebrek aan een nieuw element of feit, wanneer de vreemdeling op een welbepaalde plaats wordt vastgehouden of ter beschikking is gesteld van de regering (3°, tweede zin).

B.138.2. Uit de memorie van toelichting blijkt dat de bestreden bepaling ertoe strekt « de beroepstermijnen te rationaliseren en te vereenvoudigen om een verzoekschrift bij de Raad [voor Vreemdelingenbetwistingen] in te dienen » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2549/001, p. 6). Het is de bedoeling een « antwoord te bieden op de vereiste van procedurele helderheid teneinde een daadwerkelijk rechtsmiddel te bieden » (*ibid.*).

Aldus strekt de toepassing van een verkorte beroepstermijn van tien dagen ertoe « de behandeling te versnellen van enerzijds het verzoek van een persoon die wordt vastgehouden en anderzijds de verzoeken die door de CGVS versneld werden behandeld of niet-ontvankelijk werden verklaard » (*ibid.*). In het eerste geval strekt die termijn ertoe « de vasthouding van een vreemdeling die een verzoek om internationale bescherming of een andere verblijfsaanvraag indiende, in de tijd zoveel mogelijk te beperken » (*ibid.*). Wat het tweede geval betreft, « gelet op het feit dat ofwel enkel de ontvankelijkheid van het verzoek werd onderzocht, ofwel een versnelde behandeling door de CGVS verantwoord is door de inhoud van het dossier, is het ook verantwoord om binnen het beroep te voorzien in een verkorte termijn, voor zowel het indienen van het verzoekschrift als voor de behandeling van het beroep » (*ibid.*, p. 7). « Een versnelde behandeling van deze beroepen, laat immers toe het systeem van verzoeken om internationale bescherming te ontlasten, waarbij de mogelijkheid tot het indienen van een daadwerkelijk beroep gegarandeerd blijft » (*ibid.*).

Volgens de parlementaire voorbereiding wordt de kortere termijn van vijf dagen als volgt verantwoord :

« [In] een derde nog kortere termijn van 5 dagen [wordt] voorzien, die erop gericht is om volgende verzoeken van personen die worden vastgehouden en die niet-ontvankelijk worden verklaard wegens het niet voorleggen van nieuwe elementen, die de kans op een erkenning als vluchteling of het toekennen van de subsidiaire bescherming aanzienlijk groter maken, zo snel mogelijk te kunnen behandelen. Voor deze dossiers voorziet de wet reeds in een extra snelle behandeling van de beroepsprocedure, met name een beroepstermijn van 10 of 5 dagen en een behandeling door de Raad van +/- 8 werkdagen. De termijn voor het indienen van het verzoekschrift wordt voor de eerste beslissing tot niet-ontvankelijkheid nu ook op 5 dagen gebracht, gelet op bovenstaande toelichting van vereenvoudiging van het aantal termijnen, gelet op de vasthouding en gelet op het feit dat het verzoek om internationale bescherming reeds eerder werd onderzocht en de CGVS reeds concludeerde dat er geen nieuwe elementen, die de kans op een erkenning als vluchteling of het toekennen van de subsidiaire bescherming aanzienlijk groter maken, worden naar voor gebracht » (*ibid.*, pp. 7-8).

B.139. In het eerste en het tweede onderdeel wordt het te korte karakter van de bij de bestreden bepaling ingevoerde beroepstermijnen bekritiseerd, gelet op de situatie van grote kwetsbaarheid van de verzoekers om internationale bescherming, het belang van de genomen beslissingen en de moeilijkheden die verbonden zijn aan de organisatie van hun verdediging.

De verzoekende partijen doen gelden dat de bestreden bepaling de verzoeker geen rechtsbijstand, noch bijstand van een tolk waarborgt voorafgaand aan of gelijktijdig met het aanvangspunt van de termijn. Zij voegen eraan toe dat andere bepalingen van de wet, omgekeerd, de termijn voor het behandelen van de verzoeken bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen verlengen, hetgeen in tegenspraak is met het doel dat erin bestaat « het systeem van verzoeken om internationale bescherming te ontlasten ». Volgens de verzoekende partijen zal de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, in tal van situaties, het administratief dossier niet kunnen onderzoeken vóór de terechtzitting. Ten slotte doen de verzoekende partijen in een derde onderdeel gelden dat de bestreden bepaling, in zoverre zij de termijn voor het beroep tot vernietiging waarin is voorzien in artikel 39/2, § 1, 2° (lees : 39/2, § 2), van de wet van 15 december 1980, verkort tot tien dagen voor de vastgehouden vreemdeling en hem gelijkwaardig maakt met de termijn voor het beroep tot schorsing bij uiterst dringende noodzakelijkheid waarin in artikel 39/82, § 4, van dezelfde wet is voorzien, twee beroepen met een verschillende aard, zonder verantwoording, op identieke wijze behandelt.

B.140. Aangezien het buitensporig korte karakter van de bij de bestreden bepaling ingevoerde beroepstermijnen wordt bekritiseerd in de drie onderdelen van het middel, onderzoekt het Hof ze samen.

B.141.1. Artikel 47 van het Handvest, dat het recht op een doeltreffende voorziening in rechte waarborgt, dient in samenhang te worden gelezen met artikel 46, leden 1 en 4, eerste alinea, van de « Procedurerichtlijn », dat de verplichting oplegt dat voor verzoekers een daadwerkelijk rechtsmiddel bij een rechterlijke instantie openstaat tegen de beslissingen waarbij uitspraak wordt gedaan over hun verzoek om internationale bescherming. De lidstaten dienen redelijke termijnen vast te stellen, waarbij die de uitoefening van het recht op een daadwerkelijk rechtsmiddel niet onmogelijk of uiterst moeilijk mogen maken.

B.141.2. Het doeltreffendheidsbeginsel houdt in dat « het bij ontbreken van Unievoorschriften ter zake, krachtens het beginsel van procedurele autonomie van de lidstaten een zaak van hun interne rechtsorde is dergelijke voorschriften vast te stellen, op voorwaarde evenwel dat die voorschriften [...] de uitoefening van de door het Unierecht verleende rechten in de praktijk niet onmogelijk of uiterst moeilijk maken » (HvJ, 17 maart 2016, C-161/15, *Benallal*, punt 24; 9 september 2020, C-651/19, *JP*, punt 34).

B.142. Het Hof onderzoekt de termijn van tien dagen en de termijn van vijf dagen die bij de bestreden bepaling zijn ingevoerd, afzonderlijk.

B.143.1.1. Uit de in B.138.2 aangehaalde parlementaire voorbereiding blijkt dat de verkorting van de termijn van vijftien tot tien dagen ertoe strekt de versnelde behandeling van bepaalde verzoeken om internationale bescherming te bevorderen. Die behandeling wordt, wat betreft de in artikel 39/57, § 1, tweede lid, 1°, van de wet van 15 december 1980 bedoelde beslissingen, verantwoord door de bekommernis om de duur van de vasthouding van de verzoeker zoveel mogelijk te beperken en, wat betreft de in artikel 39/57, § 1, tweede lid, 2° en 3°, van dezelfde wet bedoelde beslissingen, door het feit dat die beslissingen zich beperken tot het onderzoek van de ontvankelijkheid van het verzoek of dat zij zijn genomen door de CGVS na afloop van een versnelde behandelingsprocedure. Het is niet zonder redelijke verantwoording om in dergelijke gevallen in een verkorte beroepstermijn te voorzien.

B.143.1.2. Een beroepstermijn van tien dagen kan niet als buitensporig kort worden aangemerkt. In dat verband dient te worden vastgesteld dat de verzoekers om internationale bescherming de bijstand van een advocaat kunnen genieten vanaf het indienen van het verzoek, op grond van artikel 33 van de wet van 12 januari 2007, en dat zij de bijstand van een tolk kunnen genieten, zoals in B.62.2 is vermeld. De termijn van tien dagen is voldoende opdat het beroep met volle rechtsmacht wordt beschouwd als een daadwerkelijk rechtsmiddel in de zin van de bepalingen en het beginsel die in het middel zijn aangehaald (HvJ, 9 september 2020, C-651/19, *JP*, punten 48 tot 66).

B.143.1.3. De omstandigheid dat de termijn die van toepassing is om een annulatieberoep in te stellen tegen de verwijderingsmaatregel die is genomen ten aanzien van de vreemdeling die is vastgehouden op het ogenblik van de kennisgeving van de beslissing, termijn bedoeld in artikel 39/57, § 1, tweede lid, 1°, van de wet van 15 december 1980, voortaan dezelfde duur heeft als de termijn die van toepassing is om een vordering tot schorsing bij uiterst dringende noodzakelijkheid in te stellen tegen de verwijderingsmaatregel, wanneer de tenuitvoerlegging van die maatregel imminent is (hetgeen het geval is wanneer de vreemdeling is vastgehouden), termijn bedoeld in artikel 39/57, § 1, derde lid, van dezelfde wet, namelijk tien dagen, leidt niet tot een andere conclusie.

Hoewel het juist is dat het annulatie- en het schorsingscontentieux verschillen in aard, is de verkorting van de termijn om de vernietiging te vorderen, van vijftien tot tien dagen, om de in B.143.1.1 vermelde redenen, *in casu* verantwoord en brengt zij geen onevenredige beperking van de rechten van de betrokken vreemdelingen met zich mee.

B.143.2.1. Uit de in B.138.2 aangehaalde parlementaire voorbereiding blijkt dat met de termijn van vijf dagen, die van toepassing is op de beroepen die door een vastgehouden verzoeker zijn ingesteld tegen een volgend verzoek dat door de CGVS niet-ontvankelijk is verklaard, een doel van snelheid wordt nagestreefd. Terwijl een termijn van vijf dagen voordien enkel van toepassing was op de beroepen met betrekking tot de tweede volgende verzoeken en die erna, is hij voortaan ook van toepassing op de eerste beslissing van niet-ontvankelijkheid. In de memorie van toelichting wordt die veralgemening van de termijn van vijf dagen verantwoord door de noodzaak om de termijnen te verkorten, door het feit dat de vreemdeling is vastgehouden en door het feit dat « het verzoek om internationale bescherming reeds eerder werd onderzocht en de CGVS reeds concludeerde dat er geen nieuwe elementen, die de kans op een erkenning als vluchteling of het toekennen van de subsidiaire bescherming aanzienlijk groter maken, [...] naar voor [worden] gebracht » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2549/001, pp. 7-8).

B.143.2.2. Het is niet zonder redelijke verantwoording om in een kortere termijn van vijf dagen te voorzien, rekening houdend met het feit dat de vreemdeling is vastgehouden en rekening houdend met het beperkte onderwerp van het beroep, dat in beginsel enkel betrekking zal hebben op het al dan niet nieuwe karakter van de elementen die door de verzoeker ter ondersteuning van zijn volgend verzoek worden voorgelegd. Rekening houdend daarenboven met hetgeen in B.143.1.2 is vermeld met betrekking tot de bijstand die de verzoeker kan genieten, is de termijn van vijf dagen voldoende opdat het beroep met volle rechtsmacht wordt beschouwd als een daadwerkelijk rechtsmiddel in de zin van de bepalingen en het beginsel die in het middel zijn aangehaald.

B.143.3. Uit het loutere feit dat de wetgever bepaalde termijnen heeft verlengd die van toepassing zijn op de behandeling van een aantal beroepen die voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen worden ingesteld - termijnen die overigens niet worden bekritiseerd door de verzoekende partijen -, kan niet worden afgeleid dat de wetgever de last van het versnellen van de procedure enkel op de verzoekers om internationale bescherming zou doen rusten of dat het doel van snelheid in werkelijkheid niet zou worden nagestreefd, rekening houdend met de termijnen die normaliter van toepassing zijn op de besluitvorming van de CGVS en van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen.

B.143.4. Het eerste middel in de zaak nr. 7009 is niet gegrond.

Wat betreft het opschortend karakter van het beroep (artikel 5 van de wet van 17 december 2017)

B.144. Het tweede middel in de zaak nr. 7009 is afgeleid uit de schending, door artikel 5 van de wet van 17 december 2017, van artikel 13 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 41 en 46 van de « Procedurerichtlijn » en met artikel 47 van het Handvest.

B.145. Artikel 39/70 van de wet van 15 december 1980, zoals gewijzigd bij het bestreden artikel 5 van de wet van 17 december 2017, bepaalt :

« Behoudens mits toestemming van betrokkene, kan tijdens de voor het indienen van het beroep vastgestelde termijn en tijdens het onderzoek van dit beroep, ten aanzien van de vreemdeling geen enkele maatregel tot verwijdering van het grondgebied of teruggrijping gedwongen worden uitgevoerd.

Het eerste lid is niet van toepassing wanneer een terugkeerbesluit niet leidt tot direct of indirect refoulement zoals vastgesteld in toepassing van artikel 57/6/2, § 2 en :

1° betrokkene een eerste volgend verzoek om internationale bescherming heeft ingediend binnen het jaar na de definitieve beslissing met betrekking tot zijn voorgaand verzoek om internationale bescherming, terwijl hij zich in een welbepaalde plaats zoals bedoeld in de artikelen 74/8 of 74/9 bevond; of

2° betrokkene een nieuw volgend verzoek om internationale bescherming indient na een definitieve beslissing over een eerste volgend verzoek om internationale bescherming ».

Krachtens die bepaling kan de verzoeker om internationale bescherming in beginsel niet van het grondgebied worden verwijderd tijdens de termijn die is vastgesteld voor het instellen van het beroep tegen de beslissing van de CGVS en tijdens het onderzoek ervan, behalve (1°) wanneer hij een volgend verzoek heeft ingediend binnen het jaar na de definitieve beslissing met betrekking tot zijn voorgaand verzoek om internationale bescherming indien hij is vastgehouden, of (2°) wanneer hij een nieuw volgend verzoek heeft ingediend na een definitieve beslissing over een eerste volgend verzoek, in beide gevallen mits het terugkeerbesluit niet leidt tot direct of indirect refoulement.

B.146.1. Artikel 13 van de Grondwet houdt een recht op toegang tot een bevoegde rechter in. Dat recht wordt eveneens gewaarborgd door artikel 47 van het Handvest.

B.146.2. Artikel 41 van de « Procedurerichtlijn » betreft de uitzonderingen op het recht om op het grondgebied te blijven in geval van volgend verzoek :

« 1. De lidstaten kunnen een uitzondering maken op het recht om op het grondgebied te blijven, wanneer een persoon :

a) een eerste volgend verzoek heeft ingediend - dat krachtens artikel 40, lid 5, niet verder is behandeld - louter teneinde de uitvoering van een beslissing die tot zijn spoedige verwijdering van het grondgebied van die lidstaat zou leiden, te vertragen of te hinderen; of

b) in dezelfde lidstaat een ander volgend verzoek doet na een definitieve beslissing om een eerste volgend verzoek als niet-ontvankelijk te beschouwen krachtens artikel 40, lid 5, of na een definitieve beslissing om dat verzoek als ongegrond af te wijzen.

De lidstaten kunnen een dergelijke uitzondering uitsluitend maken wanneer de beslissingsautoriteit van oordeel is dat een terugkeerbesluit niet zal leiden tot direct of indirect refoulement in strijd met de internationale en Unieverplichtingen van die lidstaat.

2. In de in lid 1 bedoelde gevallen kunnen de lidstaten ook :

[...]

c) afwijken van artikel 46, lid 8 ».

Artikel 46 van dezelfde richtlijn betreft het recht op een daadwerkelijk rechtsmiddel. In de leden 5, 6 en 8 ervan bepaalt het :

« 5. Onverminderd lid 6 staan de lidstaten de verzoekers toe om op het grondgebied te blijven tot de termijn waarbinnen zij hun recht op een daadwerkelijk rechtsmiddel kunnen uitoefenen, verstreken is en, wanneer dat recht binnen de termijn werd uitgeoefend, in afwachting van de uitkomst van het rechtsmiddel.

6. In het geval van een beslissing om :

[...]

b) een verzoek als niet-ontvankelijk te beschouwen krachtens artikel 33, lid 2, onder a), b) of d);

[...]

is een rechterlijke instantie bevoegd om, op verzoek van de betrokken verzoeker of ambtshalve, uitspraak te doen over de vraag of de verzoeker op het grondgebied van de lidstaat mag blijven, indien deze beslissing resulteert in een beëindiging van het recht van de verzoeker om in de lidstaat te blijven, en het nationale recht in dergelijke gevallen niet voorziet in het recht om in de lidstaat te blijven in afwachting van de uitkomst van het rechtsmiddel.

[...]

8. De lidstaten staan de verzoeker toe om op het grondgebied te blijven in afwachting van de uitkomst van de in de leden 6 en 7 bedoelde procedure om te bepalen of de verzoeker al dan niet op het grondgebied mag blijven ».

B.147. In een eerste onderdeel doen de verzoekende partijen gelden dat de onmogelijkheid voor verzoekers om internationale bescherming om bij een rechterlijke instantie om toelating te verzoeken om op het Belgische grondgebied te blijven in afwachting van de uitkomst van het beroep tegen de beslissing van niet-ontvankelijkheid van hun volgend verzoek, in strijd is met het recht op toegang tot de rechter en met het recht op een daadwerkelijk rechtsmiddel en dat zij de artikelen 41 en 46 van de « Procedurerichtlijn » schendt.

B.148. Zoals de Ministerraad opmerkt, is het eerste onderdeel van het middel onontvankelijk in zoverre het tegen het nieuwe artikel 39/70, tweede lid, 2°, van de wet van 15 december 1980 is gericht, aangezien die bepaling terminologisch en dus louter vormelijk werd aangepast.

B.149. Volgens artikel 41, lid 1, a), van de « Procedurerichtlijn » is het mogelijk om een uitzondering te maken op het recht van de verzoeker om internationale bescherming om tijdens de behandeling van het verzoek op het grondgebied van de lidstaat te blijven indien hij een eerste volgend verzoek heeft ingediend dat niet-ontvankelijk is geacht, bij gebrek aan nieuwe elementen of bevindingen, enkel teneinde de verwijdering te vertragen of te hinderen, mits de beslissingsautoriteit van oordeel is dat een terugkeerbesluit niet zal leiden tot direct of indirect refoulement. In dat geval is het eveneens mogelijk af te wijken van artikel 46, lid 8, van de richtlijn (artikel 41, lid 2, van dezelfde richtlijn).

Krachtens artikel 46, lid 6, van dezelfde richtlijn, wanneer een rechtsmiddel wordt ingesteld tegen de beslissing waarbij een volgend verzoek niet-ontvankelijk wordt geacht, bij gebrek aan nieuwe elementen of bevindingen, en wanneer het recht van de lidstaat aan de verzoeker niet het recht toekent om op zijn grondgebied te blijven in afwachting van de uitkomst van het rechtsmiddel, is een nationale rechterlijke instantie bevoegd om, op verzoek van de betrokken verzoeker of ambtshalve, uitspraak te doen over de vraag of de verzoeker op het grondgebied van de lidstaat mag blijven indien de beslissing waarbij het volgend verzoek niet-ontvankelijk wordt verklaard resulteert in een beëindiging van het recht van de verzoeker om in de lidstaat te blijven.

B.150. De beslissing van de CGVS om een volgend verzoek niet-ontvankelijk te verklaren, heeft op zich niet tot gevolg dat het recht van de vreemdeling om in het Rijk te verblijven wordt beëindigd. Dat recht wordt beëindigd wanneer de minister of zijn gemachtigde, ingevolge de voormelde beslissing, aan de betrokken vreemdeling het bevel geeft om het grondgebied te verlaten (artikel 52/3 van de wet van 15 december 1980).

B.151.1. Zoals de Ministerraad opmerkt, kan de vreemdeling ten aanzien van wie een beslissing tot terugdrijving of verwijdering is genomen - indien de tenuitvoerlegging van die maatregel imminent is, hetgeen wordt vermoed het geval te zijn indien hij is vastgehouden -, een vordering tot schorsing bij uiterst dringende noodzakelijkheid instellen die een opschortende werking heeft, krachtens de artikelen 39/82, § 4, tweede lid, en 39/83 van de wet van 15 december 1980.

De schorsing van de tenuitvoerlegging kan alleen worden bevolen als ernstige middelen worden aangevoerd die de vernietiging van de aangevochten akte kunnen verantwoorden en op voorwaarde dat de onmiddellijke tenuitvoerlegging van de akte een moeilijk te herstellen ernstig nadeel kan berokkenen, waarbij die laatste voorwaarde onder andere is vervuld « indien een ernstig middel werd aangevoerd gesteund op de grondrechten van de mens, in het bijzonder de rechten ten aanzien waarvan geen afwijking mogelijk is uit hoofde van artikel 15, tweede lid, van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden » (artikel 39/82, § 2, eerste lid, van de wet van 15 december 1980).

In het kader van de behandeling van het verzoek doet de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen « een zorgvuldig en nauwgezet onderzoek van alle bewijsstukken die hem worden voorgelegd, inzonderheid die welke van dien aard zijn dat daaruit blijkt dat er redenen zijn om te geloven dat de uitvoering van de bestreden beslissing de verzoeker zou blootstellen aan het risico te worden onderworpen aan de schending van de grondrechten van de mens ten aanzien waarvan geen afwijking mogelijk is uit hoofde van artikel 15, tweede lid, van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden » (artikel 39/82, § 4, vierde lid, van de wet van 15 december 1980).

De Raad voor Vreemdelingenbetwistingen kan aldus nagaan of de verwijderingsmaatregel niet leidt tot direct of indirect refoulement. In de parlementaire voorbereiding van de bestreden bepaling wordt in dat verband aangegeven dat « in het kader van deze verwijderingsprocedure, de verzoeker toegang zal hebben gehad tot het schorsend beroep in uiterst dringende noodzakelijkheid en dat zijn eventuele bezwaren betreffende de artikelen 3 en 8 van het Europees Verdrag van de Rechten van de Mens aldus zullen onderzocht zijn geweest » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2549/001, pp. 9-10). Tijdens het onderzoek van het beroep en in geval van schorsing van de verwijderingsmaatregel kan de vreemdeling dus op het grondgebied blijven.

B.151.2. Het eerste onderdeel van het tweede middel in de zaak nr. 7009 is niet gegrond.

B.152. De verzoekende partijen doen in een tweede onderdeel gelden dat, in zoverre de bestreden bepaling een opschortend rechtsmiddel ontzegt aan de verzoekers van wie het element dat de nood aan bescherming aantoonde, zich heeft voorgedaan in het jaar dat volgt op de verwerping van een eerste verzoek en die in elk geval geen tweede verzoek indienen enkel om de uitvoering te vertragen of te hinderen van een beslissing die tot hun spoedige verwijdering zou leiden, die bepaling het recht op een daadwerkelijk rechtsmiddel schendt.

B.153. Zoals in B.149 is vermeld, kan aan een vreemdeling, overeenkomstig artikel 41, lid 1, van de « Procedurerichtlijn », het recht worden ontzegd om op het grondgebied van de lidstaat te blijven wanneer hij een eerste volgend verzoek dat niet-ontvankelijk is bevonden, bij gebrek aan nieuwe elementen of bevindingen, louter heeft ingediend teneinde de uitvoering van een beslissing die tot zijn spoedige verwijdering zou leiden, te vertragen of te hinderen.

B.154. Terwijl een opschortende werking voordien enkel aan het beroep werd ontnomen indien het volgend verzoek werd ingediend binnen 48 uur vóór de verwijdering, teneinde die verwijdering te vertragen of te hinderen, maakt artikel 39/70, tweede lid, 1^o, van de wet van 15 december 1980, zoals gewijzigd bij het bestreden artikel 5, het voortaan mogelijk om over te gaan tot de verwijdering van de persoon die een eerste volgend verzoek om internationale bescherming indient binnen het jaar na de definitieve beslissing met betrekking tot zijn voorgaand verzoek om internationale bescherming, terwijl hij zich in een in de artikelen 74/8 of 74/9 bedoelde welbepaalde plaats bevindt, tijdens de termijn die is vastgesteld voor het instellen van het beroep of tijdens het onderzoek ervan.

In de memorie van toelichting wordt dienaangaande vermeld :

« Met betrekking tot punt 2^o, staat artikel 41, lid 1, a) van de richtlijn 2013/32/EU de wetgever toe om af te wijken van het schorsend effect van het beroep, wanneer het verzoek om internationale bescherming, dat leidde tot een niet-ontvankelijkheidsbeslissing, enkel werd ingediend met het oog op het vertragen of hinderen van de spoedige verwijdering van het grondgebied van de betrokken lidstaat. Een dergelijk doel kan worden vermoed, wanneer de verzoeker een volgend verzoek om internationale bescherming indient wanneer hij wordt vastgehouden, temeer wanneer de verzoeken om internationale bescherming snel na elkaar worden ingediend. De verzoeker heeft immers reeds toegang gehad tot de asielprocedure en een dergelijk element wordt in artikel 8, lid 3, d) van de richtlijn 2013/33/EU erkend als een objectief criterium dat wijst op een redelijke grond om aan te nemen dat de verzoeker zijn verzoek om internationale bescherming louter heeft ingediend met het oog op het vertragen of hinderen van de uitvoering van een verwijderingsbeslissing. Gezien de verzoeker zich in een welbepaalde plaats bevindt, werd er noodzakelijkerwijze ook een verwijderingsprocedure ten aanzien van hem opgestart. Deze verwijderingsprocedure wordt enkel opgeschort voor de periode van de behandeling van het verzoek om internationale bescherming, door de CGVS. In antwoord op de adviezen 61.399/4 en 61.400/4 van 31 mei 2017 van de Raad van State, wordt eraan herinnerd dat in het kader van deze verwijderingsprocedure, de verzoeker toegang zal hebben gehad tot het schorsend beroep in uiterst dringende noodzakelijkheid en dat zijn eventuele bezwaren betreffende de artikelen 3 en 8 van het Europees Verdrag van de Rechten van de Mens aldus zullen onderzocht zijn geweest. Er wordt eveneens in herinnering gebracht dat deze wetswijziging geen betrekking heeft op een eerste volgende aanvraag, waarbij de eerste aanvraag het voorwerp heeft uitgemaakt van een beslissing tot beëindiging van de behandeling van het verzoek zonder onderzoek naar de grond van de zaak, gezien conform het huidige en nieuwe artikel 57/6/2 deze aanvragen automatisch als ontvankelijk worden beschouwd.

Deze nieuwe mogelijkheid om af te wijken van het schorsend karakter zal ook enkel van toepassing zijn wanneer de CGVS met toepassing van artikel 57/6/2, § 2 oordeelde dat er geen risico is op direct of indirect refoulement en indien het eerste verzoek om internationale bescherming minder dan een jaar voor de indiening van de eerste volgende aanvraag, definitief werd afgesloten.

Zich uitsprekend over de wettigheid van artikel 39/70 van de wet van 15 december 1980, oordeelde het Grondwettelijk Hof in zijn arrest nr. 13/2016 van 27 januari 2016 reeds het volgende :

‘ B.39.7. Asielzoekers die een eerste dan wel een volgende asielaanvraag indienen, bevinden zich in wezenlijk verschillende situaties. Rekening houdend met de omvang van het risico van aanwending van procedures voor andere doeleinden dan die waarvoor ze bestemd zijn, streeft de wetgever een wettig doel na wanneer hij maatregelen neemt om de indiening van opeenvolgende asielaanvragen te ontmoedigen of om misbruiken te bestrijden. Dergelijke opeenvolgende asielaanvragen dreigen te leiden tot een overbelasting niet alleen van de asielinstanties, maar ook van de beroepsinstanties, bij wie tegen de weigering om asiel te verlenen kan worden opgekomen.

B.39.8. De eerste uitzondering die de bestreden bepaling bevat, heeft betrekking op asielaanvragers die een tweede asielaanvraag hebben ingediend binnen achtenveertig uur vóór hun verwijdering, louter om de uitvoering van de verwijderingsbeslissing te vertragen of te verhinderen, en die derhalve misbruik maken van de asielpprocedure. De tweede uitzondering betreft asiellozoekers die een derde asielaanvraag hebben ingediend en wier eerste en tweede aanvraag dus reeds aan een volledig onderzoek zijn onderworpen, met inbegrip van de mogelijkheid om de beslissing over hun aanvraag aan te vechten voor een jurisdictionele instantie.

B.39.9. De bestreden bepaling laat de verwijdering van de betrokken vreemdelingen van het grondgebied slechts toe onder de uitdrukkelijke voorwaarde dat een terugkeerbesluit niet leidt tot een direct of indirect refolement.

B.39.10. In die omstandigheden doen de bestreden bepalingen niet op onevenredige wijze afbreuk aan de rechten die de betrokken asiellozoekers ontleen aan de aangevoerde grondwets- en internationale bepalingen.

Dezelfde redenering kan worden toegepast op de huidige wijziging van artikel 39/70. In reactie op het advies 61.400/4 d.d. 31 mei 2017 van de Raad van State, wordt benadrukt dat het huidige criterium van 48 u [...] immers onvoldoende [toelaat] om verzoeken om internationale bescherming ingediend met het enige doel een verwijdering te verijdelen, te bestrijden. Echter, rekening houdend met de organisatie en de aangegane kosten om een procedure tot gedwongen verwijdering tot een goed einde te brengen, is het passend om de door de richtlijn 2013/32/EU geboden mogelijkheden maximaal om te zetten. Immers, in 2016, moesten 110 vluchten worden afgeschaft wegens het indienen van een eerste volgende aanvraag tot internationale bescherming. De verzoeker te goeder trouw, is beschermd door het feit dat de CGVS zich in elk geval zal uitspreken over het verzoek om internationale bescherming en door het feit dat de uitzondering op het algemeen principe van schorsend karakter, enkel van toepassing is op verzoeken die niet-ontvankelijk werden bevonden en de CGVS zich heeft uitgesproken over het risico op direct of indirect refolement. Hij is bovendien beschermd doordat deze uitzondering enkel van toepassing is op snel op elkaar volgende verzoeken tot internationale bescherming, met name verzoeken ingediend binnen een tijdspanne van één jaar tussen de definitieve beslissing betreffende het eerste verzoek en de indiening van het volgende verzoek. In het jaar dat voorafgaat aan de indiening van zijn volgend verzoek, zal zijn eerste verzoek tot internationale bescherming al onderzocht zijn door de Commissaris [-]generaal en, indien hij zijn recht op beroep heeft uitgeoefend, door de Raad » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2549/001, pp. 9-11).

B.155. Zoals de verzoekende partijen aanvoeren, is het niet mogelijk te oordelen dat een vastgehouden vreemdeling die een eerste volgend verzoek indient dat niet-ontvankelijk is bevonden binnen het jaar na de definitieve beslissing met betrekking tot zijn voorgaand verzoek om internationale bescherming, dat volgend verzoek noodzakelijkerwijs heeft ingediend enkel om de uitvoering van een beslissing die tot zijn spoedige verwijdering van het Belgische grondgebied zou leiden, te vertragen of te hinderen. Er kan immers niet worden uitgesloten dat het nieuwe element of feit waarop de verzoeker zich beroept om de internationale bescherming te verkrijgen, zich heeft voorgedaan binnen het jaar na de definitieve beslissing, en zulks ook al zou de verzoeker op het ogenblik van het indienen van het volgend verzoek vastgehouden zijn.

In dat verband dient te worden vastgesteld dat de verzoeker bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen een vordering tot schorsing bij uiterst dringende noodzakelijkheid kan instellen tegen de ten aanzien van hem genomen verwijderingsmaatregel, op grond van artikel 39/82, § 4, tweede lid, van de wet van 15 december 1980. In het kader van dat schorsend beroep staat het de verzoeker vrij zich te beroepen op het element dat zich heeft voorgedaan binnen het jaar dat volgt op de verwerving van het eerste verzoek en dat, volgens hem, de kans dat de verzoeker aanspraak kan maken op de toekenning van internationale bescherming, aanzienlijk zou doen toenemen.

B.156. Het tweede onderdeel van het tweede middel in de zaak nr. 7009 is niet gegrond.

Om die redenen,

het Hof

1. vernietigt, in de wet van 15 december 1980 « betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen », zoals gewijzigd bij de wet van 21 november 2017 « tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asiellozoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen » en bij de wet van 17 december 2017 « tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen » :

- artikel 48/6, § 2, eerste en vierde lid;
- in artikel 57/5^{quater}, § 4, de verwijzing naar artikel 57/6, § 2, en de verwijzing naar artikel 57/6, § 3, in zoverre zij betrekking heeft op de beslissingen inzake ontvankelijkheid die niet worden genomen in het kader van de grensprocedure bedoeld in artikel 57/6/4;
- artikel 57/6/1, § 1, maar enkel in zoverre het van toepassing kan zijn op een niet-begeleide minderjarige vreemdeling in andere gevallen dan die welke worden beoogd in artikel 25, lid 6, a), van de richtlijn 2013/32/EU van het Europees Parlement en de Raad van 26 juni 2013 « betreffende gemeenschappelijke procedures voor de toekenning en intrekking van de internationale bescherming (herschikking) »;
- artikel 57/6/1, § 1, eerste lid, f), maar alleen in zoverre het toelaat de versnelde procedure toe te passen in het geval de verzoeker een volgend verzoek om internationale bescherming heeft ingediend nadat ten aanzien van het eerste verzoek een beslissing tot beëindiging werd genomen met toepassing van artikel 57/6/5, § 1, 1^o, 2^o, 3^o, 4^o of 5^o, van de voormelde wet van 15 december 1980;
- in artikel 57/6/4, derde lid, de woorden « ontvangst van » en « dat door de minister of zijn gemachtigde werd overgezonden »;
- artikel 57/7, § 3, in zoverre het de mogelijkheid voor de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en Staatlozen om bepaalde elementen vertrouwelijk te houden niet beperkt tot de gevallen waarin « de openbaarmaking van informatie of bronnen de nationale veiligheid, de veiligheid van de organisaties of personen die de informatie hebben verstrekt dan wel de veiligheid van de perso(o)n(en) op wie de informatie betrekking heeft, in gevaar zou brengen, of wanneer het belang van het onderzoek in verband met de behandeling van verzoeken om internationale bescherming door de bevoegde autoriteiten van de lidstaten of de internationale betrekkingen van de lidstaten zouden worden geschaad »;
- in artikel 74/5, § 4, 5^o, de woorden « ontvangst van » en « dat door de minister of zijn gemachtigde werd overgezonden »;

2. verwierpt de beroepen voor het overige, onder voorbehoud van de in B.33.3 vermelde interpretatie.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 25 februari 2021.

De griffier,
F. Meersschaut

De voorzitter,
F. Daoût

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2021/201112]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 23/2021 vom 25. Februar 2021

Geschäftsverzeichnisnummern 7008 und 7009

In Sachen: Klagen

- auf teilweise Nichtigerklärung des Gesetzes vom 21. November 2017 « zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern und des Gesetzes vom 12. Januar 2007 über die Aufnahme von Asylsuchenden und von bestimmten anderen Kategorien von Ausländern » und
- auf Nichtigerklärung der Artikel 4 und 5 des Gesetzes vom 17. Dezember 2017 « zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern »,

erhoben von der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften und anderen. Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten F. Daoût und L. Lavrysen, den Richtern J.-P. Moerman, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, T. Giet, R. Leysen, J. Moerman, M. Pâques, Y. Kherbache und T. Detienne, und dem emeritierten Präsidenten A. Alen gemäß Artikel 60bis des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, unter Assistenz des Kanzlers F. Meersschaut, unter dem Vorsitz des Präsidenten F. Daoût,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. *Gegenstand der Klagen und Verfahren*

a. Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 11. September 2018 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 12. September 2018 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 4, 8, 10 bis 12, 21, 23, 34, 39 bis 42, 44 bis 46, 48, 56, 57 und 62 des Gesetzes vom 21. November 2017 « zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern und des Gesetzes vom 12. Januar 2007 über die Aufnahme von Asylsuchenden und von bestimmten anderen Kategorien von Ausländern » (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 12. März 2018): die Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften, die VoG « Association pour le droit des Etrangers », die VoG « Coordination et Initiatives pour et avec les Réfugiés et Etrangers », die VoG « Jesuit Refugees Service - Belgium », die VoG « Liga voor Mensenrechten », die VoG « Ligue des droits humains », die VoG « Point d'appui. Service d'aide aux personnes sans papiers », die VoG « Bureau d'Accueil et de Défense des Jeunes », die VoG « Syndicat des Avocats pour la Démocratie » und die VoG « Vluchtelingenwerk Vlaanderen », unterstützt und vertreten durch RA T. Wibault und RA P. Robert, in Brüssel zugelassen.

b. Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 11. September 2018 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 12. September 2018 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben dieselben klagenden Parteien Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 4 und 5 des Gesetzes vom 17. Dezember 2017 « zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern » (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 12. März 2018).

Diese unter den Nummern 7008 und 7009 ins Geschäftsverzeichnis des Gerichtshofes eingetragenen Rechtssachen wurden verbunden.

(...)

II. *Rechtliche Würdigung*

(...)

Was die angefochtenen Gesetze betrifft

B.1.1. Die klagenden Parteien beantragen die teilweise Nichtigerklärung des Gesetzes vom 21. November 2017 « zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern und des Gesetzes vom 12. Januar 2007 über die Aufnahme von Asylsuchenden und von bestimmten anderen Kategorien von Ausländern » (nachstehend: Gesetz vom 21. November 2017 bzw. Gesetz vom 15. Dezember 1980), sowie des Gesetzes vom 17. Dezember 2017 « zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern » (nachstehend: Gesetz vom 17. Dezember 2017).

B.1.2. Mit dem Gesetz vom 21. November 2017 werden teilweise umgesetzt:

- die Richtlinie 2008/115/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. Dezember 2008 « über gemeinsame Normen und Verfahren in den Mitgliedstaaten zur Rückführung illegal aufhältiger Drittstaatsangehöriger » (nachstehend: Rückführungsrichtlinie);
- die Richtlinie 2011/51/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. Mai 2011 « zur Änderung der Richtlinie 2003/109/EG des Rates zur Erweiterung ihres Anwendungsbereichs auf Personen, die internationalen Schutz genießen »;
- die Richtlinie 2011/95/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Dezember 2011 « über Normen für die Anerkennung von Drittstaatsangehörigen oder Staatenlosen als Personen mit Anspruch auf internationalen Schutz, für einen einheitlichen Status für Flüchtlinge oder für Personen mit Anrecht auf subsidiären Schutz und für den Inhalt des zu gewährenden Schutzes (Neufassung) » (nachstehend: Richtlinie 2011/95/EU);
- die Richtlinie 2013/32/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Juni 2013 « zu gemeinsamen Verfahren für die Zuerkennung und Aberkennung des internationalen Schutzes (Neufassung) » (nachstehend: Verfahrensrichtlinie);
- die Richtlinie 2013/33/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Juni 2013 « zur Festlegung von Normen für die Aufnahme von Personen, die internationalen Schutz beantragen » (nachstehend: Aufnahme-richtlinie).

Es setzt ebenfalls teilweise die Verordnung (EU) Nr. 604/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Juni 2013 « zur Festlegung der Kriterien und Verfahren zur Bestimmung des Mitgliedstaats, der für die Prüfung eines von einem Drittstaatsangehörigen oder Staatenlosen in einem Mitgliedstaat gestellten Antrags auf internationalen Schutz zuständig ist (Neufassung) » (nachstehend: Dublin-III-Verordnung) um.

Das Gesetz vom 21. November 2017 bezweckt ebenso wie die Richtlinien, die mit ihm umgesetzt werden, hauptsächlich « die Schaffung eines gemeinsamen Asylsystems, das eine umfassende und effiziente Bewertung des Bedürfnisses nach internationalem Schutz der Antragsteller sowie eine unionsweite Gleichbehandlung dieser Antragsteller gewährleistet » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, S. 5).

B.1.3. Das Gesetz vom 17. Dezember 2017 setzt teilweise die Verfahrensrichtlinie um und soll das aktuelle Verfahren vereinfachen und optimieren (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2549/001, S. 3).

Was die Klagegründe betrifft

B.2. Der Gerichtshof prüft die Beschwerdegründe der klagenden Parteien in der folgenden Reihenfolge:

- der Ausschluss der Strafverfolgung gegen anerkannte Flüchtlinge wegen ihrer illegalen Einreise oder ihres unrechtmäßigen Aufenthalts (B.3-B.6);
- die Erfassung des Gesichtsbildes von bestimmten Ausländern (B.7-B.13);
- die Mitwirkungspflicht, die der Person, die internationalen Schutz beantragt, obliegt (B.14), in Bezug auf:
 - a) die Verwahrung, die Einbehaltung und die Rückgabe von Identitätsdokumenten (B.15-B.23);
 - b) die Vorlage der für die Prüfung des Antrags wichtigen Sachverhalte (B.24-B.34);
 - c) der Nachweis der Identität und der Staatsangehörigkeit der Person, die internationalen Schutz beantragt (B.35-B.37);
 - die Organisation einer medizinischen Untersuchung (B.38-B.45);
 - die besonderen Verfahrenserfordernisse (B.46-B.52);
 - die Wahl der Verfahrenssprache für einen Folgeantrag (B.53-B.57);
 - die Übermittlung von Anmerkungen zu den Aufzeichnungen der persönlichen Anhörung (B.58-B.67);
 - die Vertraulichkeit bestimmter Daten (B.68-B.72);
 - die Auswirkung des Todes der Person, die internationalen Schutz beantragt hat, auf die Weiterführung des Verfahrens in Bezug auf den Minderjährigen, der sie begleitete (B.73-B.78);
 - das Konzept des sicheren Drittlandes (B.79-B.90);
 - die Anwendung des beschleunigten Prüfungsverfahrens (B.91-B.101);
 - der Antrag, der von einem Ausländer gestellt wurde, der freiwillig mindestens drei Monate lang in sein Herkunftsland zurückgekehrt ist (B.102-B.106);
 - die Zulässigkeit von Sachverhalten, die im Rahmen eines Folgeantrags verspätet vorgebracht wurden (B.107-B.112);
 - die Bewertung der Fluchtgefahr des Ausländers (B.113-B.118);
 - die Inhaftnahme der Person, die internationalen Schutz beantragt (B.119-B.125);
 - die Änderung von Umständen, die eine Inhaftnahme rechtfertigen (B.126-B.130);
 - die Einschränkung des Anspruchs auf materielle Hilfe (B.131-B.136);
 - die Verkürzung der Beschwerdefristen (B.137-B.143);
 - die aufschiebende Beschaffenheit der Beschwerde (B.144-B.156).

In Bezug auf den Ausschluss der Strafverfolgung gegen anerkannte Flüchtlinge wegen ihrer illegalen Einreise oder ihres unrechtmäßigen Aufenthalts (Artikel 34 des Gesetzes vom 21. November 2017)

B.3. Der erste Klagegrund in der Rechtssache Nr. 7008 ist aus einem Verstoß durch Artikel 34 des Gesetzes vom 21. November 2017 gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit Artikel 31 Absatz 1 des am 28. Juli 1951 in Genf unterzeichneten Internationalen Abkommens über die Rechtsstellung der Flüchtlinge (nachstehend: Genfer Abkommen), abgeleitet.

Nach Auffassung der klagenden Parteien werden in der angefochtenen Bestimmung Personen, die internationalen Schutz auf der Grundlage der Flüchtlingseigenschaft beantragen, gegenüber den anderen Personen, die internationalen Schutz beantragen, diskriminiert, insofern gegen diese beiden Kategorien wegen ihrer illegalen Einreise oder ihres unrechtmäßigen Aufenthalts nach Abschluss des Verfahrens strafrechtliche Sanktionen verhängt werden können, während Artikel 31 Absatz 1 des Genfer Abkommens dies für die erste Kategorie verbietet.

B.4. Artikel 53 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, ersetzt durch den angefochtenen Artikel 34 des Gesetzes vom 21. November 2017, bestimmt:

« Eine Person, die internationalen Schutz beantragt und versucht, ins Königreich einzureisen, ohne die in den Artikeln 2 und 3 festgelegten Bedingungen zu erfüllen, oder sich illegal im Königreich aufhält, kann dafür nicht strafrechtlich verfolgt werden, solange kein bestandskräftiger Beschluss in Bezug auf ihren Antrag auf internationalen Schutz gefasst worden ist ».

In den Vorarbeiten heißt es diesbezüglich:

« L'article 53 de la loi porte sur la suspension des poursuites pénales associées à une entrée illégale ou un séjour illégal des étrangers qui demandent la protection internationale. Cet article constitue la transposition de l'article 31, paragraphe 1^{er}, de la Convention sur les réfugiés du 28 juillet 1951. La terminologie de cet article 53 a été mise en conformité avec les autres articles relatifs à la protection internationale » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, S. 84).

Vor seiner Abänderung durch den angefochtenen Artikel 34 lautete Artikel 53 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980:

« Der Ausländer, der gemäß Artikel 50, 50bis, 50ter oder 51 einen Asylantrag eingereicht hat und dem die Einreise ins Staatsgebiet des Königreichs, der Aufenthalt oder die Niederlassung nicht in Anwendung von Artikel 52/3 § 2 oder 52/4 verweigert wurde, kann wegen seiner ordnungswidrigen Einreise oder wegen seines ordnungswidrigen Aufenthalts so lange nicht strafrechtlich verfolgt werden, wie sein Antrag auf Anerkennung nicht für unbegründet erklärt worden ist ».

B.5. Artikel 31 des Genfer Abkommens bezieht sich den Fall von Flüchtlingen in einer unrechtmäßigen Situation im Aufnahmeland. Sein Absatz 1 bestimmt:

« Die vertragsschließenden Staaten ergreifen wegen illegaler Einreise oder unrechtmäßigen Aufenthalts keine Strafmaßnahmen gegen Flüchtlinge, die unmittelbar aus einem Gebiet kommen, wo ihr Leben oder ihre Freiheit im Sinne von Artikel 1 bedroht war und sofern sie sich unverzüglich den Behörden stellen und triftige Gründe für ihre illegale Einreise oder Anwesenheit darlegen ».

B.6. In dem früheren Artikel 53 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 war präzisiert, dass eine Strafverfolgung ausgeschlossen war, « solange [der] Anerkennungsantrag nicht für unbegründet erklärt worden ist », was zwangsläufig jede Strafverfolgung von anerkannten Flüchtlingen wegen ihrer illegalen Einreise oder ihres unrechtmäßigen Aufenthalts ausschloss.

Im Gegensatz zu dem, was in dem Klagegrund angeführt wird, erlaubt es Artikel 53 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 in der durch den angefochtenen Artikel 34 ersetzten Fassung nicht, dass anerkannte Flüchtlinge wegen ihrer illegalen Einreise oder ihres unrechtmäßigen Aufenthalts strafrechtlich verfolgt werden können. Somit verstößt er nicht gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 31 Absatz 1 des Genfer Abkommens.

Es obliegt dem zuständigen Richter dafür zu sorgen, dass anerkannte Flüchtlinge gemäß Artikel 31 Absatz 1 des Genfer Abkommens nicht wegen ihrer illegalen Einreise oder ihres unrechtmäßigen Aufenthalts strafrechtlich verfolgt werden.

Der erste Klagegrund in der Rechtssache Nr. 7008 ist unbegründet.

In Bezug auf die Erfassung des Gesichtsbildes von bestimmten Ausländern (Artikel 8 und 21 des Gesetzes vom 21. November 2017)

B.7. Der zweite und der dritte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 7008 sind abgeleitet aus einem Verstoß durch die Artikel 8 bzw. 21 des Gesetzes vom 21. November 2017 gegen Artikel 22 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit den Artikeln 5 Absatz 1 und 9 Absatz 2 der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 « zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG (Datenschutz-Grundverordnung) » (nachstehend: Datenschutz-Grundverordnung), mit Artikel 7 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union (nachstehend: Charta) und mit Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention.

Nach Auffassung der klagenden Parteien haben die angefochtenen Bestimmungen einen schweren Eingriff in das Privatleben der betroffenen Ausländer zur Folge, insofern sie zu den bereits über diese Ausländer erfassten personenbezogenen Daten das digitale Gesichtsbild aus nicht bestimmten Gründen und ohne dass das Unionsrecht und insbesondere die Verordnung (EU) Nr. 603/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Juni 2013, die nur die Erfassung der digitalen Fingerabdrücke vorsieht, dafür eine geeignete Grundlage darstellten, hinzufügten. Die klagenden Parteien machen geltend, dass bei der Erfassung des Gesichtsbildes, das zu den biometrischen Daten im Sinne von Artikel 4 Nummer 14 der Datenschutz-Grundverordnung gehöre, sowohl die in Artikel 5 Absatz 1 vorgesehenen allgemeinen Grundsätze als auch die in Artikel 9 derselben Verordnung vorgesehenen besonderen Bedingungen eingehalten werden müssten, was hier nicht der Fall sei.

B.8.1. Der angefochtene Artikel 8 des Gesetzes vom 21. November 2017 ersetzt Paragraph 1 von Artikel 30bis des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, der nunmehr bestimmt:

« § 1. Für die Anwendung des vorliegenden Artikels ist unter ' Erfassung biometrischer Daten ' die Erfassung der Fingerabdrücke und des Gesichtsbildes zu verstehen. Unter ' Gesichtsbild ' ist die digitale Aufnahme des Gesichts in einer Bildauflösung und Qualität zu verstehen, die für einen automatischen Abgleich biometrischer Daten geeignet sind.

§ 2. Für folgende Personen kann eine Erfassung biometrischer Daten durchgeführt werden:

1. Ausländer, die ein Visum, eine gleichwertige Erlaubnis oder eine Aufenthaltserlaubnis bei einem belgischen diplomatischen oder konsularischen Vertreter oder einem diplomatischen oder konsularischen Vertreter, der die belgischen Interessen vertritt, beantragen,
2. Ausländer, die im Königreich einen Antrag auf einen Aufenthalt von höchstens drei Monaten einreichen oder einen Antrag, damit es ihnen erlaubt oder gestattet wird, sich länger als drei Monate im Königreich aufzuhalten,
3. Ausländer, gegen die eine Entfernungs- oder Abweisungsmaßnahme getroffen worden ist.

Der König bestimmt die Frist, während deren die biometrischen Daten, die gemäß vorliegendem Artikel erfasst worden sind, aufbewahrt werden müssen.

§ 3. Die biometrischen Daten werden auf Initiative des belgischen diplomatischen oder konsularischen Vertreters oder des Ministers oder seines Beauftragten erfasst. Sie können ebenfalls auf Initiative eines Gerichtspolizeioffiziers einschließlich der Gerichtspolizeioffiziere, deren Befugnisse beschränkt sind, oder eines Verwaltungspolizeioffiziers erfasst werden.

§ 4. Die biometrischen Daten dürfen nur verwendet werden, insofern sie notwendig sind, um:

1. die Identität des Ausländers festzustellen und/oder zu überprüfen,
2. zu überprüfen, ob der betreffende Ausländer eine Gefahr für die öffentliche Ordnung oder für die nationale Sicherheit darstellt,
3. die Verpflichtungen einzuhalten, die in den vom Rat der Europäischen Union angenommenen europäischen Verordnungen und Richtlinien vorgesehen sind.

§ 5. Registrierung, Bearbeitung, Auswertung und Übertragung der biometrischen Daten erfolgen unter Kontrolle des Ausschusses für den Schutz des Privatlebens gemäß dem Gesetz vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten.

§ 6. Auf Ersuchen des Ministers oder seines Beauftragten sind die in § 2 erwähnten biometrischen Daten zu den in § 4 erwähnten Zwecken bei den Gerichtsbehörden, Polizeidiensten, Beamten und Bediensteten der öffentlichen Dienste, die über diese Daten verfügen, erhältlich ».

B.8.2. Durch den angefochtenen Artikel 21 des Gesetzes vom 21. November 2017 werden mehrere Abänderungen an Artikel 51/3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 vorgenommen, dessen Paragraphen 1 er insbesondere ersetzt. Der vorerwähnte Artikel 51/3 bestimmt nunmehr:

« § 1. Für die Anwendung des vorliegenden Artikels ist unter ' Erfassung biometrischer Daten ' die Erfassung der Fingerabdrücke und des Gesichtsbildes zu verstehen. Unter ' Gesichtsbild ' ist die digitale Aufnahme des Gesichts in einer Bildauflösung und Qualität zu verstehen, die für einen automatischen Abgleich biometrischer Daten geeignet sind. »

Für folgende Personen kann eine Erfassung biometrischer Daten durchgeführt werden:

1. Ausländer, die an der Grenze oder im Königreich einen Antrag auf internationalen Schutz stellen und/oder förmlich einreichen,
2. Ausländer, die aufgrund der Belgien bindenden europäischen Vorschriften über die Bestimmung des für die Prüfung eines Antrags auf internationalen Schutz zuständigen Staates vom belgischen Staat übernommen oder wieder übernommen werden müssen,
3. Ausländer, für die Hinweise darauf bestehen, dass sie bereits einen Antrag auf internationalen Schutz eingereicht haben.

§ 2. Biometrische Daten dürfen nur verwendet werden, wenn sie notwendig sind, um:

1. die Identität des Ausländers festzustellen,
2. in Anwendung der Belgien bindenden europäischen Vorschriften den für die Prüfung des Antrags auf internationalen Schutz zuständigen Staat zu bestimmen,
3. den Antrag auf internationalen Schutz zu prüfen.

§ 3. Biometrische Daten werden auf Betreiben des Ministers oder seines Beauftragten erfasst. Sie dürfen auch auf Betreiben des Generalkommissars für Flüchtlinge und Staatenlose oder seines Beauftragten, eines Gerichtspolizeioffiziers einschließlich des Gerichtspolizeioffiziers mit beschränkter Befugnis, eines Verwaltungspolizeioffiziers oder des Direktors einer Strafanstalt erfasst werden.

§ 4. Die Verarbeitung und Auswertung der biometrischen Daten erfolgen unter Aufsicht des Ausschusses für den Schutz des Privatlebens gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten.

§ 5. Der König bestimmt die Frist, binnen derer die gemäß dem vorliegenden Artikel erfassten biometrischen Daten aufbewahrt werden müssen.

Die in Anwendung von § 1 erfassten biometrischen Daten werden vernichtet, wenn der Ausländer gemäß Artikel 49 als Flüchtling anerkannt wird oder wenn ihm der subsidiäre Schutzstatus gemäß Artikel 49/2 zuerkannt wird ».

B.8.3. In den Vorarbeiten heißt es diesbezüglich:

« A l'article 30bis de la loi, à l'instar de l'article 51/3 de la loi, la terminologie de la définition des données biométriques a été alignée sur celle de la législation européenne (par ex. la proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la création d' 'Eurodac ' pour la comparaison des empreintes digitales aux fins de l'application efficace du règlement (UE) n° 604/2013 établissant les critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale introduite dans l'un des États membres par un ressortissant de pays tiers ou un apatride, et de l'identification des ressortissants de pays tiers ou apatrides en séjour irrégulier, et relatif aux demandes de comparaison avec les données d'Eurodac présentées par les autorités répressives des États membres et par Europol à des fins répressives (refonte) COM(2016) 272 final).

Pour l'application des articles 30bis et 51/3 de la loi, par ' prise de données biométriques ', il y a lieu d'entendre le relevé d'empreintes digitales et la capture de l'image faciale. Par ' image faciale ', on entend les images numériques du visage, d'une résolution et d'une qualité d'image suffisantes pour servir à la mise en correspondance biométrique automatique » (Parl. Dok., Kammer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, SS. 28-29; siehe auch ebenda, SS. 71-73).

B.9.1. Artikel 22 der Verfassung, Artikel 7 der Charta und Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention garantieren das Recht auf Achtung des Privatlebens.

Diese Bestimmungen schließen einen staatlichen Eingriff in das Recht auf Achtung des Privatlebens nicht aus, schreiben aber vor, dass ein solcher Eingriff durch eine hinreichend genaue Gesetzesbestimmung erlaubt wird, dass dieser einem zwingenden gesellschaftlichen Bedürfnis entspricht sowie im Verhältnis zu dem damit verfolgten rechtmäßigen Ziel steht.

Der Gesetzgeber verfügt in dem Zusammenhang über einen Ermessensspielraum. Dieser Ermessensspielraum ist gleichwohl nicht grenzenlos: Damit eine gesetzliche Regelung sich mit dem Recht auf Achtung des Privatlebens vereinbaren lässt, ist es erforderlich, dass der Gesetzgeber ein gerechtes Gleichgewicht zwischen allen betroffenen Rechten und Interessen schafft.

B.9.2. Artikel 5 der Datenschutz-Grundverordnung führt die Grundsätze für die Verarbeitung personenbezogener Daten auf:

« 1. Personenbezogene Daten müssen

a) auf rechtmäßige Weise, nach Treu und Glauben und in einer für die betroffene Person nachvollziehbaren Weise verarbeitet werden (' Rechtmäßigkeit, Verarbeitung nach Treu und Glauben, Transparenz ');

b) für festgelegte, eindeutige und legitime Zwecke erhoben werden und dürfen nicht in einer mit diesen Zwecken nicht zu vereinbarenden Weise weiterverarbeitet werden; eine Weiterverarbeitung für im öffentlichen Interesse liegende Archivzwecke, für wissenschaftliche oder historische Forschungszwecke oder für statistische Zwecke gilt gemäß Artikel 89 Absatz 1 nicht als unvereinbar mit den ursprünglichen Zwecken (' Zweckbindung ');

c) dem Zweck angemessen und erheblich sowie auf das für die Zwecke der Verarbeitung notwendige Maß beschränkt sein (' Datenminimierung ');

d) sachlich richtig und erforderlichenfalls auf dem neuesten Stand sein; es sind alle angemessenen Maßnahmen zu treffen, damit personenbezogene Daten, die im Hinblick auf die Zwecke ihrer Verarbeitung unrichtig sind, unverzüglich gelöscht oder berichtigt werden (' Richtigkeit ');

e) in einer Form gespeichert werden, die die Identifizierung der betroffenen Personen nur so lange ermöglicht, wie es für die Zwecke, für die sie verarbeitet werden, erforderlich ist; personenbezogene Daten dürfen länger gespeichert werden, soweit die personenbezogenen Daten vorbehaltlich der Durchführung geeigneter technischer und organisatorischer Maßnahmen, die von dieser Verordnung zum Schutz der Rechte und Freiheiten der betroffenen Person gefordert werden, ausschließlich für im öffentlichen Interesse liegende Archivzwecke oder für wissenschaftliche und historische Forschungszwecke oder für statistische Zwecke gemäß Artikel 89 Absatz 1 verarbeitet werden (' Speicherbegrenzung ');

f) in einer Weise verarbeitet werden, die eine angemessene Sicherheit der personenbezogenen Daten gewährleistet, einschließlich Schutz vor unbefugter oder unrechtmäßiger Verarbeitung und vor unbeabsichtigtem Verlust, unbeabsichtigter Zerstörung oder unbeabsichtigter Schädigung durch geeignete technische und organisatorische Maßnahmen (' Integrität und Vertraulichkeit ');

2. Der Verantwortliche ist für die Einhaltung des Absatzes 1 verantwortlich und muss dessen Einhaltung nachweisen können (' Rechenschaftspflicht ') ».

Artikel 9 der Datenschutz-Grundverordnung bezieht sich auf die Verarbeitung besonderer Kategorien personenbezogener Daten:

« 1. Die Verarbeitung personenbezogener Daten, aus denen die rassische und ethnische Herkunft, politische Meinungen, religiöse oder weltanschauliche Überzeugungen oder die Gewerkschaftszugehörigkeit hervorgehen, sowie die Verarbeitung von genetischen Daten, biometrischen Daten zur eindeutigen Identifizierung einer natürlichen Person, Gesundheitsdaten oder Daten zum Sexualleben oder der sexuellen Orientierung einer natürlichen Person ist untersagt.

2. Absatz 1 gilt nicht in folgenden Fällen:

[...]

g) die Verarbeitung ist auf der Grundlage des Unionsrechts oder des Rechts eines Mitgliedstaats, das in angemessenem Verhältnis zu dem verfolgten Ziel steht, den Wesensgehalt des Rechts auf Datenschutz wahrt und angemessene und spezifische Maßnahmen zur Wahrung der Grundrechte und Interessen der betroffenen Person vorsieht, aus Gründen eines erheblichen öffentlichen Interesses erforderlich ».

Artikel 9 der Datenschutz-Grundverordnung ist in Verbindung mit Artikel 4 Nummer 14 der Datenschutz-Grundverordnung zu betrachten, der bestimmt:

« Im Sinne dieser Verordnung bezeichnet der Ausdruck:

[...]

14. ' biometrische Daten ' mit speziellen technischen Verfahren gewonnene personenbezogene Daten zu den physischen, physiologischen oder verhaltenstypischen Merkmalen einer natürlichen Person, die die eindeutige Identifizierung dieser natürlichen Person ermöglichen oder bestätigen, wie Gesichtsbilder oder daktyloskopische Daten ».

B.10.1. Artikel 30bis des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 ermöglicht es, die darin genannten Ausländer der Erfassung von biometrischen Daten zu unterwerfen. Während sich Artikel 30bis § 1 vor seiner Abänderung durch den angefochtenen Artikel 8 auf die Abnahme von digitalen Fingerabdrücken und die Aufnahme von Fotografien bezog, betrifft er nunmehr die Erfassung biometrischer Daten wie die Abnahme digitaler Fingerabdrücke und die Erfassung des Gesichtsbildes, wobei das Gesichtsbild als « digitale Aufnahme des Gesichts in einer Bildauflösung und Qualität [...], die für einen automatischen Abgleich biometrischer Daten geeignet sind » definiert ist.

Die betroffenen Ausländer sind in Artikel 30bis § 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 beschrieben. Es handelt sich um Ausländer, die ein Visum oder eine Aufenthaltserlaubnis beantragen, sowie um Ausländer, gegen die eine Entfernung- oder Abweisungsmaßnahme getroffen wird. Artikel 30bis § 4 sieht vor, dass die biometrischen Daten nur verwendet werden dürfen, insofern sie notwendig sind, um die Identität des Ausländers festzustellen und/oder zu überprüfen, um zu überprüfen, ob dieser eine Gefahr für die öffentliche Ordnung oder für die nationale Sicherheit darstellt, oder um die Verpflichtungen einzuhalten, die im Recht der Europäischen Union vorgesehen sind. Artikel 30bis ermächtigt den König, die Frist für die Aufbewahrung der so erfassten Daten zu bestimmen (§ 2 Absatz 2), und sieht vor, dass deren Verarbeitung unter Kontrolle des Ausschusses für den Schutz des Privatlebens (heute: Datenschutzbehörde) erfolgt (§ 5).

B.10.2. Artikel 51/3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 ermöglicht es, die darin genannten Ausländer der Erfassung von biometrischen Daten zu unterwerfen. Während sich Artikel 51/3 vor seiner Abänderung durch den angefochtenen Artikel 21 auf die Abnahme von digitalen Fingerabdrücken bezog, betrifft er nunmehr die Erfassung biometrischer Daten wie die Abnahme digitaler Fingerabdrücke und die Erfassung des Gesichtsbildes, wobei das Gesichtsbild als « digitale Aufnahme des Gesichts in einer Bildauflösung und Qualität [...], die für einen automatischen Abgleich biometrischer Daten geeignet sind » definiert ist.

Die betroffenen Ausländer sind in Artikel 51/3 § 1 Absatz 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 beschrieben. Es handelt sich hauptsächlich um Ausländer, die einen Antrag auf internationalen Schutz gestellt haben. Artikel 51/3 § 2 sieht vor, dass biometrische Daten nur verwendet werden dürfen, wenn sie notwendig sind, um die Identität des Ausländers festzustellen, um den für die Prüfung des Antrags auf internationalen Schutz zuständigen Staat zu bestimmen oder um den Antrag auf internationalen Schutz zu prüfen. Artikel 51/3 ermächtigt den König, die Frist für die Aufbewahrung der so erfassten Daten zu bestimmen, wobei er präzisiert, dass diese vernichtet werden, wenn der Ausländer als Flüchtling anerkannt wird oder wenn ihm der subsidiäre Schutzstatus zuerkannt wird (§ 5), und sieht vor, dass die Verarbeitung der vorerwähnten Daten unter Aufsicht der Datenschutzbehörde erfolgt (§ 4).

B.11. Insofern die angefochtenen Bestimmungen die Erfassung des digitalen Gesichtsbildes der Ausländer, auf die sie sich beziehen, erlauben, haben sie einen Eingriff in deren Recht auf Achtung des Privatlebens zur Folge. Da Gesichtsbilder biometrische Daten im Sinne von Artikel 4 Nummer 14 der Datenschutz-Grundverordnung darstellen, muss der Eingriff nicht nur den in B.9.1 erwähnten Bedingungen genügen, sondern ebenfalls den von Artikel 9 der Datenschutz-Grundverordnung festgelegten Bedingungen, der die Verarbeitung von sensiblen personenbezogenen Daten betrifft.

B.12.1. Die Erhebung der biometrischen Daten, einschließlich der Gesichtsbilder, verfolgt die in B.10 erwähnten Zwecke. Diese sind nach Artikel 5 Absatz 1 Buchstabe b der Datenschutz-Grundverordnung festgelegt, eindeutig und legitim.

In Anbetracht der Bedeutung des Asylsystems und der Bekämpfung der illegalen Einwanderung im Bereich öffentliche Ordnung und Sicherheit, der Notwendigkeit, die betroffenen Ausländer zu identifizieren, und in Anbetracht dessen, dass die Mitgliedstaaten nach Artikel 13 Absatz 2 Buchstabe e der Verfahrensrichtlinie vorsehen können, dass die zuständigen Behörden ein Lichtbild der Person, die internationalen Schutz beantragt, anfertigen dürfen, stellen diese Zwecke Gründe eines erheblichen öffentlichen Interesses im Sinne von Artikel 9 Absatz 2 Buchstabe g der Datenschutz-Grundverordnung dar.

B.12.2. Wie in B.10 erwähnt, bestimmen die Artikel 30bis und 51/3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 die von der strittigen Verarbeitung betroffenen Personen und die Umstände, unter denen diese erfolgen darf. Sie ermächtigen außerdem den König, die Frist für die Aufbewahrung der biometrischen Daten festzulegen, und sehen die Aufsicht der Datenschutzbehörde vor.

Daraus folgt, dass die angefochtenen Bestimmungen nicht gegen den Wesensgehalt des Rechts auf Datenschutz verstoßen und mit angemessenen und spezifischen Maßnahmen zur Wahrung der Grundrechte und Interessen der betroffenen Ausländer im Sinne von Artikel 9 Absatz 2 Buchstabe g der Datenschutz-Grundverordnung versehen sind. Im Übrigen obliegt es den zuständigen Behörden in ihrer Eigenschaft als Verantwortliche, für die Einhaltung der Grundsätze zu sorgen, die in Artikel 5 Absatz 1 der Datenschutz-Grundverordnung aufgeführt sind, dessen Verletzung durch die angefochtenen Bestimmungen die klagenden Parteien nicht nachweisen.

B.13. Der Eingriff ist folglich gerechtfertigt und hat in Anbetracht der verfolgten Ziele keine unverhältnismäßigen Folgen, was die Rechte der betroffenen Ausländer betrifft.

Der zweite und der dritte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 7008 sind unbegründet.

In Bezug auf die Mitwirkungspflicht, die der Person, die internationalen Schutz beantragt, obliegt (Artikel 10 des Gesetzes vom 21. November 2017)

B.14. Der vierte, der fünfte und der zehnte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 7008 beziehen sich auf Artikel 10 des Gesetzes vom 21. November 2017. Diese Bestimmung ersetzt Artikel 48/6 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, der nunmehr bestimmt:

« § 1. Die Person, die internationalen Schutz beantragt, muss so schnell wie möglich alle zur Begründung ihres Antrags erforderlichen Sachverhalte darlegen. Es ist Pflicht der mit der Prüfung des Antrags beauftragten Behörden, unter Mitwirkung des Antragstellers die für den Antrag auf internationalen Schutz maßgeblichen Sachverhalte zu prüfen.

Zu den in Absatz 1 genannten Sachverhalten gehören insbesondere Angaben des Antragstellers zu Identität, Staatsangehörigkeit(en), Alter und familiären und sozialen Verhältnissen - auch der betroffenen Familienmitglieder -, Land/Ländern und Ort(en) des früheren Aufenthalts, früheren Anträgen, Reisewegen und Reisedokumenten sowie zu den Gründen für seinen Antrag auf internationalen Schutz und sämtliche Dokumente beziehungsweise Unterlagen in seinem Besitz zu diesen Angaben.

Das Fehlen der in Absatz 1 erwähnten Sachverhalte und insbesondere das Fehlen eines Nachweises in Sachen Identität oder Staatsangehörigkeit - beides Kernelemente im Verfahren der Prüfung eines Antrags auf internationalen Schutz - werden als negativ in Bezug auf die generelle Glaubwürdigkeit der Aussagen des Antragstellers gewertet, es sei denn, der Antragsteller hat eine hinreichende Erklärung für dieses Fehlen abgegeben.

Wenn die mit der Prüfung des Antrags beauftragten Behörden berechtigte Gründe für die Annahme haben, dass der Antragsteller Informationen, Unterlagen, Dokumente oder andere Sachverhalte, die für eine korrekte Prüfung des Antrags wichtig sind, zurückhält, können sie ihn auffordern, diese Sachverhalte unabhängig vom Datenträger unverzüglich vorzulegen. Weigert sich der Antragsteller, diese Sachverhalte vorzulegen, ohne eine hinreichende Erklärung abzugeben, kann dies einen Hinweis für seine Weigerung darstellen, seiner in Absatz 1 erwähnten Mitwirkungspflicht nachzukommen.

§ 2. Nationale und internationale Dokumente zur Feststellung der Identität beziehungsweise der Staatsangehörigkeit des Antragstellers, deren Originale so schnell wie möglich hinterlegt werden müssen, werden für die gesamte Dauer der Antragsbearbeitung in der Verwaltungsakte der mit der Prüfung des Antrags auf internationalen Schutz beauftragten Behörden einbehalten.

Die Originale anderer Belege, die nicht in Absatz 1 erwähnt sind, können für die gesamte Dauer der Bearbeitung des Antrags auf internationalen Schutz in der Verwaltungsakte einbehalten werden.

Auf seinen Antrag hin erhält der Antragsteller eine Kopie der Unterlagen, deren Originale in der Verwaltungsakte einbehalten werden, und eine Empfangsbestätigung mit einer kurzen Beschreibung der eingereichten Unterlagen.

Die Rückgabe der in Absatz 1 erwähnten Originale an den Ausländer oder seinen Rechtsanwalt, wenn dieser eine schriftliche Vollmacht des Ausländers vorlegt, durch die mit der Prüfung des Antrags beauftragten Behörden erfolgt auf Antrag des Ausländers, sofern in Bezug auf den Antrag auf internationalen Schutz ein bestandskräftiger Beschluss zur Zuerkennung der Rechtsstellung als Flüchtling oder des subsidiären Schutzstatus gefasst worden ist, und zwar unbeschadet von Artikel 57/8/1. In den anderen Fällen, in denen ein bestandskräftiger Beschluss gefasst worden ist, werden diese Originale dem Minister oder seinem Beauftragten übermittelt. Der Minister oder sein Beauftragter gibt sie dem Ausländer auf dessen Antrag hin zurück, es sei denn, er hat die Einbehaltung dieser Originale aufgrund von Artikel 74/14 § 2 Absatz 2 als präventive Maßnahme oder aufgrund von Artikel 74/15 § 1 als Maßnahme zur Ausführung eines Entfernungsbeschlusses auferlegt.

Die Rückgabe der in Absatz 2 erwähnten Originale an den Antragsteller oder seinen Rechtsanwalt, wenn dieser eine schriftliche Vollmacht des Antragstellers vorlegt, erfolgt auf dessen Antrag hin, sofern in Bezug auf den Antrag auf internationalen Schutz ein bestandskräftiger Beschluss gefasst worden ist.

In allen Fällen können die in der Verwaltungsakte hinterlegten Originale vorzeitig zurückgegeben werden, vorausgesetzt, die Notwendigkeit einer vorzeitigen Rückgabe wird vom Antragsteller gültig begründet.

Die Rückgabe eines Originals erfolgt nicht, wenn infolge einer Authentifizierung durch die zuständigen Behörden festgestellt wird, dass das Dokument falsch oder gefälscht ist und/oder die Rückgabe durch eine gesetzliche Bestimmung behindert wird.

Die eventuelle Rückgabe der Originale wird auf der in Absatz 3 erwähnten Empfangsbestätigung vermerkt.

[...]

§ 4. Wenn für Aussagen des Antragstellers Unterlagen oder sonstige Beweise fehlen, so bedürfen diese Aussagen keines Nachweises, wenn folgende Bedingungen gleichzeitig erfüllt sind:

- a) Der Antragsteller hat sich offenkundig bemüht, seinen Antrag zu begründen.
- b) Alle dem Antragsteller verfügbaren relevanten Sachverhalte liegen vor und es wurde eine hinreichende Erklärung für das Fehlen anderer relevanter Sachverhalte gegeben.
- c) Es wurde festgestellt, dass die Aussagen des Antragstellers kohärent und plausibel sind und zu den für seinen Fall relevanten, verfügbaren besonderen und allgemeinen Informationen nicht in Widerspruch stehen.
- d) Der Antragsteller hat zum frühestmöglichen Zeitpunkt internationalen Schutz beantragt, es sei denn, er kann gute Gründe dafür vorbringen, dass dies nicht möglich war.
- e) Die generelle Glaubwürdigkeit ist des Antragstellers festgestellt worden.

[...] ».

Der Gerichtshof prüft nacheinander die Verwahrung, die Einbehaltung und die Rückgabe von Identitätsdokumenten, die Einreichung von Sachverhalten, die für die Prüfung des Antrags wichtig sind, und den Nachweis der Identität und der Staatsangehörigkeit der Person, die internationalen Schutz beantragt.

Die Verwahrung, die Einbehaltung und die Rückgabe von Identitätsdokumenten (Artikel 48/6 § 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980)

B.15. Der vierte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 7008 ist abgeleitet aus einem Verstoß durch Artikel 10 des Gesetzes vom 21. November 2017 gegen die Artikel 10, 11, 13 und 22 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit Artikel 4 der Richtlinie 2011/95/EU, mit Artikel 9 Absatz 1 der Verfahrensrichtlinie, mit den Artikeln 7 und 47 der Charta und mit den Artikeln 8 und 13 der Europäischen Menschenrechtskonvention.

Aus der Klageschrift geht hervor, dass sich der Klagegrund insbesondere auf Artikel 48/6 § 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 bezieht, der die Verwahrung, die Einbehaltung und die Rückgabe der Identitätsdokumente der Person, die internationalen Schutz beantragt, regelt.

B.16. Im ersten Teil machen die klagenden Parteien geltend, dass die angefochtene Bestimmung die automatische Erfassung der Identitätsdokumente der Person, die internationalen Schutz beantragt, für die gesamte Dauer des Verfahrens regeln würde und so einen ungerechtfertigten und unverhältnismäßigen Eingriff in dessen Recht auf Achtung des Privatlebens zur Folge hätte.

B.17. Wie in B.9.1 erwähnt, gewährleisten Artikel 22 der Verfassung, Artikel 7 der Charta und Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention das Recht auf Achtung des Privatlebens.

B.18. Artikel 4 der Richtlinie 2011/98/EU bestimmt:

« 1. Die Mitgliedstaaten können es als Pflicht des Antragstellers betrachten, so schnell wie möglich alle zur Begründung des Antrags auf internationalen Schutz erforderlichen Anhaltspunkte darzulegen. Es ist Pflicht des Mitgliedstaats, unter Mitwirkung des Antragstellers die für den Antrag maßgeblichen Anhaltspunkte zu prüfen.

2. Zu den in Absatz 1 genannten Anhaltspunkten gehören Angaben des Antragstellers zu Alter und familiären und sozialen Verhältnissen - auch der betroffenen Verwandten -, Identität, Staatsangehörigkeit(en), Land/Ländern und Ort(en) des früheren Aufenthalts, früheren Asylanträgen, Reisewegen und Reisedokumenten sowie zu den Gründen für seinen Antrag auf internationalen Schutz und sämtliche ihm zur Verfügung stehenden Unterlagen zu diesen Angaben.

3. Die Anträge auf internationalen Schutz sind individuell zu prüfen, wobei Folgendes zu berücksichtigen ist:

a) alle mit dem Herkunftsland verbundenen Tatsachen, die zum Zeitpunkt der Entscheidung über den Antrag relevant sind, einschließlich der Rechts- und Verwaltungsvorschriften des Herkunftslandes und der Weise, in der sie angewandt werden;

b) die maßgeblichen Angaben des Antragstellers und die von ihm vorgelegten Unterlagen, einschließlich Informationen zu der Frage, ob er verfolgt worden ist bzw. verfolgt werden könnte oder einen ernsthaften Schaden erlitten hat bzw. erleiden könnte;

c) die individuelle Lage und die persönlichen Umstände des Antragstellers, einschließlich solcher Faktoren wie familiärer und sozialer Hintergrund, Geschlecht und Alter, um bewerten zu können, ob in Anbetracht seiner persönlichen Umstände die Handlungen, denen er ausgesetzt war oder ausgesetzt sein könnte, einer Verfolgung oder einem sonstigen ernsthaften Schaden gleichzusetzen sind;

d) die Frage, ob die Aktivitäten des Antragstellers seit Verlassen des Herkunftslandes ausschließlich oder hauptsächlich aufgenommen wurden, um die für die Beantragung von internationalem Schutz erforderlichen Voraussetzungen zu schaffen, damit bewertet werden kann, ob der Antragsteller im Fall einer Rückkehr in dieses Land aufgrund dieser Aktivitäten verfolgt oder ernsthaften Schaden erleiden würde;

e) die Frage, ob vom Antragsteller vernünftigerweise erwartet werden kann, dass er den Schutz eines anderen Staates in Anspruch nimmt, dessen Staatsangehörigkeit er für sich geltend machen könnte.

4. Die Tatsache, dass ein Antragsteller bereits verfolgt wurde oder einen sonstigen ernsthaften Schaden erlitten hat bzw. von solcher Verfolgung oder einem solchen Schaden unmittelbar bedroht war, ist ein ernsthafter Hinweis darauf, dass die Furcht des Antragstellers vor Verfolgung begründet ist bzw. dass er tatsächlich Gefahr läuft, ernsthaften Schaden zu erleiden, es sei denn, stichhaltige Gründe sprechen dagegen, dass der Antragsteller erneut von solcher Verfolgung oder einem solchen Schaden bedroht wird.

5. Wenden die Mitgliedstaaten den Grundsatz an, wonach der Antragsteller seinen Antrag auf internationalen Schutz begründen muss, und fehlen für Aussagen des Antragstellers Unterlagen oder sonstige Beweise, so bedürfen diese Aussagen keines Nachweises, wenn

a) der Antragsteller sich offenkundig bemüht hat, seinen Antrag zu begründen;

b) alle dem Antragsteller verfügbaren Anhaltspunkte vorliegen und eine hinreichende Erklärung für das Fehlen anderer relevanter Anhaltspunkte gegeben wurde;

c) festgestellt wurde, dass die Aussagen des Antragstellers kohärent und plausibel sind und zu den für seinen Fall relevanten, verfügbaren besonderen und allgemeinen Informationen nicht in Widerspruch stehen;

d) der Antragsteller internationalen Schutz zum frühestmöglichen Zeitpunkt beantragt hat, es sei denn, er kann gute Gründe dafür vorbringen, dass dies nicht möglich war; und

e) die generelle Glaubwürdigkeit des Antragstellers festgestellt worden ist ».

B.19. Nach Artikel 48/6 § 2 Absatz 1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 muss die Person, die internationalen Schutz beantragt, die Originale der nationalen und internationalen Dokumente zur Feststellung ihrer Identität beziehungsweise ihrer Staatsangehörigkeit so schnell wie möglich hinterlegen. Diese Dokumente werden für die gesamte Dauer der Antragsbearbeitung in der Verwaltungsakte einbehalten. Der Antragsteller erhält auf seinen Antrag hin eine Kopie der Unterlagen, deren Originale in der Verwaltungsakte einbehalten werden, und eine Empfangsbestätigung mit einer kurzen Beschreibung der eingereichten Unterlagen (Artikel 48/6 § 2 Absatz 3).

Die Rückgabe der vorerwähnten Originale an den Ausländer oder seinen Rechtsanwalt erfolgt grundsätzlich nach Abschluss des Bearbeitungsverfahrens des Antrags auf internationalen Schutz (Artikel 48/6 § 2 Absatz 4).

Eine vorzeitige Rückgabe ist in allen Fällen auf Antrag des Antragstellers möglich, vorausgesetzt, die Notwendigkeit einer solchen Rückgabe wird von diesem gültig begründet (Artikel 48/6 § 2 Absatz 6). In den Vorarbeiten ist präzisiert, dass eine solche Notwendigkeit im Rahmen der Erledigung bestimmter administrativer, rechtlicher oder sonstiger Schritte, für die « die Einreichung oder Vorlage der fraglichen Originale notwendig oder angezeigt ist (z. B. Personenstandsdokumente im Rahmen einer Eheschließung, für die Eröffnung eines Bankkontos notwendige Dokumente, Diplom für den Zugang zu einem Beruf) » nachgewiesen werden kann (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, S. 41). « Wenn sie gewährt wird, erfolgt diese vorzeitige Rückgabe unbeschadet der Möglichkeit der angerufenen Stelle, vom Antragsteller zu verlangen, dass er das oder die betroffenen Originale wieder hinterlegt, sobald die Schritte, mit denen die vorzeitige Rückgabe begründet wurde, abgeschlossen sind » (ebenda).

B.20. Die angefochtene Bestimmung hat, insofern sie es der Person, die internationalen Schutz beantragt, auferlegt, bei den mit der Prüfung des Antrags beauftragten Behörden die Originaldokumente zu hinterlegen, mit denen ihre Identität oder ihre Staatsangehörigkeit nachgewiesen werden kann, und insofern sie vorsieht, dass diese Dokumente für die gesamte Dauer der Bearbeitung dieses Antrags einbehalten werden, einen Eingriff in das Recht dieses Antragstellers auf Achtung des Privatlebens zur Folge (vgl. EuGHMR, 24. Juli 2003, *Smirnova gegen Russland*, § § 95 und 97).

Laut der Begründung stellt die angefochtene Bestimmung eine Umsetzung von Artikel 13 Absatz 1 der Verfahrensrichtlinie und von Artikel 4 Absatz 2 der Richtlinie 2011/95/EU dar (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, S. 37).

Artikel 13 Absätze 1 und 2 Buchstabe b sieht vor:

« 1. Die Mitgliedstaaten verpflichten die Antragsteller, mit den zuständigen Behörden zur Feststellung ihrer Identität und anderer in Artikel 4 Absatz 2 der Richtlinie 2011/95/EU genannter Angaben zusammenzuarbeiten. Die Mitgliedstaaten können den Antragstellern weitere Verpflichtungen zur Zusammenarbeit mit den zuständigen Behörden auferlegen, sofern diese Verpflichtungen für die Bearbeitung des Antrags erforderlich sind.

2. Die Mitgliedstaaten können insbesondere festlegen, dass

[...]

b) die Antragsteller die in ihrem Besitz befindlichen Dokumente, die für die Prüfung des Antrags sachdienlich sind, wie zum Beispiel ihren Reisepass, vorlegen müssen;

[...] ».

Artikel 4 Absatz 2 der Richtlinie 2011/95/EU bestimmt:

« Zu den [...] Anhaltspunkten gehören Angaben des Antragstellers zu Alter und familiären und sozialen Verhältnissen - auch der betroffenen Verwandten -, Identität, Staatsangehörigkeit(en), Land/Ländern und Ort(en) des früheren Aufenthalts, früheren Asylanträgen, Reisewegen und Reisedokumenten sowie zu den Gründen für seinen Antrag auf internationalen Schutz und sämtliche ihm zur Verfügung stehenden Unterlagen zu diesen Angaben ».

Artikel 13 der Verfahrensrichtlinie ermöglicht es den Mitgliedstaaten, den Personen, die internationalen Schutz beantragen, die Vorlage von Dokumenten zum Nachweis ihrer Identität oder ihrer Staatsangehörigkeit aufzuerlegen. Er sieht nichts in Bezug auf die Modalitäten der Einbehaltung, insbesondere bezüglich der Dauer und der Rückgabe der hinterlegten Dokumente vor.

Der Gerichtshof prüft, ob bei dem Eingriff die in B.9.1 erwähnten Bedingungen eingehalten werden.

B.21.1. Nach der Begründung ist die Einbehaltung der Originale der Identitäts- und Reisedokumente der Personen, die internationalen Schutz beantragen, für die gesamte Dauer des Verfahrens aus den folgenden Gründen gerechtfertigt:

« 2° Le paragraphe 2 nouveau vise à introduire dans la loi certains des principes liés au dépôt de pièces justificatives par le demandeur de protection internationale, qui étaient réglés jusqu'à présent par l'article 23 de l'arrêté royal du 11 juillet 2003 fixant la procédure devant le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides ainsi que son fonctionnement. Il s'agit du pendant de l'obligation faite au demandeur de protection internationale de présenter tous les éléments nécessaires pour étayer sa demande, visée au paragraphe 1^{er}. En effet, lorsque le demandeur présente des pièces justificatives devant les instances chargées de l'examen de la demande de protection internationale, se pose la question du dépôt de ces pièces au dossier, de leur conservation et de leur restitution.

Le premier alinéa a trait à la conservation par les instances chargées de l'examen de la demande de documents nationaux ou internationaux originaux de nature à établir l'identité ou la nationalité du demandeur, et constitue une transposition de l'article 13.1 de la directive 2013/32/UE et de l'article 4.2 de la directive 2011/95/UE. L'utilisation de documents d'identité et de voyage par le demandeur pendant l'instruction de sa demande de protection internationale est, en effet, incompatible avec sa sollicitation de la protection internationale dans le Royaume. Par ailleurs, comme mentionné plus haut, l'établissement de l'identité et de la nationalité du demandeur est un élément central de l'examen de la demande de protection internationale, tout au long de celle-ci. La conservation des pièces originales de nature à établir cette identité et cette nationalité permet dès lors aux instances chargées de l'examen de la demande de faire, tout au long de la procédure, les vérifications nécessaires à cet égard. Le demandeur de protection internationale est tenu de déposer ces pièces le plus vite possible, et ce dès la présentation de sa demande de protection internationale, et son enregistrement auprès du ministre ou de son délégué.

Cet alinéa prévoit ainsi la conservation obligatoire, dans le dossier administratif, des documents d'identité originaux déposés. En effet, dès lors qu'il s'agit de pièces ayant trait à un élément central de l'examen de la demande de protection internationale et vu qu'il est indispensable que ces pièces puissent suivre le dossier administratif et être examinées par l'instance chargée de l'examen de la demande qui en est saisie, ce n'est pas l'autorité qui a réceptionné les pièces qui en assure la conservation de manière exclusive, mais bien l'instance chargée de l'examen de la demande de protection internationale, lorsqu'elle est mise en possession du dossier administratif. Aussi, si les pièces sont déposées au Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides et qu'un recours a été introduit contre sa décision devant le Conseil du Contentieux des Etrangers, le dossier administratif est transmis au Conseil, conformément aux articles 39/72, 39/77 ou 39/77/1 en ce y compris les documents d'identité déposés au Commissariat général. De même, le Conseil devra faire en sorte de restituer le dossier administratif au Commissariat général, en ce compris les pièces d'identité qui auraient été déposées en cours de procédure de recours devant lui » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, SS. 37-38).

B.21.2. Die Pflicht der Personen, die internationalen Schutz beantragen, die Originale der nationalen und internationalen Dokumente zur Feststellung ihrer Identität beziehungsweise Staatsangehörigkeit zu hinterlegen, und die obligatorische Abgabe dieser Dokumente für ihre Einbehaltung in der Akte während der Prüfung des Antrags stellen einen Eingriff in das Recht auf Achtung des Privatlebens der betroffenen Antragsteller dar.

Die Hinterlegung der Originale der nationalen und internationalen Dokumente zur Feststellung der Identität beziehungsweise Staatsangehörigkeit des Antragstellers und ihre Einbehaltung in der Akte während der Prüfung des Antrags auf internationalen Schutz sind vom Gesetz vorgesehen und verfolgen ein legitimes Ziel, nämlich die Feststellung und gegebenenfalls die Überprüfung der Identität und der Staatsangehörigkeit der Person, die internationalen Schutz beantragt, die im Gesamtzusammenhang des Asylsystems, der Bekämpfung der illegalen Einwanderung und des Schutzes der öffentlichen Ordnung und der nationalen Sicherheit ein zentrales Element bei der Prüfung des Antrags darstellt.

Insofern mit ihr das angestrebte Ziel erreicht werden kann, ist die strittige Maßnahme sachdienlich.

Es ist noch zu prüfen, ob diese Maßnahme nicht unverhältnismäßig ist, insoweit sie über das hinausgeht, was zur Erreichung des verfolgten Ziels notwendig wäre.

B.21.3. Die Pflicht, die der Person, die internationalen Schutz beantragt, auferlegt wird, die Originale der Dokumente zur Feststellung ihrer Identität oder Staatsangehörigkeit so schnell wie möglich zu hinterlegen, soll es den mit der Prüfung des Antrags beauftragten Behörden ermöglichen, die Echtheit dieser Dokumente zu prüfen. Diese Maßnahme geht nicht über das zur Erreichung des verfolgten Ziels Notwendige hinaus.

Außerdem heißt es in der angefochtenen Bestimmung, dass die vorerwähnten Dokumente für die gesamte Dauer der Bearbeitung des Antrags auf internationalen Schutz in der Verwaltungsakte einbehalten werden. Der Gesetzgeber hat diese Maßnahme für notwendig gehalten, um es nicht nur dem GKFS, sondern gegebenenfalls auch dem Rat für Ausländerstreitsachen zu ermöglichen, die Echtheit der erwähnten Dokumente zu untersuchen (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, SS. 38 und 39).

B.21.4. Die strittige Maßnahme bedeutet im Prinzip, dass den betroffenen Antragstellern der Besitz ihrer Originale während dieses ganzen Zeitraums entzogen wird. Die vorzeitige *Ad-hoc*-Rückgabe kann beantragt werden, sofern sie notwendig ist und gültig begründet wird. Die mit der Prüfung des Antrags beauftragten Behörden prüfen diesen Antrag.

B.21.5. Insofern es dem GKFS gestattet ist, die Originale für die zur Prüfung ihrer Echtheit tatsächlich notwendige Dauer in der Akte einzubehalten, und unter Berücksichtigung des Umstands, dass der Antragsteller in jedem Fall die Rückgabe dieser Dokumente beantragen kann, wenn er sie benötigt, geht die angefochtene Maßnahme nicht über das hinaus, was zur Erreichung der Ziele des Gesetzgebers notwendig ist.

B.21.6. Das Ziel, es dem Rat für Ausländerstreitsachen zu ermöglichen, diese Dokumente zu prüfen, kann es hingegen nicht rechtfertigen, dass sie über die Dauer hinaus, die unbedingt notwendig ist, um dem GKFS ihre Prüfung zu ermöglichen, einbehalten werden. Der Rat für Ausländerstreitsachen ist nämlich aufgrund von Artikel 39/62 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 ermächtigt, sich von den Parteien alle Schriftstücke und Informationen über die Sachen, über die er befinden muss, aushändigen zu lassen. Falls dies notwendig ist, kann er daher die Aushändigung von Identitätsdokumenten verlangen und sie seinerseits für den unbedingt für ihre Prüfung notwendigen Zeitraum einbehalten. Schließlich muss der Rat, wenn er die vorgelegten Dokumente ablehnt, nicht beweisen, dass sie gefälscht sind, sondern kann sich auf die Angabe beschränken, dass diese Dokumente keine oder keine ausreichende Beweiskraft haben (RAS, 4. Juni 2020, Nr. 236 399).

B.22. Insofern Artikel 48/6 § 2 Absatz 1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 vorsieht, dass die Originaldokumente zur Feststellung der Identität beziehungsweise der Staatsangehörigkeit der Person, die internationalen Schutz beantragt, grundsätzlich für die gesamte Dauer der Antragsbearbeitung in der Verwaltungsakte einbehalten werden müssen, verstößt er gegen das Recht auf Achtung des Privatlebens der betroffenen Ausländer.

B.23. Der erste Teil des vierten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 7008 ist begründet. Somit sind Artikel 48/6 § 2 Absatz 1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 in der durch den angefochtenen Artikel 10 ersetzten Fassung sowie Absatz 4 derselben Bestimmung, der untrennbar mit ihm verbunden ist, für nichtig zu erklären.

Die Vorlage der für die Prüfung des Antrags wichtigen Sachverhalte (Artikel 48/6 § 1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980)

B.24. Der fünfte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 7008 ist abgeleitet aus einem Verstoß durch Artikel 10 des Gesetzes vom 21. November 2017 gegen die Artikel 10, 11 und 22 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit den Artikeln 4 Nummer 11, 5, 6 Absatz 1 Buchstabe a und 7 der Datenschutz-Grundverordnung, mit den Artikeln 7 und 8 der Charta, mit Artikel 16 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union (nachstehend: AEUV) und mit Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention.

Aus der Klageschrift geht hervor, dass sich der Klagegrund im Einzelnen auf Artikel 48/6 § 1 Absatz 4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 bezieht.

B.25.1. In Anwendung dieser Bestimmung können die mit der Prüfung des Antrags auf internationalen Schutz beauftragten Behörden, wenn sie berechtigte Gründe für die Annahme haben, dass der Antragsteller Informationen, Unterlagen, Dokumente oder andere Sachverhalte, die für eine korrekte Prüfung des Antrags wichtig sind, zurückhält, ihn auffordern, diese Sachverhalte vorzulegen. Die Vorlage dieser Sachverhalte muss unverzüglich und unabhängig vom Datenträger erfolgen. Weigert sich der Antragsteller, diese Sachverhalte vorzulegen, ohne eine hinreichende Erklärung abzugeben, kann dies einen Hinweis für seine Weigerung darstellen, der ihm obliegenden Mitwirkungspflicht nachzukommen.

B.25.2. In der Begründung heißt es:

« Il relève du pouvoir d'appréciation des instances chargées de l'examen de la demande d'évaluer, dans chaque dossier, et en fonction des éléments pertinents de l'espèce, si de telles bonnes raisons sont présentes dans le cas concret, sans que cela ne doive donner lieu à une motivation particulière à cet égard. En effet, le fait d'inviter le demandeur à soumettre les éléments susvisés et que celui-ci y réponde ne constitue qu'une variante du devoir de coopération dans son chef, tout comme l'est le fait de répondre aux questions relatives à sa vie privée qui lui sont posées par les instances chargées de l'examen de la demande. Par exemple, et de manière non limitative, pourraient ainsi constituer de bonnes raisons au sens de cet alinéa la présence de déclarations lacunaires (imprécises, incohérentes, inconsistantes, contradictoires, et/ou invraisemblables etc.) dans le chef du demandeur sur des points importants de sa demande; la présence d'incohérences ou de contradictions entre les déclarations du demandeur et d'autres informations disponibles par ailleurs; le fait que le demandeur présente un profil tel qu'il pourrait être amené à vouloir minimiser ou au contraire amplifier certains aspects de son vécu, ayant un impact sur l'évaluation de la réalité de la crainte et des problèmes qu'il pourrait rencontrer en cas de retour, de même que sur l'application éventuelle de causes de retrait, de cessation, voire d'exclusion des statuts de protection internationale etc.

[...]

L'invitation à produire les éléments en question a pour objet de permettre au demandeur de soumettre aux instances chargées de l'examen de la demande lesdits éléments, avec son consentement, afin qu'il se conforme à son obligation de collaboration et que lesdites instances puissent avoir accès à ces éléments et les examiner aux fins de l'évaluation de la demande de protection internationale. L'instance saisie peut inviter le demandeur à ce qu'il présente les éléments en question sans délai. Cette hypothèse vise la situation où, au cours de l'entretien personnel au Commissariat général, ce dernier demande à ce que les éléments visés lui soient présentés sur-le-champ pour examen. Ceci se fait sans préjudice de toute demande de renseignements qui pourra, par ailleurs, être adressée à l'intéressé, par le CGRA ou de toute demande de communication de pièces formulée par le CCE sur base de l'article 39/62. Cet alinéa prévoit également que la production des éléments en question peut se faire quel que soit le support des éléments sollicités. Cela implique que ce support puisse être de toute nature. Il peut donc s'agir de tout support matériel ou immatériel, en ce compris toute pièce, tout document, tout objet, tout appareil de communication (téléphone portable, tablette, ordinateur portable,...), tout compte de réseau social sur Internet (Facebook,...), tout échange de courrier (y compris électronique), tout support informatique (clé USB, CD-ROM), carte mémoire,...) susceptible de contenir les éléments susvisés et auquel les instances chargées de l'examen peuvent demander à avoir accès afin de prendre connaissance de leur contenu aux fins de l'évaluation de la demande de protection internationale de l'intéressé » (*Parl. Dok., Kammer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, SS. 34-35*).

Im Ausschuss der Kammer hat der Staatssekretär für Asyl und Migration diesbezüglich erläutert:

« Si le demandeur est d'accord de produire ces documents ou d'accorder l'accès ou la consultation de son espace privé d'un site de réseau social, de son gsm, etc., cette consultation a lieu en sa présence et avec son consentement. C'est le CGRA qui procède à la consultation afin de pouvoir vérifier des éléments essentiels de la demande, tels que l'identité, la nationalité, la région d'origine ou d'autres faits ou éléments importants de la demande. D'autres éléments (non pertinents pour l'évaluation) ne sont pas utilisés » (*Parl. Dok., Kammer, 2017-2018, DOC 54-2548/008, S. 8*).

In der Begründung ist der Fall angesprochen, in dem sich die Person, die internationalen Schutz beantragt, weigert, die verlangten Sachverhalte anzugeben:

« Le demandeur peut décliner l'invitation faite par les instances chargées de l'examen de la demande, et refuser de soumettre à celles-ci les éléments sollicités. Ce refus ne peut justifier à lui seul un refus de la protection internationale, mais pourra être considéré comme un indice du refus de collaborer du demandeur, à moins qu'il n'apporte une explication satisfaisante à cet égard. Est une explication satisfaisante l'explication qui, compte tenu de l'ensemble des éléments du dossier et des particularités de celui-ci, ainsi que des circonstances personnelles et individuelles du demandeur, justifie valablement le refus du demandeur de soumettre les informations demandées ou de donner accès à ces informations. Vu que l'invitation au demandeur de présenter certaines informations portera nécessairement sur des éléments essentiels de sa demande (identité, nationalité, région d'origine, faits/ éléments importants de la demande, etc.), le caractère satisfaisant de l'explication sera apprécié à la lueur de l'importance de l'information recherchée pour l'évaluation de la demande de protection internationale et des circonstances de l'espèce pertinentes, par exemple, l'impact que la production de cette information pourra avoir sur le demandeur ou un tiers, l'impossibilité ou les difficultés importantes pour le demandeur d'accéder à cette information (parce qu'il n'y a jamais eu accès ou n'y a plus accès, p.ex.), etc. Cette explication devra être dûment étayée et circonstanciée. De facto, vu l'importance des éléments recherchés dans le cadre de l'examen de la demande de protection internationale, le degré d'exigence quant à l'explication donnée sera tel que les cas où une explication sera jugée satisfaisante seront restreints. Malgré le caractère exceptionnel des situations où une explication sera estimée satisfaisante, de telles situations pourront se présenter et il y aura lieu d'en tenir compte. L'évaluation du caractère satisfaisant de l'explication relève du pouvoir d'appréciation des instances chargées de l'examen de la demande de protection internationale. Au demeurant, si l'explication est jugée satisfaisante, mais qu'un élément central de la demande fait défaut ou n'est pas valablement étayé (que ce soit par des déclarations ou des pièces jugées satisfaisantes) et que, dès lors, les instances chargées de l'examen de la demande ne sont pas en mesure de se prononcer sur cet aspect de la demande, bien que le défaut de collaboration de l'intéressé ne puisse être soulevé, la demande sera néanmoins examinée sur base des seuls éléments présents au dossier administratif du demandeur et ces instances pourront, le cas échéant, constater qu'elles se trouvent dans l'impossibilité d'évaluer la situation réelle du demandeur » (*Parl. Dok., Kammer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, SS. 35-36*).

Was die Vereinbarkeit der angefochtenen Bestimmung mit dem Recht auf Achtung des Privatlebens betrifft, heißt es in der Begründung:

« Cet alinéa est conforme à la loi relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel du 8 décembre 1992 (M.B., 18 mars 1993). En effet, la mission des instances chargées de l'examen de la demande de protection internationale consiste principalement à récolter auprès du demandeur les informations pertinentes en vue de l'évaluation de sa demande. Ces informations pertinentes relèvent essentiellement du vécu personnel du demandeur de protection internationale, de son profil et d'éléments de sa vie privée qu'il est amené à exposer, de manière confidentielle (dans les limites de ce qui est prévu à l'article 57/27 de la loi), principalement sur base de ses déclarations, éventuellement appuyées par des éléments de preuve documentaire ou autre. En matière d'asile, l'administration de la preuve étant libre (V. not. CCE, n° 115 491 du 11 décembre 2013; CCE, n° 101 089 du 18 avril 2013; CCE, n° 98 253 du 28 février 2013), tout élément peut donc participer à l'évaluation de la demande. En soumettant une demande de protection internationale, ce qui constitue une démarche délibérée dans son chef en vue de la reconnaissance ou de l'octroi d'un droit, le demandeur se soumet aux obligations de coopération visées à l'alinéa premier et se doit de répondre aux sollicitations des instances chargées d'examiner sa demande, dès lors que ces sollicitations visent à évaluer cette demande, et in fine le besoin de protection dans son chef. L'accès, la récolte et le traitement de ces informations à caractère privé se font donc de manière consentie et participent, de manière loyale et légitime, à l'établissement de faits nécessaires à l'exercice de la mission poursuivie par les instances chargées de l'examen de la demande » (ebenda, SS. 36-37).

In den Vorarbeiten heißt es, dass durch die angefochtene Bestimmung eine bestehende Praxis konkretisiert wird, sodass sie den zuständigen Behörden keine neue Befugnis überträgt:

« La possibilité de mise à disposition de smartphones et d'autres équipements informatiques existe déjà à l'heure actuelle. Le projet de loi à l'examen ne confie donc pas en la matière de nouvelle compétence au CGRA.

L'objectif de la disposition relative aux équipements informatiques est d'opérer la distinction par rapport aux mesures existant dans des pays comme la Norvège et le Danemark, qui vont encore plus loin. Dans ces pays, les services de police ont la possibilité d'imposer - sous le contrôle du parquet - l'examen de ce matériel dès l'enregistrement de la demande d'asile.

[...]

On constate qu'un certain nombre de personnes ne communiquent pas les documents qu'elles possèdent et ne donnent pas une image fidèle de leur situation, alors qu'elles pourraient peut-être bénéficier d'une reconnaissance. Le CGRA exhorte ces personnes à transmettre un maximum de documents et à dire la vérité » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2548/002, SS. 96-97; siehe ebenfalls ebenda, SS. 27 und 84).

B.25.3. Als sich die angefochtene Bestimmung in der Ausarbeitung befand, war sie Gegenstand von kritischen Stellungnahmen des Ausschusses für den Schutz des Privatlebens (Stellungnahme Nr. 57/2017, 11. Oktober 2017 CO-A-2017-047) sowie des Hohen Flüchtlingskommissars der Vereinten Nationen (Stellungnahme vom 4. Oktober 2017, *Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2548/004). Als Antwort auf diese Kritik hat der Staatssekretär für Asyl und Migration angekündigt, dass ein königlicher Erlass auf der Grundlage von Artikel 57/24 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 ergehen und eine Reihe von zusätzlichen Garantien vorsehen werde:

« Ces garanties supplémentaires concerneront la manière concrète dont l'accès aux supports informatiques ou aux moyens de communication sera donné au collaborateur du CGRA, les modalités (éventuellement techniques) de conservation des données, la teneur précise de ce qui doit être conservé et le mode de sécurisation de ces données. L'arrêté royal comprendra entre autres les garanties suivantes :

- avant consultation, l'intéressé sera informé des raisons pour lesquelles la consultation est demandée et de la possibilité de refus (en mentionnant les conséquences éventuelles);
- l'intéressé devra avoir clairement donné son autorisation;
- seules les informations que l'intéressé souhaite mettre à disposition seront consultées;
- la consultation ne sera possible qu'au moment de l'audition;
- seules les informations pertinentes dans le cadre de l'appréciation de la demande d'asile seront consultées;
- seuls les éléments pertinents pour le dossier seront mentionnés dans l'appréciation de la demande d'asile » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2017-2018, DOC 54-2548/008, S. 5).

In der angefochtenen Bestimmung wird der König weder ausdrücklich ermächtigt, die konkreten Modalitäten ihrer Umsetzung zu bestimmen, noch besondere Garantien zur Wahrung des Rechts auf Achtung des Privatlebens der betroffenen Personen, die internationalen Schutz beantragen, vorzusehen.

B.26.1. Wie in B.9.1 erwähnt, gewährleisten Artikel 22 der Verfassung, Artikel 7 der Charta und Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention das Recht auf Achtung des Privatlebens.

B.26.2. In Artikel 8 der Charta und Artikel 16 des AEUV ist das Recht jeder Person auf Schutz der sie betreffenden personenbezogenen Daten verankert.

B.26.3. Artikel 4 Nummer 11 der Datenschutz-Grundverordnung bestimmt:

« Im Sinne dieser Verordnung bezeichnet der Ausdruck:

[...]

11. ' Einwilligung ' der betroffenen Person jede freiwillig für den bestimmten Fall, in informierter Weise und unmissverständlich abgegebene Willensbekundung in Form einer Erklärung oder einer sonstigen eindeutigen bestätigenden Handlung, mit der die betroffene Person zu verstehen gibt, dass sie mit der Verarbeitung der sie betreffenden personenbezogenen Daten einverstanden ist ».

Artikel 6 der Datenschutz-Grundverordnung bestimmt:

« Die Verarbeitung ist nur rechtmäßig, wenn mindestens eine der nachstehenden Bedingungen erfüllt ist:

a) Die betroffene Person hat ihre Einwilligung zu der Verarbeitung der sie betreffenden personenbezogenen Daten für einen oder mehrere bestimmte Zwecke gegeben;

[...]

e) die Verarbeitung ist für die Wahrnehmung einer Aufgabe erforderlich, die im öffentlichen Interesse liegt oder in Ausübung öffentlicher Gewalt erfolgt, die dem Verantwortlichen übertragen wurde;

2. Die Mitgliedstaaten können spezifischere Bestimmungen zur Anpassung der Anwendung der Vorschriften dieser Verordnung in Bezug auf die Verarbeitung zur Erfüllung von Absatz 1 Buchstaben c und e beibehalten oder einführen, indem sie spezifische Anforderungen für die Verarbeitung sowie sonstige Maßnahmen präziser bestimmen, um eine rechtmäßig und nach Treu und Glauben erfolgende Verarbeitung zu gewährleisten, einschließlich für andere besondere Verarbeitungssituationen gemäß Kapitel IX.

3. Die Rechtsgrundlage für die Verarbeitungen gemäß Absatz 1 Buchstaben c und e wird festgelegt durch

a) Unionsrecht oder

b) das Recht der Mitgliedstaaten, dem der Verantwortliche unterliegt.

Der Zweck der Verarbeitung muss in dieser Rechtsgrundlage festgelegt oder hinsichtlich der Verarbeitung gemäß Absatz 1 Buchstabe e für die Erfüllung einer Aufgabe erforderlich sein, die im öffentlichen Interesse liegt oder in Ausübung öffentlicher Gewalt erfolgt, die dem Verantwortlichen übertragen wurde. Diese Rechtsgrundlage kann spezifische Bestimmungen zur Anpassung der Anwendung der Vorschriften dieser Verordnung enthalten, unter anderem Bestimmungen darüber, welche allgemeinen Bedingungen für die Regelung der Rechtmäßigkeit der Verarbeitung durch den Verantwortlichen gelten, welche Arten von Daten verarbeitet werden, welche Personen betroffen sind, an welche Einrichtungen und für welche Zwecke die personenbezogenen Daten offengelegt werden dürfen, welcher Zweckbindung sie unterliegen, wie lange sie gespeichert werden dürfen und welche Verarbeitungsvorgänge und -verfahren angewandt werden dürfen, einschließlich Maßnahmen zur Gewährleistung einer rechtmäßig und nach Treu und Glauben erfolgenden Verarbeitung, wie solche für sonstige besondere Verarbeitungssituationen gemäß Kapitel IX. Das Unionsrecht oder das Recht der Mitgliedstaaten müssen ein im öffentlichen Interesse liegendes Ziel verfolgen und in einem angemessenen Verhältnis zu dem verfolgten legitimen Zweck stehen.

[...] ».

Artikel 7 der Datenschutz-Grundverordnung bestimmt:

« 1. Beruht die Verarbeitung auf einer Einwilligung, muss der Verantwortliche nachweisen können, dass die betroffene Person in die Verarbeitung ihrer personenbezogenen Daten eingewilligt hat.

2. Erfolgt die Einwilligung der betroffenen Person durch eine schriftliche Erklärung, die noch andere Sachverhalte betrifft, so muss das Ersuchen um Einwilligung in verständlicher und leicht zugänglicher Form in einer klaren und einfachen Sprache so erfolgen, dass es von den anderen Sachverhalten klar zu unterscheiden ist. Teile der Erklärung sind dann nicht verbindlich, wenn sie einen Verstoß gegen diese Verordnung darstellen.

3. Die betroffene Person hat das Recht, ihre Einwilligung jederzeit zu widerrufen. Durch den Widerruf der Einwilligung wird die Rechtmäßigkeit der aufgrund der Einwilligung bis zum Widerruf erfolgten Verarbeitung nicht berührt. Die betroffene Person wird vor Abgabe der Einwilligung hiervon in Kenntnis gesetzt. Der Widerruf der Einwilligung muss so einfach wie die Erteilung der Einwilligung sein.

4. Bei der Beurteilung, ob die Einwilligung freiwillig erteilt wurde, muss dem Umstand in größtmöglichem Umfang Rechnung getragen werden, ob unter anderem die Erfüllung eines Vertrags, einschließlich der Erbringung einer Dienstleistung, von der Einwilligung zu einer Verarbeitung von personenbezogenen Daten abhängig ist, die für die Erfüllung des Vertrags nicht erforderlich sind ».

B.27. Die klagenden Parteien machen im ersten Teil geltend, dass die Einwilligung der Person, die internationalen Schutz beantragt, zur Erhebung und Verarbeitung der sie betreffenden personenbezogenen Daten keine freiwillige Einwilligung im Sinne der Datenschutz-Grundverordnung sei, da die Weigerung des Antragstellers, die von der Verwaltung für eine korrekte Prüfung des Antrags für wichtig erachteten Sachverhalte vorzulegen, als Hinweis für seine Weigerung angesehen werden könne, seiner Mitwirkungspflicht nachzukommen, was sich negativ auf die Bearbeitung des Antrags auswirken könne.

B.28.1. Aus den in B.25.2 zitierten Vorarbeiten geht hervor, dass mit der in Artikel 48/6 § 1 Absatz 4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 vorgesehenen Befugnis der mit der Prüfung des Antrags auf internationalen Schutz beauftragten Behörden, den Antragsteller aufzufordern, bestimmte Sachverhalte vorzulegen, bezweckt wird, diesen Behörden die Prüfung und Feststellung der zur Beurteilung des bei ihnen gestellten Antrags auf internationalen Schutz notwendigen Sachverhalte zu ermöglichen.

Im Gegensatz zu dem, was die klagenden Parteien vorbringen, beruht die Rechtmäßigkeit der Verarbeitung der in dem vorerwähnten Artikel 48/6 § 1 Absatz 4 erwähnten Daten nicht allein auf der Einwilligung der betroffenen Personen, sondern auch auf der Notwendigkeit der Verarbeitung im Hinblick auf die Wahrnehmung einer Aufgabe, die im öffentlichen Interesse liegt oder in Ausübung öffentlicher Gewalt erfolgt, die dem Verantwortlichen übertragen wurde, im Sinne von Artikel 6 Absatz 1 Buchstabe e der Datenschutz-Grundverordnung. Diese Aufgabe entspricht bei sensiblen personenbezogenen Daten den Gründen eines erheblichen öffentlichen Interesses im Sinne von Artikel 9 Absatz 2 Buchstabe g der Datenschutz-Grundverordnung.

Der erste Teil des Klagegrunds beruht daher auf einer falschen Prämisse.

B.28.2. Der erste Teil des fünften Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 7008 ist unbegründet.

B.29. Die klagenden Parteien führen im zweiten Teil an, dass die angefochtene Bestimmung einen unverhältnismäßigen Eingriff in das Privatleben der Personen, die internationalen Schutz beantragen, zur Folge habe. Dieser Eingriff sei diskriminierend, insofern er mit geringeren Garantien verbunden sei als den Garantien, die im Rahmen einer strafrechtlichen Ermittlung vorgesehen seien.

B.30. Wie in B.9.1 erwähnt, schließt das Recht auf Achtung des Privatlebens einen Eingriff einer Behörde nicht aus, sofern dieser Eingriff durch eine ausreichend präzise gesetzliche Bestimmung erlaubt wird, er einem zwingenden gesellschaftlichen Bedürfnis entspricht und er im Verhältnis zu dem damit angestrebten rechtmäßigen Ziel steht.

Der Gerichtshof der Europäischen Union hat zu einem psychologischen Gutachten, das von der Asylbehörde im Rahmen des Verfahrens zur Prüfung des Antrags auf internationalen Schutz angeordnet wurde, geurteilt:

« [Der] Grundsatz der Verhältnismäßigkeit [...] verlangt, dass die erlassenen Maßnahmen nicht die Grenzen dessen überschreiten, was zur Erreichung der mit der fraglichen Regelung zulässigerweise verfolgten Ziele geeignet und erforderlich ist, wobei die durch sie verursachten Nachteile nicht außer Verhältnis zu den angestrebten Zielen stehen dürfen »

und

« In diesem Zusammenhang kann ein Eingriff in das Privatleben eines Antragstellers zwar durch die Suche nach Anhaltspunkten gerechtfertigt sein, die eine Einschätzung ermöglichen, inwieweit der Antragsteller tatsächlich internationalen Schutzes bedarf; es ist jedoch Sache der Asylbehörde, unter gerichtlicher Kontrolle zu beurteilen, ob ein psychologisches Gutachten, das sie anfordern beabsichtigt oder berücksichtigen möchte, im Hinblick auf die Verwirklichung dieses Ziels geeignet und erforderlich ist » (EuGH, 25. Januar 2018, C-473/16, *F. gegen Bevándorlási és Állampolgársági Hivatal*, Randnrn. 56 und 57).

B.31. Die mit der Prüfung des Antrags auf internationalen Schutz beauftragten Behörden verfügen über einen breiten Ermessensspielraum in Bezug darauf, ob es zweckmäßig ist, den Antragsteller aufzufordern, Informationen, Unterlagen, Dokumente oder andere Sachverhalte vorzulegen, die sie für eine korrekte Prüfung des Antrags für wichtig erachten. Die « berechtigten Gründe », die eine solche Aufforderung rechtfertigen, beziehen sich zum Beispiel auf lückenhafte Aussagen des Antragstellers zu den wichtigen Punkten seines Antrags oder auf vorhandene Unstimmigkeiten oder Widersprüche zwischen den Aussagen des Antragstellers und anderen außerdem verfügbaren Informationen (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, S. 34).

Diese Sachverhalte müssen unverzüglich vorgelegt werden. In den in B.25.2 zitierten Vorarbeiten ist präzisiert, dass sich dieses Erfordernis auf die Situation bezieht, in der der GKFS die Vorlage von wichtigen Sachverhalten bei der persönlichen Anhörung verlangt (ebenda, S. 35). Die Sachverhalte müssen zudem unabhängig vom Datenträger vorgelegt werden, womit die Vorlage von materiellen oder immateriellen Datenträgern jeder Art wie Kommunikationsgeräten (Mobiltelefon, Tablet-PC, Laptop) oder der Zugang zu einem sozialen Netzwerk im Internet, zu einem elektronischen Postfach oder zu Korrespondenz gemeint ist (ebenda). Wie es der Staatssekretär für Asyl und Migration im Ausschuss der Kammer erläutert hat, nimmt der GKFS die Einsichtnahme in die für wichtig erachteten Sachverhalte in Anwesenheit des Antragstellers und mit seiner Einwilligung vor, um wichtige Sachverhalte des Antrags überprüfen zu können (*Parl. Dok.*, Kammer, 2017-2018, DOC 54-2548/008, S. 8). Nur die für den Antrag maßgeblichen Sachverhalte, das heißt diejenigen, die für eine korrekte Prüfung des Antrags wichtig sind, werden verwendet (ebenda). Weigert sich der Antragsteller, die verlangten wichtigen Sachverhalte vorzulegen, ohne eine hinreichende Erklärung abzugeben, kann dies einen Hinweis für seine Weigerung darstellen, der ihm obliegenden Mitwirkungspflicht nachzukommen, aber dies darf eine Ablehnung des internationalen Schutzes nicht allein rechtfertigen (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, S. 35).

B.32. Die angefochtene Bestimmung hat, insofern sie es gestattet, Personen, die internationalen Schutz beantragen, aufzufordern, wichtige Sachverhalte zu ihrem Privatleben vorzulegen, einen Eingriff in deren Recht auf Achtung des Privatlebens und auf den Schutz personenbezogener Daten zur Folge. Unter Berücksichtigung der Situation der besonderen Schutzbedürftigkeit des Antragstellers und der negativen Konsequenzen, die eine Weigerung seinerseits, die von den mit der Prüfung seines Antrags beauftragten Behörden verlangten Sachverhalte vorzulegen, auf dessen Einschätzung haben könnte, erfolgt diese Einwilligung nicht zwangsläufig aus freien Stücken und erlaubt in jedem Fall nicht den Schluss, dass kein Eingriff vorliegt (im gleichen Sinne: , EuGH, 25. Januar 2018, C-473/16, *F. gegen Bevándorlási és Állampolgársági Hivatal*, vorerwähnt, Randnrn. 53 und 54).

Es obliegt dem Gerichtshof zu prüfen, ob der Eingriff mit den im Klagegrund geltend gemachten Bestimmungen vereinbar ist. Es ist zu prüfen, ob bei dem Eingriff die in B.30 erwähnten Bedingungen eingehalten werden. Da die in Anwendung der angefochtenen Bestimmung erhobenen Daten sensible personenbezogene Daten sein können, wird im Rahmen dieser Prüfung ebenfalls der in B.9.2 zitierte Artikel 9 der Datenschutz-Grundverordnung berücksichtigt. Diese Bestimmung erlaubt die Verarbeitung der vorerwähnten sensiblen Daten, wenn sie aus Gründen eines erheblichen öffentlichen Interesses erforderlich ist, insbesondere indem angemessene und spezifische Maßnahmen zur Wahrung der Grundrechte und Interessen der betroffenen Person ergriffen werden.

Wie der Ministerrat anmerkt, sind der von der angefochtenen Bestimmung vorgesehene Mechanismus einerseits und die Beschlagnahme eines Datenverarbeitungssystems oder die Suche darin im Rahmen einer strafrechtlichen Ermittlung andererseits Bestandteil von Verfahren, die unterschiedliche Zwecke verfolgen. Es handelt sich nämlich im ersten Fall um die Prüfung eines Antrags auf internationalen Schutz, in deren Rahmen der Antragsteller die Pflicht hat, die zur Begründung seines Antrags notwendigen Sachverhalte vorzulegen, und im zweiten Fall um die Ermittlung und Ahndung von Straftaten, die bestimmte Eingriffe in das Privatleben der betroffenen Personen, gegebenenfalls gegen ihren Willen, rechtfertigen. Gleichwohl muss die angefochtene Bestimmung mit dem Recht auf Achtung des Privatlebens und auf Schutz personenbezogener Daten, das von den im Klagegrund genannten Bestimmungen gewährleistet wird, vereinbar sein.

B.33.1. Durch die angefochtene Bestimmung soll es den mit der Prüfung des Antrags auf internationalen Schutz beauftragten Behörden ermöglicht werden, die Überprüfung und Feststellung der zur Beurteilung des bei ihnen gestellten Antrags auf internationalen Schutz notwendigen Sachverhalte vorzunehmen. Dieses Ziel ist legitim. Es stellt außerdem, wie in B.28.1 erwähnt, einen Grund eines erheblichen öffentlichen Interesses im Sinne von Artikel 9 Absatz 2 Buchstabe g der Datenschutz-Grundverordnung dar.

B.33.2. Die Möglichkeit der zuständigen Behörden, den Antragsteller aufzufordern, Informationen, Unterlagen, Dokumente oder andere Sachverhalte, die für eine korrekte Prüfung des Antrags wichtig sind, vorzulegen, ist im Hinblick auf das verfolgte Ziel sachdienlich, da sie es ihnen ermöglicht, den Bedarf an internationalem Schutz des Antragstellers zu beurteilen.

B.33.3. Durch das Erfordernis, dass die mit der Prüfung des Antrags auf internationalen Schutz beauftragten Behörden berechtigte Gründe für die Annahme haben müssen, dass der Antragsteller Informationen, Unterlagen, Dokumente oder andere Sachverhalte, die für eine korrekte Prüfung des Antrags wichtig sind, zurückhält, um ihn aufzufordern, diese Sachverhalte vorzulegen, kann die Ermessenbefugnis dieser Behörden eingegrenzt werden.

Die Präzisierung, dass die in der angefochtenen Bestimmung erwähnte Aufforderung zur Vorlage gemäß den in B.25.2 zitierten Vorarbeiten nicht mit einer besonderen Begründung versehen sein muss, ist durch den Umstand gerechtfertigt, dass diese Aufforderung im Rahmen einer Prüfung der für den Antrag maßgeblichen Sachverhalte erfolgt, die in Form eines Austausches von dem Antragsteller und den mit der Prüfung seines Antrags auf internationalen Schutz beauftragten Behörden gemeinsam durchgeführt wird. Sie kann jedoch vernünftigerweise nicht so verstanden werden, dass sie die mit der Prüfung des Antrags beauftragten Behörden davon entbindet, dem Antragsteller oder seinem Rechtsanwalt entweder mündlich oder schriftlich die Gründe mitzuteilen, aus denen sie der Auffassung sind, dass der Antragsteller Informationen, Unterlagen, Dokumente oder andere Sachverhalte, die für eine korrekte Prüfung des Antrags wichtig sind, zurückhält, was beinhaltet zu begründen, inwiefern die vermeintlich zurückgehaltenen Sachverhalte im Hinblick auf die korrekte Prüfung des Antrags wichtig sind.

Außerdem dürfen die zuständigen Behörden nur die Sachverhalte einsehen, die vom Antragsteller auf ihre Aufforderung hin vorgelegt wurden. Was die Sachverhalte betrifft, die in diesem Zusammenhang vorgelegt werden und die in Datenträgern wie einem Kommunikationsgerät oder einem Konto der sozialen Netzwerke im Internet enthalten sind, bedeutet dieser Umstand, dass nur die Informationen, die der Betreffende zur Verfügung stellen möchte, eingesehen werden und dass es den zuständigen Behörden nicht gestattet ist, selbst Suchen auf dem ihnen ausgehändigten Datenträger vorzunehmen.

Schließlich ist festzustellen, dass die Modalitäten für die Einbehaltung der Daten, die in Anwendung von Artikel 48/6 § 1 Absatz 4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 vorgelegt werden, die gleichen sind wie diejenigen für die Daten, die vom Antragsteller aus eigener Initiative vorgelegt werden, so wie sie in Artikel 48/6 § 2 Absatz 2 desselben Gesetzes vorgesehen sind.

B.33.4. Der Eingriff in das Recht des Antragstellers auf Achtung des Privatlebens und auf Schutz personenbezogener Daten hat somit in Anbetracht der verfolgten Zielsetzung keine unverhältnismäßigen Folgen.

B.33.5. Vorbehaltlich der in B.33.3 erwähnten Auslegung ist der zweite Teil des fünften Klagegrunds in der Rechtsache Nr. 7008 unbegründet.

B.34.1. Die klagenden Parteien bemängeln im dritten Teil den Umstand, dass in der angefochtenen Bestimmung im Gegensatz zu dem, was Artikel 5 der Datenschutz-Grundverordnung vorsehe, überhaupt kein Rahmen für die Verarbeitung personenbezogener Daten der Person, die internationalen Schutz beantragt, gesetzt wird, und verweisen auf die kritische Stellungnahme des Ausschusses für den Schutz des Privatlebens.

B.34.2. Die klagenden Parteien weisen nicht nach, inwiefern die angefochtene Bestimmung an sich gegen Artikel 5 der Datenschutz-Grundverordnung, der die auf die Verarbeitungen von personenbezogenen Daten anwendbaren Prinzipien aufführt und dem Verantwortlichen die Verantwortung für deren Einhaltung zuweist, verstoßen würde. Die Kritik, die sie diesbezüglich äußern, betrifft die Anwendung der angefochtenen Bestimmung, die nicht in die Zuständigkeit des Gerichtshofes fällt.

Der dritte Teil des fünften Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 7008 ist unbegründet.

Der Nachweis der Identität und der Staatsangehörigkeit der Person, die internationalen Schutz beantragt (Artikel 48/6 § 1 Absatz 3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980)

B.35. Der zehnte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 7008 bezieht sich auf einen Verstoß durch Artikel 10 des Gesetzes vom 21. November 2017 gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit Artikel 4 der Richtlinie 2011/98/EU, insofern er den Personen, die internationalen Schutz beantragen und die keine « Dokumente zur Feststellung der Identität beziehungsweise der Staatsangehörigkeit » besitzen, gegenüber den Antragstellern, die solche Dokumente besitzen, eine andere Beweislast auferlegt, obgleich einerseits der Begriff der Dokumente zur Feststellung der Identität beziehungsweise der Staatsangehörigkeit nicht eindeutig durch das Gesetz definiert sei und andererseits diese zwei Kategorien von Antragstellern gleich behandelt werden müssten.

Nach Auffassung der klagenden Parteien wird mit der angefochtenen Bestimmung eine Vermutung der fehlenden Glaubwürdigkeit der Antragsteller, die nicht über die vorerwähnten Dokumente verfügen, eingeführt, während es zulässig sein müsse, dass die Antragsteller auf andere Mittel als ordnungsgemäße Identitätsdokumente zurückgreifen könnten.

Aus der Klageschrift geht hervor, dass sich der Klagegrund insbesondere auf Artikel 48/6 § 1 Absatz 3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 bezieht.

B.36. Nach dem in B.18 zitierten Artikel 4 der Richtlinie 2011/95/EU können die Mitgliedstaaten es als Pflicht des Antragstellers betrachten, so schnell wie möglich alle zur Begründung des Antrags auf internationalen Schutz erforderlichen Anhaltspunkte darzulegen, aber er erlegt es ihnen auch auf, unter Mitwirkung des Antragstellers die für den Antrag maßgeblichen Anhaltspunkte zu prüfen (Absatz 1). Zu den erforderlichen Anhaltspunkten gehören insbesondere Angaben des Antragstellers zu Identität und Staatsangehörigkeit(en) und sämtliche ihm zur Verfügung stehenden Unterlagen zu diesen Angaben (Absatz 2). Wenden die Mitgliedstaaten den Grundsatz an, wonach der Antragsteller seinen Antrag auf internationalen Schutz begründen muss, und fehlen für Aussagen des Antragstellers Unterlagen oder sonstige Beweise, so bedürfen diese Aussagen keines Nachweises, wenn mehrere Bedingungen erfüllt sind (Absatz 5).

B.37.1. Aufgrund von Artikel 48/6 § 1 Absatz 1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 obliegt es der Person, die internationalen Schutz beantragt, so schnell wie möglich alle zur Begründung ihres Antrags erforderlichen Sachverhalte darzulegen. Zu den im Rahmen der Prüfung eines Antrags auf internationalen Schutz maßgeblichen Sachverhalten gehören insbesondere Angaben des Antragstellers zu unter anderem Identität und Staatsangehörigkeit(en) und sämtliche Dokumente beziehungsweise Unterlagen in seinem Besitz zu diesen Angaben (Absatz 2). Das Fehlen dieser Sachverhalte und insbesondere eines Nachweises in Sachen Identität oder Staatsangehörigkeit - beides Kernelemente im Verfahren der Prüfung eines Antrags auf internationalen Schutz - werden nach der angefochtenen Bestimmung als negativ in Bezug auf die generelle Glaubwürdigkeit der Aussagen des Antragstellers gewertet, es sei denn, der Antragsteller hat eine hinreichende Erklärung für dieses Fehlen abgegeben (Absatz 3).

B.37.2. Nach der Begründung bedeutet « die Mitwirkungspflicht des Antragstellers [...], dass der Antragsteller an der Feststellung seiner Identität und der anderen im zweiten Absatz erwähnten Sachverhalte mitwirken muss » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, S. 32). So kann « die mit der Prüfung des Antrags beauftragte Behörde [...] von einem Antragsteller korrekte Angaben und, wenn es möglich ist, Dokumente oder Unterlagen zu seiner Identität und seiner Staatsangehörigkeit [...] erwarten » (ebenda, SS. 32-33). In den Vorarbeiten ist ebenfalls präzisiert:

« Si l'on constate que le demandeur ne remplit pas son obligation de coopération, [...] parce qu'il n'a pas donné d'explication satisfaisante au fait de ne pas déposer d'éléments pertinents, l'on ne peut pour autant statuer à un refus uniquement sur cette base. Toutefois, ces constats constituent un élément important dans l'appréciation de la crédibilité de ses déclarations. L'absence de la preuve d'identité et de nationalité, sans qu'il y ait d'explication plausible, affaiblit la crédibilité générale du récit d'asile des demandeurs (CE, n° 162 658 du 25 septembre 2006; CE, n° 96 146 du 5 juin 2001; CE, n° 40 037 du 15 juillet 1992).

Le constat que le demandeur, de son propre fait, ne peut pas étayer son récit, ou ne peut l'étayer qu'insuffisamment au moyen de documents ou pièces, implique que l'on peut douter de ses intentions sincères et de la véracité de la crainte d'être persécuté ou du risque réel de subir des atteintes graves qu'il invoque.

La mesure dans laquelle ce constat pèsera ou non dans l'évaluation de la demande dépendra de la mesure dans laquelle le demandeur coopère par ailleurs par la production d'informations concernant son récit d'asile et de la mesure dans laquelle son récit recèle ou non des lacunes, des approximations, des détours saugrenus et des contradictions quant aux points pertinents » (ebenda, S. 33).

B.37.3. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass das Fehlen von maßgeblichen Sachverhalten, um den Antrag auf internationalen Schutz zu beurteilen, als negativ in Bezug auf die generelle Glaubwürdigkeit der Aussagen des Antragstellers gewertet wird, es sei denn, er hat eine hinreichende Erklärung dafür abgegeben. Zwar wird es daher nicht vom Antragsteller verlangt, dass er ein amtliches oder nicht amtliches Dokument zur Feststellung seiner Identität oder Staatsangehörigkeit vorlegt, aber das Fehlen eines diesbezüglichen Nachweises muss hinreichend erklärt werden.

Es obliegt den mit der Prüfung des Antrags auf internationalen Schutz beauftragten Behörden zu beurteilen, ob der Antragsteller seine Identität und seine Staatsangehörigkeit überzeugend nachweist, und gegebenenfalls beim Fehlen eines solchen Nachweises, ob die vom Antragsteller abgegebene Erklärung hinreichend ist.

Unter Berücksichtigung der Art der von den zuständigen Behörden vorgenommenen Kontrolle ist es entgegen der Auffassung der klagenden Parteien nicht nötig, den Ausdruck « Dokumente zur Feststellung der Identität beziehungsweise der Staatsangehörigkeit » mit einer genauen Definition zu versehen.

Die angefochtene Bestimmung ist in Verbindung mit Artikel 48/6 § 4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 zu betrachten, der vorsieht, dass, wenn für Aussagen der Person, die internationalen Schutz beantragt, Unterlagen oder sonstige Beweise fehlen, diese Aussagen keines Nachweises bedürfen, wenn mehrere Bedingungen gleichzeitig erfüllt sind, die denen entsprechen, die in Artikel 4 Absatz 5 der Richtlinie 2011/95/EU aufgezählt sind.

B.37.4. Dadurch, dass der Gesetzgeber vorgesehen hat, dass das Fehlen eines Nachweises in Sachen Identität oder Staatsangehörigkeit - beides Kernelemente im Verfahren der Prüfung eines Antrags auf internationalen Schutz - als negativ in Bezug auf die generelle Glaubwürdigkeit der Aussagen des Antragstellers gewertet wird, es sei denn, der Antragsteller hat eine hinreichende Erklärung, um dieses Fehlen zu begründen, abgegeben, hat er nicht ohne vernünftige Rechtfertigung gehandelt, zumal die mit der Prüfung des Antrags auf internationalen Schutz beauftragten Behörden sich, wie aus den in B.37.2 erwähnten Vorarbeiten hervorgeht, nicht nur auf das Fehlen des Nachweises in Sachen Identität oder Staatsangehörigkeit stützen dürfen, um den Antrag abzuweisen.

Der zehnte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 7008 ist unbegründet.

In Bezug auf die Organisation einer medizinischen Untersuchung (Artikel 11 des Gesetzes vom 21. November 2017)

B.38. Der sechste Klagegrund in der Rechtssache Nr. 7008 ist abgeleitet aus einem Verstoß durch Artikel 11 des Gesetzes vom 21. November 2017 gegen die Artikel 10, 11 und 13 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit Artikel 4 der Richtlinie 2011/95/EU, mit Artikel 46 Absatz 3 der Verfahrensrichtlinie, mit Artikel 47 der Charta und mit den Artikeln 3 und 13 der Europäischen Menschenrechtskonvention.

B.39. Artikel 48/8 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, eingefügt durch den angefochtenen Artikel 11 des Gesetzes vom 21. November 2017, bestimmt:

« § 1. Hält der Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose dies für die Prüfung des Antrags für erforderlich, so fordert er die Person, die internationalen Schutz beantragt, auf, sich einer medizinischen Untersuchung im Hinblick auf Anzeichen auf eine in der Vergangenheit erlittene Verfolgung oder einen in der Vergangenheit erlittenen ernsthaften Schaden zu unterziehen, vorbehaltlich der Zustimmung des Antragstellers.

Der Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose kann den Antragsteller auffordern, so schnell wie möglich eine solche medizinische Untersuchung zu veranlassen, die gegebenenfalls von einer befugten Berufsfachkraft der Gesundheitspflege, die der Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose bestimmt, durchgeführt wird.

Die befugte Berufsfachkraft der Gesundheitspflege übermittelt dem Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose einen Bericht mit ihren Feststellungen im Hinblick auf Anzeichen auf eine in der Vergangenheit erlittene Verfolgung oder einen in der Vergangenheit erlittenen ernsthaften Schaden, vorbehaltlich der Zustimmung des Antragstellers. Dabei wird deutlich zwischen objektiven medizinischen Feststellungen und Feststellungen, die auf den Aussagen der Person beruhen, die internationalen Schutz beantragt, unterschieden.

§ 2. Wenn die Person, die internationalen Schutz beantragt, ein medizinisches Problem anführt und keine medizinische Untersuchung wie in § 1 erwähnt erfolgt, wird sie darüber informiert, dass sie auf eigene Initiative und Kosten eine medizinische Untersuchung im Hinblick auf Anzeichen auf eine in der Vergangenheit erlittene Verfolgung oder einen in der Vergangenheit erlittenen ernsthaften Schaden veranlassen kann.

Das ärztliche Attest wird dem Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose so schnell wie möglich vorgelegt, der gegebenenfalls eine befugte Berufsfachkraft der Gesundheitspflege um eine Stellungnahme zum betreffenden Attest ersuchen kann.

§ 3. Die Weigerung der Person, die internationalen Schutz beantragt, sich der in § 1 erwähnten medizinischen Untersuchung zu unterziehen, oder die Tatsache, dass keine medizinische Untersuchung durchgeführt worden ist, hindert den Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose nicht daran, über den Antrag auf internationalen Schutz zu befinden.

§ 4. Der in § 1 Absatz 3 erwähnte Bericht oder das in § 2 Absatz 2 erwähnte ärztliche Attest werden vom Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose zusammen mit den anderen Angaben im Antrag auf internationalen Schutz geprüft.

§ 5. Artikel 458 des Strafgesetzbuches findet Anwendung auf Bedienstete des Generalkommissariats für Flüchtlinge und Staatenlose, was die medizinischen Daten betrifft, von denen sie bei der Ausübung ihres Amtes Kenntnis erlangen ».

In der Begründung heißt es:

« C'est le demandeur de protection internationale qui doit apporter lui-même des éléments [...] afin de permettre au CGRA d'organiser un examen médical dans les cas où il le juge nécessaire et où il y a des signes clairs de persécutions ou d'atteintes graves subies dans le passé. Les éléments en question que le demandeur doit apporter peuvent être, le cas échéant, des attestations médicales qui démontrent l'existence d'un problème médical pertinent pour l'examen de la demande de protection internationale. [...] Il appartient donc en premier lieu au demandeur lui-même de faire un récit détaillé et crédible et de présenter tous les éléments à l'appui, dont des attestations médicales » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, S. 49).

In der Begründung ist ferner angegeben:

« Cela implique que ce n'est que dans des situations exceptionnelles que le CGRA pourra juger nécessaire d'inviter le demandeur à se soumettre à un examen médical. Le CGRA a toute liberté d'apprécier l'opportunité et la nécessité d'un tel examen, le coût de celui-ci pouvant également jouer un rôle. Cette liberté d'appréciation implique également que le Conseil du Contentieux des Étrangers ne peut imposer au CGRA de faire procéder à un examen médical. Le Conseil du Contentieux des Étrangers ne peut substituer sa propre appréciation à celle du CGRA, du moins en ce qui concerne les aspects qui relèvent de la libre appréciation du CGRA. En 'ordonnant' ou imposant au CGRA de faire procéder à un examen médical, le Conseil outrepasserait sa compétence. [...] De manière générale, le CGRA sera en mesure d'examiner la demande de protection internationale sur la base des déclarations et des documents présentés par le demandeur, d'une part, et des éléments (comme les informations sur la situation dans le pays d'origine) qui ont été recueillis par le CGRA, d'autre part, sans qu'il faille en plus organiser un examen médical. Il sera en revanche opportun d'organiser un examen médical en complément lorsque le CGRA souhaite avoir confirmation de la nature des problèmes médicaux invoqués » (ebenda, SS. 49-50).

B.40. Die klagenden Parteien machen im ersten Teil geltend, dass die angefochtene Bestimmung dadurch, dass sie es der verantwortlichen Behörde nicht vorschreibe, im Fall von Anzeichen auf eine Verfolgung oder einen ernsthaften Schaden, den die Person, die internationalen Schutz beantragt, in der Vergangenheit erlitten hat, ein medizinisches Gutachten oder Gegengutachten durchführen zu lassen, die Personen, die internationalen Schutz beantragen und die eine medizinische Untersuchung benötigen, um ihre Furcht vor Verfolgung zu objektivieren, gegenüber den Antragstellern, die eine solche Untersuchung nicht benötigen, diskriminiere.

B.41.1. Artikel 3 der Europäischen Menschenrechtskonvention bestimmt:

« Niemand darf der Folter oder unmenschlicher oder erniedrigender Strafe oder Behandlung unterworfen werden ».

B.41.2. Der in B.18 zitierte Artikel 4 Absatz 1 der Richtlinie 2011/95/EU erlegt es den Mitgliedstaaten auf, unter Mitwirkung des Antragstellers die für den Antrag auf internationalen Schutz maßgeblichen Anhaltspunkte zu prüfen.

B.42.1. Artikel 48/8 § 1 Absatz 1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 sieht vor, dass der GKFS, wenn er dies für die Prüfung des Antrags für erforderlich hält, die Person, die internationalen Schutz beantragt, auffordert, sich einer medizinischen Untersuchung im Hinblick auf Anzeichen auf eine in der Vergangenheit erlittene Verfolgung oder einen in der Vergangenheit erlittenen ernsthaften Schaden zu unterziehen, vorbehaltlich der Zustimmung des Antragstellers.

B.42.2. Diese Bestimmung lässt die dem GKFS obliegende Pflicht, gemäß Artikel 48/6 § 1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 mit dem Antragsteller zusammenzuarbeiten, um die für den Antrag auf internationalen Schutz maßgeblichen Anhaltspunkte zu bestimmen, unberührt.

Nach Auffassung des Gerichtshofes der Europäischen Union:

« Dieses Erfordernis der Mitwirkung des Mitgliedstaats bedeutet [...] konkret, dass der betreffende Mitgliedstaat, wenn die von der Person, die internationalen Schutz beantragt, vorgetragene Anhaltspunkte aus irgendeinem Grund nicht vollständig, aktuell oder maßgeblich sind, in diesem Abschnitt des Verfahrens aktiv mit dem Antragsteller zusammenarbeiten muss, um ihm die Zusammenstellung aller zur Begründung seines Antrags geeigneten Anhaltspunkte zu ermöglichen. Ein Mitgliedstaat hat im Übrigen möglicherweise eher Zugang zu bestimmten Arten von Unterlagen als der Antragsteller » (EuGH, 22. November 2012, C-277/11, *M.M. gegen Minister for Justice, Equality and Law Reform*, Randnr. 66).

Dieses Erfordernis der Mitwirkung kann in bestimmten Sonderfällen die Organisation einer medizinischen Untersuchung durch den GKFS im Hinblick auf Anzeichen auf eine in der Vergangenheit erlittene Verfolgung oder einen in der Vergangenheit erlittenen ernsthaften Schaden des Antragstellers beinhalten.

Die Entscheidung des GKFS, die Person, die internationalen Schutz beantragt, nicht aufzufordern, sich einer medizinischen Untersuchung zu unterziehen, muss - wenn sich die Frage im Laufe des Verfahrens stellt - auf berechtigten Gründen beruhen und gegebenenfalls unter der Kontrolle des zuständigen Richters gemäß Artikel 62 § 2 Absatz 1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 mit Gründen versehen werden.

B.42.3. Der erste Teil des sechsten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 7008 ist folglich unbegründet. Da es auf berechtigten Gründen beruhen muss, ob die von der angefochtenen Bestimmung vorgesehene Möglichkeit umgesetzt wird oder nicht, und es nicht dem Ermessen des GKFS überlassen wird, besteht kein Anlass, dem Gerichtshof der Europäischen Union eine Vorabentscheidungsfrage zur Auslegung von Artikel 18 Absatz 2 der Verfahrensrichtlinie zu stellen.

B.43. Die klagenden Parteien führen im zweiten Teil an, dass der angefochtene Artikel 11 in der Auslegung, wonach er es dem Rat für Ausländerstreitsachen nicht gestatte, ein medizinisches Gutachten oder Gegengutachten anzuordnen, keine wirksame gerichtliche Kontrolle regele.

B.44.1. Artikel 13 der Verfassung beinhaltet ein Recht auf gerichtliches Gehör bei einem zuständigen Richter. Dieses Recht wird ebenfalls durch Artikel 47 der Charta gewährleistet.

Artikel 13 der Europäischen Menschenrechtskonvention garantiert jeder Person, die in ihren in dieser Konvention anerkannten Rechten oder Freiheiten verletzt worden ist, das Recht auf eine wirksame Beschwerde bei einer innerstaatlichen Instanz.

B.44.2. Artikel 46 Absätze 1 und 3 der Verfahrensrichtlinie bestimmt:

« (1) Die Mitgliedstaaten stellen sicher, dass Antragsteller das Recht auf einen wirksamen Rechtsbehelf vor einem Gericht haben gegen

- a) eine Entscheidung über ihren Antrag auf internationalen Schutz, einschließlich einer Entscheidung,
 - i) einen Antrag als unbegründet in Bezug auf die Flüchtlingseigenschaft und/oder den subsidiären Schutzstatus zu betrachten;
 - ii) einen Antrag nach Artikel 33 Absatz 2 als unzulässig zu betrachten;
 - iii) die an der Grenze oder in den Transitzone eines Mitgliedstaats nach Artikel 43 Absatz 1 ergangen ist;
 - iv) keine Prüfung nach Artikel 39 vorzunehmen;
- [...]

(3) Zur Einhaltung des Absatzes 1 stellen die Mitgliedstaaten sicher, dass der wirksame Rechtsbehelf eine umfassende Ex-nunc-Prüfung vorsieht, die sich sowohl auf Tatsachen als auch auf Rechtsfragen erstreckt und bei der gegebenenfalls das Bedürfnis nach internationalem Schutz gemäß der Richtlinie 2011/95/EU zumindest in Rechtsbehelfsverfahren vor einem erstinstanzlichen Gericht beurteilt wird ».

B.44.3. Nach Auffassung des Gerichtshofes der Europäischen Union beinhaltet das Recht auf eine wirksame Beschwerde im Sinne von Artikel 46 Absatz 3 der Verfahrensrichtlinie eine Prüfung aller tatsächlichen und rechtlichen Gesichtspunkte durch das Gericht, die ihm eine Beurteilung des Einzelfalls anhand des aktuellen Standes ermöglichen (EuGH, Große Kammer, 29. Juli 2019, C-556/17, *Alekszij Torubarov gegen Bevándorlási és Menekültügyi Hivatal*, Randnr. 53). In der vorerwähnten Bestimmung « ist jedoch nur die Prüfung des Rechtsbehelfs, nicht aber die Folge einer etwaigen Nichtigerklärung der angefochtenen Entscheidung geregelt », sodass « es den Mitgliedstaaten weiterhin freisteht, vorzusehen, dass im Anschluss an eine solche Nichtigerklärung die Akte zur erneuten Entscheidung an dieses Organ zurückzusenden ist » (ebenda, Randnr. 54). Der Gerichtshof vertritt gleichwohl den Standpunkt, dass es der vorerwähnte Artikel 46 Absatz 3 im Lichte von Artikel 47 der Charta im Fall einer solchen Rücksendung erforderlich macht, dass « innerhalb kurzer Zeit eine neue Entscheidung erlassen wird, die mit der im Nichtigkeitsurteil enthaltenen Beurteilung im Einklang steht » (ebenda, Randnr. 59; siehe auch EuGH, 25. Juli 2018, C-585/16, *Áltheto*, Randnrn. 109 bis 112).

B.45.1. Wenn der Rat für Ausländerstreitsachen mit einer Beschwerde gegen einen Beschluss zur Ablehnung eines Antrags auf internationalen Schutz befasst wird und « wesentliche Angaben fehlen, die dazu führen, dass der Rat ohne zusätzliche Untersuchungsmaßnahmen die [...] Bestätigung oder Änderung [der angefochtenen Maßnahme] nicht vornehmen kann », obliegt es ihm nach Artikel 39/2 § 1 Absatz 2 Nr. 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, den angefochtenen Beschluss für nichtig zu erklären.

Ist der Rat für Ausländerstreitsachen insbesondere der Auffassung, dass der Beschluss des GKFS, es abzulehnen, den Antragsteller aufzufordern, sich einer medizinischen Untersuchung zu unterziehen, nicht auf berechtigten Gründen beruht, ist es ihm - ie die in B.39 zitierten Vorarbeiten bestätigen - nicht möglich anzuordnen, dass der GKFS eine medizinische Untersuchung durchführen lassen muss.

Diese Unmöglichkeit ergibt sich aus den Befugnissen, die dem Rat für Ausländerstreitsachen eingeräumt werden, wenn er über ihm unterbreitete Beschwerden im Verfahren mit unbeschränkter Rechtsprechung nach Artikel 39/2 § 1 Absatz 2 Nr. 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 befindet, und aus der sich daraus ergebenden Unmöglichkeit, anzuordnen, dass der GKFS bestimmte Maßnahmen durchführt. Sie ergibt sich nicht aus der angefochtenen Bestimmung, die die Organisation einer medizinischen Untersuchung im Hinblick auf Anzeichen auf eine in der Vergangenheit erlittene Verfolgung oder einen in der Vergangenheit erlittenen ernsthaften Schaden des Antragstellers auf Aufforderung des GKFS betrifft.

Im Übrigen bedeutet der Umstand, dass der Rat für Ausländerstreitsachen nicht anordnen kann, dass der GKFS eine medizinische Untersuchung durchführen lässt, nicht an sich, dass die gerichtliche Kontrolle im Sinne der in den Klagegründen erwähnten Bestimmungen nicht wirksam wäre. Der GKFS ist nämlich verpflichtet, sich an die Rechtskraft des Entscheids des Rats für Ausländerstreitsachen zu halten. Daher hat der Entscheid, mit dem der Rat für Ausländerstreitsachen urteilt, dass zusätzliche Untersuchungsmaßnahmen erforderlich sind, um über den Antrag auf internationalen Schutz zu befinden - und insbesondere, wenn er der Auffassung ist, dass die vom GKFS angeführten Gründe, um eine medizinische Untersuchung nicht vornehmen zu lassen, nicht zulässig sind - gegebenenfalls die Organisation einer medizinischen Untersuchung zur Folge.

B.45.2. Der zweite Teil des sechsten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 7008 ist unbegründet.

In Bezug auf die besonderen Verfahrenserfordernisse (Artikel 12 des Gesetzes vom 21. November 2017)

B.46. Der siebte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 7008 ist abgeleitet aus einem Verstoß durch Artikel 12 des Gesetzes vom 21. November 2017 gegen die Artikel 10, 11 und 13 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit den Artikeln 24 und 46 Absatz 3 der Verfahrensrichtlinie und mit Artikel 47 der Charta.

B.47. Artikel 48/9 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, eingefügt durch den angefochtenen Artikel 12 des Gesetzes vom 21. November 2017, bestimmt:

« § 1. Ausländer, die einen Antrag auf internationalen Schutz gemäß Artikel 50 § 3 Absatz 1 eingereicht haben, können im Rahmen eines Fragebogens, den sie vor der in Artikel 51/10 vorgesehenen Erklärung ausfüllen, präzise und ausführlich die Sachverhalte anführen, aus denen ihre besonderen Verfahrenserfordernisse hervorgehen, und zwar um die Rechte in Anspruch nehmen und den Pflichten nachkommen zu können, die in vorliegendem Kapitel vorgesehen sind.

§ 2. Des Weiteren kann ein beamteter Arzt oder eine andere befugte Berufsfachkraft der Gesundheitspflege, die der Minister oder sein Beauftragter bestimmt, durch eine medizinische Untersuchung Empfehlungen in Sachen besondere Verfahrenserfordernisse abgeben, die eine Person, die internationalen Schutz beantragt, haben kann, damit diese Person die Rechte in Anspruch nehmen und den Pflichten nachkommen kann, die in vorliegendem Kapitel vorgesehen sind. Betreffen die Empfehlungen medizinische Daten, werden sie dem Minister oder seinem Beauftragten und dem Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose nur mit der Zustimmung der Person, die internationalen Schutz beantragt, mitgeteilt.

Artikel 458 des Strafgesetzbuches findet Anwendung auf alle Bediensteten des Ausländeramtes und des Generalkommissariats für Flüchtlinge und Staatenlose, was die medizinischen Daten betrifft, von denen sie bei der Ausübung ihres Amtes Kenntnis erlangen.

§ 3. Unbeschadet der Paragraphen 1 und 2 können Personen, die internationalen Schutz beantragen, dem Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose Sachverhalte auch in einer späteren Phase des Verfahrens mitteilen, ohne dass das Verfahren in Sachen Antrag auf internationalen Schutz deshalb von Anfang an neu durchgeführt werden muss. Der Antragsteller muss dem Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose diese Sachverhalte präzise und ausführlich schriftlich übermitteln.

§ 4. Die Bediensteten des Ausländeramtes und des Generalkommissariats für Flüchtlinge und Staatenlose beurteilen, ob die Person, die internationalen Schutz beantragt, besondere Verfahrenserfordernisse hat, und berücksichtigen diese durch eine angemessene Unterstützung des Antragstellers während des Verfahrens, vorausgesetzt, diese Erfordernisse sind ausreichend nachgewiesen und der Antragsteller könnte ansonsten die im vorliegenden Kapitel erwähnten Rechte nicht in Anspruch nehmen und den ihm auferlegten Pflichten nicht nachkommen. Gegen die Beurteilung der besonderen Verfahrenserfordernisse an sich kann keine Beschwerde eingereicht werden.

§ 5. Ist der Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose der Ansicht, dass die Person, die internationalen Schutz beantragt, insbesondere bei Folter, Vergewaltigung oder sonstigen schweren Formen psychischer, physischer oder sexueller Gewalt besondere Verfahrenserfordernisse hat, die nicht mit der Prüfung des Antrags gemäß Artikel 57/6/1 § 1 oder 57/6/4 vereinbar sind, wendet der Generalkommissar dieses Verfahren nicht oder nicht mehr an.

§ 6. Der Umstand, dass der Antragsteller den in § 1 erwähnten Fragebogen nicht ausgefüllt hat oder nicht gemäß § 2 ärztlich untersucht worden ist, behindert nicht die Fortsetzung des Verfahrens zur Bearbeitung des Antrags gemäß Artikel 51/10 und hindert den Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose nicht daran, über den Antrag auf internationalen Schutz zu befinden.

§ 7. Die in § 4 erwähnte Beurteilung bleibt gültig, wenn der Ausländer einen Folgeantrag auf der Grundlage von Artikel 51/8 einreicht.

In Abweichung von Absatz 1 kann der Minister oder sein Beauftragter oder der Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose im Rahmen eines Folgeantrags urteilen, dass die Person, die internationalen Schutz beantragt, keine besonderen Verfahrenserfordernisse mehr hat, selbst wenn bei der Prüfung des vorherigen Antrags geurteilt wurde, dass sie diese hatte.

In Abweichung von Absatz 1 kann der Antragsteller in der in Artikel 51/8 erwähnten Erklärung überzeugende Sachverhalte anführen, aus denen seine besonderen Verfahrenserfordernisse hervorgehen, selbst wenn bei der Prüfung des vorherigen Antrags geurteilt wurde, dass er sie nicht hatte ».

In Anwendung dieser Bestimmung muss die Person, die internationalen Schutz beantragt und die besondere Verfahrenserfordernisse hat, das heißt deren Fähigkeit, die ihr zustehenden Rechte in Anspruch zu nehmen und den ihr obliegenden Pflichten nachzukommen, aufgrund individueller Umstände eingeschränkt ist (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, S. 54), angemessene Unterstützung während des Verfahrens erhalten. In der Begründung heißt es diesbezüglich, dass « der Erwägungsgrund 29 der [Verfahrens]Richtlinie präzisiert, dass bestimmte Antragsteller unter Umständen besondere Verfahrenserfordernisse, unter anderem aufgrund ihres Alters, ihres Geschlechts, ihrer sexuellen Ausrichtung, ihrer Geschlechtsidentität, einer Behinderung, einer schweren Erkrankung, einer psychischen Störung oder infolge von Folter, Vergewaltigung oder sonstigen schweren Formen psychischer, physischer oder sexueller Gewalt benötigen » (ebenda).

Der Antragsteller wird aufgefordert, zu Beginn des Verfahrens einen Fragebogen auszufüllen, damit festgestellt werden kann, ob er besondere Verfahrenserfordernisse hat (Artikel 48/9 § 1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980). Bei einer medizinischen Untersuchung können außerdem Empfehlungen dazu ausgesprochen werden (Artikel 48/9 § 2), unbeschadet der Möglichkeit des Antragstellers, die besonderen Verfahrenserfordernisse im Laufe des Verfahrens mitzuteilen (Artikel 48/9 § 3).

In den Vorarbeiten heißt es zu der angemessenen Unterstützung, die die Person, die internationalen Schutz beantragt und die besondere Verfahrenserfordernisse hat, erhalten muss:

« Le ' soutien adéquat ' qui doit être fourni par les agents de l'Office des Etrangers ou le Commissariat général au demandeur identifié comme demandeur qui a des besoins procéduraux spéciaux consiste notamment, selon le considérant 29 de la directive, à lui donner un temps suffisant afin de créer les conditions requises pour qu'il ait effectivement accès aux procédures et pour qu'il puisse présenter les éléments nécessaires pour étayer sa demande de protection internationale. Il y a lieu de souligner que le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides observe déjà un nombre élevé de besoins procéduraux spéciaux. À ce jour, le Commissariat général prend déjà des mesures spécifiques relatives à l'audition lorsqu'il s'agit de mineurs étrangers non accompagnés, de situations d'abus sexuels, ou liées à l'identité de genre etc. Les demandeurs de protection internationale mentionnent déjà, au moment où ils font leur déclaration au ministre ou son délégué, s'ils souhaitent un officier de protection ou un interprète du même sexe, souhaite que le Commissariat général satisfait en principe. Les officiers de protection du Commissariat général reçoivent par ailleurs déjà une formation spécifique au sujet de l'audition des demandeurs en situation vulnérable.

Il ressortira du dossier administratif quels sont les besoins procéduraux qui ont été signalés et quel soutien adéquat aura été fourni pour y répondre » (ebenda, S. 58).

Im Ausschuss der Kammer hat der Staatssekretär für Asyl und Migration die folgenden Beispiele genannt:

« Quelques exemples de besoins procéduraux spéciaux : demander l'intervention d'un interprète ou d'un collaborateur de sexe féminin ou masculin (en cas de mutilations génitales ou de viol, par exemple, mais non pour des motifs religieux, doctrinaux ou dogmatiques), ouvrir ou fermer des fenêtres ou des rideaux, parler fort, utiliser un langage simple, donner des précisions supplémentaires, auditionner le demandeur d'asile en position debout, assise ou couchée, l'auditionner sur place, l'auditionner par écrit, l'accompagner lorsqu'il se rend dans une salle d'attente ou aux toilettes ou lorsqu'il en revient... » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2017-2018, DOC 54-2548/008, S. 11).

In den Vorarbeiten wird ebenfalls erwähnt:

« L'évaluation des besoins procéduraux spéciaux n'est pas en soi susceptible de recours. L'article 24.2 de la directive précise en effet que l'évaluation visant à identifier les demandeurs qui ont des besoins procéduraux spéciaux ne doit pas nécessairement prendre la forme d'une procédure administrative formelle. Le demandeur dispose bien de la possibilité de produire des éléments en rapport avec cette évaluation dans le cadre du recours contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides auprès du Conseil du Contentieux des Etrangers » (ebenda, 2016-2017, DOC 54-2548/001, S. 59).

B.48. Im ersten Teil bemängeln die klagenden Parteien, dass der Gesetzgeber die besonderen Verfahrensgarantien, die bei schutzbedürftigen Personen, die internationalen Schutz beantragen, umzusetzen sind, um den ordnungsgemäßen Ablauf des Verfahrens zu gewährleisten, nicht vorgesehen habe, was eine entsprechende gerichtliche Kontrolle, wie die Verfahrensgarantien angewandt oder nicht angewandt wurden, verhindere.

B.49. Artikel 24 der Verfahrensrichtlinie bestimmt:

« 1. Die Mitgliedstaaten prüfen innerhalb eines angemessenen Zeitraums nach Stellung eines Antrags auf internationalen Schutz, ob ein Antragsteller besondere Verfahrensgarantien benötigt.

2. Die Prüfung nach Absatz 1 kann in vorhandene nationale Verfahren und/oder in die Prüfung nach Artikel 22 der Richtlinie 2013/33/EU einbezogen werden und muss nicht in Form eines Verwaltungsverfahrens vorgenommen werden.

3. Wird festgestellt, dass Antragsteller besondere Verfahrensgarantien benötigen, so stellen die Mitgliedstaaten sicher, dass diese Antragsteller angemessene Unterstützung erhalten, damit sie während der Dauer des Asylverfahrens die Rechte aus dieser Richtlinie in Anspruch nehmen und den sich aus dieser Richtlinie ergebenden Pflichten nachkommen können.

Kann eine solche angemessene Unterstützung nicht im Rahmen der Verfahren nach Artikel 31 Absatz 8 und Artikel 43 geleistet werden, insbesondere wenn die Mitgliedstaaten der Auffassung sind, dass der Antragsteller besondere Verfahrensgarantien benötigt, da er Folter, Vergewaltigung oder sonstige schwere Formen psychischer, physischer oder sexueller Gewalt erlitten hat, so wenden die Mitgliedstaaten Artikel 31 Absatz 8 und Artikel 43 nicht oder nicht mehr an. Wenden die Mitgliedstaaten Artikel 46 Absatz 6 auf Antragsteller an, auf die Artikel 31 Absatz 8 und Artikel 43 nach dem vorliegenden Unterabsatz nicht angewandt werden können, so gewähren sie zumindest die Garantien gemäß Artikel 46 Absatz 7.

4. Die Mitgliedstaaten stellen sicher, dass der Notwendigkeit besonderer Verfahrensgarantien gemäß dieser Richtlinie auch Rechnung getragen wird, wenn sie erst in einer späteren Phase des Verfahrens zutage treten, ohne dass das Verfahren deshalb notwendigerweise von Anfang an neu durchgeführt werden muss ».

B.50.1. Artikel 24 der Verfahrensrichtlinie sieht nicht vor, dass die Mitgliedstaaten die besonderen Verfahrensgarantien festlegen müssen, die bei den betroffenen Antragstellern anwendbar sein könnten, aber er verpflichtet sie, die Prüfung der Frage, ob ein Antragsteller besondere Verfahrensgarantien benötigt, zu Beginn des Verfahrens zu regeln und sicherzustellen, dass er gegebenenfalls eine angemessene Unterstützung erhält, damit er die Rechte aus dieser Richtlinie in Anspruch nehmen und den sich aus dieser Richtlinie ergebenden Pflichten nachkommen kann.

B.50.2. Wie aus den in B.47 zitierten Vorarbeiten zu der angefochtenen Bestimmung ersichtlich ist, kann diese angemessene Unterstützung einerseits je nach dem jeweiligen Schutzbedürftigkeitsprofil des einzelnen Antragstellers verschiedene Formen annehmen. Daher kann vernünftigerweise nicht vom Gesetzgeber gefordert werden, dass er sämtliche Formen, die die vorerwähnte angemessene Unterstützung annehmen könnte, in Betracht zieht.

Andererseits hindert die fehlende vorherige Bestimmung der besonderen Verfahrensgarantien den Rat für Ausländerstreitsachen nicht daran, im Rahmen einer Beschwerde zu prüfen, ob die Person, die internationalen Schutz beantragt, eine unter Berücksichtigung ihres besonderen Schutzbedürftigkeitsprofils angemessene Unterstützung erhalten hat. Diese Prüfung ist im Lichte des in Artikel 48/9 § 4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 erwähnten Ziels durchzuführen, das darin besteht, dass der Antragsteller während des gesamten Verfahrens die Rechte in Anspruch nehmen und den ihm obliegenden Pflichten nachkommen können muss.

B.50.3. Der erste Teil des siebten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 7008 ist unbegründet.

B.51. Die klagenden Parteien führen im zweiten Teil an, dass der angefochtene Artikel 12 in der Auslegung, wonach er es weder dem Ausländeramt noch dem GKFS auferlegt, einen mit Gründen versehenen Beschluss in Bezug auf die Anwendung von besonderen Verfahrensgarantien zu treffen, den betroffenen Antragstellern im Fall der Ablehnung ihres Antrags die Möglichkeit nimmt, in Kenntnis der Sachlage die Nichtanwendung oder die fehlerhafte Anwendung dieser Garantien anzufechten.

B.52.1. Artikel 48/9 § 4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 verpflichtet die Bediensteten des Ausländeramtes und des GKFS zu beurteilen, ob die Person, die internationalen Schutz beantragt, besondere Verfahrenserfordernisse hat, und diese durch eine angemessene Unterstützung des Antragstellers zu berücksichtigen.

Nach den in B.47 zitierten Vorarbeiten « muss aus der Verwaltungsakte hervorgehen, welche Verfahrenserfordernisse mitgeteilt wurden und welche angemessene Unterstützung geleistet wurde, um ihnen zu genügen » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, S. 58). Wenn die Person, die internationalen Schutz beantragt, besondere Verfahrenserfordernisse geltend gemacht hat oder wenn Empfehlungen dazu abgegeben wurden, muss in dem Beschluss des GKFS im Falle einer Beanstandung im Laufe des Verfahrens außerdem gemäß Artikel 62 § 2 Absatz 1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 zumindest die Prüfung dieser Erfordernisse und der Unterstützung, die dem Antragsteller gewährt oder nicht gewährt wurde, angegeben sein. Daher haben die betroffenen Antragsteller die Möglichkeit, im Fall der Ablehnung ihres Antrags in Kenntnis der Sachlage die Nichtanwendung oder die fehlerhafte Anwendung der besonderen Verfahrensgarantien, auf die sie ihrer Meinung nach Anspruch haben, anzufechten. Wie in den in B.47 zitierten Vorarbeiten angegeben ist, stellt der Umstand, dass gegen die Prüfung der besonderen Verfahrenserfordernisse an sich keine Beschwerde eingelegt werden kann, kein Hindernis dafür dar, dass diese Prüfung im Rahmen einer Beschwerde gegen den Beschluss über die Ablehnung oder Unzulässigkeit eines Antrags auf internationalen Schutz beanstandet wird.

B.52.2. Der zweite Teil des siebten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 7008 ist unbegründet.

In Bezug auf die Wahl der Verfahrenssprache für einen Folgeantrag (Artikel 23 des Gesetzes vom 21. November 2017)

B.53. Der achte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 7008 ist abgeleitet aus einem Verstoß durch Artikel 23 des Gesetzes vom 21. November 2017 gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit den Artikeln 41 und 42 der am 18. Juli 1966 koordinierten Gesetze über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten, mit Artikel 15 Absatz 3 Buchstabe c der Verfahrensrichtlinie und mit dem Recht, angehört zu werden, als allgemeinem Prinzip des Unionsrechts.

Die klagenden Parteien machen geltend, dass die angefochtene Bestimmung, insofern sie es einer Person, die internationalen Schutz beantragt und die die französische oder niederländische Sprache ausreichend beherrsche, um einen Folgeantrag ohne Hilfe eines Dolmetschers stellen zu können, verbiete, einen solchen Antrag in dieser Sprache zu stellen, wenn es sich nicht um die Sprache des vorherigen Verfahrens handele, diese gegenüber den anderen Benutzern der zentralen Dienste der Verwaltung diskriminiere, die die Sprache frei wählen könnten. Sie sind der Auffassung, dass die freie Wahl der Sprache, die in Artikel 15 Absatz 3 Buchstabe c der Verfahrensrichtlinie vorgesehen sei, sowohl für einen Erstantrag auf internationalen Schutz als auch für einen Folgeantrag gelte.

B.54. Durch den angefochtenen Artikel 23 werden mehrere Abänderungen an Artikel 51/4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 vorgenommen, dessen zweiten Paragraphen er insbesondere durch einen vierten Absatz ergänzt. Artikel 51/4 bestimmt nunmehr:

« § 1. Die Prüfung des Antrags auf internationalen Schutz erfolgt in französischer oder niederländischer Sprache.

Die Sprache der Prüfung ist auch die des Beschlusses, zu dem sie führt, und etwaiger Folgebeschlüsse zur Entfernung aus dem Staatsgebiet.

§ 2. Bei der Einreichung seines Antrags auf internationalen Schutz muss der Ausländer unwiderruflich und schriftlich angeben, ob er bei der Prüfung dieses Antrags die Hilfe eines Dolmetschers braucht.

Erklärt der Ausländer nicht, dass er die Hilfe eines Dolmetschers verlangt, so kann er nach denselben Modalitäten Französisch oder Niederländisch als Sprache der Prüfung wählen.

Hat der Ausländer keine dieser Sprachen gewählt oder hat er erklärt, dass er die Hilfe eines Dolmetschers verlangt, bestimmt der Minister oder sein Beauftragter die Sprache der Prüfung unter Berücksichtigung der Bedürfnisse der Dienste und Instanzen. Gegen diesen Beschluss kann kein separater Widerspruch eingelegt werden.

In Abweichung von den vorhergehenden Absätzen und unbeschadet der Möglichkeit für den Minister oder seinen Beauftragten, die Sprache der Prüfung unter Berücksichtigung der Erfordernisse der Dienste und Instanzen zu bestimmen, erfolgt die Prüfung eines gemäß Artikel 51/8 eingereichten Folgeantrags auf internationalen Schutz in der Sprache, in der der vorherige Antrag auf internationalen Schutz geprüft worden ist.

[...]».

B.55. In Artikel 15 der Verfahrensrichtlinie sind die Bedingungen aufgeführt, denen die persönliche Anhörung unterliegt. Er bestimmt in Absatz 3 Buchstabe c:

« Die Mitgliedstaaten ergreifen geeignete Maßnahmen um sicherzustellen, dass persönliche Anhörungen unter Bedingungen durchgeführt werden, die Antragstellern eine umfassende Darlegung der Gründe ihrer Anträge gestatten. Zu diesem Zweck

[...]

c) wählen die Mitgliedstaaten einen Dolmetscher, der eine angemessene Verständigung zwischen dem Antragsteller und der anhörenden Person zu gewährleisten vermag. Die Verständigung erfolgt in der vom Antragsteller bevorzugten Sprache, es sei denn, es gibt eine andere Sprache, die er versteht und in der er sich klar ausdrücken kann. Die Mitgliedstaaten stellen, soweit möglich, einen Dolmetscher gleichen Geschlechts bereit, wenn der Antragsteller darum ersucht, es sei denn, die Asylbehörde hat Grund zu der Annahme, dass das Ersuchen auf Gründen beruht, die nicht mit den Schwierigkeiten des Antragstellers in Verbindung stehen, die Gründe für seinen Antrag umfassend darzulegen ».

B.56. Die klagenden Parteien bitten den Gerichtshof, die Situation einer Person, die internationalen Schutz beantragt und die die französische oder niederländische Sprache ausreichend beherrscht, um einen Folgeantrag ohne Hilfe eines Dolmetschers stellen zu können, der es die angefochtene Bestimmung verbietet, einen solchen Antrag in dieser Sprache zu stellen, wenn es sich nicht um die Sprache des vorherigen Verfahrens handelt, einerseits und die Situation von anderen Benutzern der zentralen Dienste der Verwaltung, die gemäß den Artikeln 41 und 42 der am 18. Juli 1966 koordinierten Gesetze über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten die Sprache frei wählen können, andererseits zu vergleichen.

B.57.1 Laut den Vorarbeiten bezweckt die angefochtene Bestimmung « eine ausgewogene Verteilung der Akten im Rahmen der Folgeanträge auf die Sprachrollen, um jede Gefahr eines ' Shopping ' zwischen den Sprachrollen zu vermeiden » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, S. 73). Der Ministerrat legt ebenfalls dar, dass sie darauf abziele, eine gute Verwaltung der Bearbeitung der Akten zu ermöglichen, da sich ein Folgeantrag notwendigerweise an den Erstantrag anschließe.

Im Lichte dieser Ziele befinden sich die in B.56 erwähnten Personenkategorien in objektiv unterschiedlichen Situationen.

Die angefochtene Bestimmung bringt unter Berücksichtigung der verfolgten Ziele keine unverhältnismäßigen Folgen mit sich, denn die Person, die internationalen Schutz beantragt, kann im Rahmen eines Folgeantrags gegebenenfalls in der von ihr bevorzugten Sprache angehört werden, bei der vernünftigerweise vermutet werden kann, dass sie sie besser beherrscht als das Französische oder das Niederländische, und es steht ihr frei, gemäß Artikel 57/5^{quater} § 3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 Anmerkungen zu der Niederschrift der persönlichen Anhörung geltend zu machen, womit eine Gefahr von Missverständnissen begrenzt werden kann.

B.57.2. Außerdem sieht Artikel 15 Absatz 3 Buchstabe c der Verfahrensrichtlinie vor, dass die Verständigung bei der persönlichen Anhörung grundsätzlich in der vom Antragsteller bevorzugten Sprache erfolgt. Ohne dass es notwendig ist, sich zu fragen, ob diese freie Wahl sowohl für einen Erstantrag auf internationalen Schutz als auch für einen Folgeantrag gilt, ist festzustellen, dass es der vorerwähnte Artikel 15 Absatz 3 Buchstabe c ermöglicht, davon abzuweichen, wenn es eine andere Sprache gibt, die der Antragsteller versteht und in der er sich klar ausdrücken kann. Die angefochtene Bestimmung verstößt daher nicht gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 15 Absatz 3 Buchstabe c der Verfahrensrichtlinie.

B.57.3. Der achte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 7008 ist unbegründet. Es besteht kein Anlass, dem Gerichtshof der Europäischen Union eine Vorabentscheidungsfrage zu stellen.

In Bezug auf die Übermittlung von Anmerkungen zu den Aufzeichnungen der persönlichen Anhörung (Artikel 39 des Gesetzes vom 21. November 2017)

B.58. Der neunte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 7008 ist abgeleitet aus einem Verstoß durch Artikel 39 des Gesetzes vom 21. November 2017 gegen die Artikel 13 und 32 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit den Artikeln 12 Absatz 1 Buchstabe b, 17 und 46 Absatz 3 der Verfahrensrichtlinie, mit Artikel 47 der Charta und mit dem Recht, angehört zu werden, und dem Recht auf Zugang zu den Akten als allgemeinen Grundsätzen des Unionsrechts.

B.59. Artikel 57/5^{quater} des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, eingefügt durch den angefochtenen Artikel 39 des Gesetzes vom 21. November 2017, bestimmt:

« § 1. Bei der in Artikel 57/5^{ter} erwähnten persönlichen Anhörung hält der Bedienstete des Generalkommissariats für Flüchtlinge und Staatenlose die Aussagen der Person, die internationalen Schutz beantragt, schriftlich fest. Die Aufzeichnungen der persönlichen Anhörung stellen eine getreue Wiedergabe der dem Antragsteller gestellten Fragen und seiner Antworten dar und umfassen mindestens die durch Königlichen Erlass bestimmten Angaben.

§ 2. Die Person, die internationalen Schutz beantragt, oder ihr Rechtsanwalt kann schriftlich eine Kopie der Aufzeichnungen der persönlichen Anhörung beantragen.

Erreicht dieser Antrag den Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose binnen zwei Werktagen nach der persönlichen Anhörung, notifiziert der Generalkommissar der Person, die internationalen Schutz beantragt, beziehungsweise ihrem Rechtsanwalt die Kopie der Aufzeichnungen der persönlichen Anhörung, bevor er über den Antrag auf internationalen Schutz befindet.

Der Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose notifiziert die Kopie der Aufzeichnungen gemäß den Bestimmungen von Artikel 51/2.

§ 3. Die Person, die internationalen Schutz beantragt, beziehungsweise ihr Rechtsanwalt kann dem Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose Anmerkungen in Bezug auf die Kopie der Aufzeichnungen der persönlichen Anhörung zukommen lassen.

Diese Anmerkungen sind dem Generalkommissar schriftlich in der Verfahrenssprache zu übermitteln.

Der Generalkommissar prüft diese Anmerkungen, bevor er über den Antrag auf internationalen Schutz befindet, sofern:

1. der in § 2 erwähnte Antrag auf Kopie binnen zwei Werktagen nach der persönlichen Anhörung beim Generalkommissar eingeht und
2. die Anmerkungen dem Generalkommissar binnen acht Werktagen nach Notifizierung der Kopie der Aufzeichnungen der persönlichen Anhörung an die Person, die internationalen Schutz beantragt, beziehungsweise ihren Rechtsanwalt übermittelt werden.

Sind die in Absatz 3 erwähnten kumulativen Bedingungen nicht erfüllt, prüft der Generalkommissar die Anmerkungen nur, wenn sie ihm spätestens einen Werktag vor dem Tag übermittelt werden, an dem über den Antrag auf internationalen Schutz befunden wird.

Es wird davon ausgegangen, dass die Person, die internationalen Schutz beantragt, den Inhalt der Aufzeichnungen der persönlichen Anhörung bestätigt, wenn dem Generalkommissar bis zum Werktag vor dem Tag, an dem über den Antrag auf internationalen Schutz befunden wird, keine Anmerkungen übermittelt worden sind. Beziehen sich die dem Generalkommissar eventuell übermittelten Anmerkungen nur auf einen Teil des Inhalts der Aufzeichnungen der persönlichen Anhörung, wird davon ausgegangen, dass die Person, die internationalen Schutz beantragt, den Rest des Inhalts bestätigt.

§ 4. Bei Anwendung der Artikel 57/6 § 2, 57/6 § 3, 57/6/1 § 1 oder 57/6/4 kann eine Kopie der Aufzeichnungen der persönlichen Anhörung zeitgleich mit dem Beschluss über den Antrag auf internationalen Schutz notifiziert werden ».

Nach dieser Bestimmung muss der Bedienstete des GKFS die Aussagen der Person, die internationalen Schutz beantragt, bei der in Artikel 57/5^{ter} des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 erwähnten persönlichen Anhörung schriftlich festhalten. Diese Aufzeichnungen « stellen eine getreue Wiedergabe der dem Antragsteller gestellten Fragen und seiner Antworten dar » (Artikel 57/5^{quater} § 1). Die Person, die internationalen Schutz beantragt, oder ihr Rechtsanwalt kann schriftlich eine Kopie der Aufzeichnungen der persönlichen Anhörung beantragen (Artikel 57/5^{quater} § 2). Sie können dem GKFS ihre Anmerkungen übermitteln, der sie nur prüft, wenn der Antrag auf Kopie binnen zwei Werktagen nach der persönlichen Anhörung bei ihm eingegangen ist und wenn die Anmerkungen ihm binnen acht Werktagen nach Notifizierung der Kopie übermittelt wurden. Werden diese Bedingungen nicht eingehalten, prüft der GKFS die Anmerkungen nur, sofern sie ihm spätestens einen Werktag vor dem Tag übermittelt werden, an dem über den Antrag auf internationalen Schutz befunden wird. Ohne Anmerkung wird davon ausgegangen, dass der Antragsteller den Inhalt der Aufzeichnungen der persönlichen Anhörung bestätigt (Artikel 57/5^{quater} § 3).

B.60.1. Artikel 32 der Verfassung bestimmt:

« Jeder hat das Recht, jegliches Verwaltungsdokument einzusehen und eine Abschrift davon zu bekommen, außer in den Fällen und unter den Bedingungen, die durch Gesetz, Dekret oder die in Artikel 134 erwähnte Regel festgelegt sind ».

B.60.2. Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe b der Verfahrensrichtlinie bestimmt:

« 1. Bezüglich der Verfahren des Kapitels III stellen die Mitgliedstaaten sicher, dass alle Antragsteller über folgende Garantien verfügen:

[...]

b) Erforderlichenfalls wird ein Dolmetscher beigezogen, damit sie den zuständigen Behörden ihren Fall darlegen können. Die Mitgliedstaaten haben zumindest dann von der Erforderlichkeit einer solchen Beziehung auszugehen, wenn der Antragsteller nach den Artikeln 14 bis 17 und 34 anzuhören ist und ohne die Beziehung eines Dolmetschers eine angemessene Verständigung nicht gewährleistet werden kann. In diesem Fall und in anderen Fällen, in denen die zuständigen Behörden den Antragsteller vorladen, trägt die öffentliche Hand die Kosten für den Dolmetscher. ».

Artikel 17 derselben Richtlinie bestimmt:

« 1. Die Mitgliedstaaten stellen sicher, dass von jeder persönlichen Anhörung entweder eine ausführliche und objektive Niederschrift mit allen wesentlichen Angaben oder ein Wortprotokoll erstellt wird.

2. Die Mitgliedstaaten können eine Audio- oder audiovisuelle Aufzeichnung der persönlichen Anhörung vorsehen. Wird eine Audio- oder audiovisuelle Aufzeichnung der Anhörung vorgenommen, so stellen die Mitgliedstaaten sicher, dass die Aufzeichnung oder ein Wortprotokoll davon zusammen mit der Akte des Antragstellers zur Verfügung steht.

3. Die Mitgliedstaaten stellen sicher, dass der Antragsteller nach Abschluss der persönlichen Anhörung oder innerhalb einer bestimmten Frist, bevor die Asylbehörde ihre Entscheidung trifft, Gelegenheit erhält, sich mündlich und/oder schriftlich zu Übersetzungsfehlern oder missverständlichen Formulierungen in der Niederschrift oder dem Wortprotokoll zu äußern und/oder diese zu klären. Zu diesem Zweck stellen die Mitgliedstaaten sicher, dass der Antragsteller, wenn notwendig mit Hilfe eines Dolmetschers, in vollem Umfang vom Inhalt der Niederschrift oder von den wesentlichen Angaben des Wortprotokolls Kenntnis nimmt. Die Mitgliedstaaten fordern den Antragsteller anschließend auf, zu bestätigen, dass der Inhalt der Niederschrift oder des Protokolls die Anhörung korrekt wiedergibt.

Ist die persönliche Anhörung gemäß Absatz 2 aufgezeichnet worden und ist die Aufzeichnung als Beweismittel in den Rechtsbehelfsverfahren nach Kapitel V zugelassen, so brauchen die Mitgliedstaaten den Antragsteller nicht aufzufordern, zu bestätigen, dass der Inhalt der Niederschrift oder des Wortprotokolls die Anhörung korrekt wiedergibt. Sehen die Mitgliedstaaten sowohl ein Wortlautprotokoll als auch eine Aufzeichnung der persönlichen Anhörung vor, so müssen die Mitgliedstaaten unbeschadet des Artikels 16 dem Antragsteller nicht gestatten, sich zum Wortprotokoll zu äußern und/oder Klärungen hierzu abzugeben.

4. Weigert sich der Antragsteller, zu bestätigen, dass der Inhalt der Niederschrift oder des Wortprotokolls die persönliche Anhörung korrekt wiedergibt, so werden die dafür geltend gemachten Gründe in seiner Akte vermerkt.

Eine solche Weigerung hindert die Asylbehörde nicht daran, über den Antrag zu entscheiden.

5. Bevor die Asylbehörde entscheidet, muss den Antragstellern und ihren Rechtsanwälten oder sonstigen Rechtsberatern nach Artikel 23 Einsicht in die Niederschrift oder das Wortprotokoll oder gegebenenfalls in die Aufzeichnung gewährt werden.

Sehen die Mitgliedstaaten sowohl ein Wortprotokoll als auch eine Aufzeichnung der persönlichen Anhörung vor, so müssen sie in erstinstanzlichen Verfahren gemäß Kapitel III keine Einsicht in die Aufzeichnung gewähren. In diesen Fällen gewähren sie jedoch in Rechtsbehelfsverfahren gemäß Kapitel V Einsicht in die Aufzeichnung.

Wird der Antrag gemäß Artikel 31 Absatz 8 geprüft, so können die Mitgliedstaaten unbeschadet des Absatzes 3 des vorliegenden Artikels vorsehen, dass Einsicht in die Niederschrift oder das Wortprotokoll und gegebenenfalls die Aufzeichnung zu dem Zeitpunkt gewährt wird, zu dem die Entscheidung ergeht ».

B.61.1. Im ersten Teil bemängeln die klagenden Parteien die Frist von acht Werktagen, die für die Übermittlung der Anmerkungen nach Notifizierung der Kopie der Aufzeichnungen der persönlichen Anhörung gilt, insofern sie es der Person, die internationalen Schutz beantragt, nicht ermöglichen, ihre Anmerkungen sachdienlich und wirksam geltend zu machen.

B.61.2. Unabhängig von der Frage, ob Artikel 32 der Verfassung im vorliegenden Fall anwendbar ist, weisen die klagenden Parteien nicht nach, dass eine Frist von acht Werktagen ab der Notifizierung der Kopie der Aufzeichnungen der persönlichen Anhörung unzureichend wäre, um dem GKFS unter Berücksichtigung dessen, was von der Person, die internationalen Schutz beantragt, und ihrem Rechtsanwalt erwartet wird, nämlich den Inhalt der vorerwähnten Aufzeichnungen zu überprüfen, die Anmerkungen zu den Aufzeichnungen der persönlichen Anhörung zu übermitteln. Im Übrigen hat die Person, die internationalen Schutz beantragt, wie in B.59 erwähnt, gemäß Artikel 57/5^{quater} § 3 Absatz 4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 die Möglichkeit, bis zu dem Werktag vor dem Tag, an dem über den Antrag auf internationalen Schutz befunden wird, Anmerkungen zu formulieren. Daraus ergibt sich, dass die Person, die internationalen Schutz beantragt, entgegen der Auffassung der klagenden Parteien in der Lage ist, ihre Anmerkungen sachdienlich und wirksam geltend zu machen.

Der erste Teil des neunten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 7008 ist unbegründet.

B.62.1. Im zweiten Teil kritisieren die klagenden Parteien, dass es dem Antragsteller unmöglich sei, sachdienlich und tatsächlich Zugang zu seiner Akte zu erhalten, da in der angefochtenen Bestimmung nicht die Beteiligung eines Dolmetschers im Hinblick auf die Übermittlung der Anmerkungen zu den Aufzeichnungen seiner persönlichen Anhörung geregelt sei.

B.62.2. Die Artikel 508/10 ff. des Gerichtsgesetzbuches sehen vor, dass Begünstigten des weiterführenden juristischen Beistands, auf den Personen, die internationalen Schutz beantragen, grundsätzlich Anspruch haben, ein Dolmetscher zur Verfügung gestellt wird. Die Kosten für den Dolmetscher gehen zu Lasten des Staates.

Der zweite Teil des neunten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 7008 ist unbegründet.

B.63. Im dritten Teil bemängeln die klagenden Parteien, dass es für eine Person, die internationalen Schutz beantragt, außer im Fall höherer Gewalt unmöglich sei, nach Ablauf einer Frist von acht Werktagen ab der Notifizierung der Kopie der Aufzeichnungen an den Antragsteller oder seinen Rechtsanwalt die Niederschrift der persönlichen Anhörung anzufechten, auch im Rahmen einer Beschwerde vor dem Rat für Ausländerstreitsachen. Nach Auffassung der klagenden Parteien ist die Prüfung, die dieses Rechtsprechungsorgan vornimmt, folglich nicht vollständig, was zu einer Verletzung des Rechts auf eine wirksame Beschwerde führe.

B.64.1. Die Person, die internationalen Schutz beantragt, hat gemäß Artikel 57/5^{quater} § 3 Absatz 4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 die Möglichkeit, bis zu dem Werktag vor dem Tag, an dem über den Antrag auf internationalen Schutz befunden wird, Anmerkungen zu formulieren.

In den Vorarbeiten heißt es:

« Dans le cas contraire, comme cela est prévu au quatrième alinéa, et donc si ces conditions ne sont pas remplies, le Commissaire général n'examinera les observations éventuelles que si celles-ci lui parviennent au moins un jour ouvrable avant l'adoption de la décision relative à la demande de protection internationale. Il s'agit ici d'une application du principe de bonne administration qui ménage d'un côté l'obligation faite au Commissaire général de prendre une décision sur base de tous les éléments qui se trouvent en sa possession au moment où cette décision est prise, et donc de tenir compte, dans la mesure du raisonnable, des observations qui lui seraient éventuellement parvenues, mais également, de l'autre côté, les contraintes liées au processus décisionnel et administratif au sein du Commissariat général. En d'autres termes, en demandant tardivement la copie des notes de l'entretien personnel et/ou en ne faisant pas parvenir au Commissariat général les observations y afférentes dans le délai prévu à cet effet, le demandeur s'expose à ce que ses observations éventuelles puissent ne pas être examinées, dans la mesure de ce qui est indiqué ci-dessus.

[...]

Dès lors que le demandeur de protection internationale se voit octroyer, légalement, la possibilité d'émettre, *in tempore non suspecto*, des observations ou commentaires concernant le contenu des notes relatives à l'entretien personnel, et ce en ayant l'occasion de se faire remettre une copie du rapport d'audition avant qu'une décision concernant sa demande de protection internationale ne soit prise, toute critique qui serait le cas échéant émise tardivement, et en tout cas à partir du jour de l'adoption de la décision, quant à ce contenu, ne pourra être acceptée que si le demandeur de protection internationale ou son avocat établissent qu'ils se trouvaient dans l'impossibilité de faire ces remarques ou observations avant que la décision ne soit prise, et ce pour cause de force majeure » (*Parl. Dok., Kammer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, SS. 99-100*).

Artikel 57/5^{quater} § 3 Absatz 5 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 sieht vor, dass davon ausgegangen wird, dass die Person, die internationalen Schutz beantragt, den Inhalt der Aufzeichnungen der persönlichen Anhörung bestätigt, wenn dem GKFS bis zum Werktag vor dem Tag, an dem über den Antrag auf internationalen Schutz befunden wird, keine Anmerkungen übermittelt worden sind. Er sieht ebenfalls vor, dass davon ausgegangen wird, dass die Person, die internationalen Schutz beantragt, den Rest des Inhalts bestätigt, wenn sich die dem GKFS eventuell übermittelten Anmerkungen nur auf einen Teil des Inhalts der Aufzeichnungen der persönlichen Anhörung beziehen.

B.64.2. Der Umstand, dass die Aufzeichnungen der persönlichen Anhörung als bestätigt gelten, wenn dem GKFS bis zum Werktag vor dem Tag, an dem über den Antrag auf internationalen Schutz befunden wird, keine Anmerkungen übermittelt worden sind, bedeutet, dass der GKFS Anmerkungen, die verspätet übermittelt werden, außer im Fall höherer Gewalt nicht berücksichtigen muss. Er stellt jedoch kein Hindernis dafür dar, dass der Rat für Ausländerstreitsachen, der mit einer Beschwerde über den Beschluss befasst wird, eine Kontrolle mit voller Rechtsprechungsbefugnis vornimmt, sodass er sämtliche tatsächlichen und rechtlichen Gesichtspunkte der Rechtssache kennen muss, einschließlich des Grundsatzes der Verhältnismäßigkeit, was es ihm ermöglicht, eine *Ex nunc*-Prüfung des Antrags vorzunehmen.

B.64.3. Der dritte Teil des neunten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 7008 ist unbegründet.

B.65. Die klagenden Parteien machen im vierten Teil geltend, dass Artikel 57/5^{quater} § 4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 in der durch den angefochtenen Artikel 39 eingefügten Fassung durch den Ausschluss der vorherigen Übermittlung der Aufzeichnungen der persönlichen Anhörung, was Beschlüsse betrifft, die in Anwendung von Artikel 57/6 § 2 (vorrangig bearbeitete Anträge) und § 3 (für unzulässig erklärte Anträge), von Artikel 57/6/1 § 1 (im beschleunigten Verfahren geprüfte Anträge) und von Artikel 57/6/4 (an der Grenze eingereichte Anträge) des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 ergehen, die Ausnahme überschreite, die nach Artikel 17 Absatz 5 dritter Unterabsatz der Verfahrensrichtlinie zulässig sei.

B.66.1. Aufgrund von Artikel 17 Absatz 5 der Verfahrensrichtlinie muss den Personen, die internationalen Schutz beantragen, und ihren Rechtsanwältinnen Einsicht in das Wortprotokoll der persönlichen Anhörung gewährt werden, bevor die Asylbehörde entscheidet (Unterabsatz 1). Wenn der Antrag gemäß Artikel 31 Absatz 8 derselben Richtlinie geprüft wird, können die Mitgliedstaaten jedoch vorsehen, dass Einsicht in das Wortprotokoll zu dem Zeitpunkt gewährt wird, zu dem die Entscheidung ergeht (Unterabsatz 3).

B.66.2. Artikel 31 Absatz 8 der Verfahrensrichtlinie bestimmt:

« Die Mitgliedstaaten können festlegen, dass das Prüfungsverfahren im Einklang mit den Grundsätzen und Garantien nach Kapitel II beschleunigt und/oder an der Grenze oder in Transitzonen nach Maßgabe von Artikel 43 durchgeführt wird, wenn

a) der Antragsteller bei der Einreichung seines Antrags und der Darlegung der Tatsachen nur Umstände vorgebracht hat, die für die Prüfung der Frage, ob er als Flüchtling oder Person mit Anspruch auf internationalen Schutz im Sinne der Richtlinie 2011/95/EU anzuerkennen ist, nicht von Belang sind, oder

b) der Antragsteller aus einem sicheren Herkunftsstaat im Sinne dieser Richtlinie kommt, oder

c) der Antragsteller die Behörden durch falsche Angaben oder Dokumente oder durch Verschweigen wichtiger Informationen oder durch Zurückhalten von Dokumenten über seine Identität und/oder Staatsangehörigkeit, die sich negativ auf die Entscheidung hätten auswirken können, getäuscht hat, oder

d) angenommen werden kann, dass der Antragsteller ein Identitäts- oder ein Reisedokument, das die Feststellung seiner Identität oder Staatsangehörigkeit ermöglicht hätte, mutwillig vernichtet oder beseitigt hat, oder

e) der Antragsteller eindeutig unstimmige und widersprüchliche, eindeutig falsche oder offensichtlich unwahrscheinliche Angaben gemacht hat, die im Widerspruch zu hinreichend gesicherten Herkunftslandinformationen stehen, so dass die Begründung für seine Behauptung, dass er Person mit Anspruch auf internationalen Schutz im Sinne der Richtlinie 2011/95/EU anzusehen ist, offensichtlich nicht überzeugend ist;

f) der Antragsteller einen Folgeantrag auf internationalen Schutz gestellt hat, der gemäß Artikel 40 Absatz 5 nicht unzulässig ist, oder

g) der Antragsteller den Antrag nur zur Verzögerung oder Behinderung der Vollstreckung einer bereits getroffenen oder unmittelbar bevorstehenden Entscheidung stellt, die zu seiner Abschiebung führen würde, oder

h) der Antragsteller unrechtmäßig in das Hoheitsgebiet des Mitgliedstaats eingereist ist oder seinen Aufenthalt unrechtmäßig verlängert hat und es ohne stichhaltigen Grund versäumt hat, zum angesichts der Umstände seiner Einreise frühestmöglichen Zeitpunkt bei den Behörden vorstellig zu werden oder einen Antrag auf internationalen Schutz zu stellen, oder

i) der Antragsteller sich weigert, der Verpflichtung zur Abnahme seiner Fingerabdrücke gemäß der Verordnung (EU) Nr. 603/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Juni 2013 über die Einrichtung von 'Eurodac' für den Abgleich von Fingerabdrücken zum Zwecke der effektiven Anwendung der Verordnung (EU) Nr. 604/2013 zur Festlegung der Kriterien und Verfahren zur Bestimmung des Mitgliedstaats, der für die Prüfung eines von einem Drittstaatsangehörigen oder Staatenlosen in einem Mitgliedstaat gestellten Antrags auf internationalen Schutz zuständig ist, und für der Strafverfolgung dienende Anträge der Strafverfolgungsbehörden der Mitgliedstaaten und Eurodacs auf den Abgleich mit Daten in Eurodac nachzukommen, oder

j) es schwerwiegende Gründe für die Annahme gibt, dass der Antragsteller eine Gefahr für die nationale Sicherheit oder die öffentliche Ordnung des Mitgliedstaats darstellt oder er aus schwerwiegenden Gründen der öffentlichen Sicherheit oder öffentlichen Ordnung nach nationalem Recht zwangsausgewiesen wurde ».

B.67.1. Bei Anwendung der Artikel 57/6 § 2 und 3, 57/6/1 § 1 oder 57/6/4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 ermöglicht die angefochtene Bestimmung die Übermittlung einer Kopie der Aufzeichnungen der persönlichen Anhörung zeitgleich mit der Notifizierung des Beschlusses über den Antrag auf internationalen Schutz. Diese Möglichkeit wird in den Vorarbeiten gerechtfertigt mit der « Kürze der Fristen in den fraglichen Verfahren. Folgerichtig bedeutet dies, dass man die Bemerkungen des Antragstellers oder seines Rechtsanwalts zum Inhalt der Aufzeichnungen der persönlichen Anhörung nicht abwarten wird, um einen Beschluss zu dem Antrag auf internationalen Schutz zu erlassen. Etwaige Bemerkungen bezüglich der Übereinstimmung der Aufzeichnungen mit dem Inhalt der persönlichen Anhörung werden im Rahmen des Beschwerdeverfahrens geprüft » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, SS. 100-101).

B.67.2. Artikel 31 Absatz 8 der Verfahrensrichtlinie verweist auf beschleunigte Verfahren und/oder an der Grenze oder in Transitzonen nach Maßgabe von Artikel 43 dieser Richtlinie durchgeführte Verfahren.

Folglich handelt es sich in erster Linie um die Verfahren, die in den Artikeln 57/6/1 § 1 und 57/6/4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 geregelt sind. Artikel 57/5^{quater} § 4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 stellt somit, insofern er sich auf diese Artikel bezieht, eine korrekte Umsetzung von Artikel 17 Absatz 5 der Verfahrensrichtlinie dar.

B.67.3. Artikel 57/5^{quater} § 4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 gestattet ebenfalls die Notifizierung einer Kopie der Aufzeichnungen der persönlichen Anhörung zeitgleich mit der Notifizierung des Beschlusses über den Antrag auf internationalen Schutz, was Beschlüsse betrifft, die in Anwendung von Artikel 57/6 § 2 und 3 desselben Gesetzes ergehen.

B.67.4. Artikel 57/6 § 2 regelt das «vorrangige Prüfungsverfahren» und stellt die Umsetzung von Artikel 31 Absatz 7 der Verfahrensrichtlinie in innerstaatliches Recht dar, der es den Mitgliedstaaten erlaubt, die Prüfung eines Antrags auf internationalen Schutz vorzuziehen, wenn der Antrag begründet erscheint oder wenn der Antragsteller schutzbedürftig oder besondere Verfahrensgarantien benötigt.

Artikel 17 Absatz 5 der Verfahrensrichtlinie verweist lediglich auf die in Artikel 31 Absatz 8 dieser Richtlinie erwähnten Verfahren. Artikel 57/5^{quater} § 4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 verstößt, insofern er die Notifizierung einer Kopie der Aufzeichnungen der persönlichen Anhörung zeitgleich mit der Notifizierung des Beschlusses über den Antrag auf internationalen Schutz, was Beschlüsse betrifft, die in Anwendung von Artikel 57/6 § 2 ergehen, ermöglicht, gegen Artikel 32 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 17 Absatz 5 der Verfahrensrichtlinie.

B.67.5. Artikel 57/6 § 3 regelt die Fälle, in denen ein Antrag auf internationalen Schutz für unzulässig erklärt werden kann, und stellt die Umsetzung von Artikel 33 Absatz 2 der Verfahrensrichtlinie in innerstaatliches Recht dar. Aus der Verbindung der Artikel 17 Absatz 5, 31 Absatz 8, 43 Absatz 1 Buchstabe a und 33 Absatz 2 der Verfahrensrichtlinie ergibt sich, dass diese Richtlinie die Notifizierung einer Kopie der Aufzeichnungen der persönlichen Anhörung zeitgleich mit der Notifizierung des Beschlusses über den Antrag auf internationalen Schutz nur erlaubt, wenn die in Anwendung von Artikel 57/6 § 3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 ergangenen Beschlüsse im Rahmen des in Artikel 57/6/4 desselben Gesetzes erwähnten Verfahrens an der Grenze erlassen werden.

Folglich verstößt Artikel 57/5^{quater} § 4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 gegen Artikel 32 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 17 Absatz 5 der Verfahrensrichtlinie, insofern er sich auf Artikel 57/6 § 3 des vorerwähnten Gesetzes bezieht, was Beschlüsse zur Zulässigkeit des Antrags auf internationalen Schutz betrifft, die nicht im Rahmen des Verfahrens an der Grenze ergehen.

B.67.6. Der vierte Teil des neunten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 7008 ist teilweise begründet. Folglich ist der Verweis auf Artikel «57/6 § 2» in Artikel 57/5^{quater} § 4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 in der durch den angefochtenen Artikel 39 des Gesetzes vom 21. November 2017 eingefügten Fassung für nichtig zu erklären. In derselben Bestimmung ist der Verweis auf Artikel 57/6 § 3 in dem Maße für nichtig zu erklären, als er sich auf Beschlüsse zur Zulässigkeit betrifft, die nicht im Rahmen des in Artikel 57/6/4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 erwähnten Verfahrens an der Grenze ergehen.

In Bezug auf die Vertraulichkeit bestimmter Daten (Artikel 48 des Gesetzes vom 21. November 2017)

B.68. Der elfte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 7008 ist abgeleitet aus einem Verstoß durch Artikel 48 des Gesetzes vom 21. November 2017 gegen die Artikel 13 und 32 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit Artikeln 23 Absatz 1 der Verfahrensrichtlinie, mit dem Recht auf Zugang zu den Akten als allgemeinem Grundsatz des Unionsrechts und mit Artikel 47 der Charta, insofern er die Angaben, die vom GKFS vertraulich behandelt werden können, zu weit gefasst definiert, insofern er dem Richter den Zugriff auf diese Informationen oder Quellen entzieht und insofern er keine Verfahren, die die Einhaltung der Verteidigungsrechte des Antragstellers gewährleisten, einführt.

B.69.1. Artikel 57/7 § 3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, eingefügt durch den angefochtenen Artikel 48 des Gesetzes vom 21. November 2017, bestimmt:

«Der Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose kann sich in seinem Beschluss auf Informationen stützen, die er von einer von ihm kontaktierten Person oder Einrichtung erhalten hat, deren Namen, Kontaktdaten, Tätigkeiten oder Funktion auf ihren Antrag hin vertraulich behandelt werden.

In diesem Fall werden der Grund/die Gründe, aus dem/denen diese Angaben vertraulich behandelt werden, in der Verwaltungsakte aufgeführt, ebenso wie der Grund/die Gründe, aus dem/denen die Zuverlässigkeit dieser Quelle(n) vorausgesetzt werden kann.»

B.69.2. Aus den Vorarbeiten zu der angefochtenen Bestimmung geht hervor, dass sich die Möglichkeit des GKFS, bestimmte Daten zu einer Person oder einer Einrichtung, von der er eine Information erhalten hat, auf die sich sein Beschluss stützt, auf Antrag dieser Person oder dieser Einrichtung nicht zu übermitteln, auf «Ausnahmefälle und unbedingt notwendige Fälle [...], sei es aus Gründen der Achtung des Privatlebens, der Sicherheit oder aus anderen Erwägungen» bezieht (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, SS. 138-139). In der Begründung ist angeführt, dass «sich aufgrund der Eigenart des Asylbereichs die Quellen, die diese Informationen zur Verfügung stellen, und/oder ihre Angehörigen in der Regel im Herkunftsland der Person befinden, deren Antrag auf internationalen Schutz geprüft wird» (ebenda, SS. 139-140). Aber der GKFS «wäre nicht in der Lage, der ihm obliegenden Mitwirkungspflicht nachzukommen, wenn er nicht Personen oder Einrichtungen kontaktieren könnte, deren Namen, Kontaktdaten, Tätigkeiten oder Funktion auf ihren Antrag hin nicht weitergegeben oder vertraulich behandelt werden» und «die Möglichkeit oder Unmöglichkeit, diese Informationen zu verwenden, könnte schwerwiegende Folgen haben, die zu einer falschen Einschätzung des Antrags auf internationalen Schutz führen können» (ebenda, S. 141).

In der Begründung ist präzisiert, dass «nur bestimmte Daten der Quelle(n), die Informationen zur Verfügung stellen, wie ihr Name und ihre Kontaktdaten auf ihren Antrag hin nicht weitergegeben werden. Ansonsten wird die Beschreibung dieser Quellen, was ihren Tätigkeitsbereich, ihre Erfahrung, das Maß ihrer Fachkompetenz, die Organisation, das Ministerium oder die Einrichtung, für die sie arbeiten, ausführlich dargelegt...» (ebenda, S. 139). Schließlich hindert die Anonymisierung der Quelle «den Antragsteller weder daran, die Richtigkeit der fraglichen Informationen zu überprüfen, da er genau über deren Inhalt informiert wird, noch eventuell konkrete Angaben hinzuzufügen, die zeigen, dass die Informationen, auf die sich der Generalkommissar stützt, nicht richtig oder vertrauenswürdig sind», sodass «die Verteidigungsrechte und der Grundsatz der kontradiktorischen Beschaffenheit gewährleistet sind» (ebenda, SS. 143-144).

B.70. Artikel 23 der Verfahrensrichtlinie, der den Umfang der Rechtsberatung und -vertretung betrifft, bestimmt in Absatz 1:

«Die Mitgliedstaaten stellen sicher, dass der Rechtsanwalt oder ein sonstiger nach nationalem Recht zugelassener oder zulässiger Rechtsberater, der einen Antragsteller gemäß den nationalen Rechtsvorschriften unterstützt oder vertritt, Zugang zu den Informationen in der Akte des Antragstellers erhält, auf deren Grundlage über den Antrag entschieden wurde oder entschieden wird.

Die Mitgliedstaaten können hiervon abweichen, wenn die Offenlegung von Informationen oder Quellen die nationale Sicherheit, die Sicherheit der Organisationen oder Personen, von denen diese Informationen stammen, oder die Sicherheit der Personen, die die Informationen betreffen, gefährden oder wenn die Ermittlungsinteressen im Rahmen der Prüfung von Anträgen auf internationalen Schutz durch die zuständigen Behörden der Mitgliedstaaten oder die internationalen Beziehungen der Mitgliedstaaten beeinträchtigt würden. In diesen Fällen

a) gewähren die Mitgliedstaaten den staatlichen Stellen gemäß Kapitel V Zugang zu den betreffenden Informationen oder Quellen und

b) legen die Mitgliedstaaten in ihrem nationalen Recht Verfahren fest, mit denen gewährleistet wird, dass die Verteidigungsrechte des Antragstellers geachtet werden.

Hinsichtlich der Regelung in Buchstabe b können die Mitgliedstaaten insbesondere einem Rechtsanwalt oder sonstigen Rechtsberater, der einer Sicherheitsprüfung unterzogen wurde, Zugang zu diesen Informationen oder Quellen gewähren, soweit diese Informationen für die Prüfung des Antrags oder für die Entscheidung zur Aberkennung des internationalen Schutzes relevant sind ».

Aus dieser Bestimmung ergibt sich, dass der Rechtsanwalt der Person, die internationalen Schutz beantragt, Zugang zu den Informationen in deren Akte, auf deren Grundlage über den Antrag entschieden wurde oder entschieden wird, erhalten muss. Es darf von dieser Regel nur aus abschließend aufgezählten Gründen im Zusammenhang mit der nationalen Sicherheit, der Sicherheit der Organisationen oder Personen, dem ordnungsgemäßen Ablauf der Ermittlung im Rahmen der Prüfung von Anträgen oder den internationalen Beziehungen der Mitgliedstaaten abgewichen werden. Gegebenenfalls muss das mit einer Beschwerde gegen die Entscheidung über den Antrag auf internationalen Schutz befasste Rechtsprechungsorgan Kenntnis von den vertraulich behandelten Informationen erhalten können. Außerdem muss in dem Verfahren die Einhaltung der Verteidigungsrechte des Antragstellers gewährleistet sein.

B.71.1. Artikel 57/7 § 3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 sieht vor, dass der GKFS den Namen, die Kontaktdaten, die Tätigkeiten oder Funktion einer Person oder einer Einrichtung auf ihren Antrag hin vertraulich behandelt, wenn er seinen Beschluss auf Informationen stützt, die er von dieser Person oder Einrichtung erhalten hat (Absatz 1). Er sieht die Pflicht des GKFS vor, den Grund/die Gründe, aus dem/denen diese Angaben vertraulich behandelt werden, in der Verwaltungsakte aufzuführen, ebenso wie den Grund oder die Gründe, aus denen die Zuverlässigkeit dieser Quelle oder Quellen vorausgesetzt werden kann (Absatz 2).

B.71.2. Im Gegensatz zu dem, was der Ministerrat anführt, stellen der Namen, die Kontaktdaten, die Tätigkeiten oder die Funktion einer Person oder einer Einrichtung, von der eine Information stammt, auf die der GKFS seinen Beschluss teilweise stützt, sehr wohl « Informationen in der Akte des Antragstellers [...], auf deren Grundlage über den Antrag entschieden wurde oder entschieden wird » im Sinne von Artikel 23 Absatz 1 Unterabsatz 1 der Verfahrensrichtlinie dar, zu denen der Beistand des Antragstellers grundsätzlich Zugang haben muss. Es handelt sich um wichtige Angaben, deren Kenntnis es dem Antragsteller ermöglichen würde, gegebenenfalls in zweckdienlicher Weise die mangelnde Zuverlässigkeit der Quelle und/oder die Unrichtigkeit der Information, auf die der GKFS seinen Beschluss gestützt hat oder stützen könnte, nachzuweisen.

B.72.1. Gemäß Artikel 39/62 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 ist der Rat für Ausländerstreitsachen ermächtigt, die Parteien aufzufordern, ihm alle Schriftstücke und Informationen über die Sachen, über die er befinden muss, auszuhändigen. In Anwendung dieser Bestimmung kann der Rat daher « sich alle Dokumente und Informationen über die Streitsache, zu der er sich äußern soll, vorlegen lassen » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2005-2006, DOC 51-2479/001, S. 117). Diese Bestimmung ist vernünftigerweise so zu verstehen, dass sie sich ebenfalls auf die Übermittlung der von der Verwaltung auf der Grundlage von Artikel 57/7 § 3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 vertraulich behandelten Angaben bezieht. Der Rat für Ausländerstreitsachen ist somit in der Lage, gegebenenfalls zu beurteilen, ob der GKFS das Gesetz korrekt angewandt hat, was die Zulässigkeit sowohl der Anwendung der Vertraulichkeitsregelung als auch der Schlüsse, die der GKFS aus den betreffenden Informationen gezogen hat, betrifft.

B.72.2. In der angefochtenen Bestimmung sind jedoch nicht die Gründe im Einzelnen angegeben, aus denen der GKFS bestimmte Angaben vertraulich behandeln kann und die in Artikel 23 Absatz 1 Unterabsatz 2 der Verfahrensrichtlinie aufgezählt sind. Die Angabe in der Begründung, wonach eine solche Vertraulichkeit, « sei es aus Gründen der Achtung des Privatlebens, der Sicherheit oder aus anderen Erwägungen », beschlossen werden kann (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, S. 139), entspricht nicht den durch den vorerwähnten Artikel 23 Absatz 1 Unterabsatz 2 abschließend aufgezählten Gründen. Daraus folgt, dass die angefochtene Bestimmung, insofern sie es dem GKFS erlaubt, die Vertraulichkeit von bestimmten Angaben in anderen Fällen als denjenigen, die in Artikel 23 Absatz 1 Unterabsatz 2 der Verfahrensrichtlinie aufgezählt sind, zu wahren, geringere als die von dieser Bestimmung vorgesehenen Garantien bietet und kein Verfahren vorsieht, das die Einhaltung der Verteidigungsrechte des Antragstellers gewährleistet.

B.72.3. Der elfte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 7008 ist begründet. Somit ist Artikel 57/7 § 3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 in der durch Artikel 48 des Gesetzes vom 21. November 2017 eingefügten Fassung, insofern er die Möglichkeit des GKFS, die Vertraulichkeit von bestimmten Angaben zu wahren, nicht auf die Fälle beschränkt, in denen « die Offenlegung von Informationen oder Quellen die nationale Sicherheit, die Sicherheit der Organisationen oder Personen, von denen diese Informationen stammen, oder die Sicherheit der Personen, die die Informationen betreffen, gefährden oder [...] die Ermittlungsinteressen im Rahmen der Prüfung von Anträgen auf internationalen Schutz durch die zuständigen Behörden der Mitgliedstaaten oder die internationalen Beziehungen der Mitgliedstaaten beeinträchtigt würden », für nichtig zu erklären.

In Bezug auf die Auswirkung des Todes der Person, die internationalen Schutz beantragt hat, auf die Weiterführung des Verfahrens in Bezug auf den Minderjährigen, der sie begleitete (Artikel 45 des Gesetzes vom 21. November 2017)

B.73. Der zwölfte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 7008 ist abgeleitet aus einem Verstoß durch Artikel 45 des Gesetzes vom 21. November 2017 gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit Artikel 25 Absatz 6 der Verfahrensrichtlinie, mit Artikel 24 Absatz 2 der Charta und mit den Artikeln 3, 12 und 22 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes, insofern er vorsieht, dass im Fall des Todes einer Person, die internationalen Schutz beantragt hat, der Antrag des Minderjährigen, der sie begleitete, automatisch eingestellt wird, wenn dieser nicht die Weiterführung des Verfahrens gemäß den durch königlichen Erlass festzulegenden Modalitäten beantragt.

Nach Auffassung der klagenden Parteien schafft die angefochtene Bestimmung einen ungerechtfertigten Behandlungsunterschied zwischen diesen Kindern und den Kindern, deren Elternteil oder Eltern noch am Leben und in Belgien an ihrer Seite seien. Zudem würde ein Kind, dessen Elternteil verstorben sei, ebenfalls ungünstiger behandelt als ein Erwachsener, dessen Ehepartner oder Partner verstorben sei, da diesem Erwachsenen anders als dem Kind, das sich in der gleichen Situation befinde, keine Vermutung der Rücknahme seines Antrags auf internationalen Schutz entgegeng gehalten werde.

B.74. Artikel 57/6/5 § 1 Nr. 6 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, eingefügt durch den angefochtenen Artikel 45 des Gesetzes vom 21. November 2017, bestimmt:

« Der Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose beschließt, die Prüfung des Antrags auf internationalen Schutz einzustellen, insbesondere wenn:

[...]

6. der Antragsteller verstorben ist und gegebenenfalls der in Artikel 57/1 § 1 Absatz 1 erwähnte minderjährige Ausländer nicht die Weiterführung der Prüfung des Antrags auf internationalen Schutz gemäß den durch königlichen Erlass festgelegten Bestimmungen beantragt hat ».

In den Vorarbeiten heißt es:

« Le décès du demandeur ne peut aboutir, sans plus, à ce que la demande de protection internationale soit clôturée. Il ressort de l'article 57/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er} qu'un étranger qui introduit une demande de protection internationale, est présumé également faire cette demande au nom du (des) mineur(s) qui l'accompagne(nt) et sur le(s)quel(s) il exerce l'autorité parentale ou la tutelle (sur la base de la loi applicable conformément à l'article 35 de la loi du 16 juillet 2004 portant le Code de droit international privé). Cette présomption subsiste jusqu'au moment où une décision définitive est prise concernant la demande de protection internationale, même si l'étranger mineur mentionné ci-dessus a entre-temps atteint la majorité. En cas de décès du demandeur (principal), l'étranger mineur qui l'accompagne (qui a peut-être atteint la majorité entretemps) peut encore avoir un intérêt à ce que la procédure en lien avec la demande de protection internationale soit poursuivie. La procédure qui s'applique en cas de décès du demandeur (principal) doit être élaborée plus précisément par arrêté royal. Par conséquent, il n'est pris de décision de clôture du traitement de la demande de protection internationale que lorsque le demandeur est décédé et que, le cas échéant, l'étranger mineur visé à l'article 57/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, n'a pas demandé la poursuite de la demande de protection internationale » (*Parl. Dok., Kammer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, SS. 125-126*).

B.75.1. Artikel 25 Absatz 6 der Verfahrensrichtlinie betrifft die Garantien für unbegleitete Minderjährige und sieht vor, dass die Mitgliedstaaten bei der Umsetzung dieser Richtlinie vorrangig das Kindeswohl berücksichtigen.

B.75.2. Artikel 24 Absatz 2 der Charta bestimmt:

« Bei allen Kinder betreffenden Maßnahmen öffentlicher Stellen oder privater Einrichtungen muss das Wohl des Kindes eine vorrangige Erwägung sein ».

B.75.3. Die Artikel 3, 12 und 22 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes bestimmen:

« Artikel 3

1. Bei allen Massnahmen, die Kinder betreffen, gleichviel ob sie von öffentlichen oder privaten Einrichtungen der sozialen Fürsorge, Gerichten, Verwaltungsbehörden oder Gesetzgebungsorganen getroffen werden, ist das Wohl des Kindes ein Gesichtspunkt, der vorrangig zu berücksichtigen ist.

2. Die Vertragsstaaten verpflichten sich, dem Kind unter Berücksichtigung der Rechte und Pflichten seiner Eltern, seines Vormunds oder anderer für das Kind gesetzlich verantwortlicher Personen den Schutz und die Fürsorge zu gewährleisten, die zu seinem Wohlergehen notwendig sind; zu diesem Zweck treffen sie alle geeigneten Gesetzgebungs- und Verwaltungsmaßnahmen.

3. Die Vertragsstaaten stellen sicher, dass die für die Fürsorge für das Kind oder dessen Schutz verantwortlichen Institutionen, Dienste und Einrichtungen den von den zuständigen Behörden festgelegten Normen entsprechen, insbesondere im Bereich der Sicherheit und der Gesundheit sowie hinsichtlich der Zahl und der fachlichen Eignung des Personals und des Bestehens einer ausreichenden Aufsicht ».

« Artikel 12

1. Die Vertragsstaaten sichern dem Kind, das fähig ist, sich eine eigene Meinung zu bilden, das Recht zu, diese Meinung in allen das Kind berührenden Angelegenheiten frei zu äussern, und berücksichtigen die Meinung des Kindes angemessen und entsprechend seinem Alter und seiner Reife.

2. Zu diesem Zweck wird dem Kind insbesondere Gelegenheit gegeben, in allen das Kind berührenden Gerichts- oder Verwaltungsverfahren entweder unmittelbar oder durch einen Vertreter oder eine geeignete Stelle im Einklang mit den innerstaatlichen Verfahrensvorschriften gehört zu werden ».

« Artikel 22

1. Die Vertragsstaaten treffen geeignete Massnahmen, um sicherzustellen, dass ein Kind, das die Rechtsstellung eines Flüchtlings begehrt oder nach Massgabe der anzuwendenden Regeln und Verfahren des Völkerrechts oder des innerstaatlichen Rechts als Flüchtling angesehen wird, angemessenen Schutz und humanitäre Hilfe bei der Wahrnehmung der Rechte erhält, die in diesem Übereinkommen oder in anderen internationalen Übereinkünften über Menschenrechte oder über humanitäre Fragen, denen die genannten Staaten als Vertragsparteien angehören, festgelegt sind, und zwar unabhängig davon, ob es sich in Begleitung seiner Eltern oder einer anderen Person befindet oder nicht.

2. Zu diesem Zweck wirken die Vertragsstaaten in der ihnen angemessen erscheinenden Weise bei allen Bemühungen mit, welche die Vereinten Nationen und andere zuständige zwischenstaatliche oder nichtstaatliche Organisationen, die mit den Vereinten Nationen zusammenarbeiten, unternehmen, um ein solches Kind zu schützen, um ihm zu helfen und um die Eltern oder andere Familienangehörige eines Flüchtlingskinds ausfindig zu machen mit dem Ziel, die für eine Familienzusammenführung notwendigen Informationen zu erlangen. Können die Eltern oder andere Familienangehörige nicht ausfindig gemacht werden, so ist dem Kind im Einklang mit den in diesem Übereinkommen enthaltenen Grundsätzen derselbe Schutz zu gewähren wie jedem anderen Kind, das aus irgendeinem Grund dauernd oder vorübergehend aus seiner familiären Umgebung herausgelöst ist ».

B.76. Gemäß Artikel 57/1 § 1 Absatz 1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 « wird davon ausgegangen, dass ein Ausländer, der einen Antrag auf internationalen Schutz einreicht, diesen Antrag ebenfalls im Namen des/der Minderjährigen einreicht, der/die ihn begleitet/begleiten und über den/die er die elterliche Autorität oder die Vormundschaft ausübt (aufgrund des Gesetzes, das gemäß Artikel 35 des Gesetzes vom 16. Juli 2004 zur Einführung des Gesetzbuches über das internationale Privatrecht anwendbar ist) ».

Wenn in einem solchen Fall der Antragsteller verstirbt, beschließt der GKFS, die Prüfung des Antrags auf internationalen Schutz einzustellen, es sein denn, der minderjährige Ausländer, in dessen Namen der Antragsteller das Verfahren eingeleitet hat, beantragt die Weiterführung des Verfahrens gemäß den durch königlichen Erlass festzulegenden Modalitäten, wie es Artikel 57/6/5 § 1 Nr. 6 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 vorsieht.

B.77. Der Behandlungsunterschied zwischen einerseits den Kindern, bei denen der Erwachsene, das heißt die Person, die internationalen Schutz beantragt hat, den sie begleitet, verstorben ist, und andererseits den Kindern, dessen Elternteil oder Eltern noch am Leben und in Belgien an ihrer Seite sind, beruht auf einem objektiven Kriterium, nämlich dem Umstand, dass ein minderjähriger Ausländer in Belgien einen lebenden Elternteil an seiner Seite hat oder nicht.

B.78.1. Die Pflicht des Minderjährigen, in dessen Namen von seinem gesetzlichen Vertreter ein Antrag auf internationalen Schutz auf der Grundlage von Artikel 57/1 § 1 Absatz 1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 eingereicht wurde, die Weiterführung der Prüfung des Antrags auf internationalen Schutz im Fall des Todes seines gesetzlichen Vertreters im Laufe des Verfahrens zu beantragen, entbehrt in Anbetracht der veränderten Umstände, die sich aus dem vorerwähnten Tod ergeben, und der Auswirkung, die dieser in Bezug auf die Zweckmäßigkeit, das Verfahren für das Kind fortzuführen, haben könnte, nicht einer vernünftigen Rechtfertigung. Außerdem steht der Umstand, dass eine solche Pflicht vorgesehen wird, nicht an sich dem Wohl des Kindes entgegen und entzieht ihm nicht die Rechte, die ihm nach den im Klagegrund zitierten Bestimmungen zustehen.

Diesbezüglich ist festzustellen, dass gemäß Kapitel 6 («Vormundschaft über unbegleitete minderjährige Ausländer») von Titel XIII des Programmgesetzes (I) vom 24. Dezember 2002 für einen Minderjährigen, in dessen Namen ein Antrag auf internationalen Schutz eingereicht wurde, wenn er nicht von einer Person begleitet wird, die die elterliche Autorität oder die Vormundschaft über ihn ausübt, ein Vormund bestellt wird. Nach Artikel 9 § 1 Absatz 1 dieses Kapitels «ist der Vormund beauftragt, den unbegleiteten Minderjährigen in allen Rechtshandlungen, in allen in den Gesetzen über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern vorgesehenen Verfahren und in jedem anderen Verwaltungs- oder Gerichtsverfahren zu vertreten».

B.78.2. Es obliegt dem zuständigen Richter, gegebenenfalls zu prüfen, dass es das vom König in Anwendung der angefochtenen Bestimmung eingeführte Verfahren tatsächlich ermöglicht, das Wohl des Kindes zu berücksichtigen und insbesondere dass es dessen gesetzlichem Vertreter eine ausreichende Frist zur Beurteilung der Zweckmäßigkeit lässt, die Weiterführung der Prüfung des Antrags auf internationalen Schutz zu beantragen, unbeschadet der Möglichkeit, einen anderen Antrag auf Aufenthaltserlaubnis gemäß Artikel 61/15 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 einzureichen.

B.78.3. Wie der Ministerrat anmerkt, ist der Vergleich, den die klagenden Parteien zwischen einem ausländischen Minderjährigen, dessen Elternteil verstorben ist, und dem Erwachsenen vornehmen, dessen Ehepartner oder Partner, der die Person ist, die internationalen Schutz beantragt hat, verstorben ist, nicht sachdienlich, da dieser Erwachsene im Gegensatz zu dem Minderjährigen zwangsläufig einen Antrag auf internationalen Schutz in seinem eigenen Namen gestellt hat.

B.78.4. Der zwölfte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 7008 ist unbegründet.

In Bezug auf das Konzept des sicheren Drittlandes (Artikel 40 und 46 des Gesetzes vom 21. November 2017)

B.79. Der dreizehnte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 7008 ist abgeleitet aus einem Verstoß durch die Artikel 40 und 46 des Gesetzes vom 21. November 2017 gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit Artikel 38 der Verfahrensrichtlinie und mit den Artikeln 18, 19 und 27 Absatz 2 der Charta.

B.80.1. Artikel 57/6 § 3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, eingefügt durch den angefochtenen Artikel 40 des Gesetzes vom 21. November 2017, bestimmt:

«Der Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose kann einen Antrag auf internationalen Schutz für unzulässig erklären, wenn:

1. der Antragsteller bereits in einem ersten Asylstaat tatsächlichen Schutz genießt, es sei denn, er führt Sachverhalte an, aus denen hervorgeht, dass er den tatsächlichen Schutz, der ihm im ersten Asylstaat gewährt worden ist, nicht mehr in Anspruch nehmen kann oder dass ihm die Einreise ins Staatsgebiet dieses Landes nicht mehr erlaubt ist.

Unter der Bedingung, dass ihm die Einreise ins Staatsgebiet dieses Landes wieder erlaubt ist, kann ein Land als erster Asylstaat betrachtet werden, wenn der Asylsuchende in dem Land als Flüchtling anerkannt ist und den Schutz weiterhin in Anspruch nehmen kann oder wenn ihm in diesem Land ein anderer tatsächlicher Schutz, einschließlich des Grundsatzes der Nichtzurückweisung, gewährt wird,

2. ein Drittland als für den Antragsteller sicheres Drittland im Sinne von Artikel 57/6/6 betrachtet werden kann, es sei denn, er führt Sachverhalte an, aus denen hervorgeht, dass er in diesem Drittland Gefahr läuft, verfolgt zu werden oder ernsthaften Schaden zu erleiden, oder dass die Verbindung zwischen ihm und diesem Drittland nicht derart ist, dass es für ihn vernünftig erscheint, sich dorthin zu begeben, oder dass er im Staatsgebiet dieses Landes nicht zugelassen wird,

3. der Antragsteller bereits in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union internationalen Schutz genießt,

4. der Antragsteller Staatsangehöriger eines Mitgliedstaates der Europäischen Union oder eines Staates ist, der Partei eines noch nicht in Kraft getretenen Vertrags über den Beitritt zur Europäischen Union ist, es sei denn, er führt Sachverhalte an, aus denen hervorgeht, dass er in diesem Mitgliedstaat beziehungsweise diesem Staat Gefahr läuft, verfolgt zu werden oder ernsthaften Schaden zu erleiden,

5. der Antragsteller einen Folgeantrag auf internationalen Schutz einreicht, bei dem keine neuen Sachverhalte oder Erkenntnisse im Sinne von Artikel 57/6/2 zutage getreten oder vom Antragsteller vorgebracht worden sind,

6. der minderjährige Ausländer, nachdem über einen in seinem Namen gemäß Artikel 57/1 § 1 Absatz 1 eingereichten Antrag auf internationalen Schutz ein bestandskräftiger Beschluss gefasst worden ist, keine eigenen Tatsachen vorbringt, die einen gesonderten Antrag rechtfertigen. Anderenfalls fasst der Generalkommissar einen Beschluss, durch den er die Zulässigkeit des Antrags beschließt.

Der in Absatz 1 Nr. 6 erwähnte Antragsteller wird vom Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose angehört, sofern der Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose urteilt, dass das Alter, die Reife und die Schutzbedürftigkeit des Antragstellers dies zulassen.

In Absatz 1 Nr. 2, 3, 4 und 6 erwähnte Beschlüsse werden binnen fünfzehn Werktagen nach Erhalt des durch den Minister oder seinen Beauftragten übermittelten Antrags auf internationalen Schutz gefasst.

In Absatz 1 Nr. 5 erwähnte Beschlüsse werden binnen zehn Werktagen nach Erhalt des durch den Minister oder seinen Beauftragten übermittelten Antrags auf internationalen Schutz gefasst.

In Absatz 1 Nr. 5 erwähnte Beschlüsse werden binnen zwei Werktagen nach Erhalt des durch den Minister oder seinen Beauftragten übermittelten Antrags auf internationalen Schutz gefasst, wenn der Antragsteller seinen Folgeantrag gestellt hat, während er sich im Hinblick auf seine Entfernung an einem in den Artikeln 74/8 oder 74/9 erwähnten bestimmten Ort befunden hat oder von einer in Artikel 68 erwähnten Sicherheitsmaßnahme betroffen war.

Für die Anwendung der vorliegenden Bestimmung werden alle Tage außer Samstage, Sonntage und Feiertage als Werktag betrachtet ».

B.80.2. Artikel 57/6/6 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, eingefügt durch den angefochtenen Artikel 46 des Gesetzes vom 21. November 2017, bestimmt:

« § 1. Der Antrag auf internationalen Schutz kann aufgrund von Artikel 57/6 § 3 Absatz 1 Nr. 2 für unzulässig erklärt werden, wenn der Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose der Auffassung ist, dass die Person, die internationalen Schutz beantragt, unter Berücksichtigung aller relevanten Tatsachen und Umstände in dem betreffenden Drittland nach folgenden Grundsätzen behandelt wird:

1. keine Gefährdung von Leben und Freiheit sind aus Gründen der Rasse, der Religion, der Nationalität, der Zugehörigkeit zu einer bestimmten sozialen Gruppe oder der politischen Überzeugung,

2. keine Gefahr, einen ernsthaften Schaden, wie in Artikel 48/4 § 2 erwähnt, zu erleiden,

3. Wahrung des Grundsatzes der Nichtzurückweisung nach dem Genfer Abkommen,

4. Einhaltung des Verbots der Entfernung, wenn diese einen Verstoß gegen das im Völkerrecht festgelegte Verbot der Folter und grausamer, unmenschlicher oder erniedrigender Behandlung darstellt, und

5. Möglichkeit, einen Antrag auf Zuerkennung der Rechtsstellung als Flüchtling zu stellen und im Falle der Anerkennung als Flüchtling Schutz gemäß dem Genfer Abkommen zu erhalten.

§ 2. Ein Drittland kann nur als sicheres Drittland angesehen werden, wenn der Antragsteller eine Verbindung zu diesem Land hat, sodass es aufgrund dieser Verbindung vernünftig erscheint, dass er sich in dieses Land begibt, und wenn angenommen werden kann, dass der Antragsteller auf dem Staatsgebiet des betreffenden Drittlandes zugelassen wird, es sei denn, er führt Sachverhalte an, aus denen deutlich hervorgeht, dass dies nicht der Fall sein wird.

Für die Beurteilung der in Absatz 1 erwähnten Verbindung werden alle relevanten Tatsachen und Umstände, die Art, Dauer und Umstände des vorherigen Aufenthalts beinhalten können, berücksichtigt.

§ 3. Die Beurteilung, ob ein Land ein sicheres Drittland ist, muss sich auf eine Reihe von Informationsquellen stützen, zu denen insbesondere Informationen anderer Mitgliedstaaten der Europäischen Union, des Europäischen Unterstützungsbüros für Asylfragen, des Hohen Kommissariats der Vereinten Nationen für Flüchtlinge, des Europarats und anderer relevanter internationaler Organisationen zählen.

§ 4. Der Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose beurteilt, ob das betreffende Drittland für einen bestimmten Antragsteller sicher ist.

§ 5. Bei der Ausführung eines ausschließlich auf Artikel 57/6 § 3 Absatz 1 Nr. 2 beruhenden Beschlusses wird dem Ausländer von dem Minister oder seinem Beauftragten ein Dokument übergeben, mit dem die Behörden des Drittlandes in der Sprache dieses Landes davon in Kenntnis gesetzt werden, dass der Antrag auf internationalen Schutz des Antragstellers nicht zur Sache geprüft worden ist ».

B.81. Im ersten Teil machen die klagenden Parteien geltend, dass die angefochtenen Bestimmungen in der Auslegung, wonach ein Drittland als sicher angesehen werde, es sei denn, die Person, die internationalen Schutz beantragt, sei dort der Gefahr einer Verfolgung oder eines ernsthaften Schadens ausgesetzt, zur Folge hätten, dass die betroffenen Antragsteller nicht in den Genuss von sämtlichen im Genfer Abkommen verankerten Rechte kämen.

B.82. Wie der Ministerrat anmerkt, sind die angefochtenen Bestimmungen kumulativ anwendbar, denn sie verweisen aufeinander. Daraus ergibt sich, dass der GKFS einen Antrag auf internationalen Schutz nur aus dem Grund für unzulässig erklären kann, dass ein Drittland als ein sicheres Drittland für den Antragsteller angesehen werden kann, wenn die Bedingungen und Grundsätze erfüllt sind, die in den Artikeln 57/6 § 3 Absatz 1 Nr. 2 und 57/6/6 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 aufgezählt sind.

Da er auf einer falschen Annahme beruht, ist der erste Teil des dreizehnten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 7008 unbegründet.

B.83. Die klagenden Parteien bemängeln im zweiten Teil die fehlende Garantie der Rückübernahme von Personen, die internationalen Schutz beantragt haben und deren Antrag aus dem Grund für unzulässig erklärt worden sei, dass sie eine Verbindung zu einem sicheren Drittland hätten, was bedeuten könnte, dass sie im Unterschied zu anderen Antragstellern in keinem Land die von dem Genfer Abkommen gewährleisteten Rechte genießen würden.

B.84.1. Artikel 38 der Verfahrensrichtlinie bezieht sich auf das Konzept des sicheren Drittstaats:

« 1. Die Mitgliedstaaten können das Konzept des sicheren Drittstaats nur dann anwenden, wenn die zuständigen Behörden sich davon überzeugt haben, dass eine Person, die um internationalen Schutz nachsucht, in dem betreffenden Drittstaat nach folgenden Grundsätzen behandelt wird:

- a) keine Gefährdung von Leben und Freiheit aus Gründen der Rasse, der Religion, der Nationalität, der Zugehörigkeit zu einer bestimmten sozialen Gruppe oder der politischen Überzeugung;
- b) keine Gefahr, einen ernsthaften Schaden im Sinne der Richtlinie 2011/95/EU zu erleiden;
- c) Wahrung des Grundsatzes der Nicht-Zurückweisung nach der Genfer Flüchtlingskonvention;
- d) Einhaltung des Verbots der Abschiebung, wenn diese einen Verstoß gegen das im Völkerrecht festgelegte Verbot der Folter und grausamer, unmenschlicher oder erniedrigender Behandlung darstellt, und
- e) Möglichkeit, einen Antrag auf Zuerkennung der Flüchtlingseigenschaft zu stellen und im Falle der Anerkennung als Flüchtling Schutz gemäß der Genfer Flüchtlingskonvention zu erhalten.

2. Die Anwendung des Konzepts des sicheren Drittstaats unterliegt den Regeln, die im nationalen Recht festgelegt sind; dazu gehören

- a) Regeln, die eine Verbindung zwischen dem Antragsteller und dem betreffenden Drittstaat verlangen, so dass es aufgrund dieser Verbindung vernünftig erscheint, dass diese Person sich in diesen Staat begibt;
- b) Regeln betreffend die Methodik, mit der sich die zuständigen Behörden davon überzeugen, dass das Konzept des sicheren Drittstaats auf einen bestimmten Staat oder einen bestimmten Antragsteller angewandt werden kann. Diese Methodik umfasst die Prüfung der Sicherheit des Staates im Einzelfall für einen bestimmten Antragsteller und/oder die nationale Bestimmung von Staaten, die als im Allgemeinen sicher angesehen werden;
- c) mit dem Völkerrecht vereinbare Regeln, die es ermöglichen, in Form einer Einzelprüfung festzustellen, ob der betreffende Drittstaat für einen bestimmten Antragsteller sicher ist, und die dem Antragsteller zumindest die Möglichkeit bieten, die Anwendung des Konzepts des sicheren Drittstaats mit der Begründung anzufechten, dass der betreffende Drittstaat für ihn in seiner besonderen Situation nicht sicher ist. Darüber hinaus ist dem Antragsteller die Möglichkeit einzuräumen, das Bestehen einer Verbindung gemäß Buchstabe a zwischen ihm und dem betreffenden Drittstaat anzufechten.

3. Wenn die Mitgliedstaaten eine Entscheidung durchführen, die ausschließlich auf diesem Artikel beruht,

- a) unterrichten sie den Antragsteller entsprechend und
- b) händigen ihm ein Dokument aus, in dem die Behörden des Drittstaats in der Sprache dieses Staats davon unterrichtet werden, dass der Antrag nicht in der Sache geprüft wurde.

4. Erlaubt der Drittstaat dem Antragsteller nicht, in sein Hoheitsgebiet einzureisen, so müssen die Mitgliedstaaten sicherstellen, dass im Einklang mit den Grundsätzen und Garantien nach Kapitel II Zugang zu einem Verfahren gewährt wird.

5. Die Mitgliedstaaten unterrichten die Kommission regelmäßig darüber, auf welche Staaten dieses Konzept gemäß den Bestimmungen dieses Artikels angewandt wird ».

B.84.2. Artikel 18 der Charta bestimmt:

« Das Recht auf Asyl wird nach Maßgabe des Genfer Abkommens vom 28. Juli 1951 und des Protokolls vom 31. Januar 1967 über die Rechtsstellung der Flüchtlinge sowie nach Maßgabe des Vertrags über die Europäische Union und des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union [...] gewährleistet ».

Artikel 19 der Charta bestimmt:

- « 1. Kollektivausweisungen sind nicht zulässig.
- 2. Niemand darf in einen Staat abgeschoben oder ausgewiesen oder an einen Staat ausgeliefert werden, in dem für sie oder ihn das ernsthafte Risiko der Todesstrafe, der Folter oder einer anderen unmenschlichen oder erniedrigenden Strafe oder Behandlung besteht ».

B.85. Artikel 57/6/6 § 1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 sieht vor, dass der Antrag auf internationalen Schutz aufgrund von Artikel 57/6 § 3 Absatz 1 Nr. 2 für unzulässig erklärt werden kann, wenn der GKFS der Auffassung ist, dass der Antragsteller unter Berücksichtigung aller relevanten Tatsachen und Umstände in dem betreffenden Drittland nach mehreren Grundsätzen behandelt wird, die in Artikel 57/6/6 § 1 aufgezählt sind, und insbesondere nach dem, dass dort die Möglichkeit besteht, einen Antrag auf Zuerkennung der Rechtsstellung als Flüchtling zu stellen und im Falle der Anerkennung als Flüchtling Schutz gemäß dem Genfer Abkommen zu erhalten. Außerdem kann ein Drittland nur als ein sicheres Drittland angesehen werden, wenn der Antragsteller eine Verbindung zu diesem Land hat, sodass es aufgrund dieser Verbindung vernünftig erscheint, dass er sich in dieses Land begibt, und wenn angenommen werden kann, dass der Antragsteller auf dem Staatsgebiet des betreffenden Drittlandes zugelassen wird, es sei denn, er führt Sachverhalte an, aus denen deutlich hervorgeht, dass dies nicht der Fall sein wird (Artikel 57/6/6 § 2).

B.86.1. Im Gegensatz zu dem, was die klagenden Parteien anführen, bedeutet der Umstand, dass ein in Belgien gestellter Antrag auf internationalen Schutz aus dem Grund für unzulässig erklärt wird, dass der Antragsteller eine Verbindung zu einem als sicher angesehenen Drittland hat, in dem der Ausländer eine Zuerkennung der Rechtsstellung als Flüchtling beantragen kann, nicht, dass dieser in keinem Land die von dem Genfer Abkommen gewährten Rechte genießen kann. Es obliegt gegebenenfalls dem sicheren Drittland, den vom Ausländer eingereichten Asylantrag zu prüfen und, wenn ihm die Rechtsstellung als Flüchtling zuerkannt wird, ihm Schutz gemäß dem Genfer Abkommen zu gewähren.

B.86.2. Artikel 38 der Verfahrensrichtlinie erlegt der Asylbehörde nicht die Verpflichtung auf, von dem als sicher angesehenen Drittland eine Garantie für die Rückübernahme der Person, die internationalen Schutz beantragt, einzuholen, um ihren Antrag für unzulässig zu erklären.

Im vorliegenden Fall ergibt sich die fehlende Verpflichtung des GKFS, von dem als sicher angesehenen Drittland eine solche Rückübernahmegarantie für den Antragsteller einzuholen, aus dem Umstand, dass der Antragsteller in dem sicheren Drittland nicht *a priori* über ein Aufenthaltsrecht verfügt.

Dieser Antragsteller befindet sich in einer objektiv anderen Situation als ein Ausländer, dessen Antrag auf internationalen Schutz auf der Grundlage von Artikel 57/6 § 3 Absatz 1 Nr. 1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 aus dem Grund für unzulässig erklärt wird, dass er bereits in einem ersten Asylstaat tatsächlichen Schutz genießt. In Bezug auf einen solchen Ausländer hat der Gerichtshof der Europäischen Union entschieden, dass der in einem Mitgliedstaat gestellte Antrag auf internationalen Schutz nur für unzulässig erklärt werden kann, wenn das Drittland die Wiederaufnahme des Betroffenen garantiert, wie es in Artikel 35 der Verfahrensrichtlinie vorgesehen ist (EuGH, Große Kammer, 25. Juli 2018, C-585/16, *Alheto*, Randnrn. 140 und 143).

B.86.3. Der Verweis der klagenden Parteien auf die Verordnung (EU) Nr. 604/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Juni 2013 « zur Festlegung der Kriterien und Verfahren zur Bestimmung des Mitgliedstaats, der für die Prüfung eines von einem Drittstaatsangehörigen oder Staatenlosen in einem Mitgliedstaat gestellten Antrags auf internationalen Schutz zuständig ist (Neufassung) » (nachstehend: Dublin III-Verordnung) ist nicht sachdienlich. Wie aus ihrer Überschrift hervorgeht, legt die Dublin III-Verordnung die Kriterien und Verfahren zur Bestimmung des Mitgliedstaats, der für die Prüfung eines von einem Drittstaatsangehörigen oder Staatenlosen in einem Mitgliedstaat gestellten Antrags auf internationalen Schutz zuständig ist, fest. Da das als sicher angesehene Drittland kein Mitgliedstaat ist, unterliegt es nicht den Pflichten aus der Dublin III-Verordnung und insbesondere nicht den Artikeln 21 ff. dieser Verordnung, in denen besondere Formalitäten bezüglich der Übernahme der Person, die internationalen Schutz beantragt, vorgesehen sind.

B.86.4. Unter Berücksichtigung einerseits der Pflicht des GKFS, sich zu vergewissern, dass das Drittland für den betroffenen Ausländer als sicher angesehen werden kann, was die Überprüfung der Einhaltung der Bedingungen und Grundsätze, die in den Artikeln 57/6 § 3 Absatz 1 Nr. 2 und 57/6/6 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 aufgezählt sind, beinhaltet, und andererseits unter Berücksichtigung dessen, dass sein Antrag auf internationalen Schutz, wenn das als sicher angesehene Drittland es dem Antragsteller nicht erlaubt, in sein Hoheitsgebiet einzureisen, in Belgien geprüft werden kann, wie es Artikel 38 Absatz 4 der Verfahrensrichtlinie vorsieht und wie es die Vorarbeiten bestätigen (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, S. 131), ist der zweite Teil des dreizehnten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 7008 unbegründet.

B.87. In Anbetracht des in B.86 Erwähnten, besteht es kein Anlass, dem Gerichtshof der Europäischen Union die Vorabentscheidungsfrage zu Artikel 38 Absatz 4 der Verfahrensrichtlinie zu stellen.

B.88. Die klagenden Parteien bemängeln im dritten Teil die Behandlung der unbegleiteten Minderjährigen, die einen Antrag auf internationalen Schutz stellen und auf die das Konzept des sicheren Drittlandes angewandt wird. Ihrer Auffassung nach erfordert es das Wohl des Kindes, dass so schnell wie möglich über seinen Fall und somit in dem Land, in dem es sich befindet, entschieden wird.

B.89.1. Nach Artikel 24 Absatz 2 der Charta muss das Wohl des Kindes bei allen Kinder betreffenden Maßnahmen eine vorrangige Erwägung sein.

B.89.2. Aus Artikel 25 Absatz 6 Buchstabe c der Verfahrensrichtlinie folgt, dass die Mitgliedstaaten den Antrag auf internationalen Schutz nur für unzulässig erklären dürfen, wenn ein Antragsteller, der ein unbegleiteter Minderjähriger ist, eine Verbindung zu einem als sicher angesehenen Drittland hat, « sofern dies dem Kindeswohl dient ».

B.90.1. Entgegen der Auffassung der klagenden Parteien besteht das Wohl des Kindes nicht darin, dass in jedem Fall so schnell wie möglich über seinen Fall und somit in dem Land, in dem es sich befindet, entschieden wird. Was die Anwendung der Dublin III-Verordnung betrifft, die bezweckt, den für die Prüfung eines Asylantrags zuständigen Mitgliedstaat zu bestimmen, hat der Gerichtshof der Europäischen Union nicht in jedem Fall die Möglichkeit ausgeschlossen, einen Minderjährigen in einen anderen Mitgliedstaat zu überstellen, aber er hat darauf hingewiesen, dass es wichtig ist, « dass sich das Verfahren zur Bestimmung des zuständigen Mitgliedstaats nicht länger als unbedingt nötig hinzieht, was bedeutet, dass unbegleitete Minderjährige grundsätzlich nicht in einen anderen Mitgliedstaat zu überstellen sind » (EuGH, 6. Juni 2013, C-648/11, *MA u.a. gegen Secretary of State for the Home Department*, Randnr. 55).

B.90.2. Die mit der Prüfung des Antrags auf internationalen Schutz beauftragten Behörden müssen gemäß Artikel 57/1 § 4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, wie er durch Artikel 37 des Gesetzes vom 21. November 2017 eingefügt wurde, Artikel 14 § 4 des königlichen Erlasses vom 11. Juli 2003 « zur Festlegung des Verfahrens vor dem Generalkommissariat für Flüchtlinge und Staatenlose und dessen Arbeitsweise » und Artikel 2 von Kapitel 6 (« Vormundschaft über unbegleitete minderjährige Ausländer ») von Titel XIII des Programmgesetzes (I) vom 24. Dezember 2002 das Wohl des Kindes vorrangig oder in entscheidender Weise berücksichtigen. Die angefochtene Bestimmung ist in Verbindung mit diesen Bestimmungen und im Lichte von Artikel 25 Absatz 6 Buchstabe c der Verfahrensrichtlinie zu betrachten. Daraus ergibt sich, dass der GKFS einen Antrag auf internationalen Schutz eines unbegleiteten minderjährigen Ausländers, der eine Verbindung zu einem als sicher angesehenen Drittland hat, nur für unzulässig erklären darf, wenn dies dem Kindeswohl dient.

B.90.3. Der dritte Teil des dreizehnten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 7008 ist unbegründet.

In Bezug auf die Anwendung des beschleunigten Prüfungsverfahrens (Artikel 41 des Gesetzes vom 21. November 2017)

B.91. Der vierzehnte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 7008 ist abgeleitet aus einem Verstoß durch Artikel 41 des Gesetzes vom 21. November 2017 gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit den Artikeln 25 Absatz 6 Buchstabe a und 31 Absatz 8 der Verfahrensrichtlinie und mit den Artikeln 20 und 21 der Charta.

B.92. Artikel 57/6/1 § 1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, eingefügt durch den angefochtenen Artikel 41 des Gesetzes vom 21. November 2017, bestimmt:

« § 1. Der Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose kann einen Antrag auf internationalen Schutz gemäß einem beschleunigten Verfahren prüfen, wenn:

a) der Antragsteller bei der Einreichung seines Antrags auf internationalen Schutz und der Darlegung der Tatsachen nur Umstände vorgebracht hat, die für die Prüfung der Frage, ob er Anspruch auf internationalen Schutz hat, nicht von Belang sind, oder

b) der Antragsteller aus einem sicheren Herkunftsland im Sinne von § 3 kommt, oder

c) der Antragsteller die Behörden durch falsche Angaben oder Dokumente oder durch Verschweigen wichtiger Informationen oder durch Zurückhalten von Dokumenten über seine Identität und/oder Staatsangehörigkeit, die sich negativ auf die Entscheidung hätten auswirken können, getäuscht hat, oder

d) angenommen werden kann, dass der Antragsteller ein Identitäts- oder ein Reisedokument, das die Feststellung seiner Identität oder Staatsangehörigkeit ermöglicht hätte, mutwillig vernichtet oder beseitigt hat, oder

e) der Antragsteller eindeutig unstimmgige und widersprüchliche, eindeutig falsche oder offensichtlich unwahrscheinliche Angaben gemacht hat, die im Widerspruch zu hinreichend gesicherten Herkunftslandinformationen stehen, sodass die Begründung für seine Behauptung, dass er als Person mit Anspruch auf internationalen Schutz anzusehen ist, nicht überzeugend ist, oder

f) der Antragsteller einen Folgeantrag auf internationalen Schutz gestellt hat, der gemäß Artikel 57/6/2 § 1 Absatz 1 für zulässig erklärt worden ist, oder

g) der Antragsteller den Antrag nur zur Verzögerung oder Behinderung der Vollstreckung eines bereits gefassten oder unmittelbar bevorstehenden Beschlusses stellt, der zu seiner Abweisung oder Entfernung führen würde, oder

h) der Antragsteller unrechtmäßig in das Staatsgebiet des Königreichs eingereist ist oder seinen Aufenthalt unrechtmäßig verlängert hat und es ohne stichhaltigen Grund versäumt hat, zum angesichts der Umstände seiner Einreise frühestmöglichen Zeitpunkt bei den Behörden vorstellig zu werden oder einen Antrag auf internationalen Schutz zu stellen, oder

i) der Antragsteller sich weigert, der Verpflichtung zu der in Artikel 51/3 erwähnten Abnahme seiner Fingerabdrücke nachzukommen, oder

j) es schwerwiegende Gründe für die Annahme gibt, dass der Antragsteller eine Gefahr für die nationale Sicherheit oder die öffentliche Ordnung darstellt oder er aus schwerwiegenden Gründen der nationalen Sicherheit oder öffentlichen Ordnung unter Zwang entfernt wurde.]

In dem in Absatz 1 Buchstabe f) erwähnten Fall fasst der Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose binnen fünfzehn Werktagen, nachdem er über die Zulässigkeit des Antrags befunden hat, einen Beschluss über den Antrag auf internationalen Schutz.

In allen anderen in Absatz 1 erwähnten Fällen befindet der Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose binnen fünfzehn Werktagen nach Erhalt des durch den Minister oder dessen Beauftragten übermittelten Antrags auf internationalen Schutz über diesen Antrag.

Für die Anwendung der vorliegenden Bestimmung werden alle Tage außer Samstage, Sonntage und Feiertage als Werktage betrachtet ».

B.93.1. Artikel 25 Absatz 6 Buchstabe a der Verfahrensrichtlinie bestimmt :

« Bei der Umsetzung dieser Richtlinie berücksichtigen die Mitgliedstaaten vorrangig das Kindeswohl.

Stellen die Mitgliedstaaten im Laufe des Asylverfahrens fest, dass eine Person ein unbegleiteter Minderjähriger ist, so können sie

a) Artikel 31 Absatz 8 nur anwenden oder weiter anwenden, wenn

i) der Antragsteller aus einem Staat kommt, der die Kriterien für die Einstufung als sicherer Herkunftsstaat im Sinne dieser Richtlinie erfüllt oder

ii) der Antragsteller einen Folgeantrag auf internationalen Schutz gestellt hat, der gemäß Artikel 40 Absatz 5 nicht unzulässig ist, oder

iii) es schwerwiegende Gründe für die Annahme gibt, dass der Antragsteller eine Gefahr für die nationale Sicherheit oder die öffentliche Ordnung darstellt oder er aus schwerwiegenden Gründen der öffentlichen Sicherheit oder öffentlichen Ordnung nach nationalem Recht zwangsausgewiesen wurde ».

B.93.2. Die Artikel 20 und 21 der Charta garantieren jeweils die Gleichheit aller vor dem Gesetz und den Grundsatz der Nichtdiskriminierung.

B.94. Die klagenden Parteien beanstanden im ersten Teil den angefochtenen Artikel 41, insofern er es ermögliche, das beschleunigte Verfahren unterschiedslos auf unbegleitete Minderjährige anzuwenden, während Artikel 25 Absatz 6 Buchstabe a der Verfahrensrichtlinie es nur in drei Fällen erlaube.

B.95.1. Der Ministerrat macht geltend, dass Artikel 48/9 § 5 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 in der durch Artikel 12 des Gesetzes vom 21. November 2017 eingefügten Fassung, nach dem, wenn « der Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose der Ansicht [ist], dass die Person, die internationalen Schutz beantragt, insbesondere bei Folter, Vergewaltigung oder sonstigen schweren Formen psychischer, physischer oder sexueller Gewalt besondere Verfahrenserfordernisse hat, die nicht mit der Prüfung des Antrags gemäß Artikel 57/6/1 § 1 oder 57/6/4 vereinbar sind, [...] der Generalkommissar dieses Verfahren nicht oder nicht mehr an [wendet] », und die Verpflichtung, das Wohl des unbegleiteten minderjährigen Kindes zu berücksichtigen, es dem GKFS ermöglichen, das beschleunigte Verfahren in den Fällen nicht anzuwenden, die nicht in Artikel 25 Absatz 6 Buchstabe a der Verfahrensrichtlinie erwähnt sind, wenn dies im Widerspruch zum Wohl des unbegleiteten Minderjährigen steht.

B.95.2. Die angefochtene Bestimmung verstößt, insofern sie die Durchführung des beschleunigten Prüfungsverfahrens für einen unbegleiteten Minderjährigen in Fällen erlaubt, die nicht in Artikel 25 Absatz 6 Buchstabe a der Verfahrensrichtlinie erwähnt sind, gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit der letztgenannten Bestimmung. Die in B.95.1 erwähnten Bestimmungen führen nicht zu einer anderen Schlussfolgerung, da sie dem GKFS eine Beurteilungsbefugnis in Bezug auf die Zweckmäßigkeit, das beschleunigte Prüfungsverfahren in solchen Fällen durchzuführen, einräumen.

B.95.3. Der erste Teil des vierzehnten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 7008 ist begründet. Somit ist Artikel 57/6/1 § 1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 in der durch den angefochtenen Artikel 41 des Gesetzes vom 21. November 2017 eingefügten Fassung, aber nur insofern er auf einen unbegleiteten ausländischen Minderjährigen in anderen Fällen als den in B.93.1 zitierten Fällen, die in Artikel 25 Absatz 6 Buchstabe a der Verfahrensrichtlinie erwähnt sind, Anwendung finden könnte, für nichtig zu erklären.

B.96. Die klagenden Parteien bemängeln im zweiten Teil die nicht objektive und/oder nicht geeignete Beschaffenheit der Kriterien, die in den Buchstaben *c*, *d*, *f*, *h* und *j*) von Artikel 57/6/1 § 1 Absatz 1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, eingefügt durch den angefochtenen Artikel 41, für die Anwendung des beschleunigten Prüfungsverfahrens im Fall von offensichtlich unbegründeten oder betrügerischen Anträgen aufgeführt sind.

B.97. In den Vorarbeiten zu dem angefochtenen Artikel 41 ist erläutert, dass die Fälle, in denen der GKFS einen Antrag auf internationalen Schutz nach einem beschleunigten Prüfungsverfahren bearbeiten kann, « diejenigen sind, für die Artikel 32 Absatz 2 der Richtlinie 2013/32/EU die Möglichkeit angibt, einen Antrag auf internationalen Schutz als offensichtlich unbegründet betrachten zu können » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, S. 111). Wenn der GKFS « einen Antrag auf Schutz gemäß einem beschleunigten Verfahren bearbeitet, wird dieses in angemessenen verkürzten Fristen bearbeitet, ohne von den mit der Prüfung von Anträgen auf internationalen Schutz generell verbundenen Grundsätzen und Garantien abzuweichen » (ebenda).

In der Begründung ist ferner angegeben:

« La plupart des situations pouvant mener à considérer une demande de protection internationale comme manifestement infondée tiennent à la nature des éléments avancés par le demandeur (éléments sans pertinence pour la procédure d'asile, déclarations manifestement incohérentes et contradictoires, déclarations manifestement fausses ou peu plausibles) ou au comportement ou à l'attitude du demandeur (tentative de tromperie sur des éléments essentiels de la demande, dissimulation d'éléments essentiels à l'examen de la demande, obstacle volontaire à l'examen de la demande ou au déroulement de la procédure, défaut de collaboration volontaire et de mauvaise foi, introduction tardive sans motif valable de la demande, introduction de la demande dans le seul but de faire obstacle à un renouveau ou un éloignement).

Sont également visées les situations de demandes de protection internationale introduites par un ressortissant d'un pays d'origine sûr ou à un apatride qui avait précédemment sa résidence habituelle dans ce pays, les situations de demandes ultérieures de protection internationale qui auront dans un premier temps été déclarées recevables et auront par la suite fait l'objet d'un examen complet et au fond, ainsi que les situations, après examen complet et au fond de la demande de protection internationale, dans lesquelles il existe de sérieuses raisons de considérer que le demandeur représente un danger pour la sécurité nationale ou l'ordre public, ou dans lesquelles le demandeur a été éloigné de manière forcée pour des motifs graves de sécurité nationale ou d'ordre public » (ebenda, SS. 113-114).

Der Rückgriff auf das beschleunigte Prüfungsverfahren hat die Anwendung von verkürzten Fristen zur Folge, unabhängig davon, ob es sich um die Beschlussfassung durch den GKFS (Artikel 57/6/1 § 1 Absätze 2 und 3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980), die Einreichung einer Beschwerde (Artikel 39/57 § 1 Absatz 2 Nr. 2) oder auch um die Beschlussfassung durch den Rat für Ausländerstreitsachen (Artikel 39/76 § 3 Absatz 3) handelt. Es beinhaltet ebenfalls die Möglichkeit, die Niederschrift der persönlichen Anhörung zeitgleich mit dem Beschluss zu übermitteln (Artikel 57/5^{quater} § 4).

Entgegen der Auffassung der klagenden Parteien betrifft die Durchführung des beschleunigten Prüfungsverfahrens nicht ausschließlich offensichtlich unbegründete oder betrügerische Anträge. Es ist ebenfalls möglich für Folgeanträge auf internationalen Schutz, die für zulässig erachtet werden, wie es Artikel 31 Absatz 8 Buchstabe f der Verfahrensrichtlinie vorsieht.

Die von den klagenden Parteien beanstandeten Kriterien sind einzeln zu prüfen.

B.98.1. Artikel 57/6/1 § 1 Absatz 1 Buchstabe *c*) des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 bezieht sich auf den Fall eines Antragstellers, der die Behörden durch falsche Angaben oder Dokumente oder durch Verschweigen wichtiger Informationen oder durch Zurückhalten von Dokumenten über seine Identität und/oder Staatsangehörigkeit, die sich negativ auf die Entscheidung hätten auswirken können, getäuscht hat.

B.98.2. Artikel 57/6/1 § 1 Absatz 1 Buchstabe *d*) desselben Gesetzes bezieht sich auf den Fall, in dem angenommen werden kann, dass der Antragsteller ein Identitäts- oder ein Reisedokument, das die Feststellung seiner Identität oder Staatsangehörigkeit ermöglicht hätte, mutwillig vernichtet oder beseitigt hat.

B.98.3. Laut den klagenden Parteien sind die vorerwähnten Bestimmungen sehr vage formuliert, was zu einer systematischen Anwendung des beschleunigten Verfahrens in Fällen führen könnte, in denen der Antragsteller nicht über seinen Reisepass verfügt, auch wenn der Antrag weder offensichtlich unbegründet noch betrügerisch sei.

B.98.4. Die in B.98.1 und B.98.2 erwähnten Bestimmungen stellen die Umsetzung von Artikel 31 Absatz 8 Buchstaben *c* und *d* der Verfahrensrichtlinie in innerstaatliches Recht dar und sind präzise formuliert. Insofern sie sich auf die Weise beziehen, in der diese Bestimmungen von den zuständigen Behörden angewandt werden, ist der Gerichtshof nicht befugt, diese Beschwerdegründe zu prüfen.

Der zweite Teil des vierzehnten Klagegrunds ist unbegründet, insofern er sich auf Artikel 57/6/1 § 1 Absatz 1 Buchstaben *c*) und *d*) des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 bezieht.

B.99.1. Artikel 57/6/1 § 1 Absatz 1 Buchstabe *f*) des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 bezieht sich auf den Fall, in dem der Antragsteller einen Folgeantrag auf internationalen Schutz gestellt hat, der gemäß Artikel 57/6/2 § 1 Absatz 1 für zulässig erklärt worden ist.

Die klagenden Parteien machen geltend, dass dieser Fall nicht die Durchführung des beschleunigten Prüfungsverfahrens rechtfertigt, wenn der Antragsteller neue Sachverhalte oder Erkenntnisse vorbringe, die die Wahrscheinlichkeit, dass er für die Zuerkennung der Rechtsstellung als Flüchtling oder des subsidiären Schutzstatus in Frage komme, erheblich erhöhe, oder wenn der Erstantrag Gegenstand eines Beschlusses der technischen Verweigerung gemäß Artikel 57/6/5 § 1 Nrn. 1, 2, 3, 4 oder 5 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 gewesen sei.

B.99.2. Artikel 57/6/5 § 1 Nrn. 1 bis 5 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, eingefügt durch den angefochtenen Artikel 45 des Gesetzes vom 21. November 2017, bestimmt:

« Der Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose beschließt, die Prüfung des Antrags auf internationalen Schutz einzustellen, insbesondere wenn:

1. der Antragsteller an dem in der Vorladung festgelegten Datum nicht vorstellig wird und diesbezüglich binnen der vom König festgelegten annehmbaren Frist keinen triftigen Grund angibt,
2. der Antragsteller einer Informationsanfrage nicht binnen einem Monat ab Versand nachkommt und diesbezüglich keinen triftigen Grund angibt,
3. der Antragsteller es unterlässt, die Weiterführung der Prüfung seines Antrags auf internationalen Schutz gemäß Artikel 55 zu beantragen,

4. der Antragsteller sich an einem in den Artikeln 74/8 oder 74/9 erwähnten bestimmten Ort befindet oder von einer in Artikel 68 erwähnten Sicherheitsmaßnahme betroffen ist und er in diesen Fällen den Ort seiner Festhaltung beziehungsweise seines Aufenthalts ohne Erlaubnis verlassen und nicht binnen fünfzehn Tagen den Minister oder seinen Beauftragten kontaktiert hat,

5. der Antragsteller sich ohne triftigen Grund während mindestens fünfzehn Tagen der Meldepflicht entzogen hat, deren Modalitäten durch Königlichen Erlass festgelegt sind ».

B.99.3. In Bezug auf die Folgeanträge, die aufgrund dessen für zulässig erklärt werden, dass der Antragsteller neue Sachverhalte oder Erkenntnisse vorbringt, die die Wahrscheinlichkeit, dass er für die Zuerkennung der Rechtsstellung als Flüchtling oder des subsidiären Schutzstatus in Frage kommt, erheblich erhöhen, entbehrt die Möglichkeit, das beschleunigte Prüfungsverfahren durchzuführen, unter Berücksichtigung einerseits der Zulassung der vorerwähnten neuen Sachverhalte oder Erkenntnisse sowie andererseits dessen, dass der Ausländer bereits Gegenstand einer ersten Prüfung im Rahmen des anfänglichen Antrags war, nicht einer vernünftigen Rechtfertigung. Im Übrigen weisen die klagenden Parteien nicht nach, dass die Befugnis des GKFS, ein beschleunigtes Prüfungsverfahren durchzuführen, eine unverhältnismäßige Verletzung der Rechte der betroffenen Ausländer zur Folge hätte.

B.99.4. In Bezug auf die Folgeanträge, die in dem Fall für zulässig erklärt werden, dass der Erstantrag Gegenstand eines Beschlusses der technischen Verweigerung gemäß Artikel 57/6/5 § 1 Nrn. 1, 2, 3, 4 oder 5 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 war, ist die Durchführung des beschleunigten Prüfungsverfahrens im Hinblick auf Artikel 31 Absatz 8 der Verfahrensrichtlinie nicht vernünftig gerechtfertigt.

B.99.5. Der zweite Teil des vierzehnten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 7008 ist teilweise begründet, insoweit er sich auf Artikel 57/6/1 § 1 Absatz 1 Buchstabe *f*) des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 bezieht. Diese Bestimmung ist für nichtig zu erklären, aber nur insofern sie die Anwendung des beschleunigten Prüfungsverfahrens in dem Fall ermöglicht, dass der Antragsteller einen Folgeantrag auf internationalen Schutz gestellt hat, nachdem der Erstantrag Gegenstand eines Einstellungsbeschlusses in Anwendung von Artikel 57/6/5 § 1 Nrn. 1, 2, 3, 4 oder 5 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 war.

Es besteht kein Anlass, dem Gerichtshof der Europäischen Union eine Vorabentscheidungsfrage zur Gültigkeit von Artikel 31 Absatz 8 Buchstabe *f* der Verfahrensrichtlinie zu stellen, da die von den klagenden Parteien vorgeschlagene Vorabentscheidungsfrage auf der falschen Annahme beruht, dass das beschleunigte Prüfungsverfahren in jedem Fall darauf abzielen würde, « einen Antrag schnell abzulehnen, wenn er voraussichtlich unbegründet ist ».

B.100.1. Artikel 57/6/1 § 1 Absatz 1 Buchstabe *h*) des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 bezieht sich auf den Fall, dass der Antragsteller unrechtmäßig in das Staatsgebiet des Königreichs eingereist ist oder seinen Aufenthalt unrechtmäßig verlängert hat und es ohne stichhaltigen Grund versäumt hat, zum angesichts der Umstände seiner Einreise frühestmöglichen Zeitpunkt bei den Behörden vorstellig zu werden oder einen Antrag auf internationalen Schutz zu stellen.

Nach Auffassung der klagenden Parteien sind die erwähnten Fristen weder präzise noch objektiv. Außerdem könne sich die begründete Furcht oder die Gefahr eines ernsthaften Schadens später konkretisieren, wie zum Beispiel, wenn das Schutzbedürfnis vor Ort eintrete, da der Antragsteller bezüglich der Stellung eines Antrags schlecht beraten worden sein könnte.

B.100.2. In Anbetracht der Verschiedenartigkeit der Situationen, die vorliegen könnten, und der Notwendigkeit, jeden Fall einzeln zu beurteilen, kann dem Gesetzgeber vernünftigerweise nicht vorgeworfen werden, dass er keine bestimmten Fristen für die Anwendung der angefochtenen Bestimmung festgelegt hat. Im Übrigen beziehen sich die Beschwerdegründe der klagenden Parteien auf die Anwendung des Gesetzes, für die der Gerichtshof nicht zuständig ist.

Der zweite Teil des vierzehnten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 7008 ist unbegründet, insoweit er sich auf Artikel 57/6/1 § 1 Absatz 1 Buchstabe *h*) des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 bezieht.

Unter Berücksichtigung des Vorstehenden und da die klagenden Parteien nicht darlegen, inwiefern der Umstand, dass Artikel 46 Absatz 6 Buchstabe *a* dieser Richtlinie « Entscheidungen [, die] auf die in Artikel 31 Absatz 8 Buchstabe *h* aufgeführten Umstände gestützt [sind], » eine besondere Behandlung hinsichtlich des Rechts auf eine wirksame Beschwerde vorbehält, bedeuten würde, dass das beschleunigte Prüfungsverfahren in einem solchen Fall nicht sachdienlich wäre, besteht kein Anlass, dem Gerichtshof der Europäischen Union eine Vorabentscheidungsfrage zur Gültigkeit von Artikel 31 Absatz 8 Buchstabe *h* der Verfahrensrichtlinie zu stellen.

B.101.1. Artikel 57/6/1 § 1 Absatz 1 Buchstabe *j*) des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 bezieht sich auf den Fall, in dem es schwerwiegende Gründe für die Annahme gibt, dass der Antragsteller eine Gefahr für die nationale Sicherheit oder die öffentliche Ordnung darstellt oder er aus schwerwiegenden Gründen der nationalen Sicherheit oder öffentlichen Ordnung unter Zwang entfernt wurde.

Nach Auffassung der klagenden Parteien hat dieses Kriterium nichts mit der Frage zu tun, ob ein Antrag betrügerisch oder offensichtlich unbegründet ist. Die Gründe der öffentlichen Ordnung deckten sich möglicherweise mit der Prüfung einer Ausschlussklausel, die mit einem beschleunigten Verfahren nicht vereinbar sei. Schließlich sei eine Maßnahme zur Beschleunigung des Verfahrens weder effektiv noch stehe sie im Verhältnis zur Gefahr für die öffentliche Ordnung.

B.101.2. Die Möglichkeit, das beschleunigte Prüfungsverfahren durchzuführen, wenn es schwerwiegende Gründe für die Annahme gibt, dass der Antragsteller eine Gefahr für die nationale Sicherheit oder die öffentliche Ordnung darstellt oder er aus schwerwiegenden Gründen der nationalen Sicherheit oder öffentlichen Ordnung unter Zwang entfernt wurde, entbehrt im Hinblick auf die Art des Grundes für die Beschleunigung des Verfahrens nicht einer vernünftigen Rechtfertigung. Im Übrigen weisen die klagenden Parteien nicht nach, dass die Befugnis des GKFS, in einem solchen Fall ein beschleunigtes Prüfungsverfahren durchzuführen, eine unverhältnismäßige Verletzung der Rechte der betroffenen Ausländer zur Folge hätte.

Der zweite Teil des vierzehnten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 7008 ist unbegründet, insoweit er sich auf Artikel 57/6/1 § 1 Absatz 1 Buchstabe *j*) des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 bezieht.

Unter Berücksichtigung des Vorstehenden und da die klagenden Parteien nicht darlegen, inwiefern das Urteil des Gerichtshofes der Europäischen Union vom 24. Juni 2015 in Sachen *H.T.* (C-373/13) zu einer anderen Schlussfolgerung führen sollte, besteht kein Anlass, dem Gerichtshof der Europäischen Union eine Vorabentscheidungsfrage zur Gültigkeit von Artikel 31 Absatz 8 Buchstabe *j* der Verfahrensrichtlinie zu stellen.

In Bezug auf den Antrag, der von einem Ausländer gestellt wurde, der freiwillig mindestens drei Monate lang in sein Herkunftsland zurückgekehrt ist (Artikel 4 des Gesetzes vom 21. November 2017)

B.102. Der fünfzehnte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 7008 ist abgeleitet aus einem Verstoß durch Artikel 4 des Gesetzes vom 21. November 2017 gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit den Artikeln 2 Buchstabe *q* und 28 Absatz 3 der Verfahrensrichtlinie und mit Artikel 19 der Dublin-III-Verordnung, insofern er geringere Verfahrensgarantien für die Personen, die internationalen Schutz beantragen, die freiwillig mindestens drei Monaten lang in ihr Herkunftsland zurückgekehrt sind und die später einen neuen Antrag stellen, gegenüber den Garantien vorsieht, auf die andere Antragsteller Anspruch haben.

Aus der Darlegung der klagenden Parteien geht hervor, dass sich der Klagegrund insbesondere auf Artikel 1 § 1 Nr. 20 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 in der durch den angefochtenen Artikel 4 des Gesetzes vom 21. November 2017 eingefügten Fassung bezieht, der bestimmt:

« Für die Anwendung des vorliegenden Gesetzes versteht man unter:

[...]

20. Folgeantrag auf internationalen Schutz: jeden weiteren Antrag auf internationalen Schutz, der nach Ergehen eines bestandskräftigen Beschlusses über einen früheren Antrag gestellt wird, einschließlich der Beschlüsse auf der Grundlage von Artikel 57/6/5 § 1 Nr. 1, 2, 3, 4, 5, 7 und 8 ».

B.103. Zu dieser Bestimmung ist in den Vorarbeiten angegeben:

« Demande ultérieure de protection internationale

Cette définition est une transposition littérale de l'article 2, q) de la directive 2013/32/UE :

' demande ultérieure : une nouvelle demande de protection internationale présentée après qu'une décision finale a été prise sur une demande antérieure, y compris le cas dans lequel le demandeur a explicitement retiré sa demande et le cas dans lequel l'autorité responsable de la détermination a rejeté une demande à la suite de son retrait implicite, conformément à l'article 28, paragraphe 1 '.

[...]

Cette définition inclut également la demande de protection internationale introduite par un étranger qui est retourné ou qui prétend être retourné dans son pays d'origine entre la demande précédente et sa nouvelle demande et soulève y avoir vécu de nouveaux faits de persécution. Il appartient au Commissaire général, sur base de la compétence qui lui a été attribuée par le législateur à l'article 57/6/2 de la loi, d'examiner si le retour (vauté) et les persécutions alléguées constituent des ' éléments nouveaux qui augmentent de manière significative la probabilité qu'il puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 '. Cette compétence implique, notamment, qu'il appartient au Commissaire général d'évaluer la réalité du retour et des persécutions alléguées sur base des éléments présentés par le demandeur de protection internationale et des éléments qui sont, le cas échéant, autrement mis à la disposition du Commissaire général.

L'arrêt de la Cour de Cassation du 21 janvier 2014 (P.13 2061.N) n'est donc pas suivi, compte tenu des arguments invoqués ci-devant, dans la mesure où il y est affirmé que :

' L'étranger qui, après avoir déjà introduit une ou plusieurs demandes d'asile et avoir été effectivement rapatrié, entre à nouveau dans le Royaume et y introduit une demande d'asile, ne peut être considéré comme " l'étranger qui a déjà introduit une autre demande d'asile " au sens de la disposition précitée [l'article 74/6, § 1^{er}bis, 9^o, de la loi du 15 décembre 1980]. Dès lors que, après son éloignement, l'intéressé peut, à nouveau, être exposé à des poursuites, la demande introduite doit être considérée comme une nouvelle demande '.

Comme souligné ci-devant, la définition de ' demande ultérieure ' contenue dans l'article 2, q) de la directive 2013/32/UE ne prévoit pas d'exception pour un retour dans le pays d'origine, et le seul critère dans cette définition consiste à savoir si une ' décision finale ' a été prise ou pas quant à une demande précédente.

Le Conseil du contentieux des étrangers a également confirmé à plusieurs reprises qu'une deuxième demande de protection internationale introduite après un retour du pays d'origine constitue une demande ultérieure de protection internationale. Selon le Conseil du contentieux des étrangers, le fait que le demandeur soit retourné dans son pays n'empêche pas que la nouvelle demande puisse être considérée comme une demande ultérieure de protection internationale au sens de l'article 51/8 de la loi du 15 décembre 1980. Selon le Conseil du contentieux des étrangers, la notion ' d'élément nouveau ' au sens de l'article 51/8 de la loi du 15 décembre 1980 couvre aussi l'hypothèse de faits nouveaux qui seraient survenus au pays d'origine et dont le demandeur aurait été la victime ou le témoin direct. Le Conseil signale par ailleurs que le simple fait qu'un demandeur est resté sur le territoire belge depuis la fin de la procédure d'asile antérieure ne peut, en soi, signifier que sa demande ultérieure de protection internationale n'est pas prise en considération [puisqu'une crainte fondée ou un risque réel de subir des atteintes graves peut également apparaître dans le pays d'accueil] (voir CCE, 30 septembre 2016, n° 175 642). L'on ne peut pas déduire de la directive, ni de la législation belge, que le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides doit prendre une nouvelle décision sur le fond si l'étranger introduit une demande ultérieure après qu'il est rentré dans son pays d'origine. Le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides examine en priorité si de nouveaux éléments apparaissent, ou sont présentés par le demandeur, qui augmentent de manière significative la probabilité que le demandeur puisse prétendre à la reconnaissance du statut de réfugié au sens de l'article 48/3 (CCE, 13 août 2014, n° 128 064).

Il résulte de cette définition de ' demande ultérieure ' que toute nouvelle demande de protection internationale qui est introduite après qu'une décision finale a été prise dans le cadre de la demande précédente de protection internationale, doit être considérée comme une demande ultérieure au sens de la loi » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, SS. 22-24).

B.104.1. Artikel 2 Buchstabe q der Verfahrensrichtlinie bestimmt:

« Im Sinne dieser Richtlinie bezeichnet der Ausdruck

[...]

' Folgeantrag ' einen weiteren Antrag auf internationalen Schutz, der nach Erlass einer bestandskräftigen Entscheidung über einen früheren Antrag gestellt wird, auch in Fällen, in denen der Antragsteller seinen Antrag ausdrücklich zurückgenommen hat oder die Asylbehörde den Antrag nach der stillschweigenden Rücknahme durch den Antragsteller gemäß Artikel 28 Absatz 1 abgelehnt hat ».

Artikel 28 derselben Richtlinie bestimmt:

« 1. Besteht Grund zu der Annahme, dass ein Antragsteller seinen Antrag stillschweigend zurückgenommen hat oder das Verfahren nicht weiter betreibt, so stellen die Mitgliedstaaten sicher, dass die Asylbehörde entweder entscheidet, die Antragsprüfung einzustellen oder, sofern die Asylbehörde den Antrag nach angemessener inhaltlicher Prüfung gemäß Artikel 4 der Richtlinie 2011/95/EU als unbegründet ansieht, den Antrag abzulehnen.

Die Mitgliedstaaten können insbesondere dann davon ausgehen, dass der Antragsteller seinen Antrag auf internationalen Schutz stillschweigend zurückgezogen hat oder das Verfahren nicht weiter betreibt, wenn er nachweislich

a) den Aufforderungen zur Vorlage von für den Antrag wesentlichen Informationen gemäß Artikel 4 der Richtlinie 2011/95/EU oder einer Aufforderung zur persönlichen Anhörung gemäß den Artikeln 14 bis 17 dieser Richtlinie nicht nachgekommen ist, es sei denn, er weist innerhalb einer angemessenen Frist nach, dass sein Versäumnis auf Umstände zurückzuführen war, auf die er keinen Einfluss hatte;

b) untergetaucht ist oder seinen Aufenthaltsort oder Ort seiner Ingewahrsamnahme ohne Genehmigung verlassen und nicht innerhalb einer angemessenen Frist die zuständige Behörde kontaktiert hat, oder seinen Melde- und anderen Mitteilungspflichten nicht innerhalb einer angemessenen Frist nachgekommen ist, es sei denn, der Antragsteller weist nach, dass dies auf Umstände zurückzuführen war, auf die er keinen Einfluss hatte.

Die Mitgliedstaaten können Fristen oder Leitlinien für die Anwendung dieser Bestimmungen festsetzen.

2. Die Mitgliedstaaten stellen sicher, dass ein Antragsteller, der sich nach Einstellung der Antragsprüfung gemäß Absatz 1 wieder bei der zuständigen Behörde meldet, berechtigt ist, um Wiedereröffnung des Verfahrens zu ersuchen oder einen neuen Antrag zu stellen, der nicht nach Maßgabe der Artikel 40 und 41 geprüft wird.

Die Mitgliedstaaten können eine Frist von mindestens neun Monaten vorschreiben, nach deren Ablauf das Verfahren nicht wieder eröffnet werden darf beziehungsweise der neue Antrag als Folgeantrag behandelt und nach Maßgabe der Artikel 40 und 41 geprüft werden kann. Die Mitgliedstaaten können vorschreiben, dass das Verfahren des Antragstellers nur ein Mal wieder eröffnet werden darf.

Die Mitgliedstaaten stellen sicher, dass die betreffende Person nicht entgegen dem Grundsatz der Nicht-Zurückweisung abgeschoben wird.

Die Mitgliedstaaten können der Asylbehörde die Wiederaufnahme der Prüfung in dem Verfahrensabschnitt gestatten, in dem sie eingestellt wurde.

3. Dieser Artikel gilt unbeschadet der Verordnung (EU) Nr. 604/2013 ».

B.104.2. Artikel 19 der Dublin-III-Verordnung bestimmt:

« 1. Erteilt ein Mitgliedstaat dem Antragsteller einen Aufenthaltstitel, so obliegen diesem Mitgliedstaat die Pflichten nach Artikel 18 Absatz 1.

2. Die Pflichten nach Artikel 18 Absatz 1 erlöschen, wenn der zuständige Mitgliedstaat nachweisen kann, dass der Antragsteller oder eine andere Person im Sinne von Artikel 18 Absatz 1 Buchstabe c oder d, um dessen/deren Aufnahme oder Wiederaufnahme er ersucht wurde, das Hoheitsgebiet der Mitgliedstaaten für mindestens drei Monate verlassen hat, es sei denn, die betreffende Person ist im Besitz eines vom zuständigen Mitgliedstaat ausgestellten gültigen Aufenthaltstitels.

Ein nach der Periode der Abwesenheit im Sinne des Unterabsatzes 1 gestellter Antrag gilt als neuer Antrag, der ein neues Verfahren zur Bestimmung des zuständigen Mitgliedstaats auslöst.

3. Die Pflichten nach Artikel 18 Absatz 1 Buchstaben c und d erlöschen, wenn der zuständige Mitgliedstaat nachweisen kann, dass der Antragsteller oder eine andere Person im Sinne von Artikel 18 Absatz 1 Buchstabe c oder d, um dessen/deren Wiederaufnahme er ersucht wurde, nach Rücknahme oder Ablehnung des Antrags das Hoheitsgebiet der Mitgliedstaaten auf der Grundlage eines Rückführungsbeschlusses oder einer Abschiebungsanordnung verlassen hat.

Ein nach einer vollzogenen Abschiebung gestellter Antrag gilt als neuer Antrag, der ein neues Verfahren zur Bestimmung des zuständigen Mitgliedstaats auslöst ».

B.105. Aus der Klageschrift geht hervor, dass sich die klagenden Parteien auf die Situation des Ausländers beziehen, der, nachdem er einen Erstantrag auf internationalen Schutz gestellt hat, freiwillig mindestens drei Monate lang in sein Herkunftsland zurückgekehrt ist und der danach erneut einen Antrag auf internationalen Schutz in Belgien stellt. Die klagenden Parteien bemängeln den Umstand, dass der zweite Antrag als ein « Folgeantrag » und nicht als ein « neuer Antrag » angesehen werde, wodurch ein betroffener Ausländer « geringere Verfahrensgarantien » gegenüber den Garantien genieße, auf die normale Antragsteller Anspruch hätten. Die klagenden Parteien sind im Wesentlichen der Auffassung, dass der bloße Umstand, dass der Ausländer freiwillig mindestens drei Monate lang in sein Herkunftsland zurückkehrt, bedeutet, dass der neue von ihm eingereichte Antrag auf Schutz als ein neuer Antrag und nicht als ein Folgeantrag angesehen werden müsse. Sie machen geltend, dass « sich weder die Definition des Folgeantrags, die in Artikel 2 Buchstabe q) der Richtlinie 2013/32/EU enthalten ist, noch die Aufzählung der Fälle der stillschweigenden Rücknahme oder des Nichtbetreibens von Artikel 28 der Richtlinie auf Antragsteller bezieht, die in ihr Herkunftsland zurückgekehrt sind » und dass ein « neuer Antrag » im Sinne von Artikel 19 der Dublin III-Verordnung kein « Folgeantrag » im Sinne der Verfahrensrichtlinie sein könne. Der Gerichtshof prüft diesen Klagegrund in diesem Sinne.

B.106.1. Artikel 19 Absätze 2 und 3 der Dublin III-Verordnung sieht vor, dass jeder Antrag, der gestellt wird, nachdem die betroffene Person das Hoheitsgebiet der Mitgliedstaaten für mindestens drei Monate verlassen hat, oder nach einer tatsächlichen Entfernung gestellt wird, als « neuer Antrag, der ein neues Verfahren zur Bestimmung des zuständigen Mitgliedstaats auslöst » gilt.

B.106.2. Wie der Ministerrat unterstreicht, haben die Verfahrensrichtlinie und die Dublin III-Verordnung unterschiedliche Zwecke. Während mit der Verfahrensrichtlinie nach ihrem Artikel 1 « gemeinsame Verfahren für die Zuerkennung und Aberkennung des internationalen Schutzes gemäß der Richtlinie 2011/95/EU eingeführt » werden, legt die Dublin III-Verordnung, wie bereits erwähnt, « die Kriterien und Verfahren fest, die bei der Bestimmung des Mitgliedstaats, der für die Prüfung eines von einem Drittstaatsangehörigen oder Staatenlosen in einem Mitgliedstaat gestellten Antrags auf internationalen Schutz zuständig ist, zur Anwendung gelangen ».

Die klagenden Parteien weisen nicht nach, inwiefern Artikel 19 der Dublin III-Verordnung zwangsläufig die Einstufung als « Folgeantrag » im Sinne der Verfahrensrichtlinie für den « neue [n] Antrag, der ein neues Verfahren zur Bestimmung des zuständigen Mitgliedstaats auslöst » ausschließt. Der Umstand, dass Artikel 28 Absatz 3 der Verfahrensrichtlinie bestimmt, dass dieser Artikel « [...] unbeschadet der Verordnung (EU) Nr. 604/2013 [gilt] », kann nicht zu einer solchen Schlussfolgerung führen.

Entgegen den Ausführungen der klagenden Parteien schließen weder Artikel 2 Buchstabe q der Verfahrensrichtlinie, der die Definition des « Folgeantrags » enthält, noch Artikel 28 derselben Richtlinie, der sich auf die Fälle der stillschweigenden Rücknahme eines Antrags auf internationalen Schutz oder des Nichtbetreibens des Verfahrens bezieht, an sich nur aus diesem Grund den Fall von Antragstellern aus, die in ihr Herkunftsland zurückgekehrt sind.

B.106.3. Da der fünfzehnte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 7008 auf einer falschen Annahme beruht, ist er unbegründet. Dem Gerichtshof der Europäischen Union ist folglich keine Vorabentscheidungsfrage zu stellen.

In Bezug auf die Zulässigkeit von Sachverhalten, die im Rahmen eines Folgeantrags verspätet vorgebracht wurden (Artikel 42 des Gesetzes vom 21. November 2017)

B.107. Der sechzehnte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 7008 ist abgeleitet aus einem Verstoß durch Artikel 42 des Gesetzes vom 21. November 2017 gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit den Artikeln 12 und 17 der Richtlinie 2011/95/EU, mit Artikel 18 der Charta und mit Artikel 1 des Genfer Abkommens.

B.108. Artikel 57/6/2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, ersetzt durch den angefochtenen Artikel 42 des Gesetzes vom 21. November 2017, bestimmt:

« § 1. Nach Erhalt des vom Minister oder von seinem Beauftragten auf der Grundlage von Artikel 51/8 übermittelten Folgeantrags prüft der Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose vorrangig, ob neue Sachverhalte oder Erkenntnisse zutage treten oder vom Antragsteller vorgebracht werden, die die Wahrscheinlichkeit, dass er für die Zuerkennung der Rechtsstellung als Flüchtling im Sinne von Artikel 48/3 oder des subsidiären Schutzstatus im Sinne von Artikel 48/4 in Frage kommt, erheblich erhöhen. Liegen keine solchen Sachverhalte oder Erkenntnisse vor, erklärt der Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose den Antrag für unzulässig. Andernfalls oder wenn gegen den Antragsteller vorher nur ein Beschluss zur Einstellung der Antragsprüfung in Anwendung von Artikel 57/6/5 § 1 Nr. 1, 2, 3, 4 oder 5 gefasst wurde, erklärt der Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose den Antrag für zulässig.

Bei der in Absatz 1 erwähnten Prüfung berücksichtigt der Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose gegebenenfalls die Tatsache, dass der Antragsteller es im früheren Verfahren ohne triftige Erklärung unterlassen hat, insbesondere durch Einlegen der in Artikel 39/2 erwähnten Beschwerde, die Sachverhalte geltend zu machen, die die Einreichung seines Folgeantrags rechtfertigen.

§ 2. Fasst der Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose einen Unzulässigkeitsbeschluss gemäß § 1, informiert er den Minister oder seinen Beauftragten, ob die Entfernung beziehungsweise Abweisung einen Verstoß gegen den Grundsatz der Nichtzurückweisung des Antragstellers aufgrund der Prüfung im Hinblick auf die Artikel 48/3 und 48/4 zur Folge hat.

§ 3. Wenn in Anwendung von § 2 der Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose im Rahmen des vorherigen Antrags die Auffassung vertreten hat, dass eine Entfernungs- oder Abweisungsmaßnahme keinen Verstoß gegen den Grundsatz der Nichtzurückweisung zur Folge hat, kann eine solche Maßnahme unter Zwang ausgeführt werden, und zwar ab Stellung des Antrags und während der in § 1 erwähnten Prüfung in Bezug auf den Antragsteller:

- der einen zweiten oder weiteren Folgeantrag stellt und
- der sich vor Stellung seines vorherigen Antrags und seitdem ununterbrochen an einem wie in den Artikeln 74/8 oder 74/9 erwähnten bestimmten Ort befindet ».

B.109. Zu der angefochtenen Bestimmung ist in den Vorarbeiten angegeben:

« L'alinéa 2 constitue la transposition de l'article 40, § 4, de la directive 2013/32/UE, qui laisse la possibilité aux États membres de ne poursuivre l'examen de la demande ultérieure que si le demandeur a été, sans faute de sa part, dans l'incapacité de faire valoir, au cours de la précédente procédure, les éléments déposés à l'appui de sa dernière demande, en particulier en exerçant son droit à un recours effectif. L'alinéa 2 ne prévoit pas la possibilité de déclarer la demande irrecevable pour ce seul motif, dès lors qu'un examen des éléments nouveaux est indispensable, notamment parce que le Commissaire général est tenu en vertu du paragraphe 2 de se prononcer quant au risque de refoulement, ce qui implique qu'il procède à un examen de l'élément nouveau en question sur base de l'alinéa 1^{er}, et qu'il ne peut donc pas se limiter au constat du comportement du demandeur, et ensuite parce que l'examen effectué par le Conseil du contentieux des étrangers dans le cadre d'un recours éventuel de plein contentieux ne se limite pas aux critères de recevabilité stricto sensu. En ce sens, l'alinéa 2 prévoit donc des conséquences moins strictes que la directive au dépôt tardif d'éléments que le demandeur aurait pu déposer dans le cadre de l'examen de sa demande précédente. Il n'en demeure pas moins, cependant, que cette omission fautive dans le chef du demandeur doit être dûment prise en compte dans l'examen visé au paragraphe premier. Cet alinéa vise en effet, d'une part, à encourager la pleine collaboration du demandeur afin qu'il dépose toutes les pièces et éléments qui sont à sa disposition au cours de la procédure en cours, et qu'il informe les instances chargées d'examiner la demande de tout élément dont il aurait connaissance en cours de procédure, que ce soit au niveau du CGRA, en première instance, qu'à celui du Conseil du Contentieux des Etrangers dans le cadre d'un recours de plein contentieux, et d'autre part, à dissuader le demandeur de déposer, au cours d'une demande ultérieure, des éléments ou des déclarations qui auraient pu l'être dans le cadre de la procédure antérieure, mais qui ne l'ont pas été et ce dans un but purement dilatoire. Il convient d'insister ici sur le fait que le constat de la tardiveté du dépôt ou de l'invocation de l'élément nouveau visé à cet alinéa porte sur le comportement du demandeur qui, bien qu'il ait eu connaissance ou ait eu à sa disposition cet élément alors que le traitement de la demande précédente était encore en cours, a manqué à son devoir de collaboration, en ne le présentant ni au CGRA ni au CCE dans le cadre d'un recours de plein contentieux, mais en faisant rétention de cet élément pour le présenter comme élément nouveau dans le cadre d'une nouvelle demande de protection internationale. C'est la raison pour laquelle, bien que le CGRA doive procéder à l'examen de l'élément nouveau en tant que tel, le comportement du demandeur, qui a manqué à son obligation principale de collaboration doit être dûment pris en compte. Il appartient alors au demandeur d'apporter une explication valable quant aux raisons qui l'ont empêché de déposer ces éléments lors de la procédure précédente lorsque ceux-ci étaient à sa disposition ou connus de lui pendant le déroulement de celle-ci » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, SS. 117-118).

B.110.1. Artikel 1 des Genfer Abkommens definiert den Begriff « Flüchtling »:

« A. ' Flüchtling ' im Sinne dieses Abkommens ist jede Person,

1. die nach den Vereinbarungen vom 12. Mai 1926 und 30. Juni 1928 oder nach den Abkommen vom 28. Oktober 1933 und 10. Februar 1938 und des Protokolls vom 14. September 1939 oder nach der Verfassung der Internationalen Flüchtlingsorganisation als Flüchtling betrachtet wurde;

die von der Internationalen Flüchtlingsorganisation während ihrer Tätigkeit getroffenen Entscheide über die Anerkennung eines Flüchtlings sind kein Hindernis, um einer Person, die die Bedingungen von Ziffer 2 dieses Abschnittes erfüllt, die Flüchtlingseigenschaft zuerkennen zu können;

2. die sich auf Grund von Ereignissen, die vor dem 1. Januar 1951 eingetreten sind, und aus begründeter Furcht vor Verfolgung wegen ihrer Rasse, Religion, Staatszugehörigkeit, Zugehörigkeit zu einer bestimmten sozialen Gruppe oder wegen ihrer politischen Überzeugung außerhalb ihres Heimatlandes befindet und dessen Schutz nicht beanspruchen kann oder wegen dieser Befürchtungen nicht beanspruchen will; oder die sich als Staatenlose infolge solcher Ereignisse außerhalb ihres Wohnsitzstaates befindet und dorthin nicht zurückkehren kann oder wegen der erwähnten Befürchtungen nicht zurückkehren will.

Wenn jemand mehr als eine Staatsangehörigkeit besitzt, wird als Heimatstaat jedes Land betrachtet, dessen Staatsangehörigkeit er besitzt. Wer nicht aus einem stichhaltigen, auf begründeter Furcht beruhenden Grunde den Schutz eines der Staaten, dessen Staatsangehörigkeit er besitzt, ablehnt, gilt nicht als des Schutzes seines Heimatstaates beraubt.

B. 1. Im Sinne dieses Abkommens sind unter den im Artikel 1, Abschnitt A enthaltenen Worten ' Ereignisse, die vor dem 1. Januar 1951 eingetreten sind ', zu verstehen:

a) ' Ereignisse, die vor dem 1. Januar 1951 in Europa eingetreten sind ' oder

b) ' Ereignisse, die vor dem 1. Januar 1951 in Europa oder anderswo eingetreten sind '.

Jeder vertragsschließende Staat hat im Zeitpunkt der Unterzeichnung, der Ratifikation oder des Beitritts eine Erklärung darüber abzugeben, welche Bedeutung er dem Ausdruck mit Bezug auf seine aus diesem Abkommen übernommenen Verpflichtungen zu geben beabsichtigt.

2. Jeder vertragsschließende Staat, der die Alternative unter Buchstabe a angenommen hat, kann jederzeit durch Mitteilung an den Generalsekretär der Vereinten Nationen seine Verpflichtungen durch Annahme der Alternative gemäß Buchstabe b erweitern.

C. Eine Person, auf die die Bestimmungen des Abschnittes A zutreffen, fällt nicht mehr unter dieses Abkommen,

1. wenn sie sich freiwillig wieder unter den Schutz des Landes, dessen Staatsangehörigkeit sie besitzt, gestellt hat; oder

2. wenn sie freiwillig die verlorene Staatsangehörigkeit wieder erworben hat; oder

3. wenn sie eine neue Staatsangehörigkeit erworben hat und den Schutz des neuen Heimatstaates genießt; oder

4. wenn sie freiwillig in das Land, das sie aus Furcht vor Verfolgung verlassen oder nicht mehr betreten hat, zurückgekehrt ist und sich dort niedergelassen hat; oder

5. wenn sie nach Wegfall der Umstände, auf Grund deren sie als Flüchtling anerkannt worden ist, es nicht mehr ablehnen kann, den Schutz ihres Heimatstaates in Anspruch zu nehmen.

Diese Bestimmungen sind jedoch nicht auf die in Ziffer 1 des Abschnittes A erwähnten Flüchtlinge anwendbar, die den Schutz ihres Heimatstaates aus triftigen Gründen, die auf frühere Verfolgungen zurückgehen, ablehnen;

6. wenn sie staatenlos und nach Wegfall der Umstände, auf Grund deren sie als Flüchtling anerkannt worden ist, in der Lage ist, in das Land ihres früheren Wohnsitzes zurückzukehren;

Diese Bestimmungen sind jedoch nicht auf die in Ziffer 1 des Abschnittes A erwähnten Flüchtlinge anwendbar, die die Rückkehr in das Land ihres früheren Wohnsitzes aus triftigen Gründen, die auf frühere Verfolgungen zurückgehen, ablehnen.

D. Dieses Abkommen ist nicht anwendbar auf Personen, die zurzeit durch eine andere Organisation oder Institution der Vereinten Nationen als den [Hohen Kommissar] der Vereinten Nationen für Flüchtlinge Schutz oder Hilfe erhalten.

Wenn dieser Schutz oder diese Hilfe aus irgendeinem Grunde wegfallen, ohne dass die Stellung dieser Personen durch entsprechende Beschlüsse der Generalversammlung der Vereinten Nationen endgültig geregelt worden wäre, genießen sie alle Rechte dieses Abkommens.

E. Dieses Abkommen ist nicht anwendbar auf Personen, welche nach Auffassung der zuständigen Behörden des Wohnsitzstaates im Besitze aller Rechte und Pflichten von Staatsangehörigen des Landes stehen.

F. Die Bestimmungen dieses Abkommens sind nicht anwendbar auf Personen, für die ernsthafte Gründe für den Verdacht bestehen:

a) dass sie ein Verbrechen gegen den Frieden, ein Kriegsverbrechen oder ein Verbrechen gegen die Menschlichkeit im Sinne der internationalen Vertragswerke begangen haben, die Bestimmungen zur Verhinderung solcher Verbrechen enthalten;

b) dass sie ein schweres Verbrechen des gemeinen Rechts außerhalb des Gastlandes begangen haben, bevor sie dort als Flüchtling aufgenommen worden sind;

c) dass sie sich Handlungen zuschulden kommen ließen, die gegen die Ziele und Grundsätze der Vereinten Nationen gerichtet sind ».

Diese Bestimmung ist in Verbindung mit dem Protokoll vom 31. Januar 1967 über die Rechtsstellung der Flüchtlinge zu betrachten, das das Genfer Abkommen auf alle Flüchtlinge anwendbar macht, die unter die Definition in dem Abkommen fallen, ohne den Stichtag vom 1. Januar 1951 zu berücksichtigen.

B.110.2. Artikel 18 der Charta bestimmt:

« Das Recht auf Asyl wird nach Maßgabe des Genfer Abkommens vom 28. Juli 1951 und des Protokolls vom 31. Januar 1967 über die Rechtsstellung der Flüchtlinge sowie nach Maßgabe des Vertrags über die Europäische Union und des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union [...] gewährleistet ».

B.110.3. Artikel 12 der Richtlinie 2011/95/EU bestimmt:

« 1. Ein Drittstaatsangehöriger oder ein Staatenloser ist von der Anerkennung als Flüchtling ausgeschlossen, wenn er

a) den Schutz oder Beistand einer Organisation oder einer Institution der Vereinten Nationen mit Ausnahme des Hohen Kommissars der Vereinten Nationen für Flüchtlinge gemäß Artikel 1 Abschnitt D der Genfer Flüchtlingskonvention genießt. Wird ein solcher Schutz oder Beistand aus irgendeinem Grund nicht länger gewährt, ohne dass die Lage des Betroffenen gemäß den einschlägigen Resolutionen der Generalversammlung der Vereinten Nationen endgültig geklärt worden ist, genießt er ipso facto den Schutz dieser Richtlinie;

b) von den zuständigen Behörden des Landes, in dem er seinen Aufenthalt genommen hat, als Person anerkannt wird, welche die Rechte und Pflichten, die mit dem Besitz der Staatsangehörigkeit dieses Landes verknüpft sind, bzw. gleichwertige Rechte und Pflichten hat.

2. Ein Drittstaatsangehöriger oder ein Staatenloser ist von der Anerkennung als Flüchtling ausgeschlossen, wenn schwerwiegende Gründe zu der Annahme berechtigen, dass er

a) ein Verbrechen gegen den Frieden, ein Kriegsverbrechen oder ein Verbrechen gegen die Menschlichkeit im Sinne der internationalen Vertragswerke begangen hat, die ausgearbeitet worden sind, um Bestimmungen bezüglich dieser Verbrechen festzulegen;

b) eine schwere nichtpolitische Straftat außerhalb des Aufnahmelandes begangen hat, bevor er als Flüchtling aufgenommen wurde, das heißt vor dem Zeitpunkt der Ausstellung eines Aufenthaltstitels aufgrund der Zuerkennung der Flüchtlingseigenschaft; insbesondere grausame Handlungen können als schwere nichtpolitische Straftaten eingestuft werden, auch wenn mit ihnen vorgeblich politische Ziele verfolgt werden;

c) sich Handlungen zuschulden kommen ließ, die den Zielen und Grundsätzen der Vereinten Nationen, wie sie in der Präambel und in den Artikeln 1 und 2 der Charta der Vereinten Nationen verankert sind, zuwiderlaufen.

3. Absatz 2 findet auf Personen Anwendung, die andere zu den darin genannten Straftaten oder Handlungen anstiften oder sich in sonstiger Weise daran beteiligen ».

Artikel 17 derselben Richtlinie bestimmt:

« 1. Ein Drittstaatsangehöriger oder ein Staatenloser ist von der Gewährung subsidiären Schutzes ausgeschlossen, wenn schwerwiegende Gründe die Annahme rechtfertigen, dass er

a) ein Verbrechen gegen den Frieden, ein Kriegsverbrechen oder ein Verbrechen gegen die Menschlichkeit im Sinne der internationalen Vertragswerke begangen hat, die ausgearbeitet worden sind, um Bestimmungen bezüglich dieser Verbrechen festzulegen;

b) eine schwere Straftat begangen hat;

c) sich Handlungen zuschulden kommen ließ, die den Zielen und Grundsätzen der Vereinten Nationen, wie sie in der Präambel und den Artikeln 1 und 2 der Charta der Vereinten Nationen verankert sind, zuwiderlaufen;

d) eine Gefahr für die Allgemeinheit oder für die Sicherheit des Mitgliedstaats darstellt, in dem er sich aufhält.

2. Absatz 1 findet auf Personen Anwendung, die andere zu den darin genannten Straftaten oder Handlungen anstiften oder sich in sonstiger Weise daran beteiligen.

3. Die Mitgliedstaaten können einen Drittstaatsangehörigen oder einen Staatenlosen von der Gewährung subsidiären Schutzes ausschließen, wenn er vor seiner Aufnahme in dem betreffenden Mitgliedstaat ein oder mehrere nicht unter Absatz 1 fallende Straftaten begangen hat, die mit Freiheitsstrafe bestraft würden, wenn sie in dem betreffenden Mitgliedstaat begangen worden wären, und er sein Herkunftsland nur verlassen hat, um einer Bestrafung wegen dieser Straftaten zu entgehen ».

B.111.1. Die klagenden Parteien bemängeln im ersten Teil die fehlende Objektivität des von der angefochtenen Bestimmung festgelegten Kriteriums, um zu bestimmen, ob neue Sachverhalte, die die Wahrscheinlichkeit erheblich erhöhen, dass der Antragsteller für den internationalen Schutz in Frage kommt, und die zur Unterstützung eines Folgeantrags vorgebracht werden, von der Asylbehörde geprüft werden müssten, weil der Gesetzgeber den Begriff der « triftigen Erklärung » nicht definiert habe. Laut den klagenden Parteien kann diese Ungenauigkeit nur zu willkürlichen Ergebnissen führen, was eine Diskriminierung zwischen den Antragstellern zur Folge hätte, je nachdem, ob ihre Erklärungen in Bezug auf die Verspätung, mit der diese Sachverhalte vorgebracht worden seien, als triftig angesehen würden oder nicht.

B.111.2. Nach Artikel 57/6/2 § 1 Absatz 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 berücksichtigt der GKFS bei der Prüfung der Frage, ob neue Sachverhalte oder Erkenntnisse zutage treten oder vom Antragsteller vorgebracht werden, die die Wahrscheinlichkeit, dass er für die Zuerkennung der Rechtsstellung als Flüchtling oder des subsidiären Schutzstatus in Frage kommt, erheblich erhöhen, gegebenenfalls die Tatsache, dass der Antragsteller es im früheren Verfahren ohne triftige Erklärung unterlassen hat, insbesondere durch Einlegen der in Artikel 39/2 erwähnten Beschwerde, die Sachverhalte geltend zu machen, die die Einreichung seines Folgeantrags rechtfertigen.

Aus den in B.109 zitierten Vorarbeiten geht hervor, dass diese Bestimmung die Umsetzung von Artikel 40 Absatz 4 der Verfahrensrichtlinie darstellt, nach dem die Mitgliedstaaten vorsehen können, dass der Antrag nur dann weiter geprüft wird, wenn der Antragsteller ohne eigenes Verschulden nicht in der Lage war, die in den Absätzen 2 und 3 desselben Artikels dargelegten Sachverhalte im früheren Verfahren insbesondere durch Wahrnehmung seines Rechts auf einen wirksamen Rechtsbehelf vorzubringen (*Parl. Dok.*, Kammer 2016-2017, DOC 54-2548/001, S. 117). Es wird jedoch darauf hingewiesen, dass der GKFS den Antrag nicht nur aus dem Grund für unzulässig erklären darf, dass der Antragsteller es aus eigenem Verschulden versäumt hat, bei einem früheren Antrag bestimmte Sachverhalte auszusagen oder geltend zu machen (ebenda).

B.111.3. In Anbetracht der allgemeinen Beschaffenheit von Gesetzen und der Verschiedenartigkeit der Situationen, auf die die angefochtene Bestimmung angewandt werden könnte, ist der Begriff « triftige Erklärung » ausreichend präzise und muss nicht weiter ausdrücklich erläutert werden. Er ist im Lichte der Mitwirkungspflicht zu verstehen, die es der Person, die internationalen Schutz beantragt, auferlegt, sofort sämtliche der sachdienlichen Sachverhalte im Hinblick auf die Begründetheit des Antrags vorzubringen, wie es in den Vorarbeiten dargelegt wird (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, S. 118). In diesen ist erläutert, dass sich die Erklärung auf die Gründe beziehen muss, die den Antragsteller daran gehindert haben, « diese Sachverhalte bei dem früheren Verfahren auszusagen, wenn diese ihm zur Verfügung standen oder ihm in dessen Verlauf bekannt waren » (ebenda). Im Übrigen obliegt es dem zuständigen Richter zu prüfen, dass der GKFS diese Bestimmung korrekt anwendet.

Der erste Teil des sechzehnten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 7008 ist unbegründet.

B.112.1. Die klagenden Parteien bemängeln im zweiten Teil die Gleichbehandlung von einerseits einer Person, die internationalen Schutz beantragt und die ein Verbrechen gegen den Frieden, ein Kriegsverbrechen, ein Verbrechen gegen die Menschlichkeit, ein schweres Verbrechen des gemeinen Rechts oder eine Handlung, die den Zielen und Grundsätzen der Vereinten Nationen zuwiderläuft, begangen hat, und andererseits einem Antragsteller, der es im früheren Verfahren ohne triftige Erklärung unterlassen hat, die Sachverhalte vorzubringen, die sein Schutzbedürfnis beweisen, da diese beiden Antragsteller alle beide mit einer Verweigerung des Schutzes bestraft würden. Nach Auffassung der klagenden Parteien muss ein Sachverhalt, auch wenn er verspätet vorgebracht worden sei, notwendigerweise geprüft werden, wenn er voraussichtlich zur Zuerkennung der Rechtsstellung als Flüchtling oder zur Gewährung subsidiären Schutzes führen könne.

B.112.2. Entgegen der Auffassung der klagenden Parteien werden die zwei Kategorien von Personen, die internationalen Schutz beantragen, nicht gleich behandelt, denn ein Antragsteller, der ein Verbrechen gegen den Frieden, ein Kriegsverbrechen, ein Verbrechen gegen die Menschlichkeit, ein schweres Verbrechen des gemeinen Rechts oder eine Handlung, die den Zielen und Grundsätzen der Vereinten Nationen zuwiderläuft, begangen hat, kann kein Recht auf Asyl geltend machen, weder bei einem Erstantrag noch bei einem zweiten Antrag, wohingegen ein Antragsteller, der es im früheren Verfahren ohne triftige Erklärung unterlassen hat, die Sachverhalte vorzubringen, die sein Schutzbedürfnis beweisen, dies kann.

Außerdem stellt der Umstand, dass der Antragsteller es im früheren Verfahren ohne triftige Erklärung unterlassen hat, die Sachverhalte geltend zu machen, die die Einreichung seines Folgeantrags rechtfertigen, keinen Grund dafür dar, dass der GKFS den neuen Sachverhalt nicht prüft, sondern ein Anhaltspunkt unter anderen, der bei der Bewertung der Frage, ob dieser neue Sachverhalt die Wahrscheinlichkeit erheblich erhöhen kann, dass der Antragsteller für den internationalen Schutz in Frage kommt, zu berücksichtigen ist. Wie die in B.109 zitierten Vorarbeiten bestätigen, ist der GKFS nicht befugt, einen Folgeantrag allein auf der Grundlage des Fehlverhaltens des Antragstellers, was das fehlende Vorbringen von Sachverhalten, die die Einreichung seines Folgeantrags rechtfertigen, im früheren Verfahren betrifft, für unzulässig zu erklären.

B.112.3. Der zweite Teil des sechzehnten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 7008 ist unbegründet. Es besteht kein Anlass, dem Gerichtshof der Europäischen Union eine Vorabentscheidungsfrage in Bezug auf die Vereinbarkeit von Artikel 40 Absatz 4 der Verfahrensrichtlinie mit dem Recht auf Asyl, wie es in Artikel 18 der Charta gewährleistet ist, zu stellen.

In Bezug auf die Bewertung der Fluchtgefahr des Ausländers (Artikel 4 des Gesetzes vom 21. November 2017)

B.113. Der siebzehnte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 7008 ist abgeleitet aus einem Verstoß durch Artikel 4 des Gesetzes vom 21. November 2017 gegen Artikel 12 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit den Artikeln 2 Buchstabe n und 28 der Dublin-III-Verordnung, mit Artikel 8 der Aufnahme richtlinie, mit Artikel 6 der Charta und mit Artikel 5 Absatz 1 Buchstabe f der Europäischen Menschenrechtskonvention.

Aus der Klageschrift geht hervor, dass sich der Klagegrund insbesondere auf Artikel 1 § 1 Nr. 11 und § 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 in der durch den angefochtenen Artikel 4 abgeänderten Fassung bezieht.

B.114.1. Artikel 1 § 1 Nr. 11 und § 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 bestimmt:

« § 1. Für die Anwendung des vorliegenden Gesetzes versteht man unter:

[...]

11. Fluchtgefahr: das Vorliegen von Gründen, die zu der Annahme Anlass geben, dass sich ein Ausländer, der von einem Entfernungungsverfahren, einem Verfahren zur Gewährung internationalen Schutzes, einem Verfahren zur Bestimmung des für die Prüfung des Antrags auf internationalen Schutz zuständigen Staates oder einem Verfahren zur Überstellung in diesen Staat betroffen ist, diesem Verfahren in Anbetracht der in § 2 aufgezählten Kriterien durch Flucht entziehen könnte,

[...]

§ 2. Die in § 1 Nr. 11 erwähnte Fluchtgefahr muss gegenwärtig und tatsächlich bestehen. Sie wird im Anschluss an eine Untersuchung des Einzelfalls und auf der Grundlage eines oder mehrerer der folgenden objektiven Kriterien festgestellt, wobei die Gesamtheit der besonderen Umstände des Einzelfalls berücksichtigt wird:

1. Der Betreffende hat nach seiner illegalen Einreise beziehungsweise während seines illegalen Aufenthalts keinen Aufenthaltsantrag eingereicht oder hat seinen Antrag auf internationalen Schutz nicht binnen der im vorliegenden Gesetz vorgesehenen Frist gestellt.

2. Der Betreffende hat im Rahmen eines Verfahrens zur Gewährung internationalen Schutzes beziehungsweise eines Aufenthalts-, Entfernungs- oder Abweisungsverfahrens falsche oder irreführende Informationen oder falsche oder gefälschte Dokumente verwendet, einen Betrug begangen oder andere illegale Mittel in Anspruch genommen.

3. Der Betreffende arbeitet nicht mit den Behörden, die mit der Ausführung und/oder der Überwachung der Einhaltung der Rechtsvorschriften in Sachen Einreise ins Staatsgebiet, Aufenthalt, Niederlassung und Entfernen von Ausländern beauftragt sind, zusammen oder hat nicht mit diesen Behörden zusammengearbeitet.

4. Der Betreffende hat deutlich gemacht, eine der folgenden Maßnahmen nicht befolgen zu wollen, oder hat bereits gegen eine dieser Maßnahmen verstoßen:

a) eine Überstellungs-, Abweisungs- oder Entfernungsmaßnahme,

b) ein Einreiseverbot, das weder aufgehoben noch ausgesetzt ist,

c) eine weniger intensive Zwangsmaßnahme als eine freiheitsentziehende Maßnahme mit dem Ziel, die Überstellung, Abweisung oder Entfernung des Betreffenden zu gewährleisten, ungeachtet dessen, ob sie freiheitsbeschränkend ist oder nicht,

d) eine freiheitsbeschränkende Maßnahme mit dem Ziel, die öffentliche Ordnung oder die nationale Sicherheit zu gewährleisten,

e) eine von einem anderen Mitgliedstaat ergriffene Maßnahme, die den in den Buchstaben a), b), c) oder d) erwähnten Maßnahmen gleichwertig ist.

5. Gegen den Betreffenden ist ein Verbot zur Einreise ins Königreich und/oder in einen anderen Mitgliedstaat verhängt worden, das weder aufgehoben noch ausgesetzt ist.

6. Unmittelbar nachdem gegen den Betreffenden ein Beschluss zur Verweigerung der Einreise oder des Aufenthalts oder zur Beendigung seines Aufenthalts gefasst wurde beziehungsweise unmittelbar nachdem gegen ihn eine Abweisungs- oder Entfernungsmaßnahme getroffen wurde, hat er einen neuen Aufenthaltsantrag oder Antrag auf internationalen Schutz eingereicht.

7. Bei seiner Befragung zu diesem Punkt hat der Betreffende verschwiegen, dass er seine Fingerabdrücke bereits in einem anderen Staat, der durch die europäischen Rechtsvorschriften in Sachen Bestimmung des für die Prüfung eines Antrags auf internationalen Schutz zuständigen Staates gebunden ist, abgegeben hat, nachdem er internationalen Schutz beantragt hatte.

8. Der Betreffende hat im Königreich oder in einem oder mehreren anderen Mitgliedstaaten mehrere Anträge auf internationalen Schutz und/oder Aufenthaltsanträge eingereicht, die einen negativen Beschluss zur Folge hatten oder nicht zur Ausstellung eines Aufenthaltsscheins geführt haben.

9. Bei seiner Befragung zu diesem Punkt hat der Betreffende verschwiegen, dass er vorher bereits in einem anderen Staat, der durch die europäischen Rechtsvorschriften in Sachen Bestimmung des für die Prüfung eines Antrags auf internationalen Schutz zuständigen Staates gebunden ist, internationalen Schutz beantragt hatte.

10. Der Betreffende hat erklärt oder aus seiner Akte geht hervor, dass er zu anderen Zwecken als denen, für die er internationalen Schutz oder eine Aufenthaltserlaubnis beantragt hat, ins Königreich gekommen ist.

11. Dem Betreffenden ist eine Geldbuße für eine offensichtlich missbräuchliche Beschwerde beim Rat für Ausländerstreitsachen auferlegt worden ».

Aus dieser Bestimmung ergibt sich, dass die Fluchtgefahr eines Ausländers, der von einem Entfernungsverfahren, einem Verfahren zur Gewährung internationalen Schutzes, einem Verfahren zur Bestimmung des für die Prüfung des Antrags auf internationalen Schutz zuständigen Staates oder einem Verfahren zur Überstellung in diesen Staat betroffen ist, gegenwärtig und tatsächlich bestehen muss und dass sie im Anschluss an eine Untersuchung des Einzelfalls und auf der Grundlage eines oder mehrerer der gesetzlich festgelegten objektiven Kriterien festgestellt wird, wobei die Gesamtheit der besonderen Umstände des Einzelfalls berücksichtigt wird.

Wenn eine Fluchtgefahr der Person, die internationalen Schutz beantragt, festgestellt wird, kann diese Gefahr es insbesondere in Anwendung von Artikel 74/6 § 1 Absatz 1 Nr. 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 rechtfertigen, dass sie an einem bestimmten Ort festgehalten wird, es sei denn, es kann eine weniger intensive Zwangsmaßnahme wirksam angewandt werden.

B.114.2. Aus den Vorarbeiten zu der angefochtenen Bestimmung geht hervor, dass « die Definition der Fluchtgefahr neu formuliert wird, um ihren Anwendungsbereich auf Ausländer auszudehnen, die einen Antrag auf internationalen Schutz gestellt haben » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, S. 16). Die angefochtene Bestimmung wird nicht nur im Rahmen von Entfernungsverfahren angewandt, sondern von nun an ebenfalls « im Rahmen des Asylverfahrens, sowohl im Stadium der Bestimmung des zuständigen Staates als auch im späteren Stadium der Prüfung des Antrags durch die zuständigen belgischen Behörden » (ebenda).

In den Vorarbeiten wurde nachdrücklich darauf hingewiesen, dass « die Fluchtgefahr gegenwärtig und tatsächlich bestehen muss », wobei das tatsächliche Bestehen der Fluchtgefahr voraussetzt, « dass sie überprüfbar ist und somit die Tatsachen, die zu ihrer Feststellung dienen, ausreichend nachgewiesen sind » (ebenda, S. 18). Die in Artikel 1 § 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 aufgezählten objektiven Kriterien entsprechen Tatsachen oder Verhaltensweisen, « die dem Betreffenden zugeschrieben oder vorgeworfen werden können und die aufgrund ihrer Art oder Schwere erklären können, warum Grund zu der Annahme besteht, dass bei dem Betreffenden eine gegenwärtige und tatsächliche Gefahr besteht, dass er sich einer Entfernungs- oder Abweisungsmaßnahme oder einer Maßnahme zur Überstellung, die für ihn getroffen oder in Betracht gezogen wird, entzieht » (ebenda, SS. 18-19). Verfahrensgarantien sind dazu bestimmt, die Ermessensbefugnis, die die Verwaltungsbehörde besitzt, um die Fluchtgefahr zu beurteilen, zu begrenzen. So « ist vorgesehen, dass das Vorliegen einer gegenwärtigen und tatsächlichen Fluchtgefahr im Einzelfall und auf der Grundlage eines oder mehrerer der in diesem Paragraphen aufgezählten objektiven Kriterien geprüft wird. Das oder die berücksichtigten objektiven Kriterien reichen also für sich allein genommen nicht aus, um das Vorliegen einer solchen Gefahr festzustellen » (ebenda, S. 19). Ferner wird in den Vorarbeiten präzisiert, dass « es das Ziel ist zu vermeiden, dass automatisch auf das Vorliegen einer (nicht unerheblichen) Fluchtgefahr geschlossen werden kann, wenn einer oder mehrere der in der Liste aufgeführten Sachverhalte vorliegen » (ebenda). « So kann es zum Beispiel sein, dass in einem Fall die (nicht unerhebliche) Fluchtgefahr auf der Grundlage von einem oder mehreren Sachverhalten festgestellt werden kann, während es in einem anderen Fall dieselben Sachverhalte nicht ermöglichen, darauf zu schließen, dass sie besteht, und zwar weil die jeweiligen Umstände dieser zwei individuellen Situationen unterschiedlich sind. Diese Umstände können insbesondere mit dem Familienleben des Betreffenden, mit seinem Gesundheitszustand, seinem Alter, seiner Persönlichkeit oder auch seinem Verhalten zusammenhängen » (ebenda).

B.115.1. Artikel 12 der Verfassung gewährleistet die Freiheit der Person.

B.115.2. Artikel 6 der Charta gewährleistet das Recht auf Freiheit und Sicherheit.

B.115.3. Artikel 5 Absatz 1 Buchstabe f der Europäischen Menschenrechtskonvention bestimmt:

« Jeder Mensch hat das Recht auf Freiheit und Sicherheit. Die Freiheit darf einem Menschen nur in den folgenden Fällen und nur auf dem gesetzlich vorgeschriebenen Wege entzogen werden:

[...]

f) wenn er rechtmäßig festgenommen ist oder in Haft gehalten wird, weil er daran gehindert werden soll, unberechtigt in das Staatsgebiet einzudringen, oder weil er von einem gegen ihn schwebenden Ausweisungs- oder Auslieferungsverfahren betroffen ist ».

B.115.4. Artikel 2 Buchstabe n der Dublin-III-Verordnung bestimmt:

« Im Sinne dieser Verordnung bezeichnet der Ausdruck

[...]

n) ' Fluchtgefahr ' das Vorliegen von Gründen im Einzelfall, die auf objektiven gesetzlich festgelegten Kriterien beruhen und zu der Annahme Anlass geben, dass sich ein Antragsteller, ein Drittstaatsangehöriger oder Staatenloser, gegen den ein Überstellungsverfahren läuft, diesem Verfahren möglicherweise durch Flucht entziehen könnte ».

Artikel 28 derselben Verordnung bestimmt:

« 1. Die Mitgliedstaaten nehmen eine Person nicht allein deshalb in Haft, weil sie dem durch diese Verordnung festgelegten Verfahren unterliegt.

2. Zwecks Sicherstellung von Überstellungsverfahren, dürfen die Mitgliedstaaten im Einklang mit dieser Verordnung, wenn eine erhebliche Fluchtgefahr besteht, nach einer Einzelfallprüfung die entsprechende Person in Haft nehmen und nur im Falle dass Haft verhältnismäßig ist und sich weniger einschneidende Maßnahmen nicht wirksam anwenden lassen.

[...] ».

B.115.5. Artikel 3 Nummer 7 der Rückführungsrichtlinie bestimmt:

« Im Sinne dieser Richtlinie bezeichnen die Ausdrücke

[...]

7) ' Fluchtgefahr ': das Vorliegen von Gründen im Einzelfall, die auf objektiven, gesetzlich festgelegten Kriterien beruhen und zu der Annahme Anlass geben, dass sich Drittstaatsangehörige einem Rückkehrverfahren durch Flucht entziehen könnten ».

Artikel 15 Absatz 1 Buchstabe a derselben Richtlinie bestimmt:

« 1. Sofern in dem konkreten Fall keine anderen ausreichenden, jedoch weniger intensiven Zwangsmaßnahmen wirksam angewandt werden können, dürfen die Mitgliedstaaten Drittstaatsangehörige, gegen die ein Rückkehrverfahren anhängig ist, nur in Haft nehmen, um deren Rückkehr vorzubereiten und/oder die Abschiebung durchzuführen, und zwar insbesondere dann, wenn

a) Fluchtgefahr besteht oder [...] ».

B.115.6. Artikel 8 der Aufnahmerichtlinie bestimmt :

« 1. Die Mitgliedstaaten nehmen eine Person nicht allein deshalb in Haft, weil sie ein Antragsteller im Sinne der Richtlinie 2013/32/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Juni 2013 zu gemeinsamen Verfahren für die Zuerkennung und Aberkennung des internationalen Schutzes ist.

2. In Fällen, in denen es erforderlich ist, dürfen die Mitgliedstaaten auf der Grundlage einer Einzelfallprüfung den Antragsteller in Haft nehmen, wenn sich weniger einschneidende Maßnahmen nicht wirksam anwenden lassen.

3. Ein Antragsteller darf nur in Haft genommen werden,

a) um seine Identität oder Staatsangehörigkeit festzustellen oder zu überprüfen;

b) um Beweise zu sichern, auf die sich sein Antrag auf internationalen Schutz stützt und die ohne Haft unter Umständen nicht zu erhalten wären, insbesondere wenn Fluchtgefahr des Antragstellers besteht;

c) um im Rahmen eines Verfahrens über das Recht des Antragstellers auf Einreise in das Hoheitsgebiet zu entscheiden;

[...]

Haftgründe werden im einzelstaatlichen Recht geregelt.

4. Die Mitgliedstaaten stellen sicher, dass die einzelstaatlichen Rechtsvorschriften Bestimmungen für Alternativen zur Inhaftnahme enthalten wie zum Beispiel Meldeauflagen, die Hinterlegung einer finanziellen Sicherheit oder die Pflicht, sich an einem zugewiesenen Ort aufzuhalten ».

B.116.1. Die klagenden Parteien machen im ersten Teil geltend, dass der angefochtene Artikel 4 dadurch, dass er vorsehe, dass es das Vorliegen eines einzigen der elf in Artikel 1 § 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 vorgesehenen Gründe ermögliche, auf das Vorliegen einer Fluchtgefahr zu schließen, die eine Freiheitsentziehung des Ausländers rechtfertige, gegen die im Klagegrund erwähnten Bestimmungen und insbesondere gegen Artikel 3 Nummer 7 der Rückführungsrichtlinie, die die Verbindung von mehreren Kriterien vorschreibe, verstoße.

B.116.2. Nach Artikel 3 Nummer 7 der Rückführungsrichtlinie kann nur aus Gründen « im Einzelfall, die auf objektiven, gesetzlich festgelegten Kriterien beruhen » auf das Vorliegen einer Fluchtgefahr geschlossen werden. Aus dieser Bestimmung kann nicht abgeleitet werden, dass die Fluchtgefahr, die außerdem in jedem Einzelfall beurteilt werden muss, nicht an sich anhand von einem einzigen der verschiedenen objektiven, gesetzlich festgelegten Kriterien festgestellt werden könnte. Die anderen im Klagegrund erwähnten Bestimmungen führen nicht zu einer anderen Schlussfolgerung.

Der erste Teil des siebzehnten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 7008 ist unbegründet.

B.117.1. Im zweiten Teil beanstanden die klagenden Parteien die Unvorhersehbarkeit der Haftfälle, die durch den angefochtenen Artikel 4 festgelegt seien, der die Gefahr einer willkürlichen Inhaftierung zur Folge habe. Außerdem sei in der angefochtenen Bestimmung eine Reihe von für den Ausländer ungünstigen Kriterien aufgezählt, aber kein für ihn günstiges Kriterium.

B.117.2. Artikel 2 Buchstabe n der Dublin III-Verordnung und Artikel 3 Nummer 7 der Rückführungsrichtlinie verpflichten die Mitgliedstaaten, objektive Kriterien festzulegen, mit denen auf das Vorliegen von Gründen, die zu der Annahme Anlass geben, dass sich ein Ausländer möglicherweise durch Flucht entziehen könnte, geschlossen werden kann. Außerdem darf nur im Anschluss an eine Untersuchung des Einzelfalls auf das Vorliegen einer Fluchtgefahr geschlossen werden.

Mit seinem Urteil vom 15. März 2017 in Sachen *Al Chodor* (C-528/15) hat der Gerichtshof der Europäischen Union entschieden, dass Artikel 2 Buchstabe n in Verbindung mit Artikel 28 Absatz 2 der Dublin III-Verordnung « dahin auszulegen [ist], dass die objektiven Kriterien, auf denen die Gründe beruhen, die zu der Annahme Anlass geben, dass sich ein Antragsteller dem Verfahren möglicherweise durch Flucht entziehen könnte, in einer zwingenden Vorschrift mit allgemeiner Geltung festzulegen sind. Eine gefestigte Rechtsprechung - wie in der Ausgangsrechtssache -, mit der eine ständige Praxis der Fremdenpolizei bestätigt wird, genügt jedenfalls nicht » (Randnr. 45). Laut dem Gerichtshof « ist es insoweit wichtig, dass die betreffenden Behörden das ihnen [...] eingeräumte Ermessen [...] innerhalb bestimmter im Voraus abgesteckter Grenzen ausüben. Es ist somit unabdingbar, dass die Kriterien für das Vorliegen einer solchen Gefahr, die den Grund für eine Inhaftnahme darstellt, in einem zwingenden, in seiner Anwendung vorhersehbaren Rechtsakt klar festgelegt werden » (Randnr. 42).

B.117.3. Durch die Festlegung einer Reihe von objektiven Fällen, in denen auf das Vorliegen einer Fluchtgefahr des betreffenden Ausländers geschlossen werden könnte, hat der Gesetzgeber die vorerwähnten Bestimmungen korrekt umgesetzt. Im Gegensatz zu dem, was die klagenden Parteien anführen, gehen diese Bestimmungen nicht so weit, dass sie die Mitgliedstaaten zwingen, sämtlich der Faktoren vorzusehen, die in einem Einzelfall auf das Fehlen einer Fluchtgefahr schließen lassen könnten. Die zuständige Behörde prüft, ob die Fluchtgefahr konkret erwiesen ist, in Erfüllung ihrer Pflicht, eine Einzelfallprüfung vorzunehmen. Wie in den in B.114.2 zitierten Vorarbeiten erläutert ist, berücksichtigt die zuständige Behörde die jeweiligen Umstände der individuellen Situation, wobei diese « insbesondere mit dem Familienleben des Betroffenen, mit seinem Gesundheitszustand, seinem Alter, seiner Persönlichkeit oder auch seinem Verhalten zusammenhängen » können (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, S. 19).

B.117.4. Die Beurteilungsbefugnis der Behörde, die damit beauftragt ist zu beurteilen, ob eine Fluchtgefahr vorliegt oder nicht, ist folglich ausreichend abgegrenzt und die Befürchtungen der klagenden Parteien einer Gefahr einer willkürlichen Inhaftierung sind unbegründet.

Im Übrigen obliegt es dem zuständigen Richter zu prüfen, ob die zuständige Behörde bei der Umsetzung der angefochtenen Bestimmung diese korrekt angewandt hat.

B.117.5. Der zweite Teil des siebzehnten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 7008 ist unbegründet.

B.118.1. Die klagenden Parteien machen im dritten Teil geltend, dass die von der angefochtenen Bestimmung vorgesehenen Kriterien derart vage und unvorhersehbar seien, dass sie in der Praxis die Inhaftierung jeder Person, die internationalen Schutz beantragt, erlaubten, unabhängig davon, ob eine Fluchtgefahr bestehe oder nicht, während nach dem Unionsrecht Freiheitsentziehungen auf das absolut Notwendige beschränkt sein müssten.

B.118.2. Wie der Ministerrat anmerkt, betrifft der Beschwerdegrund der klagenden Parteien die Anwendung des angefochtenen Gesetzes, für die der Gerichtshof nicht zuständig ist.

Der dritte Teil des siebzehnten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 7008 ist unbegründet.

In Bezug auf die Inhaftnahme der Person, die internationalen Schutz beantragt (Artikel 44 und 56 des Gesetzes vom 21. November 2017)

B.119. Der achtzehnte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 7008 ist abgeleitet aus einem Verstoß durch die Artikel 44 und 56 des Gesetzes vom 21. November 2017 gegen die Artikel 10, 11 und 12 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit Artikel 8 der Aufnahmerichtlinie, mit Artikel 43 der Verfahrensrichtlinie, mit den Artikeln 6 und 47 der Charta und mit Artikel 5 Absätze 1 und 4 der Europäischen Menschenrechtskonvention.

B.120. Artikel 57/6/4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, eingefügt durch den angefochtenen Artikel 44 des Gesetzes vom 21. November 2017, bestimmt:

« Der Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose ist in Bezug auf Ausländer, die versuchen, ins Königreich einzureisen, ohne die in den Artikeln 2 und 3 festgelegten Bedingungen zu erfüllen, und an der Grenze einen Antrag auf internationalen Schutz eingereicht haben, befugt, den Antrag dort aufgrund von Artikel 57/6 § 3 für unzulässig zu erklären oder dort über die Begründetheit des Antrags in einem der in Artikel 57/6/1 § 1 Absatz 1 Buchstabe a), b), c), d), e), f), g), i) oder j) erwähnten Fälle zu befinden.

Wenn Absatz 1 nicht angewandt werden kann, beschließt der Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose, dass eine spätere Prüfung erforderlich ist, nach der es dem Antragsteller von dem Minister oder seinem Beauftragten erlaubt wird, gemäß Artikel 74/5 § 4 Nr. 4 ins Königreich einzureisen.

Fasst der Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose binnen vier Wochen nach Erhalt des durch den Minister oder dessen Beauftragten übermittelten Antrags auf internationalen Schutz keinen Beschluss, wird es dem Antragsteller von dem Minister oder seinen Beauftragten ebenfalls erlaubt, gemäß Artikel 74/5 § 4 Nr. 5 ins Königreich einzureisen ».

Artikel 74/5 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, abgeändert durch den angefochtenen Artikel 56 des Gesetzes vom 21. November 2017, bestimmt:

« § 1. Der Ausländer,

[...]

2. der versucht, ins Königreich einzureisen, ohne die in den Artikeln 2 und 3 festgelegten Bedingungen zu erfüllen, und der an der Grenze einen Antrag auf internationalen Schutz stellt,

kann an einem bestimmten Ort im Grenzgebiet festgehalten werden, bis er die Erlaubnis erhält, ins Königreich einzureisen, oder aus dem Staatsgebiet abgewiesen wird.

Kein Ausländer darf allein deshalb festgehalten werden, weil er einen Antrag auf internationalen Schutz gestellt hat

§ 4. Die Einreise ins Königreich wird folgenden Personen erlaubt:

[...]

4. dem in § 1 Nr. 2 erwähnten Ausländer, in Bezug auf den ein Beschluss für eine spätere Prüfung in Anwendung von Artikel 57/6/4 Absatz 2 gefasst worden ist oder der als Flüchtling anerkannt oder dem der subsidiäre Schutzstatus zuerkannt wird,

5. dem in § 1 Nr. 2 erwähnten Ausländer, in Bezug auf den der Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose binnen vier Wochen nach Erhalt des durch den Minister oder dessen Beauftragten übermittelten Antrags auf internationalen Schutz keinen Beschluss gefasst hat ».

B.121.1. Artikel 12 der Verfassung gewährleistet die Freiheit der Person. Dieses Recht wird ebenfalls durch Artikel 6 der Charta und Artikel 5 der Europäischen Menschenrechtskonvention gewährleistet. Artikel 47 der Charta garantiert das Recht auf einen wirksamen Rechtsbehelf und ein unparteiisches Gericht.

B.121.2. Artikel 43 der Verfahrensrichtlinie bestimmt:

« 1. Die Mitgliedstaaten können nach Maßgabe der Grundsätze und Garantien nach Kapitel II Verfahren festlegen, um an der Grenze oder in Transitzonen des Mitgliedstaats über Folgendes zu entscheiden:

a) die Zulässigkeit eines an derartigen Orten gestellten Antrags gemäß Artikel 33 und/oder

b) die Begründetheit eines Antrags in einem Verfahren nach Artikel 31 Absatz 8.

2. Die Mitgliedstaaten stellen sicher, dass eine Entscheidung im Rahmen der Verfahren nach Absatz 1 innerhalb einer angemessenen Frist ergeht. Ist innerhalb von vier Wochen keine Entscheidung ergangen, so wird dem Antragsteller die Einreise in das Hoheitsgebiet des Mitgliedstaats gestattet, damit sein Antrag nach Maßgabe der anderen Bestimmungen dieser Richtlinie bearbeitet werden kann.

[...] ».

B.121.3. Der in B.115.6 erwähnte Artikel 8 der Aufnahmerichtlinie legt die Bedingungen für die Inhaftnahme einer Person, die internationalen Schutz beantragt, fest. Nach Artikel 8 Absatz 3 Buchstabe c dieser Richtlinie ist eine Inhaftnahme gestattet, um im Rahmen eines Verfahrens über das Recht des Antragstellers auf Einreise in das Hoheitsgebiet zu entscheiden. Nach Artikel 8 Absatz 2 dürfen die Mitgliedstaaten in Fällen, in denen es erforderlich ist, auf der Grundlage einer Einzelfallprüfung den Antragsteller in Haft nehmen, wenn sich weniger einschneidende Maßnahmen nicht wirksam anwenden lassen.

B.121.4. Die klagenden Parteien machen im ersten Teil geltend, dass in dem angefochtenen Artikel 56 die Anforderungen von Artikel 8 Absatz 2 der Aufnahmerichtlinie nicht umgesetzt seien, was dazu führe, dass Personen, die internationalen Schutz beantragen, an der Grenze willkürlich inhaftiert werden könnten. Die angefochtene Bestimmung würde so gegen Artikel 12 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit Artikel 8 der Aufnahmerichtlinie, mit Artikel 6 der Charta und mit Artikel 5 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention verstoßen.

Sie bemängeln im zweiten Teil den Umstand, dass der angefochtene Artikel 56 auf diese Antragsteller nicht die gleichen Verfahrensgarantien wie die auf dem Staatsgebiet verhaftete Antragsteller anwendbaren Verfahrensgarantien anwende, die in Artikel 74/6 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 vorgesehen seien und bei denen es sich um die Verfahrensgarantien handele, auf die sich Artikel 8 der Aufnahmerichtlinie beziehe. Die angefochtene Bestimmung würde so gegen die Artikel 10, 11 und 12 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit Artikel 8 der Aufnahmerichtlinie, mit Artikel 6 der Charta und mit Artikel 5 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention verstoßen.

B.122.1. Nach Artikel 57/6/4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 kann der GKFS einen an der Grenze oder in einer Transitzone eingereichten Antrag auf internationalen Schutz für unzulässig erklären oder die Prüfung des Antrags durch ein beschleunigtes Verfahren beenden. Wenn die zu diesem Zweck vorgesehenen Bedingungen nicht erfüllt sind, beschließt der GKFS, dass eine spätere Prüfung erforderlich ist, und dem Antragsteller wird gemäß Artikel 74/5 § 4 Nr.4 des vorerwähnten Gesetzes die Einreise in das Staatsgebiet erlaubt. Wenn der GKFS binnen vier Wochen nach Erhalt des Antrags auf internationalen Schutz keinen Beschluss gefasst hat, wird der Ausländer gemäß Artikel 74/5 § 4 Nr. 5 desselben Gesetzes ebenfalls im Staatsgebiet zugelassen.

Bis zu einem Beschluss des GKFS oder bis zum Ablauf der vorerwähnten Frist von vier Wochen ist es dem betroffenen Ausländer nicht erlaubt, sich im Staatsgebiet aufzuhalten, und er kann gemäß Artikel 74/5 § 1 an der Grenze festgehalten werden.

B.122.2. Artikel 5 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention bestimmt:

« Jeder Mensch hat das Recht auf Freiheit und Sicherheit. Die Freiheit darf einem Menschen nur in den folgenden Fällen und nur auf dem gesetzlich vorgeschriebenen Wege entzogen werden:

[...]

f) wenn er rechtmäßig festgenommen ist oder in Haft gehalten wird, weil er daran gehindert werden soll, unberechtigt in das Staatsgebiet einzudringen, oder weil er von einem gegen ihn schwebenden Ausweisungs- oder Auslieferungsverfahren betroffen ist ».

B.122.3. In Bezug auf die Freiheitsentziehung bei Ausländern, die die Einreise ins Staatsgebiet beantragen, hat der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte geurteilt:

« 64. Si la règle générale exposée à l'article 5 § 1 est que toute personne a droit à la liberté, l'alinéa f) de cette disposition prévoit une exception en permettant aux Etats de restreindre la liberté des étrangers dans le cadre du contrôle de l'immigration. Ainsi que la Cour l'a déjà observé, sous réserve de leurs obligations en vertu de la Convention, les Etats jouissent du droit indéniable de contrôler souverainement l'entrée et le séjour des étrangers sur leur territoire ' (*Amuur*, précité, § 41, *Chahal*, précité, § 73, *Abdulaziz, Cabales et Balkandali c. Royaume-Uni*, 28 mai 1985, § § 67-68, série A n° 94). La faculté pour les Etats de placer en détention des candidats à l'immigration ayant sollicité - par le biais d'une demande d'asile ou non - l'autorisation d'entrer dans le pays est un corollaire indispensable de ce droit. Il ressort de la teneur de l'arrêt *Amuur* que la détention d'immigrés potentiels, notamment de demandeurs d'asile, peut se concilier avec l'article 5 § 1 f).

65. Sur ce point, la Grande Chambre souscrit à la position de la Cour d'appel, de la Chambre des lords et de la chambre consistant à dire que, tant qu'un Etat n'a pas ' autorisé ' l'entrée sur son territoire, celle-ci est ' irrégulière ', et que la détention d'un individu souhaitant entrer dans le pays mais ayant pour cela besoin d'une autorisation dont il ne dispose pas encore peut viser - sans que la formule soit dénaturée - à ' empêcher [l'intéressé] de pénétrer irrégulièrement '. La Grande Chambre rejette l'idée que, si un demandeur d'asile se présente de lui-même aux services de l'immigration, cela signifie qu'il cherche à pénétrer ' régulièrement ' dans le pays, avec cette conséquence que la détention ne peut se justifier sous l'angle de la première partie de l'article 5 § 1 f). Lire celle-ci comme autorisant uniquement la détention d'une personne dont il est établi qu'elle tente de se soustraire aux restrictions à l'entrée reviendrait à interpréter de manière trop étroite les termes de la disposition ainsi que le pouvoir de l'Etat d'exercer l'indéniable droit de contrôle évoqué plus haut. De plus, pareille interprétation cadrerait mal avec la conclusion n° 44 du Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire des Nations unies pour les réfugiés, les Principes directeurs du HCR et la Recommandation du Comité des Ministres (paragraphe 34, 35 et 37 ci-dessus), textes qui envisagent tous la détention des demandeurs d'asile dans certaines circonstances, par exemple lors de vérifications d'identité ou quand il faut déterminer des éléments fondant la demande d'asile.

66. Cependant, tout en considérant que la première partie de l'article 5 § 1 f) permet la détention d'un demandeur d'asile ou d'un autre immigrant avant l'octroi par l'Etat d'une autorisation d'entrer, la Cour souligne que pareille détention doit se concilier avec la finalité générale de l'article 5, qui est de protéger le droit à la liberté et d'assurer que nul ne soit dépouillé de sa liberté de manière arbitraire » (EuGHMR, Große Kammer, 29. Januar 2008, *Saadi gegen Vereinigtes Königreich*).

Der Gerichtshof hat ferner entschieden:

« 213. Pour ce qui est des situations dans lesquelles les demandeurs d'asile peuvent se retrouver, la Cour considère que lorsqu'elle distingue entre restriction de la liberté de circuler et privation de liberté, il lui faut adopter une approche pragmatique et réaliste tenant compte des conditions et défis actuels. Il importe, en particulier, de reconnaître le droit pour les États, sous réserve de leurs engagements internationaux, de contrôler leurs frontières et de prendre des mesures contre les étrangers qui contournent les restrictions posées à l'immigration.

[...]

225. Le droit pour les États de contrôler l'entrée des étrangers sur leur territoire implique nécessairement que l'autorisation d'entrée puisse être subordonnée au respect des exigences applicables. Dès lors, en l'absence d'autres facteurs significatifs, on ne peut décrire comme une privation de liberté attribuable à l'État la situation d'un candidat à l'entrée qui attend pendant une brève période que les autorités vérifient s'il doit se voir reconnaître pareil droit. Dans un tel cas, en effet, les autorités ne font que répondre, en procédant aux vérifications nécessaires, au souhait de l'intéressé d'entrer dans le pays [...] » (EuGHMR, Große Kammer, 21. November 2019, *Ilias und Ahmed gegen Ungarn*).

B.122.4. Was die in Artikel 5 Absatz 1 Buchstabe f der Europäischen Menschenrechtskonvention enthaltenen Garantien in Bezug auf die Freiheitsentziehung bei Personen, die internationalen Schutz beantragen, betrifft, hat der Gerichtshof der Europäischen Union entschieden:

« In Bezug auf die in Art. 5 Abs. 1 Buchst. f erster Satzteil EMRK enthaltene Garantie, dass die Freiheit nur bei rechtmäßiger Festnahme oder Freiheitsentziehung zur Verhinderung der unerlaubten Einreise entzogen werden darf, wie sie vom EGMR ausgelegt wird, ist darauf hinzuweisen, dass sie nicht verhindert, dass gegenüber Drittstaatsangehörigen, die internationalen Schutz beantragt haben, erforderliche Haftmaßnahmen erlassen werden können, sofern eine solche Maßnahme rechtmäßig ist und unter Bedingungen durchgeführt wird, die dem Ziel des Schutzes des Einzelnen vor Willkür entsprechen (vgl. in diesem Sinne EGMR, 29. Januar 2008, *Saadi/Vereinigtes Königreich*, CE: ECHR: 2008: 0129JUD001322903, § § 64 bis 74, und vom 26. November 2015, *Mahamed Jama/Malta*, CE: ECHR: 2015: 1126JUD001029013, § § 136 bis 140) » (EuGH, 14. September 2017, C-18/16, *K. gegen Staatssekretaris van Veiligheid en Justitie*, Randnr. 52).

B.122.5. Artikel 6 der Charta bestimmt:

« Jeder Mensch hat das Recht auf Freiheit und Sicherheit. ».

Weil der Inhalt von Artikel 6 der Charta gemäß Artikel 52 Absatz 3 der Charta Artikel 5 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention entspricht, sind die Bedeutung und Tragweite des einer Person zustehenden Rechts auf Freiheit und Sicherheit in den beiden Fällen die gleichen.

B.122.6. In Bezug auf Artikel 43 der Verfahrensrichtlinie und Artikel 8 Absatz 3 Buchstabe c der Aufnahmerichtlinie hat der Gerichtshof geurteilt:

« 235. Vor diesem Hintergrund ist als Erstes festzustellen, dass Art. 43 Abs. 1 der Richtlinie 2013/32 den Mitgliedstaaten die Möglichkeit einräumt, an der Grenze oder in Transitzonen besondere Verfahren vorzusehen, um über die Zulässigkeit eines an derartigen Orten gestellten Antrags auf internationalen Schutz gemäß Art. 33 oder in den in Art. 31 Abs. 8 der Richtlinie genannten Fällen über die Begründetheit eines solchen Antrags zu entscheiden, solange diese Verfahren die Grundsätze und Garantien nach Kapitel II der Richtlinie beachten. Nach Art. 43 Abs. 2 der Richtlinie 2013/32 müssen solche besonderen Verfahren innerhalb einer angemessenen Frist abgeschlossen werden. Ist innerhalb von vier Wochen keine Entscheidung, mit der der Antrag auf internationalen Schutz abgelehnt wird, ergangen, muss der betreffende Mitgliedstaat dem Antragsteller die Einreise in sein Hoheitsgebiet gestatten. Sein Antrag ist nach Ablauf der Frist von vier Wochen im allgemeinen Verfahren zu bearbeiten.

236. Dem 38. Erwägungsgrund der Richtlinie 2013/32 ist zu entnehmen, dass ein solches Verfahren an der Grenze es den Mitgliedstaaten ermöglichen soll, über an der Grenze oder in Transitzonen gestellte Anträge auf internationalen Schutz zu entscheiden, bevor über die Einreise der Antragsteller entschieden wird.

237. Somit können die Mitgliedstaaten Personen, die internationalen Schutz beantragen, zwingen, sich für eine Dauer von höchstens vier Wochen an der Grenze oder in Transitzonen aufzuhalten, um vor einer Entscheidung über das Recht auf Einreise zu prüfen, ob der Antrag nicht gemäß Art. 33 der Richtlinie 2013/32 unzulässig ist oder gemäß Art. 31 Abs. 8 der Richtlinie für unbegründet zu erklären ist.

238. Dieser Fall ist aber in Art. 8 Abs. 3 Buchst. c der Richtlinie 2013/33 genannt. Nach dieser Bestimmung dürfen die Mitgliedstaaten eine Person, die internationalen Schutz beantragt, in Haft nehmen, um im Rahmen eines Verfahrens über ihr Recht auf Einreise in das Hoheitsgebiet zu entscheiden. Im Übrigen ist in Art. 10 Abs. 5 und Art. 11 Abs. 6 der Richtlinie 2013/33 ausdrücklich von den Modalitäten der Inhaftnahme einer Person, die internationalen Schutz beantragt, an einer Grenzstelle oder in einer Transitzone im Rahmen der Anwendung der besonderen Verfahren gemäß Art. 43 der Richtlinie 2013/32 die Rede.

239. Daraus folgt, dass Art. 43 der Richtlinie 2013/32 die Mitgliedstaaten ermächtigt, Personen, die an der Grenze internationalen Schutz beantragen, unter den in der Bestimmung genannten Voraussetzungen im Sinne von Art. 2 Buchst. h der Richtlinie 2013/33 in Haft zu nehmen, um die Wirksamkeit der in der Bestimmung vorgesehenen Verfahren zu gewährleisten » (EuGH, 14. Mai 2020, C-924/19 PPU und C-925/19 PPU, *FMS u.a. gegen Országos Idegenrendészeti Főigazgatóság Dél-alföldi Regionális Igazgatóság u.a.*).

B.122.7. Auch wenn die Inhaftierung einer Person, die internationalen Schutz beantragt, im Rahmen des in Artikel 43 der Verfahrensrichtlinie erwähnten Verfahrens an der Grenze eine Form der Inhaftnahme im Sinne von Artikel 8 Absatz 3 der Aufnahmerichtlinie ist, unterliegt sie ebenfalls der in dem vorerwähnten Artikel 43 der Verfahrensrichtlinie enthaltenen spezifischeren Regelung, die in diesem Zusammenhang als ein *Lex specialis* anzusehen ist. Folglich kann die in der Aufnahmerichtlinie enthaltene allgemeine Regelung im Rahmen des in Artikel 43 der Verfahrensrichtlinie erwähnten Verfahrens an der Grenze nur Anwendung finden, wenn sie mit den Besonderheiten dieses Verfahrens vereinbar ist.

B.122.8. Die Inhaftierung an der Grenze im Rahmen von Artikel 43 der Verfahrensrichtlinie erfolgt nicht, weil der betreffende Ausländer einen Antrag auf internationalen Schutz gestellt hat, sondern zielt darauf ab, es den zuständigen Behörden zu ermöglichen, unter Einhaltung der von diesem Artikel vorgesehenen Bedingungen eine erste Prüfung dieses Antrags vorzunehmen, bevor sie dem Betreffenden erlauben, in das Staatsgebiet einzureisen. Wie der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte in seinen in B.122.3 erwähnten Urteilen entschieden hat, muss eine solche Prüfung im Rahmen einer wirksamen Kontrolle der Zuwanderung möglich sein und es kann nicht angenommen werden, dass allein die Beantragung von internationalem Schutz an der Grenze oder in einer Transitzone zur Folge hat, dass sich der Betreffende rechtmäßig im Staatsgebiet aufhält, sodass sein Aufenthalt, solange der Betreffende nicht im Staatsgebiet zugelassen wird, unrechtmäßig ist.

B.122.9. In der Begründung zum Gesetz vom 21. November 2017 heißt es in Bezug auf das in Artikel 57/6/4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 geregelte Verfahren an der Grenze:

« L'application de la procédure à la frontière fixée à l'article 57/6/4 est, dans tous les cas, assortie d'une mesure privative de liberté à la frontière. L'examen individuel réalisé lors de l'application de la procédure à la frontière est effectué à la lumière de l'intérêt d'une surveillance effective des frontières. La surveillance des frontières est en effet effective uniquement lorsqu'une mesure de privative de liberté est imposée dans ce cadre. La levée automatique de la mesure de maintien lors d'une demande de protection internationale à la frontière priverait la surveillance aux frontières de tout effet » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, S. 150).

B.122.10. Aus dem in B.122.6 erwähnten Urteil des Gerichtshofes geht hervor, dass es Artikel 43 der Verfahrensrichtlinie den Mitgliedstaaten erlaubt, unter den durch diesen Artikel vorgesehenen Bedingungen Personen, die internationalen Schutz beantragen und an ihrer Grenze erscheinen, in Haft zu nehmen, um die Wirksamkeit der in dieser Richtlinie enthaltenen Verfahren zu gewährleisten.

B.122.11. Die Artikel 57/6/4 und 74/5 § 1 Nr. 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 beziehen sich auf Ausländer, die versuchen, in das Königreich einzureisen, ohne die von den Artikeln 2 und 3 dieses Gesetzes festgelegten Bedingungen zu erfüllen, und die einen Antrag auf internationalen Schutz an der Grenze stellen.

Mit diesen Bestimmungen wird eine Zielsetzung verfolgt, die eine vorübergehende Inhaftierung unter Einhaltung der vorgesehenen Bedingungen erfordert, um eine Grenzkontrolle sicherzustellen, die wirksam ist und nicht mit weniger intensiven Maßnahmen erreicht werden kann. Da dieses Erfordernis einer vorübergehenden Inhaftierung an der Grenze unterschiedslos für jede Person, die internationalen Schutz beantragt und die versucht, ins Königreich einzureisen, ohne die Artikel 2 und 3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 zu erfüllen, gilt, ist eine Einzelfallprüfung der Notwendigkeit einer Inhaftnahme, die in Artikel 8 Absatz 2 der Aufnahmerichtlinie erwähnt ist, nicht mit dem von den angefochtenen Bestimmungen in Ausführung von Artikel 43 der Verfahrensrichtlinie geregelten spezifischen Verfahren vereinbar.

B.122.12. Insofern die klagenden Parteien bemängeln, dass in den angefochtenen Bestimmungen im Rahmen der Umsetzung von Artikel 43 der Verfahrensrichtlinie die in Artikel 8 Absatz 2 der Aufnahmerichtlinie enthaltenen Anforderungen nicht ausdrücklich erwähnt werden, ist der erste Teil des Klagegrunds unbegründet. Da der zweite Teil des Klagegrunds auf derselben Kritik beruht, ist dieser Teil dieses Klagegrunds ebenfalls unbegründet.

B.123.1. Im dritten Teil beanstanden die klagenden Parteien, dass die angefochtenen Bestimmungen unter Verstoß gegen Artikel 8 Absatz 3 Buchstabe c der Aufnahmerichtlinie eine gesonderte Prüfung der Rechtmäßigkeit der Inhaftierung verhinderten, was zu einer Verletzung des Rechts auf gerichtliches Gehör führe. Ihrer Auffassung nach bezieht sich der auf der Grundlage von Artikel 57/6/4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 gefasste Beschluss sowohl auf den Antrag auf internationalen Schutz als auch auf die Inhaftierung. Die Kontrolle der Rechtmäßigkeit der Inhaftierung muss aber unabhängig davon durchgeführt werden können.

Aus der Klageschrift geht hervor, dass sich die klagenden Parteien insbesondere auf die Situation beziehen, in der der GKFS einen Beschluss fasst, mit dem die Gewährung internationalen Schutzes einem Antragsteller verweigert wird, der auf der Grundlage von Artikel 57/6/4 Absatz 1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 an der Grenze festgehalten wird.

B.123.2. Entgegen den Ausführungen der klagenden Parteien stellt der Beschluss, mit dem der GKFS auf der Grundlage von Artikel 57/6/4 Absatz 1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 den Antrag auf internationalen Schutz für unzulässig erklärt oder ihn abweist, in Bezug auf einen an der Grenze in Haft genommenen Ausländer keinen Beschluss zur Bestätigung der Inhaftierung dar. Mit diesem Beschluss befindet der GKFS nämlich nicht über die Haft, sondern nur über den Antrag auf internationalen Schutz.

Außerdem bedeutet ein solcher Beschluss der Unzulässigkeit oder der Abweisung des GKFS, dass dem fraglichen Ausländer nicht gestattet wird, in das Königreich einzureisen (Artikel 52/3 § § 2 und 3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980), ohne dass sich dieser Beschluss *a priori* auf die Gründe für dessen Festhaltung an einem bestimmten Ort auswirkt, die folglich gültig bleiben, da die Maßnahme zur Festhaltung gemäß Artikel 74/5 § 1 Absatz 1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 grundsätzlich angewandt wird, « bis [der betreffende Ausländer] die Erlaubnis erhält, ins Königreich einzureisen, oder aus dem Staatsgebiet abgewiesen wird ».

Schließlich ermöglicht es Artikel 71 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 dem Ausländer, der in Anwendung von Artikel 74/5 desselben Gesetzes an einem bestimmten Ort an der Grenze festgehalten wird, gegen diese Haftmaßnahme Einspruch bei der Ratskammer des örtlich zuständigen Korrekionalgerichts einzulegen.

Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass das Recht auf gerichtliches Gehör der betroffenen Ausländer, wie es durch die im Klagegrund genannten Bestimmungen gewährleistet wird, nicht missachtet wird.

B.123.3. Der dritte Teil des achtzehnten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 7008 ist unbegründet.

B.124.1. Im vierten Teil werden die angefochtenen Bestimmungen in der Auslegung, wonach diese die Aufrechterhaltung der Inhaftierung auf der Grundlage von Artikel 74/6 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 nach Ablauf der Frist von vier Wochen nach Erhalt des Antrags auf internationalen Schutz durch den GKFS ermöglichten, beanstandet. Laut den klagenden Parteien hat der fehlende Beschluss des GKFS innerhalb einer solchen Frist gemäß Artikel 43 der Verfahrensrichtlinie automatisch zur Folge, dass die Einreise in das Staatsgebiet gestattet wird.

B.124.2. Nach Artikel 43 Absatz 2 der Verfahrensrichtlinie wird dem an der Grenze festgehaltenen Antragsteller, wenn innerhalb von vier Wochen keine Entscheidung ergangen ist, für die Bearbeitung seines Antrags auf internationalen Schutz die Einreise in das Hoheitsgebiet des Mitgliedstaats gestattet. Dieses Einreiserecht beinhaltet grundsätzlich, dass die Maßnahme zur Festhaltung an einem bestimmten Ort gemäß Artikel 74/5 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, die in Bezug auf den Antragsteller getroffen wurde, um über sein Recht auf Einreise in das Staatsgebiet zu befinden, hinfällig wird. Dies stellt jedoch kein Hindernis dafür dar, dass die zuständige Behörde auf der Grundlage von Artikel 74/6 desselben Gesetzes einen neuen Beschluss zur Festhaltung des Ausländers an einem bestimmten Ort fasst, der sich auf neue Gründe stützt (Kass., 20. Mai 2020, P.20.0481.F). Artikel 43 Absatz 2 der Verfahrensrichtlinie hat nicht die Tragweite, die die klagenden Parteien ihm zuschreiben.

B.124.3. Der vierte Teil des achtzehnten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 7008 ist unbegründet.

B.125.1. Die klagenden Parteien bemängeln die angefochtenen Bestimmungen im fünften Teil, insofern sie eine längere Haftzeit als die von Artikel 43 Absatz 2 der Verfahrensrichtlinie vorgeschriebene Höchstzeit gestatteten. Die angefochtenen Bestimmungen würden dadurch, dass sie den Erhalt des Antrags durch den GKFS und nicht seine Einreichung als Anfangszeitpunkt der Frist von vier Wochen, nach deren Ablauf es dem Antragsteller ohne einen Beschluss des GKFS erlaubt ist, in das Staatsgebiet einzureisen, festlegten, gegen Artikel 43 der Verfahrensrichtlinie verstoßen.

B.125.2. Aus Artikel 43 Absatz 2 der Verfahrensrichtlinie geht hervor, dass die Entscheidungen über die Zulässigkeit eines Antrags oder die Begründetheit eines Antrags im Rahmen eines beschleunigten Prüfungsverfahrens, das an der Grenze stattfindet, innerhalb einer angemessenen Frist ergehen müssen und dass in dem Fall, dass innerhalb von vier Wochen keine Entscheidung ergangen ist, dem Antragsteller die Einreise in das Hoheitsgebiet des Mitgliedstaats gestattet wird.

B.125.3. Die Artikel 57/6/4 Absatz 3 und 74/5 § 4 Nr. 5 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 legen als Anfangszeitpunkt der vorerwähnten Frist von vier Wochen den Erhalt des durch den Minister oder dessen Beauftragten dem GKFS übermittelten Antrags auf internationalen Schutz fest. In dem Gesetz vom 15. Dezember 1980 ist keine Frist festgelegt, innerhalb deren diese Übermittlung erfolgen muss.

B.125.4. Zwar legt Artikel 43 Absatz 2 der Verfahrensrichtlinie den Anfangszeitpunkt der Frist von vier Wochen, nach deren Ablauf dem Antragsteller ohne eine Entscheidung der zuständigen Behörde gestattet werden muss, in das Staatsgebiet des Mitgliedstaates einzureisen, nicht ausdrücklich fest, aber daraus folgt nicht, dass es dem Gesetzgeber freistünde, den Anfangszeitpunkt seiner Wahl festzulegen, und erst recht nicht, einen Anfangszeitpunkt festzulegen, der von der Haltung der Verwaltung abhängt.

Der Gerichtshof der Europäischen Union hat geurteilt, dass die Frist von vier Wochen, die in Artikel 43 Absatz 2 der Verfahrensrichtlinie vorgesehen ist, « zu dem Zeitpunkt beginnt, zu dem der Antrag auf internationalen Schutz gemäß Art. 6 Abs. 2 der Richtlinie 2013/32 gestellt wurde. Dies ist der Zeitpunkt, zu dem bei einem solchen Antrag das Prüfungsverfahren eingeleitet wird » (EuGH, 14. Mai 2020, C-924/19 PPU und C-925/19 PPU, *FMS u.a.*, vorerwähnt, Randnr. 240).

Daher verstößt die Festlegung des Anfangszeitpunkts der vorerwähnten Frist von vier Wochen auf den Erhalt des durch den Minister oder dessen Beauftragten dem GKFS übermittelten Antrags auf internationalen Schutz gegen die Artikel 10, 11 und 12 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 43 Absatz 2 der Verfahrensrichtlinie.

B.125.5. Der fünfte Teil des achtzehnten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 7008 ist begründet. In Artikel 57/6/4 Absatz 3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 in der durch den angefochtenen Artikel 44 des Gesetzes vom 21. November 2017 eingefügten Fassung sind die Wörter « Erhalt des durch den Minister oder dessen Beauftragten übermittelten » und in Artikel 74/5 § 4 Nr. 5 desselben Gesetzes in der durch den angefochtenen Artikel 56 eingefügten Fassung die Wörter « Erhalt des durch den Minister oder dessen Beauftragten übermittelten » für nichtig zu erklären.

In Bezug auf die Änderung von Umständen, die eine Inhaftnahme rechtfertigen (Artikel 57 des Gesetzes vom 21. November 2017)

B.126. Der neunzehnte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 7008 ist abgeleitet aus einem Verstoß durch Artikel 57 des Gesetzes vom 21. November 2017 gegen Artikel 12 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit den Artikeln 8 und 9 der Aufnahme richtlinie, mit den Artikeln 6 und 47 der Charta und mit Artikel 5 Absätze 1 und 4 der Europäischen Menschenrechtskonvention.

Nach Auffassung der klagenden Parteien gewährleistet die angefochtene Bestimmung nicht, dass die Inhaftnahme nur für den kürzest möglichen Zeitraum erfolgt, solange die Gründe für die Festhaltung gegeben sind. Das Gesetz gewährleiste nämlich nicht, dass ein neuer Beschluss über die Notwendigkeit der Inhaftnahme gefasst werde, wenn die Untersuchungshandlung, die die Freiheitsentziehung gerechtfertigt hat, ausgeführt wurde.

B.127. Artikel 74/6 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, ersetzt durch den angefochtenen Artikel 57 des Gesetzes vom 21. November 2017, bestimmt:

« § 1. Wenn es auf der Grundlage einer Einzelfallprüfung erforderlich ist und keine weniger intensive Zwangsmaßnahme wirksam angewandt werden kann, kann der Minister oder sein Beauftragter die Person, die internationalen Schutz beantragt, an einem bestimmten Ort im Königreich festhalten:

1. um die Identität oder Staatsangehörigkeit des Antragstellers festzustellen oder zu überprüfen oder
2. um Beweise zu sichern, auf die sich der Antrag auf internationalen Schutz stützt und die ohne Festhaltung des Antragstellers unter Umständen nicht zu erhalten wären, insbesondere wenn Fluchtgefahr des Antragstellers besteht, oder

3. wenn der Antragsteller aufgrund eines Rückkehrverfahrens zur Vorbereitung seiner Rückführung und/oder Durchführung seiner Entfernung festgehalten wird und es auf der Grundlage objektiver Kriterien, einschließlich der Tatsache, dass der Antragsteller bereits Gelegenheit zum Zugang zum Asylverfahren hatte, belegt werden kann, dass berechtigte Gründe für die Annahme bestehen, dass er den Antrag auf internationalen Schutz nur eingereicht hat, um die Durchführung des Rückkehrbeschlusses zu verzögern oder zu vereiteln, oder

4. wenn dies aus Gründen der nationalen Sicherheit oder der öffentlichen Ordnung erforderlich ist.

Kein Ausländer darf allein deshalb festgehalten werden, weil er einen Antrag auf internationalen Schutz gestellt hat.

Der Ausländer kann nur für einen möglichst kurzen Zeitraum und nur so lange festgehalten werden, wie die in Absatz 1 erwähnten Gründe gegeben sind.

Die Dauer der Festhaltung darf zwei Monate nicht überschreiten.

Wenn dies aus Gründen der nationalen Sicherheit oder der öffentlichen Ordnung erforderlich ist, kann der Minister oder sein Beauftragter die in Absatz 1 Nr. 4 erwähnte Festhaltung um zwei Monate verlängern.

Nach einer Verlängerung kann der im vorhergehenden Absatz erwähnte Beschluss nur durch den Minister gefasst werden und kann die Festhaltung des Ausländers nach Ablauf der Frist jeweils nur um einen Monat verlängert werden, ohne dass dadurch die Gesamtdauer der Festhaltung sechs Monate überschreiten darf.

Die Dauer der Festhaltung wird von Rechts wegen während der Frist ausgesetzt, die für die Einreichung einer Beschwerde beim Rat für Ausländerstreitsachen, wie in Artikel 39/57 erwähnt, benötigt wird. Wenn dem Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose oder der antragstellenden oder der beitretenden Partei gemäß Artikel 39/76 § 1 eine Frist für die Prüfung der von einer der Parteien angeführten neuen Sachverhalte oder für die Mitteilung von Anmerkungen eingeräumt wird, wird die Dauer der Festhaltung ebenfalls von Rechts wegen während dieser Fristen ausgesetzt.

Der König legt durch einen im Ministerrat beratenen Erlass die in Absatz 1 erwähnten weniger intensiven Zwangsmaßnahmen zur Festhaltung fest.

Unbeschadet des vorhergehenden Absatzes kann der Minister oder sein Beauftragter dem Ausländer als weniger intensive Zwangsmaßnahme zur Festhaltung ebenfalls einen Aufenthaltsort zuweisen.

§ 2. Ist der in Artikel 52/3 § 1 erwähnte Ausländer von einer vollstreckbaren Entferungsmaßnahme betroffen, finden die Bestimmungen von Artikel 7 Absatz 2 bis 8 und von Titel III^{quater} Anwendung ».

B.128. Der in B.115.6 erwähnte Artikel 8 der Aufnahme richtlinie betrifft die Inhaftnahme von Personen, die internationalen Schutz beantragen. Artikel 9 der Aufnahme richtlinie betrifft die Garantien für in Haft befindliche Antragsteller:

« 1. Ein Antragsteller wird für den kürzest möglichen Zeitraum und nur so lange in Haft genommen, wie die in Artikel 8 Absatz 3 genannten Gründe gegeben sind.

Die Verwaltungsverfahren in Bezug auf die in Artikel 8 Absatz 3 genannten Gründe für die Inhaftnahme werden mit der gebotenen Sorgfalt durchgeführt. Verzögerungen in den Verwaltungsverfahren, die nicht dem Antragsteller zuzurechnen sind, rechtfertigen keine Fortdauer der Haft.

2. Die Haft der Antragsteller wird von einer Justiz- oder Verwaltungsbehörde schriftlich angeordnet. In der Anordnung werden die sachlichen und rechtlichen Gründe für die Haft angegeben.

3. Wird die Haft von einer Verwaltungsbehörde angeordnet, so sorgen die Mitgliedstaaten von Amts wegen und/oder auf Antrag des Antragstellers für eine zügige gerichtliche Überprüfung der Rechtmäßigkeit der Inhaftnahme. Findet eine derartige Überprüfung von Amts wegen statt, so wird so schnell wie möglich nach Beginn der Haft entschieden. Findet die Überprüfung auf Antrag des Antragstellers statt, so wird über sie so schnell wie möglich nach Einleitung des diesbezüglichen Verfahrens entschieden. Zu diesem Zweck legen die Mitgliedstaaten in ihrem einzelstaatlichen Recht die Frist fest, in der die gerichtliche Überprüfung von Amts wegen und/oder die gerichtliche Überprüfung auf Antrag des Antragstellers durchzuführen ist.

Falls sich die Haft infolge der gerichtlichen Überprüfung als unrechtmäßig herausstellt, wird der betreffende Antragsteller unverzüglich freigelassen.

4. In Haft befindliche Antragsteller werden unverzüglich schriftlich und in einer Sprache, die sie verstehen, oder von der vernünftigerweise angenommen werden darf, dass sie sie verstehen, über die Gründe für die Haft und die im einzelstaatlichen Recht vorgesehenen Verfahren für die Anfechtung der Haftanordnung sowie über die Möglichkeit informiert, unentgeltlich Rechtsberatung und -vertretung in Anspruch zu nehmen.

5. Die Haft wird in angemessenen Zeitabständen von Amts wegen und/oder auf Antrag des betroffenen Antragstellers von einer Justizbehörde überprüft, insbesondere wenn sie von längerer Dauer ist oder sich maßgebliche Umstände ergeben oder neue Informationen vorliegen, die sich auf die Rechtmäßigkeit der Haft auswirken könnten.

[...] ».

B.129. Aus der Klageschrift geht hervor, dass sich die klagenden Parteien auf die Situation beziehen, in der die Aufrechterhaltung der Haft der Person, die internationalen Schutz beantragt, beschlossen wurde, um auf der Grundlage von Artikel 74/6 § 1 Absatz 1 Nr. 1 oder 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 eine Untersuchungshandlung vorzunehmen. Der Gerichtshof begrenzt seine Prüfung auf diesen Fall.

B.130.1. Nach Artikel 9 Absatz 1 Unterabsatz 1 der Aufnahmerichtlinie darf eine Person, die internationalen Schutz beantragt, nur für den kürzest möglichen Zeitraum und nur so lange in Haft genommen werden, wie die Gründe, die die Inhaftnahme rechtfertigen, gegeben sind. Artikel 9 Absatz 5 derselben Richtlinie sieht vor, dass die Haft in angemessenen Zeitabständen von Amts wegen und/oder auf Antrag des betroffenen Antragstellers von einer Justizbehörde überprüft wird, insbesondere wenn sie von längerer Dauer ist oder sich maßgebliche Umstände ergeben oder neue Informationen vorliegen, die sich auf die Rechtmäßigkeit der Haft auswirken könnten.

Im Gegensatz zu dem, was die klagenden Parteien anführen, verpflichten weder Artikel 8 noch Artikel 9 der Aufnahmerichtlinie die Mitgliedstaaten, eine Informationspflicht der zuständigen Behörde über den Fortschritt der Untersuchung gegenüber dem Antragsteller oder dem mit der Überprüfung der Rechtmäßigkeit der Inhaftierung beauftragten Rechtsprechungsorgan einzuführen.

B.130.2. Artikel 74/6 § 1 Absätze 3 und 4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 sieht vor, dass die Inhaftnahme nur für einen möglichst kurzen Zeitraum und nur so lange erfolgt, wie die Gründe für die Festhaltung gegeben sind, und dass die Dauer der Festhaltung zwei Monate nicht überschreiten darf. Daraus folgt, dass die zuständige Behörde im Fall der Anwendung von Artikel 74/6 § 1 Absatz 1 Nr. 1 oder 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 verpflichtet ist, einen Zeitraum für die Inhaftnahme entsprechend der für die Durchführung der Untersuchungshandlungen notwendigen Zeit festzulegen.

Die Person, die internationalen Schutz beantragt, kann die Freiheitsentziehungsmaßnahme, von der sie betroffen ist, vor den Untersuchungsgerichten auf der Grundlage von Artikel 71 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 anfechten. Dieser Einspruch kann von dem Betroffenen von Monat zu Monat erneut eingelegt werden. Dabei steht es dem Antragsteller frei, die Dauer der Inhaftnahme anzufechten oder geltend zu machen, dass die Gründe, die seine Festhaltung an einem bestimmten Ort rechtfertigen, nicht mehr vorliegen. Im letztgenannten Fall obliegt es der zuständigen Behörde, die Notwendigkeit der Aufrechterhaltung der Freiheitsentziehungsmaßnahme nachzuweisen, wobei diesbezüglich darauf hingewiesen wird, dass - wie in Artikel 9 Absatz 1 Unterabsatz 2 der Aufnahmerichtlinie aufgeführt - Verzögerungen in den Verwaltungsverfahren, die nicht dem Antragsteller zuzurechnen sind, keine Fortdauer der Haft rechtfertigen.

Unter Berücksichtigung des Vorstehenden bietet Artikel 74/6 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 in Verbindung mit Artikel 71 desselben Gesetzes unter der Kontrolle des zuständigen Richters ausreichend Garantien gegen eine übermäßige Dauer der Festhaltung.

B.130.3. Der neunzehnte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 7008 ist unbegründet.

In Bezug auf die Einschränkung des Anspruchs auf materielle Hilfe (Artikel 62 des Gesetzes vom 21. November 2017)

B.131. Der zwanzigste Klagegrund in der Rechtssache Nr. 7008 ist abgeleitet aus einem Verstoß durch Artikel 62 des Gesetzes vom 21. November 2017 gegen die Artikel 13, 22 und 23 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit Artikel 20 der Aufnahmerichtlinie, mit den Artikeln 1, 7 und 47 der Charta und mit Artikel 26 des Genfer Abkommens.

B.132. Artikel 4 des Gesetzes vom 12. Januar 2007 « über die Aufnahme von Asylsuchenden und von bestimmten anderen Kategorien von Ausländern » (nachstehend: Gesetz vom 12. Januar 2007), ersetzt durch Artikel 62 des Gesetzes vom 21. November 2017, bestimmt:

« § 1. Die [Föderalagentur für die Aufnahme von Asylsuchenden] kann den Anspruch auf materielle Hilfe einschränken oder in Ausnahmefällen entziehen:

1. wenn ein Asylsuchender den von der Agentur bestimmten obligatorischen Eintragungsort ablehnt, ihn nicht nutzt oder ihn verlässt, ohne die Agentur davon zu unterrichten oder die gegebenenfalls dazu erforderliche Erlaubnis erhalten zu haben, oder

2. wenn ein Asylsuchender seinen Melde- und Auskunftspflichten oder Aufforderungen zu persönlichen Anhörungen im Rahmen des Asylverfahrens während einer angemessenen Frist nicht nachkommt oder

3. wenn ein Asylsuchender einen Folgeantrag stellt, bis dass in Anwendung von Artikel 57/6/2 § 1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern über die Zulässigkeit befunden worden ist, oder

4. in Anwendung der Artikel 35/2 und 45 Absatz 2 Nr. 8 und 9.

§ 2. Wird in den in § 1 Nr. 1 und 2 erwähnten Fällen der Asylsuchende aufgespürt oder meldet er sich freiwillig, so ergeht unter Berücksichtigung der Motive des Untertauchens ein Beschluss über die erneute Gewährung einiger oder aller im Rahmen der Aufnahme gewährten materiellen Leistungen, die entzogen oder eingeschränkt worden sind.

§ 3. In vorliegendem Artikel erwähnte Beschlüsse über die Einschränkung oder den Entzug der im Rahmen der Aufnahme gewährten materiellen Leistungen werden jeweils für den Einzelfall gefasst und mit Gründen versehen. Sie sind aufgrund der besonderen Situation der betreffenden Person, insbesondere der in Artikel 36 desselben Gesetzes erwähnten Personen, unter Berücksichtigung des Verhältnismäßigkeitsprinzips zu fassen.

§ 4. Das Recht auf medizinische Betreuung, wie in den Artikeln 24 und 25 erwähnt, und das Recht auf einen würdigen Lebensstandard werden für die in vorliegendem Artikel erwähnten Asylsuchenden jedoch gewahrt ».

B.133.1. Artikel 13 der Verfassung beinhaltet ein Recht auf gerichtliches Gehör beim zuständigen Richter. Dieses Recht wird ebenfalls durch Artikel 47 der Charta gewährleistet.

B.133.2. Artikel 22 der Verfassung und Artikel 7 der Charta gewährleisten das Recht auf Achtung des Privatlebens.

B.133.3. Artikel 23 der Verfassung bestimmt:

« Jeder hat das Recht, ein menschenwürdiges Leben zu führen.

Zu diesem Zweck gewährleistet das Gesetz, das Dekret oder die in Artikel 134 erwähnte Regel unter Berücksichtigung der entsprechenden Verpflichtungen die wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Rechte und bestimmt die Bedingungen für ihre Ausübung.

Diese Rechte umfassen insbesondere:

[...]

2. das Recht auf soziale Sicherheit, auf Gesundheitsschutz und auf sozialen, medizinischen und rechtlichen Beistand;

3. das Recht auf eine angemessene Wohnung;

Artikel 23 der Verfassung bestimmt, dass jeder das Recht hat, ein menschenwürdiges Leben zu führen. Zu diesem Zweck gewährleisten die jeweiligen Gesetzgeber unter Berücksichtigung der entsprechenden Verpflichtungen die wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Rechte und bestimmen die Bedingungen für ihre Ausübung. Diese Rechte umfassen unter anderem das Recht auf sozialen Beistand und das Recht auf eine angemessene Wohnung. Artikel 23 der Verfassung bestimmt nicht, was diese Rechte beinhalten, die lediglich als Grundsatz festgehalten werden, wobei es dem jeweiligen Gesetzgeber obliegt, diese Rechte gemäß Absatz 2 dieses Artikels unter Berücksichtigung der entsprechenden Verpflichtungen zu garantieren.

Artikel 23 der Verfassung enthält eine Stillhalteverpflichtung, die dem entgegensteht, dass der zuständige Gesetzgeber das durch die anwendbaren Rechtsvorschriften gebotene Schutzmaß erheblich verringert, ohne dass es hierfür Gründe gibt, die mit dem Allgemeininteresse zusammenhängen.

B.133.4. Artikel 20 der Aufnahme richtlinie betrifft die Einschränkung oder den Entzug der im Rahmen der Aufnahme gewährten materiellen Leistungen:

« 1. Die Mitgliedstaaten können die im Rahmen der Aufnahme gewährten materiellen Leistungen in begründeten Ausnahmefällen einschränken oder entziehen, wenn ein Antragsteller

a) den von der zuständigen Behörde bestimmten Aufenthaltsort verlässt, ohne diese davon zu unterrichten oder erforderlichenfalls eine Genehmigung erhalten zu haben; oder

b) seinen Melde- und Auskunftspflichten oder Aufforderungen zu persönlichen Anhörungen im Rahmen des Asylverfahrens während einer im einzelstaatlichen Recht festgesetzten angemessenen Frist nicht nachkommt; oder

c) einen Folgeantrag nach Artikel 2 Buchstabe q der Richtlinie 2013/32/EU gestellt hat.

Wird in den unter den Buchstaben a und b genannten Fällen ein Antragsteller aufgespürt oder meldet er sich freiwillig bei der zuständigen Behörde, so geht unter Berücksichtigung der Motive des Untertauchens eine ordnungsgemäß begründete Entscheidung über die erneute Gewährung einiger oder aller im Rahmen der Aufnahme gewährten materiellen Leistungen, die entzogen oder eingeschränkt worden sind.

2. Die Mitgliedstaaten können die im Rahmen der Aufnahme gewährten materiellen Leistungen einschränken, wenn sie nachweisen können, dass der Antragsteller ohne berechtigten Grund nicht so bald wie vernünftigerweise möglich nach der Ankunft in dem betreffenden Mitgliedstaat einen Antrag auf internationalen Schutz gestellt hat.

3. Die Mitgliedstaaten können die im Rahmen der Aufnahme gewährten materiellen Leistungen einschränken oder entziehen, wenn ein Antragsteller verschwiegen hat, dass er über Finanzmittel verfügt, und dadurch bei der Aufnahme zu Unrecht in den Genuss von materiellen Leistungen gekommen ist.

4. Die Mitgliedstaaten können Sanktionen für grobe Verstöße gegen die Vorschriften der Unterbringungszentren und grob gewalttätiges Verhalten festlegen.

5. Entscheidungen über die Einschränkung oder den Entzug der im Rahmen der Aufnahme gewährten materiellen Leistungen nach den Absätzen 1, 2, 3 und 4 dieses Artikels werden jeweils für den Einzelfall, objektiv und unparteiisch getroffen und begründet.

Die Entscheidungen sind aufgrund der besonderen Situation der betreffenden Personen, insbesondere im Hinblick auf die in Artikel 21 genannten Personen, unter Berücksichtigung des Verhältnismäßigkeitsprinzips zu treffen. Die Mitgliedstaaten gewährleisten im Einklang mit Artikel 19 in jedem Fall Zugang zur medizinischen Versorgung und gewährleisten einen würdigen Lebensstandard für alle Antragsteller.

6. Die Mitgliedstaaten gewährleisten, dass im Rahmen der Aufnahme gewährte materielle Leistungen nicht entzogen oder eingeschränkt werden, bevor eine Entscheidung nach Maßgabe von Absatz 5 ergeht ».

Diese Bestimmung ist in Verbindung mit Artikel 7 Absatz 3 derselben Richtlinie zu sehen, der bestimmt:

« Die Mitgliedstaaten dürfen die im Rahmen der Aufnahme gewährten materiellen Leistungen an die Bedingung knüpfen, dass sich Antragsteller tatsächlich an dem Ort aufhalten, der von den Mitgliedstaaten festgelegt wird. Ein derartiger Beschluss, der von allgemeiner Natur sein kann, wird jeweils für den Einzelfall und auf der Grundlage des einzelstaatlichen Rechts getroffen ».

B.133.5. Artikel 1 der Charta bestimmt:

« Die Würde des Menschen ist unantastbar. Sie ist zu achten und zu schützen ».

B.133.6. Artikel 26 des Genfer Abkommens bestimmt:

« Jeder vertragsschließende Staat räumt den Flüchtlingen, die sich rechtmäßig auf seinem Gebiet aufhalten, das Recht ein, dort ihren Aufenthaltsort zu wählen und sich frei zu bewegen, vorbehaltlich der Bestimmungen, die unter den gleichen Umständen für Ausländer im allgemeinen gelten ».

B.134.1. Im ersten Teil machen die klagenden Parteien geltend, dass die angefochtene Bestimmung dadurch, dass sie für Aufnahmebegünstigte eine strengere Regelung von Sanktionen vorsehe als die Regelung, die in Artikel 45 des Gesetzes vom 12. Januar 2007 vorgesehen sei, auf den der frühere Artikel 4 desselben Gesetzes verwies, einen erheblichen Rückschritt des Schutzes der Rechte der betroffenen Personen gegenüber der Situation, die vorher bestand, zur Folge habe, der mit der in Artikel 23 der Verfassung enthaltenen Stillhalteverpflichtung unvereinbar sei.

Aus der Klageschrift geht hervor, dass sich die klagenden Parteien insbesondere auf den Fall beziehen, der in Artikel 4 § 1 Absatz 1 Nr. 1 des Gesetzes vom 12. Januar 2007 vorgesehen ist.

B.134.2. Der Anspruch auf materielle Hilfe, der im Gesetz vom 12. Januar 2007 vorgesehen ist, gehört zu den in Artikel 23 Absätze 2 und 3 der Verfassung erwähnten wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Rechten und insbesondere zum Recht auf Schutz der Gesundheit, auf sozialen, medizinischen und juristischen Beistand sowie zum Recht auf eine angemessene Wohnung. Daraus folgt, dass der Gesetzgeber an die in dieser Bestimmung enthaltene Stillhalteverpflichtung gebunden ist.

B.134.3. Vor der Ersetzung durch den angefochtenen Artikel 62 des Gesetzes vom 21. November 2017, bestimmte Artikel 4 des Gesetzes vom 12. Januar 2007:

« Die [Föderalagentur für die Aufnahme von Asylsuchenden] kann durch einen für den Einzelfall mit Gründen versehenen Beschluss bestimmen, dass ein Asylsuchender, der einen zweiten Asylantrag einreicht, während der Prüfung des Antrags Artikel 6 § 1 des vorliegenden Gesetzes nicht geltend machen kann, außer wenn das Generalkommissariat für Flüchtlinge und Staatenlose einen Beschluss zur Berücksichtigung in Anwendung von Artikel 57/6/2 oder einen Beschluss in Anwendung von Artikel 57/6 Nr. 1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern gefasst hat. Dieser Grundsatz kann für jeden neuen Asylantrag zur Anwendung kommen.

Die Agentur kann beschließen, dass der Asylsuchende keinen Anspruch auf die in Artikel 6 § 1 erwähnte materielle Hilfe erheben kann, wenn er den von der zuständigen Behörde zugewiesenen Wohnort ablehnt, ihn nicht nutzt oder ihn verlässt, ohne die erwähnte Behörde davon zu unterrichten oder die gegebenenfalls dazu erforderliche Erlaubnis erhalten zu haben.

Wenn der im vorangegangenen Absatz erwähnte Asylsuchende erneut vorstellig wird, kann er auf die in Artikel 6 § 1 erwähnte materielle Hilfe wieder Anspruch erheben. In diesem Fall kann die Agentur jedoch beschließen, eine der in Artikel 45 Absatz 2 Nr. 1 bis 6 vorgesehenen Maßnahmen zu ergreifen.

Das Recht auf medizinische Betreuung, wie in den Artikeln 24 und 25 des vorliegenden Gesetzes festgelegt, wird für die im vorliegenden Artikel erwähnten Asylsuchenden jedoch gewahrt ».

Wenn ein Asylsuchender, der den von der zuständigen Behörde festgelegten Wohnort ohne triftigen Grund nicht genutzt oder ihn verlassen hatte, sich wieder meldete, konnte er in Anwendung dieser Bestimmung erneut Anspruch auf materielle Hilfe erheben. Die Föderalagentur für die Aufnahme von Asylsuchenden (nachstehend: Agentur) konnte jedoch entscheiden, eine der in Artikel 45 Absatz 2 Nr. 1 bis 6 des Gesetzes vom 12. Januar 2007 vorgesehenen Maßnahmen zu ergreifen, wobei diese Maßnahmen von der formellen Verwarnung mit Vermerk in der Sozialakte (Nr. 1) bis zur zeitweiligen Streichung oder Verringerung des Tagesgeldes für eine Dauer von höchstens vier Wochen (Nr. 6) reichten.

B.134.4. Artikel 4 des Gesetzes vom 12. Januar 2007 in der durch den angefochtenen Artikel 62 ersetzten Fassung sieht nunmehr in seinem Paragraphen 2 vor, dass, wenn ein Asylsuchender, der den von der Agentur bestimmten obligatorischen Eintragungsort abgelehnt hat, ihn nicht genutzt oder ihn verlassen hat, ohne die Agentur davon zu unterrichten oder die gegebenenfalls dazu erforderliche Erlaubnis erhalten zu haben, aufgespürt wird oder sich freiwillig meldet, « unter Berücksichtigung der Motive des Untertauchens ein Beschluss über die erneute Gewährung einiger oder aller im Rahmen der Aufnahme gewährten materiellen Leistungen, die entzogen oder eingeschränkt worden sind » ergeht.

Dieser Beschluss darf nicht dazu führen, dass dem Asylsuchenden die materielle Hilfe vollständig entzogen wird. Er muss für den Einzelfall gefasst und mit Gründen versehen sein und muss die besondere Situation der betreffenden Person sowie das Verhältnismäßigkeitsprinzip berücksichtigen (Artikel 4 § 3). Das Recht auf medizinische Betreuung, wie in den Artikeln 24 und 25 des Gesetzes erwähnt, sowie das Recht auf einen würdigen Lebensstandard werden gewahrt (Artikel 4 § 4).

B.134.5. Falls die angefochtene Bestimmung das von den geltenden Rechtsvorschriften gebotene Schutzmaß verringern sollte, so handelt es sich also in jedem Fall nicht um eine erhebliche Verringerung, die mit der in Artikel 23 der Verfassung enthaltenen Stillhalteverpflichtung unvereinbar wäre.

B.134.6. Der erste Teil des zwanzigsten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 7008 ist unbegründet.

B.135.1. Im zweiten Teil beanstanden die klagenden Parteien die angefochtene Bestimmung, insofern sie dem Asylsuchenden die Fähigkeit entziehe, seinen Wohnort zu wählen, ohne dass diese Wahl eine Hypothek für sein Recht auf Aufnahme in der Zukunft darstelle. Wenn er den Wohnort ablehne, könne der Asylsuchende in der Folge die Regelung der materiellen Hilfe nicht mehr bedingungslos in Anspruch nehmen. Indem die angefochtene Bestimmung systematisch einen « [Beschluss] unter Berücksichtigung der Motive des Untertauchens » vorsehe, gestatte sie unter Verstoß gegen die Stillhalteverpflichtung die Ausübung des Rechts, sich eigenständig an einer Privatadresse einzutragen, nicht mehr. Die angefochtene Bestimmung würde gegen das Recht auf Achtung des Privatlebens der betroffenen Ausländer verstoßen.

Aus der Klageschrift geht hervor, dass sich die klagenden Parteien insbesondere auf den Fall beziehen, der in Artikel 4 § 1 Absatz 1 Nr. 1 des Gesetzes vom 12. Januar 2007 vorgesehen ist.

B.135.2. Gemäß Artikel 7, Absatz 3 der Aufnahmerichtlinie dürfen die Mitgliedstaaten die im Rahmen der Aufnahme gewährten materiellen Leistungen an die Bedingung knüpfen, dass sich Antragsteller tatsächlich an einem bestimmten Ort aufhalten. Artikel 20 Absatz 1 Unterabsatz 1 Buchstabe a derselben Richtlinie erlaubt es den Mitgliedstaaten, die im Rahmen der Aufnahme gewährten materiellen Leistungen in begründeten Ausnahmefällen einzuschränken oder zu entziehen, wenn ein Antragsteller « den von der zuständigen Behörde bestimmten Aufenthaltsort verlässt, ohne diese davon zu unterrichten oder erforderlichenfalls eine Genehmigung erhalten zu haben ».

Aus der Verbindung dieser beiden Bestimmungen ergibt sich, dass der bloße Umstand, dass ein Antragsteller den von der zuständigen Behörde bestimmten obligatorischen Eintragungsort nicht akzeptiert, ohne dass ein Verschulden vorliegt, kein Hindernis für die erneute Gewährung einiger oder aller im Rahmen der Aufnahme gewährten materiellen Leistungen, die entzogen oder eingeschränkt worden sind, wenn er aufgespürt wird oder sich freiwillig bei den zuständigen Behörden meldet, darstellt.

Diesbezüglich ist festzustellen, dass nach der Begründung der Asylsuchende, dessen Recht auf Aufnahme eingeschränkt wurde oder dem dieses Recht aus dem Grund entzogen wurde, dass er nicht an dem für ihn bestimmten obligatorischen Eintragungsort wohnt, wenn « [er] sich erneut bei der Agentur meldet, [...] einen neuen obligatorischen Eintragungsort unter Berücksichtigung der von Artikel 6 [des] Gesetzes festgelegten Regeln erhalten [kann] » (*Parl. Dok., Kammer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, SS. 159-160*). Wie der Ministerrat anführt, verhindert die angefochtene Bestimmung daher nicht, dass die Begünstigten sich entscheiden, an einer Privatadresse zu wohnen und sich anschließend, wenn sie Anspruch auf alle Leistungen im Rahmen der Aufnahme haben möchten, in das Netz der Agentur einzugliedern, bei der sie angeboten werden.

B.135.3. Die angefochtene Bestimmung entzieht dem Aufnahmebegünstigten somit nicht die Fähigkeit, seinen Wohnort zu wählen, ohne dass diese Wahl eine Hypothek für sein Recht auf Aufnahme in der Zukunft darstellt.

B.135.4. Der zweite Teil des zwanzigsten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 7008 ist unbegründet.

B.136.1. Im dritten Teil machen die klagenden Parteien geltend, dass die angefochtene Bestimmung, insofern sie den Anspruch auf Aufnahme im Hinblick auf die Zielsetzung in nicht sachdienlicher Weise einschränke oder entziehe, wenn der Antragsteller seiner Mitwirkungspflicht nicht nachkomme, gegen die Stillhalteverpflichtung verstoße, die sich aus Artikel 23 der Verfassung ergebe. Zudem verstoße die angefochtene Bestimmung gegen das Recht auf eine wirksame Beschwerde.

Aus der Klageschrift geht hervor, dass sich die klagenden Parteien insbesondere auf den Fall beziehen, der in Artikel 4 § 1 Nr. 2 des Gesetzes vom 12. Januar 2007 vorgesehen ist.

B.136.2. Insofern es die angefochtene Bestimmung nunmehr ermöglicht, den Anspruch auf materielle Hilfe einzuschränken oder zu entziehen, « wenn ein Asylsuchender seinen Melde- und Auskunftsspflichten oder Aufforderungen zu persönlichen Anhörungen im Rahmen des Asylverfahrens während einer angemessenen Frist nicht nachkommt », während diese Möglichkeit zuvor nicht bestand, wird durch sie das bestehende Schutzmaß erheblich verringert. Um mit Artikel 23 der Verfassung vereinbar zu sein, muss diese erhebliche Verringerung durch Gründe des Allgemeininteresses gerechtfertigt sein.

B.136.3. Mit der angefochtenen Bestimmung wird ein legitimes Ziel verfolgt, nämlich die Möglichkeiten für einen Missbrauch des Aufnahmesystems zu beschränken, wobei gleichzeitig ein menschenwürdiger Lebensstandard für alle Antragsteller zu gewährleisten ist, wie es im Erwägungsgrund 25 der Aufnahmerichtlinie heißt:

« Die Möglichkeiten für einen Missbrauch des Aufnahmesystems sollten dadurch beschränkt werden, dass die Umstände festgelegt werden, unter denen die den Antragstellern im Rahmen der Aufnahme gewährten materiellen Leistungen eingeschränkt oder entzogen werden dürfen, wobei gleichzeitig ein menschenwürdiger Lebensstandard für alle Antragsteller zu gewährleisten ist ».

Insbesondere die Möglichkeit, die die Agentur aufgrund von Artikel 4 § 1 Nr. 2 des Gesetzes vom 12. Januar 2007 besitzt, den Anspruch auf materielle Hilfe in Ausnahmefällen im Fall der fehlenden Mitwirkung des Asylsuchenden einzuschränken oder zu entziehen, « ergibt sich aus der dem Asylsuchenden obliegenden Pflicht, konstruktiv daran mitzuwirken, dass das Asylverfahren so gut wie möglich abläuft. Mit anderen Worten: Wenn der Asylsuchende es ablehnt, mit den Behörden zusammenzuarbeiten, kann er nicht erwarten, dass diese Behörden ihm dieselben Rechte einräumen wie einem Asylsuchenden, der uneingeschränkt am Verfahren mitwirkt » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2548/001, S. 160).

Dieses legitime Ziel stellt einen Grund des Allgemeininteresses dar, der eine erhebliche Verringerung beim von den geltenden Rechtsvorschriften gebotenen Schutzmaß rechtfertigt.

B.136.4. Die angefochtene Bestimmung ist folglich nicht mit der in Artikel 23 der Verfassung enthaltenen Stillhalteverpflichtung unvereinbar.

B.136.5. Was die Behauptung der klagenden Parteien betrifft, dass die angefochtene Bestimmung in Verbindung mit Artikel 39/57 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 die Person, die internationalen Schutz beantragt, ihres Rechts auf eine wirksame Beschwerde berauben würde, wie es in Artikel 13 der Verfassung und in Artikel 47 der Charta gewährleistet ist, ist festzustellen, dass die Einschränkung oder der Entzug des Anspruchs auf materielle Hilfe nicht dazu führen darf, dass dem Asylsuchenden die materielle Hilfe vollständig entzogen wird, dessen Recht auf medizinische Betreuung und dessen Recht auf einen würdigen Lebensstandard gewahrt werden, wie in B.134.4 dargelegt wird.

Insofern der dritte Teil des Klagegrunds aus einem Verstoß gegen das Recht auf eine wirksame Beschwerde abgeleitet ist, beruht er auf einer falschen Annahme.

B.136.6. Der dritte Teil des zwanzigsten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 7008 ist unbegründet.

In Bezug auf die Verkürzung der Beschwerdefristen (Artikel 4 des Gesetzes vom 17. Dezember 2017)

B.137. Der erste Klagegrund in der Rechtssache Nr. 7009 ist abgeleitet aus einem Verstoß durch Artikel 4 des Gesetzes vom 17. Dezember 2017 gegen die Artikel 10, 11 und 13 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit dem Effektivitätsgrundsatz als allgemeinem Prinzip des Unionsrechts und mit Artikel 47 der Charta.

B.138.1. Artikel 39/57 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, abgeändert durch den angefochtenen Artikel 4 des Gesetzes vom 17. Dezember 2017, bestimmt:

« § 1. In Artikel 39/2 erwähnte Beschwerden werden innerhalb dreißig Tagen ab Notifizierung der Beschlüsse, gegen die die Beschwerden gerichtet sind, durch Antrag eingereicht.

Der Antrag wird innerhalb zehn Tagen ab Notifizierung des Beschlusses, gegen den die Beschwerde gerichtet ist, eingereicht:

1. wenn die Beschwerde von einem Ausländer eingereicht wird, der sich zum Zeitpunkt der Notifizierung des Beschlusses an einem in den Artikeln 74/8 und 74/9 erwähnten bestimmten Ort befindet oder der Regierung zur Verfügung gestellt wird,

2. wenn sich die Beschwerde gegen einen in Artikel 57/6/1 § 1 Absatz 2 und 3 erwähnten Beschluss richtet,

3. wenn sich die Beschwerde gegen einen in Artikel 57/6 § 3 Absatz 1 erwähnten Unzulässigkeitsbeschluss richtet. Die Antragschrift wird jedoch innerhalb fünf Tagen ab Notifizierung des Beschlusses, gegen den die Beschwerde gerichtet ist, eingereicht, wenn es sich um einen Unzulässigkeitsbeschluss aufgrund von Artikel 57/6 § 3 Absatz 1 Nr. 5 handelt und der Ausländer sich zum Zeitpunkt der Einreichung seines Antrags an einem in den Artikeln 74/8 und 74/9 erwähnten bestimmten Ort befindet oder der Regierung überantwortet wird.

Der in Artikel 39/82 § 4 Absatz 2 erwähnte Antrag wird innerhalb zehn Tagen ab Notifizierung des Beschlusses, gegen den er gerichtet ist, durch Antragschrift eingereicht. Bei einer zweiten Entfernung- oder Abweisungsmaßnahme wird die Frist auf fünf Tage verkürzt.

[...] ».

Infolge der vorerwähnten Abänderung sieht Artikel 39/57 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 nunmehr drei Fristen vor, die für die Einreichung von in Artikel 39/2 desselben Gesetzes erwähnte Beschwerden gelten:

- eine unveränderte ordentliche Frist von dreißig Tagen (Artikel 39/57 § 1 Absatz 1);
- eine verkürzte Frist von zehn Tagen (anstelle von zuvor fünfzehn), die für Beschwerden, die von einem Ausländer eingereicht werden, der an einem bestimmten Ort festgehalten oder der Regierung zur Verfügung gestellt wird (Artikel 39/57 § 1 Absatz 2 Nr. 1), für Beschwerden, die sich gegen einen nach Abschluss eines beschleunigten Prüfungsverfahrens ergangenen Beschluss richten (Nr. 2), sowie für Beschwerden, die sich gegen Beschlüsse richten, mit denen ein Antrag auf internationalen Schutz für unzulässig erklärt wird (Nr. 3 erster Satz), gilt;
- eine noch kürzere Frist von fünf Tagen (anstelle von zuvor zehn), die für Beschwerden gilt, die sich gegen Beschlüsse richten, mit denen ein Folgeantrag auf internationalen Schutz mangels neuer Sachverhalte oder Erkenntnisse für unzulässig erklärt wird, wenn der Ausländer an einem bestimmten Ort festgehalten oder der Regierung überantwortet wird (Nr. 3 zweiter Satz).

B.138.2. Aus der Begründung geht hervor, dass mit der angefochtenen Bestimmung angestrebt wird, « die Fristen für die Einreichung einer Antragschrift beim Rat [für Ausländerstreitsachen] zu rationalisieren und [zu] vereinfachen » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2549/001, S. 6). Es geht darum, « dem Erfordernis der Klarheit des Verfahrens in dem Bestreben, eine wirksame Beschwerde zu bieten, gerecht zu werden » (ebenda).

So bezweckt die Anwendung einer verkürzten Beschwerdefrist von zehn Tagen, « die beschleunigte Bearbeitung entweder des Antrags einer Person, die sich in Haft befindet, oder von Anträgen, die im beschleunigten Verfahren bearbeitet oder die vom GKFS für unzulässig erklärt wurden, zu fördern » (ebenda). Im ersten Fall soll mit dieser Frist « die Haftdauer eines Ausländers, der einen Antrag auf internationalen Schutz oder einen anderen Aufenthaltsantrag gestellt hat, so weit wie möglich reduziert werden » (ebenda). Was den zweiten Fall betrifft, « ist es in Anbetracht des Umstands, dass entweder nur die Zulässigkeit des Antrags geprüft wurde oder eine beschleunigte Bearbeitung des Inhalts der Akte durch den GKFS stattgefunden hat, ebenfalls normal, eine kürzere Beschwerdefrist vorzusehen, sowohl für die Einreichung der Antragschrift als auch für die Bearbeitung der Beschwerde » (ebenda, S. 7). « Eine beschleunigte Bearbeitung dieser Beschwerden ermöglicht es nämlich, das System der Anträge auf internationalen Schutz zu entlasten, wobei gleichzeitig die Möglichkeit gewährleistet bleibt, eine wirksame Beschwerde einzureichen » (ebenda).

Laut den Vorarbeiten wurde die kürzere Frist von fünf Tagen wie folgt gerechtfertigt:

« [Un] troisième délai, plus bref, de 5 jours, est prévu afin d'assurer le traitement le plus rapide possible des demandes ultérieures, introduites par des personnes en détention et déclarées irrecevables en raison d'une absence de nouveaux éléments, qui augmentent de manière significative la probabilité d'une reconnaissance comme réfugié, ou l'octroi de la protection subsidiaire. Pour ces dossiers, la loi prévoit déjà un traitement accéléré de la procédure de recours, c'est-à-dire un délai de recours de 10 ou 5 jours et un traitement par le Conseil de +/- 8 jours ouvrables. Le délai d'introduction du recours pour une première décision d'irrecevabilité est maintenant aussi mis à 5 jours, vu l'explication donnée ci-dessus quant à la réduction des délais, vu la détention et vu le fait que la demande de protection internationale a déjà été examinée et que le CGRA a déjà conclu qu'il n'y avait pas de nouveaux éléments, qui augmentent de manière significative la probabilité d'une reconnaissance comme réfugié, ou l'octroi de la protection subsidiaire » (ebenda, SS. 7-8).

B.139. Mit dem ersten und zweiten Teil wird die angesichts der Situation der großen Schutzbedürftigkeit der Personen, die internationalen Schutz beantragen, der Bedeutung der gefassten Beschlüsse und der mit der Organisation ihrer Verteidigung verbundenen Schwierigkeiten zu kurze Beschaffenheit der von der angefochtenen Bestimmung eingeführten Beschwerdefristen bemängelt.

Die klagenden Parteien machen geltend, dass die angefochtene Bestimmung weder einen juristischen Beistand noch den Beistand durch einen Dolmetscher für den Antragsteller vor oder zugleich mit dem Anfangszeitpunkt der Frist gewährleiste. Sie fügen hinzu, dass andere Bestimmungen des Gesetzes hingegen die Frist für die Bearbeitung der Anträge beim Rat für Ausländerstreitsachen verlängerten, was im Widerspruch zu dem Ziel stehe, « das System der Anträge auf internationalen Schutz zu entlasten ». Nach Auffassung der klagenden Parteien kann der Rat für Ausländerstreitsachen in zahlreichen Situationen die Verwaltungsakte nicht vor der Sitzung prüfen. Schließlich machen die klagenden Parteien im dritten Teil geltend, dass in der angefochtenen Bestimmung, insofern sie die Frist für die Nichtigkeitsklage, die in Artikel 39/2 § 1 Nr. 2 (zu lesen ist: 39/2 § 2) des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 vorgesehen ist, für den inhaftierten Ausländer auf zehn Tage verkürze und sie damit der Frist für die Aussetzungsklage in äußerster Dringlichkeit gleichsetze, die in Artikel 39/82 § 4 desselben Gesetzes vorgesehen ist, zwei Klagen unterschiedlicher Natur ohne Rechtfertigung gleich behandelt würden.

B.140. Da in den drei Teilen des Klagegrunds die übermäßig kurze Beschaffenheit der von der angefochtenen Bestimmung eingeführten Beschwerdefristen bemängelt wird, prüft der Gerichtshof sie zusammen.

B.141.1. Artikel 47 der Charta, der das Recht auf einen wirksamen Rechtsbehelf gewährleistet, ist in Verbindung mit Artikel 46 Absätze 1 und 4 Unterabsatz 1 der Verfahrensrichtlinie zu betrachten, der vorschreibt, dass die Antragsteller das Recht auf einen wirksamen Rechtsbehelf vor einem Gericht gegen Entscheidungen über ihren Antrag auf internationalen Schutz haben. Die Mitgliedstaaten müssen angemessene Fristen festlegen, wobei diese die Wahrnehmung des Rechts auf einen wirksamen Rechtsbehelf weder unmöglich machen noch übermäßig erschweren dürfen.

B.141.2. Der Effektivitätsgrundsatz beinhaltet, dass « es mangels einschlägiger Unionsregeln nach dem Grundsatz der Verfahrensautonomie Sache der innerstaatlichen Rechtsordnung jedes Mitgliedstaats [ist], entsprechende Regeln festzulegen, vorausgesetzt allerdings [...], dass sie die Ausübung der durch das Unionsrecht verliehenen Rechte nicht praktisch unmöglich machen oder übermäßig erschweren » (EuGH, 17. März 2016, C-161/15, *Benallal*, Randnr. 24; 9. September 2020, C-651/19, *JP*, Randnr. 34).

B.142. Der Gerichtshof prüft die Frist von zehn Tagen und die Frist von fünf Tagen, die von der angefochtenen Bestimmung eingeführt wurden, getrennt.

B.143.1.1. Aus den in B.138.2 zitierten Vorarbeiten geht hervor, dass die Verkürzung der Frist von fünfzehn auf zehn Tage bezweckt, die beschleunigte Bearbeitung von bestimmten Anträgen auf internationalen Schutz zu fördern. Eine solche Bearbeitung wird in Bezug auf die in Artikel 39/57 § 1 Absatz 2 Nr. 1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 erwähnten Beschlüsse mit dem Bestreben gerechtfertigt, die Haftdauer des Antragstellers so weit wie möglich zu reduzieren, und in Bezug auf die in Artikel 39/57 § 1 Absatz 2 Nr. 2 und 3 desselben Gesetzes erwähnten Beschlüsse damit gerechtfertigt, dass sich diese Beschlüsse auf die Prüfung der Zulässigkeit des Antrags beschränken oder dass sie vom GKFS nach Abschluss eines beschleunigten Prüfungsverfahrens gefasst wurden. Es entbehrt nicht einer vernünftigen Rechtfertigung in solchen Fällen eine verkürzte Beschwerdefrist vorzusehen.

B.143.1.2. Eine Beschwerdefrist von zehn Tagen kann nicht als übermäßig kurz eingestuft werden. Diesbezüglich ist festzustellen, dass die Personen, die internationalen Schutz beantragen, auf der Grundlage von Artikel 33 des Gesetzes vom 12. Januar 2007 ab der Einreichung des Antrags Anspruch auf den Beistand durch einen Rechtsanwalt haben und dass sie, wie in B.62.2 erwähnt, Anspruch auf einen Beistand durch einen Dolmetscher haben. Eine Frist von zehn Tagen ist ausreichend, um eine Beschwerde im Verfahren mit unbeschränkter Rechtsprechung als eine wirksame Beschwerde im Sinne der Bestimmungen und des Grundsatzes, die im Klagegrund erwähnt sind, anzusehen (EuGH, 9. September 2020, C-651/19, *JP*, Randnrn. 48 bis 66).

B.143.1.3. Der Umstand, dass die Frist für die Einreichung einer Nichtigkeitsklage gegen die Entfernungsmassnahme, deren Gegenstand ein Ausländer ist, der zum Zeitpunkt der Notifizierung des Beschlusses in Haft ist, die in Artikel 39/57 § 1 Absatz 2 Nr. 1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 vorgesehen ist, nunmehr gleich lang ist wie die Frist für die Einreichung eines Aussetzungsantrags in äußerster Dringlichkeit gegen die Entfernungsmassnahme, wenn die Ausführung dieser Maßnahme unmittelbar bevorsteht (was der Fall ist, wenn der Ausländer in Haft ist), die in Artikel 39/57 § 1 Absatz 3 desselben Gesetzes vorgesehen ist, das heißt zehn Tage, führt nicht zu einer anderen Schlussfolgerung.

Es ist zwar zutreffend, dass Nichtigkeitsstreitsachen und Aussetzungsstreitsachen unterschiedlicher Natur sind, aber die Verkürzung der Frist von fünfzehn auf zehn Tage, um die Nichtigkeit zu erwirken, ist im vorliegenden Fall aus den in B.143.1.1 erwähnten Gründen gerechtfertigt und bringt keine unverhältnismäßige Einschränkung der Rechte der betroffenen Ausländer mit sich.

B.143.2.1. Aus den in B.138.2 zitierten Vorarbeiten geht hervor, dass mit der Frist von fünf Tagen für Beschwerden, die von einem Antragsteller in Haft gegen einen vom GKFS für unzulässig erklärten Folgeantrag eingereicht werden, ein Ziel der Schnelligkeit verfolgt wird. Während zuvor eine Frist von fünf Tagen nur für Beschwerden in Bezug auf den zweiten und die folgenden Folgeanträge galt, ist sie nunmehr auch auf den ersten Unzulässigkeitsbeschluss anwendbar. In der Begründung wird diese allgemeine Einführung der Frist von fünf Tagen mit der Notwendigkeit der Verkürzung der Fristen, mit dem Umstand, dass sich der Ausländer in Haft befindet, und mit dem Umstand gerechtfertigt, dass « der Antrag auf internationalen Schutz bereits geprüft wurde und dass der GKFS bereits zu dem Schluss gekommen ist, dass es keine neuen Sachverhalte gibt, die die Wahrscheinlichkeit einer Zuerkennung der Rechtsstellung als Flüchtling oder einer Gewährung subsidiären Schutzes erheblich erhöhen » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2549/001, SS. 7-8).

B.143.2.2. Es entbehrt in Anbetracht dessen, dass der Ausländer in Haft ist, und in Anbetracht des begrenzten Gegenstands der Beschwerde, die sich im Prinzip nur darauf bezieht, ob die vom Antragsteller zur Begründung seines Folgeantrags vorgebrachten Sachverhalte neu sind oder nicht, nicht einer vernünftigen Rechtfertigung, eine kürzere Frist von fünf Tagen vorzusehen. Unter Berücksichtigung außerdem des in B.143.1.2 Erwähnten ist die Frist von fünf Tagen, was den Beistand betrifft, auf den der Antragsteller Anspruch hat, ausreichend, um eine Beschwerde im Verfahren mit unbeschränkter Rechtsprechung als eine wirksame Beschwerde im Sinne der Bestimmungen und des Grundsatzes, die im Klagegrund erwähnt sind, anzusehen.

B.143.3. Aus dem bloßen Umstand, dass der Gesetzgeber bestimmte Fristen für die Bearbeitung bestimmter Beschwerden beim Rat für Ausländerstreitsachen verlängert hat - Fristen, die im Übrigen von den klagenden Parteien nicht beanstandet werden -, kann nicht abgeleitet werden, dass der Gesetzgeber die Last für die Beschleunigung des Verfahrens nur den Personen, die internationalen Schutz beantragen, auferlegen würde oder dass das Ziel der Schnelligkeit unter Berücksichtigung der normaler Weise für die Beschlussfassung des GKFS und des Rats für Ausländerstreitsachen geltenden Fristen in Wirklichkeit gar nicht verfolgt würde.

B.143.4. Der erste Klagegrund in der Rechtssache Nr. 7009 ist unbegründet.

In Bezug auf die aufschiebende Beschaffenheit der Beschwerde (Artikel 5 des Gesetzes vom 17. Dezember 2017)

B.144. Der zweite Klagegrund in der Rechtssache Nr. 7009 ist abgeleitet aus einem Verstoß durch Artikel 5 des Gesetzes vom 17. Dezember 2017 gegen Artikel 13 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit den Artikeln 41 und 46 der Verfahrensrichtlinie und mit Artikel 47 der Charta.

B.145. Artikel 39/70 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, abgeändert durch den angefochtenen Artikel 5 des Gesetzes vom 17. Dezember 2017, bestimmt:

« Vorbehaltlich der Zustimmung des Betreffenden kann während der Frist für die Einreichung einer Beschwerde und während der Prüfung dieser Beschwerde gegenüber dem Ausländer keine Maßnahme zur Entfernung oder Abweisung aus dem Staatsgebiet unter Zwang ausgeführt werden.

Absatz 1 ist nicht anwendbar, wenn ein Rückkehrbeschluss keine unmittelbare oder mittelbare Abweisung zur Folge hat, wie in Anwendung von Artikel 57/6/2 § 2 bestimmt, und:

1. der Betreffende binnen dem Jahr nach dem bestandskräftigen Beschluss in Bezug auf seinen vorherigen Antrag auf internationalen Schutz einen ersten Folgeantrag auf internationalen Schutz eingereicht hat, während er sich an einem in den Artikeln 74/8 oder 74/9 erwähnten bestimmten Ort befand,

2. der Betreffende nach einem bestandskräftigen Beschluss in Bezug auf einen ersten Folgeantrag auf internationalen Schutz einen weiteren Folgeantrag auf internationalen Schutz eingereicht hat ».

Aufgrund dieser Bestimmung kann eine Person, die internationalen Schutz beantragt hat, während der Frist für die Einreichung einer Beschwerde gegen den Beschluss des GKFS und während der Prüfung dieser Beschwerde grundsätzlich nicht aus dem Staatsgebiet entfernt werden, es sei denn, (1) sie hat binnen dem Jahr nach dem bestandskräftigen Beschluss in Bezug auf ihren ersten Antrag auf internationalen Schutz einen Folgeantrag eingereicht, wenn sie in Haft ist, oder (2) sie hat nach einem bestandskräftigen Beschluss in Bezug auf einen ersten Folgeantrag einen weiteren Folgeantrag eingereicht, in beiden Fällen vorausgesetzt, dass der Rückkehrbeschluss keine unmittelbare oder mittelbare Abweisung zur Folge hat.

B.146.1. Artikel 13 der Verfassung beinhaltet ein Recht auf gerichtliches Gehör bei einem zuständigen Richter. Dieses Recht wird ebenfalls durch Artikel 47 der Charta gewährleistet.

B.146.2. Artikel 41 der Verfahrensrichtlinie betrifft die Ausnahmen vom Recht auf Verbleib bei Folgeanträge:

« 1. Die Mitgliedstaaten können Ausnahmen vom Recht auf Verbleib im Hoheitsgebiet machen, wenn eine Person

a) nur zur Verzögerung oder Behinderung der Durchsetzung einer Entscheidung, die zu ihrer unverzüglichen Abschiebung aus dem betreffenden Mitgliedstaat führen würde, förmlich einen ersten Folgeantrag gestellt hat, der gemäß Artikel 40 Absatz 5 nicht weiter geprüft wird, oder

b) nach einer bestandskräftigen Entscheidung, einen ersten Folgeantrag gemäß Artikel 40 Absatz 5 als unzulässig zu betrachten, oder nach einer bestandskräftigen Entscheidung, einen ersten Folgeantrag als unbegründet abzulehnen, in demselben Mitgliedstaat einen weiteren Folgeantrag stellt

Die Mitgliedstaaten können eine solche Ausnahme nur dann machen, wenn die Asylbehörde die Auffassung vertritt, dass eine Rückkehrentscheidung keine direkte oder indirekte Zurückweisung zur Folge hat, die einen Verstoß gegen die völkerrechtlichen und unionsrechtlichen Pflichten dieses Mitgliedstaats darstellt.

2. In den in Absatz 1 aufgeführten Fällen können die Mitgliedstaaten ferner

[...]

c) von Artikel 46 Absatz 8 abweichen ».

Artikel 46 derselben Richtlinie betrifft das Recht auf einen wirksamen Rechtsbehelf. Er bestimmt in den Absätzen 5, 6 und 8:

« 5. Unbeschadet des Absatzes 6 gestatten die Mitgliedstaaten den Antragstellern den Verbleib im Hoheitsgebiet bis zum Ablauf der Frist für die Ausübung des Rechts der Antragsteller auf einen wirksamen Rechtsbehelf und, wenn ein solches Recht fristgemäß ausgeübt wurde, bis zur Entscheidung über den Rechtsbehelf.

6. Im Fall einer Entscheidung,

[...]

b) einen Antrag gemäß Artikel 33 Absatz 2 Buchstaben a, b oder d als unzulässig zu betrachten,

[...]

ist das Gericht befugt, entweder auf Antrag des Antragstellers oder von Amts wegen darüber zu entscheiden, ob der Antragsteller im Hoheitsgebiet des Mitgliedstaats verbleiben darf, wenn die Entscheidung zur Folge hat, das Recht des Antragstellers auf Verbleib in dem Mitgliedstaat zu beenden und wenn in diesen Fällen das Recht auf Verbleib in dem betreffenden Mitgliedstaat bis zur Entscheidung über den Rechtsbehelf im nationalen Recht nicht vorgesehen ist.

[...]

8. Die Mitgliedstaaten gestatten dem Antragsteller, bis zur Entscheidung in dem Verfahren nach den Absätzen 6 und 7 darüber, ob der Antragsteller im Hoheitsgebiet des Mitgliedstaats verbleiben darf, im Hoheitsgebiet zu verbleiben. ».

B.147. Im ersten Teil machen die klagenden Parteien geltend, dass die Unmöglichkeit für die Personen, die internationalen Schutz beantragen, bei einem Gericht die Genehmigung für den Verbleib auf belgischem Staatsgebiet, bis zur Entscheidung über den Rechtsbehelf gegen den Unzulässigkeitsbeschluss in Bezug auf ihren Folgeantrag zu beantragen, im Widerspruch zum Recht auf gerichtliches Gehör und zum Recht auf einen wirksamen Rechtsbehelf stehe und gegen die Artikel 41 und 46 der Verfahrensrichtlinie verstoße.

B.148. Wie der Ministerrat feststellt, ist der erste Teil des Klagegrunds unzulässig, insoweit er gegen den neuen Artikel 39/70 Absatz 2 Nr. 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 gerichtet ist, da diese Bestimmung Gegenstand einer rein formellen Anpassung begrifflicher Art war.

B.149. Nach Artikel 41 Absatz 1 Buchstabe a der Verfahrensrichtlinie ist es möglich, eine Ausnahme vom Recht der Person, die internationalen Schutz beantragt, auf Verbleib im Hoheitsgebiet des Mitgliedstaates während der Prüfung des Antrags zu machen, wenn sie nur zur Verzögerung oder Behinderung der Entfernung einen ersten Folgeantrag gestellt hat, der mangels eines neuen Sachverhalts oder einer neuen Erkenntnis für unzulässig erachtet wird, vorausgesetzt, dass die Asylbehörde die Auffassung vertritt, dass eine Rückkehrentscheidung keine direkte oder indirekte Zurückweisung zur Folge hat. In diesem Fall ist es ebenfalls möglich, von Artikel 46 Absatz 8 der Richtlinie abzuweichen (Artikel 41 Absatz 2 derselben Richtlinie).

Aufgrund von Artikel 46 Absatz 6 derselben Richtlinie ist ein einzelstaatliches Gericht, wenn ein Rechtsbehelf gegen eine Entscheidung, mit der ein Folgeantrag mangels eines neuen Sachverhalts oder einer neuen Erkenntnis für unzulässig befunden wird, und wenn das Recht des Mitgliedstaates dem Antragsteller nicht das Recht einräumt, bis zur Entscheidung über den Rechtsbehelf im Hoheitsgebiet des Mitgliedstaats zu verbleiben, befugt, entweder auf Antrag des Antragstellers oder von Amts wegen darüber zu entscheiden, ob der Antragsteller im Hoheitsgebiet des Mitgliedstaats verbleiben darf, wenn die Entscheidung, mit der der Folgeantrag für unzulässig erklärt wird, zur Folge hat, das Recht des Antragstellers auf Verbleib in dem Mitgliedstaat zu beenden.

B.150. Der Beschluss des GKFS, einen Folgeantrag für unzulässig zu erklären, an sich hat nicht zur Folge, das Recht des Ausländers, sich im Königreich aufzuhalten, zu beenden. Dieses Recht wird beendet, wenn der Minister oder sein Beauftragter nach dem vorerwähnten Beschluss den Ausländer anweist, das Staatsgebiet zu verlassen (Artikel 52/3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980).

B.151.1. Wie der Ministerrat anmerkt, kann ein Ausländer, der Gegenstand eines Abweisungs- oder Entfernungsbeschlusses ist, wenn die Ausführung dieser Maßnahme unmittelbar bevorsteht, was vermutet wird, wenn er in Haft ist, nach den Artikeln 39/82 § 4 Absatz 2 und 39/83 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 einen Aussetzungsantrag in äußerster Dringlichkeit stellen, der eine aufschiebende Wirkung hat.

Die Aussetzung der Ausführung kann nur angeordnet werden, wenn triftige Gründe, die die Nichtigkeitsklärung des angefochtenen Akts rechtfertigen können, vorgebracht werden, und unter der Voraussetzung, dass die unmittelbare Ausführung des Akts einen gravierenden und schwer wiedergutzumachenden Schaden verursachen kann, wobei « letztgenannte Bedingung [...] unter anderem erfüllt [ist], wenn auf der Grundlage der grundlegenden Menschenrechte - insbesondere der Rechte, für die gemäß Artikel 15 Absatz 2 der Europäischen Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten keine Abweichung erlaubt ist - ein triftiger Grund vorgebracht worden ist » (Artikel 39/82 § 2 Absatz 1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980).

Im Rahmen der Prüfung des Antrags nimmt der Rat für Ausländerstreitsachen « eine sorgfältige und rigorose Prüfung aller ihm vorliegenden Beweismittel vor, insbesondere der Beweismittel, die Gründe zu der Annahme liefern, die Ausführung des angefochtenen Beschlusses würde den Antragsteller dem Risiko der Verletzung der grundlegenden Menschenrechte aussetzen, für die gemäß Artikel 15 Absatz 2 der Europäischen Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten keine Abweichung erlaubt ist » (Artikel 39/82 § 4 Absatz 4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980).

Der Rat für Ausländerstreitsachen kann so überprüfen, dass die Entfernungsmaßnahme keine direkte oder indirekte Zurückweisung zur Folge hat. In den Vorarbeiten zu der angefochtenen Bestimmung heißt es diesbezüglich, dass « dem Antragsteller im Rahmen dieses Entfernungsverfahrens die aufschiebende Beschwerde in äußerster Dringlichkeit offen gestanden hat und dass seine eventuellen Beschwerdegründe im Zusammenhang mit den Artikeln 3 und 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention somit geprüft worden sind » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2549/001, S. 9). Während der Prüfung der Beschwerde und im Fall der Aussetzung der Entfernungsmaßnahme kann der Ausländer daher auf dem Staatsgebiet verbleiben.

B.151.2. Der erste Teil des zweiten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 7009 ist unbegründet.

B.152. Die klagenden Parteien machen im zweiten Teil geltend, dass die angefochtene Bestimmung, insofern sie die Antragsteller, deren Sachverhalt, der das Schutzbedürfnis zeigt, in dem Jahr nach der Ablehnung eines Erstantrags eingetreten ist, und die in jedem Fall nicht einen zweiten Antrag nur einreichen, um die Ausführung einer Entscheidung, die ihre unverzügliche Entfernung zur Folge hätte, zu verzögern oder zu behindern, einer aufschiebenden Beschwerde beraubt, gegen das Recht auf eine wirksame Beschwerde verstoße.

B.153. Wie in B.149 erwähnt, kann einem Ausländer gemäß Artikel 41 Absatz 1 der Verfahrensrichtlinie das Recht auf Verbleib in dem Hoheitsgebiet des Mitgliedstaates entzogen werden, wenn er nur zur Verzögerung oder Behinderung der Durchsetzung einer Entscheidung, die zu seiner unverzüglichen Entfernung führen würde, einen ersten Folgeantrag gestellt hat, der mangels eines neuen Sachverhalts oder einer neuen Erkenntnis für unzulässig befunden wurde.

B.154. Während zuvor die Beschwerde nur dann keine aufschiebende Wirkung hatte, wenn die Einreichung des Folgeantrags in den 48 Stunden vor der Entfernung zu deren Verzögerung oder Behinderung erfolgte, ermöglicht es Artikel 39/70 Absatz 2 Nr. 1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 in der durch den angefochtenen Artikel 5 abgeänderten Fassung, nunmehr, die Entfernung einer Person während der Frist für die Einreichung einer Beschwerde und während der Prüfung dieser Beschwerde vorzunehmen, die binnen dem Jahr nach dem bestandskräftigen Beschluss in Bezug auf ihren vorherigen Antrag auf internationalen Schutz einen ersten Folgeantrag auf internationalen Schutz eingereicht hat, während sie sich an einem in den Artikeln 74/8 oder 74/9 erwähnten bestimmten Ort befand.

In der Begründung wurde diesbezüglich angeführt:

« Quant au point 2°, l'article 41, § 1^{er}, a) de la directive 2013/32/UE permet au législateur de déroger au caractère suspensif du recours lorsque la demande de protection internationale qui a donné lieu à une décision d'irrecevabilité n'a été introduite qu'afin de retarder ou d'empêcher l'exécution d'une décision qui entraînerait un éloignement imminent de l'État membre concerné. Un tel but peut être présumé lorsque le demandeur détenu introduit une demande ultérieure de protection internationale, d'autant plus quand les demandes de protection internationale sont introduites de manière rapprochée. Le demandeur a en effet déjà eu accès à la procédure d'asile et un tel élément a été reconnu, à l'article 8, § 3, d) de la directive 2013/33/UE, comme un critère objectif démontrant un motif raisonnable de penser que le demandeur a introduit la demande de protection internationale à seule fin de retarder ou d'empêcher l'exécution d'une décision de retour. Dès lors que le demandeur se trouve dans un lieu déterminé, une procédure d'éloignement a été nécessairement mise en œuvre à son encontre, procédure qui n'est suspendue que le temps du traitement de la demande de protection internationale par le CGRA. En réponse aux avis 61.399/4 et 61.400/4 du 31 mai 2017 du Conseil d'État, il est rappelé que, dans le cadre de cette procédure d'éloignement, le demandeur aura eu accès au recours suspensif d'extrême urgence et que ses éventuels griefs relatifs aux articles 3 et 8 de la Convention européenne des droits de l'homme auront donc été examinés. Il est également rappelé que, n'est pas visée par ce changement législatif, une première demande ultérieure, dont la première demande a fait l'objet d'une décision qui clôture l'examen de la demande, sans examen au fond dès lors qu'en vertu de l'actuel et nouvel article 57/6/2, ces demandes sont automatiquement considérées comme recevables.

Cette nouvelle possibilité de déroger au caractère suspensif du recours ne s'applique que si le CGRA a conclu à l'absence de risque de refoulement direct ou indirect en application de l'article 57/6/2, § 2 et que si la première demande de protection internationale a été clôturée définitivement moins d'un an avant l'introduction de la première demande ultérieure.

Se prononçant sur la légalité de l'article 39/70 de la loi du 15 décembre 1980, la Cour Constitutionnelle, dans son arrêt n° 13/2016 du 27 janvier 2016, a déjà reconnu que :

' B.39.7. Les demandeurs d'asile qui introduisent une première demande ou une demande ultérieure se trouvent dans des situations essentiellement différentes. Compte tenu de l'importance du risque d'utilisation des procédures à d'autres fins que celles auxquelles elles sont destinées, le législateur poursuit un but légitime lorsqu'il prend des mesures visant à décourager l'introduction de demandes d'asile successives ou à lutter contre les abus. De telles demandes d'asile successives risquent d'entraîner une surcharge non seulement des instances d'asile, mais également des instances de recours susceptibles d'être saisies d'un recours contre le refus d'octroyer l'asile.

B.39.8. La première exception que contient la disposition attaquée concerne les demandeurs d'asile qui ont introduit une seconde demande d'asile dans les quarante-huit heures avant leur éloignement, dans le seul but de retarder ou d'empêcher l'exécution de la décision d'éloignement, et qui abusent dès lors de la procédure d'asile. La seconde exception concerne les demandeurs d'asile qui ont introduit une troisième demande d'asile et dont la première et la deuxième demande ont donc déjà été soumises à un examen complet, y compris la possibilité d'attaquer la décision concernant leur demande devant une instance juridictionnelle.

B.39.9. La disposition attaquée n'autorise l'éloignement du territoire pour les étrangers concernés qu'à la condition expresse que la décision de retour n'entraîne pas un refoulement direct ou indirect.

B.39.10. Dans ces circonstances, les dispositions attaquées ne portent pas une atteinte disproportionnée aux droits accordés aux demandeurs d'asile par les dispositions constitutionnelles et internationales invoquées '.

Le même raisonnement peut s'appliquer à la nouvelle modification de l'article 39/70. En réponse à l'avis 61.400/4 du 31 mai 2017 du Conseil d'État, il est insisté sur le fait que le critère actuel des quarante-huit heures ne permet pas suffisamment de lutter contre des demandes de protection internationale introduites dans le seul but d'éviter un éloignement. Or, compte tenu de l'organisation et des frais engagés pour mener à bien une procédure d'éloignement forcé, il convient de transposer au maximum les possibilités offertes par la directive 2013/32/UE. Ainsi, en 2016, 110 vols ont dû être annulés en raison de l'introduction d'une première demande ultérieure de protection internationale. Le demandeur de bonne foi est protégé par le fait que le CGRA se prononce dans tous les cas sur sa demande de protection internationale, que cette exception au principe général du caractère suspensif ne s'applique qu'en cas de demande irrecevable et que le CGRA s'est prononcé sur le risque de refoulement direct ou indirect. Il est en outre protégé par le fait que cette exception ne s'applique que dans le cas de demandes de protection internationale introduites de manière rapprochée, c'est-à-dire introduite à moins d'un an d'intervalle entre la décision finale sur la première demande et l'introduction de la demande ultérieure. Dans l'année précédant l'introduction de sa demande ultérieure, le demandeur aura ainsi déjà vu sa première demande de protection internationale examinée par le Commissaire général, et s'il avait exercé son droit de recours, par le Conseil » (*Parl. Dok., Kammer, 2016-2017, DOC 54-2549/001, SS. 9-11*).

B.155. Wie die klagenden Parteien anführen, ist es nicht möglich anzunehmen, dass ein Ausländer in Haft, der binnen dem Jahr nach dem bestandskräftigen Beschluss in Bezug auf seinen vorherigen Antrag auf internationalen Schutz einen für unzulässig befundenen ersten Folgeantrag auf internationalen Schutz eingereicht hat, diesen Folgeantrag zwangsläufig nur zur Verzögerung oder Behinderung der Durchsetzung einer Entscheidung, die zu seiner unverzüglichen Entfernung aus dem belgischen Staatsgebiet führen würde, eingereicht hat. Es kann nämlich nicht ausgeschlossen werden, dass der neue Sachverhalt oder die neue Erkenntnis, die der Antragsteller geltend macht, um internationalen Schutz zu erhalten, binnen dem Jahr nach dem bestandskräftigen Beschluss zutage tritt, und zwar auch dann, wenn der Antragsteller zum Zeitpunkt der Einreichung des Folgeantrags in Haft sein sollte.

Diesbezüglich ist festzustellen, dass der Antragsteller beim Rat für Ausländerstreitsachen auf der Grundlage von Artikel 39/82 § 4 Absatz 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 einen Aussetzungsantrag in äußerster Dringlichkeit gegen die Entferngungsmaßnahme, von der er betroffen ist, stellen kann. Im Rahmen dieser aufschiebenden Beschwerde steht es dem Antragsteller frei, den Sachverhalt geltend zu machen, der in dem Jahr nach der Ablehnung des ersten Antrags eingetreten ist und der seiner Auffassung nach die Wahrscheinlichkeit, dass der Antragsteller für die Gewährung des internationalen Schutzes in Frage kommt, erheblich erhöht.

B.156. Der zweite Teil des zweiten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 7009 ist unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

1. erklärt im Gesetz vom 15. Dezember 1980 « über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern », abgeändert durch das Gesetz vom 21. November 2017 « zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern und des Gesetzes vom 12. Januar 2007 über die Aufnahme von Asylsuchenden und von bestimmten anderen Kategorien von Ausländern » und durch das Gesetz vom 17. Dezember 2017 « zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern »,

- Artikel 48/6 § 2 Absätze 1 und 4,
- in Artikel 57/5quater § 4 den Verweis auf Artikel 57/6 § 2 und den Verweis auf Artikel 57/6 § 3, insofern er sich auf Beschlüsse über die Zulässigkeit, die nicht im Rahmen des in Artikel 57/6/4 erwähnten Verfahrens an der Grenze gefasst werden, bezieht,
- Artikel 57/6/1 § 1, aber nur insofern er auf einen unbegleiteten ausländischen Minderjährigen in anderen Fällen als den in Artikel 25 Absatz 6 Buchstabe a der Richtlinie 2013/32/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Juni 2013 « zu gemeinsamen Verfahren für die Zuerkennung und Aberkennung des internationalen Schutzes (Neufassung) » erwähnten Fällen Anwendung finden könnte,
- Artikel 57/6/1 § 1 Absatz 1 Buchstabe f, aber nur insofern er die Anwendung des beschleunigten Prüfungsverfahrens in dem Fall ermöglicht, dass der Antragsteller einen Folgeantrag auf internationalen Schutz gestellt hat, nachdem der Erstantrag Gegenstand eines Einstellungsbeschlusses in Anwendung von Artikel 57/6/5 § 1 Nrn. 1, 2, 3, 4 oder 5 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 war,

- in Artikel 57/6/4 Absatz 3 die Wörter « Erhalt des durch den Minister oder dessen Beauftragten übermittelten »,
 - Artikel 57/7 § 3, insofern er die Möglichkeit des Generalkommissars für Flüchtlinge und Staatenlose, die Vertraulichkeit von bestimmten Angaben zu wahren, nicht auf die Fälle beschränkt, in denen « die Offenlegung von Informationen oder Quellen die nationale Sicherheit, die Sicherheit der Organisationen oder Personen, von denen diese Informationen stammen, oder die Sicherheit der Personen, die die Informationen betreffen, gefährden oder [...] die Ermittlungsinteressen im Rahmen der Prüfung von Anträgen auf internationalen Schutz durch die zuständigen Behörden der Mitgliedstaaten oder die internationalen Beziehungen der Mitgliedstaaten beeinträchtigt würden », und
 - in Artikel 74/5 § 4 Nr. 5 die Wörter « Erhalt des durch den Minister oder dessen Beauftragten übermittelten » für nichtig;
2. weist die Klagen vorbehaltlich der in B.33.3 erwähnten Auslegung im Übrigen zurück.
- Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 25. Februar 2021.

Der Kanzler,
F. Meersschant

Der Präsident,
F. Daoût

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2021/20765]

29 MARS 2019. — Loi visant à étendre le tax shelter à l'industrie du jeu vidéo. — Traduction allemande

Le texte qui suit constitue la traduction en langue allemande de la loi du 29 mars 2019 visant à étendre le tax shelter à l'industrie du jeu vidéo (*Moniteur belge* du 16 avril 2019).

Cette traduction a été établie par le Service central de traduction allemande à Malmédy.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2021/20765]

29 MAART 2019. — Wet tot uitbreiding van de taxshelter naar de gaming-industrie. — Duitse vertaling

De hierna volgende tekst is de Duitse vertaling van de wet van 29 maart 2019 tot uitbreiding van de taxshelter naar de gaming-industrie (*Belgisch Staatsblad* van 16 april 2019).

Deze vertaling is opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling in Malmédy.

FÖDERALER ÖFFENTLICHER DIENST INNERES

[C - 2021/20765]

29. MÄRZ 2019 — Gesetz zur Ausdehnung des Tax Shelter auf die Videospieleindustrie — Deutsche Übersetzung

Der folgende Text ist die deutsche Übersetzung des Gesetzes vom 29. März 2019 zur Ausdehnung des Tax Shelter auf die Videospieleindustrie.

Diese Übersetzung ist von der Zentralen Dienststelle für Deutsche Übersetzungen in Malmédy erstellt worden.

FÖDERALER ÖFFENTLICHER DIENST FINANZEN

29. MÄRZ 2019 — Gesetz zur Ausdehnung des Tax Shelter auf die Videospieleindustrie

PHILIPPE, König der Belgier,

Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Die Abgeordnetenkammer hat das Folgende angenommen und Wir sanktionieren es:

Artikel 1 - Vorliegendes Gesetz regelt eine in Artikel 74 der Verfassung erwähnte Angelegenheit.

Art. 2 - Artikel 179/1 des Einkommensteuergesetzbuches 1992, eingefügt durch das Gesetz vom 25. Dezember 2016 und abgeändert durch das Gesetz vom 25. Dezember 2017, wird wie folgt abgeändert:

1. Die Wörter "in den Artikeln 194ter und 194ter/1" werden durch die Wörter "in den Artikeln 194ter, 194ter/1 und 194ter/3" ersetzt.

2. Die Wörter "in Anwendung von Artikel 194ter oder 194ter/1" werden durch die Wörter "in Anwendung von Artikel 194ter, 194ter/1 oder 194ter/3" ersetzt.

Art. 3 - In Titel III Kapitel 2 Abschnitt 3 desselben Gesetzbuches wird die Überschrift von Unterabschnitt 4, eingefügt durch das Gesetz vom 2. August 2002 und zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 25. Dezember 2016, wie folgt ersetzt:

"Unterabschnitt 4 - Unternehmen, die im Rahmen einer Tax-Shelter-Regelung in ein Rahmenübereinkommen zugunsten der Produktion eines audiovisuellen Werks, eines Bühnenwerks oder eines Videospieles investieren".

Art. 4 - Artikel 194ter/2 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Gesetz vom 25. Dezember 2016, wird wie folgt abgeändert:

1. In Absatz 1 werden die Wörter "in Artikel 194ter oder 194ter/1 § 2 Absatz 1 Nr. 1" durch die Wörter "in Artikel 194ter, 194ter/1 § 2 Absatz 1 Nr. 1 oder 194ter/3 § 2 Nr. 1" ersetzt.

2. In Absatz 2 werden die Wörter "der Artikel 194ter und 194ter/1" durch die Wörter "der Artikel 194ter, 194ter/1 und 194ter/3" ersetzt.

Art. 5 - In Titel III Kapitel 2 Abschnitt 3 Unterabschnitt 4 desselben Gesetzbuches wird ein Artikel 194ter/3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 194ter/3 - § 1 - Artikel 194ter ist ebenfalls anwendbar auf in Betracht kommende Produktionsgesellschaften, deren hauptsächlichlicher Zweck die Produktion und Entwicklung von Videospielen ist.